

Annexe IV du CCTP – Exemples de commandes correspondant aux treize devis fictifs qu'il est demandé aux candidats de compléter pour établir leur DQE (document 12 BPU- DQE) - lot n°3

Devis n° 1 : Projet de loi (PJL) n° 293 (2024-2025), page 2

Devis n° 2 : Texte de commission n° 694 (2024-2025), page 11

Devis n° 3 : Proposition de loi (PPL) n° 416 (2024-2025), page 41

Devis n° 4 : Rapport ou avis législatif n° 682 (2024-2025), page 51

Devis n° 5 : Rapport budgétaire pour avis n° 148 tome 1 (2024-2025), page 79

Devis n° 6 : Rapport d'information (RI) n° 615 (2024-2025), page 165

Devis n° 7 : Rapport d'information (RI) de l'OPECST avec jaquette n° 142 (2024-2025), page 306

Devis n° 8 : Règlement du Sénat mai 2025, page 406

Devis n° 9 : Proposition de loi (PPL) n° 443 (2024-2025), page 674

Devis n° 10 : Proposition de loi (PPL) n° 54 (2024-2025), page 685

Devis n° 11 : Proposition de loi (PPL) n° 543 rect (2024-2025), page 695

Devis n° 12 : Rapport d'information (RI) n° 447 (2024-2025), page 708

Devis n° 13 : L'essentiel (format A4) du rapport n° 478 (2024-2025), page 709

N° 293
SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 29 janvier 2025

PROJET DE LOI

*ratifiant l'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024 portant
extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la loi
n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à **sécuriser et à réguler l'espace**
numérique et du règlement européen 2022/2065,*

PRÉSENTÉ
au nom de M. François BAYROU,
Premier ministre
Par M. Éric LOMBARD,
Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et
numérique

Bon de commande

Projet de loi n° 293 - 2024-2025

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : **XXX**
Nb de pages : 7
Contact : Secrétariat de la division des lois
Tél : 01 42 34 20.16
Prix public : **0,50 €**
Courriel : publications@senat.fr

Sénat	50
Assemblée nationale	50
Livraison¹ le :	XXX

Commentaire :

Nombre d'auteurs :

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche
et les jours fériés : **Texte - Rapport législatif** : J + 1 - **Rapport d'information** : J + 3 (sauf urgence)

Projet de loi

Ratification de l'ordonnance n° 2024-1019
du 13 novembre 2024 portant extension et adaptation
en outre-mer des dispositions de la loi n° 2024-449
du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler
l'espace numérique et du règlement européen 2022/2065

Première lecture

M. François BAYROU,
Premier ministre

M. Éric LOMBARD,
ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle
et numérique

Envoyé à la commission des affaires
économiques

N° 293

2024-2025

N° 293
SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 29 janvier 2025

PROJET DE LOI

*ratifiant l'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024 portant
extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la loi n° 2024-449
du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique
et du règlement européen 2022/2065,*

PRÉSENTÉ

au nom de M. François BAYROU,

Premier ministre

Par M. Éric LOMBARD,

Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

*(Envoyé à la commission des affaires économiques, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission
spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)*

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

L'article 63 de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique (loi « SREN ») a habilité le Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance des dispositions de niveau législatif visant à adapter les dispositions de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie Française et dans les îles Wallis et Futuna pour les dispositions qui relèvent de la compétence de l'État.

Tel est l'objet de l'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024 portant extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique et du règlement européen 2022/2065 publiée au *Journal officiel* de la République française du 14 novembre 2024.

Cette ordonnance comporte des mesures visant à rendre applicables certaines dispositions du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (« règlement DSA ») à certaines collectivités d'outre-mer (titre I^{er}) et à étendre l'application de la loi SREN à certaines collectivités, selon l'article visé (titre II), le tout dans la limite des dispositions de ce règlement se rattachant à une compétence normative de l'État dans ces collectivités.

Le Gouvernement dispose de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance, soit jusqu'au 15 février 2025, pour déposer un projet de loi de ratification au Parlement.

Le présent projet de loi a pour objet, en son **article unique**, de procéder à la ratification de l'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024 portant extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique et du règlement européen 2022/2065.

Il est précisé que si le champ de l'habilitation du Parlement de mai 2024 couvre l'extension et l'adaptation en outre-mer des règlements européens sur les marchés numériques (« DMA ») et sur la gouvernance des données (« DGA »), le Gouvernement propose à ce stade que le champ de l'ordonnance et du projet de loi de ratification se limite à l'adaptation du règlement DSA susmentionné. Les travaux d'extension des deux règlements européens « DMA » et « DGA » en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie Française et dans les îles Wallis et Futuna sont à l'étude, en lien avec une concertation préalable de ces territoires.

DÉCRET DE PRÉSENTATION

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et de la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024 portant extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique et du règlement européen 2022/2065, délibéré en conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté au Sénat par le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique, qui seront chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Fait à Paris, le 29 janvier 2025

Signé : François BAYROU

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

Signé : Éric LOMBARD

**Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024
portant extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la
loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace
numérique et du règlement européen 2022/2065**

Article unique

L'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024 portant extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique et du règlement européen 2022/2065 est ratifiée.

BON DE COMMANDE

TEXTE DE LA COMMISSION n° 694 - 2024-2025

simplification du droit de l'urbanisme et du logement

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : XXX

Nb de pages : 28 pages

Prix public : 1.00 €

Contact : Secrétariat de XXX

Tél : 01 42 34 XX XX

Courriel : XXX@senat.fr

Sénat

58

Assemblée nationale

15

Livraison¹ le :

XXX

Commentaire pour le service de la distribution :

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche
et les jours fériés : Texte - Rapport législatif : J + 1 - Rapport d'information : J + 3 (sauf urgence)

Proposition de loi

Simplification du droit de l'urbanisme et du logement

Première lecture

adoptée par l'Assemblée nationale,
après engagement de la procédure accélérée

Texte de la commission

Commission des affaires économiques

N° 694

2024-2025

www.senat.fr



N° 694

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 4 juin 2025

PROPOSITION DE LOI

ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
APRÈS ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE,

de simplification du droit de l'urbanisme et du logement,

TEXTE DE LA COMMISSION

DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES (1)

(1) Cette commission est composée de : Mme Dominique Estrosi Sassone, *présidente* ; MM. Alain Chatillon, Daniel Gremillet, Mme Viviane Artigalas, MM. Franck Montaugé, Franck Menonville, Bernard Buis, Fabien Gay, Pierre Médevielle, Mme Antoinette Guhl, M. Philippe Grosvalet, *vice-présidents* ; MM. Laurent Duplomb, Daniel Laurent, Mme Sylviane Noël, M. Rémi Cardon, Mme Anne-Catherine Loisier, *secrétaires* ; Mme Martine Berthet, MM. Yves Bleunven, Michel Bonnus, Denis Bouad, Jean-Marc Boyer, Jean-Luc Brault, Frédéric Buval, Henri Cabanel, Alain Cadec, Guislain Cambier, Mme Anne Chain-Larché, MM. Patrick Chaize, Patrick Chauvet, Pierre Cuypers, Éric Dumoulin, Daniel Fargeot, Gilbert Favreau, Mmes Amel Gacquerre, Marie-Lise Housseau, Brigitte Hybert, Annick Jacquemet, Micheline Jacques, MM. Yannick Jadot, Gérard Lahellec, Vincent Louault, Mme Marianne Margaté, MM. Serge Mérillou, Jean-Jacques Michau, Sébastien Pla, Christian Redon-Sarrazy, Mme Évelyne Renaud-Garabedian, MM. Olivier Rietmann, Daniel Salmon, Lucien Stanzione, Jean-Claude Tissot.

Voir les numéros :

Assemblée nationale (17^e législature) : **1240, 1378** et T.A. **113**.

Sénat : **632, 693** et **684** (2024-2025).

Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement

Article 1^{er} A

- ① I. – Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :
- ② 1° AA (*nouveau*) L'article L. 104-3 est complété par trois alinéas ainsi rédigés :
 - ③ « Ne sont pas soumis à évaluation environnementale les procédures de modification d'un plan local d'urbanisme ayant pour seul objet :
 - ④ « 1° La rectification d'une erreur matérielle ;
 - ⑤ « 2° La réduction de la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser en application du 3° de l'article L. 153-41. » ;
- ⑥ 1° A (*nouveau*) L'article L. 143-22 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
 - ⑦ « Ce dernier peut, par décision motivée, recourir, en substitution à l'enquête publique, à la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du code de l'environnement. Dans ce cas, le dossier soumis à la procédure de participation du public par voie électronique est également mis en consultation sur un support papier, aux horaires d'ouverture, dans les mairies concernées. » ;
- ⑧ 1° B (*nouveau*) Au premier alinéa de l'article L. 143-23, après le mot : « publique », sont insérés les mots : « ou de la participation du public par voie électronique organisée en application du second alinéa de l'article L. 143-22 » et, après les mots : « public et », sont insérés les mots : « , le cas échéant, » ;
- ⑨ 1° L'article L. 143-29 est ainsi rédigé :
- ⑩ « Art. L. 143-29. – Le schéma de cohérence territoriale fait l'objet d'une révision lorsque l'établissement public chargé de son élaboration, mentionné à l'article L. 143-16, envisage des changements portant sur les orientations définies par le projet d'aménagement stratégique, excepté dans le cas mentionné au 2° de l'article L. 143-37. » ;
- ⑪ 2° Au début de l'article L. 143-32, les mots : « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 143-29, » sont supprimés ;
- ⑫ 2° bis (*nouveau*) À la première phrase du second alinéa de l'article L. 143-33, les mots : « ou avant » sont remplacés par les mots : « , de la participation du public par voie électronique ou de » ;

- ⑬ 2° *ter (nouveau)* L'article L. 143-34 est ainsi modifié :
- ⑭ a) Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ⑮ « Le président de l'établissement public mentionné à l'article L. 143-16 peut, par décision motivée, recourir, en substitution à l'enquête publique, à la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du code de l'environnement. Dans ce cas, le dossier soumis, le cas échéant, à la procédure de participation du public par voie électronique est également mis en consultation sur un support papier, aux horaires d'ouverture, dans les mairies concernées. » ;
- ⑯ b) Au troisième alinéa, après le mot : « publique », sont insérés les mots : « ou la participation du public par voie électronique » ;
- ⑰ c) Le dernier alinéa est complété par les mots : « ou, le cas échéant, soumis à la procédure de participation du public par voie électronique » ;
- ⑱ 2° *quater (nouveau)* À l'article L. 143-35, après le mot : « publique », sont insérés les mots : « ou de la participation du public par voie électronique » et, après les mots : « public et », sont insérés les mots : « , le cas échéant, » ;
- ⑲ 3° L'article L. 143-37 est ainsi rédigé :
- ⑳ « *Art. L. 143-37.* – La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :
- ㉑ « 1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 143-34 ;
- ㉒ « 2° Si la modification a pour objet de soutenir le développement de la production d'énergie renouvelable, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, de la production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, au sens de l'article L. 811-1 du même code, ou du stockage d'électricité ou de définir des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables mentionnées à l'article L. 141-5-3 du même code, y compris lorsque la modification porte sur les orientations définies par le projet d'aménagement stratégique ;
- ㉓ « 3° Si la modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. » ;
- ㉔ 3° *bis (nouveau)* À l'article L. 153-2, à la seconde phrase du second alinéa de l'article L. 153-4 et à la première phrase du II de l'article L. 153-9, les mots : « du 1° du I » sont supprimés ;
- ㉕ 3° *ter (nouveau)* Au deuxième alinéa du I de l'article L. 153-6, les mots : « , en application de l'article L. 153-34 » sont supprimés ;

- ②⑥ 3° *quater (nouveau)* L'article L. 153-19 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ②⑦ « Le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire peut, par décision motivée, recourir, en substitution à l'enquête publique, à la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du code de l'environnement. Dans ce cas, le dossier soumis à la procédure de participation du public par voie électronique est également mis en consultation sur un support papier, aux horaires d'ouverture, dans les mairies concernées. » ;
- ②⑧ 3° *quinquies (nouveau)* L'article L. 153-21 est ainsi modifié :
- ②⑨ a) Au premier alinéa, après la première occurrence du mot : « enquête », sont insérés les mots : « ou de la participation du public par voie électronique » ;
- ③⑦ b) Au 1°, après les mots : « public et », sont insérés les mots : « , le cas échéant, » ;
- ③① 4° L'article L. 153-31 est ainsi rédigé :
- ③② « *Art. L. 153-31.* – Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, excepté dans les cas mentionnés aux 5° et 6° de l'article L. 153-45. » ;
- ③③ 5° Les articles L. 153-34 et L. 153-35 sont abrogés ;
- ③④ 6° L'article L. 153-36 est ainsi rédigé :
- ③⑤ « *Art. L. 153-36.* – Le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions, sous réserve des modifications qui relèvent de la procédure de modification simplifiée prévue aux articles L. 153-45 à L. 153-48. » ;
- ③⑥ 6° *bis (nouveau)* Au premier alinéa de l'article L. 153-40, les mots : « ou avant » sont remplacés par les mots : « , de la participation du public par voie électronique ou de » ;

- ③⑦ 6° *ter (nouveau)* L'article L. 153-41 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ③⑧ « Le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire peut, par décision motivée, recourir, en substitution à l'enquête publique, à la participation par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du code de l'environnement. Dans ce cas, le dossier soumis à la procédure de participation du public par voie électronique est mis en consultation sur un support papier, aux horaires d'ouverture, dans les mairies concernées. » ;
- ③⑨ 6° *quater (nouveau)* À l'article L. 153-42, après le mot : « publique », sont insérés les mots : « ou la procédure de participation du publique par voie électronique » ;
- ④⑩ 6° *quinquies (nouveau)* À l'article L. 153-43, après le mot : « publique », sont insérés les mots : « ou de la participation du public par voie électronique » et, après les mots : « public et », sont insérés les mots : « , le cas échéant, » ;
- ④① 7° Après le 4° de l'article L. 153-45, sont insérés des 5° et 6° ainsi rédigés :
- ④② « 5° Dans les cas où elle a pour objet de soutenir le développement de la production d'énergie renouvelable, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, de la production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, au sens de l'article L. 811-1 du même code, ou du stockage d'électricité ou de définir des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables prévues à l'article L. 141-5-3 dudit code, pour les changements mentionnés à l'article L. 153-31 du présent code et la modification des règles applicables aux zones agricoles prises en application des deux derniers alinéas de l'article L. 151-9. La commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers est saisie pour avis dans les conditions prévues à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- ④③ « 6° Dans les cas où elle a pour objet de délimiter les secteurs dans lesquels les constructions nouvelles de logements sont à usage exclusif de résidence principale, au sens de l'article 2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, pour les changements mentionnés à l'article L. 153-31 du présent code et la modification des règles applicables aux zones urbaines ou à urbaniser en vue de délimiter ces secteurs en application de l'article L. 151-14-1 ; »
- ④④ 8° *(nouveau)* La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 154-3 est supprimée ;

- ④⑤ 9° (*nouveau*) À la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 154-4, les mots : « , de mise en compatibilité et de révision prévue à l'article L. 153-34, » sont remplacés par les mots : « ou de mise en compatibilité » ;
- ④⑥ 10° (*nouveau*) L'article L. 163-5 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ④⑦ « Le maire de la commune ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, peut, par décision motivée, recourir, en substitution à l'enquête publique, à la procédure de participation par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du même code. Dans ce cas, le dossier soumis à la procédure de participation du public par voie électronique est également mis en consultation sur un support papier, aux horaires d'ouverture, dans les mairies concernées. » ;
- ④⑧ 11° (*nouveau*) À l'article 163-6, après le mot : « publique », sont insérés les mots : « ou de la participation du public par voie électronique » et, après les mots : « public et », sont insérés les mots : « , le cas échéant, » ;
- ④⑨ 12° (*nouveau*) À l'article L. 174-4, les mots : « et hors les cas prévus aux 2° et 3° du I de l'article L. 153-31 » sont supprimés ;
- ⑤⑩ 13° (*nouveau*) À la dernière phrase du premier alinéa du II de l'article L. 313-1, les mots : « ou faire l'objet de révisions dans les conditions définies à l'article L. 153-34 » sont supprimés.
- ⑤⑪ II (*nouveau*). – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :
- ⑤⑫ 1° Au neuvième alinéa de l'article L. 112-1-1, les mots : « d'une procédure de révision du plan local d'urbanisme selon les modalités de l'article L. 153-34 du code de l'urbanisme ou » sont supprimés ;
- ⑤⑬ 2° À la seconde phrase du 3° de l'article L. 112-18, les mots : « , notamment, dans le cadre de la procédure prévue à l'article L. 153-34 du code de l'urbanisme » sont supprimés.

Article 1^{er} B (nouveau)

- ① Le chapitre III du titre II du livre I^{er} du code de l'environnement est ainsi modifié :
- ② 1° Le I de l'article L. 123-2 est ainsi modifié :
- ③ a) Le 1° est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ④ « – des projets de réalisation de logements situés dans une commune figurant sur la liste mentionnée au I de l'article 17 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ou sur la liste mentionnée au dernier alinéa du II de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, lorsqu'une participation du public par voie électronique est organisée en application de l'article L. 123-19-11 du présent code ; »
- ⑤ b) À la seconde phrase du 2°, après la troisième occurrence du mot : « opération », sont insérés les mots : « , ou d'un projet de réalisation de logements situé dans une commune figurant sur la liste mentionnée au I de l'article 17 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ou sur la liste mentionnée au dernier alinéa du II de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, » ;
- ⑥ 2° Au premier alinéa de l'article L. 123-19-11, après la troisième occurrence du mot : « opération », sont insérés les mots : « , ou un projet de réalisation de logements situé dans une commune figurant sur la liste mentionnée au I de l'article 17 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ou sur la liste mentionnée au dernier alinéa du II de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, » ;
- ⑦ 3° L'intitulé de la section 5 est complété par les mots : « ainsi qu'aux projets de réalisation de logements ».

Article 1^{er}

- ① I. – L'article L. 171-5 du code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :
- ② 1° Le premier alinéa du I est ainsi modifié :
- ③ a) Les mots : « à usage commercial, industriel, artisanal ou administratif, les bâtiments ou parties de bâtiments à usage de bureaux ou d'entrepôt, les hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale, les hôpitaux, les équipements sportifs, récréatifs et de loisirs, les bâtiments ou parties de bâtiments scolaires et universitaires et les parcs de stationnement couverts accessibles au public » sont remplacés par le mot : « publics » ;
- ④ b) Le nombre : « 500 » est remplacé par le nombre : « 1 100 » ;
- ⑤ c) La première occurrence du mot : « soit » est supprimée ;
- ⑥ d) Après les mots : « renouvelables », la fin est supprimée ;
- ⑦ 2° Le II est ainsi modifié :
- ⑧ a) Après le 2°, sont insérés des 3° et 4° ainsi rédigés :
- ⑨ « 3° Aux bâtiments ou aux parties de bâtiments pour lesquels l'installation d'un système de végétalisation en toiture est prescrite par le règlement du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu ;
- ⑩ « 4° Aux bâtiments ou aux parties de bâtiment disposant déjà d'un système de végétalisation en toiture qui respecte des caractéristiques minimales fixées par un arrêté du ministre chargé de la construction. » ;
- ⑪ b) Au dernier alinéa, les mots : « et 2° » sont remplacés par les mots : « à 4° ».
- ⑫ II. – Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :
- ⑬ 1° L'article L. 143-28 est ainsi modifié :
- ⑭ a) Au début du premier alinéa, le mot : « Six » est remplacé par le mot : « Dix » ;
- ⑮ b) Le dernier alinéa est supprimé ;

- ①⑥ 1° *bis (nouveau)* Le titre IV du livre I^{er} est complété par un chapitre VI ainsi rédigé :

①⑦ « CHAPITRE VI

①⑧ « *Document d’urbanisme unique valant schéma de cohérence territoriale et plan local d’urbanisme intercommunal*

- ①⑨ « Art. L. 146-1. – Par dérogation au présent titre et au titre V, un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de document d’urbanisme et couvert par un schéma de cohérence territoriale dont le périmètre recouvre exactement le périmètre dudit établissement peut élaborer un document d’urbanisme unique ayant les effets d’un schéma de cohérence territoriale et d’un plan local d’urbanisme intercommunal.

- ②⑦ « Les documents d’urbanisme applicables sur le territoire de l’établissement public de coopération intercommunale sont caducs à compter de l’entrée en vigueur du document d’urbanisme unique mentionné au premier alinéa.

- ②① « Un décret en Conseil d’État précise les modalités d’application du présent article. » ;

- ②② 2° Au 1° de l’article L. 153-41, le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 30 % » ;

- ②③ 2° *bis* L’article L. 321-2 est ainsi modifié :

- ②④ a) Au second alinéa du I, les mots : « et le périmètre » sont supprimés ;

- ②⑤ b) Le II est ainsi modifié :

- ②⑥ – les deux premiers alinéas sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

- ②⑦ « II. – Le périmètre d’un établissement public foncier de l’État peut être étendu par décret au territoire d’un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou d’une commune, lorsque l’organe délibérant de l’établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal en a fait la demande et après que le conseil d’administration de l’établissement public foncier concerné a délibéré en ce sens. » ;

- ②⑧ – aux première et seconde phrases du troisième alinéa et au dernier alinéa, les mots : « collectivité territoriale » sont remplacés par le mot : « commune » ;

- ②⁹ 3° Le premier alinéa de l'article L. 324-2 est ainsi modifié :
- ③⁰ *aa) (nouveau)* À la première phrase, les mots : « non membres de l'un de ces établissements » sont remplacés par les mots : « , dans un délai de trois mois à compter de la transmission de ces délibérations » ;
- ③¹ *a)* À la deuxième phrase, les mots : « la décision est prise par arrêté conjoint des » sont remplacés par les mots : « l'arrêté est pris conjointement par les » ;
- ③² *b)* Les quatrième à dernière phrases sont supprimées ;
- ③³ 4° L'article L. 324-2-1 A est ainsi modifié :
- ③⁴ *a)* Au premier alinéa, les mots : « ou, le cas échéant, à une commune non membre d'un tel établissement » et les mots : « ou du conseil municipal de cette commune » sont supprimés ;
- ③⁵ *b)* Après le même premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ③⁶ « Le périmètre d'un établissement public foncier local peut également être étendu à une commune membre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre n'adhérant pas à l'établissement public foncier local. Cette extension est arrêtée par le représentant de l'État dans la région au vu des délibérations du conseil municipal de la commune et de l'établissement public foncier local, après avis de l'établissement public de coopération intercommunale transmis à la demande du représentant de l'État dans un délai de deux mois. Lorsque l'avis défavorable est motivé par un projet d'adhésion dudit établissement public de coopération intercommunale à l'établissement public foncier local, l'extension à la commune ne peut être arrêtée qu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la transmission de cet avis. » ;
- ③⁷ *c) (nouveau)* Le second alinéa est supprimé ;
- ③⁸ 5° Le 2° de l'article L. 327-3 est complété par les mots : « ainsi que la maintenance et l'entretien de ces équipements ».
- ③⁹ III. – Le I du présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2028.

Article 1^{er} bis AA (nouveau)

- ① I. – Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :
- ② 1° Le sixième alinéa de l'article L. 135 B est ainsi rédigé :
- ③ « Elle transmet également chaque année aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre la liste prévue à l'article L. 135 C. »
- ④ 2° Après le même article L. 135 B, il est inséré un article L. 135 C ainsi rétabli :
- ⑤ « *Art. L. 135 C.* – L'administration fiscale transmet chaque année aux services de l'État compétents et à l'Agence nationale de l'habitat, la liste des locaux recensés l'année précédente à des fins de gestion de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale et des taxes sur les logements vacants.
- ⑥ « Cette liste indique, pour chaque local, son adresse, sa nature, sa valeur locative, l'identifiant du local, la nature et le mode d'occupation, la date de début d'occupation, la forme juridique de l'occupant personne morale et, le cas échéant, la première année de vacance du local, l'année à partir de laquelle le local a été soumis à la taxe sur les locaux vacants, le taux d'imposition à cette taxe ainsi que le motif de la vacance.
- ⑦ « La liste est complétée, s'agissant des seuls locaux vacants, du nom, de l'adresse postale et de l'adresse électronique du propriétaire.
- ⑧ « Aux fins d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la vacance des logements, de lutte contre l'habitat indigne, ainsi que de développement d'une offre de logement abordable, la liste mentionnée au premier alinéa adressée aux services centraux du ministère chargé du logement est complétée des montants des loyers collectés en application de l'article 1496 *ter* du code général des impôts. Cette liste est également adressée à l'Agence nationale pour l'information sur le logement.
- ⑨ « L'administration fiscale transmet, à leur demande, aux services de l'État et aux organismes mentionnés au premier alinéa du présent article la liste des locaux commerciaux et professionnels vacants qui n'ont pas fait l'objet d'une imposition à la cotisation foncière des entreprises l'année précédente. »
- ⑩ II. – Le I entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Article 1^{er} bis A

- ① I. – L'article L. 4433-10-3 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° Après le mot : « au », la fin du deuxième alinéa est ainsi rédigée : « représentant de l'État pour approbation par arrêté. » ;
- ③ 2° (*nouveau*) À la fin du dernier alinéa, les mots : « ministre chargé de l'urbanisme, après la consultation du Conseil d'État, en informe l'assemblée délibérante afin qu'elle apporte à ces orientations ou dispositions les modifications nécessaires par une nouvelle délibération » sont remplacés par les mots et une phrase ainsi rédigée : « représentant de l'État le notifie à l'assemblée délibérante par une décision motivée, qui précise les modifications à apporter au schéma. L'assemblée délibérante dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification pour prendre en compte les modifications demandées par une nouvelle délibération. »
- ④ II (*nouveau*). – Le I ne s'applique pas aux procédures d'élaboration ou de révision d'un schéma d'aménagement régional en cours à la date de promulgation de la présente loi.

Articles 1^{er} bis B et 1^{er} bis C

(*Supprimés*)

Article 1^{er} bis D

- ① L'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables est ainsi modifié :
- ② 1° Le I est ainsi modifié :
- ③ a) Le premier alinéa est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :
- ④ « I. – Les parcs de stationnement extérieurs d'une superficie supérieure à 1 500 mètres carrés sont équipés, sur au moins la moitié de cette superficie, au choix du propriétaire, par :
- ⑤ « 1° Des ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage ;
- ⑥ « 2° Des arbres assurant l'ombrage des places de stationnement ;
- ⑦ « 3° Une combinaison des deux solutions mentionnées aux 1° et 2°. » ;

- ⑧ b) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :
- ⑨ « Cette obligation peut également être satisfaite, en tout ou partie, par la mise en place d'un dispositif de production d'énergies renouvelables ne requérant pas l'installation d'ombrières, sous réserve que ce dispositif permette une production équivalente à celle qui résulterait de l'installation d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables sur la superficie non équipée. » ;
- ⑩ 2° Le 3° du II est abrogé.

Article 2

- ① I. – (*Supprimé*)
- ② I *bis* (*nouveau*). – Pour une durée de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, dans les territoires présentant des besoins particuliers en matière de logement liés à des enjeux de développement de nouvelles activités économiques, d'industrialisation ou d'accueil de travailleurs saisonniers ou en mobilité professionnelle, lorsqu'un immeuble est soumis pour la première fois au statut de résidence hôtelière à vocation sociale mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 631-11 du code de la construction et de l'habitation, le représentant de l'État dans le département, l'exploitant et l'établissement public de coopération intercommunale d'implantation de la structure et, le cas échéant, d'implantation des activités économiques concernées peuvent, après consultation des autorités chargées du plan mentionné à l'article L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles, conclure un protocole fixant les conditions dans lesquelles il peut être dérogé au taux fixé au deuxième alinéa de l'article L. 631-11 du code de la construction et de l'habitation, ainsi que, le cas échéant, les conditions de transformation de la résidence en logements familiaux, notamment en logements sociaux et l'échéance à laquelle elle devra être réalisée.
- ③ L'agrément fixe la durée de la dérogation, qui ne peut excéder l'échéance mentionnée au premier alinéa du présent I *bis*.
- ④ Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent I *bis*.

- ⑤ II. – Le livre I^{er} du code de l’urbanisme est ainsi modifié :
- ⑥ 1° A (*nouveau*) Le paragraphe 1 de la sous-section 2 de la section 1 du chapitre I^{er} du titre II est complété par un article L. 121-12-2 ainsi rédigé :
- ⑦ « *Art. L. 121-12-2.* – Nonobstant le dernier alinéa de l’article L. 121-10, le changement de destination d’un bâtiment à destination d’exploitation agricole et forestière situé en-dehors des espaces proches du rivage, y compris lorsqu’il est situé en dehors des agglomérations et villages existant ou des secteurs déjà urbanisés, au sens du deuxième alinéa de l’article L. 121-8, peut être autorisé dans les conditions fixées à l’article L. 152-6-7. Il peut être refusé par l’autorité compétente pour délivrer l’autorisation d’urbanisme si le projet est de nature à porter atteinte à l’environnement ou aux paysages. » ;
- ⑧ 1° B (*nouveau*) Après l’article L. 152-3, il est inséré un article L. 152-3-1 ainsi rédigé :
- ⑨ « *Art. L. 152-3-1.* – Lorsqu’une construction régulièrement édifiée fait l’objet d’une demande d’autorisation d’urbanisme concernant des travaux de surélévation ou de transformation, à usage principal d’habitation, d’un immeuble existant par reconstruction, rénovation ou réhabilitation, sans création de surface de plancher supplémentaire, l’autorité compétente pour délivrer l’autorisation d’urbanisme peut l’accorder en dépit de la non-conformité de la construction initiale aux règles en matière d’emprise au sol, d’implantation, de retrait et d’aspect extérieur des constructions du document d’urbanisme en vigueur. » ;
- ⑩ 1° Au début du premier alinéa de l’article L. 152-6, les mots : « Dans les communes appartenant à une zone d’urbanisation continue de plus de 50 000 habitants figurant sur la liste prévue à l’article 232 du code général des impôts et dans les communes de plus de 15 000 habitants en forte croissance démographique figurant sur la liste prévue au dernier alinéa du II de l’article L. 302-5 du code de la construction et de l’habitation, dans le périmètre d’une grande opération d’urbanisme au sens de l’article L. 312-3 du présent code et dans les secteurs d’intervention comprenant un centre-ville des opérations de revitalisation de territoire, créés au titre de l’article L. 303-2 du code de la construction et de l’habitation, » sont supprimés ;
- ⑪ 2° La section 2 du chapitre II du titre V est complétée par des articles L. 152-6-5 à L. 152-6-8 ainsi rédigés :
- ⑫ « *Art. L. 152-6-5.* – Dans le périmètre d’une zone d’activité économique définie à l’article L. 318-8-1, l’autorité compétente pour délivrer l’autorisation d’urbanisme peut, par décision motivée, autoriser un projet de réalisation de logements ou d’équipements publics en dérogeant aux règles relatives aux destinations fixées par le plan local d’urbanisme ou le document en tenant lieu.

- ⑬ « L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions spéciales au regard des enjeux d'intégration paysagère et architecturale du projet, de l'insuffisante accessibilité de la zone par des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile et des possibles nuisances et risques générés par les installations et bâtiments voisins ainsi que, pour les logements, de l'absence de services publics à proximité.
- ⑭ « Par la même décision, l'autorité compétente peut, en tenant compte de la nature du projet, de la zone d'implantation, de son intégration harmonieuse dans le tissu urbain existant et de la contribution à la transformation de la zone concernée, déroger aux règles relatives à l'emprise au sol, au retrait, au gabarit, à la hauteur et à l'aspect extérieur des bâtiments, ainsi qu'aux obligations en matière de stationnement.
- ⑮ « Les logements ainsi créés peuvent être soumis à servitude de résidence principale, en application de l'article L. 151-14-1.
- ⑯ « *Art. L. 152-6-6.* – L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme peut, par décision motivée, déroger aux règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour permettre la réalisation d'opérations de logements consacrés spécifiquement à l'usage des étudiants.
- ⑰ « *Art. L. 152-6-7.* – En tenant compte de la nature et de la zone d'implantation du projet, l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme peut, à l'occasion de la délivrance d'une telle autorisation, autoriser le changement de destination d'un bâtiment à destination d'exploitation agricole et forestière, en dérogeant aux règles de destination fixées en dérogeant aux règles relatives aux destinations fixées par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu.
- ⑱ « Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières du plan local d'urbanisme, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les changements de destination ne peuvent être autorisés en application du présent article que lorsqu'il est démontré que lesdits bâtiments ont cessé d'être utilisés pour l'exercice d'une activité agricole ou forestière depuis plus de 20 ans et sont conditionnés :
- ⑲ « 1° En zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- ⑳ « 2° En zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

- ⑪ « *Art. L. 152-6-8.* – Lorsque l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme n'est pas le maire, les dérogations mentionnées à la présente section, excepté celles mentionnées aux articles L. 152-3, L. 152-6-3 et L. 152-6-4, ne peuvent être accordées qu'avec l'accord du maire de la commune d'implantation du projet. »

Article 2 bis

(Supprimé)

Article 2 ter

- ① Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :
- ② 1° La section 3 du chapitre I^{er} du titre V du livre I^{er} est complétée par un article L. 151-7-3 ainsi rédigé :
- ③ « *Art. L. 151-7-3.* – Dans les secteurs urbains exclusivement ou majoritairement composés d'habitat individuel ou dans les zones d'activité économique, au sens de l'article L. 318-8-1, lorsqu'est identifié un besoin de favoriser l'évolution, la requalification du bâti existant, l'optimisation de l'utilisation de l'espace ou la mixité fonctionnelle, les orientations d'aménagement et de programmation peuvent définir des actions ou des opérations contribuant au renouvellement urbain, en tenant compte des besoins supplémentaires en matière de stationnement, de desserte par les transports en commun, de réseaux d'eau, d'assainissement et d'énergie et d'équipements publics et en garantissant la qualité environnementale ainsi que l'insertion architecturale, urbaine et paysagère.
- ④ « Lorsqu'un lotissement est compris dans un secteur mentionné au premier alinéa du présent article, l'autorité compétente chargée de l'élaboration du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu peut modifier tout ou partie des documents du lotissement dans les conditions prévues à l'article L. 442-11.
- ⑤ « La réalisation des orientations d'aménagement et de programmation prévues au présent article peut faire l'objet d'une opération de transformation urbaine en application de l'article L. 315-1. » ;
- ⑥ 2° Après le 4° de l'article L. 153-45, il est inséré un 7° ainsi rédigé :
- ⑦ « 7° Dans le cas prévu à l'article L. 151-7-3. » ;

⑧ 3° Le chapitre V du titre I^{er} du livre III est ainsi rétabli :

⑨ « CHAPITRE V

⑩ « *Opérations de transformation urbaine*

⑪ « Art. L. 315-1. – Les opérations de transformation urbaine ont pour objet d'intervenir dans les secteurs urbains exclusivement ou majoritairement composés d'habitat individuel ou dans les zones d'activité économique, au sens de l'article L. 318-8-1, pour y favoriser l'évolution ou la requalification du bâti existant et l'optimisation de l'utilisation de l'espace. Elles permettent d'assurer la réalisation des orientations d'aménagement et de programmation prévues en application de l'article L. 151-7-3.

⑫ « Une opération de transformation urbaine est définie par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu. La délibération fixe les objectifs, la durée et le périmètre de l'opération. Elle comprend notamment un programme prévisionnel des actions à réaliser, une estimation du coût de l'opération et les conditions de financement envisagées, y compris, le cas échéant, pour les besoins en équipements publics.

⑬ « Les actions à conduire pour le compte de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent être confiées, en tout ou partie, à un opérateur y ayant vocation et désigné à cet effet par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public. Leur mise en œuvre peut donner à lieu à une convention avec l'opérateur ainsi désigné.

⑭ « L'opération fait l'objet d'une concertation dans les conditions prévues aux articles L. 103-2 à L. 103-6. » ;

⑮ 4° La première phrase du premier alinéa de l'article L. 442-10 est ainsi modifiée :

⑯ a) La première occurrence des mots : « les deux tiers » est remplacée par les mots : « la moitié » ;

⑰ b) Les mots : « ou les deux tiers des propriétaires détenant au moins la moitié de cette superficie » sont supprimés ;

- ⑮ 5° L'article L. 442-11 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑯ « La procédure prévue au premier alinéa du présent article peut être utilisée pour assurer la réalisation des orientations d'aménagement et de programmation prévues à l'article L. 151-7-3 et la mise en œuvre d'une opération de transformation urbaine prévue à l'article L. 315-1. »

Article 2 *quater*

- ① Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :
- ② 1° (*nouveau*) À l'article L. 151-26, les mots : « au sein des secteurs situés à proximité des transports collectifs, existant ou programmés » sont supprimés ;
- ③ 2° (*Supprimé*)

Article 2 *quinquies*

- ① Le titre V du livre I^{er} du code de l'urbanisme est ainsi modifié :
- ② 1° (*Supprimé*)
- ③ 1° *bis* (*nouveau*) Après l'article L. 151-30, il est inséré un article L. 151-30-1 ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 151-30-1.* – Dans des secteurs qu'il délimite, le règlement peut prévoir que les obligations de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés peuvent être réduites, à raison d'une aire de stationnement pour véhicule motorisé en contrepartie de la création d'infrastructures ou de l'aménagement d'espaces permettant le stationnement sécurisé d'au moins six vélos par aire de stationnement. » ;
- ⑤ 1° *ter* (*nouveau*) À l'article L. 151-31, le taux : « 15 % » est remplacé par le taux : « 30 % » et sont ajoutés les mots : « , ou dès lors qu'il existe dans l'environnement immédiat de l'opération une aire de covoiturage » ;
- ⑥ 1° *quater* (*nouveau*) L'article L. 151-33 est ainsi modifié :
- ⑦ a) Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le règlement précise les conditions d'application du présent alinéa, qui peuvent être différenciées selon les secteurs et les types de bâtiments. » ;

- ⑧ b) Après le même deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ⑨ « Pour les opérations portant création d'au plus dix logements, le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à déclaration préalable peut être tenu quitte des obligations mentionnées au premier alinéa en ayant recours à un aire de stationnement mutualisée, dans les conditions définies par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme. » ;
- ⑩ 1° *quinquies* (nouveau) L'article L. 151-35 est ainsi modifié :
- ⑪ a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- ⑫ – les mots : « à 3° » sont remplacés par les mots : « et 1° *bis* » ;
- ⑬ – est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé pour les constructions destinées à l'habitation mentionnées aux 2° et 3° de l'article L. 151-34 la réalisation de plus de 0,5 aire de stationnement par logement. » ;
- ⑭ b) Le deuxième alinéa est ainsi modifié :
- ⑮ – les mots : « à 3° » sont remplacés par les mots : « et 1° *bis* » ;
- ⑯ – le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « huit » ;
- ⑰ 1° *sexies* (nouveau) À l'article L. 151-36, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « huit » ;
- ⑱ 1° *septies* (nouveau) L'article L. 152-6 est ainsi modifié :
- ⑲ a) Au 4°, le nombre : « 500 » est remplacé par le nombre : « 800 » ;
- ⑳ b) Après le 5°, il est inséré un 5° *bis* ainsi rédigé :
- ㉑ « 5° *bis* Déroger aux obligations de création d'aires de stationnement applicables aux logements, pour les travaux de transformation ou d'amélioration effectués sur des logements existants qui n'entraînent pas de création de surface de plancher supplémentaire supérieure à 30 % de la surface existante ; »
- ㉒ 2° L'article L. 152-6-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ㉓ « En tenant compte de la nature du projet et de la zone d'implantation, l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut, par décision motivée, lorsque le règlement du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, autoriser des dérogations aux règles fixées par le règlement en application de la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 151-33. »

Article 2 *sexies* A (nouveau)

- ① Après l'article L. 151-35 du code de l'urbanisme, il est inséré un article L. 151-35-1 A ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 151-35-1 A.* – Lorsque le rapport de présentation du plan local d'urbanisme fait apparaître une insuffisance des capacités de stationnement de véhicules motorisés ouverts au public et l'impossibilité d'augmenter ces capacités en raison des caractéristiques du tissu urbain ou des contraintes de réduction de l'artificialisation des sols, le règlement peut fixer des secteurs dans lesquels les locataires de logements locatifs mentionnés à l'article L. 442-6-4 du code de la construction et de l'habitation ne peuvent, par dérogation au même article, renoncer à l'usage d'une aire de stationnement. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions dans lesquelles, dans ces secteurs, un locataire peut néanmoins renoncer à cet usage, en application du même article L. 442-6-4, lorsqu'il justifie qu'il ne dispose pas de véhicule motorisé. »

Article 2 *sexies* B (nouveau)

Le 1° *bis* de l'article L. 151-34 du code de l'urbanisme est abrogé.

Articles 2 *sexies* à 2 *octies*

(Supprimés)

Article 3

- ① I. – Le seizième alinéa du III de l'article L. 303-2 du code de la construction et de l'habitation est supprimé.
- ② II. – Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :
- ③ 1° L'article L. 312-2-1 est abrogé ;
- ④ 2° Après l'article L. 442-1-2, il est inséré un article L. 442-1-3 ainsi rédigé :
- ⑤ « *Art. L. 442-1-3.* – Par dérogation à l'article L. 442-1, un permis d'aménager concernant un lotissement peut porter sur des unités foncières non contiguës s'il répond à l'ensemble des critères suivants :
- ⑥ « 1° *(Supprimé)*
- ⑦ « 2° Le projet constitue un ensemble cohérent ;

- ⑧ « 3° Le projet garantit l'unité architecturale et paysagère des sites concernés.
- ⑨ « Le seuil mentionné à l'article L. 441-4 s'apprécie à l'échelle de la totalité des surfaces de l'ensemble des unités foncières non contiguës concernées par le permis d'aménager. »

Article 3 bis A

(Supprimé)

Article 3 bis BA (nouveau)

- ① Le livre IV du code de l'urbanisme est ainsi modifié :
- ② 1° L'intitulé du titre I^{er} est ainsi rédigé : « Certificats d'urbanisme et de projet » ;
- ③ 2° Après l'article L. 410-1, il est inséré un article L. 410-2 ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 410-2. – I. –* Le représentant de l'État dans le département peut établir un certificat de projet à la demande du porteur d'un projet de réalisation de plus de cinquante logements soumis, pour la réalisation de son projet, à une ou plusieurs autorisations au titre du présent code, du code de l'environnement, du code de la construction et de l'habitation, du code rural et de la pêche maritime, du code forestier, du code du patrimoine, du code de commerce et du code minier.
- ⑤ « Le dossier de demande de certificat de projet est présenté au représentant de l'État dans le département, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'État.
- ⑥ « II. – Le certificat prévu au I indique, en fonction de la demande présentée et au regard des informations fournies par le demandeur :
- ⑦ « 1° Les régimes, décisions et procédures applicables au projet à la date de cette demande, y compris les obligations de participation du public, les conditions de recevabilité et de régularité du dossier et les autorités compétentes pour prendre les décisions ou délivrer les autorisations nécessaires ;
- ⑧ « 2° Le rappel des délais réglementairement prévus pour l'intervention de ces décisions ou un calendrier d'instruction de ces décisions qui se substitue aux délais réglementairement prévus. Le représentant de l'État dans le département, lorsqu'il n'est pas compétent, recueille l'accord des autorités compétentes pour prendre ces décisions préalablement à la délivrance du certificat de projet.

- ⑨ « Le certificat prévu au même I peut indiquer les difficultés de nature technique ou juridique identifiées qui seraient susceptibles de faire obstacle à la réalisation du projet.
- ⑩ « III. – Le porteur du projet mentionné audit I peut présenter conjointement à sa demande de certificat de projet, le cas échéant, une demande d'examen au cas par cas prévu au IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, une demande d'avis prévu à l'article L. 122-1-2 du même code, une demande de certificat d'urbanisme prévu à l'article L. 410-1 du présent code et une demande de pré-instruction prévue à l'article L. 423-1-1. Ces demandes sont, s'il y a lieu, transmises à l'autorité administrative compétente pour statuer et les décisions prises avant l'intervention du certificat de projet sont annexées à celui-ci.
- ⑪ « IV. – Lorsque le certificat de projet fait mention d'une autorisation d'urbanisme et que cette autorisation fait l'objet d'une demande à l'autorité compétente dans un délai de dix-huit mois à compter de la date de délivrance dudit certificat, cette demande est alors instruite au regard des dispositions d'urbanisme telles qu'elles existaient à la date de délivrance du même certificat, à l'exception des dispositions dont l'application est nécessaire au respect des engagements internationaux de la France, notamment du droit de l'Union européenne, ou lorsqu'elles ont pour objet la préservation de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques.
- ⑫ « Le bénéficiaire d'un certificat de projet peut, à tout moment, renoncer au bénéfice des dispositions du présent IV, pour l'ensemble des procédures restant à mettre en œuvre et des décisions restant à prendre, nécessaires à la réalisation du projet.
- ⑬ « V. – Les modalités d'application du présent article sont définies par le décret en Conseil d'État mentionné au I. »

Article 3 bis B

- ① Le livre IV du code de l'urbanisme est ainsi modifié :
- ② 1° Le chapitre I^{er} du titre III est complété par un article L. 431-5 ainsi rédigé :
- ③ « *Art. L. 431-5.* – Une demande de permis de construire modifiant un permis de construire initial en cours de validité, dans le cas où les travaux autorisés par le permis initial ne sont pas achevés, ne peut, pendant une période de trois ans à compter de la date de délivrance du permis initial, être refusée ou assortie de prescriptions spéciales sur le fondement de dispositions d'urbanisme intervenues postérieurement à la délivrance du permis initial.

- ④ « Par dérogation au premier alinéa, la demande peut être refusée ou assortie de prescriptions spéciales si les dispositions d’urbanisme intervenues postérieurement à la délivrance du permis de construire initial ont pour objet de préserver la sécurité ou la salubrité publiques. » ;
- ⑤ 2° (*nouveau*) Le chapitre I^{er} du titre IV est complété par un article L. 441-5 ainsi rédigé :
- ⑥ « *Art. L. 441-5.* – Une demande de permis d’aménagement modifiant un permis d’aménagement initial en cours de validité, dans le cas où les travaux autorisés par le permis initial ne sont pas achevés, ne peut, pendant une période de trois ans à compter de la date de délivrance du permis initial, être refusée ou assortie de prescriptions spéciales sur le fondement de dispositions d’urbanisme intervenues postérieurement à la délivrance du permis initial.
- ⑦ « Par dérogation au premier alinéa, la demande peut être refusée ou assortie de prescriptions spéciales si les dispositions d’urbanisme intervenues postérieurement à la délivrance du permis initial ont pour objet de préserver la sécurité ou la salubrité publiques. »

Article 3 bis C

(Supprimé)

Article 3 bis

- ① I. – (*Supprimé*)
- ② II. – La loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l’accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants ou au fonctionnement des installations existantes est ainsi modifiée :
- ③ 1° (*nouveau*) Après le premier alinéa du I de l’article 8, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ④ « Lorsque le projet porte sur la réalisation d’un réacteur électronucléaire qui répond aux conditions fixées à l’article 12, notamment la puissance thermique prévisionnelle, cette qualification est acquise de plein droit à la date de la décision du maître d’ouvrage rendue publique et prise postérieurement au bilan du débat public ou de la concertation préalable. » ;

- ⑤ 2° Après l'article 9, il est inséré un article 9-1 ainsi rédigé :
- ⑥ « *Art. 9-1. – I. –* Les constructions, les installations et les aménagements présentant un caractère temporaire qui sont nécessaires au logement, à l'hébergement ou aux déplacements des personnes participant aux travaux de construction d'un réacteur électronucléaire peuvent être autorisés à déroger aux exigences fixées par l'article L. 421-6 du code de l'urbanisme.
- ⑦ « Par dérogation aux articles L. 422-1 et L. 422-2 du même code, le représentant de l'État dans le département est compétent pour délivrer les autorisations d'urbanisme relatives aux projets mentionnés au premier alinéa du présent I. L'autorisation ne peut être délivrée qu'après accord du maire de la commune. En vue de recueillir cet accord, le représentant de l'État dans le département lui transmet un dossier mentionnant le lieu d'implantation et la nature du projet. À défaut de réponse du maire dans un délai d'un mois, son accord est réputé acquis.
- ⑧ « L'arrêté accordant le permis fixe le délai à l'expiration duquel le terrain doit être remis en son état initial, qui ne peut excéder dix ans.
- ⑨ « À l'issue de l'occupation, le maître d'ouvrage est tenu de remettre les lieux dans leur état initial. L'implantation des constructions ou des installations et la réalisation des aménagements temporaires mentionnés au même premier alinéa est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à financer le démantèlement et la remise en état du terrain en cas de défaillance du maître d'ouvrage, lorsque la sensibilité du terrain d'assiette ou l'importance du projet le justifie. Ces garanties financières résultent d'une consignation, par le maître d'ouvrage, auprès de la Caisse des dépôts et consignations. L'accord du représentant de l'État dans le département définit, dans ce cas, le montant de ces garanties.
- ⑩ « II. – Le présent article n'est pas applicable :
- ⑪ « 1° Dans les zones où les constructions, les installations et les aménagements sont interdits en application des 1° et 2° du II de l'article L. 562-1 du code de l'environnement pour les plans de prévention des risques naturels prévisibles ou dans les mêmes zones pour les plans de prévention des risques miniers définis à l'article L. 174-5 du code minier, approuvés ou rendus immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement ;
- ⑫ « 2° Dans les zones où les constructions, les installations et les aménagements sont interdits en application de l'article L. 515-16 du même code pour les plans de prévention des risques technologiques approuvés ;

- ⑬ « 3° (*nouveau*) Dans les espaces protégés mentionnés aux articles L. 113-1 et L. 113-29 du code de l’urbanisme. »

Article 4

- ① I. – Le code de l’urbanisme est ainsi modifié :
- ② 1° L’article L. 481-1 est ainsi modifié :
- ③ a) Après le mot : « ses », la fin du I est ainsi rédigée : « observations :
- ④ « 1° Ordonner le paiement d’une amende d’un montant maximal de 30 000 euros ;
- ⑤ « 2° Mettre en demeure l’intéressé, dans un délai qu’elle détermine, soit de procéder aux opérations nécessaires à la mise en conformité de la construction, de l’aménagement, de l’installation ou des travaux aux dispositions dont la méconnaissance a été constatée, soit de déposer, selon le cas, une demande d’autorisation ou une déclaration préalable visant à leur régularisation. » ;
- ⑥ b) (*Supprimé*)
- ⑦ c) Le III est ainsi modifié :
- ⑧ – au premier alinéa, le montant : « 500 € » est remplacé par le montant : « 1 000 € » ;
- ⑨ – à la fin du dernier alinéa, le montant : « 25 000 € » est remplacé par le montant : « 100 000 € » ;
- ⑩ d) (*nouveau*) Après le même III, sont insérés des III *bis* et III *ter* ainsi rédigés :
- ⑪ « III *bis*. – L’opposition devant le juge administratif à l’état exécutoire pris en application de l’amende ou de l’astreinte ordonnée par l’autorité compétente n’a pas de caractère suspensif.
- ⑫ « III *ter*. – Le représentant de l’État dans le département peut, après avoir invité l’autorité compétente à exercer les pouvoirs mentionnés aux articles L. 481-1 à L. 481-3 et en l’absence de réponse de sa part dans un délai d’un mois, se substituer à elle par arrêté motivé pour l’exercice desdits pouvoirs. » ;
- ⑬ 1° *bis* (*nouveau*) Le II de l’article L. 481-2 est ainsi modifié :
- ⑭ a) À la première phrase, après le mot : « astreinte », sont insérés les mots : « ou de l’amende » ;

- ⑮ b) À la seconde phrase, après le mot : « astreinte », sont insérés les mots : « de l’amende » ;
- ⑯ c) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Dans le cas prévu au VII de l’article L. 481-1, les sommes sont recouvrées au bénéfice de l’État, dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux recettes de l’État. » ;
- ⑰ 1° *ter* (nouveau) L’article L. 600-1 est abrogé ;
- ⑱ 1° *quater* (nouveau) L’article L. 600-1-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑲ « Une personne autre que l’État, une collectivité territoriale ou un de leurs groupements n’est recevable à agir contre la décision d’approbation d’un document d’urbanisme ou de son évolution que si elle a pris part à la participation du public effectuée par enquête publique, par voie électronique ou par mise à disposition organisée préalablement à cette décision contestée. » ;
- ⑳ 1° *quinquies* (nouveau) L’article L. 600-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ㉑ « Lorsque le juge administratif est saisi d’un recours en annulation à l’encontre d’une décision régie par le présent code et refusant l’occupation ou l’utilisation du sol, ou d’une demande tendant à l’annulation ou à la réformation d’une décision juridictionnelle concernant cette décision, l’auteur de cette dernière ne peut plus invoquer de motifs de refus nouveaux passé un délai de deux mois à compter de l’enregistrement du recours ou de la demande. » ;
- ㉒ 2° Après l’article L. 600-13, il est inséré un article L. 600-14 ainsi rédigé :
- ㉓ « *Art. L. 600-14.* – Le délai d’introduction d’un recours gracieux ou d’un recours hiérarchique à l’encontre d’une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou d’un permis de construire, d’aménager ou de démolir est d’un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l’autorité compétente vaut décision de rejet.
- ㉔ « Le délai de recours contentieux contre une décision mentionnée au premier alinéa n’est pas prorogé par l’exercice d’un recours gracieux ou d’un recours hiérarchique. »
- ㉕ II (nouveau). – L’article L. 600-1-1 du code de l’urbanisme, dans sa rédaction, résultant de la présente loi, s’applique lorsque la participation du public a été engagée à une date postérieure d’au moins un mois à la publication de la présente loi.

- ②⑥ III (*nouveau*). – L'article L. 600-2 du code de l'urbanisme, dans sa rédaction résultant de la présente loi, est applicable aux recours en annulation ou aux demandes tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une décision mentionnée au second alinéa dudit article qui ont été enregistrés au greffe de la juridiction après la publication de la présente loi.

Articles 5 et 6

(Supprimés)

Article 6 bis (*nouveau*)

- ① Après l'article L. 421-5-3 du code de l'urbanisme, il est inséré un article L. 421-5-4 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 421-5-4.* – Par dérogation aux articles L. 421-1 à L. 421-5, est dispensée de toute formalité au titre du présent code l'installation de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables, figurant dans la liste mentionnée à l'article L. 111-16, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée.
- ③ « Le présent article n'est pas applicable dans les secteurs et aux travaux mentionnés à l'article L. 111-17. »

Article 7

(Supprimé)

N° 416
SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 10 mars 2025

PROPOSITION DE LOI

*portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux
aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI),*

PRÉSENTÉE
Par Mme Anne CHAIN-LARCHÉ et M. Pierre CUYPERS,
Sénatrice et Sénateur

*(Envoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du
Règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une
commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)*

Bon de commande

Proposition de loi n° 416 - 2024-2025

Commande envoyée le : XXX

Nb de pages : 8

Imprimeur : XXX

Prix public : 0.50 €

Contact : Secrétariat de la division des lois

Tél : 01 42 34 20.16

Courriel : publications@senat.fr

Sénat	80
Assemblée nationale	15
Livraison ¹ le :	XX

Commentaire pour le service de la distribution :

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche
et les jours fériés : Texte - Rapport législatif : J + 1 - Rapport d'information : J + 3 (sauf urgence)

Proposition de loi

Diverses dispositions en matière de gestion
des milieux aquatiques et de prévention
des inondations (GEMAPI)

**Mme Anne CHAIN-LARCHÉ
et M. Pierre CUYPERs,
Sénatrice et Sénateur**

Envoyée à la commission des lois

N° 416

2024-2025



N° 416
SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 10 mars 2025

PROPOSITION DE LOI

*portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques
et de prévention des inondations (GEMAPI),*

PRÉSENTÉE

Par Mme Anne CHAIN-LARCHÉ, M. Pierre CUYPERS, Mme Micheline JACQUES, MM. Jean-Marc DELIA, Jean-Jacques PANUNZI, Louis-Jean de NICOLAÏ, Mmes Dominique ESTROSI SASSONE, Brigitte MICOULEAU, MM. Hugues SAURY, Alain MILON, Laurent BURGOA, Antoine LEFÈVRE, Mmes Frédérique GERBAUD, Brigitte HYBERT, Pascale GRUNY, MM. Jean-Claude ANGLARS, Paul VIDAL, Daniel FARGEOT, Jean HINGRAY, Mme Catherine BELRHITI, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes Sylvie GOY-CHAVENT, Sonia de LA PROVÔTÉ, Vivette LOPEZ, MM. Christian BRUYEN, Laurent DUPLOMB, Jean-Marc BOYER, Mme Pauline MARTIN, MM. Jean-Baptiste BLANC, Didier MANDELLI, Cédric VIAL, Pierre-Antoine LEVI, Laurent SOMON, Mathieu DARNAUD, Mmes Else JOSEPH, Sylvie VALENTE LE HIR, Laurence MULLER-BRONN, M. Henri LEROY, Mme Lauriane JOSENDE, MM. Olivier PACCAUD, Jean-Marc DELIA, Jean Pierre VOGEL, Max BRISSON, Jean-Raymond HUGONET, Mme Martine BERTHET, M. Jacques GROSPERRIN, Mme Anne VENTALON, M. Christian KLINGER, Mme Christine BONFANTI-DOSSAT, MM. Jean-Marie MIZZON, Dominique de LEGGE, Olivier CIGOLOTTI, Ludovic HAYE, Étienne BLANC, Bruno SIDO, Mme Alexandra BORCHIO FONTIMP, MM. Olivier RIETMANN, Jean-François RAPIN, Franck MENONVILLE, Mme Sylvie GOY-CHAVENT, M. Vincent LOUAULT et Mme Marie-Do AESCHLIMANN,

Sénatrices et Sénateurs

(Envoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) constituent un enjeu fondamental pour la protection des populations, des écosystèmes et des infrastructures face aux risques liés aux aléas hydrologiques et climatiques. Cette compétence, confiée depuis 2018 aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP), vise à clarifier la gouvernance locale et à renforcer l'efficacité des actions entreprises. Toutefois, les réalités territoriales souvent complexes, la diversité des acteurs concernés et la nécessité d'une coordination accrue nécessitent aujourd'hui une évolution du cadre législatif.

Les événements climatiques et les inondations à l'échelle nationale ont exposé les limites d'une gestion fragmentée et souligné l'importance d'une coordination entre collectivités pour prévenir et atténuer les impacts des crues. Plus largement, l'ensemble du territoire national est confronté à une intensification de ces phénomènes, exacerbés par le changement climatique, qui se traduit par des crues plus fréquentes et des épisodes de ruissellement soudains. La présente proposition de loi entend répondre à ces défis en renforçant les outils de coopération et de financement, tout en clarifiant les responsabilités des différents niveaux de collectivités.

La loi MAPTAM, puis la loi NOTRe ont instauré la compétence GEMAPI afin d'unifier les initiatives locales en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations. Ce transfert obligatoire aux EPCI visait à remédier à l'émiettement institutionnel et à garantir une approche plus cohérente vis-à-vis des bassins versants. Cependant, cette réforme a révélé plusieurs limites, la multitude d'acteurs concernés compliquant parfois la mise en œuvre de projets structurants.

Les départements, historiquement impliqués dans ces domaines, disposent souvent de ressources techniques et financières substantielles, ainsi que d'une expérience éprouvée en matière d'aménagement et de gestion hydrologique. Malgré les dispositions transitoires de la loi « Fesneau » permettant aux départements de poursuivre certaines actions dans le cadre de conventions avec les EPCI, de nombreux élus locaux ont

exprimé le besoin d'un cadre juridique plus souple pour optimiser cette coopération.

Par ailleurs, la taxation locale dédiée à la GEMAPI, bien que pertinente, a engendré des disparités entre territoires, certaines intercommunalités disposant de ressources plus limitées pour financer les travaux nécessaires. Il en résulte une inégalité dans la capacité des EPCI-FP à répondre aux attentes des citoyens et aux défis environnementaux.

Cette proposition de loi poursuit plusieurs objectifs majeurs :

- **Renforcer la capacité d'action des collectivités** : en élargissant les possibilités de délégation de la compétence GEMAPI aux départements, elle vise à permettre une meilleure coordination et à tirer parti des expertises techniques et logistiques des acteurs départementaux.
- **Harmoniser la gestion des risques hydrologiques** : en clarifiant la répartition des responsabilités, notamment en matière de gestion des eaux pluviales et de ruissellement, la proposition tend à garantir une mise en œuvre cohérente des actions sur le terrain.
- **Assurer une équité financière entre territoires** : en prévoyant une évaluation des modalités de la taxe GEMAPI et en envisageant des mécanismes de péréquation, elle entend réduire les disparités et offrir à chaque territoire les moyens d'agir efficacement.

Le dispositif de la présente proposition de loi s'articule en quatre articles :

L'article 1^{er} modifie l'article L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales pour permettre aux EPCI-FP de déléguer tout ou partie de la compétence GEMAPI aux départements, après délibération du conseil communautaire. Ce dispositif apporte une flexibilité accrue tout en préservant la cohérence de la gouvernance territoriale.

L'article 2 clarifie l'articulation entre GEMAPI et la gestion des eaux pluviales urbaines.

L'article 3 demande au gouvernement de remettre un rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la taxe GEMAPI, incluant des propositions pour instaurer un fonds de péréquation à l'échelle des bassins versants, afin de réduire les inégalités entre intercommunalités.

L'article 4 permet à un EPCI-FP ou, à défaut, le syndicat ou le département à qui la compétence a été transférée, de reverser une partie du

produit de la taxe GEMAPI à une commune membre pour le financement des charges de fonctionnement et d'investissement.

La mise en œuvre de cette loi permettra une meilleure coordination entre collectivités, en valorisant les complémentarités entre EPCI et départements. Particulièrement, là où les infrastructures critiques (zones urbaines densément peuplées, terres agricoles, voies de communication) sont particulièrement exposées, ces dispositions offriront une réponse adaptée aux enjeux locaux. Elles faciliteront la réalisation de projets structurants, comme la restauration de zones humides ou la création de digues, tout en renforçant la prévention et la résilience face aux crues.

À l'échelle nationale, cette réforme contribuera à une gestion plus équitable et efficiente des ressources et une clarification des responsabilités. Elle renforcera enfin la capacité des territoires à répondre aux défis croissants liés au changement climatique, tout en améliorant la sécurité des populations et la préservation des écosystèmes.

Portée par une ambition de souplesse et d'efficacité, cette proposition de loi entend adapter les outils juridiques et financiers aux réalités des collectivités locales, afin de permettre une mise en œuvre optimale de la compétence GEMAPI et d'assurer une protection renforcée contre les risques hydrologiques, dans l'intérêt des citoyens et des territoires.

Tel est l'objet de la présente proposition de loi.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI)

Article 1^{er}

- ① L'article L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre substitués à leurs communes membres pour l'exercice de la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations mentionnée au I *bis* de l'article L. 211-7 du code de l'environnement peuvent déléguer au département, après délibération du conseil communautaire, tout ou partie des missions relevant de cette compétence. » ;
- ④ 2° Au deuxième alinéa, les mots : « de l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots : « des premier et deuxième alinéas ».

Article 2

Le deuxième alinéa de l'article L. 2226-1 du code général des collectivités territoriales est complété par une phrase ainsi rédigée : « Des mesures visant à lutter contre le ruissellement et l'érosion des sols peuvent également être prévues dans le cadre du zonage mentionné au même article L. 2224-10. »

Article 3

- ① Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les modalités d'application de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations prévue à l'article 1530 *bis* du code général des impôts.
- ② Ce rapport identifie les pistes d'évolution réglementaire permettant une répartition plus équitable de son produit et une harmonisation entre territoires, ainsi que les conditions d'instauration d'un fonds de péréquation de cette taxe à l'échelle des bassins versants.

Article 4

- ① Le II de l'article 1530 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :
- ② 1° Le deuxième alinéa est complété par les mots : « , ou de la mission mentionnée au 4° du I du même article L. 211-7 » ;
- ③ 2° Au dernier alinéa, les mots : « au même I *bis* » sont remplacés par les mots : « au I *bis* dudit article L. 211-7, ou de la mission mentionnée au 4° du I du même article L. 211-7 » ;
- ④ 3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ⑤ « Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou, à défaut, le syndicat ou le département à qui la compétence a été transférée, peut reverser tout ou partie du produit de cette imposition à une ou plusieurs communes membres, aux fins de financer les charges de fonctionnement et d'investissement, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la mission mentionnée au même 4°. »

BON DE COMMANDE

RAPPORT n° 682 - 2024-2025

sur la proposition de loi relative à la composition des
conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de
prévention de la délinquance

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : XXX	Nb de pages : 25 pages Prix public : 0.50 €
-----------------	--

Contact : Secrétariat de XXX

Tél : 01 42 34 XX XX

Courriel : XXX@senat.fr

Sénat	55
Assemblée nationale	50
Livraison¹ le :	XXX

Commentaire pour le service de la distribution :

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche
et les jours fériés : Texte - Rapport législatif : J + 1 - Rapport d'information : J + 3 (sauf urgence)

Rapport

Composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance

M. Louis VOGEL,
Sénateur

Première lecture

PALAIS DU LUXEMBOURG

15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06
Tél. 01 42 34 20 00

www.senat.fr



ISSN 1240-8425

ISBN 978-2-11-180570-5



Prix de vente public : 0,50 €

www.librairie.senat.fr

Imprimé pour le Sénat par



Commission des lois

N° 682
2024-2025

www.senat.fr



Rapport

Composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance

Première lecture

M. Louis VOGEL,
Sénateur

Commission des lois

N° 682

2024-2025



N° 682

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 4 juin 2025

RAPPORT

FAIT

*au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (1) sur la proposition de loi relative à la **composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance**,*

Par M. Louis VOGEL,

Sénateur

(1) Cette commission est composée de : Mme Muriel Jourda, *présidente* ; M. Christophe-André Frassa, Mme Marie-Pierre de La Gontrie, MM. Marc-Philippe Daubresse, Jérôme Durain, Mmes Isabelle Florennes, Patricia Schillinger, Cécile Cukierman, MM. Dany Wattebled, Guy Benarroche, Michel Masset, *vice-présidents* ; M. André Reichardt, Mmes Marie Mercier, Jacqueline Eustache-Brinio, M. Olivier Bitz, *secrétaires* ; M. Jean-Michel Arnaud, Mme Nadine Bellurot, MM. François Bonhomme, Hussein Bourgi, Mme Sophie Briante Guillemont, M. Ian Brossat, Mme Agnès Canayer, MM. Christophe Chaillou, Mathieu Darnaud, Mmes Catherine Di Folco, Françoise Dumont, Laurence Harribey, Lauriane Josende, MM. Éric Kerrouche, Henri Leroy, Stéphane Le Rudulier, Mme Audrey Linkenheld, MM. Alain Marc, David Margueritte, Hervé Marseille, Mme Corinne Narassiguin, M. Paul Toussaint Parigi, Mmes Anne-Sophie Patru, Salama Ramia, M. Hervé Reynaud, Mme Olivia Richard, MM. Teva Rohfritsch, Pierre-Alain Roiron, Mme Elsa Schalck, M. Francis Szpiner, Mmes Lana Tetuanui, Dominique Vérien, M. Louis Vogel, Mme Mélanie Vogel.

Voir les numéros :

Sénat : 744 (2023-2024) et 683 (2024-2025)

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
L'ESSENTIEL.....	5
EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE.....	7
• <i>Article unique</i> Élargissement aux présidents de conseil départemental des membres de droit des conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance	7
EXAMEN EN COMMISSION.....	15
RÈGLES RELATIVES À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 45 DE LA CONSTITUTION ET DE L'ARTICLE 44 BIS DU RÈGLEMENT DU SÉNAT.....	21
LISTE DES PERSONNES ENTENDUES ET DES CONTRIBUTIONS ÉCRITES	23
LA LOI EN CONSTRUCTION	25

L'ESSENTIEL

La proposition de loi n° 744 (2023-2024) déposée le 25 juillet 2024 par Isabelle Florennes et plusieurs de ses collègues tend à **rétablir les présidents de conseil départemental parmi les membres de droit des conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance**. En effet, la loi du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux, en remontant au niveau de la loi les dispositions relatives à la composition de ces instances, auparavant régies par voie réglementaire a retiré ces derniers de la liste des membres de droit.

À l'instar de l'ensemble des acteurs nationaux et locaux qu'elle a interrogé, **la commission des lois juge ce rétablissement pleinement opportun**. Celui-ci est cohérent avec les compétences des départements en matière d'action sociale, qui concourent à la prévention de la délinquance. Il favorise également le développement des approches partenariales de cette politique. La commission a donc **adopté cette proposition de loi sans modification**.

Institués en 2002, les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), présidés par les maires, constituent des instances de coordination et de pilotage de la politique locale de prévention de la délinquance. **Ils sont obligatoires dans les communes de plus de 5 000 habitants**. La loi prévoit également la possibilité d'instituer un tel conseil au niveau intercommunal. Le cas échéant, le **conseil intercommunal de sécurité de prévention de la délinquance (CISPD)** est présidé par le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Nombre de CLSPD



Nombre de CISPD



Source : SG-CIPDR (données 2024)

Les maires et les présidents des EPCI fixent, respectivement, la liste des membres des CLSPD et des CISPD. Celle-ci comporte des membres de droit et des membres facultatifs. Ainsi :

- **sont membres de droit** : le **représentant de l'État** ; le **procureur de la République** ; s'agissant des CLSPD, le cas échéant, le président de l'EPCI compétent en matière de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

- peuvent également être désignés membres de ces conseils des représentants de services de l'État compétents ; à leur demande, les parlementaires concernés ; des représentants d'associations, d'établissements ou d'organismes désignés, avec leur accord, par le président du conseil.

La loi du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux a élevé au niveau de la loi les dispositions relatives à la composition des CLSPD et CISP, auparavant régies par voie réglementaire. Elle a ce faisant retiré les présidents de conseil départemental de la liste des membres de droit, évolution sur laquelle la présente proposition de loi entend revenir. À l'instar de l'ensemble des acteurs nationaux et locaux qu'elle a interrogé, la commission des lois juge ce rétablissement pleinement opportun, pour deux raisons principales.

En premier lieu, cette mesure est pleinement cohérente avec les compétences des départements en matière d'action sociale, la loi prévoyant expressément que celles-ci concourent à la politique de prévention de la délinquance. Les travaux du rapporteur ont mis en évidence des exemples locaux illustrant le rôle important joué par les départements dans le cadre des CLSPD. Les politiques qu'ils mènent dans les domaines de l'aide sociale à l'enfance (ASE), de la prévention spécialisée, de l'insertion ou encore de la prévention des violences intrafamiliales apportent ainsi un complément précieux à la politique de prévention de la délinquance : la lutte contre la prostitution de mineurs, phénomène lié à la criminalité organisée et qui monte en puissance dans de nombreux territoires, a plusieurs fois été cité en exemple. Ainsi, la proposition de loi constitue à la fois une reconnaissance du rôle des départements et une invitation, pour ceux d'entre eux qui ne l'auraient pas fait, à pleinement investir les compétences de prévention de la délinquance.

En second lieu, la mesure favorise le développement des approches partenariales de la politique de prévention de la délinquance. Au-delà de l'exercice de ses compétences en matière d'action sociale, le département peut jouer un rôle précieux dans l'animation de cette politique, notamment en orientant sa politique de soutien logistique et financier aux communes, en faveur des politiques de sécurité. Par exemple, certains départements financent des équipements de vidéoprotection, notamment en faveur des communes rurales. L'intégration des départements au « tour de table » permet également une circulation plus complète des informations pertinentes. Ainsi, les politiques de l'ASE et de la prévention spécialisée, par-delà leur fonction d'action sociale, sont par exemple susceptibles de donner accès à des informations ou à des « signaux faibles » pouvant s'avérer extrêmement précieux pour les maires et pour les forces de sécurité intérieure, notamment dans le domaine de la lutte contre la radicalisation.

*

* *

La commission a adopté la proposition de loi sans modification.

EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Élargissement aux présidents de conseil départemental des membres de droit des conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance

L'article unique de la présente proposition de loi tend à rétablir les présidents de conseil départemental parmi les membres de droit des conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance.

En effet, la loi du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux a remonté au niveau de la loi les dispositions relatives à la composition des CLSPD et des CISPD, auparavant régies par voie réglementaire. Ce faisant, elle a retiré les présidents du conseil départemental de la liste des membres de droit.

La commission des lois a jugé cette mesure de rétablissement pleinement opportune, et ce pour deux raisons principales :

- elle est pleinement cohérente avec les compétences des départements en matière d'action sociale ;
- elle favorise le développement d'approches partenariales de la politique de prévention de la délinquance qui, compte tenu de son caractère intrinsèquement protéiforme, appelle une mobilisation et une coopération de l'ensemble des acteurs impliqués.

L'ensemble des acteurs interrogés (administrations, associations d'élus du bloc communal, Départements de France, collectivités territoriales) partage cette position.

La commission des lois a adopté cet article sans modification.

1. Les conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance : une instance précieuse pour l'animation des politiques locales de sécurité, dont les présidents de conseil départemental ne sont plus membres de droit depuis 2024

Institués par le décret n° 2002-999 du 17 juillet 2002 relatif aux **dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance**, les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) constituent des **instances de coordination et de pilotage de la politique locale de prévention de la délinquance, présidés par les maires**. À cette fin, elles favorisent notamment les échanges d'informations entre les organismes publics et privés concernés et peuvent proposer des actions de prévention dont elles assurent le suivi et l'évaluation. Le cas échéant, elles assurent l'animation et le suivi du contrat local de sécurité.

La loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance a rendu leur création obligatoire dans les communes de plus de 10 000 habitants ainsi que dans les communes comprenant un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Elle a également prévu la possibilité d'instituer un tel conseil au niveau intercommunal. Le cas échéant, le **conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD)** est présidé par le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou l'un de ses vice-présidents.

Les CLSPD et les CISPD sont aujourd'hui régis, respectivement, par les **articles L. 132-4 et L. 132-13 du code de la sécurité intérieure**.

À plusieurs reprises, le législateur a entendu renforcer les CLSPD et des CISPD.

En particulier, la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés, dite « Sécurité globale », a étendu l'obligation de créer un CLSPD aux communes de plus de 5 000 habitants. Elle a également prévu l'obligation pour les maires de communes de plus de 15 000 habitants de désigner un « coordinateur » au sein du CLSPD. Celui-ci – qui peut être un membre du conseil municipal ou un agent public territorial – est alors chargé d'assurer l'animation, le suivi et la coordination des travaux du conseil. Depuis la **loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux**, si le maire n'a pas désigné de coordinateur, le représentant de l'État territorialement compétent est tenu d'en désigner un.

Ainsi, en 2024, le comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) dénombrait **1 041 CLSPD et 301 CISPD**. Il recensait également, en 2022, respectivement 660 et 238 coordinateurs pour ces instances.

Les maires et les présidents des EPCI fixent, respectivement, la liste des membres des CLSPD et des CISPD. Celle-ci comporte des membres de droit et des membres facultatifs.

Sont membres de droit :

- le **représentant de l'État** ou son représentant ;
- le **procureur de la République** ou son représentant ;
- s'agissant des CLSPD, le cas échéant, le président de l'EPCI à fiscalité propre compétent en matière de dispositifs locaux de prévention de la délinquance et dont la commune est membre, ou son représentant.

La loi prévoit que le CLSPD ou le CISPD se réunit au moins une fois par an en présence des membres de droit ou de leurs représentants spécialement désignés à cet effet.

Peuvent également être désignés membres de ces conseils :

- les représentants des services de l'État désignés par le représentant de l'État dans le département. Si ces services peuvent varier selon les territoires, il peut notamment s'agir de la police ou de la gendarmerie nationales, du délégué du préfet à la politique de la ville, des représentants du service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip), de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ), de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS), de la direction académique des services de l'éducation nationale (Dasen), des directeurs, principaux et proviseurs des établissements scolaires, etc. ;

- à leur demande, les parlementaires concernés ;

- des représentants d'associations, d'établissements ou d'organismes désignés, avec leur accord, par le président du conseil. Il peut notamment s'agir d'acteurs sociaux et éducatifs (protection judiciaire de la jeunesse, services sociaux, éducateurs spécialisés, missions locales...) ou encore d'associations et organismes partenaires (aide aux victimes, bailleurs sociaux, médiateurs et éducateurs spécialisés, intervenants sociaux en commissariat et en gendarmerie...).

Enfin, en tant que de besoin et selon les particularités locales, les maires des communes limitrophes de moins de 5 000 habitants ou leurs représentants et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale intéressés ainsi que des personnes qualifiées peuvent être associés aux travaux du conseil.

Il est à noter que la loi 21 mars 2024 précitée a défini au niveau de la loi les dispositions relatives à la composition des CLSPD et CISPD, auparavant régies par voie réglementaire. Ce faisant, elle a retiré les présidents de conseil départemental de la liste des membres de droit¹, la désignation de ces derniers pouvant néanmoins être prescrite en tant que personnes qualifiées.

En outre, les CLSPD et CISPD peuvent constituer en leur sein des **groupes de travail et d'échange d'informations** à vocation territoriale ou thématique, dans le cadre desquels des informations confidentielles non communicables aux tiers peuvent être échangées, selon des modalités prévues par un règlement intérieur².

Ces groupes peuvent notamment traiter :

- à la demande de l'autorité judiciaire ou de ses membres, des questions relatives à l'exécution des peines et à la prévention de la récidive ;

- à la demande du maire, du représentant de l'État ou de l'autorité judiciaire, des questions relatives aux violences commises à l'encontre des élus.

¹ L'article D. 132-8 du code de la sécurité intérieure, faute de mesure réglementaire de coordination avec la nouvelle loi, mentionne toujours les présidents de conseil départemental en qualité de membres de droit.

² Article L. 132-5 et II de l'article L. 132-13 du code de la sécurité intérieure.

2. La proposition de loi : un rétablissement bienvenu de la représentation des présidents de conseil départemental en qualité de membres de droit

La présente proposition de loi tend à modifier les **articles L.132-4 et L. 132-13 du code de la sécurité intérieure** de façon à rétablir les présidents de conseil départemental parmi les membres de droit des CLSPD et CISPD.

2.1 Une mesure cohérente avec les compétences des départements en matière d'action sociale

La loi consacre le rôle des départements en matière de prévention de la délinquance, en lien avec leurs compétences d'action sociale¹.

L'article L. 132-15 du code de la sécurité intérieure prévoit ainsi expressément que : *« Le conseil départemental concourt aux actions de prévention de la délinquance dans le cadre de l'exercice de ses compétences d'action sociale. Il statue sur l'organisation et le financement des services et des actions sanitaires et sociaux qui relèvent de sa compétence, notamment des actions qui concourent à la politique de prévention de la délinquance. »*

Pour la mise en œuvre des actions de prévention de la délinquance dans les communes et EPCI dans le cadre des CLSPD et CISPD, le même article prévoit que : *« le département détermine les territoires prioritaires, les moyens communaux et départementaux engagés et leur mode de coordination, l'organisation du suivi et de l'évaluation des actions mises en œuvre »*.

Dès lors que la loi leur impose de concourir au fonctionnement de ces instances, il paraît incohérent qu'elle ne les désigne pas comme membres de droit.

Il peut également être relevé que l'article L.121-2 du code de la sécurité intérieure prévoit spécifiquement que *« dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles »*, qui peuvent notamment prendre la forme d'*« actions de prévention de la délinquance »*.

Les travaux conduits par le rapporteur ont pleinement illustré le rôle précieux que les départements ont pu jouer au sein des CLSPD et CISPD. Plusieurs pans de l'action des départements y contribuent.

En premier lieu, **l'aide sociale à l'enfance** permet d'agir sur la prévention précoce.

¹ Article L. 3211-1 du code général des collectivités territoriale et articles L. 121-1 à L. 121-5 du code de l'action sociale et des familles.

Plusieurs CLSPD, à l'instar de ceux des **communes de Vernon** ou de **Montpellier**, dont le maire et l'adjoint au maire ont respectivement été auditionnés par le rapporteur, mènent des actions spécifiques concernant la prévention de la prostitution de mineurs, phénomène lié à la criminalité organisée qui monte en puissance dans de nombreux territoires. Le conseil départemental de **Seine-et-Marne**, également interrogé par le rapporteur, a noué un partenariat en la matière avec l'association Amicale du nid, en lien avec les juridictions et la DTPJJ.

Les services de l'ASE sont également parties prenantes de la cellule de suivi des mineurs primo-délinquants mise en place dans le cadre du CLSPD de **Nanterre** ou encore de la cellule de « veille éducative » mise en place dans le cadre du CLSPD de **Suresnes**, cités en exemple par le secrétariat général du CPIDR (SG-CIPDR).

De même, les départements jouent un rôle important en matière de **prévention spécialisée**, qui repose sur des interventions éducatives de rue auprès des jeunes en rupture ou en voie de marginalisation. Départements de France a notamment cité le département de **l'Eure**, qui cofinance le dispositif dit des « bataillons de la prévention » sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville d'Évreux.

Ce type de missions s'inscrit pleinement dans le champ d'action des CLSDP. À titre d'exemple, l'adjoint au maire de **Bordeaux**, auditionné par le rapporteur, a indiqué que le CLSPD, qui organise ses travaux selon une approche thématisée, orientait actuellement ses actions sur les enjeux liés à la lutte contre la délinquance des jeunes, dans le cadre de laquelle la prévention spécialisée a toute sa place.

Les départements peuvent également agir dans le champ de la prévention des violences intrafamiliales, qui relève de l'action sociale et médico-sociale.

Comme le conseil départemental du **Cher** l'a précisé au rapporteur, ces différentes politiques « *participent directement à la prévention de comportements déviants ou violents et permettent d'intervenir en amont des situations de conflit ou de danger* ».

Le conseil départemental de **Seine-et-Marne** a notamment indiqué soutenir la lutte contre les violences intrafamiliales au travers du financement de centres d'hébergement, d'actions de sensibilisation dans les collèges, et de partenariats associatifs.

Les politiques d'insertion peuvent également concourir à la prévention de la délinquance, en agissant sur ses causes sociales.

En définitive, la vue d'ensemble du conseil départemental sur les politiques sociales menées à l'échelle du département permet de « contextualiser » la prévention de la délinquance sur le territoire. L'exemple du plan « Cher solidarités » présenté au rapporteur par le conseil départemental du Cher, qui associe les forces de sécurité intérieure et les services de la justice au titre du schéma unique des politiques de solidarités dans le département, constitue une bonne illustration de l'interdépendance des politiques d'action

sociale et de prévention de la délinquance.

Ainsi, le rétablissement proposé des départements au sein de la liste des membres de droit des CLSDP et CISPD constitue à la fois une **reconnaissance de leur rôle et une invitation, pour les départements qui ne l'auraient pas fait, à pleinement investir les compétences de prévention de la délinquance qui sont les leurs.**

2.2 Une mesure qui favorise le développement des approches partenariales de la politique de prévention de la délinquance

Compte tenu de son caractère intrinsèquement protéiforme, la politique de prévention de la délinquance appelle une mobilisation et une coopération de l'ensemble des acteurs impliqués.

Au-delà de l'exercice de ses compétences en matière d'action sociale, le département peut jouer un **rôle précieux dans l'animation de cette politique.**

En premier lieu, il peut **orienter sa politique de soutien logistique et financier aux communes en faveur des politiques de sécurité**, notamment dans le domaine de la vidéoprotection. Le conseil départemental de **Seine-et-Marne** a ainsi indiqué avoir cofinancé plus de 120 projets d'installation ou de modernisation de caméras au titre de la seule année 2023. D'après Départements de France, le conseil départemental du **Val d'Oise** a consacré 5 millions d'euros à la mise en œuvre d'un centre départemental de supervision d'image de vidéoprotection (CSD) et à un plan de déploiement de caméras bénéficiant aux communes rurales.

Départements de France a également cité l'exemple du conseil départemental de **l'Essonne**, qui a lancé une étude sur les enfants non scolarisés sur son territoire, illustrant les **capacités d'ingénierie du département** au bénéfice de l'ensemble des communes.

L'intégration des départements au « tour de table » permet également une circulation plus complète des informations pertinentes.

Ainsi, comme ont pu en témoigner les élus auditionnés par le rapporteur, **les politiques de l'ASE et de la prévention spécialisée, par-delà leur fonction d'action sociale *stricto sensu*, sont par exemple susceptibles de donner accès à des informations ou à des « signaux faibles » pouvant s'avérer extrêmement précieux pour les maires et pour les forces de sécurité intérieure, notamment dans le domaine de la lutte contre la radicalisation.** Les groupes thématiques confidentiels pouvant être institués dans le cadre des CLSPD sont propices à de telles remontées d'information.

Ainsi, l'ensemble des acteurs auditionnés s'accordent sur la nécessité d'une représentation des conseils départementaux au sein de la gouvernance locale des politiques de prévention de la délinquance.

Dans la même logique, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) a relevé qu'il pourrait être opportun de mieux associer le bloc communal aux travaux des conseils départementaux de prévention de la délinquance (CDPD) présidés par les préfets¹ et, plus largement, de mieux associer les collectivités territoriales à l'animation de cette politique à l'échelle nationale. Le rapporteur considère que des réflexions en ce sens pourraient également être engagées.

<p>La commission a adopté l'article unique sans modification.</p>
--

¹ Ces instances sont régies par les articles D. 132-5 à D. 132-6-1 du code de la sécurité intérieure.

EXAMEN EN COMMISSION

MERCREDI 4 JUIN 2025

Mme Muriel Jourda, présidente. – Nous examinons le rapport de notre collègue Louis Vogel sur la proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance, déposée par Isabelle Florennes et plusieurs de ses collègues.

M. Louis Vogel, rapporteur. – La proposition de loi (PPL) déposée par notre collègue Isabelle Florennes vise à rétablir les présidents de conseil départemental parmi les membres de droit des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) et des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD).

Les CLSPD et CISPD sont des instances précieuses pour animer la politique de prévention de la délinquance à l'échelle locale. Ils sont respectivement présidés par le maire ou le président de l'intercommunalité. L'instauration d'un CLSPD est obligatoire dans toutes les communes de plus de 5 000 habitants ; on en dénombre 1 041 à date. La création d'un CISPD est quant à elle facultative, de sorte que l'on n'en compte que 301, soit moins du quart des intercommunalités.

Les maires et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) fixent, respectivement, la liste des membres des CLSPD et des CISPD. Le préfet et le procureur de la République en sont membres de droit, de même que, pour les CLSPD, le président de l'EPCI compétent en matière de dispositifs locaux de prévention de la délinquance.

Les CLSPD et CISPD peuvent également accueillir des membres facultatifs, ce qui rend le dispositif souple et adaptable aux circonstances locales. Peuvent ainsi être désignés membres de ces conseils des représentants de services de l'État compétents, les parlementaires ainsi que des représentants d'associations ou d'organismes pertinents.

Depuis la loi du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux, ces règles de composition sont fixées dans la loi et non plus au niveau réglementaire. Ce faisant, cette loi a retiré les présidents de conseil départemental de la liste des membres de droit : c'est sur cette évolution que la PPL entend revenir.

Au terme des auditions que j'ai conduites, je considère que ce rétablissement est une très bonne chose, et je vous proposerai donc d'adopter cette PPL.

Deux raisons principales motivent ma position.

En premier lieu, la mesure est cohérente avec les compétences des départements en matière d'action sociale. La loi prévoit expressément que les actions que ceux-ci conduisent dans ce cadre concourent à la prévention de la délinquance. De fait, les politiques qu'ils mènent dans les domaines de l'aide sociale à l'enfance (ASE), de la prévention spécialisée, de l'insertion ou encore de la prévention des violences intrafamiliales (VIF) apportent ainsi un complément précieux à ces politiques dans de nombreux territoires.

Pour ne prendre qu'un exemple, plusieurs communes que j'ai auditionnées ont évoqué les enjeux liés à la lutte contre la prostitution des mineurs, phénomène lié à la criminalité organisée et qui monte en puissance dans de nombreux territoires. Pour endiguer ce phénomène, le concours des compétences sociales du département, notamment au titre de l'ASE, est essentiel.

En second lieu, la mesure favorise le développement des approches partenariales en matière de prévention de la délinquance.

Le département peut jouer un rôle fort utile dans l'animation de cette politique, notamment en orientant sa politique de soutien logistique et financier aux communes. Par exemple, certains départements financent des équipements de vidéoprotection, notamment au profit des communes rurales, qui ne pourraient acquérir seules de tels équipements.

L'intégration des départements au « tour de table » permet également une circulation plus complète des informations pertinentes. Ainsi, les politiques de l'ASE et de la prévention spécialisée, par-delà leur fonction d'action sociale, sont, par exemple, susceptibles de donner accès à des informations ou à des signaux faibles pouvant s'avérer extrêmement précieux pour les maires et pour les forces de sécurité intérieure.

Ainsi, la proposition de loi constitue à la fois une reconnaissance du rôle des départements et une invitation, pour ceux d'entre eux qui ne l'auraient pas fait, à pleinement investir les compétences en matière de prévention de la délinquance.

C'est d'ailleurs pour cette raison que je vous proposerai de ne pas retenir l'amendement qui a été déposé sur ce texte par notre collègue Audrey Linkenheld. Celui-ci prévoit que les départements sont bien membres de droit des conseils, mais que leur présence n'est pas requise pour la tenue de la réunion plénière annuelle du CLSPD. Il contredit l'esprit du texte, qui vise justement à favoriser la présence des départements au sein des CLSPD.

Les élus soulignent l'importance des pratiques locales et ont démontré un engagement et une expertise forte pour développer des stratégies locales de sécurité, toutes tendances politiques confondues. Les contributions que j'ai recueillies de la part des villes de Bordeaux, de Montpellier, de Vernon, ainsi

que des conseils départementaux du Cher, et de la Seine-et-Marne ont été très intéressantes à cet égard.

Les auditions que j'ai menées m'ont permis de me rendre compte que le bon fonctionnement des CLSPD reposait trop souvent sur des relations interpersonnelles, ce qui constitue par définition une base fragile. Dès lors que la loi ferait des départements des membres de droit de ces instances, l'exercice de cette compétence ne serait plus une option.

Je précise que leur présence aux réunions plénières des CLSPD était déjà requise par le droit antérieur à la loi de 2024 – celui-ci était de portée réglementaire.

À ce sujet, je souhaite formuler une dernière remarque. Cette proposition de loi souligne aussi les difficultés auxquelles nous nous heurtons lorsque nous inscrivons dans la loi des dispositions auparavant fixées par voie réglementaire. Cela conduit à rigidifier fortement des dispositions qui sont en général de portée assez technique, comme ici la composition d'une instance locale. Nous sommes obligés de délibérer sur ce sujet pour remédier à une lacune, ce qui rend la correction beaucoup plus lourde, mais pas impossible si vous suivez ma recommandation.

Mme Audrey Linkenheld. – Nous souscrivons aux propos du rapporteur : nous devons prendre garde à ce que nous votons, pour éviter de devoir légiférer de nouveau. Nous avons tous envie de mettre notre énergie à faire autre chose que de défaire et refaire les lois. Mais les CLSPD sont importants pour nos territoires et il était donc important d'intervenir à nouveau sur ce point.

Je ne pense pas que l'amendement que j'ai déposé avec mes collègues du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) soit contraire à l'esprit de la loi, car nous souscrivons à l'idée que les départements ont toute leur place dans les CLSPD. Nous avons eu tort de les en exclure. Je pense en particulier à la prévention spécialisée et à la protection de l'enfance, qui sont des sujets que l'on évoque avec les maires et les autres partenaires des CLSPD.

Avec cet amendement, nous avons essayé d'être pragmatiques. Aux termes de la version actuelle du texte, tous les membres de droit doivent être présents pour que le CLSPD puisse se réunir. Notre proposition emprunte une voie médiane : les départements sont membres de droit du conseil, mais nous souhaitons que ce dernier puisse quand même se réunir si leur représentant est dans l'impossibilité de venir.

Nous sommes à vos côtés pour réintégrer les départements dans les CLSPD.

Mme Isabelle Florennes, auteure de la proposition de loi. – Je tiens à remercier le rapporteur pour son travail très sérieux et complet.

Cette proposition de loi est issue d'une demande expresse d'un certain nombre de départements, ensuite relayée par Départements de

France : l'association s'est rapidement émue de l'erreur commise lors de l'examen de la loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux. Tous, nous devons être vigilants, surtout lorsque nous inscrivons dans la loi des dispositions de portée réglementaire.

Au cours de ces travaux, nous avons été invités à intégrer d'autres acteurs en tant que membres de droit, mais nous n'avons pas souhaité nous engager dans cette voie, car nous devons faire montre de souplesse. Les maires doivent pouvoir convoquer les acteurs qu'ils souhaitent en fonction des problématiques territoriales, et la rédaction actuelle de la loi leur laisse déjà d'importantes latitudes en la matière. Je vous remercie donc, monsieur Vogel, d'avoir proposé d'adopter sans modification ma proposition de loi.

Mme Catherine Di Folco. – Je vais faire mon *mea culpa*, car j'étais rapporteur de la loi précitée. J'assume l'entière responsabilité de cette erreur !

Mme Muriel Jourda, présidente. – L'erreur est humaine, mais persévérer est diabolique !

M. Louis Vogel, rapporteur. – Madame Linkenheld, nous partageons le même objectif : rétablir les présidents de conseil départemental en tant que membres de droit des CLSPD et CISPD. Je considère qu'à l'aune des compétences que la loi leur confie à cet égard, ils ont vocation à être des membres de droit à part entière, au même titre que les autres, et par conséquent avec les mêmes obligations. Leur président n'aura pas plus de difficultés à y siéger ou à s'y faire représenter que le préfet ou le procureur de la République.

Mme Muriel Jourda, présidente. – Concernant le périmètre de cette proposition de loi, en application du vade-mecum sur l'application des irrecevabilités au titre de l'article 45 de la Constitution, adopté par la Conférence des présidents, je vous propose de considérer que ce périmètre inclut les dispositions relatives au fonctionnement et à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

Il en est ainsi décidé.

EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Mme Muriel Jourda, présidente. – Nous avons déjà échangé sur l'amendement COM-1, sur lequel le rapporteur a émis un avis défavorable.

L'amendement COM-1 n'est pas adopté.

L'article unique constituant l'ensemble de la proposition de loi est adopté sans modification.

Le sort des amendements examinés par la commission est retrace dans le tableau suivant :

Auteur	N°	Objet	Sort de l'amendement
Article unique			
Mme LINKENHELD	1	Absence d'obligation de participation des départements aux réunions plénières annuelles des CLSPD et CISPD.	Rejeté

RÈGLES RELATIVES À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 45 DE LA CONSTITUTION ET DE L'ARTICLE 44 BIS DU RÈGLEMENT DU SÉNAT

Si le premier alinéa de l'article 45 de la Constitution, depuis la révision du 23 juillet 2008, dispose que « tout amendement est recevable en première lecture dès lors qu'il présente un lien, même indirect, avec le texte déposé ou transmis », le Conseil constitutionnel estime que cette mention a eu pour effet de consolider, dans la Constitution, sa jurisprudence antérieure, reposant en particulier sur « la nécessité pour un amendement de ne pas être dépourvu de tout lien avec l'objet du texte déposé sur le bureau de la première assemblée saisie »¹.

De jurisprudence constante et en dépit de la mention du texte « transmis » dans la Constitution, le Conseil constitutionnel apprécie ainsi l'existence du lien par rapport au contenu précis des dispositions du texte initial, déposé sur le bureau de la première assemblée saisie². Pour les lois ordinaires, le seul critère d'analyse est le lien matériel entre le texte initial et l'amendement, la modification de l'intitulé au cours de la navette restant sans effet sur la présence de « cavaliers » dans le texte³. Pour les lois organiques, le Conseil constitutionnel ajoute un second critère : il considère comme un « cavalier » toute disposition organique prise sur un fondement constitutionnel différent de celui sur lequel a été pris le texte initial⁴.

En application des articles 17 bis et 44 bis du Règlement du Sénat, il revient à la commission saisie au fond de se prononcer sur les irrecevabilités résultant de l'article 45 de la Constitution, étant précisé que le Conseil constitutionnel les soulève d'office lorsqu'il est saisi d'un texte de loi avant sa promulgation.

¹ Voir le commentaire de la décision n° 2010-617 DC du 9 novembre 2010 - Loi portant réforme des retraites.

² Voir par exemple les décisions n° 2015-719 DC du 13 août 2015 - Loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne et n° 2016-738 DC du 10 novembre 2016 - Loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias.

³ Décision n° 2007-546 DC du 25 janvier 2007 - Loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique.

⁴ Décision n° 2020-802 DC du 30 juillet 2020 - Loi organique portant report de l'élection de six sénateurs représentant les Français établis hors de France et des élections partielles pour les députés et les sénateurs représentant les Français établis hors de France.

En application du *vademecum* sur l'application des irrecevabilités au titre de l'article 45 de la Constitution, adopté par la Conférence des Présidents, la commission des lois a arrêté, lors de sa réunion du mercredi 4 juin 2025, le périmètre indicatif de la proposition de loi n° 744 (2023-2024) relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

Elle a considéré que ce périmètre incluait les dispositions relatives au fonctionnement et à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

LISTE DES PERSONNES ENTENDUES ET DES CONTRIBUTIONS ÉCRITES

Mme Isabelle Florennes, sénatrice des Hauts-de-Seine, auteure de la proposition de loi

Direction générale des collectivités locales (DGCL)

M. Lionel Lagarde, sous-directeur adjoint à la sous-direction des compétences et des institutions locales

M. Florentin Bertheas, chef du bureau du contrôle de légalité et du conseil juridique

Départements de France

M. Alexandre Touzet, conseiller départemental de l'Essonne

Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF)

M. Alexandre Touzet, maire de Saint-Yon

M. Charles Abadie, chargé de mission sécurité et prévention de la délinquance

Mme Charlotte de Fontaines, responsable des relations avec le Parlement

Association des maires ruraux de France (AMRF)

Mme Rachida Laoufi-Saber, vice-présidente de l'Association des Maires Ruraux de Haute-Saône

M. François Ouzilleau, maire de Vernon

M. Marc Etcheverry, adjoint au maire de Bordeaux, en charge de la sécurité et de la prévention de la délinquance

M. Sébastien Cote, adjoint au maire de Montpellier en charge de la protection de la population et de la tranquillité publique

CONTRIBUTIONS ÉCRITES

France urbaine

Département du Cher

Département de la Seine-et-Marne

LA LOI EN CONSTRUCTION

Pour naviguer dans les rédactions successives du texte, visualiser les apports de chaque assemblée, comprendre les impacts sur le droit en vigueur, le tableau synoptique de la loi en construction est disponible sur le site du Sénat à l'adresse suivante :

<https://www.senat.fr/dossier-legislatif/pp123-744.html>

N° 148

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 21 novembre 2024

AVIS

PRÉSENTÉ

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (1) sur le projet de loi de finances, considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale, pour 2025,

TOME I

COHÉSION DES TERRITOIRES

MM. Sébastien FAGNEN et Louis-Jean de NICOLAÏ

Bon de commande

Avis n° 148 TOME I - 2024-2025

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : XXX

Nb de pages : 84

Prix public : 2.00 €

Contact : Secrétariat de XXX

Tél : 01 42 34 XX XX

Courriel : XXX@senat.fr

Sénat	72
Assemblée nationale	15
Livraison le :	XXX

Commentaire pour le service de la distribution :

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Avis

Loi de finances pour 2025

COHÉSION DES TERRITOIRES

Première lecture

**MM. Sébastien FAGNEN
et Louis-Jean de NICOLAÏ,
Sénateurs**

PALAIS DU LUXEMBOURG
15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06
Tél. 01 42 34 20 00

www.senat.fr



Commission de l'aménagement du territoire
et du développement durable

N° 148 - Tome I
2024-2025



www.senat.fr

ISSN 1240-8425

ISBN 978-2-11-180030-4



Prix de vente public : 2 2

www.librairie.senat.fr

Imprimé pour le Sénat par



N° 148

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 21 novembre 2024

AVIS

PRÉSENTÉ

*au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du
développement durable (1) sur le projet de loi de finances, considéré
comme rejeté par l'Assemblée nationale, pour 2025,*

TOME I

COHÉSION DES TERRITOIRES

Par MM. Sébastien FAGNEN et Louis-Jean de NICOLAÏ,
Sénateurs

(1) Cette commission est composée de : M. Jean-François Longeot, président ; M. Philippe Tabarot, premier vice-président ; Mmes Nicole Bonnefoy, Marta de Cidrac, MM. Hervé Gillé, Rémy Pointereau, Mme Nadège Havet, M. Guillaume Chevrollier, Mme Marie-Claude Varaillas, MM. Jean-Yves Roux, Cédric Chevalier, Ronan Dantec, vice-présidents ; M. Cyril Pellevat, Mme Audrey Bélim, MM. Pascal Martin, Jean-Claude Anglars, secrétaires ; Mme Jocelyne Antoine, MM. Jean Bacci, Alexandre Basquin, Jean-Pierre Corbisez, Stéphane Demilly, Gilbert-Luc Devinaz, Franck Dhersin, Alain Duffourg, Sébastien Fagnen, Jacques Fernique, Fabien Genet, Éric Gold, Daniel Gueret, Mme Christine Herzog, MM. Joshua Hochart, Olivier Jacquin, Didier Mandelli, Damien Michallet, Louis-Jean de Nicolaï, Saïd Omar Oili, Alexandre Ouizille, Clément Pernot, Mme Marie-Laure Phinera-Horth, M. Bernard Pillefer, Mme Kristina Pluchet, MM. Pierre Jean Rochette, Bruno Rojouan, Mme Denise Saint-Pé, M. Simon Uzenat, Mme Sylvie Valente Le Hir, MM. Paul Vidal, Michaël Weber.

Voir les numéros :

Assemblée nationale (17^{ème} législ.) : 324, 459, 462, 468, 471, 472, 486, 524, 527, 540 et T.A. 8

Sénat : 143 et 144 à 150 (2024-2025)

SOMMAIRE

Pages

CHAPITRE I^{ER} LES CRÉDITS CONSACRÉS À L'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE DU TERRITOIRE	5
I. PLAN FRANCE TRÈS HAUT DÉBIT : ÉVITER L'ESOUFFLEMENT DANS LE DÉPLOIEMENT DES RÉSEAUX DE FIBRE OPTIQUE.....	6
A. UNE ATTRITION DU SOUTIEN DE L'ÉTAT QUI S'APPARENTE À UN REPORT DE CHARGE AU DÉTRIMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.....	6
B. UN SOUTIEN PUBLIC AU RACCORDEMENT COMPLEXE, QUI DEVRA S'INTENSIFIER DANS LES PROCHAINES ANNÉES	7
C. QUALITÉ DES RACCORDEMENTS : UNE PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS, EN DÉPIT DES ALERTES DU SÉNAT	7
II. LES NOUVEAUX DÉFIS DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES : LA FERMETURE DU RÉSEAU CUIVRE, LA LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION FONCIÈRE ET LES CENTRES DE DONNÉES	8
A. FERMETURE DU RÉSEAU CUIVRE : UNE MEILLEURE INFORMATION DU PUBLIC EST NÉCESSAIRE	8
B. ANTENNES-RELAIS : METTRE FIN À LA SPÉCULATION FONCIÈRE.....	8
C. CENTRES DE DONNÉES : POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DE CENTRES DE PROXIMITÉ.....	8
III. INCLUSION NUMÉRIQUE : UNE BAISSSE BRUTALE DES CRÉDITS AU DÉTRIMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES USAGERS.....	9
A. CONSEILLERS NUMÉRIQUES FRANCE SERVICES : UN DISPOSITIF EFFICACE ET SALUÉ SUR LE TERRITOIRE.....	9
B. LA BAISSSE DU SOUTIEN DE L'ÉTAT MENACE LA PÉRENNITÉ DU DISPOSITIF....	9
CHAPITRE II LES CRÉDITS CONSACRÉS AUX POLITIQUES DES TERRITOIRES.....	11
I. BUDGET 2025 : RÉPARTIR L'EFFORT FINANCIER SANS OBÉRER LES SOUTIENS ENVERS LES COLLECTIVITÉS.....	12
A. CONTRACTUALISATION ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : UNE VERTIGINEUSE PERTE DE VITESSE	12
B. VERDISSEMENT DES DOTATIONS FINANCIÈRES : UN EFFORT À SALUER.....	13

II. OFFRE D'INGÉNIERIE : REDONNER DE LA LISIBILITÉ AUX ÉLUS LOCAUX.. 14

A. RATIONALISER ET CONSOLIDER UNE OFFRE D'INGÉNIERIE ÉCLATÉE14

1. *Améliorer la connaissance de l'offre à destination des élus locaux*14

2. *Rationaliser l'émission de l'offre en matière d'ingénierie*15

B. AU SEIN DE L'ARCHIPEL DES AGENCES : QUELLE PLACE POUR L'ÎLOT

ANCT ?16

III. VEILLER SUR LES COMMUNES : DEMEURER VIGILANT SUR LES PONTS ET LE ZONAGE FRANCE RURALITÉS REVITALISATION..... 16

A. PROGRAMME NATIONAL PONTS : NE PAS BAISSER LA GARDE16

B. LE ZONAGE EN FRANCE RURALITÉS REVITALISATION : UN HEUREUX

RATTRAPAGE17

TRAVAUX EN COMMISSION19

- **Table ronde sur le déploiement des réseaux de fibre optique – Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca (Mercredi 6 novembre 2024)**.....19

- **Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation (Mercredi 13 novembre 2024)**46

- **Examens en commission (Mercredi 20 novembre 2024)**67

- **Crédits « Aménagement numérique du territoire »**67

- **Crédits « Politiques des territoires »**72

LISTE DES PERSONNES ENTENDUES ET CONTRIBUTION ÉCRITE79

- **Aménagement numérique du territoire M. Sébastien Fagnen, rapporteur pour avis**.....79

- **Politique des territoires M. Louis-Jean de Nicolaÿ, rapporteur pour avis**80

LOI EN CONSTRUCTION81

ANNEXE AMENDEMENT ADOPTÉ PAR LA COMMISSION DE

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE83

- **Amendement de M. Sébastien Fagnen**.....83

CHAPITRE I^{ER} LES CRÉDITS CONSACRÉS À L'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE DU TERRITOIRE

Réunie le **20 novembre 2024**, la **commission de l'aménagement du territoire et du développement durable**, suivant son **rapporteur Sébastien Fagnen**, a émis un avis favorable à l'adoption des crédits relatifs à **l'aménagement numérique du territoire** inscrits au projet de loi de finances pour 2025, sous le bénéfice de l'adoption d'un **amendement** en faveur du **déploiement de la fibre à Mayotte**.

La commission s'alarme du désengagement de l'État du Plan France très haut débit, qui s'apparente à un **transfert de charge au détriment des collectivités territoriales** et qui remet en cause l'atteinte des objectifs de généralisation de la fibre optique à l'horizon 2025.

Elle se félicite de l'amorce dans ce projet de loi de finances **d'un soutien aux raccordements complexes**, à la fois dans les domaines publics et privés, tout en appelant à amplifier la dynamique.

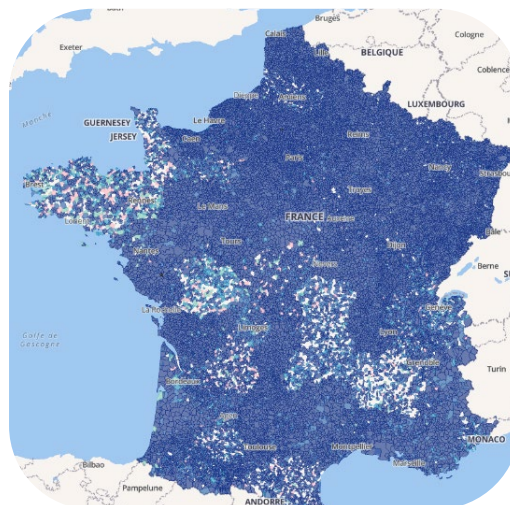
Dans un contexte de **fermeture prochaine du réseau cuivre**, qui doit faire l'objet d'une communication plus proactive de la part de l'État, la commission réitère son appel à un renforcement de la **qualité des raccordements en fibre optique**, qui conditionne l'acceptabilité de cette fermeture.

L'aménagement numérique du territoire doit également conduire au **développement équilibré d'antennes-relais**, pour lesquelles la spéculation foncière actuelle pourrait constituer un frein, ainsi qu'à l'installation de **centres de données de proximité**, répartis sur l'ensemble du territoire.

Enfin, la commission alerte l'État sur la nécessité de ne pas reculer sur l'inclusion numérique. Le **dispositif des conseillers numériques France services** ne doit pas rester au milieu du gué, alors que l'attrition des crédits prévue par le PLF pour 2025 conduit également à un report de charges.



Réseau de fibre optique



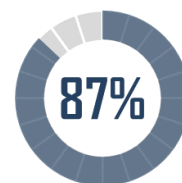
Couverture en fibre optique
de la France métropolitaine (2024)

I. PLAN FRANCE TRÈS HAUT DÉBIT : ÉVITER L'ESSOUFFLEMENT DANS LE DÉPLOIEMENT DES RÉSEAUX DE FIBRE OPTIQUE

A. UNE ATTRITION DU SOUTIEN DE L'ÉTAT QUI S'APPARENTE À UN REPORT DE CHARGE AU DÉTRIMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le Plan France très haut débit (THD), initié en 2013, vise à généraliser la fibre optique sur le territoire à horizon 2025. Pour y parvenir, il mobilise **deux dynamiques complémentaires** :

- **l'investissement privé** des opérateurs (zones d'initiative privée) ;
- **l'investissement public** des collectivités territoriales et de l'État (zone d'initiative publique).



...des locaux éligibles à la fibre optique en 2024

Évolution des crédits du Plan France THD entre le PLF 2024 et le PLF 2025

480 millions d'euros

PLF 2024



200 millions d'euros

PLF 2025

Le PLF pour 2025 prévoit une **réduction drastique des crédits alloués au plan**. Un effort reste pourtant nécessaire pour atteindre l'objectif de **généralisation de la fibre optique en 2025**. Au-delà de l'essoufflement du programme, le ralentissement risque également de conduire à un **report de charges** : le désengagement de l'État oblige les collectivités territoriales à augmenter leur participation dans le déploiement des réseaux de fibre optique.

Mayotte, seul département dans lequel le déploiement de la fibre optique n'a aujourd'hui pas débuté, est particulièrement touché par ce coup de rabot. Un projet de réseau d'initiative publique est aujourd'hui finalisé. **Il ne pourra toutefois pas voir le jour s'il n'est pas cofinancé par l'État**. L'amendement de la commission propose donc d'abonder les crédits du Plan France très haut débit à **hauteur de 37,6 millions d'euros**, afin de soutenir spécifiquement le déploiement de la fibre optique à Mayotte.

B. UN SOUTIEN PUBLIC AU RACCORDEMENT COMPLEXE, QUI DEVRA S'INTENSIFIER DANS LES PROCHAINES ANNÉES

L'effort de déploiement de la fibre optique doit aujourd'hui se porter davantage sur les **raccordements complexes**, c'est-à-dire ceux qui nécessitent la création ou la mise à niveau d'infrastructures particulières. **La commission alerte sur la nécessité d'un soutien financier à la réalisation de ces raccordements, alors même que les besoins sont considérables.**

Coût des raccordements complexes évalué entre...



Source : Conseil général de l'économie

Le PLF 2025 acte, à raison, la nécessité de ce soutien, en prévoyant :

- les premiers décaissements pour **l'appel à projets sur les raccordements en domaine public**, doté de 150 millions d'euros de crédits qui seront consommés jusqu'en 2027 ;
- le lancement d'un **dispositif expérimental de soutien aux raccordements complexes en domaine privé**, pour un montant de 16 millions d'euros.

C. QUALITÉ DES RACCORDEMENTS : UNE PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS, EN DÉPIT DES ALERTES DU SÉNAT

En 2023, Patrick Chaize avait déposé une proposition de loi visant à assurer la qualité et la pérennité des raccordements aux réseaux de fibre optique, examinée par la CATDD puis adoptée par le Sénat à l'unanimité le 2 mai 2024, qui visait à remédier aux raccordements de mauvaise qualité. Un an plus tard, le constat reste malheureusement le même : le dernier rapport **de l'observatoire de la qualité du réseau de fibre optique** révèle une **stabilité globale des indicateurs de qualité**, concernant à la fois le taux de pannes et le taux d'échec de raccordement.

II. LES NOUVEAUX DÉFIS DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES : LA FERMETURE DU RÉSEAU CUIVRE, LA LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION FONCIÈRE ET LES CENTRES DE DONNÉES

A. FERMETURE DU RÉSEAU CUIVRE : UNE MEILLEURE INFORMATION DU PUBLIC EST NÉCESSAIRE

La couverture du territoire en réseaux de fibre optique de qualité est un préalable à la **fermeture du réseau cuivre**, qui entre en 2025 dans sa phase industrielle. Les premières fermetures, qui ne concernent à ce stade que quelques communes, ont révélé les difficultés de la mise en œuvre de cette nouvelle étape : une **campagne de communication à grande ampleur** est aujourd'hui souhaitable pour informer le public de la fermeture du réseau.

Cette campagne ne pourra pas reposer que sur les maires, ni sur les opérateurs, qui n'ont pas la légitimité des pouvoirs publics. L'État doit **remplir cette mission d'information**, et il doit le faire au plus vite : plus nous nous approcherons de la date de fermeture commerciale puis technique du réseau cuivre, plus l'effort de pédagogie auprès du citoyen sur l'intérêt de la fermeture sera délicate à réaliser.

B. ANTENNES-RELAIS : METTRE FIN À LA SPÉCULATION FONCIÈRE

Les emplacements sur lesquels sont réalisées les antennes-relais sont touchés depuis plusieurs années par un **phénomène de spéculation foncière**. Certains acteurs reprennent en effet à échéance des baux d'emplacements destinés à accueillir des antennes-relais, ce qui peut amener l'occupant à **démonter les infrastructures qu'il a réalisées**. Environ 2 400 emplacements – soit 3,75 % du total – seraient concernés par cette problématique. L'article 17 du projet de loi de simplification de la vie économique, adopté par le Sénat en octobre 2024, vise à répondre à ce phénomène de spéculation en prévoyant qu'un acteur qui reprend un bail d'emplacement doit obligatoirement disposer d'une attestation par laquelle un opérateur de téléphonie mobile s'engage à exploiter l'antenne-relais.

C. CENTRES DE DONNÉES : POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DE CENTRES DE PROXIMITÉ

Les **centres de données** constituent un véritable enjeu d'équité entre les territoires et d'indépendance nationale et européenne. Le territoire français est maillé par deux grands pôles du stockage de données, Paris et Marseille, auxquels s'ajoute un **réseau de 250 centres de données de proximité**, situés dans les métropoles, mais aussi dans de nombreuses villes moyennes. Ce réseau, devenu une véritable spécificité française, est en cours de densification permanente.

III. INCLUSION NUMÉRIQUE : UNE BAISSSE BRUTALE DES CRÉDITS AU DÉTRIMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES USAGERS

A. CONSEILLERS NUMÉRIQUES FRANCE SERVICES : UN DISPOSITIF EFFICACE ET SALUÉ SUR LE TERRITOIRE

Afin d'apporter une réponse territorialisée au phénomène d'illectronisme, des conseillers numériques France services (CNFS) ont été recrutés dans le cadre du plan France Relance en 2021. Ils assurent un **service d'appui aux démarches administratives** pour les usagers et des **formations aux usages numériques** dans les territoires. En 2023, le renouvellement du soutien financier public au dispositif a été annoncé pour 3 ans.

B. LA BAISSSE DU SOUTIEN DE L'ÉTAT MENACE LA PÉRENNITÉ DU DISPOSITIF

Les crédits alloués au dispositif par le projet de loi de finances pour 2025 sont de **27 millions d'euros**, alors que la loi de finances pour 2024 accordait 41 millions d'euros à l'emploi des CNFS. Cette baisse brutale constitue un **transfert de charge financière** vers les collectivités territoriales ou le secteur associatif. Pour les structures qui ne seront pas en mesure d'assurer cette charge financière, elle les conduira fatalement à abandonner progressivement ce service.

Le nombre de conseillers numériques : 4 000 aujourd'hui, pourrait être plus que divisé par deux, pour atteindre 1 500. Pourtant, **les besoins de la population ne disparaîtront pas**, dans un contexte de dématérialisation croissante : un quart des Français considère toujours ne pas maîtriser suffisamment les outils informatiques pour pouvoir les utiliser pleinement, selon le baromètre du numérique 2024.

Le coup d'arrêt porté à cet élan porteur de progrès risque, de plus, de **pénaliser les territoires les plus fragiles**, les communes rurales et les quartiers de la politique de la ville (QPV), qui ont cependant véritablement besoin du soutien de l'État pour lutter contre l'illectronisme.

La commission sera particulièrement vigilante au devenir de ce dispositif, vital aux citoyens en situation d'illectronisme, dans un contexte de dématérialisation croissante des services publics.

CHAPITRE II

LES CRÉDITS CONSACRÉS AUX POLITIQUES DES TERRITOIRES

Réunie le **20 novembre 2024**, la **commission de l'aménagement du territoire et du développement durable**, suivant son rapporteur **Louis-Jean de Nicolaÿ**, a **émis un avis favorable à l'adoption des crédits** relatifs à la politique des territoires inscrits au **projet de loi de finances pour 2025 (PLF)**.

Notant la **rationalisation des crédits** consacrés à la politique de cohésion des territoires et à son programme 112 relatif à l'aménagement du territoire, la commission partage le **réalisme budgétaire** de ce projet de budget, consistant à agir mieux avec moins. Elle salue également l'effort en faveur du verdissement des dotations de l'État à l'égard des collectivités territoriales, mais appelle à être vigilant sur le pouvoir pétrifiant que ce verdissement peut avoir sur les plus petites collectivités.

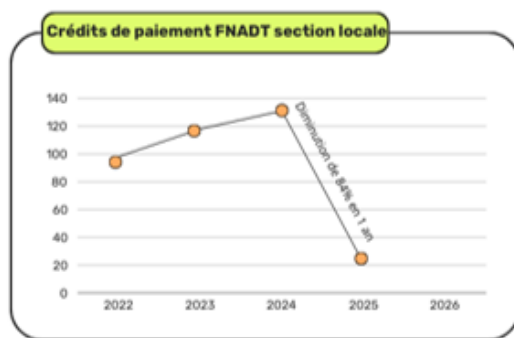
La commission appelle le Gouvernement à procéder à une **réflexion d'ampleur sur l'éclatement de l'offre d'ingénierie territoriale** à destination des élus locaux ainsi que sur les agences porteuses de l'offre. Elle considère en effet que la **parcellisation de l'offre est nuisible** aux élus locaux, parfois décontenancés en l'absence d'informations simplement disponibles.

Dans la continuité de la position défendue depuis plusieurs années avec constance, la commission insiste sur l'impérieuse nécessité, à l'issue de l'année 2025, de **prolonger le soutien à destination d'un programme national consacré aux ouvrages d'art**. Enfin, l'article 27 du PLF2025 répond **aux vives inquiétudes** de la commission concernant les 2 168 communes qui n'étaient plus éligibles au bénéfice du dispositif des ex-zones de revitalisation rurales (ZRR) rebaptisées France ruralités revitalisation en 2024. Le projet de loi de finances pour 2025 **corrige ainsi un puissant effet de bord** qui avait été identifié et dénoncé par la commission, en incluant jusqu'en 2027 ces communes dans le zonage.

I. BUDGET 2025 : RÉPARTIR L'EFFORT FINANCIER SANS OBÉRER LES SOUTIENS ENVERS LES COLLECTIVITÉS

A. CONTRACTUALISATION ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : UNE VERTIGINEUSE PERTE DE VITESSE

Le projet de loi de finances pour l'année 2025 prévoit des réductions budgétaires conséquentes à destination de plusieurs mesures phares du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » rattaché à la Mission « Cohésion des territoires ».



Source : Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

L'abondement du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) dans sa section locale, qui porte les crédits relatifs à la **contractualisation entre l'État et les territoires**, au travers des contrats de plan État-régions (CPER), des contrats de plan interrégionaux (CPIER), des pactes de développement territorial ou encore des contrats pour la réussite de la transition écologique (CRTE) s'élève à 65 M€ en AE et à 21 M€ en CP (contre 190 M€ en AE et 131 M€ en CP en loi de finances initiale pour 2024), en **baisse respectivement de 66 % et de 84 % par rapport à 2024**.

Parmi ces contrats, les CPER, les CPIER ainsi que les douze pactes de développement territorial sont particulièrement affectés. Aucuns crédits de paiement n'ont été ouverts par le Gouvernement en 2025 pour ces derniers, ce **coup d'arrêt substantiel repoussera l'exécution de certains engagements prévus**. Dans un contexte de maîtrise de la dépense publique, ce lissage temporel des paiements est un avantage sur lequel le rapporteur recommande de s'appuyer. À plus long terme et au bénéfice d'une amélioration du contexte budgétaire, il insiste toutefois sur la **nécessité d'honorer les engagements passés** afin de préserver la crédibilité de l'action de l'État dans les territoires.

Zoom sur les espaces France services

Le rapport de la Cour des comptes de septembre 2024 consacré au programme France services constate que les 2 700 établissements labellisés du programme se situent à moins de 30 minutes de transport pour les usagers. Le réseau est largement sollicité, **passant de 1,17 million de demandes traitées en 2020, à 9 millions fin 2023**. La satisfaction des usagers des espaces France services **dépasse les 90 %**.

L'expérience France services apparaît plus pertinente que le précédent programme « maisons de services au public » (MSAP), qui était jusqu'alors le dispositif de services mutualisés le plus abouti.

Le rapport estime toutefois que ce réseau pourrait **d'avantage tenir compte des spécificités des territoires et mieux connaître les publics de chaque territoire**.

B. VERDISSEMENT DES DOTATIONS FINANCIÈRES : UN EFFORT À SALUER

Depuis 2024, la DETR¹, la DSIL² et la DSID³ sont toutes trois intégrées **au budget vert de l'État**. Le projet de loi de finances pour 2025 rehausse l'ambition de l'État en faveur du soutien aux **investissements verts**. Les crédits alloués aux dotations d'investissement aux collectivités territoriales, au sein du programme 119 de la Mission « Relations avec les collectivités territoriales » devront concourir à la transition écologique.

UN OBJECTIF DE VERDISSEMENT DES DOTATIONS DE L'ÉTAT



Ainsi, sur l'enveloppe totale déterminée pour chaque catégorie de dotations, la part de projets considérés comme « vertueux », doit correspondre aux pourcentages indiqués ci-contre.

Un investissement est ainsi considéré comme vertueux s'il est favorable à au moins un des six axes suivants : adaptation et lutte contre le changement climatique, gestion de la ressource en eau, économie circulaire et déchets, lutte contre les pollutions et préservation de la biodiversité. Toutefois, afin de **tenir compte des spécificités des territoires ruraux**, le rapporteur appelle à la vigilance afin que ces objectifs de verdissement ne conduisent pas, pour les plus petites collectivités, à **paralyser leur action d'investissement**.

Ce verdissement des dotations aux collectivités s'apprécie également, dans le cadre du plan France ruralités, au maintien de l'effort financier à destination de la **dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales** à 100 M€ en AE et en CP, au même niveau qu'en 2024 lequel était supérieur de 40 % au niveau de 2023.

¹ Dotation d'équipement des territoires ruraux.

² Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements.

³ Dotation de soutien à l'investissement des départements.

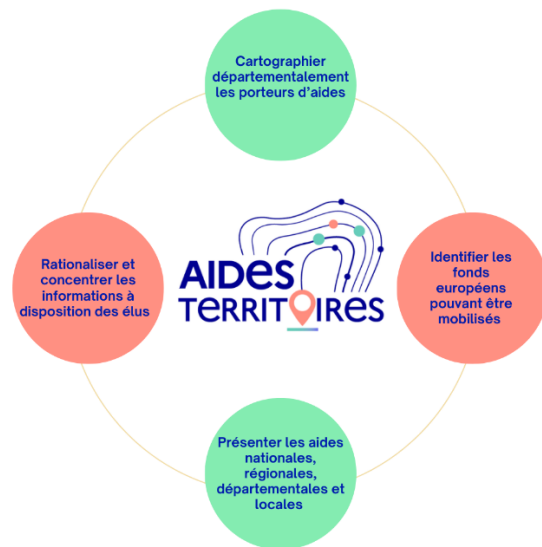
II. OFFRE D'INGÉNIERIE : REDONNER DE LA LISIBILITÉ AUX ÉLUS LOCAUX

A. RATIONALISER ET CONSOLIDER UNE OFFRE D'INGÉNIERIE ÉCLATÉE

1. Améliorer la connaissance de l'offre à destination des élus locaux

Les crédits à destination de l'ingénierie territoriale se révèlent, comme les années précédentes, **faiblement lisibles** en raison de la multiplication des canaux par lesquels ils transitent au détriment d'un guichet unique censé simplifier l'accès à l'ingénierie. Ce manque de clarté se fait ressentir dans les territoires, les élus locaux se trouvent parfois **décontenancés par une offre éclatée**.

En réponse à ces difficultés, le Gouvernement a prévu pour 2025 de rattacher la plateforme « Aides-territoires », conçue par la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), à l'écosystème des services numériques de l'ANCT. Cette opération permet de centraliser plus de **300 types d'aides** à destination des collectivités territoriales.

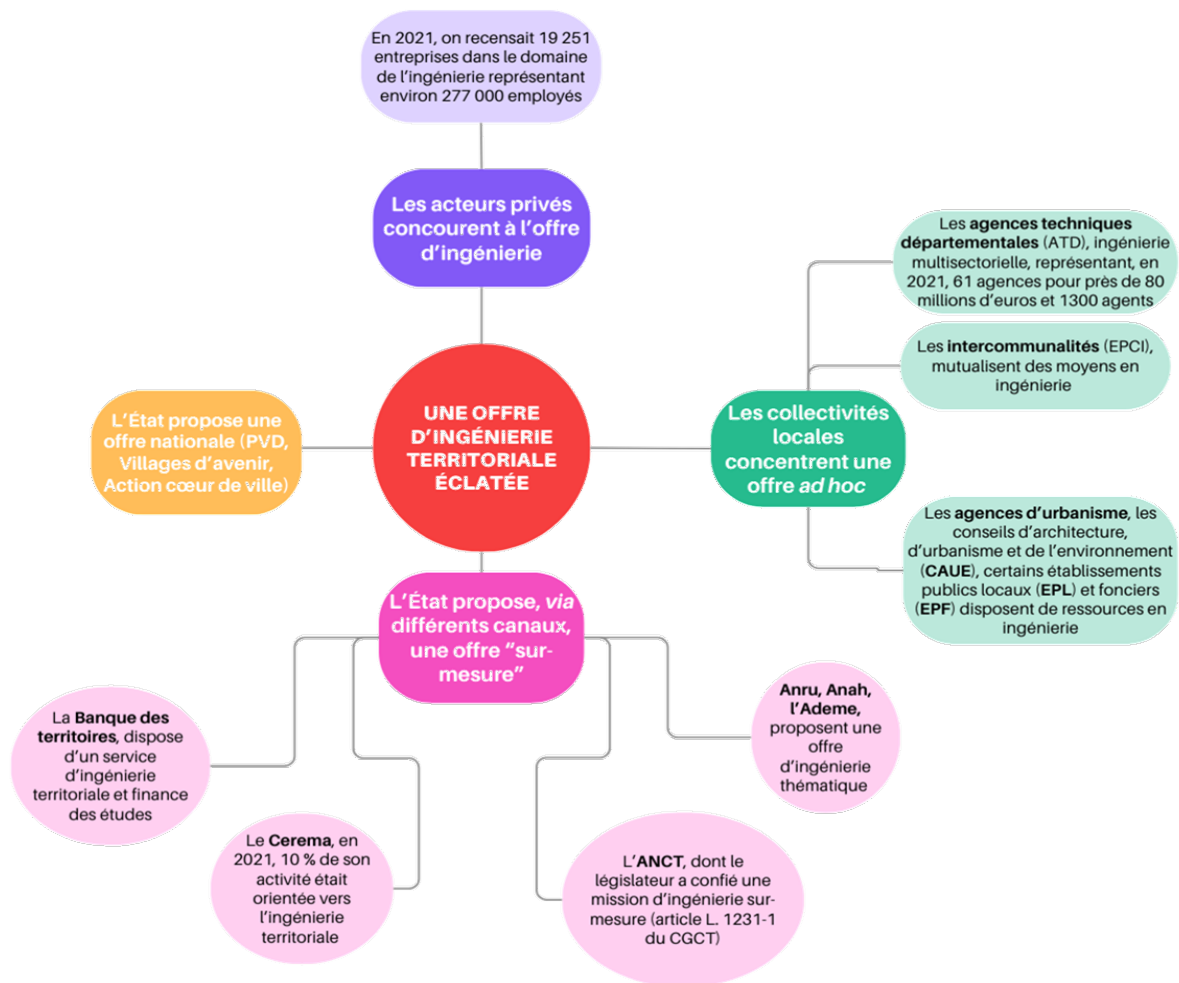


Source : Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Le rapporteur pour avis considère toutefois que cet outil n'est **pas adapté aux territoires ruraux** et aux plus petites communes. Il insiste sur la nécessité d'adapter cet instrument, pour y **intégrer un espace dédié à la ruralité**.

2. Rationaliser l'émiettement de l'offre en matière d'ingénierie

L'émiettement de l'ingénierie entre l'État et les différents échelons de collectivités territoriales participe d'une illisibilité globale de l'offre. La commission souhaite appeler l'attention sur cette **parcellisation de l'ingénierie publique** qui se fait souvent au détriment de la bonne information des élus locaux.



Si les programmes nationaux de l'État, portés notamment par l'ANCT pour le volet ingénierie territoriale, produisent des effets quantifiables (Action cœur de ville, Petites villes de demain (PVD), Villages d'avenir, etc.), l'offre d'ingénierie « sur-mesure » **peine encore parfois à satisfaire**. L'effort financier demandé à l'Agence pourrait alors essentiellement se concentrer sur la **rationalisation** de cette ingénierie en **réduisant le recours aux lots de marchés d'ingénierie nationaux** et en favorisant le recours à une ingénierie locale et de proximité, familière des enjeux du terrain. À cette aune, l'action 12 du programme 112 finance à hauteur de 3 M€ en AE et CP des associations dans le domaine de l'aménagement du territoire, ces dernières gagneraient à être plus étroitement associées aux projets d'ingénierie afin de favoriser les initiatives locales.

B. AU SEIN DE L'ARCHIPEL DES AGENCES : QUELLE PLACE POUR L'ÎLOT ANCT ?

Dans ce projet de loi de finances pour 2025, **les crédits destinés à la SCSP¹ de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) devraient diminuer d'environ 21 %**, les crédits de paiement passeraient ainsi de 81,5 M€ en loi de finances initiale pour 2024 à 64 M€. Les effectifs de l'Agence connaîtront une baisse significative de 21 équivalents temps plein travaillé (ETPT), passant de 371 ETPT en 2024 à 350 ETPT en 2025. La commission salue **ce pragmatisme budgétaire** et le souci de faire « aussi bien avec moins ». Dans son précédent avis, le rapporteur avait regretté que les crédits alloués à l'ingénierie publique, notamment ceux à destination de l'ingénierie « sur-mesure », soient rehaussés au détriment des enveloppes de dotations à destination des collectivités territoriales (DETR, DSIL, DSID, etc).



Comme l'année dernière, le rapporteur pour avis estime nécessaire une réflexion sur le **phénomène « d'archipellisation »** des agences de l'État dans les territoires, dont l'ingénierie se révèle être un cas d'école. Conformément au souhait du Premier ministre Barnier, il estime fondamental que les ministères de tutelle procèdent à **une évaluation en profondeur de chaque agence** dont il a la responsabilité afin de limiter l'effet « doublon » et la multiplication des interlocuteurs des élus locaux.

III. VEILLER SUR LES COMMUNES : DEMEURER VIGILANT SUR LES PONTS ET LE ZONAGE FRANCE RURALITÉS REVITALISATION

A. PROGRAMME NATIONAL PONTS : NE PAS BAISSER LA GARDE

En octobre 2024, une délégation de la commission s'est rendue dans le département du Doubs et a visité trois ouvrages d'art, mesurant ainsi l'impérieuse nécessité d'assurer la **sûreté de nos ponts**. À cet égard, un programme national spécifiquement dédié aux ouvrages d'art, tel que le « programme national ponts » (PNP) porté par le Cerema, lui est apparu précieux.

Si le PNP est encore abondé en crédits pour l'année 2025 et s'il n'apparaît aujourd'hui pas utile d'abonder davantage cette enveloppe, la commission estime que cette priorité méritera une attention toute particulière

¹ Subvention pour charge de service public.

en fin d'année prochaine, afin de ne pas abaisser la mobilisation suffisamment de moyens financiers à cette infrastructure majeure.

B. LE ZONAGE EN FRANCE RURALITÉS REVITALISATION : UN HEUREUX RATTRAPAGE

L'article 27 du projet de loi de finances pour 2025 tire les conséquences des multiples alertes de la commission sur les effets de bord de la réforme des anciennes « zones de revitalisation rurale » (ZRR) lors de l'examen du projet de loi de finances de l'an passé. En effet, cette réforme avait eu pour conséquence d'exclure 2 168 communes anciennes classées du nouveau zonage « France ruralités revitalisation » (FRR).

Le Premier ministre d'alors, Gabriel Attal, avait garanti, en juin 2024, le rattrapage de ces communes malheureuses. Cette mesure du PLF 2025 permet au Gouvernement de tirer les conséquences de cet engagement. La prolongation temporaire jusqu'en 2027 de l'éligibilité des « communes rattrapées » au bénéfice du nouveau classement en FRR correspond à l'esprit du législateur qui avait souhaité que les dépenses fiscales ne soient plus prolongées au-delà de trois ans, afin d'en évaluer à moyen terme leur efficience¹.

¹ Article 7 de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

TRAVAUX EN COMMISSION

Table ronde sur le déploiement des réseaux de fibre optique - Audition de représentants de l'Arcep, de l'ANCT et de Avicca *(Mercredi 6 novembre 2024)*

M. Jean-François Longeot, président. – Je souhaite la bienvenue à Alexandre Basquin, qui siège pour la première fois au sein de notre commission, où il remplace Pierre Barros, lequel a rejoint la commission des finances en remplacement d'Éric Bocquet. J'espère que notre nouveau collègue s'intégrera aussi bien que son prédécesseur dans notre « collectif », avec l'état d'esprit constructif qui irrigue les travaux que nous conduisons et dans le respect des sensibilités politiques de chacun.

J'en viens à notre réunion d'aujourd'hui, consacrée au déploiement des réseaux de fibre optique. La commission de l'aménagement du territoire et du développement durable suit attentivement les enjeux de l'aménagement numérique du territoire qui fait l'objet, chaque année, d'un avis budgétaire dont Sébastien Fagnen est aujourd'hui le rapporteur.

Nous portons une attention toute particulière à l'avancée du Plan France très haut débit, qui a pour objet de généraliser l'accès à la fibre optique sur le territoire, depuis son lancement en 2013. À mesure que les réseaux se sont constitués, nous avons également exercé une vigilance renforcée sur la qualité du service offert à nos concitoyens, notamment en examinant la proposition de loi visant à assurer la qualité et la pérennité des raccordements aux réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, en avril dernier. Je salue d'ailleurs son auteur, notre collègue Patrick Chaize, présent aujourd'hui en qualité que président du conseil d'administration de l'Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (Avicca).

Notre commission est particulièrement attachée à la protection de l'égal accès de nos concitoyens aux réseaux de télécommunications. C'est la raison pour laquelle la fermeture du réseau « cuivre » historique d'Orange, par lequel nos concitoyens se connectent à l'internet haut débit (ADSL), me pose tout particulièrement problème. Il faut en effet que les réseaux de fibre optique soient installés sur l'ensemble du territoire et que le raccordement final soit mené sans malfaçon pour que cette fermeture ne se solde pas par une dégradation de la qualité de service.

J'appelle enfin l'attention de chacun d'entre vous sur les enjeux posés par la résilience des réseaux. Les inondations des dernières semaines nous l'ont rappelé, nous dépendons de plus en plus des réseaux, y compris pour apporter des réponses aux situations d'urgence, notamment aux événements

météorologiques extrêmes : il faut s'assurer que les réseaux pourront toujours fonctionner contre vents et marées, si j'ose dire. Nous nous sommes récemment intéressés à ce sujet, dans le cadre d'une table ronde relative à la résilience des réseaux face aux aléas climatiques, organisée en mai 2024.

Pour aborder l'ensemble de ces questions, nous avons le plaisir de recevoir ce matin Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) ; M. Zacharia Alahyane, directeur des programmes France Mobile et France Très Haut Débit, au sein de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) ; et, comme je l'ai déjà dit, notre collègue Patrick Chaize, président de l'Avicca.

Je souhaiterais avoir votre regard sur ces trois enjeux relatifs à l'aménagement numérique du territoire :

Quel bilan tirer du Plan France très haut débit, plus de dix ans après son lancement ? L'objectif de la généralisation en 2025 est-il toujours atteignable ?

Où en est-on de la fermeture du réseau de cuivre ? Le retard de déploiement de la fibre optique a-t-il été pris en compte dans le calendrier de fermeture ?

Quelles actions mettez-vous en œuvre pour assurer une plus grande résilience des réseaux au changement climatique ?

Avant de vous céder la parole, en m'éloignant un peu du cœur de notre sujet, pour également évoquer la fin programmée de la 2G, prévue d'ici à la fin de l'année 2025 ou à la fin de l'année 2026, selon les opérateurs concernés. Quelques problèmes pourraient se faire jour, car des services y sont associés, comme les ascenseurs, les téléalarmes ou encore les dispositifs médicaux. Des incidents risquent d'en découler. Pourrez-vous aborder ce sujet ? Il ne faudrait pas que l'on se pose la question du fonctionnement de ces dispositifs le lendemain de cette transition...

M. Patrick Chaize, sénateur, président du conseil d'administration de l'Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel. – Mon propos s'articulera autour de quatre axes.

Le premier est la complétude des réseaux. En 2010, l'État a misé sur le déploiement privé des réseaux, conformément à une condition imposée par la Commission européenne, et a attribué différents territoires aux opérateurs privés. Les opérateurs devaient choisir les leurs et, dix ans plus tard, en 2020, les réseaux devaient y être intégralement déployés.

Malheureusement, cet objectif n'a pas été atteint et, aujourd'hui encore, dans les zones couvertes par les opérateurs privés, les réseaux ne sont pas intégralement déployés. Ainsi, paradoxalement, dans certains territoires couverts par la puissance publique, le réseau est intégralement déployé, alors

que les zones prises en charge par le privé ne le sont pas. D'où des déséquilibres incompris par nos concitoyens sur le terrain. Cette situation est d'autant plus incompréhensible que les zones couvertes par le public sont les plus difficiles à équiper.

J'ai donc du mal à comprendre que, pour choisir les communes dans lesquelles le réseau de cuivre sera fermé, on privilégie l'équilibre entre opérateurs d'infrastructure (OI) du point de vue du nombre de prises déployées plutôt que les opérateurs qui ont le plus œuvré pour la complétude de leur réseau. C'est une manière de récompenser les mauvais élèves et de sanctionner les bons...

J'ajoute que le renoncement par l'État à cet objectif de complétude, pourtant fixé par le Président de la République pour 2025, s'est matérialisé par la renégociation de l'accord de 2018 avec Orange fondé sur l'article L. 33-13 du code des postes et des communications électroniques. Cette reculade généralisée, présentée pourtant comme une avancée, nous montre que les collectivités et le régulateur sont seuls pour défendre aujourd'hui cette exigence de complétude.

Il y a plusieurs exigences à défendre ; je me tourne vers le régulateur pour lui demander de tenir bon, dans la durée, pour empêcher la suppression du réseau de cuivre en l'absence du réseau de fibre ; on doit tenir, pour pousser l'opérateur historique à la complétude, notamment en zone très dense mais aussi en zone relevant d'un appel à manifestation d'intention d'investissement (Amii). Il convient que l'Arcep fasse respecter l'obligation réglementaire de complétude des points de mutualisation en cinq ans au maximum. L'Arcep a bien adressé des mises en demeure, mais aucune pénalité n'a été prononcée dans ce domaine.

Cela dit, l'État doit également honorer sa signature pour financer les décaissements des collectivités dans le cadre du Plan France très haut débit ; je me tourne plutôt vers l'ANCT à cet égard. À ce jour, le projet de loi de finances (PLF) pour 2025 ne permet pas de couvrir l'ensemble des besoins des collectivités. J'ai donc rappelé hier à Antoine Armand, en commission des finances, l'engagement de l'État envers les collectivités et le risque du transfert de dette de l'État vers ces dernières. Je rappelle en outre un engagement, confirmé par un courrier signé de trois ministres, pour ce qui concerne les crédits de Mayotte, dernier département français à se lancer dans un projet de déploiement de la fibre optique. La fibre optique pour tous doit être financée, réellement, pour tous. Si l'État s'arrête au milieu du gué, les collectivités ne pourront pas finir seules le travail...

L'État doit également honorer sa signature, sans quoi les réseaux d'initiative publique (RIP) cesseront tôt ou tard leurs travaux. Or rendre raccordables 100 % des locaux ne suffit pas, il faut les raccorder effectivement et, entre l'absence d'infrastructures mobilisables – si le fourreau est bouché,

par exemple – et le fait que les logements neufs ne peuvent plus bénéficier depuis 2021 du service universel du cuivre, le raccordement ne va pas de soi.

En ce qui concerne le domaine public, la Banque des territoires propose de permettre l'utilisation des fourreaux d'Orange ; cela paraît être la meilleure solution, puisque cela ne requiert pas un euro d'argent public. Quant à la partie privative, elle nécessitera la mise en œuvre d'un dispositif d'aide publique, éventuellement sous condition de ressources, liée à la fermeture du réseau de cuivre, qui est imposée à tous. Il faut donc aider ceux qui n'avaient pas prévu de passer à la fibre à le faire. L'État a prévu une expérimentation en ce sens dans le PLF 2025 ; c'est une bonne nouvelle. Toutefois, si cette expérimentation donne de bons résultats et si l'aide est pérennisée, tout en étant gérée par l'État afin de garantir l'égalité de traitement des clients quel que soit l'opérateur, cette aide devra être indirectement financée par les opérateurs privés.

Il ne faudrait pas céder à la facilité, de plus en plus promue par les opérateurs commerciaux (OC), qui consisterait à laisser tomber le raccordement à la fibre optique pour tous et à privilégier des technologies de substitution, comme la 4G fixe ou le raccordement par satellite. L'objectif de 100 % fibre doit demeurer l'ambition affirmée haut et fort par le Gouvernement. En effet, ces technologies, dont certaines ne sont pas souveraines, pourraient être plus présentes dans les zones Amii et les zones très denses, c'est-à-dire les zones les plus urbanisées du territoire, du fait de la moindre couverture de celles-ci par rapport aux zones bénéficiant d'un RIP.

Enfin, c'est la troisième exigence, il ne faut pas oublier l'enjeu de la « raccordableté » de chaque Français, sans quoi nous laisserons entre 500 000 et 1 million de foyers sans solution de raccordement, alors que le réseau de cuivre va être bientôt fermé.

Le deuxième axe de mon intervention concerne la qualité des déploiements, promesse non tenue. Les indicateurs de suivi faussent la lecture et aggravent la situation.

La qualité des raccordements n'est en effet pas au rendez-vous. Les indicateurs de l'Arcep indiquent une amélioration, mais ils ne mesurent pas l'état des réseaux, donc les dégâts du mode Stoc (sous-traitance à l'opérateur commercial), non plus que les incidences sur ces réseaux. L'Arcep mesure les échecs au raccordement, c'est bien, mais ce n'est pas la mesure des conséquences du mode Stoc. Elle se demande si l'opérateur a pu faire démarrer la voiture, sans se demander s'il a dû défoncer la portière, casser le pare-brise ou arracher la moitié de la carrosserie ; tant que l'épave roule, tout va bien... Les opérateurs peuvent ainsi se féliciter que les choses aillent mieux, d'autant que, puisque les raccordements diminuent, leurs échecs diminuent aussi. Bref, cet indicateur ne témoigne véritablement pas de l'état du réseau.

L'Arcep mesure en outre l'évolution du nombre d'incidents, mais cette information n'est pas totalement partagée entre l'opérateur commercial

et l'opérateur d'infrastructure. Un OC peut être intervenu à plusieurs reprises pour un problème d'accès à la fibre pour son client sans en avoir informé l'opérateur d'infrastructure (OI) *via* un ticket d'incident. Bien souvent, celui-ci n'apprend qu'incidemment l'existence de tels problèmes, quand il en est avisé par des élus, alertés eux-mêmes par les habitants. L'OC peut ouvrir un ticket d'incident mais, si le ticket a été ouvert à tort, ce n'est pas pris en compte dans les indicateurs. Bref, cet indicateur est laissé au bon vouloir des opérateurs commerciaux ; or ceux-ci souhaitent afficher que cela va mieux...

Quant aux mesures successives de la filière, plus personne n'y croit vraiment. La présidente de l'Arcep l'a formellement déclaré en septembre dernier, je l'en remercie. Toutefois, le nouveau ministre de l'industrie ne veut pas se saisir du sujet, si l'on en croit les propos qu'il a tenus au journal *Les Échos* la semaine dernière. La seule solution est donc de passer par la loi. Ma proposition de loi est peut-être perfectible, mais aucune autre proposition d'amélioration n'est venue d'où que ce soit, notamment des opérateurs, qui ont refusé de participer au débat. De fait, cette proposition de loi a été adoptée à l'unanimité par le Sénat. Un autre texte sur le même sujet a été déposé le 15 octobre à l'Assemblée nationale par M. Jean-Louis Thiérot, l'actuel ministre délégué chargé des anciens combattants, lorsqu'il était député ; c'est, à la virgule près, le texte adopté par le Sénat... J'en ai donc parlé au ministre et j'espère qu'il pourra peser de tout son poids au sein du Gouvernement pour que notre texte soit inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Troisième point de mon propos : la résilience des réseaux. Nous ne pouvons être que favorables à tout ce qui peut améliorer celle-ci, à commencer par l'arrêt des dégâts provoqués par les raccordements du mode Stoc, première cause de non-résilience. Le véritable sujet est toujours le même : comment payer les travaux nécessaires à une plus grande résilience ? Cette question est d'autant plus essentielle que l'équilibre financier de la plupart des RIP n'est pas assuré. En ce qui concerne la gestion de crise, en cas de catastrophe - tempête, inondation -, la préfecture a toujours le même réflexe : interroger Orange, sans considérer les autres OI ni les acteurs publics du déploiement de la fibre optique.

J'en arrive à mon quatrième et dernier axe : l'équilibre économique des RIP.

Les collectivités ont lancé leurs travaux de déploiement dans un contexte différent de celui d'aujourd'hui. Il n'était pas possible de tout anticiper ; citons ainsi le changement de tarification du réseau *Fiber to the Home* (FttH), imposé par l'Arcep, le peu de retour d'expérience sur le mode Stoc et le financement des réparations des dégâts, la hausse plus rapide que prévu du coût du génie civil d'Orange, le manque d'entretien des supports aériens, notamment d'élagage - les RIP concentrent 83 % des supports aériens utilisés pour le déploiement de la fibre optique -, l'arrêt par l'État du service universel en 2020, l'absence de péréquation pour l'exploitation, alors qu'il y en avait une pour le premier établissement - tous les réseaux publics, comme l'électricité,

ont un fonds de péréquation –, ou encore l'effet de plus en plus fort du changement climatique, notamment sur les réseaux aériens.

Les réseaux d'initiative publique ne sont pas tous confrontés aux mêmes difficultés ; leur situation dépend de la topologie de l'habitat et des réseaux, de l'exposition aux aléas climatiques et de la capacité du RIP à construire un réseau souterrain plutôt qu'aérien.

Il convient donc, et c'est urgent, de remettre en place une péréquation, sur le modèle du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (Facé), et de rétablir le service universel. Bref, il faut prolonger tout ce dont a bénéficié France Télécom, puis Orange par le passé.

Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse. – Je suis heureuse d'intervenir devant vous ce matin pour faire le point sur ce chantier majeur d'infrastructure, essentiel pour nos concitoyens et les entreprises de nos territoires, qui a débuté voilà plus de dix ans.

Je rappellerai tout d'abord le rôle de l'Arcep dans le déploiement du Plan France très haut débit. L'Autorité a posé un cadre réglementaire visant à encourager les investissements efficaces et le co-investissement afin de couvrir tout le territoire en réseau fixe de fibre optique de qualité. Ce cadre réglementaire a été salué par une étude du cabinet Morgan Stanley, soulignant que la France est le pays dans lequel le cadre réglementaire de déploiement de la fibre s'appuie sur les investissements les plus efficaces, car il évite les doubles déploiements existant dans d'autres pays européens. Notre autre rôle est de contrôler les actions des opérateurs au regard des obligations de ce cadre réglementaire et d'informer les citoyens et collectivités sur la couverture fixe et mobile.

Le territoire est devisé en trois types de zones confiées à l'initiative privée :

Il y a d'abord les zones très denses – 106 communes –, où s'opère une concurrence par les infrastructures. Dans la majorité des cas, un seul opérateur déploie le réseau et il n'y a pas beaucoup de chevauchements. Nous n'avons pas conçu de cadre réglementaire au-delà du code européen des télécommunications, qui prévoit que, dans les zones pouvant présenter un intérêt pour l'ensemble des opérateurs, la concurrence s'applique.

Il y ensuite les zones Amii, que les opérateurs se sont réparties depuis 2010 et dans lesquelles ils se sont engagés à couvrir quelque 3 500 communes. À compter de 2018, ils se sont engagés, au titre de l'article L. 33-13, à couvrir 100 % des locaux en deux ans, avec 8 % au maximum des locaux raccordables à la demande.

Il y a enfin les zones relevant d'un appel à manifestation d'engagements locaux (Amel), qui sont des zones rurales dans lesquelles aucun projet RIP n'est lancé.

S'ajoutent à ces trois zones relevant de l'initiative privée les réseaux d'initiative publique, lesquels reposent sur un engagement fort des collectivités. En effet, dans certains territoires, ces zones sont en avance par rapport à la moyenne des zones très denses et Amii, ce qui peut occasionner une incompréhension des habitants des grandes villes. *Via* les RIP, les collectivités territoriales et les syndicats numériques, sont des acteurs régulés par l'Arcep.

Le fait que nous ayons désormais à réguler plus de 80 réseaux de fibre optique, contre un seul réseau de cuivre auparavant, a bien évidemment fait changer de nature le travail de l'Arcep.

Ainsi, à fin juin 2024, le réseau FttH couvre 89 % du territoire, après un rattrapage des zones RIP et des zones Amel au cours des dernières années.

J'en viens aux principales obligations issues du cadre réglementaire pour le déploiement du réseau FttH.

Première obligation : l'obligation de complétude des réseaux FttH. Les réseaux de raccordement des locaux doivent être déployés à l'arrière d'un point de mutualisation - l'armoire de rue - dans les cinq ans. Au printemps dernier, nous avons adressé à Orange et SFR une mise en demeure relative à 9 000 points de mutualisation concernant 600 000 locaux, pour lesquels ce délai n'a pas été respecté. Nous sommes très attentifs au respect de cette obligation de complétude. Quand nous mettons un opérateur en demeure de finaliser le déploiement, nous devons, aux termes du cadre réglementaire applicable, lui donner un délai lui permettant de le faire ; ce délai est calculé pour être ambitieux mais raisonnable. Nous serons également très attentifs au respect des engagements après mise en demeure.

Deuxième obligation : le déploiement du réseau de fibre comme préalable à la fermeture du réseau de cuivre. Nous sommes très vigilants sur ce point. La fermeture technique du réseau de cuivre du lot 1 est prévue pour la fin du mois de janvier 2025. L'autre étape importante dans la fermeture du réseau de cuivre est la fermeture nationale annoncée par Orange pour le 31 janvier 2026. Or, à cette date, le déploiement de certaines communes ne sera pas achevé, par exemple en Bretagne ou dans certaines zones Amii. Orange a donc révélé une liste de 350 communes qui ne seront pas concernées par cette fermeture nationale au 31 janvier 2026, au motif que les critères ne seront pas respectés. Nous sommes en pourparlers avec Orange pour que l'opérateur indique les autres communes qui feront l'objet d'un report, sachant que cela se détermine au fur et à mesure des déploiements. Nous serons en tout cas vigilants au respect des critères par Orange avant toute fermeture du réseau de cuivre.

Les engagements de déploiement du réseau FttH en zone Amii pris par Orange et SFR en 2018 au titre de l'article L. 33-13 font également l'objet d'une grande vigilance de notre part. Nous avons mis en demeure et sanctionné Orange pour non-respect du premier jalon de 2020 à hauteur de 26 millions d'euros ; ce n'est pas habituel pour un régulateur sectoriel, en tout cas pour l'Arcep, de prononcer des sanctions de ce niveau, car le processus de mise en demeure permet en général d'obtenir le résultat escompté. La sanction a été attaquée par Orange devant la juridiction administrative. Le Conseil d'État a validé vendredi dernier, non seulement son principe, mais encore son montant ! Cela montre l'importance que revêt le déploiement de la fibre optique pour les citoyens et pour la France.

La société Orange a renégocié sa deuxième échéance, celle de 2022, avec le Gouvernement. Les nouvelles obligations qui s'appliquent à elle ne conduisent pas à un raccordement à 100 % d'ici à 2025, mais elle s'est engagée à rendre les locaux raccordables à la demande et à créer une offre de détail de « raccordabilité » à la demande. Cette offre est maintenant disponible et nous veillerons à son déploiement et à la publicité qui en est faite ; elle doit permettre à une personne non raccordable de demander à l'être. Cela permettra de résoudre des demandes urgentes de clients, dans un délai maximal de six mois.

S'agissant de la qualité de service et d'exploitation des réseaux FttH, nous sommes très impliqués sur cette question. C'est un sujet de préoccupation personnelle depuis ma prise de fonction, car je n'imaginais pas d'avoir un réseau neuf de fibre, technologie prometteuse, sans que la qualité soit à la hauteur. J'en ai donc fait une priorité.

En septembre 2022, la filière a pris, devant le Gouvernement et moi-même, un certain nombre d'engagements selon deux axes principaux.

Le premier axe est l'amélioration des actions au quotidien sur le réseau, qui passe par la formation des techniciens, la limitation à deux du nombre de rangs de sous-traitance, la mise en place de procédures de contrôle et d'échanges quotidiens d'informations entre OI et OC. Ce processus n'était pas en place auparavant, je ne suis donc pas étonnée des dysfonctionnements constatés. Aujourd'hui, dans l'immense majorité des cas, il n'y a pas plus de deux rangs de sous-traitance ; si vous constatez l'inverse dans vos territoires, faites-le-nous savoir. Les comptes rendus d'intervention avec photo ont été mis en place et sont, dans leur grande majorité, conformes. En outre, un outil de contrôle et d'échange d'informations - *e-intervention* - a été déployé par les opérateurs.

Le second axe concerne les actions de reprise de réseaux, lorsqu'ils sont trop accidentogènes. Les opérateurs nous ont notifié leurs plans de reprise et l'on constate de réelles améliorations. Nous avons mis en place un observatoire de la qualité des réseaux FttH ; nous en publierons la semaine prochaine la quatrième édition. Nous suivons le taux de panne sur les réseaux,

calculé à partir des tickets d'incident transmis par les OC aux OI en cas de panne liée au réseau, et le taux d'échec au raccordement. L'analyse du taux de panne par réseau est intéressante, parce qu'elle permet de montrer que certains réseaux ont des taux de panne très élevés, quand d'autres ont des taux de panne faibles. Indépendamment des malfaçons sur le mode Stoc, que je ne nie nullement, certains réseaux posent spécifiquement problème. Je ne leur ferai pas l'affront de les citer, mais certains opérateurs ont des réseaux beaucoup plus accidentogènes que d'autres. Certains réseaux semblent donc, soit mieux construits, soit mieux exploités par les OI.

La prochaine édition de l'observatoire montrera une réelle amélioration du taux de pannes et du taux d'échecs au raccordement. Les plans de reprise produisent donc leurs effets, comme l'attestent les remontées de certains élus. Cela signifie également que la qualité quotidienne de service des opérateurs s'améliore, même si nous ne sommes pas encore au bout du chemin. Quoi qu'il en soit, c'est encourageant. À mon arrivée à l'Arcep, il existait un déni de la situation par les opérateurs commerciaux d'infrastructures et leurs sous-traitants. Certes, on enregistre au fil de l'eau un peu moins de raccordements, mais il en reste encore beaucoup. Il n'y a pas de saturation des réseaux en fibre, nous ne sommes pas au taux de pénétration maximal. Je serai vigilante jusqu'au bout pour continuer à améliorer la qualité de service.

Nous sommes en train de finaliser d'autres indicateurs qui refléteront mieux le mode Stoc, comme les taux de non-conformité des raccordements. C'est un travail très délicat de fiabilisation et d'échanges que nous menons avec les opérateurs. Nous exerçons une pression sur eux pour publier des indicateurs reflétant mieux les interventions elles-mêmes, conformément au souhait du président de l'Avicca.

Nous avons publié en juillet dernier le relevé géographique des déploiements actuels et à venir, qui donne une vision par départements et régions des prévisions de déploiement des opérateurs d'infrastructures. Certaines sont déjà à 100 %, d'autres sont à 95 %, mais prévoient de finir d'ici à 2025, d'autres sont encore plus en retard. Les données sont publiées en *open data*, et disponibles à échelle de la commune. Quoi qu'il en soit, en 2025, la couverture nationale atteindra 95 % des locaux.

Dans le cadre de notre rôle d'information des élus, des collectivités et des citoyens, nous disposons également d'outils de cartographie en matière de déploiement de la fibre optique. Grâce à « Ma connexion internet », on peut avoir accès aux débits à l'adresse, aux statistiques par strates administratives – communes, départements, régions –, ainsi qu'aux cartographies des déploiements FttH.

Je ne voudrais pas conclure sans répondre à la question concernant l'extinction des réseaux 2G et 3G par les opérateurs.

Cette annonce a été faite en premier par Orange en février 2022 pour une fermeture de la technologie 2G à la fin 2025. Le cadre européen des télécommunications nous oblige à délivrer et à attribuer les fréquences de façon neutre technologiquement. Les fréquences utilisées pour la 2G pourront l'être demain pour la 4G, sans intervention de l'Arcep. Bouygues et SFR éteindront la technologie à la fin 2026. Si Orange éteint ses réseaux, c'est pour réutiliser les bandes de fréquences de la 2G, mais aussi pour des raisons économiques et environnementales. En tout état de cause, l'Arcep n'a pas de levier pour enjoindre aux opérateurs de reporter cette extinction, mais nous leur avons demandé des informations sur les actions mises en œuvre pour piloter l'extinction du parc des cartes SIM 2, qu'il s'agisse des téléphones, des systèmes d'alarme, des ascenseurs, des voitures, etc.

M. Jean-François Longeot, président. – Merci de vos réponses sur la fermeture de la 2G. C'est un sujet sensible pour nos territoires ruraux.

M. Zacharia Alahyane, directeur des programmes France Mobile et France Très Haut Débit de l'Agence nationale de la cohésion des territoires. – La dynamique de l'éligibilité des locaux au FttH a été excellente durant la dernière décennie, avec un pic lors de la crise sanitaire en 2020. Nous enregistrons depuis un ralentissement. Ces chiffres s'appuient sur l'observatoire de l'Arcep publié à la fin du mois de juin 2024. Pour le dernier semestre 2024 et pour l'année 2025 environ 4,5. millions de ne sont toujours pas éligibles.

La mécanique tourne très bien, nous en sommes tous fiers. L'objectif, ambitieux au départ, de généralisation de la fibre en 2025 apparaît à notre portée. Mais le plus dur reste à faire, comme l'ont souligné le sénateur Chaize et la présidente de l'Arcep, car ce sont aujourd'hui les lignes les plus complexes qu'il nous reste à déployer.

Je souhaite maintenant évoquer le niveau de couverture par département. Si on s'approche des 100 %, on ne l'atteint jamais en raison de la dynamique immobilière : un territoire bloqué à 100 % serait un territoire qui perdrait des habitants. Notre objectif est que cette la couverture de l'ensemble des départements approche 100 % d'ici à la fin de l'année 2025. Aujourd'hui 89 % des locaux du territoire national sont raccordables à la fibre, soit 39 millions de locaux, ce qui place la France en tête du classement européen. La dynamique que nous avons installée grâce à un cadre réglementaire et grâce à des choix politiques spécifiques a permis un niveau de déploiement assez exceptionnel.

Par ailleurs, l'appropriation de la fibre par nos concitoyens ne cesse de progresser. Les chiffres sont assez éloquentes : 25,5 millions d'abonnements très haut débit (THD) en France, dont 23 millions d'abonnements fibre. Cela signifie que les nouveaux abonnements concernent la fibre. Nos concitoyens l'attendent, ce qui conforte les efforts que nous avons tous consentis ces dernières années, qu'il s'agisse de l'État, des collectivités ou des opérateurs.

Le déploiement en zone RIP est piloté par l'ANCT, en lien avec les collectivités, conformément au choix politique qui a été fait. Les zones d'initiative publique, ce sont celles où l'on fait un constat de carence de l'initiative privée. Comme l'a souligné le sénateur Chaize, il s'agit des zones les plus rurales et les plus complexes à raccorder.

Les collectivités se sont parfaitement saisies du problème, sans contrainte sur les porteurs de projets : il peut s'agir du département, du conseil régional, d'un syndicat mixte créé pour l'occasion, d'un syndicat d'énergie. Nous n'avons pas imposé de schéma ni de forme de contrat, mais il s'agit très souvent d'une concession de délégation de service public afin d'optimiser la dépense publique.

Au total, 14,6 millions de locaux en zones rurales sont raccordables au FttH sur les 17,3 millions de locaux que compte la zone d'initiative publique, en l'état actuel des bases de locaux à la fin du mois de juin 2024.

Les zones RIP sont caractérisées par davantage de dispersion dans le niveau de déploiement. Beaucoup plus de départements ont dépassé le taux de 95 %. Cela rejoint ce qu'a dit la présidente de l'Arcep : dans certains territoires, la zone d'initiative publique est plus avancée que la zone d'initiative privée. Les zones rurales sont donc plus déployées que les zones urbaines, ce qui est assez contre-intuitif.

Force est donc de reconnaître que les collectivités porteuses de projets se sont emparées du sujet avec volontarisme et ont créé une dynamique. L'ANCT les a accompagnées techniquement, mais aussi financièrement pour le compte de l'État à hauteur de 3,6 milliards d'euros versés en subvention aux territoires.

Certains territoires en zone RIP sont malgré tout en retard. Il s'agit des territoires qui rencontrent plus de difficultés que les autres en raison de complexités locales. Ils font l'objet d'une attention particulière de l'ANCT *via* des dispositifs d'accompagnement et d'audit afin de les aider à ancrer le plus vite possible un rythme industriel de production des lignes et d'aller atteindre la cible de 2025.

Nous savons d'ores et déjà que quelques territoires ne seront pas au rendez-vous à cette date. Ce sera le cas de la Bretagne, qui a fait le choix de viser dès le départ 2026. Ce sera également le cas de Mayotte, car le projet mahorais n'a pas encore démarré. Nous souhaitons que l'attribution de la délégation de service public ait lieu dans les toutes prochaines semaines. C'est essentiel pour que Mayotte dispose d'un réseau fibré au même titre que

l'ensemble du territoire national. L'une des particularités de l'île est que l'entièreté de son territoire est une zone d'initiative publique. L'autre particularité est qu'étant un département depuis 2011, elle n'a pas bénéficié du plan téléphone des années 1970 et ne dispose pas d'un réseau téléphonique préexistant en fil de cuivre.

En bref, la dynamique en zone d'initiative publique est, elle aussi, excellente, et nous l'accompagnons, avec 2025 en ligne de mire. Quelques territoires sont en difficulté, mais nous travaillerons à leur côté pour la généralisation de la fibre.

Une dynamique de déploiements ne peut s'envisager sans qualité.

La qualité des déploiements détermine la performance des réseaux dans le futur. Un réseau qui fonctionne aujourd'hui peut ne plus fonctionner demain si la qualité de sa réalisation n'est pas à la hauteur : la fibre n'est pas destinée à être remplacée, elle est là pour plusieurs dizaines d'années ; ce qui va changer, en revanche, ce sont les équipements optiques des opérateurs commerciaux, qui évolueront pour aller vers la meilleure technologie afin d'offrir toujours plus de services à nos concitoyens. Aujourd'hui, on passe du flux vidéo par ADSL, c'est-à-dire sur du fil de cuivre : qui imaginait cet usage il y a cinquante ans, dans les années 1970 ? Il en ira de même pour la fibre que nous installons aujourd'hui. Quel usage en ferons-nous dans cinquante ans ? Personne ne peut l'anticiper. Il importe donc de très bien construire nos réseaux pour ne pas avoir à les reprendre plus tard : il serait inadmissible de devoir couper dans dix ans l'accès internet de milliers d'abonnés parce que nous aurions financé un réseau de mauvaise qualité.

La qualité des raccordements, quant à elle, détermine l'appréciation de nos concitoyens du Plan France très haut débit de l'ANCT. C'est la dernière étape du déploiement, celle où le réseau entre dans le logement de nos concitoyens. Il nous faut, là encore, préserver la qualité. Vous le savez mieux que moi sur vos territoires, des mauvais raccordements, cela revient aussi à abîmer les réseaux construits.

L'ANCT s'est donc dotée d'un outil de contrôle *via* des audits de qualité des projets. L'objectif est d'accompagner les collectivités dans le renforcement de leurs projets. On ne saurait imaginer qu'un territoire dispose d'un réseau de moins bonne qualité que son voisin, cela risquerait d'éloigner les investisseurs. Les audits donnent de la force aux territoires vis-à-vis des opérateurs d'infrastructures, qui essaient bien souvent d'optimiser la dépense.

Il s'agit également de diagnostiquer les éventuelles difficultés, et de proposer des solutions techniques et opérationnelles concrètes. L'ANCT ne lâche rien et agit en bonne intelligence avec les territoires. Je précise que nous ne réalisons ces audits que sur les réseaux d'initiative publique que nous finançons. Nous n'en faisons pas dans les zones privées.

Le président Longeot a évoqué la question de la résilience. L'Arcep en donne une excellente définition en indiquant qu'il s'agit de la : « capacité d'un

opérateur à s'assurer le retour à un fonctionnement normal des infrastructures qu'il opère et des services qu'il fournit dans le délai le plus court possible, à la suite de défaillances majeures de son réseau causant des dégradations et interruptions de service ».

Un réseau résilient n'est donc pas un réseau résistant absolument à tout. C'est un réseau qui peut rencontrer des difficultés, mais qui est capable de retrouver très rapidement un fonctionnement normal. La fin du réseau en cuivre est prévue pour 2030 : la fibre deviendra alors le réseau de référence des communications électroniques. Si un événement majeur entraînait des difficultés pendant cinq ou six jours, cela ne manquerait pas d'avoir un impact important. Je pense aux catastrophes naturelles, mais aussi aux accidents industriels, aux atteintes involontaires lors de travaux sur la chaussée, aux pannes majeures d'équipements du réseau, aux actes de malveillance, etc.

Pour autant, les enjeux de résilience des réseaux s'étudient et se travaillent à « froid ». Ce n'est pas lorsque survient l'événement lui-même que l'on fait de la résilience. Lors de l'événement, on est dans l'urgence et on essaie de s'en sortir comme on peut. Voilà pourquoi il est déterminant de préparer cette résilience.

L'ANCT a travaillé avec la Banque des territoires à la publication d'un guide destiné à donner des clés de compréhension sur le contexte de la résilience aux porteurs de réseaux d'initiative publique, aux préfetures, mais aussi à l'ensemble des acteurs. Il s'agit d'une méthode d'élaboration d'un schéma local de résilience destiné à recenser les risques sur un territoire donné et les réponses à y apporter. C'est déterminant, mais ce n'est que la première étape. Certains acteurs industriels me disent que la résilience c'est l'enfouissement : c'est faux ! Il ne peut s'agir que d'une réponse ponctuelle, en aucun cas d'une réponse globale.

L'architecture d'un réseau est, selon moi, la première étape de la résilience. Si le réseau est doublé, s'il passe par deux endroits différents, le flux d'information ne sera pas interrompu si l'une des sections est coupée. Nous encourageons donc le plus possible ce bouclage. Les équipements ont aussi toute leur importance : avons-nous des pièces de rechange ? *Quid* également de la résilience des réseaux d'énergie ? Sans parler du sujet organisationnel. Jusqu'à présent, en cas d'événement majeur dans un département, la préfecture appelait l'opérateur historique Orange. Demain, ce ne sera plus possible, car il y aura plusieurs opérateurs sur un même territoire. La gestion des crises sera donc plus complexe. C'est la raison pour laquelle l'ANCT travaille avec la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) pour mettre à jour le guide des plans Orsec Retap Réseaux.

Par ailleurs, nous avons organisé avec nos collègues de l'Arcep et du ministère de l'économie des retours d'expérience de tous les territoires de la façade Ouest qui ont subi des événements climatiques en 2023. On doit en tirer

des conclusions et le plus d'enseignements possible, c'est important pour l'ensemble des territoires.

M. Sébastien Fagnen, rapporteur pour avis sur les crédits relatifs à l'aménagement numérique du territoire. – Ces interventions viendront nourrir utilement l'avis budgétaire que je vous présenterai dans quelques semaines.

L'année 2024 est une année charnière pour le développement de la fibre optique en France, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, après une décennie de progrès rapides, la vitesse du déploiement des réseaux marque le pas. Le plus dur est effectivement devant nous, car nous devons achever la couverture dans un contexte particulier d'attrition budgétaire.

Par ailleurs, l'étendue des réseaux de fibre optique rend aujourd'hui plus que jamais cruciales les questions de qualité du raccordement final et de résilience.

Enfin, comme l'a mentionné le président Longeot, la fermeture du réseau « cuivre » est programmée à un horizon extrêmement proche.

Tout d'abord la question du déploiement de la fibre optique dans le contexte budgétaire que nous connaissons me semble cruciale. Après un coup de rabot de 25 % des crédits de paiement en plein exercice budgétaire en février dernier, le projet de loi de finances pour 2025 prévoit une nouvelle diminution de moitié des crédits. Cette situation menace le déploiement des RIP mené par les collectivités locales, alors que ces crédits ont vocation à financer des dépenses engagées depuis plusieurs années.

Comment l'ANCT, qui est chargée de la gestion des crédits du Plan France très haut débit, a-t-elle géré cette réduction inopinée de ses crédits ? Quel sera son impact sur le rythme du raccordement ?

Comment les collectivités territoriales accueillent-elles cette nouvelle donne budgétaire, qui vient s'ajouter à des efforts exigés ? Met-elle en péril les finances des plus volontaristes d'entre elles ?

Mon collègue Saïd Omar Oili vous posera tout à l'heure une question complémentaire relative au déploiement de la fibre à Mayotte. Un amendement avait été adopté lors du projet de loi de finances pour 2024 à l'initiative de notre commission, mais ces crédits ont été particulièrement malmenés, car il a fallu faire des économies au premier semestre de l'année 2024.

Par ailleurs, sur la qualité du raccordement final au réseau, nous espérons que la proposition de loi de notre collègue Patrick Chaize adoptée à l'unanimité prospérera à l'Assemblée nationale. Quel bilan tirer des engagements des opérateurs depuis 2020 ? La qualité de service progresse-t-elle ? Faut-il que le législateur prenne des mesures afin de régler cette situation ?

Je m'inquiète également de la résilience des réseaux, mise à mal par des événements météorologiques extrêmes, ainsi que par des actes de malveillance et de sabotage, comme le 29 juillet dernier. Comment assurer une meilleure protection de nos réseaux de fibre optique ? Comment faire face aux coûts des investissements à venir, estimés entre 5 milliards et 15 milliards d'euros par la Banque des territoires ? Il ne faut jamais perdre de vue la matérialité des réseaux, et donc la nécessaire sécurisation de ces derniers contre les aléas climatiques, qui sont appelés à être de plus en plus récurrents et violents, mais aussi contre les actions de sabotage. Comment assurer une meilleure protection ? Vous avez apporté quelques éléments de réponse, mais ce débat n'a pas fini de nous agiter.

Cette question de la résilience est d'autant plus cruciale dans le contexte de fermeture du réseau de cuivre. Je partage pleinement les interrogations du président Longeot : comment envisager une telle fermeture alors que l'ensemble du territoire n'est pas encore raccordé ? Ne faudrait-il pas prendre d'abord des mesures fermes de garantie de qualité du raccordement au réseau de fibre optique afin d'éviter que certains de nos concitoyens ne soient captifs d'un réseau de faible qualité ? Quels enseignements peut-on d'ores et déjà tirer des premières expérimentations de fermeture ?

Je terminerai enfin par les perspectives budgétaires : *quid* du financement dans le projet de loi de finances pour 2025 des raccordements complexes, lesquels seront éminemment stratégiques ?

M. Zacharia Alahyane. – Malgré les annulations de crédits prévues en février dernier, nous serons en mesure d'assurer l'ensemble des versements du programme France Très Haut Débit pour l'année 2024, donc de répondre favorablement à l'ensemble des demandes.

Les raisons en sont multiples. Tout d'abord, les crédits de paiement versés jusqu'à présent ont été supérieurs aux besoins. Tout se passera donc bien pour 2024. En 2025, nous allons effectivement enregistrer des baisses de crédits de paiement, mais cela n'est pas anormal. Un certain nombre de territoires en zone RIP ont fini ou quasiment fini leur réseau : fatalement, il y aura moins de demandes. En revanche, force est de constater que, selon les prévisions, cette demande pour l'année 2025 sera supérieure aux 200 millions d'euros aujourd'hui prévus par le programme France Très Haut Débit.

Comme vous l'avez rappelé, le cadre budgétaire est très contraint. Nous nous attachons donc à actualiser les besoins. Cet exercice subtil que nous menons avec l'ensemble des porteurs de projets sera terminé au tout début du mois de décembre. Nous disposerons alors de chiffres plus robustes. Quoi qu'il en soit, il n'y a absolument pas de remise en cause des engagements de l'État. Les conventions signées par l'ANCT resteront valides. L'impact est donc plutôt sur la trésorerie. Reste à savoir qui absorbera les éventuels surcoûts de 2025. Si d'aventure nous devons manquer de crédits, nous

essaierions de trouver la solution la plus intelligente pour préserver l'ensemble des projets.

Mme Laure de La Raudière. – Vous m'avez interrogée sur les résultats et le bilan des actions des opérateurs sur la qualité des réseaux. Je le redis, l'Arcep constate aujourd'hui des améliorations, mais nous ne sommes pas au bout du chemin – cela figurera dans le prochain observatoire de la qualité des réseaux en fibre optique.

Vous m'avez aussi interrogée sur d'éventuelles mesures législatives, notamment au regard de la proposition de loi de Patrick Chaize en instance d'examen par l'Assemblée nationale. Je soutiens les articles 4 et 5 de ce texte. L'article 4 vise à donner de nouveaux pouvoirs à l'Arcep pour réaliser des audits de qualité à la charge des opérateurs. Notre budget aujourd'hui ne nous permet pas de faire des audits de terrain comme nous le faisons dans les enquêtes de qualité des services mobiles, qui sont à la charge des opérateurs. Avec un dispositif similaire, l'Arcep pourrait réaliser des audits de qualité et neutres. L'article 5, quant à lui, porte sur le droit de la consommation. Il ne s'agit pas de réguler le marché de détail, mais cet article, qui donne des obligations aux opérateurs, permettrait d'améliorer la qualité.

Quant à notre retour d'expérience sur les premières fermetures du réseau de cuivre, elles se sont globalement bien passées, mais il s'agissait de tous petits lots. Fin janvier prochain, nous serons sur 200 000 lots : c'est un peu plus volumineux, mais ça reste encore gérable. Nous passerons à l'échelle industrielle lorsque nous nous attaquerons au lot 2. Pour information, Orange est actuellement en concertation avec les collectivités sur le lot 4 de fermeture du réseau de cuivre, qui interviendra fin 2027.

M. Patrick Chaize. – Sans surprise, les collectivités locales perçoivent ce nouveau budget avec beaucoup d'inquiétudes. La diminution des crédits est une mauvaise idée : ce ne sera qu'un report de charges ! Cela pourrait avoir des conséquences sur les budgets des collectivités locales, lesquelles devront peut-être avoir recours à l'emprunt. Il ne s'agit donc pas d'une non-dépense. Il importe de le faire comprendre aux services de Bercy. Nous avons d'ailleurs commencé à discuter avec eux afin que cet élément soit pris en compte.

M. Saïd Omar Oili. – Comme l'a souligné mon collègue Sébastien Fagnen, les moyens du Plan France très haut débit ont subi des coupes budgétaires sévères ces dernières années.

Je tiens, en particulier, à mentionner la diminution des autorisations d'engagement pour 2024 du Plan France très haut débit, qui ont vocation à financer de nouveaux investissements. Ces dernières ont été réduites de 39 % en février dernier. Le projet de loi de finances prévoit également un niveau particulièrement faible d'autorisations d'engagement pour 2025.

Or, notre commission avait adopté un amendement conservé dans le texte définitif de la loi de finances, tendant à augmenter de 50,5 millions d'euros les autorisations d'engagement du plan.

L'objectif de cet amendement était de soutenir le déploiement des réseaux d'initiative publique à Mayotte, seul territoire ne disposant pas de moyens financiers permettant le déploiement de la fibre. Je rappelle, par ailleurs, que seuls 40 % des locaux ont un accès internet à très haut débit à Mayotte, contre environ 90 % au niveau national.

Dans un courrier adressé au président du conseil départemental de Mayotte daté du 20 juin 2024, l'ancien ministre aux outre-mer, Mme Guévenoux, l'ancien ministre délégué aux comptes publics, M. Cazeneuve, et l'ancien secrétaire d'État chargé du numérique, Mme Ferrari, avaient réitéré l'engagement du Gouvernement dans l'investissement de 50,5 millions d'euros pour le développement de la fibre optique à Mayotte.

Je vous informe également que le délégataire a été choisi par le conseil départemental de Mayotte. Une délibération sera prise dans ce sens en assemblée. Bien entendu, les élus de Mayotte s'attendent à ce que l'État respecte ses engagements.

Ma question s'adresse donc à M. Zacharia Alahyane. Le déploiement de la fibre optique à Mayotte est-il mis à mal par cette diminution des moyens du Plan France très haut débit ?

M. Damien Michallet. – Madame de La Raudière, vous avez dit que le déploiement du mode Stoc allait dans le bon sens, mais qu'il fallait des tableaux de bord différents pour s'assurer que cela correspondait bien à une réalité industrielle. À l'avenir, ce mode fonctionnera-t-il toujours dans le cadre du *churn* ou faudra-t-il opter pour un opérateur d'infrastructure ?

Monsieur Alahyane, j'ai bien entendu que le budget n'était pas remis en cause dans sa globalité. Le ministre Antoine Armand a insisté sur la nécessité de ne pas changer nos ambitions en matière de fibre optique. Cependant, si un décalage survient, qui paiera ? Qui assurera la trésorerie ? Cette alerte concerne particulièrement les territoires en retard comme la Bretagne ou Mayotte.

Par ailleurs, une enveloppe particulière a-t-elle été fléchée vers les raccordements complexes, dont le coût est estimé entre 600 millions d'euros et 1 milliard d'euros ?

Enfin, monsieur Chaize, nous croyez-vous réellement capables de procéder à 100 % du décuivrage des réseaux et de tenir le calendrier du plan de décommissionnement, pour atteindre le 100 % fibre à l'horizon de 2030 ?

M. Louis-Jean de Nicolaÿ. – Merci d'avoir rappelé le rôle de l'ANCT dans le déploiement de la fibre et le soutien aux territoires. Le taux d'éligibilité au raccordement est compris entre 90 % et 95 %, mais qu'en est-il du taux d'abonnement ? Certains territoires sont-ils plus en retard que d'autres dans ce domaine ?

Faut-il s'attendre à l'avenir à une disparité tarifaire entre les territoires ruraux et urbains, ou les mêmes tarifs seront-ils maintenus sur l'ensemble du territoire français ?

Par ailleurs, le développement des *data centers* est un enjeu de sécurité majeur.

Je remercie Patrick Chaize de son engagement en faveur du développement du très haut débit dans tous les territoires.

M. Guillaume Chevrollier. – Merci d'avoir rappelé que l'État doit honorer sa signature dans le cadre du déploiement du Plan France très haut débit. Madame de La Raudière, quelles mesures envisagez-vous pour accélérer ce déploiement et tenir les objectifs du plan ? Dans votre rapport, publié en juillet dernier, vous avez indiqué que la fourniture d'informations trompeuses, erronées ou incomplètes constituait un manquement susceptible d'être sanctionné. Pourriez-vous nous en dire davantage ?

Je reviens enfin à l'amende, confirmée par le Conseil d'État, imposée à Orange pour non-respect de ses engagements. Quelles mesures concrètes pourraient être envisagées pour éviter de futures sanctions ?

M. Jean Bacci. – Dans la communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon, sise dans le Haut-Var, le taux de couverture du réseau fibre s'élève à 30 %. Il y a quatre ans, comprenant que nous serions les derniers servis, la communauté de communes et le département s'étaient engagés à faire venir la fibre optique dans chaque village, au niveau des centrales téléphoniques. Les travaux nécessaires ont été menés durant les deux années suivantes. Toutefois, il a fallu des mois pour que l'appareillage nécessaire à l'alimentation de la fibre et à son fonctionnement soit installé par Orange. Cet appareillage est en outre sous-dimensionné. Compte tenu de la nature fortement touristique de notre communauté de communes, sa population est multipliée par quatre ou cinq, voire par dix dans certains villages pendant les vacances scolaires. En ces moments-là, le réseau ne fonctionne plus.

Nous avons par ailleurs mené d'importants efforts pour enfouir les lignes dans nos villages ou à tout le moins mettre les fils sous gaine aux endroits où la fibre était raccordée. Or nous voyons désormais fleurir des câbles sur toutes les façades, voire à travers les rues. N'étant jamais avertis des opérations de raccordement des sous-traitants des opérateurs, nous ne pouvons pas intervenir pour les empêcher de faire n'importe quoi.

M. Zacharia Alahyane. – Un courrier du Gouvernement a bien été transmis au territoire de Mayotte, le 8 juin dernier, annonçant un souhait d'accompagnement de ce territoire pour un montant maximum de 55 millions d'euros de subventions.

Le projet de délégation de service public va démarrer. Mayotte fait l'objet d'une attention toute particulière de notre part. Nous sommes à son

entière disposition. Je salue le dynamisme et le courage de l'équipe chargée de ce projet.

À la suite de l'annulation des crédits survenue en février dernier, l'ANCT n'a pas retrouvé les autorisations d'engagement nécessaires pour pouvoir contractualiser. Or la contractualisation conditionne le dépôt, par les territoires, des dossiers de demande de subventions, que nous pouvons instruire ensuite. Sans autorisations d'engagement, nous ne pouvons rien faire.

Si le PLF devait évoluer, nous nous adapterions pour accompagner le territoire mahorais le mieux possible. Vous pouvez compter sur moi pour lui apporter un soutien technique permanent.

M. Patrick Chaize. – Le retrait des crédits de Mayotte dans le PLF est incompréhensible, d'autant qu'il n'engendrera aucune économie. C'est une erreur technique manifeste, dont j'ai déjà discuté avec le ministre. Pour que la collectivité soit rassurée et pour que le dossier soit traité dans de bonnes conditions, nous devons revenir à ce qui avait voté dans le PLF 2024. Je suis sûr que nous parviendrons à corriger ce point durant nos débats dans l'hémicycle.

Mme Laure de La Raudière. – Concernant l'expérimentation de migration d'un opérateur à l'autre désigné comme mode *churn*, notre observatoire de la qualité des réseaux en fibre optique a constaté une amélioration. J'ai néanmoins demandé aux opérateurs de conduire une expérimentation en mode « opérateur d'infrastructure » pour le *churn*, en cas de fermeture technique du réseau de cuivre. Orange, en tant qu'opérateur d'infrastructure, a sollicité les opérateurs commerciaux pour y travailler.

Il existe deux types de raccordements complexes : en domaine public et en domaine privé. L'Arcep a publié une recommandation l'année dernière précisant la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure de réaliser ces raccordements complexes en domaine public, à des tarifs potentiellement différents de ceux de raccordements classiques. Pour ce qui concerne la partie privée, une expérimentation a été annoncée par le Gouvernement la semaine dernière pour aider les ménages les plus modestes.

Les abonnements à la fibre représentent 70 % des abonnements d'accès à internet, et un taux de pénétration moyen sur les réseaux de fibre optique de 50 %. Le taux de pénétration des accès à internet par rapport au nombre de locaux en France avoisine quant à lui les 85 %.

Pour ce qui est des prix, le marché de détail n'est pas régulé. Les opérateurs commerciaux ont pour politique d'assurer une péréquation tarifaire, mais la question de l'équilibre financier des RIP se pose. Le tarif d'exploitation des RIP est proche de celui des zones Amii, mais devrait lui être légèrement supérieur. Nous avons entrepris un travail de fond sur ce sujet. Nous avons besoin de données des collectivités et des opérateurs en délégation de service public pour alimenter cette réflexion.

Par ailleurs, il n'existe pas de lien direct entre le déploiement des centres de données et celui des réseaux de fibre optique.

L'affirmation, contenue dans notre rapport de juillet, selon laquelle la fourniture d'informations erronées est passible de poursuites, est une expression classique pour les régulateurs. Les acteurs régulés sont responsables des informations qu'ils nous transmettent. Nous souhaitons des informations fiables. Si cette règle n'est pas respectée par un acteur de façon récurrente ou intentionnelle, une sanction doit s'appliquer. En cas de doute sur le respect de cette obligation par un opérateur, nous ouvrons une procédure. La formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction, dite formation RDPI, de l'Arcep examine le dossier. Si les faits sont caractérisés, nous mettons l'opérateur en demeure de respecter ses obligations. En cas de non-respect du contenu de la mise en demeure, nous décidons, selon les cas de figure, de notifier des griefs et d'imposer, ou non, une sanction. Nous assurons une forme de pilotage au moyen de questionnaires envoyés aux acteurs, comme dans une procédure de contentieux. Nos décisions peuvent être attaquées devant le Conseil d'État.

Enfin, tant que la fibre n'est pas déployée, les montées en débit installées par Orange dans la communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon demeureront insuffisantes pour écouler le trafic. Des difficultés se présentent effectivement pour l'écoulement du trafic du réseau mobile compte tenu de la nature fortement touristique de la zone. Nous sommes attentifs à ce sujet. Nous nous efforcerons d'étudier ce phénomène dans notre prochaine enquête sur la qualité de service des réseaux mobiles.

M. Jean Bacci. – Dans les gorges du Verdon, nous n'avons pas de réseau mobile. Pas moins de 600 000 personnes visitent les gorges chaque année et ne peuvent même pas se servir de leurs téléphones portables en cas de problème. Pour assurer leur sécurité, le parc du Verdon et les pompiers ont instauré une radio pour l'été. Il est impensable que l'on n'ait pas de pylônes qui fonctionnent !

M. Patrick Chaize. – Monsieur Michallet, le *churn* a été abordé dans l'article 3 de la proposition de loi visant à assurer la qualité et la pérennité des raccordements aux réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique. Cet article défend également un mode de raccordement par l'opérateur d'infrastructure.

Nous nous battons par ailleurs pour que tous les endroits raccordés en cuivre soient raccordés à la fibre. Partout où il y a du cuivre, il faut de la fibre optique.

Certains opérateurs développent une tarification intéressante pour les offres de téléphonie. Dans le cadre du décommissionnement, certaines personnes n'ont en effet pas besoin d'une offre complète. Il existe des propositions tarifaires en fibre optique à des coûts équivalents à celui de l'accès téléphonique. Je remercie Louis-Jean de Nicolaÿ d'avoir rappelé notre combat de l'époque pour le choix de la fibre. Je remercie également Mme de La Raudière qui a beaucoup œuvré dans ce sens en tant que députée.

Le déploiement désordonné, mentionné par Jean Bacci, de la fibre optique par les entreprises dans les villages, sans que les autorités locales en soient prévenues, est absolument anormal. Les entreprises doivent respecter le cadre réglementaire, notamment l'obligation de dépôt des déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT). La collectivité a les moyens de s'assurer que ces travaux sont réalisés dans de bonnes conditions.

En 2018, a été instauré le New Deal mobile, qui, dans le cadre de la « couverture ciblée », a compté les collectivités territoriales parmi ses acteurs. Il serait intéressant de voir pourquoi le département pilote n'a pas identifié les gorges du Verdon comme une priorité de déploiement.

Il faut enfin que l'on trouve la bonne définition des raccordements complexes. Ce ne sont sûrement pas les raccordements qui coûtent cher. Il s'agit de deux sujets différents. Malheureusement, les opérateurs ont tendance à ne pas les réaliser en raison de leur coût.

M. Zacharia Alahyane. – L'ANCT pilote, au niveau national, l'ensemble du travail consistant à imposer aux opérateurs d'aller couvrir des zones, dans le cadre du New Deal mobile. Soit la couverture de certaines zones des gorges du Verdon est déjà prévue par la « couverture ciblée », auquel cas nous regarderons comment accélérer ce processus ; soit il n'en est rien et je peux vous garantir que ces zones pourront être couvertes par le dispositif. Nous sommes en effet à la fin du processus de décision. Le Gouvernement n'a pas fait état de sa volonté de prolonger le dispositif. N'hésitez pas à contacter l'équipe projet de votre département, la préfecture ou le conseil départemental pour davantage d'informations.

L'ANCT pilote par ailleurs un dispositif de subventionnement des raccordements complexes en domaine public. Plusieurs territoires nous ont fait des demandes de subvention, que nous instruisons. Nous nous apprêtons à contractualiser. Chaque convention établie avec les territoires en question couvre dix ans. Pendant dix ans, ces derniers pourront percevoir une subvention de l'État pour réaliser des raccordements. Ce dispositif est évidemment affecté par l'indisponibilité des crédits de paiement dans le PLF 2025. Tout cela sera géré le plus intelligemment possible en fonction des ressources dont nous disposerons.

M. Bernard Pillefer. – J’ai présidé il y a quelque temps le syndicat mixte ouvert Val de Loire Numérique qui a soutenu le déploiement de la fibre dans le Loir-et-Cher et en Indre-et-Loire. Le niveau de déploiement dépasse désormais les 98 %, et l’on relève un taux de pénétration, un peu décevant, de 50 %. Le décommissionnement du cuivre facilitera cependant cette montée en puissance.

J’en viens à la pérennisation des supports Orange après le décommissionnement du cuivre, sujet que j’avais évoqué déjà dans le groupe d’études Numérique présidé par M. Chaize. Ces supports seront à l’avenir uniquement des supports de la fibre tout en restant propriétés d’Orange. L’Arcep pourrait-elle engager des démarches pour le maintien de ces supports, qui sont vitaux ? Orange, qui n’assume déjà pas la maintenance nécessaire pour son propre réseau, reconnaît qu’il faudrait une offre de service pour remplacer le génie civil défectueux. Mais cette offre n’existe pas, et Orange ne respecte pas ses obligations. C’est un sujet important.

Les territoires se sont approprié le déploiement de la fibre, notamment dans le monde rural, et cela donne de bons résultats. Je remercie l’Arcep et l’ANCT pour nos échanges fructueux de l’époque. Il reste néanmoins le problème des branchements complexes. Nous avons œuvré sur ce point pour un accompagnement spécifique de l’État auprès des opérateurs. J’ai cru comprendre qu’une contractualisation était envisagée. Ce serait bien de le préciser. J’espère que vous avez porté ce système à la connaissance des structures qui déploient la fibre. Je le vérifierai auprès du syndicat mixte ouvert Val de Loire Numérique.

La fermeture du 100 % cuivre est annoncée au 31 janvier 2026. Je rejoins les préoccupations de mes collègues Jean-François Longeot et Patrick Chaize à cet égard. Il faudra notamment faire preuve de vigilance quant à la prise en compte des réalités de terrain. Nous souhaitons qu’Orange entende ces messages. La qualité de maintenance des réseaux est par ailleurs essentielle. Déployer la fibre de façon qualitative est une chose, en assurer la maintenance en est une autre. Nous savons sur ce point quelles difficultés les collectivités territoriales rencontrent avec Orange.

Enfin, on peut se réjouir de l’importance du programme New Deal mobile, mis en œuvre par l’État. Les collectivités locales, en partenariat avec les préfetures, ont conduit des opérations pour définir les zones à couverture ciblée, ce qui réduit considérablement le nombre de zones blanches. Je voudrais également vous alerter sur le sujet des zones grises, où l’on ne compte qu’un seul opérateur. Il faut forcer à la mutualisation des supports pour ménager la concurrence entre les opérateurs.

Mme Jocelyne Antoine. – La société Starlink, fournisseur d’accès à internet par satellites de SpaceX, a demandé à l’Arcep l’autorisation d’étendre ses fréquences pour ses satellites de seconde génération. L’Arcep ayant lancé une consultation publique sur le sujet en juin dernier, la société a fait tout un

battage auprès de ses clients, en leur envoyant de multiples mails pour influencer leurs réponses. Comment la France pourrait-elle utiliser Starlink pour réduire la fracture numérique et garantir à tous l'accès à internet en haut débit ? Près de 6 300 satellites Starlink gravitent au-dessus de nos têtes. Le résultat de l'élection présidentielle américaine laisse présager un déploiement massif par Elon Musk de ces satellites, avec tout ce que cela implique en matière de manipulation de l'opinion.

Avez-vous déjà des pistes quant aux résultats de la consultation ? Comment gérez-vous les réponses de clients ayant subi un fort lobbying de la part de Starlink ? Répondrons-nous favorablement à la demande d'extension des fréquences de cette société et, le cas échéant, à quel niveau ?

M. Pierre Jean Rochette. – Comment peut-on, en lien avec l'Arcep, lutter contre les écrasements, véritable fléau pour les entreprises et les utilisateurs individuels ? Une entreprise peut être mise en difficulté pendant plusieurs jours avant que la source du problème soit identifiée. L'absence de possibilité de poursuite à l'encontre des entreprises responsables des écrasements est véritablement problématique.

M. Hervé Gillé. – Madame de La Raudière, quelle sera la destination de l'amende de 26 millions d'euros imposée à Orange si cet opérateur s'en acquitte ?

Par ailleurs, comment les audits de l'ANCT sont-ils communiqués ? Quelles sont vos interactions avec les parties prenantes du déploiement ?

Enfin, je souhaiterais évoquer la résilience. Il faudra mettre de l'ordre entre les responsabilités de l'État pour la sécurité civile et l'organisation de la planification de la résilience par les différents acteurs concernés, jusqu'aux communautés de communes et aux communes. Je serais favorable à un renforcement des instructions contenues dans les documents d'urbanismes, par exemple les schémas de cohérence territoriale (Scot). Les réseaux ont en effet une importance primordiale, et il serait pertinent de penser la résilience à l'échelle des Scot pour pouvoir l'organiser en subsidiarité.

M. Jean-Yves Roux. – Dans les Alpes-de-Haute-Provence le réseau de fibre optique est largement aérien et il a été déployé par SFR sur des pylônes d'Orange. Par conséquent, quand un pylône est à terre, Orange le remet en position puis, six mois plus tard, SFR vient raccrocher la fibre. Pourrait-on prévoir une intervention unique, par un seul des deux opérateurs ?

Le schéma de déploiement de la fibre dans le sud de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n'a pas pris en compte toutes les habitations ; celles qui sont éloignées des répartiteurs ne sont pas couvertes. Ainsi, le réseau de cuivre doit être fermé prochainement alors que ces habitations ne sont pas raccordées à la fibre. Il s'agit souvent de fermes éloignées de 500 mètres des répartiteurs et les habitants concernés doivent payer le raccordement. Comment résoudre ce problème ?

M. Jean-Claude Anglars. – Dans l’Aveyron, le Lot et la Lozère, le taux de couverture est bon, mais le réseau n’est toujours pas déployé sur 3 % du territoire ; pour ces zones, c’est le raccordement à la demande qui s’applique. L’accompagnement financier des locaux concernés s’appliquera-t-il jusqu’au bout ?

Je signale d’ailleurs que le département de l’Aveyron a interdit à Orange de fermer le réseau de cuivre tant que la fibre ne serait pas déployée jusqu’au bout.

M. Zacharia Alahyane. – Monsieur Pillefer, le dispositif que j’évoquais précédemment est aujourd’hui mis en œuvre : c’est l’appel à projets « raccordement complexe », qui dispose de 150 millions d’euros de subventions de l’État aux territoires, destinées aux RIP uniquement, afin de réaliser ces raccordements complexes. Il y a un jeu de négociation entre les territoires et les OI, surtout en délégation de service public concessive, pour répartir la charge.

Val de Loire numérique a en effet déposé un dossier ; nous en sommes ravis. Nous avons réservé des crédits pour ce syndicat ; c’est en cours d’instruction, mais dès que le dossier sera validé, nous contractualiserons. Ensuite, pendant dix ans, quand il y aura des raccordements complexes, nous verserons notre subvention pour que tous les locaux raccordables soient raccordés.

Vous avez également évoqué la maintenance, c’est ce que nous appelons la vie du réseau. L’ANCT n’accompagne et ne subventionne que le premier établissement du réseau, elle ne va pas au-delà. Cela ne signifie pas que l’on n’accorde pas d’intérêt à la vie du réseau, loin de là, le maintien en conditions opérationnelles d’un réseau est déterminant, mais nous nous attachons particulièrement au fait que les réseaux soient bien construits pour minimiser les efforts de maintenance. La vie du réseau exige de la ressource ; il faut donc s’assurer que le RIP prévoie un équilibre global afin que le financement de l’exploitation permette l’entretien. Ce sujet est essentiel, mais il relève plutôt de l’Arcep.

Le New Deal mobile est une politique publique stratégique. On n’a jamais fait autant dans les territoires que depuis la mise en œuvre de cette politique. Nous avançons bien, mais nous en sommes à la fin de la phase d’identification. Nous publions les derniers arrêtés et les choses en resteront là si le dispositif n’est pas prolongé.

Monsieur Gillé, les audits sont un outil essentiel pour nous. Nous n’en menons cependant que pour les RIP que nous subventionnons, au titre d’une convention. Nous n’avons donc pas le droit d’auditer un réseau privé ; si un opérateur insistait pour que nous auditions son réseau, je le ferais volontiers, mais ils ne le font pas... L’audit est conduit en bonne intelligence avec les territoires ; cela leur demande du temps, cela bouscule un peu les collectivités, car un audit pointe des sujets sensibles. L’information est partagée seulement

entre l'ANCT, le porteur de projet et l'opérateur concerné, ainsi qu'avec le comité de concertation présidé par le préfet Emmanuel Berthier, dont est membre l'Avicca, et avec le comité d'investissement. Par conséquent, l'ANCT ne rend pas publics les rapports d'audit ni les territoires audités. Bien sûr, si on nous pose la question dans un cadre particulier, je serai ravi de partager l'information, mais, spontanément, nous ne le faisons pas, car nous ne voulons pas que certains opérateurs prétendent que l'ANCT mène des actions ciblées contre eux. Notre seul souhait est de garantir que tous les réseaux déployés dans les RIP soient de qualité.

Sur la résilience, il y a encore beaucoup à faire, tout n'est pas parfaitement structuré. La résilience doit faire l'objet d'une réflexion à l'échelon local, elle ne peut pas être assurée uniquement à l'échelon national. Nous réfléchissons actuellement à des pistes, nous n'en sommes qu'au début, mais vous avez raison, c'est un sujet déterminant, qui crée d'ailleurs des obligations à la charge de tous les exploitants de réseau. En vertu de l'article 249 de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite Climat et Résilience, les exploitants de réseau sont responsables et le préfet peut les solliciter pour qu'ils exposent leur plan de résilience. C'est un levier fort, dont les préfetures peuvent se saisir.

Monsieur Anglars, le territoire de l'Aveyron est couvert à 97 %, c'est un excellent ratio. Je félicite tous les acteurs ayant contribué à ce résultat, qui dépasse la moyenne nationale. Toutefois, il y a une situation particulière avec Orange, pour laquelle nous cherchons une solution. L'ANCT a une convention avec chacun des trois territoires que vous avez cités ; cette convention prévoit un déploiement à 100 % et nous subventionnerons jusqu'à ce que ce ratio soit atteint.

Mme Laure de la Raudière. – Au sujet des pylônes d'Orange et de la pérennisation du support de cet opérateur au-delà du démantèlement du réseau de cuivre, des obligations réglementaires contraignent Orange à donner accès à ses infrastructures de génie civil, pylônes et fourreaux. Cela fait l'objet d'une analyse de marché séparée de celle du réseau de cuivre, afin que ces obligations perdurent au-delà de la fermeture du réseau. Ce marché continuera d'être régulé, selon moi, car ces infrastructures sont essentielles pour les réseaux de fibre optique. Orange doit donc les maintenir en bon état. Pour être également élue d'un territoire rural, je sais que ce n'est pas le cas partout et que les réparations ne sont pas toujours faites rapidement. Nous leur demandons des comptes à cet égard.

J'ignore ce que les représentants d'Orange avaient en tête lorsqu'ils ont évoqué, l'idée de mettre en place une offre de services. Je les questionnerai prochainement pour savoir de quoi il retourne...

S'agissant de Starlink, la procédure d'attribution des fréquences à visée d'aménagement numérique nécessite une consultation publique. Nous

ne sommes pas dupes : quand il y a 4 000 répondants à une consultation publique, c'est que cela a été orchestré par quelqu'un, en l'occurrence Starlink. L'Arcep dispose de peu de moyens d'action sur ce type de dossier. Le cadre juridique et réglementaire est très précis : nous n'avons que peu de motifs de refuser cette attribution. La décision n'a peut-être pas encore été prise, mais nous sommes de toute façon assez contraints.

Il n'y a pas que Starlink qui propose une offre satellite. Les collectivités doivent réaliser des tests, car d'autres offres sont de très bonne qualité. Certes, Starlink dispose de 6 300 satellites. À terme, l'entreprise prévoit de construire une constellation de quelque 12 000 satellites, mais c'est parce qu'ils sont placés à basse altitude : cela nécessite donc une flotte plus importante.

Monsieur Roux, sur les obligations de la zone Amel, notamment pour les fermes isolées, je rappelle qu'il existe une obligation de complétude de nature réglementaire. S'il y a de l'appétence pour un accès fibre dans les locaux isolés, il faudra les couvrir. S'il n'y en a pas, ces locaux pourront être raccordables à la demande. Le dispositif de raccordement à la demande vise à régler ces problèmes.

Monsieur Gillé, les 26 millions d'euros d'amende payés par Orange vont au budget de l'État, non de l'Arcep.

Monsieur Rochette, je reviendrai vers vous pour l'écrasement des lignes.

M. Patrick Chaize. – Il existe beaucoup d'incertitudes et de flou. Il conviendrait donc de se pencher sur le secteur de la fibre optique, mais aussi de la téléphonie mobile et du numérique afin de construire un vrai projet d'ensemble. C'est notamment le cas de la propriété des pylônes et des fourreaux de génie civil. La réponse à cette question a des conséquences importantes sur les tarifs. Il importerait de la clarifier une bonne fois pour toutes.

Les zones grises de téléphonie mobile, selon moi, ne devraient plus exister. Chaque habitation devrait être couverte par les quatre opérateurs. Tel est l'objectif du New Deal.

M. Bernard Pillefer. – Je me suis peut-être mal exprimé. Sur les nouveaux pylônes implantés, l'obligation est satisfaite. Mais il y a des territoires qui ne sont pas déclarés zones blanches aujourd'hui.

M. Patrick Chaize. – Non, la définition de la zone blanche a beaucoup changé. Avant le New Deal, il s'agissait d'un secteur non couvert et ce, par aucun opérateur. À présent, les quatre opérateurs doivent assurer une couverture, quel que soit le territoire. Ce n'est pas réglementaire, mais c'est l'objectif politiquement assumé et déclaré. *A priori*, on est en droit de s'attendre à ce qu'il soit atteint. Un bilan du New Deal mobile doit être fait à l'aune de cet objectif.

La loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France a constitué un premier pas en direction des territoires ruraux. Le Sénat a voté des amendements pour aller plus loin lors de l'examen du projet de loi de simplification de la vie économique. Résisteront-ils à l'examen du texte par l'Assemblée nationale ? Je l'ignore, mais c'est une mesure de bon sens qu'il faudrait défendre.

La question de la résilience est aussi d'ordre politique. La décision de déposer le réseau de cuivre est effectivement une décision d'entreprise qui a des conséquences politiques. Je regrette donc que le Gouvernement ne prenne pas cette question à bras-le-corps, pour que le réseau de fibre optique devienne véritablement le réseau de communication des Français, avec toutes les garanties que cela implique.

Par ailleurs, comme je l'ai déjà indiqué, il ne faut pas que les opérateurs confondent les raccordements complexes et ceux qui coûtent cher. Ils ont à couvrir l'ensemble du territoire et des zones à risque. Nous devons nous montrer vigilants sur ce point.

M. Jean-François Longeot, président. – Je vous remercie de la qualité de vos réponses et salue l'engagement de mes collègues sur le déploiement des réseaux de fibre optique. Beaucoup reste à faire, et de nombreux problèmes à régler. Nous savons pouvoir compter sur vous pour nous accompagner. Il faudra ajuster certaines procédures pour que chacun de nos concitoyens puisse accéder à la fibre et ainsi à des moyens de communication correspondant aux besoins de notre siècle.

**Audition de Mme Catherine Vautrin,
ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation**
(Mercredi 13 novembre 2024)

M. Jean-François Longeot, président. – Madame la ministre, vous connaissez le lien singulier et fort qui unit le Sénat aux territoires, ainsi que la capacité des sénateurs à se faire les relais des préoccupations des élus locaux. Aussi, alors que votre audition s’inscrit dans le cadre de l’examen du projet de loi de finances (PLF) pour 2025, ne soyez pas étonnée que nos interrogations ne se limitent pas à la sphère budgétaire.

Lors de votre audition du 29 octobre dernier devant nos homologues de l’Assemblée nationale, vous avez insisté sur l’impérieuse nécessité qu’aucun territoire ne se sente abandonné ; nous partageons cet objectif. L’État doit se rapprocher des territoires et trouver le moyen de répondre aux demandes d’accompagnement des élus des communes les plus rurales.

C’est pour nous l’occasion de faire un point sur une réforme à laquelle nous sommes très attentifs, celle du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR), devenu France Ruralités Revitalisation (FRR). Il conviendra aussi de nous arrêter sur l’action que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour dynamiser les territoires, en tenant compte de leurs singularités, mais aussi pour faire mûrir et accompagner les projets de développement.

D’abord, la question du zonage du dispositif FRR nous tient particulièrement à cœur. Dès 2019, notre collègue Rémy Pointereau a insisté sur la nécessité de réviser les critères de classement des communes en ZRR, afin de tenir compte des fragilités des territoires ruraux avec davantage de justesse. Ce travail prolongé en 2023 a donné lieu au dépôt d’une proposition de loi, en mai de la même année. Comme vous le savez, la loi de finances pour 2024 a réformé le dispositif des ZRR, ce qui a eu pour effet malheureux d’écarter près de 2 200 communes qui en bénéficiaient, alors que le Sénat avait alerté à de nombreuses reprises sur les effets de bord d’une telle réforme. Le PLF pour 2025 procède à leur réintégration, ce que nous saluons unanimement.

Néanmoins, à la lecture de l’article 27 du PLF, nous constatons que l’intégration de ces « communes rattrapées » n’est prévue qu’à titre dérogatoire et transitoire, jusqu’en 2027. Quelles raisons ont justifié une telle décision ? Pourquoi ne pas avoir choisi une révision des critères de classement, plutôt qu’une mesure qui semble faire office de rustine ? Ainsi, vous auriez pu assurer une meilleure sécurité juridique du dispositif et permettre aux communes concernées de s’inscrire dans le temps long.

À propos des crédits du programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d’aménagement du territoire », dont vous avez la responsabilité, qui accueillent les crédits liés aux espaces France services, un

rapport paru en septembre dernier de la Cour des comptes a souligné les réussites de ce dispositif et la satisfaction de nos concitoyens à leur égard. Toutefois, la Cour estime aussi que le réseau pourrait davantage tenir compte des spécificités des territoires et gagnerait à mieux connaître les publics qui les composent. Quelles mesures sont envisagées pour répondre à ce besoin toujours grandissant de proximité ?

Le tour d'horizon des dossiers composant votre portefeuille serait incomplet si nous n'évoquions pas le fonds vert. Les élus locaux apprécient la mécanique de ce fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, en raison de la facilité d'accès aux crédits mobilisables et de la gestion déconcentrée par le préfet, qui garantit un versement des sommes par un tiers ayant une bonne connaissance du territoire. Sa dynamique ne se dément pas cette année, avec plus de 12 000 dossiers déposés par les collectivités et près de 5 000 projets financés. Cependant, les autorisations d'engagement (AE) ont drastiquement chuté, jusqu'à 1 milliard d'euros, au lieu des 2,5 milliards d'euros prévus en loi de finances initiale. Le montant du fonds a diminué en cours de gestion en raison des gels et annulations de crédits de 500 millions d'euros en AE et 430 millions d'euros en CP.

J'aimerais connaître votre sentiment quant à l'avenir de cette enveloppe, qui participe à la transition concrète des territoires, grâce à des projets d'adaptation et d'atténuation qui prennent différentes formes : prévention des inondations, recyclage des friches, rénovation des bâtiments publics, renaturation ou encore adaptation au recul du trait de côte. En gardant à l'esprit l'intérêt indéniable des sommes mobilisées et la puissance de l'effet de levier de ce type de soutien public, quels choix serez-vous prête à faire au nom de la rigueur budgétaire ?

Mme Catherine Vautrin, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation. – Je suis très heureuse d'intervenir devant votre commission, monsieur le président, et mesure bien le lien singulier et fort qui existe entre le Sénat et nos territoires.

L'action territoriale de l'État est essentielle au développement des territoires et doit être préservée, y compris dans des périodes de forte contrainte budgétaire. Je n'insisterai pas sur le contexte particulier dans lequel ce PLF a été élaboré. Nous devons fournir un effort budgétaire exceptionnel, qui exige un sursaut collectif de toutes les composantes de l'action publique.

J'en viens à la réforme du dispositif des ZRR et au rattrapage des 2 168 communes sortantes. Ma prédécesseure avait proposé des modifications et Gabriel Attal avait procédé à un arbitrage en juin dernier. Ce n'est pas à vous que je vais expliquer que ce qu'un texte de loi a fait, seul un texte de loi peut le modifier. Aussi, le PLF 2025 a été l'outil législatif retenu pour réintégrer les 2 168 communes concernées.

Pour l'immense majorité des communes classées en FRR, le zonage s'étend jusqu'à 2030. Pour autant, les 2 168 communes réintégrées ne le sont

que jusqu'à la fin de l'exercice 2027, avec un effet rétroactif pour 2024. Le Gouvernement sera vigilant et étudiera les différentes propositions en la matière. Pour autant, je rappelle qu'il s'agit de communes qui ne répondent pas aux critères adoptés par la représentation nationale.

Je rappelle que ce PLF prévoit également l'application d'un régime de zonage intégral pour les communes créées au 1^{er} janvier 2024, parmi lesquelles une au moins est classée en FRR. Les autres sont considérées comme rurales selon la grille communale de densité de l'Insee. Cette précision est importante compte tenu des débats que vous aviez eus sur le sujet.

L'aménagement du territoire repose sur la contractualisation comme sur l'expertise et l'appui. Il constitue le ferment du rôle de l'État au plus proche de nos concitoyens, un soutien quotidien aux collectivités, aux élus et à ceux qui vivent dans notre pays.

D'abord, nous menons une démarche contractuelle et partenariale. Le programme « Impulsion et coordination des politiques d'aménagement du territoire » porte la part de mon ministère pour les contrats de plan État-régions (CPER) et les contrats pour la réussite de la transition énergétique (CRTE). L'extinction des paiements des contrats de précédentes générations conduit à une réduction budgétaire qui rend cette part minoritaire. Le programme 112 comprend également une partie des financements consacrés aux pactes territoriaux. L'État initie des actions dédiées à des espaces territoriaux particuliers sur la base de problématiques spécifiques, comme dans le cas de l'engagement pour le renouveau du bassin minier.

Notre action repose aussi sur une démarche d'expertise et d'appui aux citoyens, aux élus et aux collectivités, qui passe par les moyens de la direction générale des collectivités locales (DGCL) et de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Vous avez évoqué la proximité, qui est au cœur des programmes portés par mon ministère. L'État a développé plusieurs dispositifs dont la proximité est assurée par les espaces France services. Ce modèle d'accès aux services publics place la quasi-totalité de nos concitoyens à moins de vingt minutes d'un lieu où ils sont accompagnés et écoutés. Ce dispositif compte onze opérateurs, et bientôt douze, puisqu'au 1^{er} janvier 2025, l'Urssaf s'y joindra. Ces opérateurs sont directement impliqués dans plus de 2 800 établissements et plus d'un million de contacts sont établis chaque mois, pour un taux de satisfaction supérieur à 85 %. Nous avons donc atteint notre objectif pour 2026 en termes de nombre de contacts ; je le souligne, car il est rare que nous dépassions nos objectifs.

Nous consacrons 65 millions d'euros à ce dispositif vital, dans l'esprit de service qui nous anime. Nous ajouterons 5 000 euros de fonctionnement par maison et valorisons particulièrement les zones rurales, dans lesquelles les maisons des communes classées FRR recevront encore 5 000 euros supplémentaires, ce qui portera leur budget à un total de 50 000 euros.

Un système d'évaluation régulière est mis en place, qui permet d'évaluer les maisons dans leur environnement, grâce à des échanges menés avec les élus des territoires. Ce système nous permet de savoir si nous répondons bien à l'objectif premier de ce dispositif : la proximité avec nos concitoyens.

Les personnels font l'accueil et les missions sont ensuite effectuées par les représentants des différents organismes, qui sont en lien avec les maisons France services.

La notion de proximité avec les élus repose aussi sur une offre forte en matière d'ingénierie. Aucun territoire ne doit se sentir exclu de l'appui technique ou privé du développement de son projet en raison d'un manque de moyens. C'est la vocation de l'offre de services dont l'ANCT est l'intermédiaire, qui opère les rapprochements nécessaires avec d'autres établissements publics compétents, comme le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema). Je peux aussi évoquer l'appel d'offres passé par l'ANCT, qui permet l'accès à certaines prestations d'ingénierie.

Il existe aussi des dispositifs d'accompagnement adaptés aux territoires pour permettre de territorialiser l'action publique de l'État. Ainsi, « Villages d'avenir » regroupe 1 500 projets portés par des communes de moins de 3 500 habitants dans 95 départements et animés par 120 chefs de projet au premier trimestre 2024, pour un coût de 8 millions d'euros.

Le dispositif « Petites villes de demain » regroupe plus de 1 600 collectivités, rurales pour la plupart, engagées pour cinq ans, jusqu'en 2026. Sur la durée du mandat, près de 3 milliards d'euros sont financés par l'État ou ses agences. Dans ce cadre, 1 187 collectivités ont signé une opération de revitalisation des territoires et plus de 900 chefs de projet sont financés par l'État et ses partenaires, à hauteur de 75 %.

Le programme « Action cœur de ville » permet de soutenir les communes de 10 000 à 100 000 habitants dans le cadre d'une politique partenariale décentralisée et déconcentrée, qui déploie des aides en matière d'ingénierie et d'investissement, pour rénover les logements, les commerces et les espaces publics. Le dispositif mobilise des partenaires tels qu'Action Logement, l'Agence nationale de l'habitat (Anah) ou encore la Banque des territoires. Ce programme bénéficie à 245 communes et plus de 9,2 milliards d'euros ont déjà été engagés. Ainsi, 275 000 logements sont subventionnés, notamment à travers MaPrimeRénov' ; 30 000 logements sont réhabilités ou construits par Action Logement ; plus de 500 locaux commerciaux sont soutenus par le fonds de restructuration des locaux d'activité, dans 51 villes. De plus, 233 villes sont couvertes par une opération de revitalisation des territoires et près de 1 000 dossiers sont soutenus par le fonds vert, pour un financement s'élevant à 400 millions d'euros.

Enfin, le programme « Territoires d'industrie », qui constitue le volet territorial de la politique industrielle, repose sur l'accompagnement des bassins d'emploi les plus industriels dans leur stratégie de développement. Nous en comptons 183, qui associent 603 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et représentent plus de 2 millions d'emplois.

Ensuite, l'État accompagne l'investissement des collectivités. Le PLF prévoit le maintien des montants de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

Vous avez évoqué, monsieur le président, l'évolution du fond vert. Nous poursuivons toujours l'objectif d'accélérer la transition énergétique des territoires en accompagnant les collectivités territoriales. Le PLF pour 2025 acte un montant de 2,5 milliards d'euros. À cet égard, je me permets de rappeler que le gel du début de l'année avait arrêté le programme à 2 milliards d'euros. Au titre de l'exercice 2023, 1,7 milliard d'euros ont été consommés.

Je mets aussi en avant le puissant effet levier du fond vert - 1 euro pour 7 euros. Ce programme très important obtient des résultats démontrés en termes d'impact écologique. À titre d'exemple, les économies d'énergie s'élèvent à 50 % pour la rénovation des bâtiments publics et des écoles.

Par ailleurs, la DETR est de plus en plus utilisée pour soutenir des projets de verdissement. Il nous faudra peut-être mener une réflexion sur ces différentes dotations et sur un possible fléchage grandissant vers des démarches environnementales. En 2025, je souhaite d'ailleurs commencer ces travaux de rapprochement avec les autres dotations de l'État, parce que nous savons combien aider les collectivités dans leurs démarches de verdissement est essentiel. À cet égard, je rappelle le rôle des préfets et des sous-préfets pour guider les élus vers les dispositifs les plus appropriés.

Pour en revenir aux espaces France services, quelques statistiques permettent un retour d'expérience sur leur utilisation. Ainsi, un visiteur sur cinq a mené des démarches liées à sa retraite auprès de la caisse d'assurance retraite et de santé au travail (Carsat) ou de la Mutualité sociale agricole (MSA). Près d'un visiteur sur cinq s'est également préoccupé de ses titres d'identité et de voyage avec l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS), 17 % d'entre eux ont échangé avec la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) et 13 % ont compté sur la caisse d'allocations familiales (CAF) et France Travail pour leurs démarches de solidarité et d'insertion. Enfin, 12 % ont été en rapport avec la direction générale des finances publiques (DGFIP) pour évoquer leurs impôts.

Je suis très vigilante quant à l'évaluation de la performance de ces structures par ses usagers. Il ne s'agit pas de nous contenter du succès rencontré, mais bien de poursuivre dans cette voie pour répondre au mieux aux demandes des élus et de nos concitoyens.

Nos partenaires ont aussi envie de s'impliquer ; je pense notamment à La Poste et à la SNCF.

Enfin, j'ouvre la réflexion sur la notion d'échange entre les collectivités et les différentes strates. Ce type d'échange existe déjà en matière de cofinancement, mais pourrait se développer dans le domaine de l'accompagnement technique. En matière d'ingénierie, l'État local est souvent animateur et il doit conserver ce rôle. Je connais les liens entre les collectivités et je pense qu'il est important de faciliter la manière dont on peut travailler ensemble, notamment dans les démarches de simplification et d'économie qu'il nous faudra mettre en œuvre.

À ce titre, nous aurons peut-être à travailler ensemble sur des questions évoquées depuis des années, comme celle des instructions uniques pour certains dossiers, qui éviterait aux collectivités d'avoir à en remplir plusieurs pour un même projet.

Nous devons être innovants, trouver le bon niveau de soutien pour les élus comme pour les collectivités. Je m'inscris à vos côtés dans cette démarche, qui participe de la volonté de dialogue du Gouvernement.

M. Louis-Jean de Nicolaÿ, rapporteur pour avis des crédits relatifs à la politique des territoires. – En ma qualité de rapporteur pour avis sur les crédits relatifs à la politique des territoires, je m'intéresse particulièrement à quatre enjeux de ce projet de loi de finances.

Le premier enjeu est celui du budget accordé au fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) pour sa section locale. Pour rappel, ce fonds sert à financer des projets portés par les collectivités locales et les acteurs locaux, dans l'objectif de dynamiser le développement des territoires et de réduire les disparités régionales. Entre la loi de finances initiale pour 2024 et le PLF 2025, le montant de la section locale du FNADT dégringole de près de 84 %, passant de 134 millions à 21 millions d'euros. Or les montants contractualisés dans le cadre des CPER sont considérables, atteignant près d'un milliard d'euros pour la période 2021-2027, sans compter les montants qui doivent encore être décaissés pour les contrats de précédentes générations. Je m'interroge sur cette diminution sèche et quelque peu sévère ; comment la justifiez-vous ?

Le soutien et le financement des opérateurs du programme 112, notamment de l'ANCT, constituent le deuxième enjeu. À cet égard, les crédits alloués à cet opérateur diminuent, passant de 81,5 millions à 64 millions d'euros, soit une baisse de 21 %. Je salue ce réalisme budgétaire et reconnais la nécessité de faire mieux, ou à tout le moins aussi bien, avec des moyens inférieurs. Ces efforts budgétaires nécessaires relèvent de notre responsabilité de parlementaires.

À ce propos, je profite de cette intervention pour recueillir votre ressenti sur le sujet des agences et de leur multiplication. Dans mon précédent avis budgétaire, j'avais qualifié ce phénomène d'« archipellisation ». Quel est

votre point de vue sur ce sujet essentiel de rationalisation et de bonne gestion des deniers publics ?

J'en viens au troisième enjeu : les crédits destinés au plan « Marseille en grand ». Je me concentrerai sur les 56,8 millions d'euros de crédits ouverts au sein du programme 119 « Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs gouvernements », au titre du financement du volet « école » de ce plan massif, estimé à 5 milliards d'euros d'investissement. La Cour des comptes, dans un rapport accablant paru le 21 octobre dernier, fait état d'un suivi lacunaire par l'État et se révèle particulièrement critique quant à la mise en œuvre du plan. Ce plan a-t-il encore un avenir, alors que les dépenses budgétaires sont de plus en plus contraintes ? Ne faudrait-il pas réfléchir à une rationalisation des crédits destinés à ce volet au sein du PLF pour 2025 ?

Enfin, je souhaite abonder dans le sens de notre président sur la réforme des ZRR. L'article 27 de la première partie du PLF a été voté par les députés, mais amendé au bénéfice d'une prolongation du dispositif jusqu'en 2030 plutôt que jusqu'en 2027, comme vous l'aviez prévu. Certes, cette première partie a été rejetée et il revient au Sénat de procéder à l'examen de l'article dans sa version initiale. Cette réforme ne faisant visiblement pas l'unanimité, ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat, quelles pistes envisagez-vous pour le futur ?

Mme Catherine Vautrin, ministre. – Effectivement, les crédits alloués au FNADT connaissent une baisse importante. Pour autant, les moyens d'intervention sont préservés pour les programmes de l'ANCT, France Services, « Action cœur de ville » et « Petites villes de demain ». Les enveloppes locales du FNADT baissent de manière transitoire. Une extinction progressive des précédents contrats de plan est en cours et les paiements sont lissés. Je me permets de rappeler que les crédits du FNADT sont sous-exécutés, ce qui tient notamment au temps nécessaire à la réalisation et aux paiements.

En ce qui concerne l'« archipellisation » des agences, je partage votre analyse. Le Premier ministre a donné consigne à chacun des ministres de procéder à une analyse de coût-bénéfice pour chacune des agences relevant de son domaine de responsabilité. L'objectif est bien de travailler à une rationalisation. En parallèle, le sujet des normes se pose. Avec Laurent Saint-Martin, ministre du budget et des comptes publics, nous avons confié une mission à Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, pour approfondir le rapport sur le coût du millefeuille administratif. Il s'agit d'apprécier les normes non pas en termes de ce qu'elles pourraient potentiellement produire, mais du coût qu'elles pourraient générer. L'objectif est de pouvoir proposer rapidement des trains de mesures de suppression de normes. Gilles Carrez, le président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) ne manque jamais de rappeler que, bien que le Conseil soit régulièrement consulté, le Gouvernement passe régulièrement outre son avis. Il y a là une source d'économies non négligeable.

En ce qui concerne le plan « Marseille en grand », je voudrais d'abord rappeler que le rapport de la Cour des comptes procédait d'une photographie prise à la fin du mois de décembre 2023. Le jour de la remise de ce rapport, j'étais à Marseille, avec le préfet Christophe Mirmand, et nous avons fait un point global sur ce dossier.

Ce plan comprend la rénovation de 188 écoles sur 478 en fonctionnement, ce qui représente 40 % des établissements ! Marseille fait face à un problème d'indignité des conditions d'accueil des enfants dans les écoles. Les écoles sont de la compétence de la mairie. Il a fallu un peu de temps pour travailler avec la ville de Marseille. Les travaux sont planifiés jusqu'en 2028, avec un objectif de 81 écoles livrées, soit 43 % de l'objectif. Sur la première livraison de 14 écoles, 10 ont été livrées – 6 en septembre et 4 d'ici au mois de décembre. En 2025 seront livrées les 4 dernières écoles de la première étape ; l'appel d'offres pour les 31 écoles de la deuxième phase de ce chantier se poursuivra. En 2026 et 2027, nous verrons la livraison de ces 31 écoles et le début des chantiers pour les 36 écoles de la troisième phase.

Nous avons considérablement avancé sur ce chantier avec l'arrivée en outre d'une sous-préfète en milieu d'année. Je suis consciente de l'importance de ce programme et de la nécessité d'une coordination pour le mener à bien. Au-delà des écoles, le transport et le logement sont des sujets majeurs. Le Premier ministre a souhaité que nous revisitions l'ensemble des différents chantiers, preuve de notre vigilance dans le suivi de ce dossier.

M. Jacques Fernique. – Madame la ministre, certes, un sursaut collectif s'impose face à l'état de nos finances publiques. Mais l'effort imposé aux collectivités me semble disproportionné. De manière directe ou indirecte, si l'on cumule les 5 milliards d'euros prélevés sur le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) et le fonds de précaution, le gel de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et de la fraction reversée de la TVA, la saignée concernant le fonds vert et les subventions d'investissement, sans compter les baisses de crédit aux missions locales ou encore aux contrats aidés, la moitié des économies de 25 milliards d'euros du PLF sera supportée par les collectivités.

Cela soulève la consternation parmi les élus, à tous les niveaux des collectivités. Madame la ministre, comment assumez-vous les deux traductions concrètes pour nos territoires de cette restriction d'ampleur ? Je pense, premièrement, à la détérioration des services publics locaux qui va en résulter, avec des problématiques impossibles d'arbitrage pour les élus locaux ; deuxièmement, à la récession qu'entraînera cette lourde atteinte à l'investissement local. L'activité économique et l'emploi dans les territoires vont souffrir de cette décision, et les investissements de la transition écologique décentralisée en pâtiront aussi. Comment animer le partenariat avec les territoires quand on les envisage comme des variables d'ajustement budgétaire de l'État ?

Dans ce contexte budgétaire hostile, ne pensez-vous pas qu'il convient de donner davantage de liberté aux territoires en charge des mobilités, de manière à ce qu'ils puissent actionner le levier du versement mobilité (VM) pour le dispositif du contrat rural Île-de-France, et que la promesse d'équité territoriale puisse progresser pour les transports du quotidien ?

M. Olivier Jacquin, rapporteur pour avis des crédits relatifs au transport routier. – Je souhaite évoquer les mobilités du quotidien, sujet prioritaire de votre ministère si j'en crois vos récentes déclarations, ainsi que celles de François Durovray, entendues il y a deux semaines par notre commission.

Lors de votre audition à l'Assemblée nationale le 29 octobre dernier, vous avez annoncé une réflexion en cours sur de possibles évolutions du versement mobilité. Les débats sur le PLF ont fait émerger de nombreuses options : déplaçonner le VM ou en rehausser le plafond pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) locales de province ; permettre aux régions de bénéficier du VM ; contribuer au développement des services express régionaux métropolitains (Serm) en tant qu'AOM régionale, ou mettre en place des services de mobilité se substituant aux comités de communes non saisis de la compétence mobilité ; ou bien encore, déplaçonner le cumul entre VM et versement mobilité additionnel (VMA) au bénéfice des syndicats mixtes SRU.

Aucune de ces pistes, comme on le sait, n'a passé le cap de l'Assemblée nationale. Le Gouvernement s'est dit ouvert à l'idée de flécher une part du VM vers les régions pour financer les Serm. Cette proposition ne semble pas faire l'unanimité, notamment parmi les intercommunalités qui y voient un risque de perte de marge de manœuvre pour le prélèvement du VM sur leur propre tissu économique.

Comment envisageriez-vous l'articulation d'un VM régional avec le VM actuel prélevé par les AOM locales ?

D'autres recettes pourraient être fléchées vers les régions ; je pense au produit des recettes du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, comme l'avait préconisé le Sénat, ou encore aux recettes tirées des concessions autoroutières. Que pensez-vous de ces pistes de financement ?

À cette liste, j'ajoute l'écotaxe sur les poids lourds. Celle-ci peut être mise en place depuis le 1^{er} janvier dernier par les régions susceptibles de subir un report significatif du trafic de poids lourds du fait de l'instauration d'une écocontribution sur un territoire limitrophe. La nécessité de doter les régions de ressources financières dédiées au transport, neutres pour le budget de l'État, ne justifierait-elle pas de rouvrir le débat sur une généralisation de l'écotaxe ?

Je souhaite évoquer la problématique des mobilités en zones peu denses. Entre la baisse de 60 % des autorisations d'engagement allouées au

fonds vert en 2025, l'amputation des moyens de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et les 5 milliards d'euros d'économies demandées aux collectivités territoriales, le contexte budgétaire ne fera que fragiliser encore davantage la capacité des petites collectivités à développer des projets de mobilité.

Dans quelques semaines, nous fêterons le cinquième anniversaire de la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM), qui avait fixé l'objectif de mettre fin aux zones blanches de la mobilité. Ne serait-il pas temps d'aller au bout de cette ambition, en permettant aux AOM des zones rurales de disposer d'une ressource pérenne, à l'abri des aléas budgétaires, pour développer leur offre de mobilité ?

Le VM peut sembler un outil tout indiqué. Or, comme vous le savez, de nombreuses communautés de communes sont dans l'impossibilité de prélever cette ressource, la loi conditionnant la possibilité de lever le VM au fait d'organiser des services réguliers de transport public de personnes, ce qui est rarement pertinent en zones peu denses. Quel regard portez-vous sur l'idée d'élargir la possibilité de lever le VM dans les communautés de communes en prenant en compte un bouquet de mobilité comprenant notamment le covoiturage et le transport à la demande ?

À défaut, et dans l'hypothèse où les régions se verraient autorisées à lever le VM, celles-ci pourraient-elles jouer un rôle pour soutenir les projets de mobilité des communautés de communes AOM qui n'ont pas la possibilité d'utiliser cet outil ou n'ont pas les ressources fiscales pour le faire ?

Enfin, je souhaite aborder le sujet du leasing social, dont la reconduction en 2025 a été annoncée par le Gouvernement. Les contours de cette reconduction restent flous. En 2024, selon des chiffres publiés récemment, le leasing social aurait majoritairement bénéficié – à plus de 60 % – aux déciles de revenus 4 et 5, alors que la cible annoncée portait sur les ménages les plus modestes.

Des articles de presse ont dénoncé le fait que des étudiants de grandes écoles de commerce en stage, bien qu'issus de milieux aisés, aient pu bénéficier du dispositif. Avez-vous connaissance de ces effets d'aubaine et comment entendez-vous les corriger ?

Allez-vous mettre à profit cette première expérience pour cibler plus efficacement les ménages précaires, notamment dans les zones périurbaines et rurales où la dépendance à la voiture est plus forte ? Pour cela, quel regard portez-vous sur l'idée d'étendre le leasing social aux véhicules électriques d'occasion, plus abordables et dont le marché commence à se développer ? Selon les derniers chiffres, 28 000 voitures électriques d'occasion ont été vendues au premier trimestre 2024.

M. Simon Uzenat. – L'objectif principal de votre gouvernement est la réduction du déficit. Celui-ci, pour une large part, a été creusé par vos récents prédécesseurs. Si les collectivités ont une part marginale de responsabilité

concernant la dette, elles n'en ont aucune concernant le déficit. Ces dernières années, nous avons réduit leur autonomie financière et fiscale, en compensant cette réduction par des dotations de l'État. Il y a une forme de malhonnêteté à déclarer aujourd'hui que ces dotations pèsent sur le budget de l'État.

Sur le programme 112, les chiffres sont édifiants, en cohérence avec la démarche globale de programmation budgétaire de votre gouvernement, avec une diminution de 37,6 % des crédits, soit une baisse de 150 millions d'euros en AE par rapport à 2024. En coupant une bonne partie des crédits alloués aux collectivités, celles-ci vont, par la force des choses, moins investir. Cela implique des besoins moindres en ingénierie. Il y a une forme de cohérence dans le dispositif, mais pour autant les questions et les inquiétudes demeurent.

Concernant l'ANCT, la baisse de 18 millions d'euros de ses crédits correspond à une diminution de plus de 20 %, alors même que les besoins d'accompagnement des collectivités, en particulier des petites communes, restent très importants.

Je ne vais pas m'étendre sur le dispositif France Ruralités Revitalisation ; les questions ont été posées. Je partage le besoin de visibilité pour les collectivités, notamment celles qui ne seront concernées que jusqu'en 2027.

Sur le dispositif « Villages d'avenir », j'ai entendu des discours volontaristes, mais des interrogations demeurent en fonction des réalités locales. Dans le Morbihan, le chef de projet devait être recruté en février dernier ; au bout de quelques semaines, il s'est retiré et son remplaçant n'est arrivé qu'au mois de novembre.

On observe une baisse de 80 % des crédits concernant les tiers lieux. Nous serons nombreux, dans les prochains jours, à nous mobiliser pour défendre la cause de ces espaces indispensables, notamment dans les territoires ruraux. Cette chute brutale par rapport aux crédits de 2024 n'est pas compréhensible et met en danger de nombreux projets.

Au sujet du dispositif « Territoires d'industrie », nous avons été nombreux à réagir à la crise qui semble se profiler, avec de nombreux plans sociaux annoncés. Comment entendez-vous mobiliser ce dispositif qui a bénéficié de 70 millions d'euros au titre du fonds vert, dans le contexte actuel des suppressions d'emplois en cascade ?

Beaucoup de choses ont été dites également sur France services. Le chiffre donné sur le nombre de contacts témoigne de cette diminution de la couverture en services publics, en particulier dans les territoires ruraux. Nos concitoyens expriment le besoin légitime de trouver des interlocuteurs. Nous prenons note de la hausse de la participation de l'État, à hauteur de 5 000 euros par espace, auxquels s'ajoutent 10 000 euros dans les zones FRR. Mais cette participation reste insuffisante au regard des besoins de ce

dispositif en ruralité, alors même que les 12 opérateurs inclus sont exclusivement nationaux et que ces services sont assurés et financés par l'État.

J'ai eu l'occasion de vous interroger sur les contrats de plan État-région (CPER) mercredi dernier lors des questions d'actualité au Gouvernement et vous aviez exprimé quelques inquiétudes sur les crédits de paiement pour 2025. Qu'en est-il précisément ? Sur les CPER, les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) et, plus globalement, le sujet de la transition écologique, des interrogations demeurent. C'est un peu le brouillard dans la répartition des rôles entre vous et Mme Pannier-Runacher ; *a priori*, vous auriez la main sur le fonds vert ; pour d'autres dispositifs, ce serait votre collègue. Pour les territoires ruraux, la lisibilité n'est pas évidente.

Sur les crédits consommés dans le cadre du fonds vert, les élus ont entendu les signaux envoyés dès le début de l'année 2024 ; dans beaucoup de territoires, ils n'ont pas jugé opportun de déposer des projets. La DETR et la DSIL, comme vous le reconnaissez, permettent de financer également des projets orientés parfois par les préfectures. Sur ce niveau de consommation du fonds vert, il convient donc d'être prudent.

Concernant les CPER, je vous ai déjà interrogée sur ces ressources attendues par les collectivités régionales ; je pense notamment au VMA déplafonné et à la taxe de séjour additionnelle.

Enfin, vous demandez un effort aux chambres de commerce et d'industrie (CCI) et aux chambres de métiers et de l'artisanat (CMA), alors même que ce sont des interlocuteurs précieux pour les commerces ruraux. Qu'en est-il précisément ?

M. Sébastien Fagnen, rapporteur pour avis des crédits relatifs à l'aménagement numérique du territoire. – Mon interrogation porte sur les politiques de l'habitat, qui revêtent un caractère stratégique au moment où notre pays traverse une crise du logement et dans un contexte d'économies budgétaires exigées des collectivités locales.

Je souhaite notamment évoquer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS). Je m'interroge d'abord sur les communes nouvelles. Une commune inscrite dans le décret consacré aux zones tendues, en se groupant avec d'autres communes qui ne sont pas inscrites, perd ce statut, et les communes nouvelles ne sont pas intégrées dans le décret. Des pistes pourraient être explorées afin que cela ne soit pas un frein à la création de communes nouvelles. Une cohérence géographique préside à la création d'une commune nouvelle. Ces communes peuvent avoir en partage des difficultés liées au marché local de l'habitat. Pour autant, toutes les communes historiques devenant communes déléguées n'étaient pas préalablement inscrites dans le décret sur les zones tendues.

Je m'interroge ensuite sur les intercommunalités. Aujourd'hui, le produit de la THRS est perçu par les communes. Les EPCI ne peuvent pas activer ce levier fiscal, alors même qu'ils mènent des politiques de l'habitat à

l'échelon local particulièrement ambitieuses, et qu'ils sont le support des programmes locaux de l'habitat. Il est essentiel, à l'échelle des bassins de vie, que des stratégies communautaires puissent être menées à bien avec les moyens financiers afférents. Un amendement a été déposé à l'Assemblée nationale, visant à ce que les EPCI puissent percevoir le produit de la THRS. Hélas, il n'a pas prospéré, ce qui place des intercommunalités dans une situation délicate. Ainsi de Granville Terre et Mer, dans le département de la Manche, dont les recettes fiscales liées à l'économie de production sont faibles. Son économie s'articule principalement autour des services, et notamment du tourisme. Les économies exigées dans le cadre du PLF 2025 obligent cet EPCI à trouver 1,5 million d'euros pour équilibrer son budget de l'année prochaine. Aussi, percevoir la THRS sur un territoire soumis à une vague croissante de résidences secondaires serait une bouffée d'oxygène budgétaire, et permettrait de retrouver des moyens d'action en matière d'aménagement du territoire. Madame la ministre, êtes-vous prête à ouvrir la discussion pour que nous puissions trouver des solutions sur ces points particuliers ?

Mme Marta de Cidrac. – Vous avez évoqué un rapprochement entre les différentes dotations, notamment la DSIL et la DETR. Vous souhaitez parvenir à une forme de simplification, avec une souplesse pour les différentes enveloppes. Ces dotations sont aujourd'hui des soutiens vitaux pour de nombreuses communes. Si l'idée peut paraître séduisante, l'expérience a souvent montré que ce genre de mouvement a souvent pour effet, sous couvert de rationalisation, de réduire les montants alloués aux communes. Et à en juger par les tendances du PLF 2025, nous avons quelques raisons de nous inquiéter. Madame la ministre, pouvez-vous nous rassurer sur ce sujet ?

Je vous alerte également sur la logique de péréquation, renforcée dans ce PLF. Dans mon département, cette logique met à mal les finances de nombreuses communes. Aussi, juger la richesse d'une commune sur son potentiel fiscal et non sur ses moyens réels me semble un biais problématique, vécu comme une injustice, d'autant qu'il n'existe aucune contrepartie pour les communes concernées.

M. Guillaume Chevrollier, rapporteur pour avis des crédits relatifs aux paysages, à l'eau et à la biodiversité et à l'expertise, à l'information géographique et à la météorologie. – Je souhaitais vous interroger sur les évolutions du fonds vert, mais vous avez déjà répondu. En dépit de l'intérêt porté par les collectivités, la dotation de ce fonds diminue, passant de 2,5 à 1 milliard d'euros en AE. Nous partageons la nécessité de redresser la trajectoire budgétaire de notre pays, mais ce dispositif apportait des résultats. Sa souplesse d'utilisation, notamment, était appréciée des élus.

En matière d'investissement pour l'adaptation au changement climatique, il est important d'avoir de la prévisibilité. Or, les gels et les annulations de crédits envoient un mauvais signal. Comment envisagez-vous de soutenir les élus locaux dans leurs actions en faveur de l'environnement et

de la biodiversité, de sorte que ce soutien soit plus lisible et à l'abri des aléas budgétaires dans les prochaines années ?

Sans diminuer l'enveloppe, on peut diminuer les frais de gestion, réduire le nombre d'interlocuteurs, disposer d'une programmation pluriannuelle des investissements. Il existe des tensions au niveau des ressources humaines dans nos communes, et notamment les communes rurales, concernant les secrétaires de mairie. Nous devons réfléchir à une simplification du montage des dossiers.

Dans mon département de la Mayenne, les élus ruraux font preuve d'une gestion rigoureuse des finances publiques, et les nouvelles contraintes budgétaires sont mal ressenties. Comment le Gouvernement compte-t-il soutenir et reconnaître les collectivités locales vertueuses ? Envisagez-vous des mécanismes de financement ou d'accompagnement spécifiques pour les territoires ayant une gestion exemplaire ?

Dans la mesure où vous êtes en charge de la décentralisation et du renforcement des pouvoirs locaux, comment envisagez-vous de renforcer les compétences locales afin d'avoir davantage d'autonomie et d'efficacité dans nos territoires ? Avec quelles nouvelles ressources comptez-vous financer cela ?

Mme Catherine Vautrin, ministre. – En aucun cas le Gouvernement n'a présenté les collectivités territoriales comme responsables de la situation financière du pays. Dans le contexte que nous connaissons, il leur a simplement demandé de participer au rétablissement des comptes publics, d'abord pour atteindre la marche de 5 % de déficit en 2025, puis pour suivre la trajectoire jusqu'en 2028.

Hier, j'ai revu les différents chiffres avec André Laignel et David Lisnard. Pour les prélèvements, nous prendrons en compte les dépenses exécutées, et non les prévisions établies à partir des dépenses arrêtées au 30 juillet, lesquelles, selon la DGCL elle-même, se révèlent toujours fausses.

Vous m'interrogez sur la déclinaison des 5 milliards d'euros d'économies demandées. Le budget qui vous est transmis est une version zéro, puisque nous repartons de la version initiale du projet de loi déposé, que le Gouvernement amendera. Nous avons beaucoup travaillé avec les représentants des collectivités : 3 milliards d'euros seront financés par un prélèvement de 2 % sur les recettes réelles de fonctionnement des collectivités dont le budget est de plus de 40 millions d'euros, 800 millions d'euros par la rétroactivité du FCTVA et 1,2 milliard d'euros par le gel de la TVA.

Je ne dis pas que le Gouvernement n'évoluera pas sur le prélèvement : nous devons en discuter avec le Sénat, même si le chiffre en bas de page doit rester le même : il faut faire des économies. Le Premier ministre aura l'occasion de s'exprimer sur ce sujet dans les jours qui viennent.

Monsieur Jacquin, le Gouvernement accepterait de travailler avec vous sur le VM, sauf sur un point : nous nous sommes engagés à ce que le versement soit lié à l'investissement dans le réseau dans une logique de décarbonation. Effectivement, monsieur Fernique, nous ne nous arrêterons pas à l'Île-de-France. Une réflexion est ouverte sur la hausse du plafond de la taxe sur la carte grise. Même chose, concernant les départements, sur le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) à 4,5 %, même si je sais que les recettes de DMTO par habitant n'ont rien à voir dans les Alpes Maritimes et dans les Ardennes...

Il y a déjà des écotaxes : le Grand Est a ainsi fait le choix de reprendre le réseau routier national et de financer son entretien par une écotaxe.

Pour revenir une seconde sur le VM, il faut associer les entreprises aux choix des investissements, de manière à ce que les aménagements aient un lien avec les déplacements de leurs salariés – c'est le fondement de ce prélèvement.

Je suis aussi favorable que vous, monsieur Jacquin, aux mobilités en zone peu dense. J'ai agi en ce sens dans la communauté urbaine que je présidais...

M. Olivier Jacquin. – Effectivement : très belle réalisation !

Mme Catherine Vautrin, ministre. – Merci ! Vous parlez d'un bouquet ; en tant que champenoise, je parlerais plutôt d'une grappe, mais l'idée est la même : articuler différentes solutions, du transport à la demande au covoiturage. Ce que l'on constate, c'est que dès lors qu'il y a une offre, elle est utilisée. Il faut donc sortir du dilemme entre la poule et l'œuf et se lancer. Dans ce domaine, le plan France ruralités représente 30 millions d'euros par an sur trois ans et 75 dossiers de mobilités acceptés en 2024.

Les exonérations liées aux zones FRR s'appliquent aux entreprises créées ou reprises entre le 1^{er} juillet 2024 et le 31 décembre 2029. Les communes sont classées jusqu'au 31 décembre 2027. Après cette date, les entreprises créées avant cette date bénéficieront des exonérations pendant cinq ans, puis de manière dégressive pendant trois ans.

Monsieur Uzenat, l'ANCT a recruté 120 chefs de projets entre fin décembre 2023 et fin avril 2024, et il y a eu effectivement quelques cas d'expériences malheureuses, comme celle que vous signalez dans le Morbihan... Mais pour la majorité, les chefs de projet sont mobilisés, ayant en charge entre 22 et 25 projets.

Les crédits d'ingénierie passent de 40 millions à 20 millions d'euros, mais sont maintenus pour Villages d'avenir et Territoires d'industrie. Le fonctionnement sera assez souple entre le cabinet du ministre de l'économie, celui de l'emploi et le mien pour répondre aux besoins territoire par territoire.

Vous parlez à raison de bassins de vie vécus : selon les territoires, la fermeture d'une entreprise n'a pas forcément toujours les mêmes

conséquences. Je suis sensibilisée à la situation d'une partie de notre pays – les cartes de l'ANCT sont extrêmement claires là-dessus – où 1 300 bassins de vie vécus dépendent d'une seule entreprise : quand elle ferme, les conséquences sont bien connues.

Comment s'articulent les CPER et les CRTE ? Il me semble que les élus ont un référent : le sous-préfet, voire le préfet. Aussi, avant de parler d'une grande vague de décentralisation, monsieur Chevrollier, parlons de déconcentration. Les maires nous le disent : ils s'adressent au sous-préfet et au préfet ce qui simplifie considérablement leur vie.

Madame de Cidrac, le rapprochement entre la DSIL et la DETR n'en est qu'au stade de la réflexion et elle n'est envisagée qu'à budget constant et dans la concertation. Nous pourrions entamer ces réflexions sur la simplification en début d'année 2025. On nous demande par exemple un retour aux seuils de marchés publics simplifiés de la période du covid, dans une logique de dossier unique et non pour faire des économies.

Comme vous, monsieur Chevrollier, j'attache une grande importance aux secrétaires de mairie. Je n'ai pas grand-chose à vous répondre sur le moment sur un éventuel bonus pour les communes vertueuses, même si je comprends votre logique.

M. Hervé Gillé. – Je salue à mon tour la décision de sécuriser dans le PLF les 2 168 communes qui sortent du dispositif France ruralités. Mais pourquoi s'arrêter en 2027, et non en 2029 ?

Il y a des effets de bord : certains maires ou présidents d'intercommunalités sont confrontés à des critères peu adaptés à leur territoire – c'est tout l'enjeu de la différenciation. Peut-être faudrait-il que les préfets puissent les adapter ?

Les nouveaux critères FRR ne prennent pas suffisamment en compte les communes rurales dites sous influence localisée dans une aire d'attraction d'une ville de plus de 50 000 habitants. Ajouter ce critère permettrait de tenir compte de la réalité périurbaine, cette zone trop souvent négligée, quoique vulnérable, prise entre les défis du développement urbain et les contraintes du rural. Ainsi, nous ne nous contenterions pas de réparer ce qui est dégradé, mais nous pourrions prévenir les dégradations futures. Il y a eu des contacts avec Françoise Gatel sur le sujet. Cela vous semble-t-il possible ?

Les maisons France services ont été évaluées par la Cour des comptes, mais je n'ai pas l'impression qu'un référentiel commun d'évaluation existe.

Je vois bien ce que pourrait apporter un déplafonnement du versement mobilité aux régions. Cela pourrait aider à cofinancer les services express régionaux métropolitains ; mais *quid* des infrastructures plus lourdes, comme les lignes à grande vitesse (LGV) ? Cela remettrait encore plus en cause l'esprit de la loi d'orientation des mobilités.

M. Cédric Chevalier. – Un sujet hautement sensible dans les collectivités est le zéro artificialisation nette (ZAN). Je crois savoir qu'il l'est particulièrement dans la communauté urbaine que vous avez présidée. J'ai cru comprendre, d'après les propos du Premier ministre, que des évolutions seraient possibles sans remettre en cause l'esprit de la loi : pourriez-vous nous donner vos pistes ? Envisagez-vous de desserrer l'étau sur l'agenda, de prendre en compte les spécificités des territoires, de donner un peu d'agilité ou d'apporter une forme de reconnaissance aux communes ayant été vertueuses par le passé en matière de consommation foncière ?

L'inspection générale des affaires sociales (Igas) a rendu un rapport sur la formation des élus locaux : seuls 3 % d'entre eux se forment chaque année, d'après la Caisse des dépôts (CDC), qui gère le dispositif. Leur nombre est passé de 46 000 en 2021 à 11 338 aujourd'hui. Il faut dire que c'est une usine à gaz. Quelles pistes avez-vous pour la simplifier ? Les formations sont financées par les cotisations obligatoires perçues par la CDC, mais cet argent reste immobilisé – visiblement, il n'est pas perdu pour tout le monde...

Mme Christine Herzog. – Le PLF pour 2025 prévoit une réduction du FCTVA de 800 millions d'euros, son taux passant de 16,4 % à 14,85 %. Cette baisse massive et brutale de la principale aide de l'État à l'investissement local frappera toutes les collectivités : il faut que le Gouvernement la reconsidère. Par ailleurs, il serait judicieux pour les petites communes de réduire le différé de remboursement de deux ans à un an. Enfin, pouvez-vous nous dire si le seuil de 100 000 euros pour les marchés publics de travaux sera pérennisé après le 31 décembre prochain ?

Mme Marie-Claude Varailas. – Si l'on ajoute les 5 milliards d'euros de prélèvements, la baisse du FCTVA, la stagnation des dotations qui ne prennent pas en compte l'inflation, nous ne sommes pas loin d'une ponction de 10 milliards d'euros sur les collectivités, accusées par l'ex-ministre des finances d'être responsables du déficit public, alors que leurs dettes ne représentent que 8 % de celles de l'État et qu'elles sont tenues de voter leur budget en équilibre, elles... Cette situation injuste ne sera pas sans répercussions sur l'économie puisqu'elles réalisent plus de 60 % des équipements publics du pays.

Les diminutions importantes de MaPrimeRénov' et du fonds vert vont porter un coup très sérieux à l'isolation des logements et des bâtiments publics. Or, nous savons que réduire les gaz à effet de serre ne coûterait que le quart du coût des dommages résultant des catastrophes climatiques, soit un retour sur investissement d'au moins quatre pour un.

Les départements subissent la double peine, avec la baisse des DMTO et l'augmentation de leurs dépenses sociales, notamment au titre de l'aide sociale à l'enfance (ASE). En Dordogne, les enfants bénéficiant de l'ASE sont passés de 1 000 il y a dix ans à 1 700. Les départements sont devenus

dépendants des aléas de l'économie puisqu'ils ne récupèrent qu'une part de la TVA.

Fallait-il supprimer la taxe d'habitation, qui rapportait plus de 20 milliards d'euros ? L'application du coefficient correcteur depuis sa suppression a des conséquences sur nos territoires ruraux. En Dordogne, les montants de la taxe foncière transférés par le département aux communes dépassent en volume ceux de la suppression de la taxe d'habitation : en 2023, ce sont 57 millions d'euros que le département paie aux communes urbaines parce qu'elles avaient une taxe d'habitation plus élevée que celle des communes rurales. C'est regrettable, car c'est de l'argent des contribuables locaux de mon département qui était légitimement destiné à financer des équipements et des services sur leurs territoires. Ne faut-il pas prévoir un aménagement ?

Enfin, fallait-il supprimer l'ISF, qui aurait produit les 5 milliards d'euros prélevés demain sur les collectivités ?

M. Philippe Tabarot. – Il est légitime que le Gouvernement cherche à réduire les déficits. Nous abordons ce PLF dans un esprit de responsabilité. Nous acceptons qu'il y ait plus d'impôts sur les transports, mais ces recettes seront-elles fléchées vers leur financement ? Nous devons être vigilants quand l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit France) a moins de ressources, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est réduite vers les transports, la SNCF assujettie à plus de versements et le secteur aérien lourdement taxé ; enfin, les taxes au tonnage sont dans le viseur, avec une atteinte au pavillon français...

Je voulais également vous interroger sur les zones à faibles émissions (ZFE)...

Mme Catherine Vautrin, ministre. – Elles ne relèvent pas de mon ministère.

M. Philippe Tabarot. – S'agissant des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m), nous avons du mal à distinguer votre domaine de compétences et celui d'Agnès Pannier-Runacher. Deux métropoles, Paris et Lyon, vont interdire au 1^{er} janvier 2025 la circulation des très nombreux véhicules portant la vignette Crit'air 3. À Paris, ces véhicules pourraient entrer quelques jours par an dans la zone grâce à un « pass 24 heures » – nous sommes encore dans une « folie normative » qui se conjugue, dans le cas de l'agglomération parisienne, au mépris social et pousse les collectivités territoriales à prendre des initiatives malheureuses pour s'en sortir. Je connais la position de l'ancienne présidente du Grand Reims que vous êtes sur les ZFE.... Pourriez-vous nous en dire davantage à ce propos ?

M. Ronan Dantec. – Sur le ZAN, le Sénat a fait œuvre utile en facilitant l'application. Mais jeter par-dessus bord ses grands principes, ce n'est pas la même chose. Alors que Malaga subit les mêmes épreuves que

Valence, ce n'est pas le moment de bétonner encore plus la surface agricole utile !

Dans cette période politique troublée, avec des majorités changeantes, respecter le travail du Sénat me semble être un élément de stabilité. Je pense, par exemple, à l'excellent travail de Didier Mandelli sur le partage de la valeur des énergies renouvelables. Or les décrets d'application n'ont jamais été publiés, semble-t-il en raison d'un blocage de Bercy. Il ne s'agit pourtant pas de l'argent de l'État, et cela donnerait un peu d'air aux collectivités. Si vous pouviez en retrouver la trace, nous pourrions ainsi créer de la recette pour elles.

De même, nous avons voté cinq ou six fois de manière consensuelle une dotation climat pour les collectivités. La dernière fois, c'était 200 millions d'euros dans le cadre du fonds vert pour la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux (PCET), donc fléchés sur des crédits de fonctionnement. Le ministre Christophe Béchu s'était engagé devant le Parlement à appliquer cette décision, alors qu'auparavant, les ministres étaient restés évasifs et nous n'avions pas été satisfaits en commission mixte paritaire (CMP). Mais là encore, l'enveloppe a été abandonnée au printemps, en dépit du travail transpartisan du Sénat. Même si le fonds vert est réduit, pourrait-on imaginer de réactiver ce dispositif ? Encore une fois, pourriez-vous retrouver la trace de ce que nous avons voté ici unanimement ?

Mme Catherine Vautrin, ministre. – Concernant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, le choix avait été fait en 2023 de l'échelle communale, pour que la prise en compte du marché immobilier résidentiel soit la plus fine possible. Je n'ai pas de meilleure réponse à vous apporter.

Il existe bel et bien un cadre commun d'évaluation des maisons France services : celui de l'Afnor, reposant sur les horaires, le nombre de personnes présentes, la signalétique, le nombre d'usagers par jour ou le taux de finalisation des demandes – il est intéressant de noter que ce dernier est de 96 %, ce qui est loin d'être négligeable. Il y a eu 900 maisons France services évaluées par l'Afnor.

M. Hervé Gillé. – Pourrions-nous avoir communication de cette évaluation ?

Mme Catherine Vautrin, ministre. – Je ne vois pas ce qui s'y opposerait.

Concernant les FRR, monsieur Gillé, tout le monde connaît le cas de La Réole, dans votre département de Gironde. Pourquoi trois ans ? Parce que nous réintégrons là des communes qui ne devraient plus bénéficier de ces dotations : nous organisons donc une sortie en sifflet à partir de 2027 pour ces 2 168 communes, contre 2030 pour les autres communes. Je comprends bien votre volonté : vous vous dites, pourquoi ne pas en réintégrer une 2 169^e en utilisant un autre critère ? Mais dans ce cas, il faudrait le prendre en compte pour tout le monde, ce qui suppose une réouverture de ce dossier difficile.

C'est pour cela que nous ne sommes pas allés plus loin, même si je sais qu'il y a des communes soumises à des effets de seuil.

Monsieur Chevallier, le Gouvernement ne veut pas faire « le grand soir du ZAN », ni casser sa dynamique, monsieur Dantec. La cible, 2050, est importante, de même que l'étape intermédiaire de 2031. Pas plus tard qu'hier soir, les sénateurs Guislain Cambier et Jean-Baptiste Blanc me présentaient leurs travaux publiés cet après-midi, qui comprend des analyses très intéressantes sur les espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) et les projets d'envergure nationale ou européenne (Pene). J'ouvre ces discussions avec intérêt, mais aussi beaucoup de prudence. Dès qu'on agit sur les volumes, il faut être vigilant ; c'est d'autant plus vrai qu'il faut trouver un équilibre avec les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet) en cours d'adoption. Il faut donc assouplir sans remettre en cause.

Sur la fiscalité des transports, il n'est pas question de modifier les compétences. Les LGV relevant de la compétence nationale, il n'est pas question de mobiliser pour elles du versement mobilité.

Faut-il flécher des recettes vers les transports, monsieur Tabarot ? Ce n'est pas forcément une bonne idée : la TICPE, par exemple, a vocation à diminuer, voire à s'éteindre, alors qu'on a besoin de recettes stables. Le versement mobilité est étroitement lié à l'organisation de la desserte pour les salariés des entreprises – c'est pour cela qu'il faut que les élus se concertent avec elles.

Madame Varailas, vous me dites 10 milliards, mais je vous réponds 5, car nous n'additionnons pas les mêmes choses. Mais nous sommes d'accord sur les allocations individuelles de solidarité : elles rendent la situation des départements complexe. Le Premier ministre a beaucoup travaillé avec votre assemblée sur ce sujet.

Effectivement, le coefficient correcteur peut parfois induire que des territoires ruraux paient pour des territoires urbains ; mais il est malgré tout intéressant d'avoir une compensation pérenne et dynamique qui évolue comme les bases fiscales. Pour avoir fait cet exercice dans un territoire mi-urbain, mi-rural, je peux témoigner que l'investissement fait par les urbains dans les territoires ruraux est loin d'être négligeable.

S'agissant de la taxe d'habitation, je pense que nous devons réfléchir sur l'utilisation des services publics : nous savons tous que beaucoup de concitoyens ne participent pas du tout à l'effort collectif. Je n'ai cependant pas de doute sur le fait qu'ils auraient aimé avoir plus de revenus, et ainsi, devenir imposables...

Mme Marie-Claude Varailas. – Absolument !

Mme Catherine Vautrin, ministre. – Je le sais : ma communauté d'agglomération compte 43 % de logements sociaux. Pour autant, on peut

imaginer une participation symbolique. En tout cas, on ne peut pas faire l'économie d'une réflexion sur le sujet.

Pas plus tard qu'hier, nous réfléchissions à une réforme des critères de la DGF ; mais il faut reconnaître que c'est plus difficile en période de disette budgétaire.

J'ai bien noté que nous gagnerions à être plus limpides sur les périmètres de nos compétences respectives, avec la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Agnès Pannier-Runacher.

À Reims, nous avons fait le choix d'interdire la circulation des véhicules polluants jusqu'au Crit'air 3, ce qui a produit des effets – mais il est vrai que seule une partie de la ville était soumise à cette interdiction. Madame Herzog, je peux difficilement vous répondre, mais peut-être cela pourrait-il faire l'objet d'un amendement au PLF ?

M. Jean-François Longeot, président. – Je vous remercie de vos réponses, madame la ministre.

Examens en commission
(Mercredi 20 novembre 2024)

Crédits « Aménagement numérique du territoire »

Réunie le mercredi 20 novembre 2024, la commission a examiné le rapport pour avis de M. Sébastien Fagnen sur les missions « Économie » et « Cohésion des territoires » - Crédits « Aménagement numérique du territoire » du projet de loi de finances pour 2025.

M. Sébastien Fagnen, rapporteur pour avis sur les crédits relatifs à l'aménagement numérique du territoire. – J'ai le plaisir de vous présenter ce matin mon avis sur les crédits du projet de loi de finances (PLF) pour 2025 relatifs à l'aménagement numérique du territoire. Mon propos abordera à la fois la dimension matérielle de l'aménagement numérique du territoire, c'est-à-dire le déploiement des infrastructures, et sa dimension immatérielle, c'est-à-dire l'inclusion numérique des populations.

Je commencerai par les infrastructures numériques, en évoquant l'état du déploiement de la fibre optique. Le Plan France très haut débit, initié en 2013, vise à généraliser la fibre optique sur le territoire à horizon 2025. Pour y parvenir, il mobilise deux dynamiques complémentaires : d'une part, celle de l'investissement privé des opérateurs de télécommunications dans les zones d'initiative privée et d'autre part celle de l'investissement public dans les zones d'initiative publique. Onze ans après le lancement du Plan France THD, nous arrivons à la fin de ce marathon : au premier semestre 2024, 89 % des locaux sont éligibles à la fibre optique, ce qui place la France dans le peloton de tête des pays européens, bien au-dessus de la moyenne européenne et loin devant l'Allemagne ou l'Italie. À quelques kilomètres de l'arrivée, ce n'est pas l'heure de ralentir, surtout que les raccordements restants seront les plus difficiles. C'est pourtant ce que le Gouvernement prévoit, dans ce projet de loi de finances pour 2025. Dans un contexte budgétaire particulièrement difficile, le PLF pour 2025 divise par deux le budget alloué au Plan France très haut débit, qui passe de 480 millions d'euros à 200 millions d'euros.

Le Gouvernement justifie cette diminution par la fin du déploiement du programme. J'ai pu le constater au cours de mes différentes auditions, un effort reste pourtant nécessaire pour atteindre l'objectif de généralisation en 2025. Au-delà de l'essoufflement du programme, le ralentissement risque également de conduire à un report de charges. Comme l'a souligné Patrick Chaize intervenant en qualité de président de l'Avicca (Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel) lors de la table ronde relative au déploiement de la fibre optique, le désengagement de l'État oblige les collectivités territoriales à augmenter leur participation

dans le déploiement des réseaux de fibre optique, qui a eu lieu le 6 novembre 2024.

Un territoire est particulièrement touché par ce coup de rabot : Mayotte, qui est le seul département français dans lequel le déploiement de la fibre optique n'a aujourd'hui pas commencé. Un projet de réseau d'initiative publique est aujourd'hui finalisé, qui ne pourrait toutefois pas voir le jour s'il n'est pas cofinancé par l'État. Je vous proposerai donc d'adopter un amendement pour augmenter les crédits du Plan France très haut débit de 37,6 millions d'euros, afin de soutenir spécifiquement le déploiement de la fibre optique à Mayotte.

L'effort de raccordement doit aujourd'hui se porter davantage sur les raccordements complexes, c'est-à-dire ceux qui nécessitent la création ou la mise à niveau d'infrastructures particulières. Le PLF 2025 acte, à raison, la nécessité de ce soutien, en prévoyant les premiers décaissements pour l'appel à projets sur les raccordements sur le domaine public doté de 150 millions de crédits, qui seront consommés jusqu'en 2027. Je me félicite du lancement d'un dispositif expérimental de soutien aux raccordements complexes dans le domaine privé, pour un montant de 16 millions d'euros. J'alerte sur la nécessité d'un renforcement de ce soutien, alors même que les besoins sont considérables : un rapport du Conseil général de l'économie, publié il y a deux semaines, évalue le coût de ces raccordements entre 640 millions et un milliard d'euros.

Au-delà de la rapidité du déploiement, la réussite du déploiement du Plan France très haut débit se mesurera également à la qualité des raccordements effectués. En 2023, notre collègue Patrick Chaize avait déposé une proposition de loi visant à assurer la qualité et la pérennité des raccordements aux réseaux de fibre optique, que nous avons examinée et qui a été adoptée par le Sénat à l'unanimité le 2 mai 2023, qui visait à remédier aux raccordements de mauvaise qualité. Un an plus tard, le constat reste malheureusement le même : le dernier rapport de l'observatoire de la qualité du réseau de fibre optique révèle une stabilité globale des indicateurs de qualité, concernant à la fois le taux de panne et le taux d'échec de raccordement.

Pourtant, la couverture du territoire en réseaux de fibre optique de qualité est un préalable à la fermeture du réseau cuivre, qui entre en 2025 dans sa phase industrielle. Les premières fermetures, qui ne concernent à ce stade que quelques communes, ont révélé les difficultés de cette nouvelle étape : une campagne de communication de grande ampleur est aujourd'hui nécessaire, pour informer le public de la fermeture du réseau. Cette campagne ne pourra pas reposer uniquement sur les maires, ni sur les opérateurs, qui n'ont pas la légitimité des pouvoirs publics. L'État doit assurer cette responsabilité, et il doit le faire au plus vite : plus nous nous approcherons de la date de fermeture commerciale puis technique du réseau cuivre, plus l'effort de pédagogie auprès du citoyen sur l'intérêt de la fermeture sera difficile à réaliser.

Je souhaite achever mon propos sur les infrastructures numériques par un mot sur deux enjeux émergents de l'aménagement numérique du territoire, la spéculation foncière sur les antennes-relais ainsi que les centres de données. Tout d'abord, concernant les antennes-relais, les emplacements sur lesquels sont réalisées ces infrastructures sont touchés depuis plusieurs années par un phénomène de spéculation foncière. Certains acteurs reprennent en effet à échéance des baux d'emplacements destinés à accueillir des antennes-relais, ce qui peut amener l'occupant à démonter les infrastructures qu'il a réalisées. Environ 2400 emplacements – soit 3,75 % du total – seraient concernés par cette problématique. L'article 17 du projet de loi de simplification de la vie économique, que nous avons adopté en octobre dernier, prévoit des mesures concrètes qui répondent à cette problématique. Je forme le vœu que cet article survive à la navette parlementaire. La France peut s'enorgueillir de son maillage territorial de centre de données, devenu une véritable spécificité française. En matière de stockage de données, la France compte deux grands pôles, Paris et Marseille, auxquels s'ajoute un réseau de 250 centres de données de proximité, situés dans les métropoles, mais également dans de nombreuses villes moyennes. Ce réseau continue de se densifier puisque ce nombre augmente chaque année de 20 %. Ce sujet émergent est un enjeu d'équité territoriale, mais aussi d'indépendance nationale et européenne : un soutien public en faveur du développement territorialement équilibré de centre de données pourrait ainsi être envisagé.

Je souhaite maintenant aborder la deuxième déclinaison de l'aménagement numérique du territoire, à savoir l'inclusion numérique. Afin d'apporter une réponse territorialisée au phénomène d'illectronisme, des conseillers numériques France services ont été recrutés dans le cadre du plan France Relance. Ils assurent un service d'appui aux démarches administratives pour les usagers et des formations aux usages numériques dans les territoires. En 2023, le renouvellement du soutien financier public au dispositif a été annoncé pour 3 ans. Ce soutien est malheureusement remis en cause par le PLF pour 2025. La situation des conseillers numérique France Services est ainsi alarmante : les crédits alloués passent de 41 millions d'euros en 2024 à 27 millions d'euros en 2025. Les acteurs du secteur entendus m'ont fait part de leur incompréhension face à cette baisse brutale des crédits. Cette mesure s'apparente à un transfert de charges vers les collectivités territoriales ou le secteur associatif. Pour les structures qui ne seront pas en mesure d'assurer cette charge financière, elle les conduira fatalement à abandonner progressivement ce service, pourtant essentiel à nos concitoyens en situation d'illectronisme qui sont confrontés à la dématérialisation croissante des services publics.

Le nombre de conseillers numériques, qui s'élève à 4 000 aujourd'hui, pourrait être plus que divisé par deux, pour atteindre 1 500. Pourtant, les besoins de la population ne disparaîtront pas, dans un contexte de dématérialisation croissante : un quart des Français considère toujours ne pas maîtriser suffisamment les outils informatiques pour pouvoir les utiliser

pleinement, selon le baromètre du numérique 2024 de l'Arcep. Le coup d'arrêt porté à ce dispositif qui a pourtant fait ses preuves risque de plus de toucher particulièrement les territoires les plus fragiles, à savoir les communes rurales et les quartiers de la politique de la ville, qui ont particulièrement besoin du soutien de l'État pour lutter contre l'illectronisme. Je regrette que le Gouvernement n'ait pas pris la mesure du caractère primordial que revêt le maintien de ce service.

Vous l'avez compris, que ce soit du côté de l'infrastructure ou de l'inclusion numérique, nous devons plus que jamais poursuivre nos efforts de lutte contre les fractures numériques. Le Plan France très haut débit a produit de nombreux résultats, mais je tiens à insister sur ce point : nous sommes proches de l'arrivée, ce n'est pas le moment de ralentir. Il faut donc : poursuivre les efforts de déploiement de la fibre, en accentuant le soutien aux raccordements complexes ; résoudre les problèmes de mauvaise qualité du raccordement et mieux communiquer sur la fermeture du réseau cuivre, qui reste insuffisamment connue du grand public ; sans oublier la question centrale de l'inclusion numérique.

Je vous propose d'émettre un avis favorable à l'adoption des crédits relatifs à l'aménagement numérique du territoire, sous le bénéfice de l'adoption de l'amendement proposé.

M. Louis-Jean de Nicolaÿ. – Je remercie le rapporteur pour la qualité de son intervention. Les centres de données sont essentiels pour la protection des données. Nous avons installé un tel centre dans le département de la Sarthe. Une planification au niveau national est-elle mise en place, pour garantir un développement équilibré de ces centres de données ?

M. Sébastien Fagnen, rapporteur pour avis. – Il n'y a pas aujourd'hui de planification nationale. Nous devons poursuivre nos échanges avec la fédération InfraNum sur cette question stratégique pour l'aménagement numérique du territoire comme pour la souveraineté numérique.

Article 42

M. Sébastien Fagnen, rapporteur pour avis. – Mayotte est aujourd'hui le seul département français dans lequel le déploiement de la fibre optique n'a pas commencé, onze ans après le lancement du Plan France très haut débit. La loi de finances initiale pour 2024 prévoyait, à l'initiative de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, le financement du déploiement de la fibre optique à Mayotte à hauteur de 50,5 millions d'euros. Le décret du 21 février 2024 a annulé une partie de ces crédits, nécessaires au rattrapage de Mayotte. Un plan de déploiement de la fibre optique est pourtant aujourd'hui en cours de finalisation. L'absence de soutien de l'État à ce plan pourrait remettre en cause sa pérennité. Le présent amendement vise à rétablir ces crédits, en augmentant les moyens de l'action 01 « Réseaux d'initiative publique » du programme 343 « Plan France

très haut débit » de 37,6 millions d'euros, afin de soutenir le déploiement de la fibre optique à Mayotte.

L'amendement est adopté.

La commission émet un avis favorable à l'adoption des crédits relatifs à l'aménagement numérique du territoire, sous réserve de l'adoption de son amendement et avis favorable à l'adoption des crédits des missions « Cohésion des territoires », « Économie » et « Relations avec les collectivités territoriales ».

Crédits « Politiques des territoires »

Réunie le mercredi 20 novembre 2024, la commission a examiné le rapport pour avis de M. Louis-Jean de Nicolaÿ sur la mission « Cohésion des territoires », la mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Crédits « Politiques des territoires » du projet de loi de finances pour 2025.

M. Jean-François Longeot, président. – Mes chers collègues, je donne la parole à Louis-Jean de Nicolaÿ.

M. Louis-Jean de Nicolaÿ, rapporteur pour avis des crédits relatifs à la politique des territoires. – Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai le plaisir de vous présenter l'avis sur les crédits relatifs aux politiques des territoires, répartis sur les missions « cohésion des territoires » et « relations avec les collectivités territoriales » pour ce PLF 2025.

Je dirai d'abord un mot sur la dynamique générale d'évolution des crédits budgétaires affectés à ces politiques, avant de vous faire part de plusieurs remarques thématiques.

Le Gouvernement a été conduit cette année à faire preuve de réalisme budgétaire et ainsi à prioriser un certain nombre d'actions. Ce choix difficile a naturellement eu des répercussions sur plusieurs volets des missions que j'examine.

Tout d'abord, au sein du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » le budget accordé au Fonds national d'aménagement et de développement du territoire pour sa section locale connaît une forte baisse. Pour rappel, ce fonds sert à financer des projets portés par les collectivités locales et les acteurs locaux, avec pour objectif de dynamiser le développement des territoires et de réduire les disparités régionales. Ce soutien aux initiatives d'investissement passe essentiellement par des mécanismes de contractualisation bien connus de tous ; qu'il s'agisse des « contrats plan État-Régions » (CPER), des « contrats de plan interrégionaux » (CPIER), des « pactes de développement territorial », des « contrats pour la réussite de la transition écologique » (CRTE) ou encore des « contrats de convergence et de transformation » à destination des territoires d'outre-mer. Cette année, l'abondement du FNADT section locale s'élève à 65 millions d'euros en AE et à 21 millions d'euros en CP, contre 190 millions d'euros en AE et 131 millions d'euros en CP en loi de finances initiale pour 2024, soit une baisse respectivement de 66 % et de 84 % par rapport à 2024.

Quels sont les effets concrets d'une telle baisse, me direz-vous ? Cela signifie que pour 2025, aucuns crédits de paiement ne seront ouverts au titre des CPER ou des « pactes de développement territorial ».

J'en conviens bien volontiers, il s'agit là d'un coup d'arrêt substantiel dans la politique portée par l'État à l'égard des territoires et certains engagements pris seront repoussés. Pour autant, il ne s'agit pas d'un abandon pur et simple, le Gouvernement faisant valoir son souhait que soient honorés à l'avenir les contrats signés. J'y serai tout particulièrement vigilant, il en va de la crédibilité de l'action de l'État dans les territoires.

Le programme 112 porte également les crédits de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), dont les crédits destinés à la subvention pour charges de service public qui diminueront de 21 %, passant ainsi de 81,5 millions d'euros en 2024 à 64 millions dans ce budget. Là encore, il s'agit d'un effort de maîtrise des dépenses publiques conséquent, mais qui n'a rien d'herculéen. Lors de mes auditions, l'ANCT a d'ailleurs elle-même reconnu être en mesure d'endosser, en responsabilité, ce sérieux budgétaire. Il s'agira, bien sûr, de faire mieux avec moins.

Enfin, sur ce programme 112, je tiens à saluer la continuité des soutiens apportés à des programmes qui ont fait leurs preuves, je pense tout spécialement aux espaces France services, dont la Cour des comptes dans un rapport de septembre dernier a souligné la pertinence et la qualité du réseau.

Au sein du programme 162 « interventions territoriales de l'État », les crédits sont globalement stables. Les dépenses d'intervention dans le cadre du plan national d'action chlordécone augmentent d'environ 50 % en AE. Les crédits du plan Sargasses 2 connaissent en revanche une légère diminution d'environ 12,5 % en CP. Enfin, le plan d'investissement pour la Corse monte en puissance, les crédits de paiements évoluent de 3,7 millions d'euros en 2024 à 49 millions d'euros en 2025, il ne s'agit pas de dépenses nouvelles, mais de la consommation des crédits du plan France Relance qui risquaient d'être annulés en fin de gestion.

Le tour d'horizon des crédits consacrés à la politique des territoires et à sa dimension « aménagement » ne serait pas complet si je n'évoquais pas les dotations de l'État à destination des collectivités. Au sein du programme 119 « concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements », le montant de la DETR augmentera légèrement de 6,5 millions d'euros et dépassera ainsi le montant symbolique d'un milliard d'euros en AE. En revanche, les crédits de la DSIL se rétractent légèrement, de l'ordre de 18 millions d'euros par rapport à 2024.

Enfin, je salue le soutien, par l'intermédiaire du plan France ruralités, de la prise en compte des aménités rurales par l'abondement à hauteur de 100 millions d'euros en AE et en CP de la dotation éponyme. Malgré le contexte budgétaire tendu, le Gouvernement ne rogne pas sur la préservation de nos espaces protégés, telles les zones « Natura 2000 ».

Voilà pour l'évolution des crédits. J'en viens désormais à l'évocation de trois sujets thématiques dont j'estime opportun de vous faire part.

Premier sujet, l'organisation, la rationalisation et le périmètre des agences qui concourent à l'offre d'ingénierie territoriale.

J'avais évoqué l'année dernière la multiplicité d'agences chargée de l'aménagement du territoire, formant ce qu'on pourrait appeler un « archipel des agences ». Ce constat demeure malheureusement d'actualité et je pense que le moment est venu de rouvrir le débat sur l'éclatement de l'offre d'ingénierie.

Je vais vous donner lecture de la liste non exhaustive de l'étendue des acteurs qui concourent à cette offre dans les territoires :

- Tout d'abord, il existe une offre d'ingénierie portée par des programmes nationaux : Petites villes de demain (PVD), Action cœur de ville (ACV) ou encore Villages d'avenir.

- S'ajoute à cette offre, une ingénierie publique dite « surmesure » qui comprend : la Banque des territoires, le Cerema, l'ANCT, l'Ademe et l'Anru. Mais le spectre ne serait pas complet si nous ne regardions pas l'offre portée localement ;

- Il faut dès lors ajouter à cette offre : les agences techniques départementales (ATD), les agences d'urbanisme, les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), les établissements publics locaux, sans compter les moyens d'ingénierie mutualisés au niveau des EPCI.

Bref, vous l'aurez compris, la parcellisation de cette offre pose une vraie question.

Je salue la volonté du Gouvernement de rapprocher la plateforme « Aides-territoires » de l'écosystème numérique de l'ANCT afin de recenser en un seul et même instrument, les différentes solutions d'ingénierie auxquelles les élus locaux peuvent recourir. Cette volonté de simplification est toujours bienvenue, mais je ne suis pas persuadé que les élus locaux des territoires les plus ruraux soient familiers de cette plateforme. Un important travail d'acculturation devra donc être mené.

Mais je m'interroge et me demande s'il ne serait pas temps d'aller plus loin dans la rationalisation de l'offre d'ingénierie ? Il me semble aujourd'hui incontournable de remettre à plat les périmètres respectifs de l'ANCT et de ses partenaires : l'opportunité d'un rapprochement, voire d'une fusion d'opérateurs pourrait être étudiée, afin de renforcer la lisibilité de l'action, d'assurer une utilisation optimale des financements alloués et de mettre en œuvre enfin une politique globale d'aménagement du territoire.

Deuxième sujet que je souhaite aborder : le Programme national ponts (PNP) porté par le Cerema.

Je sais l'attachement de notre commission au sujet des ouvrages d'art et l'importance pour les élus locaux de pouvoir s'assurer de la sûreté de leurs ponts. Ces derniers constituent parfois le seul point de passage reliant une

commune à une autre. Lors de l'audition budgétaire commune du Cerema à laquelle j'ai participé avec mon collègue Olivier Jaquin, le directeur général de l'établissement a indiqué qu'il n'était pas nécessaire, cette année, d'abonder les crédits du Plan national ponts mais qu'en fin d'année 2025, il serait probablement opportun de prévoir de nouvelles mesures de financement. Notre commission devra garder à l'esprit ce sujet d'importance majeure pour nos territoires.

Troisième et dernier sujet : le zonage en zones de revitalisation rurale (ZRR) rebaptisé « France ruralité revitalisation » (FRR).

Ce dispositif d'exonération fiscale, auquel les élus sont particulièrement attachés, a fait l'objet, comme vous le savez, d'un rapport d'information en 2024 et du dépôt d'une proposition de loi de notre collègue Rémy Pointereau.

Dans le cadre de l'examen du PLF 2024, le Gouvernement a redéfini de nouveaux critères de zonages ayant conduit au classement de plus de 17 700 communes, avec comme effet de bord d'en exclure 2 168 autres. Le projet de loi de finances pour 2025 rectifie cet écueil majeur que nous avons dénoncé. Je sais, mes chers collègues, que ce zonage ne vaut que jusqu'à la fin de l'année 2027, ce qui nous laisse trois ans pour prolonger notre réflexion sur le sujet. Ce bornage dans le temps n'est pas une anomalie, il correspond au souhait pragmatique du législateur à l'occasion de l'examen de la loi de programmation des finances publiques pour 2023 - 2027, d'évaluer avant toute reconduction l'efficacité des dépenses fiscales.

Voilà, mes chers collègues, les éléments dont je souhaitais vous faire part sur ce projet de budget pour 2025.

En conséquence, et dans ces circonstances de rationalisation budgétaire demandé par le Gouvernement, j'émetts un avis favorable à l'adoption des crédits des programmes 112, 162, 119, 122. Je vous remercie.

M. Jean-François Longeot, président. – Je donne la parole à Rémy Pointereau.

M. Rémy Pointereau. – Merci Monsieur le Président, merci Monsieur le rapporteur pour la présentation de ce rapport sur la politique des territoires. Il est vrai que 2 168 communes qui avaient été exclues du dispositif FRR ont été réintégrées par le PLF pour 2025, la méthode du Gouvernement n'est pas satisfaisante, en espérant que ces communes rattrapées disposent des mêmes avantages que les autres. La question de l'opportunité d'un amendement pour clarifier la situation en vue de l'examen en séance publique se pose.

M. Jean-François Longeot, président. – Nous avons interpellé le Gouvernement en septembre dernier par courrier à ce sujet avec Rémy Pointereau. Ce sujet Hervé Gillé le connaît bien également car certaines communes de son département étaient aussi confrontées à certaines difficultés résultant de ce zonage. Cette situation résulte d'un manque de préparation et

d'un manque d'écoute du Gouvernement, qui a souhaité retenir l'intercommunalité comme maille de zonage. Il en résulte que des communes de 25 000 habitants sont aujourd'hui classées en FRR, quand de plus petites communes n'y sont pas, alors même que leur intégration en FRR n'aurait pas une grande incidence financière pour le budget de l'État. Nous avons certes une garantie jusqu'en 2027, mais il faudrait sûrement alerter le Gouvernement à ce sujet, car 2027, c'est après-demain. Je donne la parole à Simon Uzenat.

M. Simon Uzenat. – Merci Monsieur le Président et Monsieur le rapporteur. Sur le programme 112, la chute de -40 % des crédits de paiement est brutale. Le choix de ne pas allouer de crédits de paiement pour les CPER est totalement irresponsable. Interrogée sur le respect des CPER par l'État, la ministre Vautrin avait répondu qu'il serait difficile pour l'État de respecter son engagement. S'agissant des CPER 2015 - 2020, le texte du PLF pour 2024 prévoyait qu'après 2024, 39,2 millions d'euros en CP seraient encore nécessaires pour solder l'ancienne génération de contrats. Est-ce par cynisme que le Gouvernement prévoit la suppression totale des crédits, en faisant le pari que les collectivités seront contraintes dans tous les cas de réduire la voilure ? Ce n'est pas entendable : les collectivités ont besoin de continuité et de visibilité.

Sur l'action 11, 70 % de baisse des AE et aucun CP, 84 % de baisse au global de CP pour le FNADT dans sa section locale. Sur l'action 12, vous avez bien précisé, monsieur le rapporteur, que le dispositif France services fonctionne bien, mais c'est aussi grâce à l'engagement des collectivités, alors que nous estimons que l'essentiel, si ce n'est la totalité, de la charge financière devrait reposer sur l'État. Un amendement de notre collègue Bernard Delcros prévoit d'augmenter leurs financements de 5,5 millions d'euros, afin de compenser la réintégration des espaces France services dans les FRR, en tenant compte de l'augmentation du nombre de communes bénéficiant des effets du dispositif FRR. Toutefois, le reste à charge pour les communes et les intercommunalités est toujours très élevé. À cela s'ajoute la baisse des crédits relatifs à l'emploi des conseillers numériques, qui sera sûrement abordé par mon collègue Sébastien Fagnen, et la baisse de 80 % des crédits pour les tiers-lieux, alors même que ces lieux sont centraux pour les territoires ruraux.

La baisse des crédits de l'ANCT n'est peut-être pas herculéenne, pour reprendre le terme du rapporteur, il n'empêche que la baisse de 18 millions de crédits pour l'accompagnement en propre réalisé par l'ANCT est inquiétante, alors que nous avons pointé par le passé que nombre des communes de moins de 1 000 habitants devraient être accompagnées ne l'étaient pas : ce phénomène s'aggraverait encore cette année.

S'agissant du programme 162, ce texte nous engage dans une mauvaise dynamique en baissant de plus de 8 % les crédits alloués à la lutte contre les algues vertes, alors qu'une baisse de 5 % avait déjà été votée l'année dernière : il s'agit ici d'une question de santé publique.

Nous sommes tous conscients des efforts qui doivent être menés en faveur de l'équilibre budgétaire, mais nous considérons que la partie « dépenses » n'est pas à la hauteur des enjeux de nos territoires. Nous nous abstiendrons donc sur votre rapport.

M. Jean-François Longeot, président. – La parole est à Ronan Dantec.

M. Ronan Dantec. – Nous nous abstiendrons aussi sur ce budget : le PLF prévoit à la fois une baisse des capacités de soutien en ingénierie aux collectivités, tout en réduisant les dotations aux collectivités, donc les capacités d'ingénierie propre des territoires. Les critiques sont nombreuses sur le nombre d'agences et la répartition des compétences entre collectivités et État, sans qu'aucune proposition n'émerge. L'année dernière, le Sénat avait soutenu à l'unanimité une proposition visant à créer une dotation aux collectivités pour le climat, fondée sur une contractualisation sur objectifs entre l'État et les territoires sur la transition écologique. Cette proposition avait été soutenue par le ministre Christophe Béchu avant d'être supprimée au printemps par Bercy : nous ferons à nouveau une proposition en ce sens, moins ambitieuse peut-être, mais de nature à trouver un consensus au Sénat. L'État n'exprime jamais clairement sa vision sur ses propres missions et celles des territoires. Nous nous dirigeons donc vers une année de souffrance pour les opérateurs de l'État et les collectivités sans que l'on puisse voir la lumière au bout du tunnel. J'appelle donc à ce que nous exprimions une vision claire : donner aux territoires les capacités d'ingénierie et réduire les moyens de l'État, y compris déconcentrée, et aller vers plus de contractualisation. Nous pourrions écrire ensemble un nouvel acte de la décentralisation.

M. Jean-François Longeot, président. – La parole est à monsieur le rapporteur.

M. Louis Jean de Nicolaÿ. – Nous regrettons la baisse des CP alloués aux CPER pour l'année 2025 mais le ministère nous a assuré qu'ils seraient reportés pour l'année 2026. Les crédits de l'ANCT connaissent effectivement une baisse de 18 millions d'euros en CP, ce qui correspond en réalité à un rééquilibrage par rapport aux 20 millions d'euros qui avaient été ouverts l'an passé pour l'ingénierie « surmesure ». Cette enveloppe permettait de financer chaque préfet de département à hauteur de 150 000 euros supplémentaires en crédits d'ingénierie, ce qui n'est pas efficace. J'estime qu'il vaut mieux trancher une fois pour toute la question de la répartition des compétences en matière d'ingénierie. Le Premier ministre souhaite réduire de 10 % le nombre d'agences afin de prévenir les « doublons » : il est donc urgent d'apporter de la clarté et de définir les champs de la contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales.

M. Jean-François Longeot, président. – C'est en effet un débat très intéressant, mais il sera extrêmement difficile de trouver un consensus, une vision commune.

M. Hervé Gillé. – Il faut absolument dresser un état des lieux des CPER, région par région, afin d'en avoir une vision globale, d'autant plus que les parlementaires ne sont pas associés au suivi des CPER.

La commission émet un avis favorable à l'adoption des crédits relatifs à la politique des territoires.

La commission émet un avis favorable à l'adoption des crédits des missions « Cohésion des territoires » et « Relations avec les collectivités territoriales ».

LISTE DES PERSONNES ENTENDUES ET CONTRIBUTION ÉCRITE

Aménagement numérique du territoire
M. Sébastien Fagnen, rapporteur pour avis

- **Personnes entendues**

Mercredi 6 novembre 2024

- *Fédération française des télécoms* : **M. Olivier RIFFARD**, directeur général adjoint, **M. Corentin DURAND**, responsable des affaires publiques Bouygues Telecom, **M. Lucas CHERFILS**, responsable des affaires publiques Orange, **M. Loïc NATCHOO**, responsable des affaires publiques Altice-SFR.

Vendredi 8 novembre 2024

- *Banque des Territoires du Groupe Caisse des Dépôts* : **M. Antoine DARODES DE TAILLY**, directeur du département « transition numérique » à la direction de l'investissement, **Mme Emmanuelle BORRELLY**, responsable du pôle inclusion numérique et services au public au sein de la direction de l'investissement, **M. Sacha DESMARIS**, responsable du pôle conseillers numériques France Services, **M. Christophe CHARENTON**, Conseiller relations institutionnelles.

- *Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse* : **Mme Laure DE LA RAUDIÈRE**, présidente, **M. Ghislain HEUDE**, directeur Fibre, Infrastructures et Territoires.

- *InfraNum* : **M. Philippe LE GRAND**, président, **Mme Ilham DJEHAICH**, directrice générale de Altitude Infra, **M. Timothé BEHM**, chargé de missions affaires publiques et attractivité, **M. Bruno SABLIÈRE**, directeur des affaires publiques de Altitude.

- *Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel* : **MM. Patrick CHAIZE**, président, **Ariel TURPIN**, délégué général, **Guilhem DENIZOT**, chargé des affaires réglementaires.

- *Agence nationale de la cohésion des territoires* : **MM. Stanislas BOURRON**, directeur général, **Laurent ROJEY**, directeur général délégué « numérique », **Zacharia ALAHYANE**, directeur des programmes France Mobile et France THD.

Mardi 12 novembre 2024

- *Emmaüs Connect* : **Mme Marie COHEN-SKALLI**, co-directrice, **M. Victor BAYSANG-MICHELIN**, chargé de plaidoyer.

- **Contribution écrite**

Assemblée permanente des chambres d'agriculture de France (APCA)

Politique des territoires
M. Louis-Jean de Nicolaÿ, rapporteur pour avis

- **Personnes entendues**

- Lundi 4 novembre 2024

- *Ministère de l'intérieur - Direction du management de l'administration territoriale et de l'encadrement supérieur (DMATES)* : **M. Pierre MOLAGER**, sous-directeur de l'administration territoriale.

- *Direction générale des collectivités locales* : **Mme Cécile RAQUIN**, directrice générale, **M. Alexandre SANZ**, sous-directeur de la cohésion et de l'aménagement du territoire, **Mme Blandine GEORJON**, adjointe au sous-directeur de la cohésion et de l'aménagement du territoire.

- Mardi 5 novembre 2024

- *Agence nationale de la cohésion des territoires* : **M. Stanislas BOURRON**, directeur général.

- Mercredi 13 novembre 2024

- *Association nationale des pôles territoriaux et des pays* : **M. Michael RESTIER**, directeur.

LOI EN CONSTRUCTION

Pour naviguer dans les rédactions successives du texte, visualiser les apports de chaque assemblée, comprendre les impacts sur le droit en vigueur, le tableau synoptique de la loi en construction est disponible sur le site du Sénat à l'adresse suivante :

<https://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjlf2025.html>

ANNEXE
AMENDEMENT ADOPTÉ PAR LA COMMISSION
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Amendement de M. Sébastien Fagnen

AMENDEMENT
présenté par M. Sébastien FAGNEN
ARTICLE 42
ÉTAT B

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Développement des entreprises et régulations dont titre 2		37 600 000		37 600 000
Plan France très haut débit	37 600 000		37 600 000	
Statistiques et études économiques dont titre 2				
Stratégies économiques dont titre 2				
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »				
TOTAL	37 600 000	37 600 000	37 600 000	37 600 000
SOLDE	0		0	

OBJET

Mayotte est aujourd'hui le seul département français dans lequel le déploiement de la fibre optique n'a pas commencé, onze ans après le lancement du Plan France très haut débit.

La loi de finances initiale pour 2024 prévoyait, à l'initiative de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, le financement du déploiement de la fibre optique à Mayotte à hauteur de 50,5 millions d'euros. Le décret du 21 février 2024 a annulé une partie de ces crédits, nécessaires au rattrapage de Mayotte.

Un plan de déploiement de la fibre optique est pourtant aujourd'hui en cours de finalisation. L'absence de soutien de l'État à ce plan pourrait remettre en cause sa pérennité.

Le présent amendement vise à rétablir ces crédits, en augmentant les moyens de l'action 01 « Réseaux d'initiative publique » du programme 343 « Plan France très haut débit » de 37,6 millions d'euros, afin de soutenir le déploiement de la fibre optique à Mayotte.

L'article 40 de la constitution et l'article 47 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) interdisant aux parlementaires d'augmenter les crédits de la mission, la mesure est gagée sur les crédits de l'action 23 « Industrie et services » du programme 134 « Développement des entreprises et régulations ».

Il est suggéré que le Gouvernement puisse lever le gage prévu pour compenser la dépense.

BON DE COMMANDE

Rapport d'information n° 615- 2024-2025

**Sur les perspectives de financement des objectifs fixés
par la loi de programmation militaire**

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : **XXX**

Pages couleur : ☐ oui ☒ non

Nombre : **XXX pages**

Numéros des pages couleur :

Nb de pages : **138 pages**

Prix public : **6.25 €**

Contact : Secrétariat de XXX

Tél : 01 42 34 XX XX

Courriel : XXX@senat.fr

Sénat	80
Assemblée nationale	15
Livraison¹ le :	XXX

Commentaire pour le service de la distribution :

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche
et les jours fériés : **Texte - Rapport législatif : J + 1 - Rapport d'information : J + 3** (sauf urgence)

L'exécution de la LPM 2024-2030 confrontée au terrain miné des déficits publics

La loi de programmation militaire 2024-2030 a été adoptée en 2023, dans un contexte marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et des tensions mondiales protéiformes. Elle a fixé une trajectoire budgétaire pour 7 ans, en nette hausse par rapport à la loi de programmation précédente. Néanmoins, alors que le coût d'acquisition des matériels militaires connaît une progression continue, la LPM ne permet pas d'élargir le format des armées, qui demeure limité après des décennies de baisse de l'effort de défense.

M. Dominique de Legge, rapporteur spécial des crédits de la mission « Défense » de la commission des finances du Sénat, constate que l'exécution de la LPM 2024-2030 est à ce jour conforme à son esprit, mais connaît des difficultés notables. Ainsi, elle est notamment marquée par des tensions fortes sur les crédits : concrètement, le ministère des armées est dépourvu de toute marge de manœuvre et dépense davantage qu'il ne peut payer.

Le rapport souligne en outre que, bien qu'elle soit exigeante pour les finances publiques, la trajectoire budgétaire prévue par la LPM ne devrait pas permettre de rehausser la place de la France à l'échelle mondiale en termes d'effort de défense, dans un contexte d'augmentation rapide des dépenses militaires dans de nombreux pays depuis 2022.

Pour le rapporteur spécial, il importe aujourd'hui de fonder les choix à venir concernant la défense sur une vision stratégique renouvelée et une légitimité forte. Dans un contexte de finances publiques très dégradé, tout effort supplémentaire devra par ailleurs être financé par une réduction des autres dépenses publiques. Enfin, il est indispensable de favoriser la montée en charge rapide de la base industrielle et technologique de défense (BITD) française.

ISSN 1249-4356

9HSMBLB*htghei+

Prix de vente public : 6,25 €
www.librairie.senat.fr

PALAIS DU LUXEMBOURG
15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06
Tél. 01 42 34 20 00
www.senat.fr



2024-2025

L' exécution de la LPM 2024-2030 confrontée au terrain miné des déficits

RAPPORT N° 615

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Rapport d'information

L'exécution de la LPM 2024-2030 confrontée au terrain miné des déficits publics

M. Dominique de LEGGE,
Sénateur

Commission des finances
N° 615
2024-2025



www.senat.fr

Rapport d'information

L'exécution de la LPM 2024-2030 confrontée au terrain miné des déficits publics

M. Dominique de LEGGE,
Sénateur

Commission des finances

N° 615

2024-2025

L'exécution de la LPM 2024-2030 confrontée au terrain miné des déficits publics

La loi de programmation militaire 2024-2030 a été adoptée en 2023, dans un contexte marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et des tensions mondiales protéiformes. Elle a fixé une trajectoire budgétaire pour 7 ans, en nette hausse par rapport à la loi de programmation précédente. Néanmoins, alors que le coût d'acquisition des matériels militaires connaît une progression continue, la LPM ne permet pas d'élargir le format des armées, qui demeure limité après des décennies de baisse de l'effort de défense.

M. Dominique de Legge, rapporteur spécial des crédits de la mission « Défense » de la commission des finances du Sénat, constate que l'exécution de la LPM 2024-2030 est à ce jour conforme à son esprit, mais connaît des difficultés notables. Ainsi, elle est notamment marquée par des tensions fortes sur les crédits : concrètement, le ministère des armées est dépourvu de toute marge de manœuvre et dépense davantage qu'il ne peut payer.

Le rapport souligne en outre que, bien qu'elle soit exigeante pour les finances publiques, la trajectoire budgétaire prévue par la LPM ne devrait pas permettre de rehausser la place de la France à l'échelle mondiale en termes d'effort de défense, dans un contexte d'augmentation rapide des dépenses militaires dans de nombreux pays depuis 2022.

Pour le rapporteur spécial, il importe aujourd'hui de fonder les choix à venir concernant la défense sur une vision stratégique renouvelée et une légitimité forte. Dans un contexte de finances publiques très dégradé, tout effort supplémentaire devra par ailleurs être financé par une réduction des autres dépenses publiques. Enfin, il est indispensable de favoriser la montée en charge rapide de la base industrielle et technologique de défense (BITD) française.

N° 615

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 14 mai 2025

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

*au nom de la commission des finances (1) sur les perspectives de financement
des objectifs fixés par la loi de programmation militaire,*

Par M. Dominique de LEGGE,

Sénateur

(1) Cette commission est composée de : M. Claude Raynal, *président* ; M. Jean-François Husson, *rapporteur général* ; MM. Bruno Belin, Christian Bilhac, Jean-Baptiste Blanc, Michel Canévet, Emmanuel Capus, Thierry Cozic, Thomas Dossus, Albéric de Montgolfier, Didier Rambaud, Stéphane Sautarel, Pascal Savoldelli, *vice-présidents* ; Mmes Marie-Carole Ciuntu, Frédérique Espagnac, MM. Marc Laménie, Hervé Maurey, *secrétaires* ; MM. Pierre Barros, Arnaud Bazin, Grégory Blanc, Mmes Florence Blatrix Contat, Isabelle Briquet, M. Vincent Capo-Canellas, Mme Marie-Claire Carrère-Gée, MM. Raphaël Daubet, Vincent Delahaye, Bernard Delcros, Vincent Éblé, Rémi Féraud, Stéphane Fouassin, Mme Nathalie Goulet, MM. Jean-Raymond Hugonet, Éric Jeansannetas, Christian Klinger, Mme Christine Lavarde, MM. Antoine Lefèvre, Dominique de Legge, Victorin Lurel, Jean-Marie Mizzon, Claude Nougéin, Olivier Paccaud, Mme Vanina Paoli-Gagin, MM. Georges Patient, Jean-François Rapin, Mme Ghislaine Senée, MM. Laurent Somon, Christopher Szczurek, Mme Sylvie Vermeillet, M. Jean Pierre Vogel.

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
L'ESSENTIEL.....	5
LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORTEUR SPÉCIAL.....	17
I. LA LPM 2024-2030 : DES ARMÉES MODERNISÉES MAIS DONT LE FORMAT DEMEURE ENCORE LIMITÉ.....	19
A. LA BAISSSE CONSTANTE DE L'EFFORT DE DÉFENSE DANS LES DERNIÈRES DÉCENNIES A CONDUIT À UN FORT RÉTRÉCISSEMENT DU FORMAT DES ARMÉES EN FRANCE	19
1. Comme au niveau mondial, un effort de défense qui a connu une contraction continue à compter de la seconde partie du XX ^e siècle	19
2. L'augmentation en volume des dépenses de défense a été très nettement insuffisante pour compenser la hausse continue du coût des matériels militaires	24
3. Une modernisation qui ne peut compenser la réduction massive du format des armées françaises	28
B. FACE AUX BOULEVERSEMENTS MONDIAUX, LA LPM 2024-2030 FIXE UNE TRAJECTOIRE BUDGÉTAIRE EN HAUSSE ET CHERCHE À EN SÉCURISER L'EXÉCUTION	30
1. Dans un contexte géostratégique dégradé, la trajectoire de la LPM est en augmentation par rapport à la précédente programmation, avec certaines limites	30
2. Une LPM qui vise à sécuriser le financement des armées en exécution.....	37
C. SANS ÊTRE EN MESURE D'ÉLARGIR LE FORMAT DES ARMÉES, LA LPM 2024-2030 EN MODERNISE LES CAPACITÉS ET FIXE DES OBJECTIFS À L'HORIZON 2030	38
1. Un important effort consacré aux équipements et à leur entretien par la LPM, qui n'a pas empêché le décalage de certains objectifs à l'horizon 2035.....	39
2. Un objectif de renforcement net des effectifs de 6 300 ETP et de 40 000 réservistes	40
3. Des objectifs en termes de niveaux de préparation, de capacités opérationnelles et de disponibilité des matériels.....	41
4. Une volonté de mettre en place une économie dite « de guerre »	43
5. Une LPM qui n'augmente pas structurellement le format des armées.....	44
II. UNE EXÉCUTION DE LA LPM GLOBALEMENT CONFORME, MAIS DES ÉCUEILS NOTABLES	45
A. EN DÉPIT DE BUDGETS INITIAUX CONFORMES À LA LPM, L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE EST MARQUÉE PAR DES TENSIONS ET RIGIDITÉS MANIFESTANT L'ABSENCE DE TOUTE MARGE DE MANŒUVRE.....	45
1. Les lois de finances initiales sont conformes à la trajectoire prévue en LPM.....	45
2. ... mais la gestion budgétaire est marquée, dès la première année de la période de programmation, par une tension exagérément forte sur les crédits.....	47
3. Une hausse anormale du report de charges : des investissements qui se font de plus en plus à crédit auprès des industriels	58
4. Une mission « Défense » souffrant de trop fortes rigidités tenant en particulier au poids du paiement des engagements pris antérieurement.....	66
5. Au total, un budget de la défense qui apparaît dépourvu de toute marge de manœuvre, notamment pour faire face aux aléas	67

B. LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE CAPACITÉS FIXÉS PAR LA LPM POUR 2030 RESTE POSSIBLE À CE JOUR, MAIS DES DIFFICULTÉS APPARAISSENT	68
1. Si le rythme d'acquisition des matériels reste à ce jour compatible avec l'atteinte des objectifs capacitaires pour 2030, des difficultés doivent être relevées.....	68
2. Le début d'exécution de la LPM connaît une reprise de la hausse des effectifs, au prix d'une politique d'attractivité et de fidélisation source de rigidité budgétaire	72
3. Une hausse très progressive de la préparation opérationnelle des forces et de la disponibilité des matériels.....	77
C. AU TOTAL, UNE ADÉQUATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES EFFECTIVEMENT OCTROYÉES AUX OBJECTIFS FIXÉS QUI INTERROGE.....	83
III. TOUT NOUVEL EFFORT BUDGÉTAIRE EN FAVEUR DE LA DÉFENSE DEVRA RESTER SOUTENABLE POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET ÊTRE INTÉGRÉ À UN CADRE STRATÉGIQUE RENOUVELÉ.....	85
A. QUELLE QUE SOIT SON AMPLEUR, LA HAUSSE DES CRÉDITS ANNUELS EN FAVEUR DES ARMÉES DEVRA ÊTRE SOUTENABLE ET CRÉDIBLE ET S'APPUYER SUR UNE LÉGITIMITÉ FORTE.....	86
1. L'accélération de la dégradation du contexte stratégique en 2025 a conduit de nombreux États d'Europe, y compris la France, à envisager un net renforcement de la progression des dépenses militaires, amorcée dès 2022	86
2. L'effort de défense devra s'appuyer, tant à l'échelle européenne que française, sur une vision stratégique et une légitimité forte	91
3. La nécessité de répondre aux écueils du début de période de la LPM en assainissant l'exécution budgétaire de la mission « Défense »	97
4. Un effort de défense qui doit rester finançable	97
B. CRÉER RAPIDEMENT LES CONDITIONS DE LA MONTÉE EN CHARGE DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE EN FRANCE ET EN EUROPE, À LA HAUTEUR DES NOUVEAUX ENJEUX	107
1. Assurer le renforcement rapide de la BITD en Europe concomitamment à la hausse des dépenses militaires.....	107
2. À l'échelle européenne, adopter une démarche industrielle du « best athlete » ayant pour objectif premier la défense de l'Europe plutôt qu'un partage de la valeur produite dans chaque État.....	109
3. Soutenir le financement de la BITD	112
4. Libérer et sécuriser la BITD française.....	116
EXAMEN EN COMMISSION.....	117
LISTE DES PERSONNES ENTENDUES	129
LISTE DES DÉPLACEMENTS.....	133
TABLEAU DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI (TEMIS).....	135

L'ESSENTIEL

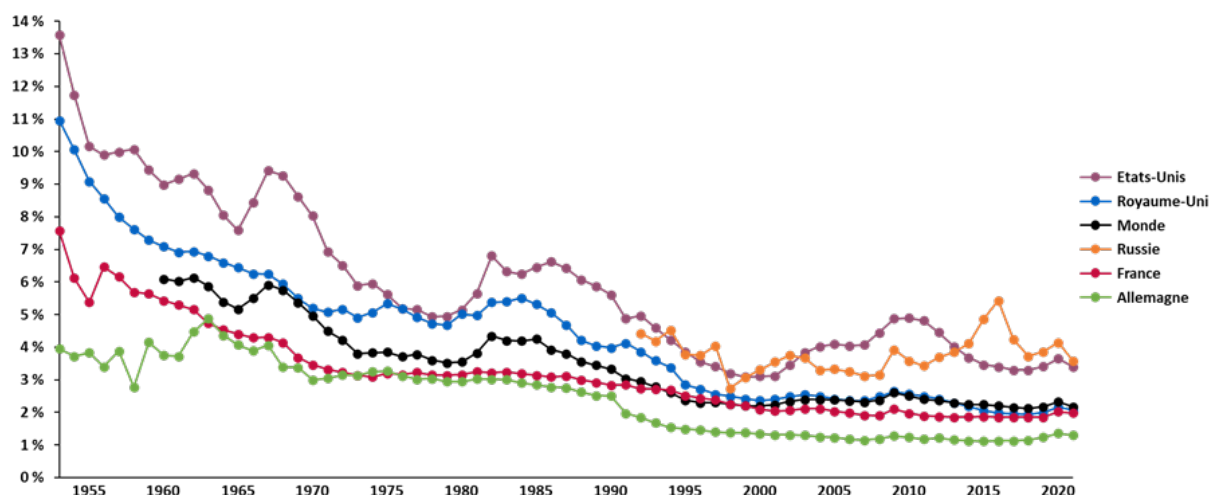
I. LA LPM 2024-2030 : DES ARMÉES MODERNISÉES MAIS DONT LE FORMAT DEMEURE ENCORE LIMITÉ

A. LA BAISSSE CONSTANTE DE L'EFFORT DE DÉFENSE A CONDUIT À UN FORT RÉTRÉCISSEMENT DU FORMAT DES ARMÉES DANS LES DERNIÈRES DÉCENNIES

En proportion de la richesse nationale (PIB), alors que la part des dépenses de défense représentait 6,1 % du PIB mondial en 1960, elle s'établissait à 2,2 % en 2021. C'est dans ce contexte qu'a été fixé en 2006 par les États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) l'objectif d'un niveau minimal de dépenses de 2 % du PIB, pensions comprises. En France, elles sont passées de 7,6 % en 1953 à 1,85 % du PIB en 2013, avant de fluctuer entre ce taux et 2 % jusqu'à aujourd'hui.

Part des dépenses militaires dans le PIB au niveau mondial entre 1953 et 2021

(en proportion du PIB)



Source : commission des finances, d'après les données de l'INSEE et du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

En volume (à valeur de monnaie constante), les dépenses de défense ont eu tendance à quasiment stagner entre 1985 et 2021. En France, elles ont progressé de 9,8 % entre 1986 et 2021. Or, dans le même temps, le coût d'acquisition des matériels militaires a augmenté nettement plus rapidement que les budgets militaires ; cet effet « ciseaux » s'explique par la course technologique qui s'applique aux équipements militaires.

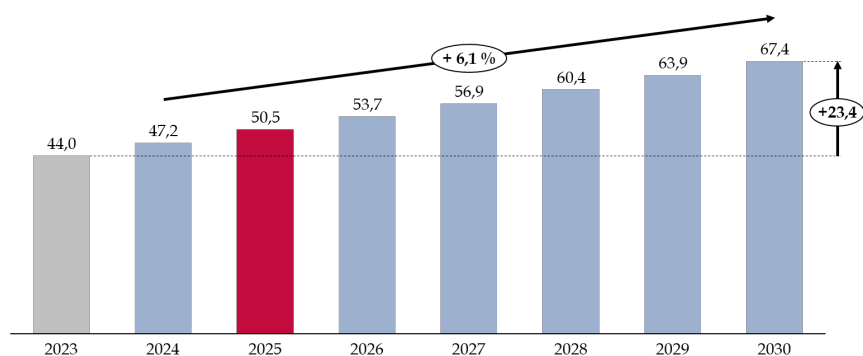
Dans ce contexte, **le format des armées françaises s'est fortement réduit**. À titre d'illustration, entre 1991 et 2021, le nombre de chars de combat est passé de 1 349 à 222, celui des avions de chasse de 686 à 254 et celui des grands bâtiments de surface de la marine nationale de 41 à 19.

B. FACE À L'AGGRAVATION DES RISQUES STRATÉGIQUES, LA LPM 2024-2030 FIXE UNE TRAJECTOIRE BUDGÉTAIRE EN HAUSSE

Dans un **contexte géostratégique dégradé**, marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 – entraînant le retour de la guerre de haute intensité en Europe – mais également par les tensions mondiales protéiformes, la **LPM 2024-2030** prévoit une enveloppe au profit des **armées de 400 milliards d'euros** en crédits de paiement (CP) pour la période, hors contribution au CAS « Pensions », en hausse de 105 milliards d'euros par rapport à la précédente programmation.

Trajectoire budgétaire prévue par la LPM 2024-2030

(en CP, en milliards d'euros courants et en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat, d'après la LPM 2024-2030

S'y ajoutent des **ressources complémentaires** à hauteur de **13,3 milliards d'euros** (dont une part constitue en réalité de moindres dépenses), **pour un total de 413,3 milliards d'euros**.

Si ce montant est significatif, **il doit être relativisé en partie**. D'une part, il est mesuré en euros courants, **l'inflation** venant ainsi éroder sa portée, pour un total initialement mesuré à 30 milliards d'euros sur la période de programmation. D'autre part, s'il pourrait conduire à porter le taux d'effort de défense de 2,06 % aujourd'hui à un peu moins de **2,3 % à l'horizon 2030**, c'est notamment au bénéfice **artificiel** de l'affaissement des perspectives de croissance du PIB par rapport à celles qui étaient sous-jacentes à la construction de la LPM. Par ailleurs, ce niveau serait comparable à celui observé à la fin des années 1990 mais resterait inférieur de moitié à celui du milieu des années 1960.

C. SANS ÊTRE EN MESURE D'ÉLARGIR LE FORMAT DES ARMÉES, LA LPM 2024-2030 EN MODERNISE LES CAPACITÉS ET FIXE DES OBJECTIFS À L'HORIZON 2030

La LPM fixe des ambitions en termes de capacités pour la période de programmation. En premier lieu, elle prévoit un **effort budgétaire significatif dédié aux équipements, qui n'empêche pas de décaler des cibles à l'horizon 2035** sur certains segments pourtant majeurs concernant les trois forces, notamment le programme Scorpion de l'armée de Terre et le programme Rafale. En deuxième lieu, elle intègre un **objectif de renforcement net des effectifs du ministère des armées de 6 300 ETP et de 40 000 réservistes**. En troisième lieu, elle prévoit une **augmentation des niveaux de préparation, de capacités opérationnelles et de disponibilité des matériels**. En dernier lieu, elle pose l'objectif de **renforcer la base industrielle et technologique de défense (BITD) en France et en Europe**.

Dans un contexte de hausse du coût des matériels, l'enveloppe budgétaire prévue par la LPM 2024-2030 permet d'assurer la modernisation des armées, mais pas véritablement le rehaussement de leur format.

II. UNE EXÉCUTION DE LA LPM GLOBALEMENT CONFORME, MAIS DES ÉCUEILS NOTABLES

A. UNE EXÉCUTION BUDGÉTAIRE MARQUÉE PAR DES TENSIONS ET RIGIDITÉS MANIFESTANT L'ABSENCE DE TOUTE MARGE DE MANŒUVRE

1. Les lois de finances initiales sont conformes à la trajectoire prévue en LPM...

À ce jour, pour 2024 et 2025, **les budgets initiaux annuels** prévus pour la mission « Défense » dans les lois de finances initiales (LFI) afférentes se sont inscrites en **cohérence avec la trajectoire budgétaire prévue en LPM**. Les crédits initiaux pour **2025 représentent 59,95 milliards d'euros** en CP, pensions comprises, soit 10,3 % des crédits du budget général de l'État.

2. ...mais la gestion budgétaire est marquée, dès la première année de la période de programmation, par une tension exagérément forte sur les crédits

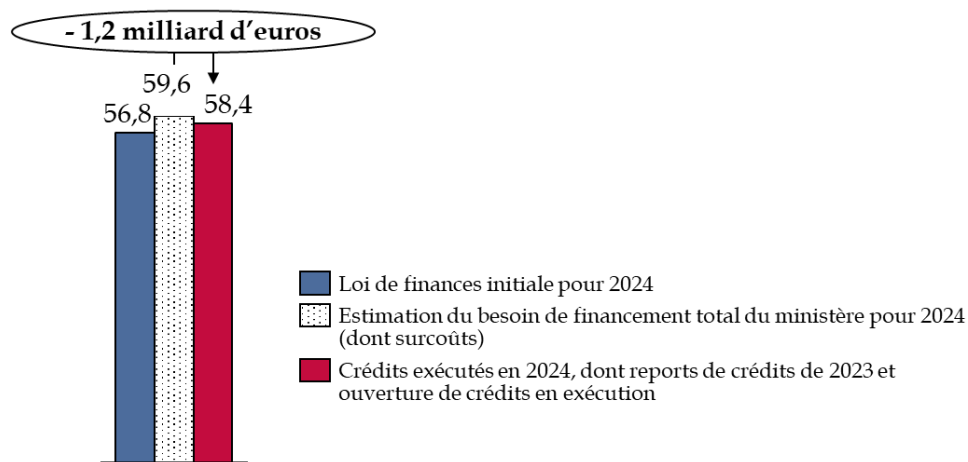
En **2024**, 58,43 milliards d'euros ont été consommés en CP, dont la contribution au CAS « Pensions », soit + 1,67 milliard d'euros par rapport aux crédits initialement ouverts. La mission a notamment bénéficié en 2024 de reports et d'ouverture de crédits en exécution. **Les crédits exécutés n'ont toutefois pas permis de financer l'ensemble des surcoûts constatés en cours**

d'année (principalement au titre des opérations extérieures et missions intérieures, des déploiements sur le flanc oriental de l'OTAN, et pour le soutien à l'Ukraine).

En fin d'année, **le reliquat du besoin de financement à l'échelle de la mission était d'environ 1,2 milliard d'euros**, essentiellement porté par le programme 146 relatif à l'équipement des forces.

Crédits prévus et crédits exécutés en 2024 pour la mission « Défense »

(en milliards d'euros, y compris contribution au CAS « Pensions », en CP)



Source : commission des finances du Sénat, d'après la LFI pour 2024 et les documents budgétaires

Cette situation **s'explique par une sous-estimation chronique initiale des surcoûts à prévoir, une divergence d'interprétation sur ce que recouvre le financement interministériel des surcoûts liés aux opérations extérieures et aux missions intérieures** prévu dans la LPM et des difficultés à ouvrir en cours d'année les crédits supplémentaires, dans un **contexte budgétaire général très dégradé**, en contradiction sur certains points avec la lettre de la LPM.

Alors que le ministère des armées manifeste une volonté forte de **sanctuariser** autant que possible **l'intégralité des acquisitions capacitaires prévues en LPM**, le besoin de financement subsistant s'est traduit essentiellement par une hausse **du « report de charges »** (à savoir les dépenses qui auraient dû être réglées dans l'année mais dont le paiement a été reporté).

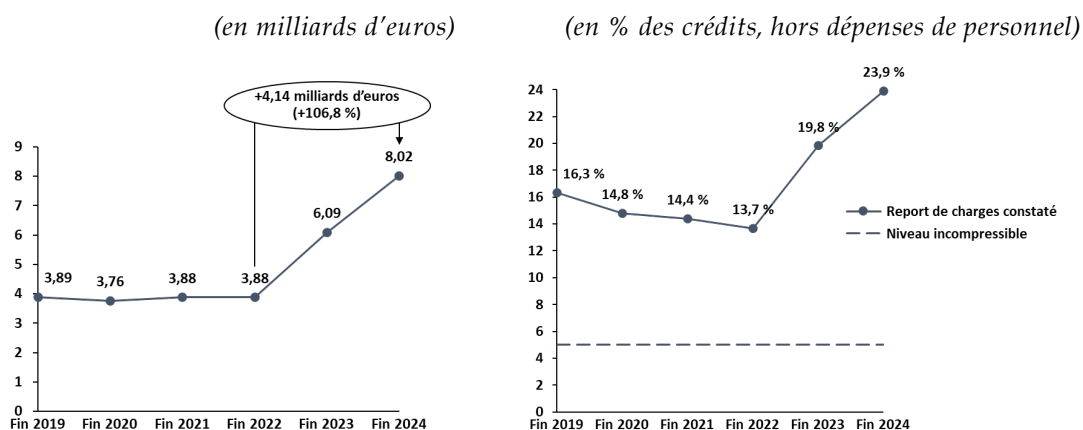
Concrètement, **le ministère des armées achète donc davantage qu'il ne peut aujourd'hui payer.**

3. Une hausse anormale du report de charges

Alors que le stock de report de charges de 2022 vers 2023 était de 3,88 milliards d'euros, il s'établirait à environ **8,02 milliards d'euros de 2024 vers 2025** ; le stock a ainsi **plus que doublé en deux ans.**

Face à une dynamique souffrant d'importants risques de soutenabilité, il importe de reprendre rapidement le contrôle du report de charges.

Évolution du report de charges de la mission « Défense » entre fin 2019 et fin 2024



4. Une mission « Défense » souffrant de trop fortes rigidités

Les rigidités les plus contraignantes pesant sur la mission « Défense » portent sur le poids des paiements nécessaires pour honorer les engagements pris antérieurement. En particulier, les **restes à payer**, c'est-à-dire le stock de crédits de paiement ayant vocation à être consommé pour payer les autorisations d'engagement (AE) mobilisées dans les années précédentes, représentent aujourd'hui un **montant cumulé de 99 milliards d'euros fin 2024**. Près de 90 % des crédits de paiement prévus en 2025, hors dépenses de personnel, seront ainsi destinés à apurer ce stock, qui continue par ailleurs d'être alimenté par l'engagement d'AE.

5. Au total, un budget de la défense qui apparaît dépourvu de toute marge de manœuvre

Au total, l'exécution budgétaire des dépenses de défense est **dépourvue de toute marge de manœuvre**, situation que les hausses prévues des crédits budgétaires alloués annuellement (les « marches ») ne devraient pas être en mesure de modifier fondamentalement, au regard du montant des engagements qui continuent à être pris. Cette situation **induirait une très forte difficulté du ministère à pouvoir répondre aux aléas**, y compris en cas d'évolution des besoins des armées.

Le Gouvernement doit dégager des marges de manœuvre pour le budget de la défense, en augmentant les ressources disponibles ou en procédant à des choix dans les dépenses.

B. LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE CAPACITÉS FIXÉS PAR LA LPM POUR 2030 RESTE POSSIBLE À CE JOUR, MAIS DES DIFFICULTÉS APPARAISSENT

1. Si le rythme d'acquisition des matériels demeure à ce jour compatible avec l'atteinte des objectifs capacitaires pour 2030, des difficultés doivent être relevées

De nombreux équipements ont été livrés à temps en 2024. Néanmoins, l'indicateur du taux de réalisation des équipements (cible de commandes, de livraisons, de jalons ou étapes importantes des programmes d'armement à franchir dans l'année), **s'établit en 2024 à 62,7 %, contre un objectif fixé à 85 %**. En outre, des retards ou reports se matérialisent concernant les livraisons de matériels. Peuvent être notamment cités en 2024, pour la Marine nationale, des retards pour les frégates de défense et d'intervention et les patrouilleurs.

2. Le début d'exécution de la LPM connaît une reprise de la hausse des effectifs

Après une période de fin d'exécution de la LPM précédente très compliquée du point de vue des effectifs, la chronique annuelle actée de la **LPM 2024-2030 prévoit une augmentation limitée annuellement à 700 équivalents temps plein (ETP) en 2024 et 2025**. La **prévision inscrite en LFI 2024 était toutefois limitée à + 456 ETP**, dont + 400 ETP sur le périmètre de la LPM. La LFI pour 2025 a, quant à elle, prévu un schéma d'emplois de + 700 pour 2025.

Le schéma d'emplois exécuté pour 2024 a dépassé la prévision en LFI, s'établissant à + 479 ETP. Néanmoins, **l'effectif total réalisé à fin 2024 reste très en-deçà des objectifs fixés par la LPM**, essentiellement du fait de la très forte sous-réalisation du schéma d'emplois en 2023.

3. Une hausse très progressive de la préparation opérationnelle des forces et de la disponibilité des matériels

Depuis 2023, le ministère des armées ne communique plus publiquement les indicateurs généraux relatifs à la disponibilité technique des matériels et à l'activité des forces. Or, **le niveau de disponibilité des matériels demeure aujourd'hui**, selon les informations recueillies, **inégal¹**, même si des progrès doivent être soulignés dans certains secteurs.

¹ Comme l'avait déjà montré le rapporteur spécial dans un rapport récent n° 4 (2024-2025), déposé le 2 octobre 2024, fait au nom de la commission des finances, sur le maintien en condition opérationnelle des équipements militaires.

Par ailleurs, si la LPM vise à renforcer la préparation opérationnelle des armées, **la hausse de ses niveaux d'activité n'est en réalité prévue qu'à compter de 2028**, comme l'a constaté le rapporteur spécial, bien que des efforts d'amélioration qualitative de l'activité sont prévues antérieurement. Cet horizon apparaît lointain au regard du contexte stratégique.

III. TOUT NOUVEL EFFORT BUDGÉTAIRE EN FAVEUR DE LA DÉFENSE DEVRA RESTER SOUTENABLE POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET ÊTRE INTÉGRÉ À UN CADRE STRATÉGIQUE RENOUVELÉ

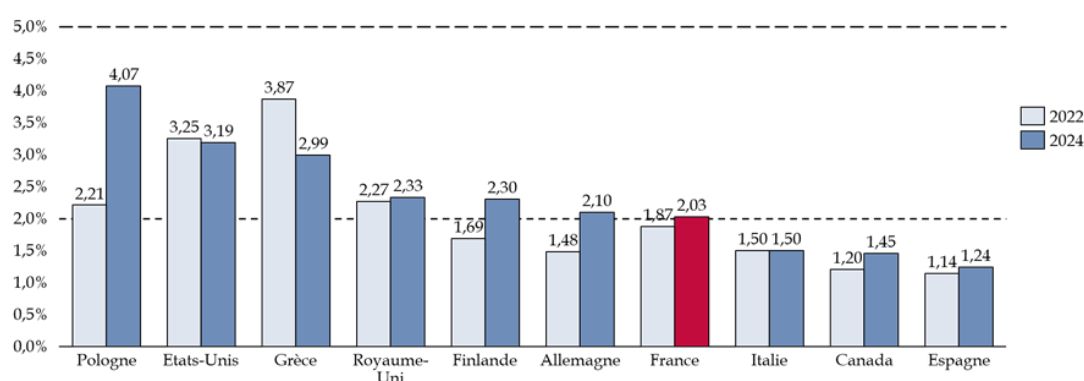
A. LA HAUSSE DES CRÉDITS ANNUELS EN FAVEUR DES ARMÉES DEVRA RESTER SOUTENABLE ET S'APPUYER SUR UNE LÉGITIMITÉ FORTE

1. L'accélération de la dégradation du contexte stratégique en 2025 a conduit de nombreux États à envisager un net renforcement des dépenses de défense, amorcé dès 2022

Dans un environnement stratégique déjà très détérioré, **les dépenses de défense des États sont orientées à la hausse depuis 2022**. Au niveau mondial, la part des dépenses militaires est ainsi passée d'environ 2,2 % du PIB en 2021 à 2,5 % en 2024. Au sein de l'OTAN, ces dépenses ont également eu tendance à augmenter parmi les 32 membres, pour certains fortement.

Évolution de la part des dépenses militaires entre 2022 et 2024 au sein de l'OTAN

(en proportion du PIB, aux prix de 2021)



Source : commission des finances, d'après les données de l'OTAN

La tendance à la progression des dépenses de défense se traduit également dans leur volume. À prix constants de 2023, les dépenses de la Russie ont ainsi augmenté d'environ 119,3 % entre 2021 et 2024, de 93,4 % en Pologne, **de 47,6 % en Allemagne, de 14,2 % au Royaume-Uni**, de 6,8 % aux Etats-Unis et **de 6,6 % en France**.

Si la tendance est à la hausse, les efforts consentis par chaque pays demeurent néanmoins aujourd'hui très disparates. En 2024, les dépenses françaises représentent environ 6,5 % des dépenses américaines, 43,5 % des dépenses russes, 73 % des dépenses allemandes, 79 % des dépenses du Royaume-Uni, 100 % des dépenses ukrainiennes et 170 % des dépenses italiennes.

Rang de la France au sein de l'OTAN (2024) en termes de dépenses de défense, en % du PIB



Rang de la France au sein de l'OTAN (2024) en termes de dépenses de défense, en valeur



Rang de la France au niveau mondial (2024) en termes de dépenses de défense, en valeur



Si la trajectoire prévue en LPM présente une augmentation notable des dépenses, celle-ci n'est pas de nature à modifier sensiblement la place de la France à l'échelle mondiale dans l'effort de défense, ni en proportion de la richesse nationale, ni en volume de dépenses, dans un contexte d'augmentation rapide des dépenses militaires dans de nombreux pays depuis 2022.

Les annonces américaines de début 2025 remettant en cause ou conditionnant fortement la protection de l'Europe par les Etats-Unis a conduit à un **large mouvement d'annonces de hausse à venir des dépenses militaires sur le continent, qui reste pour l'essentiel à être concrétisée**.

2. L'effort de défense devra s'appuyer, tant à l'échelle européenne que française, sur une vision stratégique et une légitimité forte

À l'échelle continentale, il manque aujourd'hui une véritable stratégie de défense de l'Europe. Certes, la Commission européenne a présenté à la mi-mars 2025 un Livre blanc pour la défense européenne. Néanmoins, la défense de l'Europe relève avant tout des États, ainsi que de l'OTAN. C'est à ces échelles que des décisions stratégiques devront être prises pour la sécurité de l'Europe.

À l'échelle française, une analyse renouvelée des enjeux stratégiques est nécessaire. S'il advenait que le Gouvernement souhaite modifier la trajectoire prévue en LPM, il conviendrait de procéder soit à son actualisation par la voie parlementaire, soit à l'examen d'un nouveau texte.

3. Un effort de défense qui doit rester finançable

a) Les défis des modalités de financement de l'effort de défense en Europe

Si l'importance des menaces incite à un effort de défense supplémentaire, **il importe de s'assurer que celui-ci demeure effectivement finançable** au regard des leviers disponibles : hausse des impôts, baisse des dépenses publiques hors défense, hausse du déficit et de la dette publics.

Les efforts annoncés dans de nombreux pays d'Europe interviendraient dans un environnement économique et de finances publiques contraignant, plus ou moins fortement en fonction des cas. Or, le plan « ReArm Europe » annoncé par la Commission européenne en mars 2025 consiste à assouplir les contraintes pesant sur le niveau de déficit pour ce qui concerne les dépenses de défense. Il prévoit, d'une part, de permettre, sous certaines conditions, aux États d'augmenter ces dépenses sans déclencher la procédure de déficit excessif pour « créer une marge de manœuvre budgétaire de près de 650 milliards d'euros sur quatre ans » à l'échelle de l'UE, et, d'autre part, de créer un instrument intitulé « SAFE » permettant à la Commission de lever jusqu'à 150 milliards d'euros sur les marchés de capitaux pour les prêter aux États, à cette même fin.

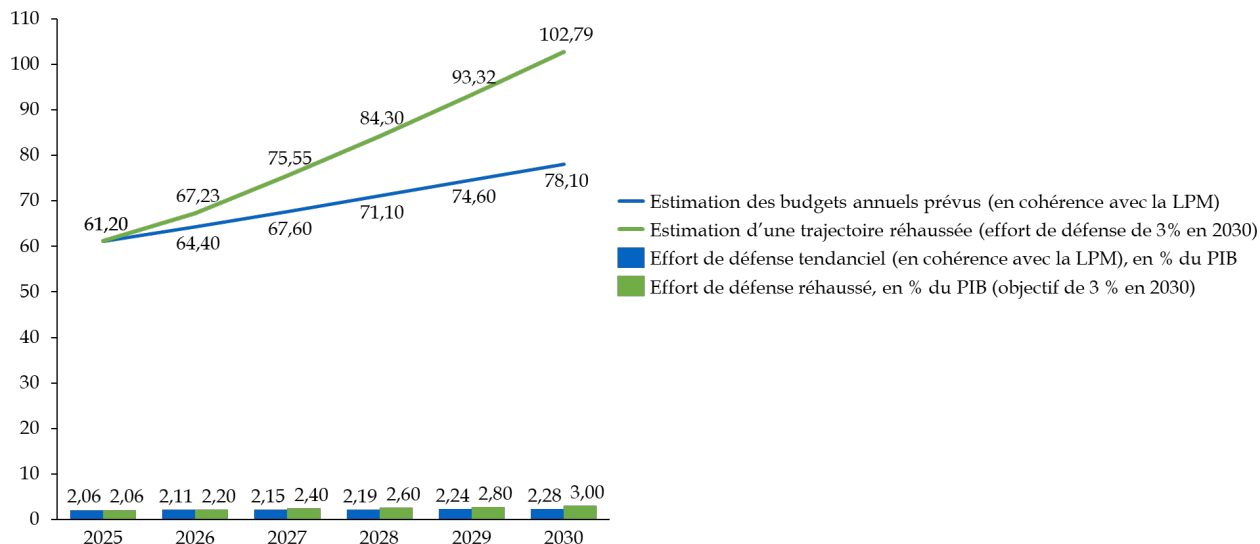
Néanmoins, les **dépenses auront bien à être assumées par les États eux-mêmes**, alors que la France devrait demeurer quant à elle soumise à une procédure pour déficit public excessif.

b) Le caractère très détérioré des finances publiques en France, impose un effort de défense progressif et des économies concomitantes dans les autres dépenses

En France, le contexte des finances publiques ne laissant pas de marge pour une augmentation du déficit, de l'endettement ou du niveau de prélèvements obligatoires, tout effort supplémentaire de dépense devrait conduire parallèlement à une réduction des dépenses publiques sur d'autres postes.

Hypothèse de trajectoire budgétaire portant l'effort de défense à 3 % du PIB en 2030

(en milliards d'euros courants et en % du PIB, pensions comprises)



Source : Calculs de la commission des finances, d'après les données du Rapport d'avancement annuel 2025, de l'INSEE et la trajectoire budgétaire prévue par la LPM 2024-2030

B. CRÉER RAPIDEMENT LES CONDITIONS DE LA MONTÉE EN CHARGE DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE EN FRANCE ET EN EUROPE

La montée en puissance de la BITD en Europe et en France ne se décrète pas, elle se construit. Si une montée en cadence a déjà eu lieu, des efforts sont encore nécessaires, tant au niveau stratégique que des points de vue financier et normatif. En effet, **la cohérence de la progression des dépenses militaires et des capacités industrielles sera primordiale.** À défaut, les efforts budgétaires se feraient au profit des industriels extérieurs à l'UE.

À l'échelle européenne, **loin de la stratégie classique du juste « retour géographique », il conviendra de mettre la politique industrielle au service de l'efficacité de la défense de l'Europe.** Devrait être privilégiée en Europe une stratégie consistant à acquérir de façon conjointe les matériels européens les plus efficaces, quel que soit leur pays de fabrication.

Par ailleurs, il conviendra de **s'assurer que les financements nécessaires aux entreprises pour leurs investissements sont disponibles en quantité suffisante.** Pour ce faire, il est nécessaire, outre que l'État formalise les commandes (qu'il ne fait parfois qu'évoquer) et règle ses factures à temps, de mobiliser les fonds publics d'investissement en capital et de garantir que les normes applicables, notamment en matière de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, soient favorables au développement du secteur.

Enfin, il serait opportun de **lever une partie des contraintes pesant sur la BITD**, notamment les lourdeurs des procédures afférentes à la création et à l'extension **d'infrastructures industrielles** dans le secteur, ainsi que de **sécuriser « à 360 degrés »** ces entreprises face aux différents risques auxquels elles sont exposées (rupture d'approvisionnement, renseignement, intrusions, *etc.*).

LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORTEUR SPÉCIAL

Recommandation n° 1 : Mettre fin à la tendance au report significatif de crédits de paiement d'année en année, en cohérence avec le principe d'annualité budgétaire (*ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*)

Recommandation n° 2 : Arrêter la sous-budgétisation chronique des surcoûts annuels liés aux opérations extérieures et aux missions intérieures des armées en ajustant le montant de la provision afférente, intégrée dans le budget annuel de la mission « Défense », et y inclure le coût des missions relevant de la sécurisation du flanc oriental de l'OTAN (*ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*)

Recommandation n° 3 : Intégrer dans les documents budgétaires annuels de la mission « Défense » la mention de la trajectoire prévue (jusqu'à la fin de la période de programmation) et exécutée du report de charges pour chaque programme et en cumulé (*ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*)

Recommandation n° 4 : Reprendre rapidement le contrôle de la dynamique du report de charges en actant une trajectoire de réduction menant à un taux de 10 % des crédits, hors dépenses de personnel, en 2030 (*ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*)

Recommandation n° 5 : Communiquer au Parlement la trajectoire actualisée des dépenses de personnel prévues pour la période de programmation (*ministère des armées*)

Recommandation n° 6 : Afin de restaurer la qualité de l'information du Parlement sur la disponibilité effective des matériels militaires et sur le niveau d'activité des forces armées pour en tirer les conséquences nécessaires, rétablir, si besoin en y associant des précautions de confidentialité, la publication des indicateurs afférents (*ministère des armées*)

Recommandation n° 7 : Envisager, pour certains besoins, un rééquilibrage partiel de la culture d'acquisition des armées au profit de matériels moins onéreux mais plus nombreux, dans le cadre d'une stratégie de juste suffisance des capacités des équipements (*ministère des armées*)

Recommandation n° 8 : Respecter pleinement les prérogatives législatives et budgétaires du Parlement s'agissant de la politique de défense, notamment en le saisissant rapidement dans l'hypothèse d'une proposition de modification de la trajectoire budgétaire prévue dans la LPM 2024-2030 (*Gouvernement*)

Recommandation n° 9 : Privilégier en 2025 un assouplissement de la régulation budgétaire s'appliquant à la mission « Défense » et assurer en fin d'année la couverture de l'essentiel des surcoûts par l'ouverture de crédits en loi de finances de fin de gestion, sauf à ce que le Gouvernement justifie de la nécessité d'ouvrir dès cette année des crédits supplémentaires (*Gouvernement*)

Recommandation n° 10 : En présence d'un montant d'autorisations d'engagement disponible très élevé, y compris au titre de reports, adopter en 2025 un niveau d'engagement cohérent avec le montant des crédits de paiement envisagés pour les prochaines années, afin d'éviter les risques de soutenabilité (*Gouvernement*)

Recommandation n° 11 : Afin de permettre la montée en charge de la BITD française, lever une partie des contraintes s'appliquant à la construction et à l'extension des infrastructures industrielles, par des dispositions *ad hoc* à ce secteur (*Gouvernement*)

I. LA LPM 2024-2030 : DES ARMÉES MODERNISÉES MAIS DONT LE FORMAT DEMEURE ENCORE LIMITÉ

A. LA BAISSSE CONSTANTE DE L'EFFORT DE DÉFENSE DANS LES DERNIÈRES DÉCENNIES A CONDUIT À UN FORT RÉTRÉCISSEMENT DU FORMAT DES ARMÉES EN FRANCE

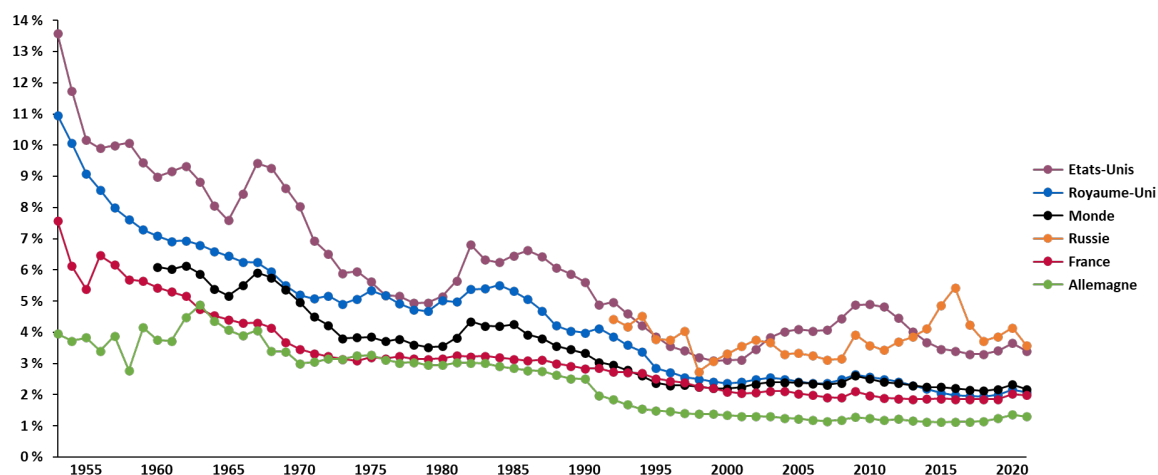
1. Comme au niveau mondial, un effort de défense qui a connu une contraction continue à compter de la seconde partie du XX^e siècle

a) Une réduction de l'effort de défense qui se manifeste par la réduction significative de la part des dépenses militaires dans la richesse nationale...

Depuis les années 1950, la part des dépenses militaires dans la richesse nationale a connu une contraction progressive au niveau mondial, jusqu'en 2021, date à laquelle la dynamique s'inverse¹. Cette dynamique, relativement linéaire, caractérise non seulement la période dite des « dividendes de la paix » (depuis la fin de la guerre froide), mais également la période antérieure, depuis les années ayant fait suite à la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la chute de l'URSS².

Part des dépenses militaires dans le PIB au niveau mondial entre 1953 et 2021

(en proportion du PIB)



Source : commission des finances, d'après les chiffres de la Banque mondiale et du SIPRI³.

Alors que le niveau des dépenses militaires représentait 6,1 % du PIB mondial en 1960, il s'établissait à 3,0 % en 1991 et à 2,18 % en 2021. Cette

¹ Voir la troisième partie du rapport.

² Union des républiques socialistes soviétiques.

³ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), institut de référence mondiale, spécialisé dans la recherche en matière de conflits et d'armement.

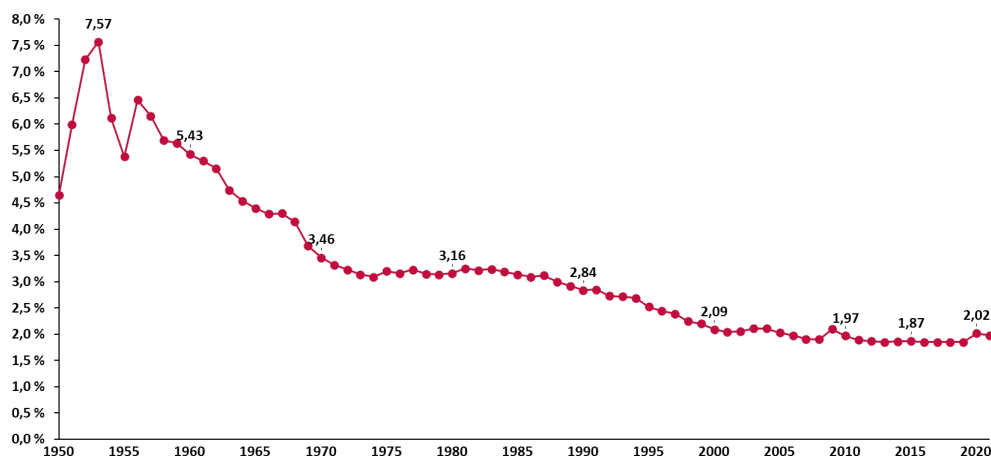
tendance se retrouve pour de nombreux pays¹, y compris aux **Etats-Unis** (13,6 % en 1953, 4,9 % en 1991 et 3,4 % en 2021), en dépit de soubresauts plus significatifs, du fait de l'implication du pays dans plusieurs conflits d'envergure sur la période².

Il en va de même en Europe, notamment pour le Royaume-Uni, l'Allemagne et la **France**. Alors que l'effort de défense était, en **1953**, de 11,0 % du PIB au Royaume-Uni, de 3,9 % en Allemagne et de **7,6 % en France**, il s'établissait respectivement à 2,07 %, 1,3 % et **1,98 % en 2021**³.

Les dépenses militaires françaises ont ainsi été réduites de trois quarts entre 1953 et 2013 en proportion du PIB, passant de 7,6 % en 1953 à 1,85 %, avant de fluctuer entre ce taux et 2 %⁴, un niveau assez faible en comparaison internationale, *a fortiori* au regard du niveau d'ambition des armées françaises⁵.

Part des dépenses militaires en proportion du PIB en France entre 1950 et 2021

(en proportion du PIB)



Source : commission des finances, d'après les chiffres de la Banque mondiale et du SIPRI.

C'est dans ce contexte de baisse tendancielle de l'effort de défense qu'a été fixé par les États-membres de l'OTAN⁶ l'objectif d'un **niveau minimal de dépenses militaires représentant 2 % du PIB**.

¹ Il convient toutefois de noter que certains pays non-occidentaux connaissent une évolution quelque peu différente, à l'image de la Russie, dont le niveau des dépenses militaires dans le PIB ne décline pas de manière linéaire mais fluctue entre 3 % et 5 % entre le début des années 1990 et les années précédant l'invasion de l'Ukraine, en février 2022.

² Guerres de Corée, du Vietnam, d'Irak et d'Afghanistan notamment.

³ Selon les données et la méthodologie du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

⁴ Voir infra.

⁵ Idem.

⁶ Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

L'objectif de dépenses militaires en points de PIB : un critère imparfait mais utile

L'analyse de l'effort de défense à la lumière du poids des dépenses militaires en proportion du PIB a été popularisé par son adoption comme objectif des membres de l'OTAN, à hauteur de 2 %. Cette cible fut fixée en 2014 par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Alliance afin de s'assurer que la disponibilité opérationnelle reste effectivement assurée à l'échelle collective ; elle avait d'ailleurs été établie dès 2006, à l'échelle des ministres de la défense.

Mesurer l'effort de guerre en proportion de la richesse nationale n'est certes pas sans connaître des écueils. Premièrement, la mesure peut masquer des écarts potentiellement considérables de capacités militaires : un pays pauvre peut dépenser davantage en proportion de son PIB que les Etats-Unis, tout en disposant d'une armée nettement moins puissante. Deuxièmement, une variation temporaire du PIB peut conduire à modifier nettement le taux d'effort obtenu, en l'absence de modification de la politique budgétaire de défense ; c'est ainsi que le taux d'effort de la France a légèrement dépassé 2 % en 2020, dans un contexte de contraction du PIB à l'occasion de l'épidémie de COVID-19. Troisièmement, les calculs n'étant pas réalisés en parité de pouvoir d'achat (PPA), elle conduit à ignorer le fait, qu'un même dollar dépensé en Chine permet d'acquérir plus de capacités qu'aux Etats-Unis : le taux d'effort des pays riches est ainsi surestimé par rapport aux autres pays. Quatrièmement, elle n'éclaire pas la décomposition de l'effort de défense, notamment en ce qui concerne l'investissement : ainsi, dans les années 2000, l'effort américain a majoritairement servi à financer des engagements opérationnels, en Afghanistan et en Irak.

Néanmoins, **l'outil de l'effort de défense mesuré en proportion du PIB présente l'avantage de mettre en perspective l'effort produit par rapport aux capacités rendues disponibles par la richesse nationale.** Combiné à l'analyse d'autres données, il apparaît ainsi comme le critère le plus pertinent pour mesurer le caractère volontariste ou non des dépenses de défense.

D'un point de vue technique, la définition des dépenses de défense par l'OTAN et par le SIPRI¹ prend en compte les pensions et cotisations de retraite versées dans le domaine de la défense. Elle recouvre également, de façon limitée, certaines dépenses de forces non-rattachées au ministère des armées, par exemple celles de la police ou de la gendarmerie, pour celles qui ont un lien fort et direct avec la défense nationale. Les différences, entre organismes statistiques (par exemple entre l'OTAN et Eurostat), de périmètre dans la définition des dépenses de défense, ainsi que dans la prise en compte de prix constants ou courants, peuvent expliquer de légères variations dans les résultats.

Source : commission des finances

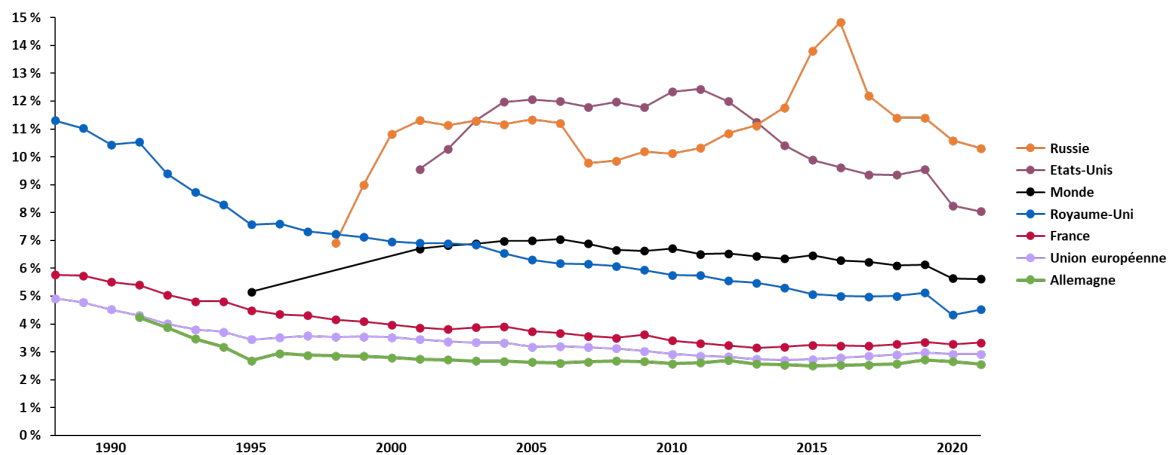
¹ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

b) ... et par la baisse de la part des dépenses militaires dans les dépenses publiques

Si les données disponibles ne permettent pas de remonter loin dans le temps, il est possible d'observer que s'agissant des pays généralement qualifiés d' « occidentaux », **la part des dépenses militaires dans l'ensemble des dépenses publiques depuis les années 1990 ou 2000 se réduit**. À l'inverse, les dynamiques sont variables pour d'autres pays, comme la Russie.

Part des dépenses militaires dans l'ensemble des dépenses publiques au niveau mondial entre 1988 et 2021

(en proportion de l'ensemble des dépenses publiques)



Source : commission des finances, d'après les chiffres de la Banque mondiale et du SIPRI.

Alors qu'en 1991, les dépenses de défense représentaient 10,5 % de l'ensemble des dépenses publiques au Royaume-Uni et 4,2 % en Allemagne, ce taux s'établissait respectivement à 4,5 % et 2,6 % en 2021. À l'échelle de l'Union européenne, il se contractait de 4,3 % à 2,9 % sur la même période.

En France, il est passé d'environ 5,4 % à 3,3 %. Cette proportion demeurait en 2021 légèrement supérieure à celle observable dans l'Union européenne (2,9 %) et en Allemagne (2,6 %), mais **nettement inférieure** à celle constatée au Royaume-Uni (4,5 %), en Chine (4,9 %), aux États-Unis (8,0 %), en Russie (10,3 %), de même qu'à la **moyenne mondiale (5,6 %)**.

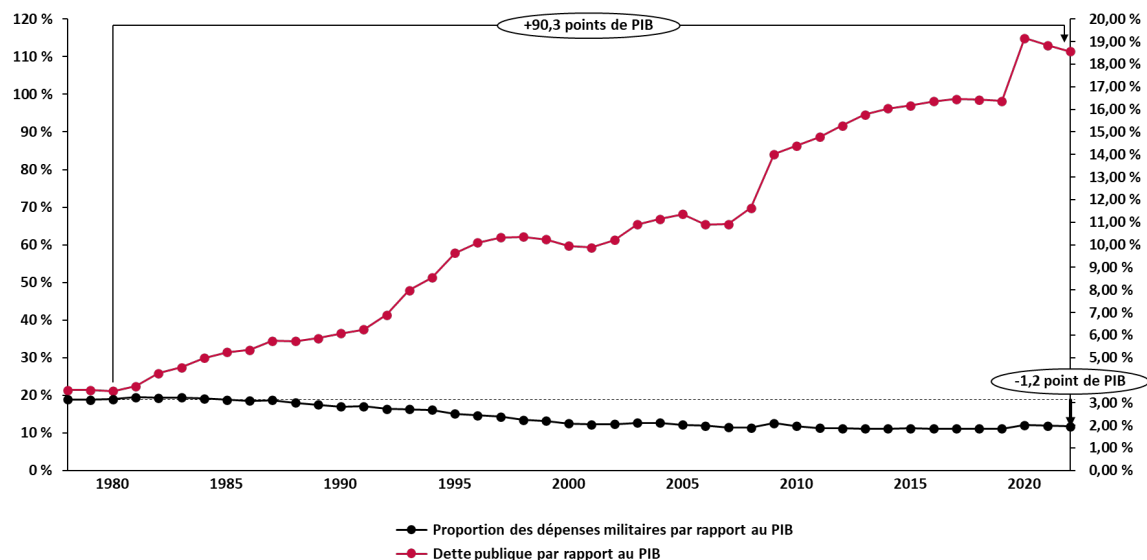
Il apparaît ainsi que **le niveau d'effort de la France en faveur de la défense au sein de l'ensemble des dépenses publiques est relativement modeste en comparaison internationale, tandis qu'il était par ailleurs en réduction jusqu'en 2021¹**. Alors que la part des dépenses de défense dans le PIB a baissé de - 37 % de 1980 à 2021, celle des autres dépenses a dans le même temps augmenté de + 28 %.

¹ Il convient néanmoins de prendre en compte le fait que le taux de dépenses publiques par rapport au PIB est quant à lui très élevé par rapport à la moyenne internationale.

De façon cohérente, **les dépenses militaires n'ont pas contribué dans les dernières décennies à aggraver le déficit public de la France et l'endettement associé**. Alors qu'historiquement, ce sont généralement les dépenses de défense, associées à des efforts de guerre (ou de leur préparation) qui ont conduit à d'importants pics d'endettement, que ce soit en France ou à l'étranger¹, le **niveau très élevé d'endettement constaté ces dernières années** en France constitue une forme d'anomalie historique en ce qu'il ne s'explique pas par un conflit récent ou la préparation d'un conflit probable.

Mise en regard de l'évolution des niveaux de dépenses de défense et de la dette publique en proportion du PIB, entre 1978 et 2022

(en proportion du PIB, graphique à deux échelles)



Source : commission des finances, d'après les données de l'INSEE et du SIPRI.

Entre 1980 et 2022, la proportion des dépenses de défense dans le PIB s'est réduite d'1,2 point ; dans le même temps celle de la dette publique a progressé de 90,3 points.

¹ En 1919, à la sortie de la Première Guerre mondiale, le niveau d'endettement de la France dépasse largement 150 %, tandis que vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1944, il est de plus de 250 %.

2. L'augmentation en volume des dépenses de défense a été très nettement insuffisante pour compenser la hausse continue du coût des matériels militaires

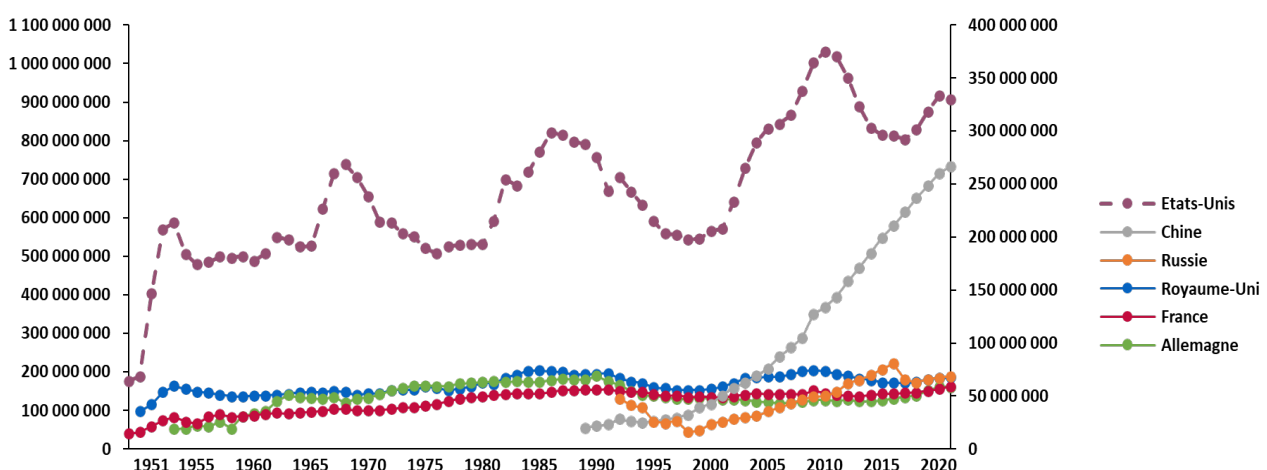
a) Une tendance modestement à la hausse des dépenses de défense, en volume, depuis les années 1950

Si les dépenses mondiales de défense ont connu un recul en proportion du PIB à compter de la seconde partie du XX^e siècle, dans le contexte de la nette hausse de ce dernier, elles ont augmenté entre les années 1950 et le milieu des années 1980 en volume, à savoir à valeur de monnaie constante¹, notamment au **Royaume-Uni, en Allemagne et en France**.

Toutefois, **entre 1985 et 2021, le volume des dépenses militaires a progressé beaucoup plus lentement.**

Dépenses militaires en volume de 1949 à 2021 dans le monde

(en dollars américains de 2023)



Note : l'échelle de gauche s'applique aux Etats-Unis, l'échelle de droite aux autres pays.

Source : commission des finances d'après les données du SIPRI.

Dans les trois pays précités, ce volume est resté quasiment constant. En dollars américains de 2023, **le montant des dépenses de défense de la France** est ainsi passé de 53,9 milliards de dollars, en 1986, à 59,0 milliards de dollars, en 2021, soit une **hausse de 9,8 % en 35 ans**. S'agissant des Etats-Unis, la hausse est limitée à 10,3 % sur la même période, même si les variations ont été très fortes entre les deux dates, en raison notamment de la chronologie des interventions à l'étranger.

S'agissant de la Chine, une tendance régulière à la hausse peut en revanche être constatée à compter des années 2000, de même qu'en Russie, en

¹ Les chiffres harmonisés disponibles se basent sur la valeur du dollar américain de 2023.

dépit d'une pause en 2017. La hausse des dépenses y a par ailleurs fortement progressé à compter de 2022, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine¹.

b) ... tandis que plusieurs facteurs ont nettement augmenté les coûts supportés par les armées

Si la progression des dépenses militaires a été très faible dans les dernières décennies, les coûts assumés par les armées ont très nettement augmenté. La principale raison en a été **la hausse continue des coûts des matériels**, qui constitue le **défi structurel fondamental pour le financement des armées**. En outre, l'extension de la conflictualité à de nouveaux champs et les **choix stratégiques** opérés en France concernant les capacités des armées ont également contribué à cette hausse des coûts.

(1) Alors que les coûts d'acquisition et d'entretien des matériels suivent une trajectoire exponentielle,...

Le coût de l'acquisition - et de l'entretien - des matériels et équipements militaires tend naturellement, comme cela est empiriquement éprouvé sur longue période, à augmenter continuellement et de manière significative, voire exponentielle dans certains domaines.

Cette tendance est liée essentiellement à l'impact budgétaire de la course technologique en matière de matériels militaires. Formalisée sous la dénomination de « loi d'Augustine », elle conduit schématiquement à ce que **le coût d'acquisition des matériels augmente plus rapidement, voire beaucoup plus rapidement, que les budgets militaires**. La supériorité militaire dépendant, outre les enjeux de masse de matériels et des effectifs, de la supériorité technologique, il est très difficile d'y échapper.

¹ Voir infra.

La loi d'Augustine

La seizième « loi d'Augustine » tient son nom de Norman Augustine (ancien directeur de Lockheed Martin et ancien sous-secrétaire à l'armée américaine dans les années 1970), qui l'a publiée dans un livre de 1984¹.

Norman Augustine résumait cette situation en 1984 dans le cas américain en déclarant que « le coût unitaire des produits aéronautiques militaires a crû à un rythme étonnant et intenable tout au long de l'histoire. Considérons l'exemple des avions tactiques. Comparant l'évolution du coût unitaire par rapport au temps, [...] nous observons que le coût d'un avion tactique a été multiplié en moyenne par quatre tous les dix ans. En extrapolant le budget de la défense selon les tendances de ce siècle, on découvre qu'en 2054 la courbe du coût d'un avion rejoindra celle du budget ».

Il ajoutait, de façon en partie humoristique, qu'ainsi, « au rythme actuel, le budget de la défense entier ne permettra d'acheter qu'un seul avion tactique [cette année-là] »², en déduisant que ce seul avion de chasse devrait être partagé par l'armée de l'air et la marine trois jours et demi par semaine, sauf pour les années bissextiles, où il serait mis à la disposition des marines pour un jour supplémentaire³.

Source : commission des finances

Cette très forte contrainte est particulièrement aigüe pour les équipements de haute technologie, qui sont aujourd'hui très nombreux au sein des armées modernes : avions de chasse, missiles, satellites, radars, sonars, optronique, etc.

Dans une étude récente, des chercheurs du *Center for Strategic and International Studies* ont illustré cette dynamique s'agissant du coût des avions de chasse américains.

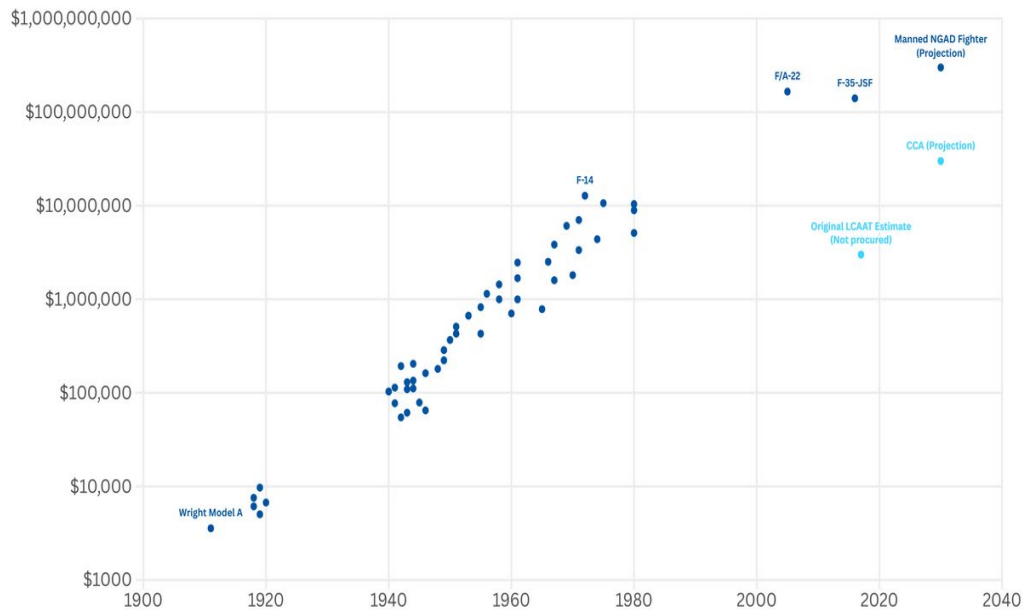
¹ Augustine Laws. United Press International. May 24, 1986.

² Cité in Martial Foucault, « Les budgets de défense en France. Entre déni et déclin », *Focus Stratégique*, n° 36, avril 2012, p. 19.

³ L'innovation à l'État-major des Armées, Jérôme Bordellès et Tsiporah Fried.

Illustration de la hausse exponentielle du coût des avions de chasse américains

(par unité produite, en dollars courants, et par date de mise en service)



Note : les points figurant en bleu clair correspondent à des projets d'avions sans pilote.

Source : Center for Strategic and International Studies, commentaire de Gregory C. Allen et Isaac Goldston.

Alors qu'un exemplaire d'avion Model A Wright représentait un montant d'environ 6 000 dollars en 1910, le coût du futur avion de nouvelle génération de supériorité aérienne américain¹ est estimé à environ 300 millions de dollars².

- (2) ... les choix stratégiques et l'extension de la conflictualité à de nouveaux champs ont également contribué à augmenter les charges pour les armées

Outre l'augmentation du coût des matériels, les armées ont également eu à faire face, notamment en France, aux charges résultant des choix stratégiques et de l'extension de la conflictualité à de nouveaux domaines, comme cela est développé *infra*.

D'une part, à l'échelle de la France, les choix stratégiques opérés pour les armées ont consisté à **disposer d'une armée aux capacités quasiment complètes** (dans les trois milieux terrestre, aérien et maritime, y compris en projection, *etc.*) et bien placée dans la course technologique (dissuasion nucléaire, propulsion nucléaire du porte-avions et des sous-marins, satellites,

¹ Manned NGAD fighter. Il devrait correspondre au futur F-47.

² L'inflation cumulée entre les deux périodes réduit toutefois l'écart.

etc.). Ces choix sont cohérents avec la volonté affichée que la France soit une puissance militaire de niveau mondial.

D'autre part, **l'extension de la conflictualité à de nouveaux champs** (terrorisme, fonds marins, espace, cyber, information, spectre électromagnétique, *etc.*) génère des charges additionnelles pour les armées, tant en matériels qu'en effectifs.

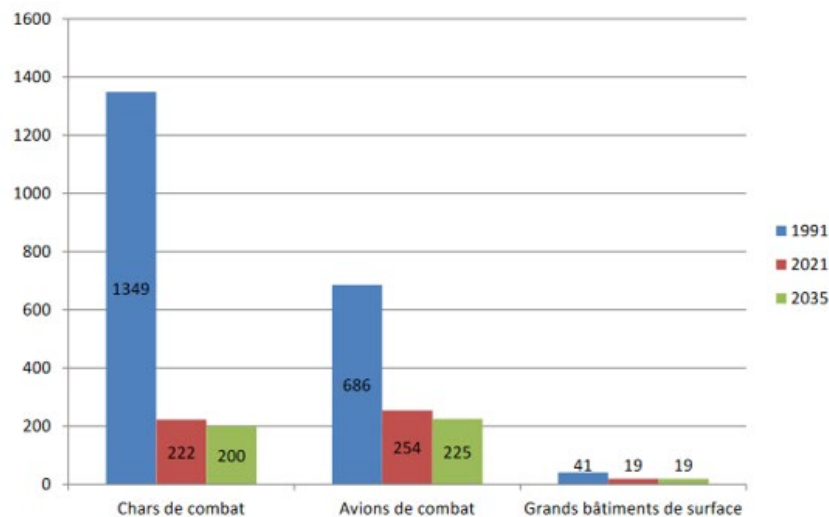
3. Une modernisation qui ne peut compenser la réduction massive du format des armées françaises

La réduction de l'effort de défense sur longue période associée à une très forte augmentation du coût des matériels et aux charges associées aux choix stratégiques et à l'extension de la conflictualité à de nouveaux domaines a conduit à **un effet ciseaux sur le format des armées, orientés nettement à la baisse.**

Cet effet a été particulièrement marqué en France et s'est traduit par un très fort rétrécissement de la masse des matériels disponibles. À titre d'illustration, entre 1991 et 2021, le nombre de chars de combat est passé de 1 349 à 222, celui des avions de chasse de 686 à 254 et celui des grands bâtiments de surface de la marine nationale de 41 à 19.

Évolution de la « masse » des matériels dans les armées françaises

(en nombre de matériels)



Source : commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat¹

Or, si la réduction de la masse des capacités est en partie compensée par les facultés supérieures offertes par les matériels modernes, il ne s'agit pas d'une solution miracle, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le faible nombre de matériels, même potentiellement très performants et polyvalents, confère un caractère beaucoup plus crucial que par le passé à la disponibilité effective de chacun des équipements, tant d'un point de vue opérationnel que pour l'entraînement des forces. Or les taux de disponibilité observés n'ont pas toujours été au rendez-vous, et ce jusqu'à aujourd'hui². Ensuite, le nombre limité de matériels est de nature à exposer beaucoup plus fortement les armées au risque d'attrition en cas de conflit de haute intensité.

¹ Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat sur : « Une LPM qui laisse de nombreux enjeux capacitaires », M. Cédric PERRIN et Mme Hélène CONWAY-MOURET, 7 juin 2023.

² Voir infra.

B. FACE AUX BOULEVERSEMENTS MONDIAUX, LA LPM 2024-2030 FIXE UNE TRAJECTOIRE BUDGÉTAIRE EN HAUSSE ET CHERCHE À EN SÉCURISER L'EXÉCUTION

1. Dans un contexte géostratégique dégradé, la trajectoire de la LPM est en augmentation par rapport à la précédente programmation, avec certaines limites

a) Face à un nouveau contexte et aux engagements pris lors de la précédente programmation, la LPM prévoit des moyens budgétaires nettement supérieurs à la période antérieure

(1) Un nouveau contexte géostratégique

L'invasion de l'Ukraine lancée par la Russie le 24 février 2022 et la guerre qui se poursuit depuis lors ont constitué un tournant stratégique majeur pour la sécurité en Europe. Elles ont marqué le retour de l'affrontement entre États souverains et de la guerre de haute intensité en Europe, avec un emploi désinhibé de la force. Elles se caractérisent également par un **changement d'échelle de la conflictualité**, qui se déploie sur tous les champs, aussi bien sur les trois champs historiques (terre, mer, airs) que dans les **nouveaux lieux de conflictualité** (cyber, information, espace, fonds marins, etc.), et avec un volume des unités de combat engagées sans commune mesure avec les combats des dernières décennies.

Ces évolutions, antérieures à celles qui ont suivi l'élection du nouveau Président américain en novembre 2024¹, s'inscrivaient déjà dans le prolongement des tendances géopolitiques identifiées depuis plusieurs années par les principaux documents stratégiques publiés par les armées françaises².

(2) Une LPM 2024-2030 au budget en nette hausse

Le bouleversement géostratégique induit par la guerre en Ukraine avait amené le Parlement, à l'initiative du Président de la République, à décider **d'interrompre la loi de programmation militaire (LPM) prévue**

¹ Voir infra.

² Dès 2017, la Revue nationale stratégique de défense et de sécurité nationale (RSDSN) faisait état d'un « durcissement des menaces » dont il résultait « un risque accru d'escalade et de montée aux extrêmes entre États, potentiellement jusqu'au franchissement du seuil nucléaire ». La Revue nationale stratégique (RNS) présentée par le Président de la République le 9 novembre 2022 s'inscrivait ainsi dans la continuité de la précédente. Tirant les premiers enseignements de la guerre en Ukraine, la RNS insistait sur la nécessité de se préparer à des conflits placés sous le triple signe du retour du fait nucléaire, de la haute intensité et de l'hybridité. Pour faire face à un éventuel « engagement majeur sous la voûte nucléaire de l'agresseur », elle soulignait explicitement « le besoin de masse et de densité de l'action interarmées ». Elle rappelait également l'importance de renforcer notre capacité à nous défendre et à agir dans les champs hybrides, notamment cyber.

pour la période 2019-2025, au profit d'une nouvelle LPM couvrant la période 2024-2030, entrée en vigueur le 1^{er} août 2023¹.

La présente LPM prend la suite sur la forme de celles adoptées depuis les années 1960. La justification de l'existence des LPM tient dans le fait que **le budget de la défense porte la grande majorité de l'ensemble de l'investissement public**, dont la nature implique une programmation pluriannuelle assez aboutie. Néanmoins, peu de LPM avaient réellement été respectées au cours des dernières décennies.

Alors que la LPM 2019-2025² entamait un effort de « réparation » *via* des commandes pour les armées, **la LPM 2024-2030 vise à la fois à faire face aux engagements financiers pris antérieurement et à procéder à de nouvelles commandes.**

Elle prévoit, au profit des **armées et des services de renseignement**, une enveloppe de **400 milliards d'euros** en CP pour la période, **hors** contribution au compte d'affectation spéciale « Pensions » (CAS « Pensions »), **en augmentation de 105 milliards d'euros par rapport à la précédente programmation (+ 35,6 %).**

Trajectoire budgétaire de la LPM 2024-2030

(en milliards d'euros courants)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total 2024-2030
LPM	47,2	50,5	53,7	56,9	60,4	63,9	67,4	400,00
<i>Variation par rapport à l'année N - 1</i>	+ 3,3	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,2	+ 3,5	+ 3,5	+ 3,5	

Note : Le périmètre de la LPM 2024-2030 porte sur les CP de la mission « Défense » à périmètre constant, hors contribution au CAS « Pensions ».

Source : commission des finances du Sénat

Les CP de la mission, à périmètre constant, hors CAS « Pensions », doivent être portés à **67,4 milliards d'euros en 2030**. La trajectoire programmée prévoit ainsi un taux de croissance annuel moyen de 6,1 % des crédits de la mission, dans la lignée de la programmation précédente. En 2030, les CP annuels de la mission seraient supérieurs

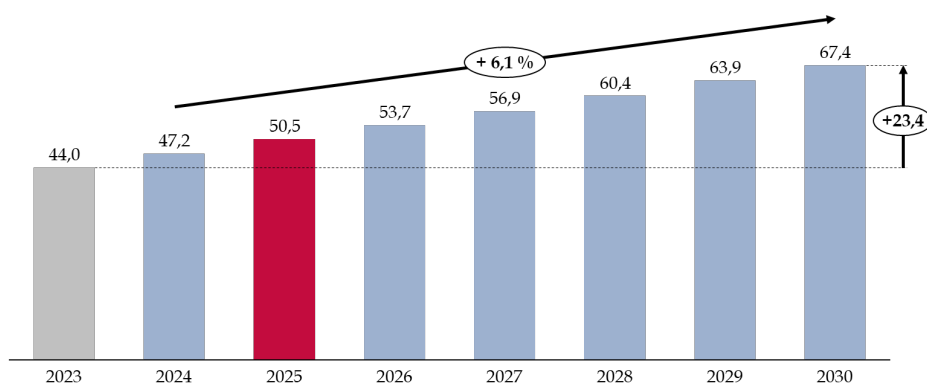
¹ Loi n° 2023-703 du 1^{er} août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

² Loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

de 23,4 milliards d'euros par rapport à la dernière année précédant la programmation, à savoir 2023 (44 milliards d'euros).

Trajectoire en crédits de paiement prévue par la LPM 2024-2030

(en milliards d'euros courants et en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat, d'après la LPM 2024-2030.

(3) Une LPM 2024-2030 incluant 13,3 milliards d'euros de ressources complémentaires

La différence entre le **besoin financier programmé (413,3 milliards d'euros)** selon l'article 4 de la LPM) résultant des besoins physiques prévus par la LPM, et l'enveloppe de crédits de paiement prévue (400 milliards d'euros) implique pour le ministère des armées la perception de ressources complémentaires à hauteur de **13,3 milliards d'euros**.

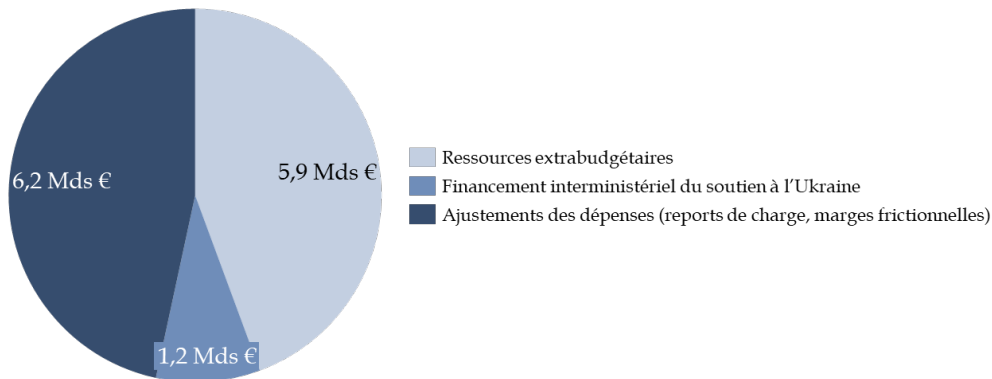
Selon le ministère¹, ce différentiel serait financé par trois leviers :

- des **ressources extrabudgétaires (5,9 milliards d'euros)** ;
- un **financement interministériel du soutien à l'Ukraine (1,2 milliard d'euros)** ;
- des **ajustements de dépenses (6,2 milliards d'euros)**.

¹ D'après les informations transmises par le ministère des armées au moment de l'examen du projet de LPM, dont le rapporteur spécial était rapporteur pour avis pour la commission des finances.

Décomposition des ressources complémentaires prévues au profit des armées par la LPM 2024-2030

(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les informations transmises par le ministère des armées lors de l'examen du projet de loi de programmation militaire 2024-2030

Au total, la LPM prévoit ainsi une **enveloppe de 413,3 milliards d'euros** sur la période, dont 400 milliards d'euros de crédits budgétaires.

b) Un cadre budgétaire qui n'est pas sans limite

- (1) En dépit de son coût certain pour les finances publiques, l'ampleur de la hausse de la trajectoire budgétaire prévue par la LPM doit être nuancée

La trajectoire budgétaire prévue par la LPM implique un **effort significatif pour le budget de l'État, compte tenu de l'état dégradé des finances publiques**.

Néanmoins, **l'ampleur de la hausse** (de 105 milliards d'euros par rapport à la précédente programmation) **doit être en partie nuancée**, pour plusieurs raisons.

Premièrement, **l'augmentation des crédits fait suite à des décennies de réduction de l'effort de défense**. Si les crédits augmentent, ils restent, à valeur de monnaie constante, assez comparables à ceux constatés au milieu des années 1980, **alors même que le coût des matériels et les charges des armées ont très fortement augmenté** (voir *supra*).

Deuxièmement, alors que le **contexte stratégique** a été bouleversé notamment par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, augmentant fortement le risque de sécurité pour l'Europe, la hausse des crédits demeure plutôt progressive. Les très récents changements de positionnement des Etats-Unis sur la défense de l'Europe renforcent en outre les risques précités¹.

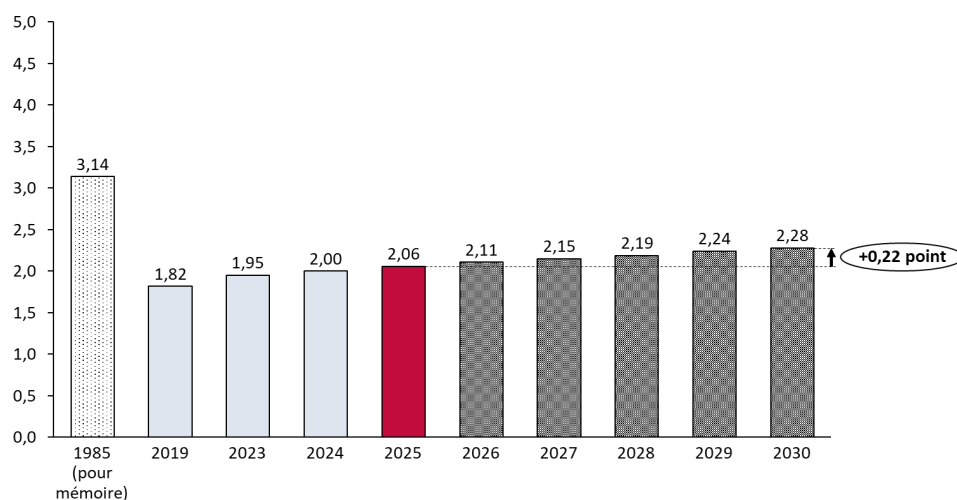
¹ Voir infra.

Troisièmement, la trajectoire budgétaire prévue par la LPM est à la fois formalisée sur longue période et formulée en euros courants, ce qui a tendance à amplifier en apparence la progression des crédits. Pour mesurer l'écart effectif, il convient en effet de prendre en compte l'impact de l'inflation, chiffré initialement à hauteur de 30 milliards d'euros sur la période 2024-2030 (et qui devrait finalement être un peu plus faible), sans que cette mesure n'intègre les conséquences sur les coûts des innovations technologiques (loi d'Augustine).

Dans la même logique, pour ce qui concerne le **taux d'effort de défense mesuré en proportion du PIB**, qui intègre les dépenses de pension¹, la croissance de ce dernier en valeur (hausse réelle et inflation) tout au long de la période viendra réduire l'impact de la hausse des crédits annuels. Le taux d'effort pourrait s'établir, selon les calculs de la commission des finances, à un peu moins de 2,3 % à l'horizon 2030, soit un niveau comparable à celui observé à la fin des années 1990 et inférieur de moitié à celui constaté au milieu des années 1960. Ce niveau serait toutefois obtenu notamment sous l'effet « favorable » d'un niveau de croissance plus faible qu'initialement prévu lors de l'adoption de la LPM, ayant pour effet d'augmenter artificiellement le taux d'effort.

**Estimation de la trajectoire de l'effort de défense en proportion du PIB
dans le cadre de l'exécution de la LPM, de 2024 à 2030**

(en proportion du PIB, en prix courants)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les données du Rapport d'avancement annuel 2025, de l'INSEE, et du SIPRI, la trajectoire budgétaire prévue par la LPM 2024-2030, et les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial.

¹ Voir supra. À la différence de la trajectoire budgétaire prévue en LPM.

(2) Des ressources complémentaires dont une part pose question

(a) Des ressources extrabudgétaires d'un montant prévisionnel de 5,9 milliards dont la réalisation effective doit être surveillée

L'article 4 de la LPM prévoit expressément l'intégration au financement des besoins programmés de ressources extrabudgétaires, « comprenant notamment le retour aux armées de l'intégralité du produit des cessions immobilières du ministère des armées, les redevances domaniales et les loyers provenant des concessions ou des autorisations de toute nature consenties sur les biens immobiliers affectés au ministère ». Au plan budgétaire, ces recettes prennent la forme d'attributions de produit (ADP).

Lors des travaux préparatoires à l'examen du projet de LPM, le ministère des armées avait dûment documenté¹ ces ressources extrabudgétaires, qui représentent un total de **5,9 milliards d'euros** sur la période. Celles-ci devaient comprendre :

- les recettes perçues au titre de **l'offre de soin du service de santé des armées (SSA)**, représentant un total de **3 milliards d'euros** ;

- des **prestations de service** (notamment les essais de la direction générale de l'armement au profit des industriels), pour un total de **0,7 milliard d'euros** ;

- des **recettes patrimoniales** (cessions immobilières, cessions de matériels et formations associées, dividendes...) **et autres ressources extrabudgétaires** (participations de l'Union européenne, coopération interalliée, legs...), pour un total de **2,2 milliards d'euros**.

Trajectoire des ressources extrabudgétaires exécutées (2019-2022) et prévisionnelles (2024-2030)

(en millions d'euros)

(en M€)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	TOTAL 2024-2030
Offre de soins SSA	420	417	518	429	423	442	430	434	434	438	438	438	3 056
Prestations de service (notamment les essais DGA au profit de l'industrie, etc.)	242	172	189	168	171	97	96	94	95	94	88	88	652
Recettes patrimoniales (dont cessions immobilières, de matériels et formations associées, dividendes, etc.) et autres REB (dont participation UE, coopération interalliée, legs, etc.)	152	287	983	563	242	776	523	371	165	117	104	102	2 157
TOTAL	814	876	1 690	1 160	836	1 316	1 049	899	694	649	630	629	5 866

Source : réponses du ministère des armées au questionnaire du rapporteur spécial² lors de l'examen du projet de loi de programmation militaire 2024-2030

¹ Réponses au questionnaire des rapporteurs au fond et pour avis du Sénat.

² Alors en qualité de rapporteur pour avis.

À l'initiative du Sénat, il a été intégré dans l'article 4 de la LPM la chronique générale annuelle des prévisions des ressources extrabudgétaires fournie par le ministère.

**Chronique annuelle des prévisions de ressources extrabudgétaires
de la LPM 2024-2030**

(en milliards d'euros courants)

2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total 2024-2030
1,316	1,049	0,899	0,694	0,649	0,630	0,629	5,866

Source : commission des finances du Sénat, d'après la LPM 2024-2030.

Si les recettes concernées sont ainsi bien documentées, **la question demeure de leur effective perception en exécution**, comme l'illustre par exemple la sous-réalisation de dividendes en 2024¹.

(b) Des recettes annoncées au titre du financement interministériel du soutien à l'Ukraine et des ajustements de dépenses qui interrogent

En premier lieu, lors des travaux préparatoires à l'examen parlementaire de la LPM, le Gouvernement avait indiqué que les besoins programmés au titre du soutien à l'Ukraine, notamment pour les reconstitutions de matériels et équipements cédés, donneraient également lieu à des ouvertures de crédits supplémentaires en cours de gestion pendant la période de programmation, à hauteur de **1,2 milliard d'euros**.

Dans la mesure où ces besoins étaient d'ores et déjà connus et programmés, l'absence d'intégration de ces derniers à la programmation des crédits budgétaires ne manquait pas d'interroger.

En second lieu, le ministère indiquait que le complément du besoin programmé, soit **6,2 milliards d'euros**, serait financé par des ajustements de dépenses anticipées intervenant en cours de programmation, liés aux **reports de charges** et aux **marges frictionnelles** anticipées (voir encadré ci-dessous).

¹ Voir infra.

Les notions de report de charges et les marges frictionnelles

La notion de **marges frictionnelles** désigne la prise en compte, au travers de l'observation statistique de l'exécution des crédits des programmations précédentes, des décalages, retards et reports de programmes. Ainsi que l'indiquait le ministre dans un courrier aux sénateurs de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées lors de l'examen du projet de LPM 2024-2030¹, « *Lorsqu'il exécute sa programmation, le ministère constate systématiquement des retards ou des reports, qui minorent d'autant ses dépenses et sa consommation de crédits. Au moment de déterminer la ressource, il est donc logique de faire l'hypothèse qu'une part de la programmation ne se réalisera pas comme prévu. C'est là une pratique inhérente à toute forme de programmation* ».

Le **report de charges** est une notion budgétaire qui regroupe les dépenses qui auraient dû être réglées en année N et qui constituent des dettes certaines. Ainsi que l'indiquait le ministre dans le même courrier aux sénateurs, « *Le second ajustement de dépenses tient à la variation du report de charges, sur lequel le ministère se réserve la possibilité de jouer, dans une certaine limite, en fonction de la situation macro-économique* ».

Source : commission des finances

Le rapporteur spécial considère que, dans la mesure où le texte fait apparaître un besoin physico-financier de 413,3 milliards d'euros, poser en début de programmation que son financement sera assuré en partie par des moindres dépenses au caractère par définition aléatoire ne constituait pas une méthode satisfaisante.

2. Une LPM qui vise à sécuriser le financement des armées en exécution

Alors qu'au-delà de la programmation prévue par les LPM successives, des difficultés de financement des armées sont souvent venues de ses modalités d'exécution, **la LPM 2024-2030 intègre un certain nombre de dispositions dont l'objectif commun est de tenter de garantir des modalités de financement annuelles conformes à l'esprit de la programmation.** Ces dispositions ont pour partie été ajoutées au cours de l'examen parlementaire du projet de LPM. **Elles n'ont toutefois pas de valeur contraignante pour les lois de finances annuelles.**

En premier lieu, l'article 4 de la LPM prévoit deux dispositions relatives à la trajectoire prévue des ressources, budgétaires et extra-budgétaires. D'une part, il précise que **la trajectoire de crédits budgétaires s'entend comme un minimum.** D'autre part, il dispose que **dans l'hypothèse où les ressources extrabudgétaires constatées seraient inférieures au montant de la prévision, l'écart devrait être compensé par des crédits budgétaires** dans la loi de finances initiale de l'année suivante.

¹ En date du 2 juin 2023.

En second lieu, la LPM comprend plusieurs dispositions visant à **assurer que certains surcoûts constatés chaque année en exécution**, et qui auraient vocation par leur nature à être assumés de manière interministérielle (notamment s'agissant des opérations militaires), **ne viennent pas grever les crédits ouverts en loi de finances initiale** pour la mission « Défense ». Sont notamment concernés les opérations extérieures (OPEX) et les missions intérieures (MISSINT), l'effort national de soutien à l'Ukraine, le remplacement de matériels prélevés pour l'export et le coût des énergies opérationnelles¹.

C. SANS ÊTRE EN MESURE D'ÉLARGIR LE FORMAT DES ARMÉES, LA LPM 2024-2030 EN MODERNISE LES CAPACITÉS ET FIXE DES OBJECTIFS À L'HORIZON 2030

La LPM 2024-2030, s'appuyant sur les défis relevés par la revue nationale stratégique (RNS) de novembre 2022, vise à permettre aux armées de faire face à l'extension et à l'aggravation des menaces dans un cadre d'**autonomie stratégique**. Elle accorde une place centrale à la **dissuasion nucléaire** et vise à renforcer la **protection des territoires** (notamment dans les outre-mer), à préparer un éventuel **engagement majeur** et à investir les **nouveaux champs de conflictualité**. En outre, elle **privilégie la cohérence sur la masse**, en cherchant, dans le cadre de la doctrine d'une **armée « d'emploi »**², à garantir la capacité à pouvoir utiliser efficacement l'ensemble des capacités disponibles plutôt qu'à acquérir un nombre beaucoup plus significatif d'équipements.

Sur cette base, la LPM fixe, tant dans son dispositif que dans son rapport annexé, un certain nombre d'objectifs, de différentes natures. L'ensemble des charges identifiées dans le cadre de ces derniers correspond au montant des « **besoins physico-financiers programmés** », qui s'élève à 413,3 milliards d'euros³.

Tous les objectifs évoqués par la LPM ne peuvent être retracés de manière exhaustive dans le présent rapport. Les plus concrets et mesurables d'entre eux concernent les **capacités matérielles** (matériels, entretien, *etc.*), les **effectifs**, les **capacités opérationnelles**, y compris en termes de préparation opérationnelle, et le renforcement de la base industrielle et technologique de défense (BITD).

¹ Voir infra.

² C'est-à-dire destinée à être effectivement mobilisée sur le terrain.

³ Voir supra.

1. Un important effort consacré aux équipements et à leur entretien par la LPM, qui n'a pas empêché le décalage de certains objectifs à l'horizon 2035

a) *Un effort significatif consacré aux équipements n'évitant pas le décalage de certains objectifs capacitaires*

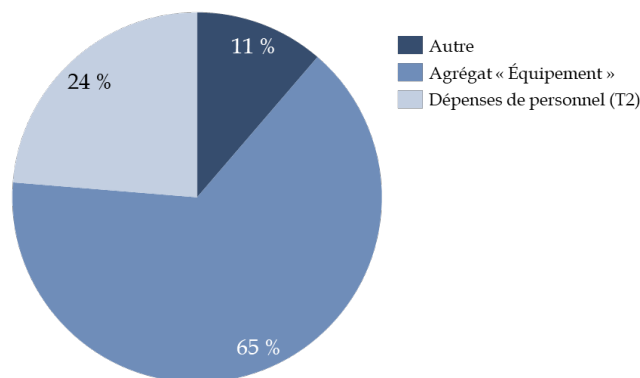
La LPM 2024-2030 s'inscrit dans la continuité de la précédente LPM, qui avait été adossée à une programmation visant à poser les jalons permettant d'atteindre « **l'Ambition 2030** ».

Cette « Ambition » **définit les contrats opérationnels, et les formats des armées associés à l'horizon 2030** sur chaque segment capacitaire, en posant des jalons intermédiaires en 2021 et en 2025.

La LPM 2024-2030 prévoit ainsi un important effort en faveur des équipements. D'un point de vue budgétaire, **les crédits de l'agrégat « équipement » s'élèvent à 268,6 milliards d'euros** sur la période, à comparer aux 172,8 milliards d'euros prévus par la précédente programmation. Ce total représente ainsi près des **deux tiers des besoins programmés** (65 %) et même 85 % des besoins programmés hors dépenses de personnel.

Décomposition du besoin physico-financier global prévu par la LPM 2024-2030 (413,3 milliards d'euros)

(en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses au questionnaire des rapporteurs au fond et pour avis du Sénat sur le projet de LPM 2024-2030.

Si la **programmation pour 2024-2030** a notamment conforté deux fondamentaux de la politique de défense française, à savoir la dissuasion nucléaire et le groupe aéronaval, elle a également **prévu le décalage de cibles à l'horizon 2035** sur certains segments pourtant majeurs concernant les trois forces. Sont notamment concernés le programme Scorpion de renouvellement des capacités de combat de l'armée de Terre, le programme « Frégates de défense et d'intervention » de la Marine ainsi que le

programme Rafale de l'armée de l'Air et de l'Espace. **D'après les responsables du ministère des armées auditionnés par le rapporteur, ce choix se justifierait notamment par un souci de faire primer la « cohérence » sur la masse.** En d'autres termes, la programmation proposée permettrait de s'assurer que chaque capacité soit pleinement opérationnelle en termes de soutien, de maintien en condition opérationnelle, de munitions et de formation des effectifs appelés à l'utiliser, quitte à retarder certaines livraisons et décaler l'atteinte des cibles prévues.

Le rapport annexé à la LPM 2024-2030 comprend un tableau intitulé « Équipement de nos forces », qui présente les capacités constatées en dotation pour 2023 et attendues pour 2030 et 2035, pour une soixantaine de types d'équipements relevant des capacités interarmées, et des forces terrestres, navales et aériennes. Ces éléments sont présentés *infra* dans le cadre de l'analyse de l'exécution de la LPM à ce jour.

b) Un effort dédié à l'entretien des matériels

Dans un contexte de niveau encore insatisfaisant de disponibilité des matériels¹ et face à la nécessité de préparer un éventuel conflit de haute intensité, **la LPM 2024-2030 a acté la nécessité de produire un effort dans ce domaine et a ainsi prévu une hausse significative des crédits de maintien en condition opérationnelle** (MCO, aussi appelé, d'un point de vue budgétaire, entretien programmé du matériel, EPM) **sur la période de programmation**, conformément à son objectif global de « **cohérence** » du format des armées.

Sur ces sept années, **le montant total des crédits d'EPM s'établirait ainsi à 49 milliards d'euros**, contre 35 milliards d'euros pour la période de programmation précédente, en **hausse de 14 milliards d'euros, soit 40 %**. Il convient néanmoins de noter que **si la hausse prévue est substantielle, elle est là encore calculée en valeur (à euros courants) et non en volume** (à euros constants). Or, la hausse du coût des facteurs sur la période pourrait venir rogner une part notable de l'augmentation de crédits, et ce d'autant plus que la progression des coûts du MCO risque d'atteindre des niveaux bien supérieurs à la hausse globale des prix, dans une logique similaire à la **loi d'Augustine** applicable aux acquisitions de matériels².

2. Un objectif de renforcement net des effectifs de 6 300 ETP et de 40 000 réservistes

Comme la loi de programmation précédente mais à la différence de celles qui leur sont antérieures, **la LPM 2024-2030 porte un objectif de rehaussement des effectifs du ministère des armées**, y compris s'agissant de la réserve opérationnelle. Cette dynamique se traduit sur les dépenses de

¹ Voir *infra*.

² Voir *supra*. Rapport d'information n° 4 (2024-2025), déposé le 2 octobre 2024, fait au nom de la commission des finances, sur le maintien en condition opérationnelle des équipements militaires.

personnel (T2), hors contribution au CAS « Pensions », qui représenteraient **24 % des besoins programmés sur la période de programmation**. Celles-ci passeraient de 13,6 milliards d'euros en 2024 à 14,5 milliards d'euros en 2030 (+ 7 %)¹.

a) Un renforcement prévisionnel des effectifs de 6 300 ETP pour le ministère des armées, assis en partie sur des efforts de politique de ressources humaines

L'article 7 de la LPM prévoit un **objectif d'augmentation nette d'effectifs sur la période (+ 6 300 ETP)**, devant permettre d'atteindre une cible à 275 000 ETP pour le ministère à l'horizon 2030, soit avec un retard de cinq ans par rapport à l'objectif, identique, déjà fixé pour le terme de la programmation 2019-2025. L'article 7 de la LPM précise qu'à ces effectifs s'ajoutent les augmentations de ceux du service industriel de l'aéronautique (SIAé). Le rapport annexé à la LPM dispose que la cible en effectifs du ministère est de 210 000 militaires d'active et 65 000 civils en 2030.

La trajectoire de recrutement prévue reflète les principales priorités de la programmation. *In fine*, **le renseignement, le cyber et les nouveaux champs de la conflictualité captent environ le tiers des augmentations nettes de postes**. 16 % des effectifs nouveaux seraient affectés aux services de soutien.

b) Un doublement prévisionnel de la réserve opérationnelle entre 2024 et 2030

Le même article 7 de la LPM prévoit un **objectif de doublement de la réserve (+ 40 000)**, l'effort annuel étant nettement concentré sur la fin de période².

L'objectif est ainsi de porter le **nombre de volontaires à 80 000 en 2030** puis à 105 000 au plus tard en 2035 pour atteindre un niveau d'un réserviste pour deux militaires d'active. Ainsi que l'indique le rapport annexé, la cible est de **290 000 militaires en 2030, dont 210 000 militaires d'active et 80 000 réservistes opérationnels**.

3. Des objectifs en termes de niveaux de préparation, de capacités opérationnelles et de disponibilité des matériels

Outre les capacités en matériels et en effectifs, la LPM porte des objectifs tenant à la préparation et aux capacités opérationnelles, ainsi qu'à la disponibilité des matériels.

¹ Réponses au questionnaire des rapporteurs au fond et pour avis du Sénat.

² Voir *infra*.

a) Des objectifs en termes de capacités opérationnelles

La LPM fixe un dispositif de postures et d'engagement devant être tenu par les armées, composé d'une « posture de réactivité » englobant l'ensemble des « postures permanentes », les engagements opérationnels courants et l'échelon national d'urgence renforcé. En outre, en cas d'engagement dans une opération majeure, un complément de forces doit être mobilisable ; il est constitué de forces en phase de régénération, en entraînement, voire en formation.

Capacités opérationnelles attendues en cas d'engagement majeur

- 1 état-major interarmées stratégique, 1 état-major opératif et 1 groupement de soutien interarmées de théâtre ;
- 1 état-major terrestre de niveau « corps d'armée », 1 division (avec appuis et soutiens) composée de 2 brigades interarmes relevables, 1 brigade d'aérocombat, et 1 groupement de forces spéciales terre ;
- 1 commandement de force navale, 1 porte-avions et son groupe aérien (30 avions de chasse et 2 avions de guet aérien), 2 porte-hélicoptères amphibies, 8 frégates de premier rang, 2 sous-marins nucléaires d'attaque, jusqu'à 5 avions de patrouille maritime, jusqu'à 2 bâtiment ravitailleur de forces, 1 groupe de guerre des mines, et 1 groupe d'actions spéciales navales ;
- 1 commandant interarmées de forces aériennes, 1 avion AWACS, 40 avions de chasse, 8 avions de transport stratégiques et de ravitaillement, 2 plots de recherche et sauvetage au combat, 1 capacité de 15 avions de transport tactique avec capacité d'aérolargage, 1 capacité de renseignement de théâtre, 2 plots de défense sol-air multicouches avec capacité de lutte anti-drones, et jusqu'à 3 bases aériennes projetées ;
- 1 état-major de composante de forces spéciales composé de 8 groupes et de leurs états-majors tactiques et moyens de transport (avions, hélicoptères, véhicules tactiques protégés), de moyens d'insertion maritime, d'une trame de drones et des soutiens spécifiques associés ;
- 1 composante cyberdéfense et un appui de la composante spatiale en mesure de mettre en œuvre le spectre complet des opérations spatiales militaires comprenant l'établissement d'une situation spatiale partagée, les appuis aux opérations et les actions couvrant le volet de la défense active et passive des systèmes spatiaux.

Source : commission des finances, d'après le rapport annexé à la LPM 2024-2030.

b) Des objectifs en termes de préparation opérationnelle et de niveau de disponibilité des matériels

Afin d'assurer la qualité de la préparation au combat, « consubstantielle d'une **armée d'emploi** » comme l'indique le rapport annexé à la LPM, cette dernière pose dans son rapport annexé l'objectif d'une amélioration quantitative et qualitative de la préparation opérationnelle, de même que du niveau de disponibilité des matériels. Elle se traduit budgétairement par un renforcement des moyens affectés :

- pour l'armée de Terre, ces moyens seraient portés de 13 à 18 milliards d'euros, soit une **progression de 5 milliards d'euros courants** ;

- pour la Marine nationale, ces moyens seraient portés de 17 à 24 milliards d'euros, soit une **progression de 7 milliards d'euros courants** ;

- pour l'armée de l'Air et de l'Espace, ces moyens seraient portés de 19 à 27 milliards d'euros, soit **une progression de 8 milliards d'euros courants**.

D'un point de vue **quantitatif**, la LPM prévoit **19 normes d'activité annuelle** qui visent à augmenter l'activité constatée en 2030 par rapport à 2023. Cette hausse d'activité et d'entraînement globale s'accompagnerait d'une augmentation de sa **qualité**, en termes notamment de matériels utilisés (entraînement sur matériels opérationnels plutôt que sur des matériels vieillissants ou dégradés dédiés à l'entraînement, par exemple) et d'entraînements du « haut du spectre » de la conflictualité. Ces éléments sont présentés *infra* dans le cadre de l'analyse de l'exécution de la LPM.

4. Une volonté de mettre en place une économie dite « de guerre »

Dans un discours du 13 juin 2022, le président de la République annonçait la mise en place d'une « **économie de guerre** ». Des travaux en ce sens avaient été amorcés à l'automne 2022 autour de 4 engagements : la simplification de l'expression du besoin militaire aux industriels par le ministère, la simplification des procédures administratives, la mise en place d'un agenda de relocalisation de certaines capacités et un changement d'approche pour la gestion des stocks de matières premières pour pouvoir répondre plus rapidement aux besoins exprimés. **Le ministre des armées avait résumé les objectifs en une formule : « produire plus, plus vite et moins cher ».**

Dans ce contexte, la LPM, enrichie par des apports au cours de son examen parlementaire, a acté un certain nombre de **principes applicables à la BITD**. Si elle pose des règles en matière de réquisitions et de possibilité de contraindre la constitution de stocks stratégiques par les industriels, elle énonce également des objectifs afin de **soutenir le développement de la BITD française et en Europe, à alléger les contraintes qui pèsent sur elles, à renforcer ses financements** et d'**asseoir son autonomie** par rapport à des puissances extérieures.

5. Une LPM qui n'augmente pas structurellement le format des armées

Si **la LPM 2024-2030** prévoit un effort sensible d'augmentation des crédits dédiés aux armées, en favorisant le renouvellement du format des capacités de dissuasion nucléaire, leur modernisation et le renforcement de leur cohérence, **elle ne vise pas à en augmenter le format global**. Cet état de fait résulte principalement de **deux facteurs cumulatifs**, l'un - le plus puissant - relevant d'une dynamique structurelle, l'autre d'un choix stratégique.

D'une part, **face à l'augmentation continue du coût des matériels, la hausse - moins rapide bien que nette - du budget des armées ne permet pas d'envisager une modification à la hausse du format global des armées**. De ce point de vue, l'on peut considérer schématiquement que si **la LPM 2024-2030 augmente effectivement les dépenses, elle n'est pas en mesure d'en augmenter fondamentalement les moyens**, au sens de la totalité des capacités disponibles.

D'autre part, schématiquement, le choix stratégique a été fait de **privilégier le caractère moderne, voire technologiquement en pointe, des matériels sur leur nombre**.

À titre d'illustration, même en cas d'atteinte de l'objectif de 15 frégates de premier rang modernisées à l'horizon 2030, la Marine conservera l'un des formats les plus réduits de son histoire.

II. UNE EXÉCUTION DE LA LPM GLOBALEMENT CONFORME, MAIS DES ÉCUEILS NOTABLES

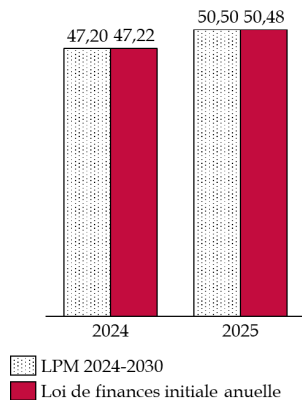
A. EN DÉPIT DE BUDGETS INITIAUX CONFORMES À LA LPM, L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE EST MARQUÉE PAR DES TENSIONS ET RIGIDITÉS MANIFESTANT L'ABSENCE DE TOUTE MARGE DE MANŒUVRE

1. Les lois de finances initiales sont conformes à la trajectoire prévue en LPM...

À ce jour, pour 2024 et 2025, les budgets initiaux annuels prévus pour la mission « Défense » dans les lois de finances initiales afférentes se sont inscrites en cohérence avec la trajectoire budgétaire prévue en LPM – et donc hors contribution au CAS « Pensions » –, les différences constatées étant marginales.

Comparaison des crédits de la mission « Défense » prévus en LPM 2024-2030 et dans les lois des finances initiales pour 2024 et 2025

(en milliards d'euros courants, hors contribution au CAS « Pensions », en CP)

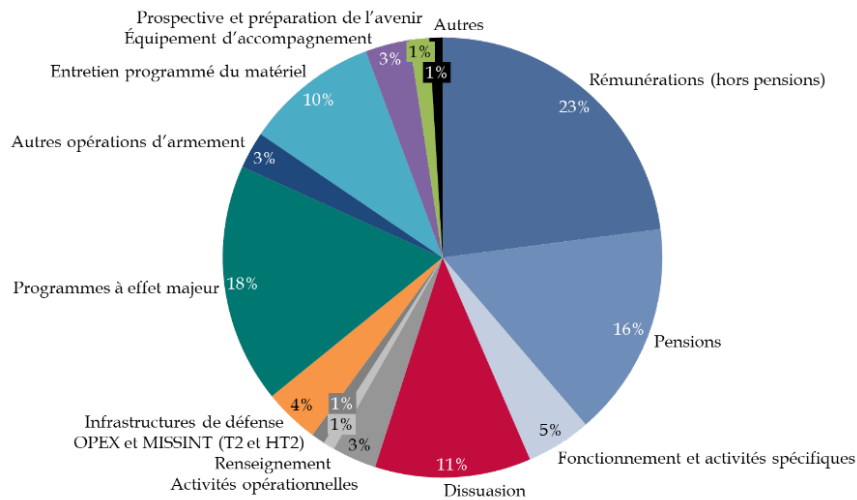


Source : commission des finances du Sénat, d'après la LPM 2024-2030 et les lois de finances initiales pour 2024 et 2025.

En **2024**, la loi de finances initiale (LFI) a prévu 47,22 milliards d'euros en CP, hors CAS « Pensions » (56,76 milliards d'euros y compris pensions), conformément à la programmation. En **2025**, la LFI prévoit 50,48 milliards d'euros (59,95 milliards d'euros en intégrant les pensions), conformément également à la LPM. Les crédits ouverts pour 2025 pour la mission « Défense » représentent ainsi **10,29 % des crédits du budget général de l'Etat**, contre 9,27 % en 2021.

Répartition des crédits de paiement de la mission « Défense » par opération stratégique¹ en PLF 2025

(en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses au questionnaire budgétaire du rapporteur spécial.

Si ce fut également le cas des budgets initiaux couverts par la loi de programmation précédente (2019-2025, interrompue en 2023), il n'en demeure pas moins que le respect de la trajectoire ne pouvait être présumé au regard de l'historique de l'exécution des LPM.

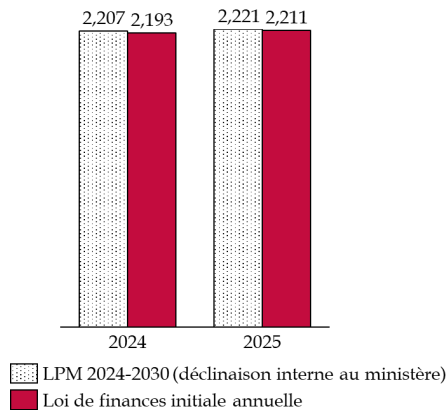
Selon les informations recueillies par le rapporteur spécial, le respect de la trajectoire prévue en LPM s'est également traduit, hors différences marginales, dans le montant des crédits attribués à chaque armée (BOP² Terre, BOP Air et BOP Marine), par rapport à la déclinaison de la LPM prévue de manière interne au ministère des armées.

¹ Le ministère des armées a développé une nomenclature propre pour assurer le pilotage de ses crédits, en les regroupant par opérations stratégiques (OS), transversales aux différents programmes.

² Budget opérationnel de programme.

Comparaison du BOP de l'armée de terre prévu dans le cadre de la déclinaison de la LPM et des lois de finances initiales pour 2024 et 2025

(en milliards d'euros courants, en CP)



Source : commission des finances du Sénat,
d'après les réponses au questionnaire du
rapporteur spécial.

2. ... mais la gestion budgétaire est marquée, dès la première année de la période de programmation, par une tension exagérément forte sur les crédits

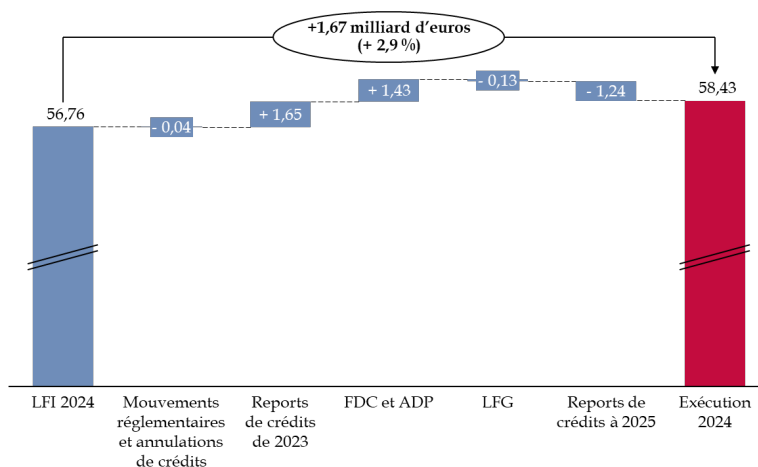
a) En 2024, les crédits consommés ont été supérieurs aux crédits initiaux...

En **2024**, pour la première année d'exécution de la période de programmation, **les crédits effectivement consommés ont été supérieurs à ceux initialement prévus en loi de finances initiale**. Cette situation n'est pas anormale, au regard notamment des **surcoûts** assumés habituellement par le ministère en cours d'année¹.

¹ Voir infra.

Exécution en 2024 des crédits de la mission « Défense » (hors CAS « Pensions »)

(en CP, en milliards d'euros)



Source : commission des finances, d'après les documents budgétaires et les chiffres de la Cour des comptes¹.

En 2024, 58,43 milliards d'euros ont ainsi été consommés, y compris au titre de la contribution au CAS « Pensions », soit un écart de **+ 1,67 milliard d'euros (+ 2,9 %) par rapport aux crédits initialement ouverts** en LFI.

La mission « Défense » a, en effet, notamment bénéficié en 2024 de reports de crédits depuis 2023 (+ 1,65 milliard d'euros), qui auraient dû être consommés dès 2023 mais ne l'ont pas été pour des raisons de régulation du déficit public affiché en fin d'année², et de fonds de concours et d'attribution (+ 1,43 milliard d'euros, dont 303 millions d'euros au titre du produit des avoirs russes gelés). Il convient néanmoins de noter qu'un nouveau report de crédits important est prévu vers 2025 (- 1,24 milliard d'euros), manifestant une **tendance ces dernières années à l'augmentation des mouvements de crédits interannuels, qui contrevient au cadre annuel de principe de l'exécution du budget**. C'est en particulier le cas pour les crédits reportés depuis 2023 et jusqu'en 2025, de même que pour ceux ouverts en lois de fin de gestion pour 2023 et 2024, immédiatement gelés, puis reportés sur l'année suivante.

Recommandation n° 1 : Mettre fin à la tendance au report significatif de crédits de paiement d'année en année, en cohérence avec le principe d'annualité budgétaire (ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique)

¹ Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

² Voir infra.

b) ... sans permettre de financer l'ensemble des besoins exprimés par le ministère en exécution, en décalage avec la lettre des dispositions de la LPM, dans un contexte budgétaire tendu

(1) Des crédits qui n'ont pas permis de financer l'ensemble du besoin de financement constaté en exécution

Le montant des crédits exécutés n'a toutefois pas permis d'assurer le financement de l'ensemble des besoins exprimés par le ministère, en particulier au titre de ses **surcoûts** en cours d'année, caractéristique structurelle du budget de la défense. En 2024, ils ont été composés¹ :

- d'un dépassement, une fois prises en compte les contributions internationales, de 391 milliards d'euros du montant de la provision prévue au titre des opérations extérieures (OPEX) et missions intérieures (MISSINT), y compris au titre de la sécurisation des jeux Olympiques et Paralympiques ;

- de 459 millions d'euros au titre des déploiements sur le flanc oriental de l'OTAN en Europe, qui ne sont pas intégrés juridiquement et comptablement aux OPEX ;

- de 529 millions d'euros au titre du coût du soutien à l'Ukraine ;

- d'autres surcoûts liés à la contribution aux opérations de sécurisation en Nouvelle-Calédonie (16,7 millions d'euros), notamment au titre du transport aérien stratégique des forces de sécurité intérieure, et à la reconduction du traité bilatéral avec la république de Djibouti (16,0 millions d'euros). En sens inverse, un moindre besoin au titre du CAS « Pensions » a été constaté en cours d'année (pour 360 millions d'euros).

Au total, les surcoûts à financer ont atteint 1,41 milliard d'euros en 2024, compensés partiellement par un moindre besoin en crédits de 360 millions d'euros au titre du CAS « Pensions ».

¹ Selon les éléments recueillis par le rapporteur spécial et les chiffres de la Cour des comptes : Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025.

**Surcoûts constatés, financements associés et besoin de financement subsistant
pour la mission « Défense » en 2024**

(en millions d'euros courants, en CP)

		Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense »	Programme 146 « Équipement des forces »	Programme 178 « Préparation et emploi des forces »	Programme 212 « Soutien de la politique de défense »	Total
Surcoûts constatés	Soutien direct à l'Ukraine (recomplètement de cessions, formations, contribution à la FEP)		325,0	190,5	13,8	529,3
	Opérations sur le flanc Est de l'OTAN			374,2	84,4	458,6
	Surcoûts OPEX et MISSINT au-delà de la provision (dont sécurisation des JOP)			338,0	53,3	391,3
	Nouvelle-Calédonie			16,7		16,7
	Financement complémentaire TCMD Djibouti	16,0				16,0
	Moindre besoin de contribution au CAS « Pensions »				- 360,0	- 360,0
	Total	16,0	325,0	919,4	- 208,5	1 051,9
Ouvertures et annulations nettes de crédits en LFFG		- 33,0	- 532,0	+ 677,0	- 237,6	- 125,6
Solde du besoin de financement subsistant		- 49,0	- 857,0	- 242,4	- 29,1	- 1 177,5

Source : commission des finances, d'après les chiffres de la Cour des comptes¹

Une partie des surcoûts opérationnels (OPEX, MISSINT, Nouvelle-Calédonie, et flanc oriental de l'OTAN en particulier), **a été financée par l'ouverture de crédits en loi de finances de fin de gestion (LFFG)**. Ainsi, la LFFG a ouvert 837 millions d'euros de CP nouveaux en cumulé². Toutefois, elle a **parallèlement annulé**, outre les 360 millions d'euros au titre de la moindre contribution au CAS « Pensions », **602,6 millions d'euros³ sur les crédits gelés**.

¹ Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

² Dont 160 millions d'euros, hors CAS « Pensions », au titre des dépenses de personnel (programme 212) et 677 millions d'euros au titre des autres types de dépenses (programme 178).

³ Dont 532 millions au titre de l'équipement des forces (programme 146), 37,6 millions d'euros au titre des dépenses de personnel (programme 212) et 33 millions d'euros au titre du programme 144 (Environnement et prospective de la politique de défense).

À l'issue de la loi de finances de fin de gestion, **le besoin de financement subsistant en dépenses en 2024, à l'échelle de la mission, s'établissait ainsi à 1,18 milliard d'euros**, essentiellement porté par le programme 146 relatif à l'équipement des forces (857 millions d'euros). **Une partie substantielle des surcoûts a de facto été autofinancée, « sous enveloppe ».**

S'agissant des **recettes**, alors que les ressources budgétaires initiales étaient conformes à la LPM, les recettes extrabudgétaires ont été réalisées à un niveau (1,428 milliard d'euros en CP) en apparence supérieur à ce que prévoyait cette dernière pour 2024 (1,316 milliard d'euros). Néanmoins, en premier lieu, cette situation résulte largement de la perception de 303 millions d'euros provenant du produit d'avoirs russes gelés, qui n'était pas intégrée aux prévisions initiales. En deuxième lieu, elle masque la sous-réalisation de la recette extrabudgétaire issue des dividendes attendus de l'entreprise TechnicAtome (115,8 millions d'euros réalisés contre 500 millions d'euros attendus¹). En dernier lieu, une partie du produit des recettes budgétaires perçues en 2024 a été reportée à 2025, pour 132 millions d'euros. En 2024, le montant des recettes extrabudgétaires cumulées disponibles s'est ainsi établi à 1,296 milliard d'euros, un niveau comparable – **inférieur de 20 millions d'euros – à ce que prévoyait la LPM pour cette année².**

Au total, **il peut être estimé que le besoin cumulé de financement à fin 2024 au titre des surcoûts et, beaucoup plus marginalement, des moindres recettes était de 1,2 milliard d'euros.** Ce montant, qui n'intègre pas d'éventuelles difficultés de financement relatives aux dépenses programmées initialement pour 2024 pour le ministère³, **correspond presque exactement à celui des reports de crédits de 2024 vers 2025 (1,237 milliard d'euros).** Il convient toutefois d'interpréter ces chiffres avec prudence au regard notamment d'une évolution du coût des facteurs plus faible qu'initialement prévu, libérant une capacité de paiement estimée à environ 800 millions d'euros pour 2024 (partagée à parts quasiment égales entre les programmes 178 et 146).

Pour ce qui concerne spécifiquement **le programme 146, il a connu au total un décalage entre les crédits attendus – ou espérés – par le ministère (au titre des dépenses mais également des recettes), et ceux effectivement exécutés en 2024 de - 1,241 milliard d'euros en CP** dont :

- - 325 millions d'euros au titre du non-financement des surcoûts du soutien direct à l'Ukraine ;

- - 384 millions d'euros au titre d'une sous-réalisation de la recette extrabudgétaire issue des dividendes attendus de l'entreprise TechnicAtome ;

¹ Selon les éléments recueillis par le rapporteur spécial et les chiffres de la Cour des comptes : Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025.

² La situation diffère en fonction des programmes de la mission.

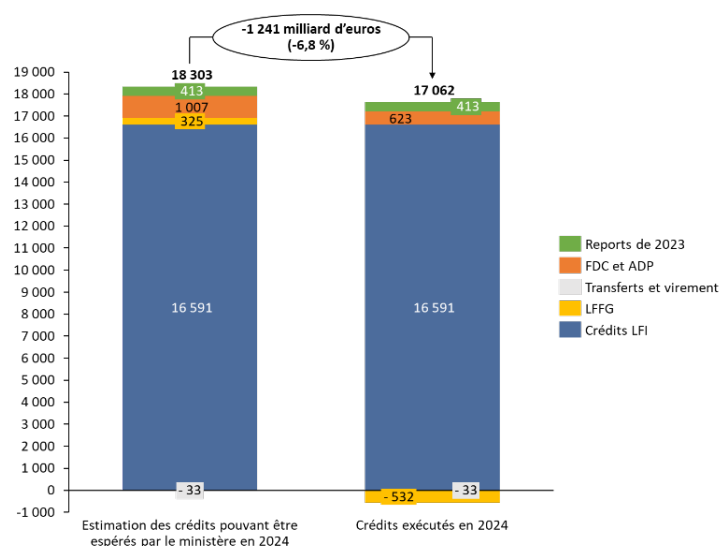
³ Dont il n'a pas été fait part au rapporteur spécial à l'occasion de ses travaux.

- - 532 millions d'euros, annulés dans le cadre de la loi de fin de gestion.

Le montant cumulé du besoin de financement du programme 146 en fin d'année correspond finalement à celui de l'ensemble de la mission. L'évolution favorable du coût des facteurs et le report massif de paiements (report de charges) a toutefois nettement réduit l'impact pratique de cette situation sur le programme, tout en créant d'autres difficultés¹.

Mise en regard d'une estimation des crédits pouvant être espérés en 2024 et de l'exécution constatée des crédits (programme 146)

(en CP, en millions d'euros)



Source : commission des finances, d'après les documents budgétaires et les chiffres de la Cour des comptes²

- (2) Un niveau de financement de l'exécution budgétaire qui n'est pas conforme à la lettre des dispositions de la LPM, dans un contexte budgétaire général très tendu

La LPM comprend un certain nombre de dispositions visant à assurer que les « surcoûts » occasionnés en cours d'année par certains types d'activités, d'achats ou de cessions spécifiques soient couverts par des financements complémentaires à ceux prévus en LFI. En outre, elle prévoit un mécanisme de sauvegarde en matière de montant des ressources extrabudgétaires.

Concernant les **surcoûts**, les dispositions concernées sont présentées dans le tableau suivant.

¹ Voir infra.

² Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

Les dispositions relatives au financement des surcoûts constatés en exécution prévues par la LPM 2024-2030

Cinq types principaux de surcoûts pouvant apparaître en gestion font l'objet de dispositions spécifiques de la LPM prévoyant que leur financement est réalisé de façon complémentaire aux crédits initiaux du ministère des armées, en raison du fait qu'ils **présentent un intérêt interministériel**.

1. Les opérations extérieures et les missions intérieures. L'article 5 de la LPM 2024-2030 établit une **provision annuelle au titre des opérations extérieures (OPEX) et des missions intérieures (MISSINT) des forces armées**. Son montant, en forte baisse par rapport à la LPM précédente, est fixé à 800 millions d'euros pour 2024 puis à 750 millions d'euros à compter de 2025 (et ce chaque année jusqu'en 2030). Cette provision apparaît chroniquement sous-estimée¹.

L'article 5 de la LPM précise qu'« en gestion, les surcoûts des opérations extérieures et des missions intérieures, nets des remboursements des organisations internationales, non couverts par cette provision font l'objet d'un financement interministériel », étant précisé que la « participation de la mission « Défense » à ce financement interministériel ne peut excéder la proportion qu'elle représente dans le budget général de l'État. » En outre, si « le montant des surcoûts nets ainsi défini est inférieur à la provision, l'excédent constaté est maintenu au profit de la mission « Défense » ».

2. Les opérations de renforcement du flanc oriental de l'OTAN en Europe. Les missions menées par les armées françaises depuis février 2022 au titre du renforcement du flanc oriental de l'OTAN (missions AIGLE en Roumanie et LYNX en Estonie, missions aériennes et navales dans plusieurs pays d'Europe), qui ne relèvent pas *stricto sensu* d'« opérations extérieures », génèrent également des dépenses importantes ayant vocation à être traitées dans le cadre du financement des surcoûts au même titre que les OPEX. Le dispositif de la LPM ne comporte toutefois pas de disposition explicite en ce sens.

3. L'effort national de soutien à l'Ukraine. L'article 4 de la LPM 2024-2030 prévoit que « s'ajouteront » aux ressources prévues au titre de la programmation celles nécessaires au financement de **l'effort national de soutien à l'Ukraine**, en précisant que celles-ci « concernent notamment le financement de contributions à la Facilité européenne pour la paix, des reconstitutions nécessaires, en cas de cessions d'équipements ou de matériels, à la préservation intégrale du format des armées prévu par la programmation [...] ou d'aides à l'acquisition de matériels ou de prestations de défense et de sécurité. **Ces moyens seront déterminés en loi de finances de l'année ou en exécution**, en cohérence avec l'évolution du contexte géopolitique et militaire ».

4. Le remplacement de matériels prélevés sur les parcs des armées au titre du soutien à l'exportation. Le même article de la LPM 2024-2030 prévoit également qu'« en cas de prélèvement d'équipements ou de matériels sur les parcs des armées au titre du soutien à l'exportation, s'ajouteront les ressources nécessaires au financement des reconstitutions nécessaires à la préservation intégrale du format des armées prévu par la programmation militaire présentée dans le rapport annexé à la présente loi. **Ces moyens seront déterminés en loi de finances de l'année ou en exécution** ». Il n'a pas été porté à la connaissance du rapporteur spécial d'enjeu spécifique de ce point de vue en 2024.

¹ Voir infra.

5. Les énergies opérationnelles. L'article 6 de la LPM 2024-2030 prévoit qu'« en cas de hausse du prix constaté des énergies opérationnelles, la mission « Défense » bénéficiera de mesures financières de gestion, si nécessaire par ouverture de crédits en loi de finances rectificative et en loi de finances de fin de gestion ». Le coût des énergies opérationnelles ayant tendance à baisser, il n'est à ce jour pas fait usage de cette disposition.

Source : commission des finances du Sénat

La lecture de ces dispositions relève des différences dans les modalités de financement prévues entre deux types de surcoûts.

En premier lieu, s'agissant du financement des **OPEX et MISSINT** au-delà de la provision prévue et, par extension, des opérations de renforcement du flanc oriental de l'OTAN en Europe, le **financement complémentaire prévu est dit « interministériel »**. Or, si une telle rédaction peut impliquer l'ouverture de crédits nouveaux, par exemple en loi de finances de fin de gestion, elle **n'exclut pas que le financement puisse s'opérer par le biais de la réserve de précaution**. En effet, chaque année, une partie des crédits de l'ensemble des ministères fait l'objet d'une mise en « réserve de précaution » (dont le taux de principe est en 2024 et 2025 de 5,5 %, hors titre 2, et de 0,5 % en titre 2, sauf exceptions). Or, **l'objet de cette réserve est justement de couvrir** non seulement la capacité d'auto-assurance ministérielle, en cas de dépenses plus dynamiques que prévu ou d'imprévus, mais également **la capacité de faire face aux besoins de solidarité interministérielle¹**.

S'opposent ainsi, schématiquement, deux conceptions du financement de ces surcoûts, comme les auditions du rapporteur spécial ont été l'occasion de le constater. D'un côté, celle de la direction du budget, qui estime de façon orthodoxe, sur la base du cadre budgétaire général applicable, que le dégel régulier quasi-intégral de la réserve du ministère des armées en fin de gestion (à la différence de beaucoup d'autres ministères) vient couvrir de manière interministérielle une part des surcoûts. D'un autre côté, la conception de la direction des affaires financières du ministère des armées, fondée sur une lecture stricte de la notion de financement interministériel, qui plaide pour une couverture des surcoûts constatés assis essentiellement sur des crédits nouveaux.

En 2024, dans un contexte budgétaire général très contraint, c'est une solution intermédiaire qui a été mise en œuvre. Alors qu'une partie significative de la réserve de précaution a été dégelée, des crédits

¹ Selon le Recueil des règles de comptabilité budgétaire de l'État, cité par la Cour des comptes, la réserve de précaution ne constitue pas un simple gel temporaire des crédits : « Les crédits mis en réserve [doivent] être préservés en vue de couvrir les seuls aléas de gestion, en garantissant d'une part la capacité d'auto-assurance ministérielle, en cas de dépenses plus dynamiques que prévu ou d'imprévus, et d'autre part la capacité de faire face aux besoins de solidarité interministérielle. »

complémentaires ont par ailleurs été ouverts pour financer les surcoûts, mais pas dans la mesure de leur montant effectif. Ainsi, s'ils ont quasiment couvert les besoins exprimés pour le programme 212, ils n'ont couvert qu'une partie des surcoûts pour le programme 178 (677 millions d'euros ouverts sur 919,4 millions d'euros).

En second lieu, la lettre de la LPM laisse en revanche peu de place à l'interprétation **s'agissant du financement de l'effort national de soutien à l'Ukraine**, en prévoyant que les ressources correspondantes « s'ajouteront » à celles prévues au titre de la programmation. Or, en 2024, le programme 146, qui a assumé 325 millions d'euros de surcoûts à ce titre, n'a pas connu d'ouverture de crédits complémentaires, étant par ailleurs impacté par une annulation de CP de 532 millions d'euros.

Concernant les **recettes**, l'article 4 de la LPM prévoit que dans le cas où les **ressources extrabudgétaires** sont inférieures au montant de la prévision, elles doivent être complétées à hauteur de ce montant par des crédits budgétaires dans la loi de finances initiale de l'année suivante. La moindre recette issue des dividendes versés par TechnicAtome en 2024¹ n'a pas conduit à une hausse des crédits de la mission pour 2025. Néanmoins, comme cela a été rappelé *supra*, le montant global des ressources extrabudgétaires a été conforme à la prévision en 2024 et la part non-consommée en 2024 a été reportée sur 2025.

L'application partielle des dispositions de la LPM relatives au financement de l'exécution budgétaire de la mission « Défense » doit toutefois être mise en perspective. En effet, elle s'inscrit dans un **contexte budgétaire général particulièrement dégradé en 2024**, tant au regard de la prévision initiale du déficit public que de sa dégradation tout au long de l'année. Aussi, dans ces conditions, le respect de la trajectoire prévue en LPM dans la LFI, puis le dégel large des crédits mis en réserve, ainsi que le report de crédits à 2025 plutôt que leur annulation, est apparu comme relativement favorable lors des arbitrages interministériels. En outre, il convient de noter que l'exécution 2024 a précédé la nette dégradation des perspectives de sécurité de l'Europe du fait des prises de position du nouveau président Donald Trump, entré en fonction en janvier 2025.

c) Une sous-estimation initiale chronique des surcoûts et une volonté de sanctuariser autant que possible l'intégralité des acquisitions capacitaires prévues en LPM, au prix d'une hausse du report de charges...

Les caractéristiques de l'exécution budgétaire de la mission « Défense » en 2024 s'expliquent, parallèlement aux **limites du montant des crédits nouveaux ouverts en gestion pour financer les surcoûts**, par deux séries de raisons principales.

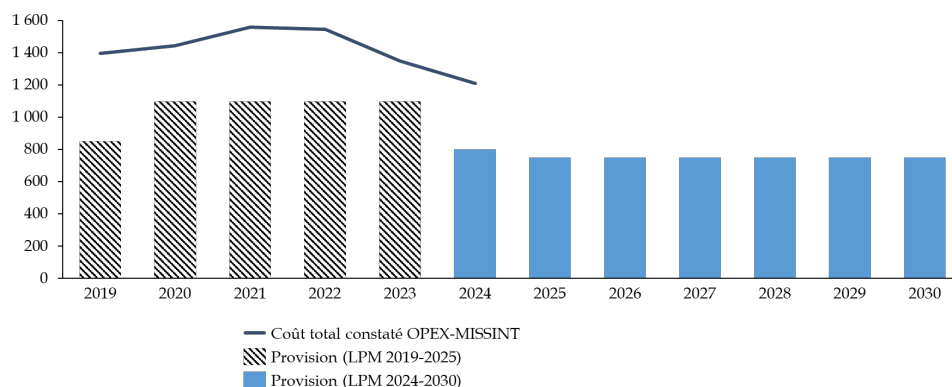
¹ Voir *supra*.

D'une part, le budget de la défense est marqué depuis plusieurs années par une **sous-estimation chronique des surcoûts à attendre en cours d'année**, en particulier s'agissant des OPEX et MISSINT, tandis que les opérations militaires de réassurance du flanc Est de l'OTAN ne sont pas provisionnées, alors même que leur coût est désormais assez prévisible.

Cette situation résulte largement des LPM. En effet, ces dernières intègrent un montant de provision qui ne suffit pas à couvrir le coût des OPEX et MISSINT. Les surcoûts à financer en cours d'année s'établissent ainsi à plusieurs centaines de millions d'euros tous les ans.

Le sous-évaluation chronique des dépenses d'OPEX et de MISSINT

(en millions d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les LPM 2019-2025 et 2024-2030 et les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial.

Si le désengagement militaire dans une partie substantielle de l'Afrique a conduit récemment à une baisse du coût des OPEX, la LPM 2024-2030 a parallèlement réduit nettement le montant de la provision, celle-ci passant de 1,1 milliard d'euros en 2023 à 800 millions d'euros en 2024 puis 750 millions d'euros en 2025. Ainsi, en dépit d'une baisse du coût cumulé des OPEX et MISSINT **en 2024** par rapport à 2023, **un besoin de financement complémentaire à la provision a été constaté, à hauteur de 391,3 millions d'euros**. En outre, la LPM 2024-2030 ne prévoit pas la prise en compte dans une provision des opérations militaires de réassurance du flanc Est de l'OTAN, aujourd'hui très probablement destinées à être pérennes, sous une forme ou une autre.

Ces limites de la LPM devraient être corrigées dans le cadre de la **conception des budgets annuels initiaux de la mission « Défense »**. Cela n'est toutefois pas le cas à ce jour, ce qui reporte le problème à la fin de gestion, dans une démarche qui contrevient tant à la sincérité des prévisions qu'au principe de bonne gestion des crédits.

Recommandation n° 2 : Arrêter la sous-budgétisation chronique des surcoûts annuels liés aux opérations extérieures et aux missions intérieures des armées en ajustant le montant de la provision afférente, intégrée dans le budget annuel de la mission « Défense », et y inclure le coût des missions relevant de la sécurisation du flanc oriental de l'OTAN (*ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*)

En outre, **une partie des recettes extra-budgétaires prévues en LPM ont été surévaluées, en tous cas pour 2024**. En effet, le montant des dividendes versées par TechnicAtome n'a ainsi représenté en 2024 que moins d'un quart de celui estimé initialement, le montant total des ressources extrabudgétaires prévues à l'échelle de la mission n'ayant été réalisé qu'au profit de la perception du produit des avoirs russes gelés¹. Ainsi que l'indique la Cour des comptes, la direction du budget avait pourtant fermement contesté, à plusieurs reprises, cette évaluation, considérant qu'elle était trop élevée². La construction du budget de la mission « Défense » pour 2024 aurait ainsi dû modifier le montant attendu de cette recette, là encore dans une perspective de sincérisation des crédits prévus et afin d'éviter les difficultés de financement de fin de gestion.

D'autre part, comme les auditions ont été l'occasion de le constater, **le ministère des armées manifeste une volonté ferme de sanctuariser autant que possible l'acquisition de l'ensemble des besoins physiques identifiés par la LPM et ce, au plus tôt**. Alors qu'une seule marche de hausse annuelle des crédits de la LPM 2024-2030 avait été exécutée et qu'il a manqué environ 1,2 milliard d'euros de CP par rapport aux besoins exprimés par le ministère en 2024, il a été décidé de poursuivre la réception de la quasi-intégralité des matériels et équipements prévus mais de reporter à 2025 une part notable des paiements associés, dans le cadre du **report de charges**³. Concrètement, dès le mois de septembre, certains fournisseurs n'étaient plus réglés pour leurs livraisons.

Il convient néanmoins de noter que si la tension pesant sur les crédits de la mission « Défense » se retrouve globalement aujourd'hui dans la hausse du report de charges et non dans la réduction des commandes et livraisons, **l'enveloppe globale pluriannuelle de l'agrégat « équipement » a été revue à la baisse**, à l'occasion de l'ajustement de la programmation annuelle réalisée en 2024 (A2PM 2024), **de 5,7 milliards d'euros** par rapport à la programmation, pour s'établir à 262,3 milliards d'euros. Il pourrait s'agir là d'un premier effet concret des tensions budgétaires sur les ambitions capacitaires.

¹ Voir supra.

² Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

³ Voir infra.

d) Une situation de tension budgétaire qui contraint la bonne gestion des crédits par les responsables de programme

Outre les enjeux tenant à la soutenabilité de l'exécution des crédits de la mission « Défense », la tension qui pèse sur elle nuit en outre à la bonne gestion annuelle de leur budget par les responsables de programme, tant du fait de l'incertitude sur le financement des surcoûts que du poids des crédits gelés.

Cette difficulté a été manifeste en **2024**, dans un contexte budgétaire général par ailleurs très dégradé, associé à une forte instabilité gouvernementale. La réserve de précaution fixée à 5,5 % des crédits hors titre 2 et 0,5 % en titre 2, a en effet fait l'objet de surgels, avec un rehaussement du taux à 7,2 % en février 2024 puis à 8,6 % pour le programme 178 en août 2024¹. En outre, le programme 212 avait connu une annulation de crédits de 105,8 millions d'euros par un décret de février 2024². Au 31 décembre 2024, après la loi de fin de gestion de 2024, 775 millions d'euros restaient gelés (dont 715 millions d'euros sur le programme 178) ; ils ont finalement été reportés vers 2025.

De même, en **2025**, les crédits de la mission « Défense » ont fait l'objet de différents gels, notamment dans un contexte de mise en œuvre des services votés en début d'année, en l'absence de loi de finances initiale. **Au 12 mai 2025, 3,29 milliards d'euros de crédits de paiement étaient gelés³**, soit quasiment l'équivalent d'une marche annuelle de LPM. Hors titre 2, **le taux de mise en réserve s'établit ainsi à 8,6 %** du montant des crédits initiaux, un taux significatif.

3. Une hausse anormale du report de charges : des investissements qui se font de plus en plus à crédit auprès des industriels

a) Une augmentation très lourde du report de charges, tant en valeur qu'en proportion des crédits disponibles

Depuis la fin de l'exercice 2022, le stock de report de charges de la mission « Défense » tend à progresser de façon très significative.

Le report de charges est une notion comptable qui regroupe les dépenses qui auraient dû être réglées en année N et qui constituent des dettes certaines. Il peut s'agir soit :

- de charges à payer, à savoir des charges au titre d'engagements juridiques consommés et pour lesquels le service fait a été constaté en N mais

¹ Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

² Décret n° 2024-124 du 21 février 2024 portant annulation de crédits.

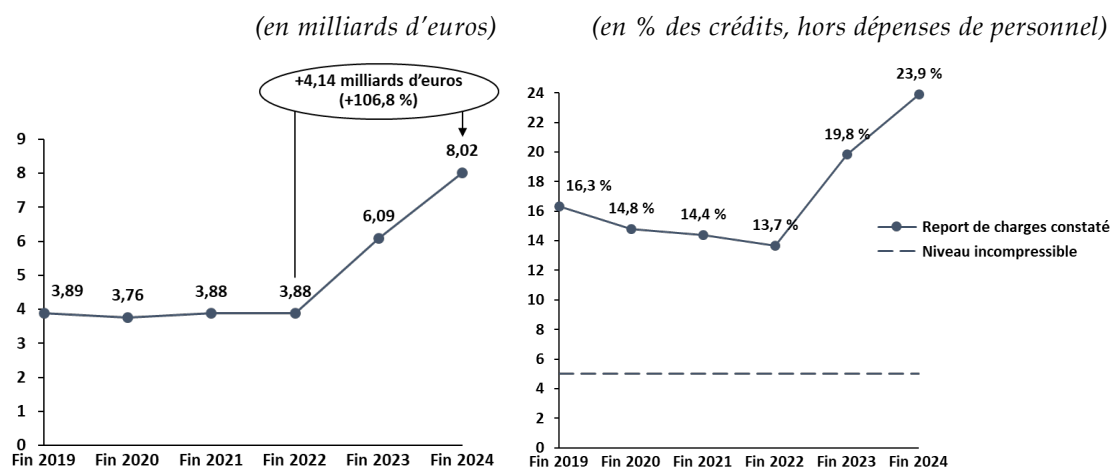
³ Dont 2,52 milliards au titre de la régulation budgétaire et 767 millions d'euros au titre des aléas de gestion.

le paiement n'a pas été effectué (du fait en particulier, pour les livraisons en fin d'année, du délai normal de traitement des factures) ;

- de « dettes fournisseurs », qui auraient dû être liquidées en année N mais ne l'ont pas été, faute de crédits de paiement effectivement disponibles à cet effet : elles sont en principe liquidées en début d'année N + 1, lors de la mise à disposition des crédits de l'exercice suivant ou éventuellement des crédits reportés depuis l'année N, sauf lorsque le stock de report de charges n'est pas maîtrisé.

Ainsi, alors que le stock de report de charges de 2022 vers 2023 était de 3,88 milliards d'euros, il s'établirait à environ **8,02 milliards d'euros de 2024 vers 2025** ; le stock a ainsi **plus que doublé en deux ans (+ 106,8 %)**. Il représente environ **0,275 point de PIB**, contre un peu moins de 0,15 point en 2022.

**Évolution du report de charges de la mission « Défense »
en valeur et en pourcentage des crédits (hors dépenses de personnel)
entre fin 2019 et fin 2024**



Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial.

La hausse du volume du stock de report de charges, à savoir **+ 4,14 milliards d'euros en deux ans**, est ainsi nettement supérieure à une **marche annuelle d'augmentation des CP de la mission « Défense »** sous la LPM 2024-2030 (+ 3,3 milliards d'euros en 2024 par exemple). Elle concerne tant les **charges à payer** que les **dettes fournisseurs**, ces dernières ayant un plus grand effet en valeur.

Cette évolution se traduit également en proportion des crédits de la mission, hors dépenses de personnel, étant entendu que le niveau de report de charges « *structurel incompressible* » peut être estimé, sur la base du délai global de paiement moyen du ministère (qui est faible), à **environ 5 %** selon la

Cour des comptes¹. À fin 2024, **le report de charges continue de progresser et s'établirait à 23,9 %, contre 13,7 % à fin 2022.**

b) Si une hausse du stock de report de charges est naturelle en début de LPM, son acuité apparaît anormale...

(1) La progression du stock de report de charges résulte de plusieurs facteurs

D'un point de vue théorique, une **hausse du stock de report de charges** peut servir d'outil conjoncturel et/ou structurel.

- D'un point de vue **conjoncturel**, la hausse du report de charges peut, d'une part, être mobilisée pour faire face à une **inflation temporairement supérieure** aux estimations et maintenir les acquisitions en dépit de la hausse des coûts et, d'autre part, permettre de réduire les dépenses exécutées et **réguler ainsi le déficit public exécuté en fin d'année**, sans remettre en cause les livraisons.

- D'un point de vue **structurel**, cet outil peut également être mobilisé comme une variable d'ajustement permettant, en **début de période de LPM**, de **procéder à des dépenses plus élevées que ne le permettent les crédits disponibles** – même s'ils sont orientés à la hausse – afin d'atteindre les objectifs capacitaires et opérationnels fixés à l'horizon de la fin de programmation. Concrètement, le report de charges augmente ainsi en début de période de programmation, pour décroître en fin de période, à mesure que le nombre de livraisons se réduit et que les crédits continuent d'augmenter.

Concrètement, **l'ensemble de ces trois facteurs ont contribué à la hausse du report de charges depuis 2022.**

En premier lieu, la hausse du niveau d'**inflation**, à compter de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, par rapport aux niveaux attendus en 2022 et 2023, a conduit à rehausser le niveau de report de charges ces années-là, afin de garantir le niveau des livraisons programmées initialement.

En deuxième lieu, l'année 2024 mais également l'année 2023 – du fait de l'ouverture d'une enveloppe exceptionnelle de 1,5 milliard d'euros de crédits en préparation de l'entrée dans la LPM 2024-2030 – ont été marquées par l'utilisation du report de charges comme une **variable d'ajustement caractéristique des acquisitions de début de période de programmation.**

En dernier lieu, l'exécution budgétaire de fin d'année 2023 a été marquée par une volonté gouvernementale de **réduire le déficit public exécuté** en reportant une partie des crédits qui auraient dû initialement être exécutés en **2023**, sur 2024. Ainsi, comme l'a proposé une note des services de Bercy en date du 7 décembre 2023, 1,65 milliard d'euros de crédits de

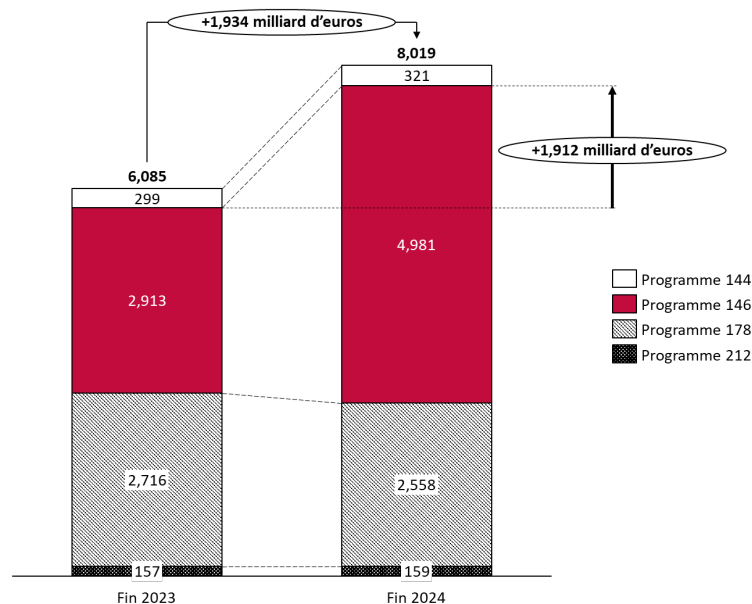
¹ Analyse de l'exécution budgétaire 2023, Mission « Défense », avril 2024, Cour des comptes.

paiement sur la mission « Défense »¹ prévus pour l'année 2023 ont été repoussées à cet effet à **2024**, décision qui n'a pas relevé du ministère des armées. Si la même intention ne peut être établie aussi clairement pour l'année suivante, il n'en demeure pas moins que 1,24 milliard d'euros de crédits de paiement ont été reportés de 2024 à 2025, alors même que le stock de report de charges continuait de se dégrader nettement.

De même, la loi de finances de fin de gestion pour 2024 a annulé **532 millions d'euros de crédits en CP sur le programme 146 « Équipement des forces »**, alors que le report de charges de ce programme a augmenté parallèlement de **1,912 milliard d'euros de fin 2023 à fin 2024**. C'est d'ailleurs ce programme qui porte la quasi-totalité de la hausse du report de charges à l'échelle de la mission en 2024 (+ 1,934 milliard d'euros), en cohérence avec son poids budgétaire et le fait qu'il porte l'essentiel des acquisitions.

Évolution du report de charges ventilé par programmes de la mission « Défense » entre fin 2023 et fin 2024

(en millions d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial et la Cour des comptes².

¹ Rapport fait au nom de la commission des finances par la mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, son suivi par l'administration et le Gouvernement et les modalités d'information du Parlement sur la situation économique, budgétaire et financière de la France, dont Jean-François HUSSON est le rapporteur et Claude RAYNAL le président, déposé le 6 juin 2024.

² Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

(2) L'ampleur de la hausse du stock de report de charges apparaît mal maîtrisée ...

Afin de maîtriser son évolution, le stock de report de charges est soumis à des objectifs de **plafond**.

Ainsi, la **LPM pour 2019-2025** prévoyait dans son rapport annexé une **trajectoire de réduction progressive de la proportion du stock de report de charges** en proportion de l'ensemble des crédits, hors dépenses de personnel.

**Trajectoire prévue par la LPM 2019-2025 pour le report de charges
en proportion des crédits, hors personnel**

(en pourcentage des crédits, hors dépenses de personnel)

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
16 %	15 %	14 %	12 %	12 %	11 %	10 %

Source : commission des finances du Sénat d'après la loi de programmation militaire 2019-2025

Si elle a été globalement respectée jusqu'à fin 2021, un écart apparaît à compter de 2022, dans un contexte de forte hausse de l'inflation à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. **L'écart se creuse ensuite nettement**, pour s'établir à près de 8 points de décalage à fin 2023, dernière année d'exécution de la LPM 2019-2025 mais également année de « pré-LPM 2024-2030 ».

La LPM pour 2024-2030 ne prévoit pas formellement, quant à elle, de trajectoire spécifique pour le stock de report de charges, écueil notable qui doit être corrigé dans la documentation budgétaire pour permettre son suivi et favoriser sa soutenabilité.

Recommandation n° 3 : Intégrer dans les documents budgétaires annuels de la mission « Défense » la mention de la trajectoire prévue (jusqu'à la fin de la période de programmation) et exécutée du report de charges pour chaque programme et en cumulé (*ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*)

Des objectifs ont néanmoins été fixés de manière interne au ministère des armées et au ministère de l'économie et des finances¹. La **Première ministre Elisabeth Borne** avait en effet décidé, à l'occasion de la

¹ Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

conception du projet de loi de programmation militaire 2024-2030, de porter le **plafond de ce stock à 20 %**, soit une hausse très significative par rapport à l'objectif de 10 % porté par la LPM 2019-2025.

Dans ce cadre, selon les informations recueillies par le rapporteur spécial, il a ainsi été initialement prévu, en juin 2023, de maintenir un plafond de report de charges par rapport aux crédits (hors dépenses de personnel) de 20 % au maximum de 2024 à 2028, avant de retrancher 5 points par an en 2029 et 2030 (stock d'environ 15 % puis 10 %), grâce à la mobilisation à cet effet d'une partie des crédits supplémentaires apportés par les deux dernières marches (+ 3,5 milliards d'euros par année).

Or, alors que le plafond fixé avait été dépassé de 7,8 points en 2023 et que ce dernier avait été très fortement réhaussé de 8 points pour 2024, il a de nouveau été dépassé cette année-là, à hauteur de 3,9 points.

Selon les informations recueillies par le rapporteur spécial, face aux difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs fixés, il a d'ailleurs finalement été décidé, à l'occasion des travaux d'ajustement de la programmation militaire (A2PM) de juin 2024, de **réduire l'ambition à une baisse du niveau à 17 % en 2029 puis 13 % en 2030.**

Trajectoire actualisée prévue dans le cadre de la LPM 2024-2030 (de façon interne au Gouvernement) pour le report de charges en proportion des crédits, hors dépenses de personnel

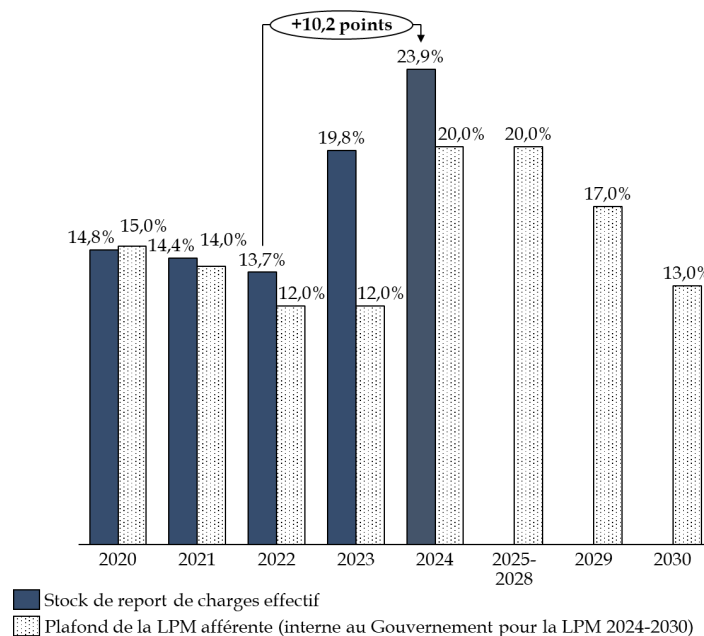
(en pourcentage des crédits, hors dépenses de personnel)

2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
20 %	20 %	20 %	20 %	20 %	17 %	13 %

Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial.

**Évolution du plafond et du solde exécuté du report de charges de la mission
« Défense » en proportion des crédits, hors dépenses de personnel,
entre 2020 et 2030**

(en pourcentage des crédits, hors dépenses de personnel)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial.

Le rapporteur spécial souligne que **même dans le cas où les plafonds fixés, étaient respectés à l'avenir** – ce qui est loin d'être assuré –, **un niveau de report de charges maintenu à 20 % jusqu'en 2028 impliquerait**, au regard de la hausse annuelle du montant des crédits prévue en programmation, **une forte progression du poids de celui-ci en valeur absolue, de nature à grever la gestion budgétaire du ministère.**

Recommandation n° 4 : Reprendre rapidement le contrôle de la dynamique du report de charges en actant une trajectoire de réduction menant à un taux de 10 % des crédits, hors dépenses de personnel, en 2030 (*ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*)

c) ...et témoigne d'un défaut de soutenabilité, au détriment d'une part de la crédibilité de la politique industrielle de défense

Il ne peut être reproché au ministère des armées de souhaiter procéder à l'augmentation de son schéma capacitaire dès le début de période de la LPM, notamment pour en tirer le meilleur profit opérationnel à l'horizon 2030. En revanche, le fait que cette politique soit exécutée aujourd'hui pour une partie substantielle via une hausse aigüe du report de charges est discutable.

En 2024, s'il a manqué environ 1,24 milliard d'euros de crédits en exécution au programme 146 (qui porte l'essentiel des acquisitions) par rapport à ce qui était espéré par le ministère, la hausse du report de charges a été nettement supérieure pour ce programme, s'établissant à 1,91 milliard d'euros¹. Autrement dit, outre le fait que des livraisons – et les commandes afférentes – continuent d'intervenir alors que les crédits correspondants ne sont pas rendus disponibles, des livraisons (de matériels, d'études, etc.) représentant un montant d'environ 700 millions d'euros ne pouvaient pas être financées cette année, le ministère comptant vraisemblablement sur la hausse future des crédits pour les régler. Et ce, alors même que le programme a bénéficié d'un niveau d'inflation plus faible qu'anticipé, augmentant ses marges de manœuvre d'environ 380 millions d'euros sur l'année. **Le ministère des armées achète ainsi plus que ce qu'il ne peut payer ; il se fournit en s'endettant pour partie auprès de ses fournisseurs.** Cette situation pose **trois séries de difficultés.**

Premièrement, cet état de fait interroge la soutenabilité de la dynamique, le report de charges constituant une **dette qu'il faudra régler un jour**. Le rapporteur spécial constate, en outre, que le report de charges a continué d'augmenter en 2024 alors même que l'un des facteurs principaux la justifiant a disparu, à savoir un niveau d'inflation constaté qui serait plus élevé qu'initialement prévu. En effet, il a même été plus faible qu'attendu².

Deuxièmement, le non-règlement des factures correspondant au report de charges (pour la partie des « dettes fournisseurs ») dans les délais réglementaires donne lieu au règlement par le ministère des armées d'**intérêts moratoires** auprès de ses fournisseurs. En 2024, ces intérêts ont représenté **29,6 millions d'euros à l'échelle de la mission**, contre 12,7 millions d'euros en 2022. La forte hausse des dettes contractées auprès des entreprises devrait conduire à une hausse des montants concernés. Certes, ces derniers pourraient néanmoins rester relativement limités en comparaison de l'ampleur des dettes, grâce à « *une certaine virtuosité* » des gestionnaires de marchés du ministère pour en limiter l'ampleur, selon l'expression d'une personne auditionnée. Néanmoins, il s'agit d'une perte sèche de ressources publiques.

¹ Voir supra.

² Idem.

Troisièmement, **le financement des dépenses du ministère ne saurait être délégué de facto aux industriels de la défense dans une ampleur trop importante**, alors que l'arrêt des paiements intervient de plus en plus tôt dans l'année. Certes, les titulaires des marchés, à savoir principalement la dizaine de grands industriels de la défense, bénéficient des intérêts moratoires. Néanmoins, même s'il existe dans certains cas des clauses de paiement direct, le report de charges affecte durement de nombreuses entreprises sous-traitantes, dont le financement constitue pourtant une préoccupation majeure, souvent soulignée par le Sénat. Plus largement, la forte progression des dettes auprès des fournisseurs apparaît **quelque peu antinomique avec l'« économie de guerre »** censée permettre de produire plus et plus vite, en renforçant la BITD. Cette situation nuit pour partie à la crédibilité de la politique industrielle de défense.

4. Une mission « Défense » souffrant de trop fortes rigidités tenant en particulier au poids du paiement des engagements pris antérieurement

Le budget de la Défense souffre aujourd'hui de très importantes rigidités tenant au poids des paiements résultant des engagements antérieurs.

Premièrement, si la LPM 2024-2030 vise, dans le même esprit que la LPM 2019-2025 à produire des commandes, son exécution hérite également de la responsabilité d'assumer la charge budgétaire résultant du paiement des prestations et surtout des matériels commandés antérieurement, que ce soit dans le cadre de la précédente LPM ou au début de l'actuelle.

Cet état de fait se traduit dans **le poids considérable des restes à payer**, c'est-à-dire des paiements à venir occasionnés par des engagements déjà réalisés. **Leur montant cumulé s'établit à fin 2024 à 99 milliards d'euros, soit environ le double de l'ensemble du budget actuel de la défense, hors CAS « Pensions »** (50,5 milliards d'euros). Ils relèvent principalement du programme 146, en raison du coût des équipements et du caractère pluriannuel des programmes, et du programme 178, en particulier pour ce qui concerne le maintien en condition opérationnelle des matériels.

Ainsi, selon les chiffres du rapport annuel de performances de la mission Défense, **près de 90 % des crédits de paiement prévus en 2025, hors dépenses de personnel, sont en réalité destinés à régler des restes à payer**. En d'autres termes, seuls 10 % des crédits seront consommés pour régler des commandes faites la même année. **Pour le programme 146, c'est l'ensemble des crédits qui seront concernés.**

S'il n'est pas anormal que la majorité des crédits servent à régler d'anciennes commandes, dans un monde militaire au sein duquel la réalisation des programmes prend du temps, **les taux très élevés actuels – qui**

pourraient encore se renforcer – sont une source de rigidité importante pour le ministère.

Deuxièmement, s'ajoute à l'enjeu des restes à charges celui, connexe, des **autorisations d'engagement affectées non engagées (AEANE) inscrites sur des tranches fonctionnelles**. Ce mécanisme permet, selon la Cour des comptes¹, *« pour les opérations d'investissements dont l'engagement se fait en plusieurs fois, de réserver sur une « tranche fonctionnelle », dès la première année d'engagement, l'ensemble des autorisations d'engagement nécessaires à l'opération, et de reporter les autorisations affectées mais non engagées pendant plusieurs années jusqu'à la fin de l'opération. L'affectation d'autorisations d'engagement sur ces tranches fonctionnelles permet de déroger à la règle d'annualité des crédits en lui substituant une contrainte de spécialisation »*.

Les reports d'AEANE, qui concernent pour l'essentiel le programme 146, **font l'objet d'une augmentation de leurs montants cumulés ces dernières années**. Ainsi, alors que les reports représentaient 14,5 milliards d'euros en 2018, ils **s'établissent à 32,5 milliards d'euros de fin 2024 à 2025**. Ces reports représentent ainsi plus d'un tiers (34,8 %) des AE ouvertes par la loi de finances pour 2025 sur la mission « Défense » (93,5 milliards d'euros), avec lesquelles ils se cumulent.

5. Au total, un budget de la défense qui apparaît dépourvu de toute marge de manœuvre, notamment pour faire face aux aléas

Au total, **l'exécution du début de la période de programmation 2024-2030 manifeste**, en dépit de crédits initiaux annuels conformes à la trajectoire prévue en loi de programmation et en hausse nette, **un certain nombre de problèmes tenant principalement à :**

- **une sous-évaluation initiale chronique des surcoûts à prévoir en cours d'année**, à laquelle semble s'ajouter **une surévaluation de certaines recettes extra-budgétaires ;**

- **une trop forte tension sur l'exécution des crédits**, qui s'explique notamment par la **non-couverture interministérielle d'une partie des surcoûts constatés en cours d'année**, dans un contexte budgétaire général très dégradé, par la **sanctuarisation des acquisitions associées à la composante physique de la LPM** et par **un niveau élevé de gel des crédits ;**

- **une hausse très forte et anormale du stock de report de charges**, au détriment de la soutenabilité budgétaire et des fournisseurs privés du ministère ;

- **une rigidité très forte du budget de la mission « Défense »**, au regard du poids des paiements résultant d'engagements pris antérieurement.

¹ Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

Dans ces conditions, l'on doit conclure que **l'exécution budgétaire des dépenses de défense n'est pas pleinement maîtrisée et qu'elle est, *a minima*, dépourvue de toute marge de manœuvre dans son exécution**, situation que les hausses annuelles des crédits budgétaires alloués (les « marches » annuelles) ne devraient pas être en mesure de modifier fondamentalement, notamment au regard du montant des engagements qui continuent à être pris.

Cette situation **induera une très forte difficulté du ministère des armées à pouvoir répondre à tout type d'aléas**, y compris en cas d'évolution des besoins des armées.

Il incombe aujourd'hui au pouvoir exécutif de dégager des marges de manœuvre pour le budget de la défense, soit en augmentant les ressources disponibles pour la défense, soit en procédant à des choix dans les dépenses et engagements. En outre, il est nécessaire de **concevoir des budgets annuels plus sincères**, en intégrant le coût réel prévisible des surcoûts constatés en cours d'année, réduisant ainsi mécaniquement le montant des crédits à ouvrir en exécution, tout en facilitant le travail de gestion des responsables de programme.

B. LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE CAPACITÉS FIXÉS PAR LA LPM POUR 2030 RESTE POSSIBLE À CE JOUR, MAIS DES DIFFICULTÉS APPARAISSENT

1. Si le rythme d'acquisition des matériels reste à ce jour compatible avec l'atteinte des objectifs capacitaires pour 2030, des difficultés doivent être relevées

Si la LPM ne prévoit pas la chronique annuelle des commandes et livraisons de matériels, les informations recueillies par le rapporteur spécial laissent à penser que le rythme tenu jusqu'ici est globalement compatible avec l'atteinte des objectifs fixés pour 2030. Néanmoins, des limites doivent d'ores et déjà être relevées, en particulier pour certains matériels.

a) Un rythme de commandes et de livraisons globalement conforme aux objectifs pour les trois armées

Dans le cadre des **objectifs capacitaires portés par la LPM 2024-2030, en retrait par rapport à ceux qui étaient formalisés dans l'« Ambition 2030 »**, le rapport annexé à cette dernière comprend un tableau intitulé « Équipement de nos forces », qui présente les capacités constatées en dotation pour 2023 et attendues pour 2030 et 2035. Sont concernés une **soixantaine de types d'équipements** relevant des capacités interarmées, et des forces terrestres, navales et aériennes.

Quelques objectifs capacitaires prévus par la LPM 2024-2030

Force	Capacités		Parc fin 2023	Parc fin 2030	Parc à horizon 2035
	Équipements	Description			
Armée de Terre	Leclerc renouvelés		19	160	200
	SCORPION (programme de renouvellement des capacités de l'armée de Terre autour d'un système de combat collaboratif)	Jaguar	60	238	300
		Griffon	575	1437	1818
		Serval (dont Scorpion)	189 (nc)	1405 (660)	2038 (978)
Marine nationale	Frégates de premier rang	Frégates multi-missions (FREMM) et frégates de défense aérienne (FDA)	8 FREMM + 2 FDA	8 FREMM +2 FDA renouvelées	8 FREMM + 2 FDA
		Frégates de défense et d'intervention (FDI)	5 FLF	3 FDI + 2 FLF renouvelées	5 FDI
	Sous-marins nucléaires d'attaque (SNA)		2 SNA de nouvelle génération (Barracuda) et 4 SNA de génération antérieure	6 SNA Barracuda	6 SNA Barracuda
	Rafale version Marine		41	41	41
Armée de l'Air et de l'Espace	Rafale version Air		100 Rafale + 36 M2000 D renouvelés	137 Rafale + 48 M2000 D renouvelés	185 Rafale

Source : commission des finances du Sénat, d'après le rapport annexé à la LPM 2024-2030.

Les éléments disponibles à ce jour laissent penser que le rythme tenu reste compatible avec l'atteinte des objectifs fixés pour 2030, encore relativement éloignés, et ce, pour les différentes armées, comme les travaux du rapporteur spécial ont été l'occasion de le confirmer.

En 2024¹, les **livraisons** ont notamment concerné :

- pour la projection, la mobilité et le soutien : 1 avion de transport A400M et 1 hélicoptère NH 90 pour l'armée de terre ;

- pour l'engagement et le combat : le troisième sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de nouvelle génération (Barracuda), 14 Rafale, 13 Mirage 2000D rénovés, 12 canons Caesar², 21 chars Leclerc rénovés, 289 véhicules blindés du programme Scorpion, 102 régénérations de véhicules blindés légers et des fusils, missiles, torpilles et obus ;

- pour la protection et la sauvegarde : des missiles pour Rafale et Mirage 2000, une première capacité exploratoire de maîtrise des fonds marins, un patrouilleur outre-mer, ou encore un prototype opérationnel de système laser de lutte anti-drones ;

- pour le commandement et la maîtrise de l'information : des stations de communication satellitaires Syracuse IV, la poursuite de la mise à niveau du système de réseau intranet sur les bâtiments de la Marine, la modernisation du système de commandement et de conduite des opérations aériennes et des postes radios (Contact), ainsi que leur intégration dans les véhicules terrestres.

Concernant les **commandes**, l'année 2024 a notamment connu la commande de 100 rénovations de chars Leclerc, de 395 véhicules blindés Scorpion, de 530 véhicules blindés Serval d'appui, de 120 régénérations de véhicules blindés légers, de fusils d'assaut et de missiles, ainsi que des capacités de lutte anti-drones. En outre, ont été lancés des développements de capacités de traitement de l'information et d'intelligence artificielle et la suite des études concernant le porte-avion de nouvelle génération.

Pour 2025³, selon les informations recueillies par le rapporteur spécial, sont pris en compte les évolutions prévues dans **l'ajustement annuel de la programmation militaire de 2024** (A2PM 2024) visant à **intégrer des inflexions prioritaires** (intelligence artificielle, munitions) et des besoins essentiels ciblés (drones, lutte anti-drones, guerre électronique, connectivité, etc.) pour répondre aux évolutions du contexte national et international, notamment la guerre en Ukraine.

Sont notamment prévus en **livraison** : 14 Rafale, 12 Mirage 2000D rénovés, 1 avion de transport militaire A400M Atlas, 2 avions Atlantique 2 rénovés⁴ et 1 avion multi-rôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT), 308 véhicules Scorpion, environ 21 chars Leclerc rénovés et 1 frégate de défense et d'intervention (FDI).

¹ Réponses aux questionnaires du rapporteur spécial et documents budgétaires.

² Camion équipé d'un système d'artillerie.

³ Réponses aux questionnaires du rapporteur spécial et documents budgétaires.

⁴ Avions Atlantique 2 de lutte anti sous-marine.

Les **commandes** les plus importantes devraient concerner le porte-avion de nouvelle génération (PA-NG), appelé à succéder au Charles-de-Gaulle à l'horizon 2038 (10,2 milliards d'euros en AE en 2025), les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de troisième génération (SNLE 3G), qui doivent remplacer les quatre SNLE actuels au-delà de l'horizon 2035 (11,5 milliards d'euros en AE en 2025), le système de combat aérien du futur (SCAF), qui devrait succéder au Rafale à l'horizon 2040, programme réalisé en coopération européenne (814 millions d'euros en AE en 2025), ou encore l'acquisition de munitions (1,9 milliard d'euros en AE en 2025).

b) Des limites apparaissent néanmoins, en particulier pour certains matériels des trois armées

Des limites à la bonne tenue des objectifs fixés en LPM apparaissent néanmoins dès son début d'exécution, tant au niveau global que pour certains matériels spécifiques.

En premier lieu, même si le rythme de livraison et de commandes reste aujourd'hui globalement compatible avec l'atteinte des objectifs fixés à l'horizon 2030, il n'en demeure pas moins que le taux de réalisation des équipements (cible de commandes, de livraisons, de jalons ou étapes importantes des programmes d'armement à franchir dans l'année) n'est pas conforme aux objectifs fixés pour ce qui concerne l'année 2024. Ainsi, **ce taux s'établit en 2024 à 62,7 %, contre un objectif fixé à 85 %. Ce résultat est en régression de 2,1 points par rapport à 2023**, du fait de retards sur certaines commandes et livraisons. Ces derniers peuvent provenir des services du ministère, mais également des industriels ; une partie reflète également des changements de priorité. Ils devront être suivi de très près au regard de leur niveau, tant s'agissant de la livraison des matériels que de la bonne avancée des grands programmes en cours de développement, parmi lesquels le porte-avions de nouvelle génération, les SNLE de troisième génération, les missiles M51 de nouvelle génération¹, le missile ASN4G² et le futur missile antinavire (FMAN), ayant tous des jalons en 2025.

En second lieu, ces retards se matérialisent notamment concernant les **livraisons de plusieurs types de matériels**, pour les trois armées. Peuvent être notamment cités en 2024, pour l'armée de terre, le Jaguar, dont il manquerait 7 unités et des drones tactiques (1 livraison contre 9 prévus). Pour la Marine nationale, des retards sont constatés sur les programmes FDI (report de la livraison du premier exemplaire de 2024 à 2025), et d'autres bâtiments³. Enfin, pour l'armée de l'Air et de l'Espace, des retards ont notamment concerné 2 avions de transport C-130 modernisés (aucune livraison contre 2 prévues),

¹ Missile mer-sol balistique stratégique (MSBS), porteur de la dissuasion nucléaire française et équipant les SNLE.

² Missile nucléaire à statoréacteur hypersonique français devant équiper les Rafale.

³ Voir infra.

alors que les livraisons de Rafale ont dépassé - d'un exemplaire - la prévision (après un retard en 2023).

**Trajectoire prévue en LPM 2024-2030 et son exécution à ce jour
pour plusieurs équipements de la Marine nationale**

Segment capacitaire	Parc prévu fin 2030	Tenue de la trajectoire
Frégates de 1 ^{er} rang	8 FREMM + 2 FDA renouvelées 3 FDI + 2 FLF renouvelées ¹	Échelonnement des livraisons des FDI à la suite d'un retard d'un an sur la livraison du premier exemplaire
Patrouilleurs	3 patrouilleurs Antilles-Guyane (PAG) + 6 patrouilleurs outre-mer (POM) + 7 patrouilleurs hauturiers (PH) + 3 frégates de type La Fayette (FLF)	Pour les PH, la livraison des deux derniers exemplaires a été reportée à 2031.
Hydrographie-Océanographie	2 bâtiments hydrographiques de nouvelle génération (BH NG) + un bâtiment hydrographique et océanographique (BHO)	Décalage de la livraison du 2e BH NG de 2029 à 2030.
Rafale Marine	41	Le format à 41 Rafales Marine est tenu.

Source : commission des finances du Sénat, d'après les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial

2. Le début d'exécution de la LPM connaît une reprise de la hausse des effectifs, au prix d'une politique d'attractivité et de fidélisation source de rigidité budgétaire

Comme la loi de programmation précédente mais à la différence de celles qui leur sont antérieures, la LPM 2024-2030 porte un objectif de **rehaussement des effectifs du ministère des armées**, y compris s'agissant de la réserve opérationnelle. **L'exécution du schéma d'emplois en 2024 est globalement positive mais le respect de la trajectoire prévue en LPM est loin d'être garanti**, tandis que l'ampleur de la politique d'attractivité et de fidélisation déployée pourrait conduire à un **effet cliquet coûteux** d'un point de vue budgétaire.

a) Une reprise des augmentations d'effectifs du ministère des armées, mais non sans limites

L'article 7 de la LPM prévoit un **objectif d'augmentation nette d'effectifs sur la période (+ 6 300 ETP)**, devant permettre d'atteindre une cible à 275 000 ETP pour le ministère à l'horizon 2030, soit avec un retard de

¹ Voir les définitions supra.

cinq ans par rapport à l'objectif, identique, déjà fixé pour le terme de la programmation 2019-2025.

La chronique annuelle de la hausse des effectifs actée par la LPM prévoit une augmentation nette des effectifs limitée annuellement à **700 équivalents temps plein (ETP)** en 2024 et 2025, soit un net ralentissement par rapport à la cible établie la même année par la précédente LPM (+ 1 500 ETP), avant d'atteindre + 1 200 ETP en fin de période (en 2030).

Cibles d'augmentations nettes d'effectifs du ministère des Armées (périmètre LPM)

(en ETP)

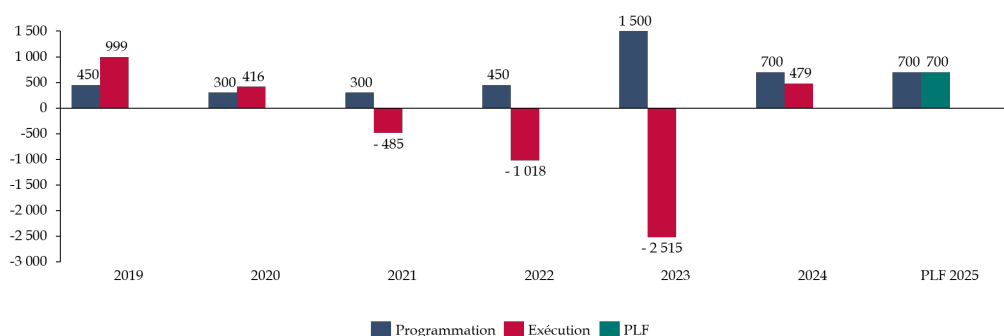
LPM	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
LPM 2019-2025	450	300	300	450	1 500	1 500	1 500	-	-	-	-	-	6 000
LPM 2024-2030	-	-	-	-	-	700	700	800	900	1 000	1 000	1 200	6 300

Source : commission des finances du Sénat, d'après les LPM 2019-2025 et 2024-2030.

La traduction des trajectoires de création d'effectifs prévue par les deux plus récentes LPM dans les faits est apparue difficile.

Programmation et exécution des schémas d'emplois depuis 2019

(en ETP)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les documents budgétaires.

Sur la période 2019-2023, la cible annuelle prévue en LPM a été respectée seulement lors des deux premières années. **De 2021 à 2023, les schémas d'emplois négatifs réalisés** (respectivement - 485, - 1 018 et - 2 515 ETP) **se sont ainsi établis à un niveau très inférieur aux cibles d'augmentation nette d'effectifs du ministère des armées prévus par la LPM 2019-2025** (respectivement + 300, + 450 et + 1 500 ETP). Au total, les effectifs

ont connu une diminution de - 4 018 ETP sur la période 2021-2023, contre + 2 250 ETP prévus en LPM, soit un écart de près de 6 300 ETP en trois ans.

Au regard des difficultés constatée dans la politique d'augmentation des effectifs lors des années précédentes, la prévision de schéma d'emplois inscrite au **PLF 2024** était de **+ 456 ETP** (dont 26 ETP dédiés au SIAé et 30 ETP en vue de la réinternalisation de postes dans le domaine numérique), **dont + 400 ETP sur le périmètre de la LPM, soit 300 ETP de moins que ne le prévoyait cette dernière**. Le **PLF pour 2025 a quant à lui prévu un schéma d'emplois de + 700 pour 2025** (en incluant toutefois + 70 ETP ne relevant pas du périmètre du ministère des armées), soit un niveau relativement conforme à la LPM, et supérieur de 300 ETP à celui prévu en 2024.

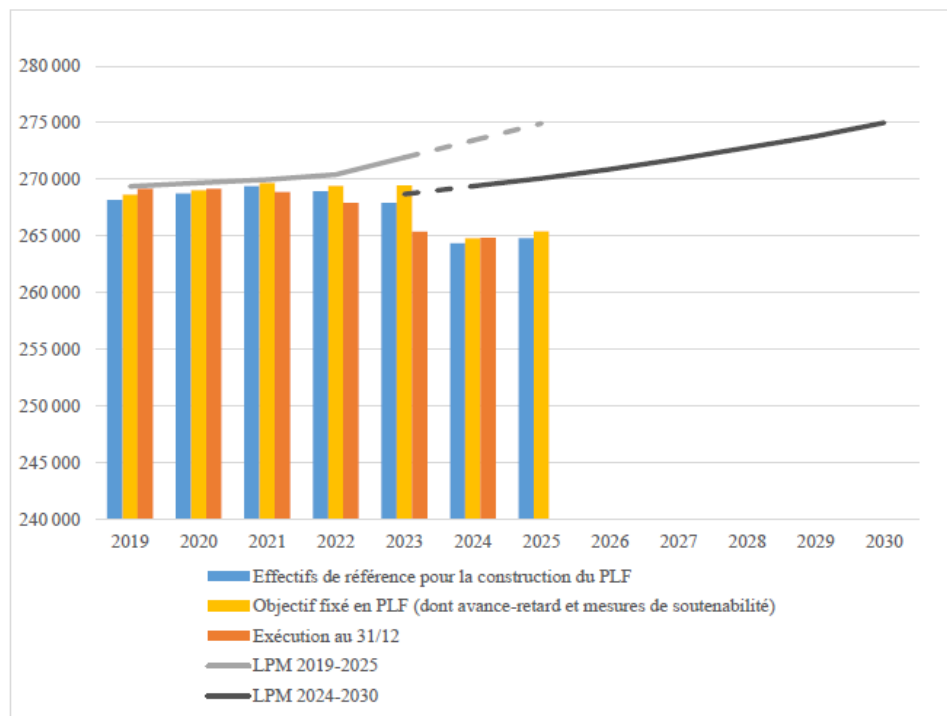
Selon les informations recueillies par le rapporteur spécial, **le schéma d'emplois prévu par la LFI pour 2024 a été respecté et même dépassé**, s'établissant à + 479 ETP (sur le périmètre des + 456 ETP prévus en LFI). **Ce niveau demeure inférieur à celui prévu en LPM mais la dynamique constatée est plus favorable qu'en 2023, le nombre de sorties ayant été moins élevé qu'initialement prévu**. L'atteinte d'un niveau de schéma d'emploi exécuté supérieur a d'ailleurs surtout été empêchée par la consommation de l'ensemble des crédits de masse salariale disponibles et non par une incapacité à recruter davantage. En 2024, le nombre de sorties s'est établi à 37 225 ETP, en baisse nette de 9 % par rapport à 2023, tandis que le nombre d'entrées, qui a fait l'objet d'une régulation pour éviter de dépasser l'autorisation budgétaire, a atteint 37 704 ETP, en baisse de 1,7 % par rapport à 2023. Sur les 479 ETP créés, 296 relèvent des domaines prioritaires identifiés par la LPM et 183 des autres domaines, selon la Cour des comptes¹.

Le rapporteur spécial rappelle toutefois que bien que le ministère présente les résultats de 2024 comme positifs, ce qu'ils sont dans une certaine mesure, **l'effectif total réalisé à fin 2024 reste très en-deçà des objectifs fixés par la LPM**, essentiellement du fait de la très forte sous-réalisation de son schéma d'emplois en 2023.

¹ Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

Évolution des effectifs du ministère des armées de 2019 à 2030 (périmètre LPM)

(en ETP)



Note : périmètre LPM (hors volontaires du service militaire volontaire et apprentis), SIAé compris.

Source : Cour des comptes¹, d'après les données du ministère des armées.

b) Une trajectoire de hausse du nombre de réservistes tenue à ce jour

Outre la progression des effectifs du ministère des armées, l'article 7 de la LPM a prévu un **objectif de doublement de la réserve (+ 40 000), l'effort annuel étant nettement concentré sur la fin de période**. L'objectif consacré par le même article est de porter le nombre de volontaires à 80 000 en 2030 puis à 105 000 au plus tard en 2035 pour atteindre l'objectif d'un pour deux militaires d'active.

¹ Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

Chronique de la hausse du nombre de volontaires de la réserve opérationnelle

2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total 2024-2030
+ 3 800	+ 3 800	+ 4 400	+ 5 500	+ 6 500	+ 7 500	+ 8 500	+ 40 000

Source : commission des finances du Sénat, d'après la LPM 2024-2030

En 2024, le nombre de réservistes s'établit à 43 797, conformément à la trajectoire prévue en LPM (43 800 en 2024)¹. Cette dynamique devra être renforcée dans les prochaines années, la trajectoire prévue concentrant les plus fortes augmentations annuelles d'effectifs en fin de période.

c) Un effet cliquet des dépenses liées aux politiques d'attractivité et de fidélisation des personnels du ministère à prendre en compte pour la soutenabilité des dépenses de personnel

Afin d'atteindre les objectifs visés, l'article 7 de la LPM précise que l'effort de transformation de la ressource humaine est poursuivi, « *notamment afin de renforcer la fidélisation, l'expertise et l'adaptabilité des agents civils et militaires du ministère* ». Il est en outre prévu par cet article, comme cela avait déjà été fait dès 2023, que **le ministère de la défense peut employer les crédits rendus disponibles par une sous-réalisation de ses cibles d'effectifs pour renforcer son attractivité et la fidélisation de ses agents.**

Dans ce cadre, le ministère a effectivement mis en place dans les dernières années des mesures générales et catégorielles, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM) et la revalorisation de grilles indiciaires, en plus des mesures transversales à la fonction publique.

Le rapporteur spécial est conscient de la nécessité de recourir à des mesures d'attractivité et de fidélisation des personnels. Néanmoins, il constate que **leur ampleur est un enjeu fort de soutenabilité des dépenses de personnel pour l'avenir**, notamment dans la mesure où elles présentent un effet « cliquet » de nature à renchérir significativement les futurs recrutements.

Ainsi, **alors que la prévision de dépenses de masse salariale (donc hors CAS « Pensions ») correspondait en 2024 au schéma d'emplois prévu en LPM², à savoir + 700 ETP, l'ensemble des crédits correspondants ont été consommés, alors que le schéma d'emplois réalisé est de + 479 ETP.** Si d'autres facteurs ont contribué à cette situation, notamment la sous-évaluation

¹ Selon le rapport annuel de performances de la mission « Défense » pour 2024.

² Comme le confirme la Cour des comptes : Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

du coût des OPEX et MISSINT, elle illustre le risque financier engendré par le coût des mesures incitatives.

Entre 2021 et 2024, les crédits de personnel annuels exécutés, hors CAS « Pensions », sont en hausse de plus de 1,4 milliard d'euros (de 12,577 milliards d'euros à 13,994 milliards d'euros), soit + 11,3 %, alors que le nombre d'ETP total a baissé de 271 694 à 266 762 ETP, soit de 1,8 %. Schématiquement, **le coût des dépenses de personnel est ainsi passé en trois ans de 46 292 euros par ETP et par an à 52 458 euros, correspondant à une hausse de 13,3 %.**

En 2024, les crédits exécutés au titre des dépenses de personnel, hors CAS « Pensions », ont augmenté de 4,0 %, soit de près de 557 millions d'euros, alors même que la hausse d'effectifs a été très modeste. Les mesures catégorielles ont représenté un coût de 401 millions d'euros, notamment au titre de la NPRM. En outre, le ministère a augmenté son taux de personnel de niveau supérieur, tant pour les militaires que les civils, en 2024.

Ces éléments sont de nature à interroger la soutenabilité financière des hausses programmées d'effectifs, au regard de l'effet cliquet des politiques de hausse de rémunération au titre de l'attractivité et de la fidélisation.

Recommandation n° 5 : Communiquer au Parlement la trajectoire actualisée des dépenses de personnel prévues pour la période de programmation (*ministère des armées*)

3. Une hausse très progressive de la préparation opérationnelle des forces et de la disponibilité des matériels

La LPM porte des objectifs, dont certains sont modestes, tenant à la préparation opérationnelle, à la disponibilité des matériels, et aux capacités opérationnelles¹. Leur atteinte est pour partie entravée par des difficultés techniques et budgétaires et leur réalisation souffre d'un manque de transparence.

a) Une transparence devenue très limitée en matière de préparation opérationnelle des forces et de disponibilité des matériels

À l'occasion de la présentation du projet de loi de finances pour 2024, le projet annuel de performances de la mission « Défense », qui lui était annexé, comportait une **refonte de la maquette de performance** du programme n° 178 « Préparation et emploi des forces », qui s'est accompagnée d'une **interruption de la publication des résultats et des cibles des**

¹ Voir supra.

indicateurs relatifs à la disponibilité technique des matériels, d'une part, et à l'activité des forces, d'autre part. Le budget pour 2025 n'est pas revenu sur cette décision.

Pour les années postérieures à 2022, ces données, désormais classées « diffusion restreinte – spécial France » restent accessibles aux parlementaires des commissions chargées de la défense et à certains parlementaires des commissions des finances appelés à en connaître¹ mais **ne sont plus disponibles en source ouverte et ne peuvent pas être publiées**.

À l'occasion d'auditions du rapporteur spécial dans le cadre de l'examen des projets de loi de finances, il lui avait été indiqué que le ministère des armées, dans un souci de transparence, aurait fait preuve par le passé d'une forme de « naïveté » en publiant ainsi des éléments de nature à révéler de façon assez précise notre potentiel militaire à nos compétiteurs.

Comme il l'a récemment rappelé², le rapporteur spécial est bien entendu sensible à cet enjeu, même s'il n'est pas certain que la protection des données au titre de la mention « Diffusion restreinte », qui ne relève pas du secret de la défense nationale, suffise à empêcher nos principaux concurrents internationaux d'avoir *in fine* accès à ces informations.

Or, en l'état, ce changement a en revanche bel et bien pour conséquence de priver le débat budgétaire d'informations importantes et de réduire la capacité du Parlement à contrôler et à évaluer les politiques mises en œuvre.

Le rétablissement de l'information du Parlement à un niveau suffisant apparaît ainsi indispensable pour que la représentation nationale puisse en tirer les conséquences budgétaires et législatives. **C'est aussi l'intérêt des forces armées** de permettre un contrôle effectif du niveau de disponibilité de leurs matériels, par nature favorable à son amélioration.

Recommandation n° 6 : Afin de restaurer la qualité de l'information du Parlement sur la disponibilité effective des matériels militaires et sur le niveau d'activité des forces armées pour en tirer les conséquences nécessaires, rétablir, si besoin en y associant des précautions de confidentialité, la publication des indicateurs afférents (*ministère des armées*)

Cette dynamique de réduction de la documentation de la performance physico-financière de la mission « Défense » est d'ailleurs plus large, comme le rappelle la Cour des comptes³. En effet, depuis

¹ En particulier, le rapporteur spécial.

² Notamment dans son rapport d'information n° 4 (2024-2025), déposé le 2 octobre 2024, fait au nom de la commission des finances, sur le maintien en condition opérationnelle des équipements militaires.

³ Analyse de l'exécution budgétaire 2024, Mission « Défense », avril 2025, Cour des comptes.

l'adoption de la LPM 2024-2030, ne sont en outre plus publiées la trajectoire des crédits d'équipement et celle des reports de charges¹ et des restes à payer.

Le rapporteur spécial regrette cette évolution, qui entre en outre en **contradiction frontale avec la hausse de la part des dépenses de défense dans le budget de l'Etat**.

b) En dépit de progrès, une atteinte des objectifs en partie ralentie

(1) Un niveau de disponibilité des matériels encore inégal et pas toujours satisfaisant

Alors que la LPM 2024-2030 porte un objectif de hausse du niveau des disponibilité des matériels, comme l'avait montré le rapporteur spécial dans **un rapport récent** de contrôle sur le maintien en condition opérationnelle (MCO) des matériels militaires², **la disponibilité technique opérationnelle (DTO)³ des équipements militaires ne s'est pas réellement améliorée sur les dernières années d'un point de vue global, jusqu'en 2022**, dernière année pour laquelle les données peuvent être divulguées⁴.

Le rapporteur spécial constatait que, certes, les efforts portés sur le MCO ont produit des effets réels. Le niveau de disponibilité de certains parcs d'équipements a effectivement progressé, à l'image du Rafale. Néanmoins, d'un point de vue global, les données fournies par l'indicateur de DTO⁵ étaient insatisfaisantes, et ce pour les trois armées. **À fin 2022, sur les 21 matériels structurants répertoriés par l'indicateur, seuls 2 avaient une DTO supérieure à 90 %, correspondant à un niveau proche ou conforme aux contrats opérationnels, tandis que 12 avaient une DTO inférieure à 75 %, dont 2 en-dessous de 50 %.**

Or, si ce constat d'une DTO générale insuffisante n'est ni nouveau ni spécifique à la France, **ce niveau ne s'est pas amélioré globalement entre 2014 et 2022.**

¹ Voir supra.

² Rapport d'information précité n° 4 (2024-2025), déposé le 2 octobre 2024, fait au nom de la commission des finances, sur le maintien en condition opérationnelle des équipements militaires.

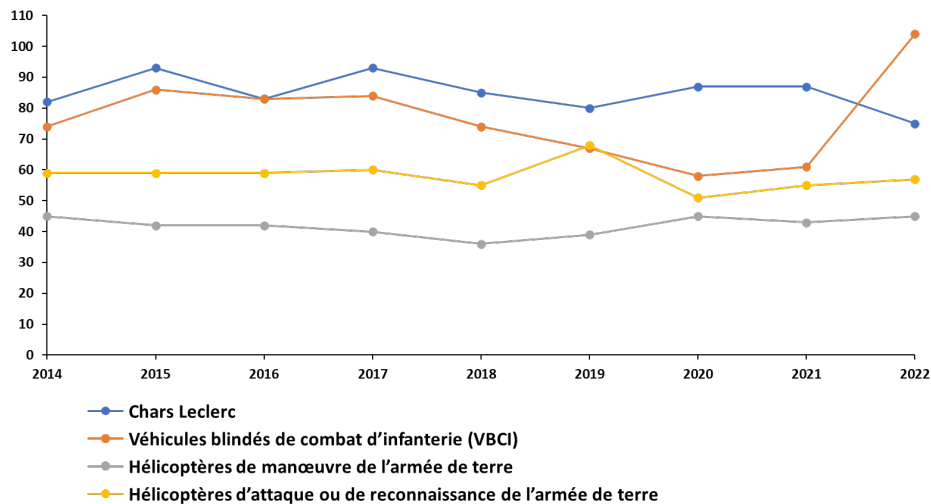
³ Son ratio renvoie au nombre de matériels en état de fonctionnement par rapport au nombre de matériels disponibles nécessaires afin d'honorer le scénario le plus dimensionnant des contrats opérationnels fixés en loi de programmation militaire.

⁴ Voir supra. Les données postérieures à 2022 sont classées « Diffusion restreinte – spécial France ».

⁵ Dont les résultats sont publiés deux fois par an dans les documents budgétaires.

Évolution de la disponibilité technique opérationnelle (DTO) de quatre équipements structurants de l'armée de terre

(en %)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les documents budgétaires.

Les travaux menés par le rapporteur spécial dans le cadre du présent rapport ont été l'occasion de constater que si des progrès sont en cours, **ces constats apparaissent toujours pertinents**, ce qui peut être expliqué notamment par **les caractéristiques du parc de matériel** (marqué par la coexistence de matériels en partie hétérogènes et de générations différentes, dont certains sont très vieillissants et d'autres très jeunes), **un niveau technologique des matériels qui tend à progresser de façon continue**, les limites de capacités de maintenance au sein la BITD française et européenne et la pratique des cessions non anticipées de matériels à des pays étrangers qui alourdissent les besoins en MCO des équipements restants dans le parc, davantage sollicités.

Cette situation **induit de facto des capacités réduites d'engagement, d'entraînement et de formation, dans un contexte pourtant marqué par un risque d'engagement majeur.**

- (2) Des objectifs modestes de hausse de la préparation opérationnelle dont la réalisation n'est aujourd'hui pas garantie

Dans le cadre de la volonté, dans un contexte de durcissement géostratégique, de renforcer la préparation opérationnelle et donc le niveau d'activité et d'entraînement des forces, **la LPM a prévu de rehausser les normes d'activité annuelles dans plusieurs domaines.** En outre, elle prévoit **une augmentation de leur qualité en termes notamment de matériels utilisés et d'entraînements** du « haut du spectre » de la conflictualité.

D'un point de vue **quantitatif**, la LPM prévoit en particulier **19 normes d'activité annuelle qui visent à augmenter l'activité constatée en**

2030 par rapport à 2023. Il convient de noter que **ces normes sont pour certaines assez modestes et sont d'ailleurs très proches de celles établies dans le cadre de la programmation précédente**, à l'exception notamment de celle des pilotes de chasse de la marine, qui passent de 180 à 200 heures par an.

Exemples de normes d'activités prévue par la LPM 2024-2030

Milieu	Type	Cible 2023	Normes et heures visées en 2030
Terrestre	Journées d'activité du combattant terrestre (JACT)	Nouvel indicateur	120
Naval	Jours de mer par bâtiment	90	100
Aéronautique / armée de terre	Heures de vol par pilote d'hélicoptère forces conventionnelles	144	200
Aéronautique / marine nationale	Heures de vol par pilote de chasse de l'aéronavale	188	200
	Heures de vol par équipage d'hélicoptère	218	220
Aéronautique / armée de l'air et de l'espace	Heures de vol par pilote de chasse	147	180
	Heures de vol par pilote de transport	189	320
	Heures de vol par pilote d'hélicoptère	181	200

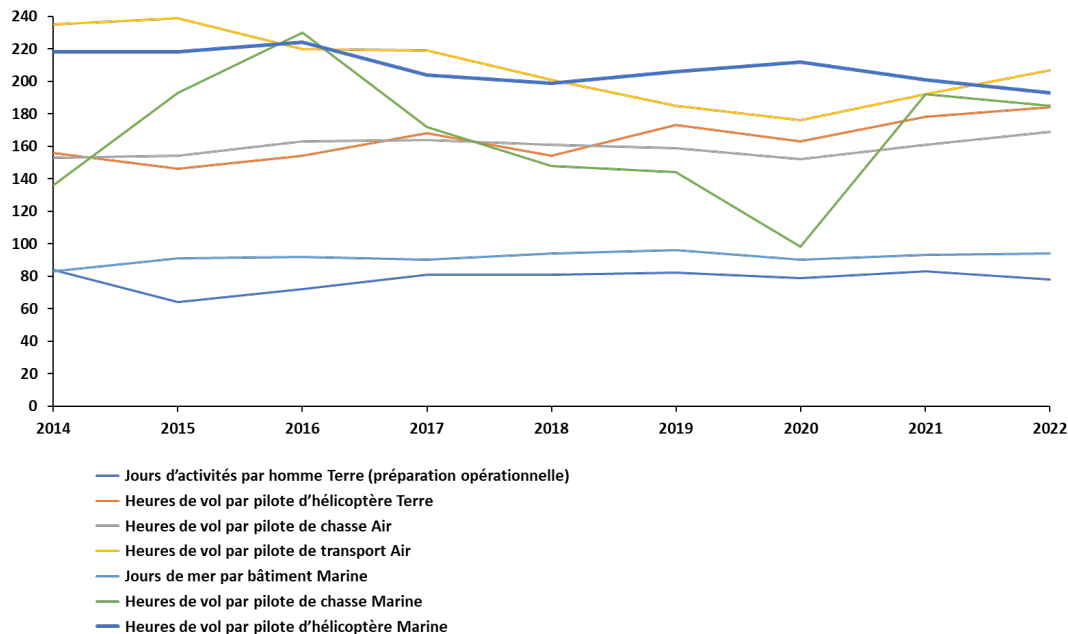
Source : commission des finances du Sénat, d'après la LPM 2024-2030.

Selon les informations recueillies par le rapporteur spécial, la déclinaison interne au ministère des armées des objectifs du renforcement de la préparation opérationnelle prévoit que si cette dernière **doit se traduire sur le plan qualitatif dès 2024, elle ne se produira sur le plan quantitatif qu'à compter de 2028. Le rapporteur spécial**, conscient des enjeux budgétaires et de disponibilité des matériels afférents, **considère néanmoins que ce renvoi à 2028 entre en contradiction avec les impératifs posés par le contexte géostratégique**. La marine nationale précise ainsi que son niveau d'activité de 2025 sera le même qu'en 2023¹.

¹ Réponses au questionnaire du rapporteur spécial.

Évolution du niveau d'activité de différents types de personnels des forces armées entre 2014 et 2022

(en heures ou en jours)



Source : commission des finances du Sénat, d'après les documents budgétaires

Concrètement, le niveau d'activité restera **éloigné des normes fixées pour un certain nombre de capacités**, parmi lesquels les heures de vol des pilotes de transport et de chasse de l'armée de l'air, mais également celles des pilotes d'hélicoptère des forces conventionnelles de l'armée de terre, parmi d'autres.

D'un point de vue **qualitatif**, l'acquisition de nouveaux matériels est de nature à améliorer la préparation opérationnelle des armées, dans la mesure où elle leur permet de s'entraîner sur leurs futurs moyens de combat. De même, la réalisation effective d'exercices de grande ampleur a permis de renforcer la préparation opérationnelle de nos armées, par exemple à l'occasion des exercices Dragon 24 et Nordic Response. En 2025, d'autres exercices de ce type sont prévus¹.

Néanmoins, les travaux menés par le rapporteur spécial ont été l'occasion de constater que **la préparation opérationnelle des forces armées est aujourd'hui encore entravée** par des enjeux tenant au trop faible nombre d'heures d'activité et d'entraînement, à des problèmes de nombre et de disponibilité des matériels et à des problématiques budgétaires.

¹ Notamment Steadfast Dart, Talisman Sabre (Australie), Dacian fall (déploiement d'une brigade complète en Roumanie dans le cadre des plans de réassurance de l'OTAN), etc.

En 2024, si l'armée de terre indique ainsi satisfaire l'objectif en respectant 70 % de la norme de 2030 dans le domaine terrestre¹, la **marine nationale indique que les objectifs d'activités atteints en 2024 sont sensiblement inférieurs à ceux prévus**, en raison de difficultés techniques persistantes et du scénario de fin de gestion (crédits gelés et couverture partielle des surcoûts opérationnels et soutien à l'Ukraine). À titre d'exemple, les navires patrouilleurs, les avions Atlantique 2 et les hélicoptères NH90 ont connu des problèmes de disponibilité qui ont réduit les capacités d'entraînement.

S'agissant des **capacités opérationnelles**, selon les informations recueillies par le rapporteur spécial, l'armée de terre prévoit de disposer d'une brigade interarmes « bonne de guerre » en 2025 projetable en 10 jours et d'une division en 30 jours en 2027, ce qui apparaît cohérent avec les objectifs fixés par la LPM en cas d'engagement majeur.

C. AU TOTAL, UNE ADÉQUATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES EFFECTIVEMENT OCTROYÉES AUX OBJECTIFS FIXÉS QUI INTERROGE

Si l'exécution du début de période de la programmation est globalement conforme à son esprit et permet des avancées indéniables et nécessaires, **elle est néanmoins caractérisée, dans un contexte de contraintes fortes pesant sur les finances publiques, par une très forte tension – se manifestant par une hausse du report de charges très significative – et une rigidification pesant sur les crédits de la mission « Défense »**. Elle l'est également, d'un autre côté, par **des écueils tenant à l'acquisition de certains types de matériels, à la tenue des cibles de hausse d'effectifs prévues en LPM et à la réalisation effective des objectifs de rehaussement de la préparation opérationnelle et de disponibilité des matériels**.

Ces tensions pesant sur les deux volets de la programmation physico-financières de la **LPM** témoignent de la **matérialisation des limites de celle-ci en exécution**.

D'une part, l'enveloppe budgétaire prévue dans la LPM 2024-2030 était de 400 milliards d'euros, et non de 413,3 milliards d'euros. Or, les 13,3 milliards d'euros de ressources complémentaires présentent par nature une probabilité de réalisation moindre que les crédits, comme le montre d'ailleurs les éléments évoqués *supra*. En outre, la prise en compte dans ces ressources complémentaires des reports de charges constitue une fragilité initiale de la programmation.

D'autre part, **l'exécution de la LPM se déroule dans un environnement dégradé du point de vue des finances publiques**. En effet, son début d'exécution intervient alors que les niveaux de déficit public et

¹ Hors domaine aéroterrestre, pour lequel la norme a également été respectée, avec 160 heures de vol par équipage.

d'endettement sont particulièrement élevés en France. Il en résulte une **difficulté pour le ministère des armées pour obtenir l'ensemble des crédits qu'il sollicite**, notamment au titre des surcoûts constatés en cours d'année. Même si, jusqu'ici, cette situation n'a pas conduit à renoncer aux ambitions capacitaires du fait de la mobilisation importante du report de charges, la réduction de 5,7 milliards d'euros des dépenses de l'agrégat « Équipement » prévu par l'A2PM 2024 – et qui ne sera pas sans conséquence capacitaires – peut être interprété comme une première conséquence matérielle à moyen terme de cette situation.

Une enveloppe pleine et entière de 413,3 milliards d'euros complétée par des abondements complémentaires couvrant l'intégralité des surcoûts en exécution serait peut-être compatible avec les objectifs fixés en LPM dans un environnement présentant pas ou peu d'aléas. **Dans la réalité du début d'exécution de la LPM, l'adéquation entre les ressources et les objectifs prévus peut en revanche être questionnée.** Et ce alors même que se pose aujourd'hui la question du caractère potentiellement insuffisant des capacités des armées visées par la LPM, au regard du nouveau contexte stratégique en Europe tel qu'il résulte des déclarations du nouveau président américain Donal Trump sur la protection de l'Europe.

III. TOUT NOUVEL EFFORT BUDGÉTAIRE EN FAVEUR DE LA DÉFENSE DEVRA RESTER SOUTENABLE POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET ÊTRE INTÉGRÉ À UN CADRE STRATÉGIQUE RENOUVELÉ

Alors que l'environnement stratégique s'est significativement détérioré depuis quelques années¹, et tandis que la trajectoire budgétaire de la LPM 2024-2030 prévoit une progression continue des crédits annuels en faveur de la défense jusqu'en 2030, **les dépenses militaires sont orientées à la hausse en Europe et dans le monde depuis 2022.**

Plus récemment, face au **très net amoindrissement de la crédibilité de la protection américaine de l'Europe** depuis la prise de fonction de Donald Trump comme 47^e président des Etats-Unis en janvier 2025, et à l'hostilité déclaratoire du président russe à l'égard de l'Europe, **de nombreux chefs d'États et de Gouvernement du continent ont évoqué la nécessité de renforcer plus vigoureusement les dépenses de défense**, y compris le président de la République, Emmanuel Macron.

En France, **si l'augmentation des dépenses de défense au-delà de la trajectoire de la LPM doit être examinée**, dans un environnement de sécurité en Europe qui a profondément évolué depuis l'adoption de cette loi, il convient toutefois de **s'assurer que l'effort en faveur des armées reste soutenable et crédible, et qu'il s'appuie sur une analyse stratégique renouvelée en France et en Europe.**

En outre, pour garantir une certaine autonomie stratégique et faire bénéficier l'économie européenne de l'effort de défense, il est indispensable de **créer rapidement les conditions de la poursuite de la montée en charge de l'industrie de défense en France et en Europe.** Aux enjeux de financement tenant aux dépenses militaires étatiques (qu'il provienne d'argent public ou de financements privés, par exemple dans le cadre d'un éventuel grand emprunt) s'ajoutent ainsi ceux, distincts, relatifs à la base industrielle et technologique de défense (BITD), que ce financement provienne, là encore, d'argent privé ou d'argent public (dans le cadre d'un fonds public d'investissement en fonds propres par exemple).

Plus largement, la **manière de dépenser** importera fortement, qu'il s'agisse du format d'armées souhaité et de leur articulation continentale, de l'équilibre recherché entre capacités de pointe et la masse des matériels ou encore du choix des pays européens quant aux modalités d'acquisition des matériels.

¹ Voir supra.

A. QUELLE QUE SOIT SON AMPLEUR, LA HAUSSE DES CRÉDITS ANNUELS EN FAVEUR DES ARMÉES DEVRA ÊTRE SOUTENABLE ET CRÉDIBLE ET S'APPUYER SUR UNE LÉGITIMITÉ FORTE

1. L'accélération de la dégradation du contexte stratégique en 2025 a conduit de nombreux États d'Europe, y compris la France, à envisager un net renforcement de la progression des dépenses militaires, amorcée dès 2022

a) Un contexte stratégique qui s'est récemment fortement détérioré en Europe sous l'impulsion militaire de la Russie, en 2022, puis des déclarations des Etats-Unis sur la protection de l'Europe, en 2025...

L'invasion de l'Ukraine lancée par la Russie le 24 février 2022 et la guerre qui se poursuit depuis lors a constitué un **tournant stratégique majeur pour la sécurité en Europe** et marqué le retour de l'affrontement entre États souverains et de la guerre de haute intensité en Europe. Plus largement, elle s'est inscrite dans un monde désormais caractérisé par **des conflits placés sous le triple signe du retour du fait nucléaire, de la haute intensité et de l'hybridité des stratégies**, combinant actions militaires et non militaires.

Dans ce contexte, plusieurs prises de position du **nouveau président américain Donald Trump** et de son administration en début d'année 2025 ont en outre **réduit la crédibilité de la protection militaire américaine de l'Europe**, y compris au regard de l'article 5 du traité de l'OTAN, qui prévoit une assistance militaire mutuelle entre les États membres en cas d'agression.

L'OTAN, le cœur de la défense de l'Europe

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord est une entité politico-militaire établie par le traité de l'Atlantique Nord, signé le 4 avril 1949, à des fins de défense et de sécurité collectives des États membres.

L'OTAN, qui comptait initialement 12 membres fondateurs, en comprend aujourd'hui **32, dont 29 pays d'Europe** (y compris la Finlande et la Suède, qui ont rejoint l'Alliance respectivement en 2023 et 2024), **la Turquie, le Canada et les Etats-Unis**. **Seuls 4 pays membres de l'Union européenne ne sont pas membres de l'OTAN** : l'Irlande, l'Autriche, Malte et Chypre.

L'article 5 du traité stipule que « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.* »

L'OTAN constitue ainsi le pilier de la défense collective de l'Europe.

Source : commission des finances.

Si, **cette évolution stratégique majeure, postérieure à l'adoption de la LPM**, ne semble pas nécessairement concerner la protection nucléaire, elle questionne directement la protection conventionnelle du continent, que le président américain a conditionné à un très fort renforcement des dépenses militaires des États européens, la moitié des dépenses totales de l'OTAN étant aujourd'hui assuré par les Etats-Unis.

b) ...conduisant à une hausse des dépenses militaires à compter de 2022, sans remettre en cause les grands équilibres...

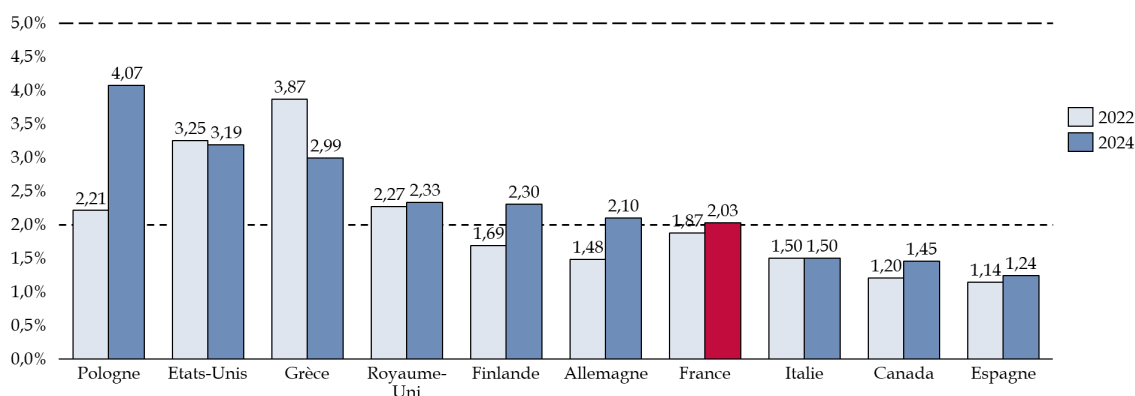
(1) Une claire hausse des dépenses de défense à compter de 2022, tant en proportion du PIB qu'en volume...

Dans un contexte stratégique déjà détérioré, les dépenses militaires ont pris une trajectoire ascendante à compter de 2022 et surtout de 2023 dans de nombreux pays du monde, y compris en proportion du PIB. Au **niveau mondial, la part des dépenses militaires est ainsi passée d'environ 2,2 % du PIB en 2021 à 2,5 % en 2024**. Cette même année, les dépenses militaires mondiales ont représenté 2 718 milliards de dollars¹. Les dépenses militaires en Europe (Russie incluse) ont augmenté de 17 % pour atteindre 693 milliards de dollars et sont le principal facteur de la hausse au niveau mondial en 2024.

Pour ce qui concerne les pays membres de l'OTAN, **la plupart d'entre eux ont connu une hausse de la part des dépenses militaires en proportion du PIB entre 2022 et 2024, permettant à certains, comme l'Allemagne et la France, de franchir l'objectif de 2 %**.

Évolution de la part des dépenses militaires pour plusieurs pays de l'OTAN entre 2022 et 2024 dans la richesse nationale

(en proportion du PIB, aux prix de 2021)



Source : commission des finances, d'après les données de l'OTAN.

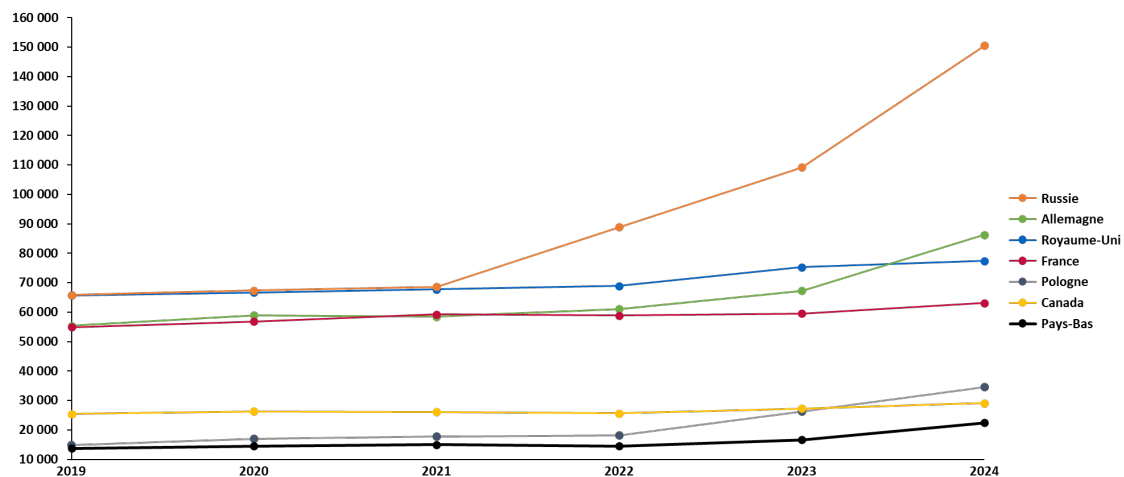
¹ Selon le SIPRI.

En 2024, sur les 32 membres de l'Alliance, 23 atteignent la cible de 2 % (soit 72 %) alors qu'en 2022, ils étaient 8 sur 30 membres (soit 27 %). Au total, les dépenses des membres de l'OTAN hors Etats-Unis s'établissent à 2,0 % de leur PIB cumulé en 2024, contre 1,63 % en 2022. **En 2024, la France se situe au 20^e rang des membres de l'Alliance en termes d'effort de défense en proportion du PIB.**

La tendance à la progression des dépenses de défense se traduit également dans leur volume. Si c'est en particulier le cas s'agissant de la Russie, cela est vrai dans de nombreux autres pays, parmi lesquels le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France.

Dépenses militaires dans sept pays entre 2019 et 2024

(en millions de dollars américains de 2023)



Source : commission des finances d'après les chiffres du SIPRI.

Alors que la Russie dépensait autant en matière de défense que le Royaume-Uni en 2019, elle a dépensé deux fois plus en 2024 ; durant la même période, l'Allemagne, qui dépensait la même somme que la France en 2019, a dépensé nettement plus en 2024, et a dépassé le Royaume-Uni.

À l'échelle de l'OTAN, en 2024, la France se situe au 4^e rang des pays dépensant le plus pour leur défense, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, et devant la Pologne, l'Italie, la Turquie et l'Espagne. À l'échelle mondiale, c'est le neuvième pays le plus dépensier : outre les trois pays précités, la Chine, la Russie, l'Inde, l'Arabie Saoudite et l'Ukraine (quasiment à égalité) dépensent davantage que la France.

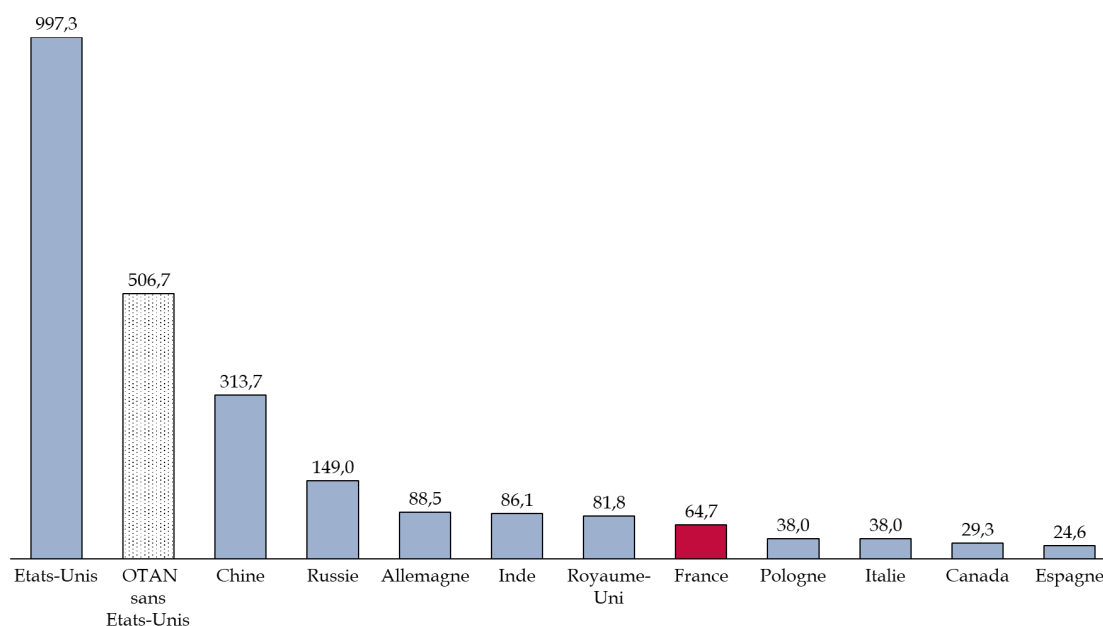
(2) ... qui ne remet pas en cause les différences d'effort entre pays

Si les tendances sont globalement cohérentes aux niveaux mondial et européen, il n'en demeure pas moins que **les efforts consentis par chaque pays demeurent aujourd'hui très disparates**, s'étendant, hors petits pays insulaires, de 0,24 % du PIB pour l'Irlande à 34,5 % pour l'Ukraine, suivi d'Israël (8,8 %), en 2024.

Les écarts sont encore plus manifestes en valeur absolue des dépenses militaires. En 2024, les dépenses françaises représentent environ 6,5 % des dépenses américaines, 43,5 % des dépenses russes, 73 % des dépenses allemandes, 79 % des dépenses du Royaume-Uni, 100 % des dépenses ukrainiennes et 170 % des dépenses italiennes.

Montant estimé des budgets militaires de plusieurs pays, en 2024

(en milliards de dollars américains de 2023)



Source : commission des finances, d'après les données du SIPRI et de l'OTAN (pour le chiffrage des dépenses de l'OTAN sans les Etats-Unis).

Ces différents éléments illustrent le fait que si la trajectoire prévue en LPM présente une augmentation notable des dépenses, celle-ci **n'est pas de nature à modifier sensiblement la place de la France à l'échelle mondiale dans l'effort de défense, ni en proportion de la richesse nationale, ni en volume de dépenses.** En effet, **le niveau initial de l'effort de défense en 2024, associé à une augmentation rapide des dépenses militaires dans de nombreux pays depuis 2022, en réduit fortement la portée comparative.** À titre d'illustration, l'effort de défense annuel allemand a augmenté d'environ 19 milliards d'euros en un an entre 2023 et 2024¹, soit l'équivalent de l'écart des crédits annuels prévu en LPM entre 2024 et 2030 (20,2 milliards d'euros). Néanmoins, le Royaume-Uni n'a quant à lui augmenté son effort que de 2,1 milliards d'euros, contre 3,5 milliards d'euros pour la France, mais son niveau initial était plus élevé.

Les efforts complémentaires très importants annoncés par de nombreux pays européens à l'occasion des déclarations de Donald Trump sur

¹ Selon les chiffres du SIPRI.

la protection américaine de l'Europe sont également de nature à modérer le poids relatif des hausses de dépenses de défense prévues en LPM.

c) ...puis à l'annonce d'importants efforts complémentaires à compter de 2025, dont la matérialisation reste à être constatée

(1) Au sein de l'OTAN, en Europe...

Dans le contexte déjà détérioré de l'environnement stratégique en Europe, les annonces américaines de début 2025 remettant en cause ou conditionnant fortement la protection de l'Europe par les Etats-Unis a conduit à **un large mouvement d'annonces de hausse à venir des dépenses militaires sur le continent.**

D'une part, à l'échelle de l'OTAN, l'objectif fixé en 2006 et 2014¹ de 2 % de dépenses de défense en proportion du PIB devrait être nettement relevé à l'occasion du sommet de la Haye, à la fin du mois de juin 2025. Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a ainsi évoqué en février dernier un objectif qui pourrait s'établir à un niveau « **considérablement plus élevé que 3 %²** ». Dans le même temps, le **président américain Donald Trump et son administration³ prônent un objectif de 5 % pour les membres de l'OTAN, hors Etats-Unis**, contre 2,0 % en 2024.

Pour mémoire, en 2024, il aurait fallu que les membres de l'OTAN, hors Etats-Unis, dépensent 371 milliards de dollars supplémentaires pour atteindre une cible à 3,5 points de PIB et 748 milliards de dollars de plus pour parvenir à une cible de 5 points de PIB.

D'autre part, **de nombreux chefs d'Etat et de Gouvernement ont annoncé début 2025 une forte hausse à venir de leurs dépenses militaires, qui reste pour l'essentiel à être concrétisée.** Peuvent notamment être cités :

- l'Allemagne, qui a réformé le mécanisme du « frein à la dette » pour lui permettre d'augmenter d'environ 45 milliards d'euros par an ses dépenses de défense ;

- le Royaume-Uni, qui souhaite atteindre la cible de 2,5 % du PIB en 2027 (contre 2,3 % en 2024) ;

- le Danemark, qui cible un objectif de 3 % du PIB dès 2025 (contre 2,4 % en 2024) ;

- la Suède, qui désire établir ses dépenses militaires à 3,5 % du PIB en 2030 (contre 2,3 % en 2024) ;

- la Finlande, qui vise 3 % du PIB d'ici 2029 (contre 2,3 % en 2024) ;

¹ Voir supra.

² « Considerably more than 3 percent » en anglais.

³ Notamment le secrétaire à la défense, Pete Hegseth.

- ou encore l'Estonie, qui cherche à atteindre 5,4 % du PIB en 2029 (contre 3,4 % aujourd'hui).

(2) ...et en France

S'agissant de la France, le président de la République, Emmanuel Macron, a évoqué début mars 2025 un objectif de 3 % à 3,5 % de dépenses militaires en proportion du PIB pour les États européens, y compris la France.

Le **ministre des armées**, Sébastien Lecornu, a quant à lui déclaré qu'« *un horizon autour de 100 milliards d'euros par an constituerait le poids de forme idéal pour les armées françaises* ». Pour mémoire, ce montant correspondrait, en 2025, à environ 3,35 % du PIB. Lors de la conférence nationale des finances publiques du 15 avril 2025, le Premier ministre François Bayrou, a quant à lui indiqué que « *Le Gouvernement affirme ses choix pour répondre à l'effort nécessaire : respecter les engagements pris dans le cadre de la loi de programmation, prendre notre part de la remise à niveau en tenant compte les efforts que la France a déjà consentis, par exemple pour notre force de dissuasion, ce qui signifiera sans doute un effort de quelques 3 milliards d'euros supplémentaires l'année prochaine* », sans qu'il ne puisse être déterminé avec certitude s'il s'agit là de la marche annuelle prévue en LPM pour 2026 ou d'un effort complémentaire à celle-ci.

2. L'effort de défense devra s'appuyer, tant à l'échelle européenne que française, sur une vision stratégique et une légitimité forte

Quel que soit l'ampleur de l'effort de défense qui sera finalement acté aux échelles européenne et française – respect de la trajectoire de la LPM ou effort complémentaire –, **l'évolution de la position américaine sur la défense de l'Europe et le caractère de plus en plus dégradé du contexte stratégique impose de redéfinir notre cadre stratégique. Les décisions budgétaires en découlant doivent en outre résulter d'une saisine pleine et entière du Parlement**, condition de leur légitimité.

a) La stratégie de défense de l'Europe doit être renouvelée, à l'échelle des États européens et de l'OTAN

Si de nombreux États européens ont annoncé une nette hausse à venir de leurs budgets militaires et que de nombreuses réunions ont eu lieu au niveau des chefs d'États et de gouvernements à l'échelle européenne, de même qu'à celui des états-majors des armées, **il manque aujourd'hui une véritable stratégie de défense de l'Europe.**

Certes, la Commission européenne a présenté à la mi-mars 2025 un Livre blanc pour la défense européenne, qui n'est pas dépourvu de mérite, notamment en ce qu'il reprend la liste des besoins capacitaires établie à l'échelle du Conseil européen et donc des États-membres.

Le « livre blanc pour une défense européenne »

Alors que le plan « Rearm Europe / Préparation à l'horizon 2030 » prétend déployer de nouvelles capacités financières pour investir dans le domaine de la défense¹, le livre blanc « pour une défense européenne » vise à **déployer une approche stratégique à l'échelle continentale**.

Présenté le 19 mars 2025 par la **Commission européenne**, le document énonce plusieurs grandes lignes d'action :

- **combler les lacunes en matière de capacités militaires**, l'accent étant mis sur les capacités critiques recensées par les États membres, à savoir la défense antiaérienne et antimissile, les systèmes d'artillerie, les munitions et missiles, les drones et systèmes anti-drones, la mobilité militaire, l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, la cyberdéfense, la guerre électronique, les facilitateurs stratégiques (les « *strategic enablers* »)² et la protection des infrastructures critiques, incluant le transport stratégique, le ravitaillement en vol, la connaissance du milieu maritime et les capacités spatiales ;
- **soutenir l'industrie européenne de la défense par un regroupement de la demande et une augmentation de la passation collaborative de marchés publics**, de nature à renforcer l'interopérabilité des matériels ainsi qu'à réduire les coûts ;
- **soutenir l'Ukraine** par une assistance militaire accrue et une intégration plus poussée des industries européenne et ukrainienne de la défense ;
- **approfondir le marché de la défense à l'échelle de l'UE**, notamment en simplifiant la réglementation ;
- **accélérer la transformation de la défense** au moyen d'innovations de rupture telles que l'IA et la technologie quantique ;
- **faire en sorte que l'Europe soit mieux préparée aux scénarios les plus pessimistes**, en améliorant la mobilité militaire, en constituant des stocks et en renforçant les frontières extérieures, notamment la frontière terrestre avec la Russie et la Biélorussie ;
- **renforcer le partenariat avec des pays du monde entier** qui partagent les mêmes valeurs.

Source : commission des finances, d'après le livre blanc pour une défense européenne et les informations de la Commission européenne.

Il s'inscrit toutefois dans un cadre institutionnel qui n'est pas le plus adapté. En effet, la défense de l'Europe ne relève pas des compétences de la Commission européenne, ni même réellement de l'Union européenne, mais des États européens, ainsi que de l'OTAN. C'est à ces échelles que des décisions stratégiques devront être prises pour la sécurité de l'Europe.

¹ Voir infra.

² À savoir les capacités permettant d'opérer de manière autonome, notamment grâce à des centres de commandement, des avions de transport stratégique, du renseignement satellitaire et des capacités de frappe dans la profondeur.

Des compétences de l'Union européenne en matière de défense principalement limitées aux enjeux industriels et de financement

Si l'Europe a connu des projets de politique commune en matière de défense, à l'image de la Communauté européenne de défense en 1954, les communautés européennes puis **l'Union européenne ne disposent que de peu de compétences en la matière**, même si elles ont été un peu étendues au fil du temps.

Après le traité de Maastricht, qui a introduit une « définition progressive » d'une politique de défense commune, qui a donné naissance à la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), le traité de Lisbonne a institué une **politique de sécurité et de défense commune (PSDC)**.

Selon l'article 42 du traité sur l'Union européenne (TUE), la PSDC fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). *« Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires », à laquelle l'UE peut avoir recours afin de permettre « le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la coopération internationale conformément aux principes de la Charte des Nations unies », en dehors de l'UE. Par ailleurs, l'Agence européenne de défense (AED), « identifie les besoins opérationnels, promeut des mesures pour les satisfaire, contribue à identifier et, le cas échéant, mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, participe à la définition d'une politique européenne des capacités et de l'armement, et assiste le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires ».* Enfin, le même article précise qu'*« au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies »*, étant précisé que *« cela n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres »*.

Toutefois, *« l'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres »*, en **l'absence d'armée commune**. En outre, **les décisions relatives à la PSDC, y compris celles portant sur le lancement d'une mission, sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité**, ce qui renvoie de fait la compétence à l'ensemble des États-membres.

Ainsi, si l'article 42 du TUE stipule que la PSDC *« inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union »* et *« conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi »*, **la défense relève aujourd'hui de la souveraineté des États**.

La souveraineté de ces derniers s'exprime en outre dans le fait que **l'essentiel des États membres de l'Union européenne sont membres de l'Alliance atlantique, qui constitue en réalité l'organe central de défense de l'Europe aujourd'hui¹**. C'est d'ailleurs le sens du dernier paragraphe de l'article 42 du TUE, qui stipule que *« Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre »*.

Conformément aux traités, **l'Union européenne peut en revanche être amenée à jouer un rôle important en matière de modalités de financement des dépenses de défense** (application du pacte de stabilité et de croissance, outils de prêts) et de **politique industrielle**, notamment s'agissant du financement de la BITD, y compris concernant les aspects normatifs, et de la mise en place de commandes groupées.

Source : commission des finances.

¹ Voir supra.

b) À l'échelle française, l'effort de défense doit reposer sur une analyse renouvelée des enjeux stratégiques et de l'efficiencia des dépenses

Il convient aujourd'hui, comme à l'échelle européenne, de **faire un état des lieux stratégiques de la situation pour la France**. Car avant de dépenser plus, il convient de s'assurer que l'on dépense utilement en fonction du nouveau contexte. Et ce, même si le choix était fait d'en rester à la trajectoire prévue en LPM.

(1) La nécessité d'une analyse renouvelée des enjeux stratégiques

Cette méthode, dont la nécessité n'a pas échappée sur le principe au pouvoir exécutif, **a conduit le président de la République à demander en janvier 2025, pour le mois de mai 2025**, au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) **une actualisation de la Revue nationale stratégique (RNS), dont la dernière édition date de novembre 2022¹**. Au regard du temps court imparti par le président de la République pour cette actualisation, il faudra prendre garde à ce qu'elle soit suffisamment approfondie.

(2) La nécessité d'un effort de défense aussi efficient que possible

Sur la base de ce travail stratégique, il conviendra de **déterminer les besoins militaires idoines**, que ce soit en matériels, en effectifs ou encore dans l'organisation et les doctrines des armées. Face au durcissement du contexte militaire et aux limites pesant sur les possibilités d'augmentation du budget de la défense, il est nécessaire de **s'assurer de façon encore plus exigeante que les dépenses de défense sont efficientes et permettent d'atteindre les objectifs stratégiques définis au moindre coût**. Une telle démarche ne pourra faire l'économie d'une réflexion sur le type de matériels acquis et sur le format des armées.

En premier lieu, s'agissant des **matériels acquis**, il convient aujourd'hui, d'une part, de **réfléchir à une éventuelle modification de l'équilibre attendu entre le haut niveau technologique des matériels, pour un coût unitaire élevé, et leur disponibilité en « masse »**. En effet, les conflits contemporains, marqués par des stratégies d'attrition, supposent de disposer de certains types de matériels en grand nombre, à l'image des drones à coûts modestes en Ukraine. Or, à ce jour, les armées françaises s'appuient majoritairement sur des parcs d'équipements limités, dont une part figure à la pointe de la technologie et est donc particulièrement exposée au risque d'attrition, par exemple en matière d'aéronefs, de missiles et de drones.

D'autre part, il conviendrait d'**apporter une attention particulière aux modalités d'acquisition des matériels**. En effet, les travaux menés par le rapporteur spécial ont permis de constater que pour certains matériels, le coût unitaire est fortement alourdi par un **niveau élevé de spécifications**

¹ Voir supra.

complémentaires au modèle « de base » vendu par les industriels, ainsi que par le fait que **peu d'exemplaires du même matériel sont commandés**, renchérissant notamment le coût relatif des études associées. Une **logique de « juste suffisance » des capacités** des équipements pourrait ainsi être davantage privilégiée, pour une partie d'entre eux.

Une évolution maîtrisée de l'équilibre en faveur de la « masse » et de spécifications allégées des matériels supposerait une **modification de la culture d'acquisition** des armées, tant s'agissant des services du ministère, et en particulier de la direction générale de l'armement, que des industriels, habitués à des commandes du « haut du spectre » en nombre limité et sur le temps long.

Recommandation n° 7 : Envisager, pour certains besoins, un rééquilibrage partiel de la culture d'acquisition des armées au profit de matériels moins onéreux mais plus nombreux, dans le cadre d'une stratégie de juste suffisance des capacités des équipements (*ministère des armées*)

En second lieu, dans l'hypothèse d'un budget des armées demeurant limité, leur format pourrait éventuellement être interrogé s'agissant de la logique des capacités « différenciantes » à très haute valeur ajoutée. En effet, la France déploie aujourd'hui une forme de stratégie de « clubs » matérialisée par la volonté d'appartenir à des cercles fermés de capacités très spécifiques (dissuasion nucléaire, propulsion nucléaire des sous-marins et du porte-avions, capacités cyber et spatiales, *etc.*)¹. Or, ces choix stratégiques opérés dans le cadre d'un budget limité conduisent, même pour une armée parfois qualifiée d'« embryonnaire » ou de « bonzaï » (force quasi-complète pouvant prendre en charge la quasi-totalité du spectre de mission mais disposant d'une faible épaisseur) des coûts fixes importants dans tous les domaines. En présence d'un budget limité, la marge de manœuvre pour utiliser effectivement l'ensemble de nos capacités est en conséquence limitée. Néanmoins, le renoncement à une part de ces capacités serait de nature à rendre beaucoup plus difficile leur ré-acquisition ultérieure en cas de nécessité, du fait de pertes de compétences.

c) L'impératif de respecter pleinement les prérogatives du Parlement dans les modalités d'évolution de l'effort de défense

Si, à ce jour, le choix du Gouvernement n'est pas connu entre le respect de la trajectoire prévue en LPM ou une proposition d'effort de défense complémentaire, **il est indispensable que le Parlement soit immédiatement**

¹ Selon la terminologie utilisée par Elie Tenenbaum, chercheur à l'IFRI, auditionné à l'occasion des travaux du rapporteur spécial.

saisi dès que des orientations auront été dégagées. Surtout, ses prérogatives décisionnelles en matière budgétaire devront être pleinement respectées.

Dans ce cadre, s'il advenait que le Gouvernement souhaite modifier la trajectoire prévue en LPM à compter de 2026 ou des années suivantes, il conviendrait de procéder soit à son actualisation par la voie parlementaire (la LPM le prévoyait pour avant la fin d'année 2027)¹, soit, si les évolutions budgétaires étaient très substantielles, à l'examen d'une nouvelle LPM. En effet, si, comme le précise l'article 4 de la LPM, « la trajectoire de ressources budgétaires s'entend comme un minimum », il n'en demeure pas moins que cette trajectoire a été construite en cohérence avec des objectifs physiques mentionnés dans son rapport annexé, qui ont vocation à être modifiés en cas de hausse des crédits.

Recommandation n° 8 : Respecter pleinement les prérogatives législatives et budgétaires du Parlement s'agissant de la politique de défense, notamment en le saisissant rapidement dans l'hypothèse d'une proposition de modification de la trajectoire budgétaire prévue dans la LPM 2024-2030 (*Gouvernement*)

De même, dans l'hypothèse où de nouveaux crédits devaient être ouverts dès 2025 en faveur de la défense, la voie du projet de loi de finances rectificative (PLFR) devrait être privilégiée sur un décret d'avance. Certes, un tel décret peut permettre d'ouvrir des crédits supplémentaires jusqu'à 1 % des crédits ouverts par la LFI², soit environ 8,1 milliards d'euros en CP et 8,4 milliards d'euros en AE en 2025, à condition que des crédits soient par ailleurs annulés au moins dans la même mesure. Cette solution priverait toutefois le Parlement de la possibilité de se prononcer sur les choix effectués et de les modifier³.

¹ L'article 8 de la LPM prévoit que « la présente programmation fera l'objet d'une actualisation par la loi avant la fin de l'année 2027. Précédée d'une actualisation de la revue nationale stratégique (...). ».

² Article 13 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

³ Il est en revanche prévu par l'article 13 de la LOLF que « La commission chargée des finances de chaque assemblée fait connaître son avis au Premier ministre dans un délai de sept jours à compter de la notification qui lui a été faite du projet de décret. La signature du décret ne peut intervenir qu'après réception des avis de ces commissions ou, à défaut, après l'expiration du délai susmentionné. La ratification des modifications apportées, sur le fondement des deux alinéas précédents, aux crédits ouverts par la dernière loi de finances est demandée au Parlement dans le plus prochain projet de loi de finances afférent à l'année concernée. »

3. La nécessité de répondre aux écueils du début de période de la LPM en assainissant l'exécution budgétaire de la mission « Défense »

Comme cela a été développé *supra*, l'exécution du début de période de programmation est notamment marquée par une trop forte tension sur les crédits, un recours excessif au report de charges, et une rigidification marquée des dépenses, ne laissant aucune marge de manœuvre pour faire face aux aléas et posant des questions de soutenabilité.

Dans ce contexte, il conviendra de **s'assurer que la hausse des crédits annuels du budget de la défense est mobilisée en partie pour garantir la soutenabilité de l'exécution de la programmation, limiter le report de charges et recréer des marges de manœuvre**. Si, dans l'hypothèse où la trajectoire de la LPM n'était pas réhaussée, un certain ralentissement de la consommation des crédits engendrerait un impact pour les armées, à défaut, le risque est grand de constater en fin de période de programmation qu'il aurait fallu en réalité une ou deux marches de plus pour financer l'ensemble des engagements pris. Il est en ce sens préférable, y compris pour les armées elles-mêmes, de s'assurer de la soutenabilité et donc de la crédibilité de la trajectoire plutôt que de devoir, à terme, mettre en pause les programmes par manque de crédits. En outre, même dans l'hypothèse où un effort supplémentaire était produit par rapport à la LPM, il conviendrait également de s'assurer qu'une part est bien mobilisée pour garantir la soutenabilité des dépenses et ainsi résister à la tentation de reproduire les mêmes schémas – avec les mêmes écueils – d'exécution des crédits.

4. Un effort de défense qui doit rester finançable

Si l'importance des menaces peut inciter à un effort de défense supplémentaire, il importe de s'assurer que celui-ci demeure effectivement finançable. La crédibilité et la prévisibilité de cet effort est d'ailleurs une condition de son effectivité et de la crédibilité internationale des capacités des armées. **Cette préoccupation se pose avec une forte acuité en France, où les finances publiques sont dans un état particulièrement dégradé.**

Schématiquement, le financement de la hausse des dépenses de défense peut en principe être assuré par trois biais, potentiellement cumulatifs :

- le recours au **déficit public**, ou à son aggravation, et donc à **l'endettement public** auprès des marchés ou des particuliers (par exemple dans le cadre d'un grand emprunt national) ;
- la **hausse des prélèvements obligatoires** ;
- la **réduction des dépenses publiques** autres que celles de défense.

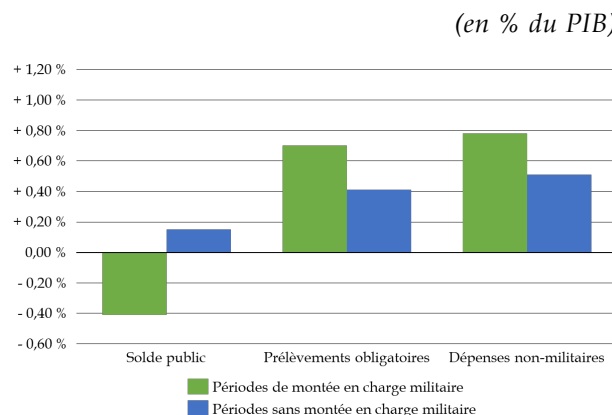
a) Les défis des modalités de financement de l'effort de défense en Europe

- (1) Une tendance historique : le financement des efforts de défense se fait en général par l'endettement et les impôts

Sur la base d'une analyse des données depuis 1870 dans 22 pays, les économistes Christoph Trebesch et Johannes Marzian indiquent dans une publication de février 2025¹ que les 113 épisodes de montée en charge des dépenses militaires identifiés² ont **le plus souvent été financées par un mélange de hausse du déficit et des prélèvements obligatoires**. En outre, **plus l'effort en dépenses militaires a été important, plus il a été financé par le levier de l'endettement**.

À l'inverse, la **réduction des dépenses, notamment en matière sociale, a été rarement mobilisée**. Les dépenses non-militaires tendent d'ailleurs plutôt en moyenne à augmenter concomitamment à l'effort militaire.

Évolution annuelle du solde public, des prélèvements obligatoires et des dépenses non-militaires selon la mise en œuvre d'un effort de guerre ou non dans 22 pays



Note : les chiffrages sont des estimations arrondies de ceux apparaissant dans l'étude. De légers écarts pourraient être constatés.

Source : commission des finances d'après l'étude de Marzian Trebesch (2025).

En période d'effort de défense, **l'ensemble des grandes catégories de dépenses non-militaires répertoriées par l'étude tendent à augmenter**, au

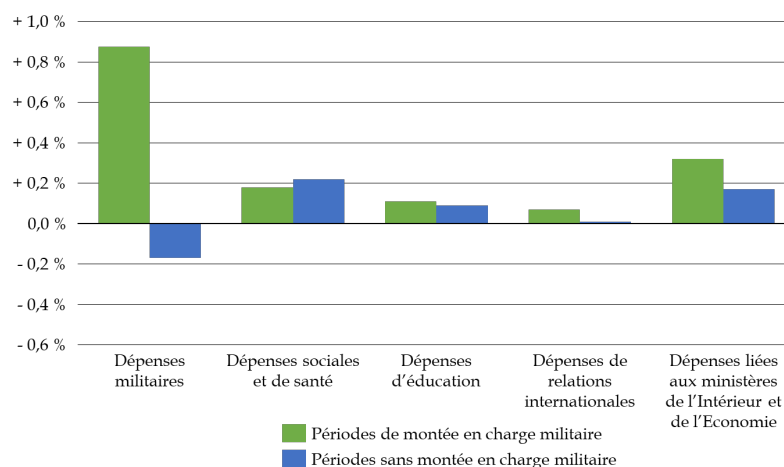
¹ How to Finance Europe's Military Buildup? Lessons from History, Johannes Marzian and Christoph Trebesch :https://www.ifw-kiel.de/fileadmin/Dateiverwaltung/IfW-Publications/fis-import/2ff3cc9c-77e3-4e16-9b1f-6b91cf251cd4-KPB_184_en.pdf

² Définis comme débutant par une forte hausse du ratio des dépenses militaires par rapport au PIB de plus de 6,8 % deux années d'affilée et se terminant par l'absence de progression pendant deux années consécutives. 113 épisodes ont ainsi été identifiés sur la période 1870-2020, à l'exclusion des périodes de la Première et de la Seconde guerres mondiales, en moyenne pour une période de 5 ans et résultant dans l'augmentation des dépenses militaires d'environ 1,5 point de PIB.

demeurant de manière plus rapide qu'hors période d'effort (à l'exception des dépenses sociales et de santé, qui progressent un peu moins vite).

Évolution annuelle des dépenses militaires et des grandes catégories de dépenses non-militaires selon la mise en œuvre d'un effort de guerre ou non dans 22 pays

(en % du PIB)



Note : les chiffrages sont des estimations arrondies de ceux apparaissant dans l'étude. De légers écarts pourraient être constatés.

Source : commission des finances d'après l'étude de Marzian, Trebesch (2025).

(2) Un contexte économique peu favorable

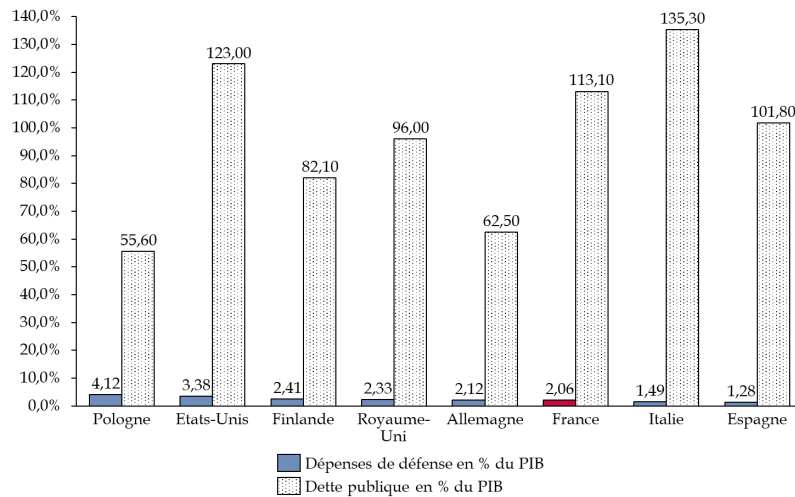
Les importants efforts de défense annoncés dans de nombreux pays d'Europe interviendraient dans un environnement économique contraignant, plus ou moins fortement en fonction des cas.

Du point de vue général, le **caractère modeste des perspectives de croissance** (tendance alourdie par les tensions commerciales initiées par le président américain Donald Trump) rendra les augmentations de dépenses de défense plus douloureuses pour le continent, même si elle facilitera, de façon paradoxale, la hausse du ratio de ces dépenses en proportion du PIB.

En outre, **s'ajoutent à ces enjeux économiques les difficultés tenant à la situation dégradée des finances publiques** de nombreux pays européens, en particulier en termes de taux d'endettement, bien que la situation soit hétérogène.

Comparaison de la part des dépenses militaires et de l'endettement en proportion du PIB dans plusieurs pays, en 2024

(en % du PIB)



Source : commission des finances, d'après les données de l'OTAN, d'Eurostat et sources diverses.

La mise en regard du taux d'endettement et de la proportion des dépenses de défense dans la richesse nationale permet de mesurer les marges de manœuvre disponibles pour augmenter l'effort de défense par le biais de l'endettement. Ainsi, la très forte hausse de l'effort de défense polonais depuis 2022 a été permise par un niveau d'endettement relativement faible. De même, le niveau relativement maîtrisé de l'endettement de la Finlande et de l'Allemagne leur permet d'envisager de financer par la dette une partie de la hausse des dépenses. A l'inverse, la France – et de manière encore plus forte, l'Italie – se trouve dans une situation défavorable dans la mesure où son niveau d'endettement est déjà très élevé, alors même que son niveau d'effort de défense en proportion du PIB est aujourd'hui modéré en comparaison internationale.

- (3) Un plan européen qui se fonde largement sur le déficit et l'endettement, tandis que les États envisagent à ce jour des modalités de financement variables
- (a) Le plan ReArm Europe de la Commission européenne : pour l'essentiel, un allègement des contraintes pesant sur le recours au déficit et à l'endettement

En cohérence à la fois avec les tendances historiques des modalités de financement de l'effort de guerre et avec la nature des compétences de l'Union européenne en matière de défense¹, la Commission européenne a présenté en mars 2025 un plan « ReArm Europe – Préparation à l'horizon 2030 », qui

¹ Voir supra.

consiste principalement à assouplir les contraintes pesant sur le niveau du déficit et sur l'endettement des États pour ce qui concerne les investissements dans la défense.

Si les modalités précises de ce plan restent à être actées, il vise à augmenter les capacités de défense *« pour répondre à l'urgence, mais également à plus long terme, tout au long de la décennie »* en prévoyant :

- d'inviter les États à activer la **clause dérogatoire nationale du pacte de stabilité et de croissance** pour permettre aux États membres d'augmenter sensiblement leurs dépenses de défense sans déclencher la procédure de déficit excessif. Les États membres devront toutefois limiter ces écarts, d'une part, à l'augmentation des seules dépenses en matière de défense, en prenant pour point de départ la catégorie statistique « défense » dans la classification des fonctions des administrations publiques et, d'autre part, à une augmentation maximale de 1,5 % du PIB par année d'activation de la clause dérogatoire nationale. En outre, cette possibilité est limitée à quatre ans. **Selon une estimation de la Commission européenne, ces mesures pourraient permettre de « créer une marge de manœuvre budgétaire de près de 650 milliards d'euros sur quatre ans » à l'échelle de l'Union européenne ;**

- de créer un nouvel instrument, intitulé « Agir pour la sécurité de l'Europe – SAFE » permettant à la Commission européenne de lever jusqu'à **150 milliards d'euros** sur les marchés de capitaux pour aider les États membres (et les pays partenaires, en voie d'adhésion, candidats ou candidats potentiels, y compris l'Ukraine) le souhaitant à augmenter leurs investissements dans les capacités de défense. **Ces financements seraient versés sur demande aux États membres intéressés**, sur la base de leurs plans nationaux d'investissement, **dans le cadre d'acquisitions conjointes d'au moins deux pays auprès de la BITD en Europe**, en mettant l'accent sur les capacités prioritaires. Les prêts de la Commission européenne prendraient la forme de prêts à longue échéance aux États et seraient garantis par la marge de manœuvre du budget de l'UE ;

- en complément, de **mobiliser les programmes de la politique de cohésion** pour augmenter les dépenses en matière de défense, pour les États qui le souhaitent, et de prévoir une **intervention plus forte de la Banque européenne d'investissement (BEI)** en matière de financement de la défense, au titre de son poids financier mais également de l'effet de signal afférent pour les autres investisseurs.

Si le plan européen vise à libérer une partie des contraintes pesant sur les conditions de recours au déficit et à l'endettement, il n'en demeure pas moins que **les dépenses associées – tant s'agissant des dépenses de défense elles-mêmes que des intérêts d'emprunt – auront bien à être assumées par les États eux-mêmes**, alors que les taux d'intérêt souverains tendent à augmenter.

- (b) Des modalités de financement annoncées variables en fonction des États européens

Dans un contexte économique et de finances publiques globalement médiocre en Europe mais hétérogène en fonction des pays, les modalités de financement annoncées par ceux qui prévoient un effort complémentaire de défense sont variables. Ces annonces, relayées par les médias, peuvent présenter, par nature, un caractère temporaire et incomplet.

Si les trois outils de financement sont évoqués (endettement, restrictions budgétaires et surcroît d'imposition), les pays les moins endettés sont ceux qui ont annoncé le plus clairement un recours possible à l'endettement. De ce point de vue, l'exemple allemand est révélateur. Le pays, pourtant plutôt hostile au déficit et à l'endettement et aujourd'hui relativement peu endetté a réformé son mécanisme constitutionnel du « frein à la dette », notamment dans l'objectif de financer une partie de l'effort de défense par la dette. Néanmoins, si les tendances historiques sont respectées, d'autres, dans une position pourtant moins favorable, pourraient *in fine* également y avoir recours.

- b) Le caractère très détérioré des finances publiques en France impose un effort de défense progressif et des économies concomitantes dans les autres dépenses*

La France connaît aujourd'hui une situation de finances publiques très détériorée. En 2025, l'objectif de **déficit public est de - 5,4 %** et celui du **taux d'endettement de 116,2 %** (contre 113 % fin 2024)¹. Hors période de crise, pour le déficit, ou de guerre, pour le taux d'endettement, ces niveaux constituent des anomalies historiques. Par ailleurs, **le niveau des prélèvements obligatoires est déjà particulièrement élevé** : en comparaison européenne, selon Eurostat, il atteignait 45,6 % en 2023, soit le niveau le plus élevé de l'Union européenne². En outre, **les perspectives de croissance de l'économie sont faibles**, s'établissant à + 0,7 % du PIB réel en 2025, contre + 1,1 % en 2024³.

Alors que le Gouvernement indique par ailleurs souhaiter **ramener le déficit sous les 3% de PIB en 2029**, il est certain que le financement de l'effort de défense présente un caractère exigeant, y compris dans l'hypothèse où la trajectoire budgétaire prévue en LPM ne faisait pas l'objet d'un complément. Ainsi, chaque année, les crédits de la défense doivent augmenter de plus de 3 milliards d'euros⁴.

Le contexte des finances publiques ne laissant pas de marge pour une augmentation du déficit, de l'endettement ou du niveau de

¹ Rapport d'avancement annuel 2025.

² Selon l'INSEE, qui utilise une méthodologie différente, ce taux est de 42,8 % en 2024.

³ Et 1,2 %, 1,4 %, 1,4 % et 1,2 % de 2026 à 2029, selon le rapport annuel d'avancement.

⁴ Voir supra.

prélèvements obligatoires, il faudra recourir à une réorientation des dépenses publiques pour financer l'effort de défense.

Certes, cette solution n'est pas celle qui a été choisie historiquement par la majorité des pays ayant procédé à une augmentation de leur effort de défense¹. En outre, elle présente un caractère politiquement sensible. Mais l'état de finances publiques duquel la France part ne permet pas d'y échapper : **sa mise en œuvre est d'ailleurs la solution qui garantirait le mieux la pérennité de l'effort de défense** en ce qu'elle serait structurellement plus saine qu'une hausse du déficit ou des prélèvements obligatoires.

Néanmoins, même s'il existe des marges importantes de réduction des dépenses publiques au regard de leur poids (57,1 % du PIB en 2024), **il sera difficile de les réduire fortement à court terme**, un schéma progressif étant plus adapté, notamment au regard de la nécessité d'assurer **l'acceptabilité sociale** des mesures d'économies et de hausses des dépenses de défense.

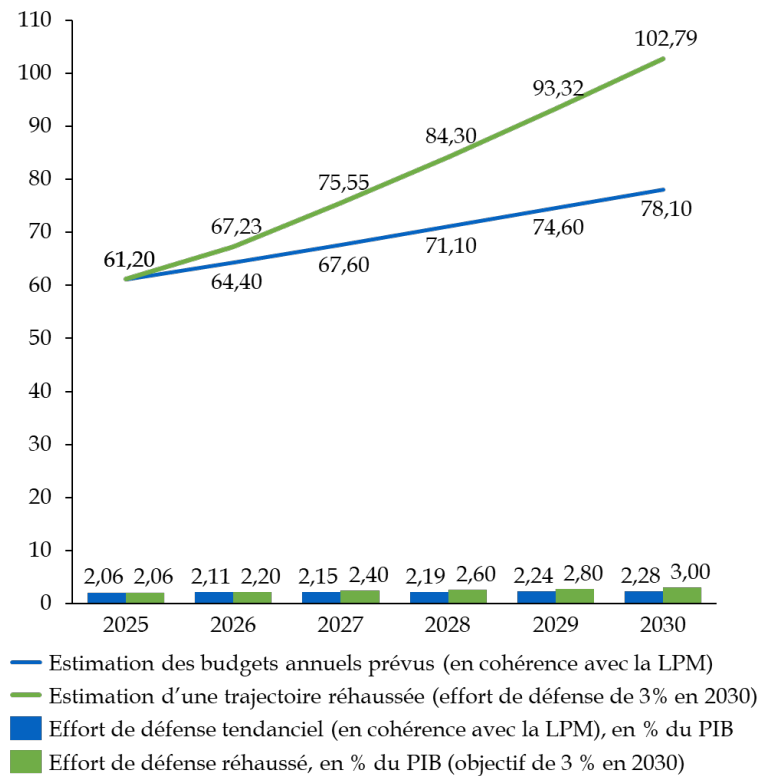
Dans ces conditions, **un renforcement de l'effort de la défense par rapport à ce que prévoit la LPM ne pourrait être que progressif**, dans un *scenario* au sein duquel des économies ambitieuses seraient effectuées dans les dépenses publiques dès 2026. Toutefois, **même dans l'hypothèse où il ne serait pas apporté de complément à la trajectoire prévue en LPM, une réduction notable des dépenses sera nécessaire pour assurer le financement de la marche prévue en 2026 (+ 3,2 milliards d'euros), tout en maîtrisant le déficit public.**

Afin d'illustrer l'impact budgétaire d'une éventuelle hausse de l'effort de défense, le graphique suivant présente l'hypothèse d'une augmentation progressive de celui-ci jusqu'à 3 % à l'horizon 2030 (d'environ 0,20 point par an en moyenne).

¹ Idem.

Hypothèse de trajectoire budgétaire menant l'effort de défense à 3 % du PIB en 2030

(en milliards d'euros courants et en % de PIB)



Source : commission des finances. Calculs de la commission des finances, d'après les données du Rapport d'avancement annuel 2025, de l'INSEE, la trajectoire budgétaire prévue par la LPM 2024-2030, et les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial.

Selon les calculs de la commission des finances et les prévisions du rapport annuel d'avancement 2025 du Gouvernement, **il faudrait environ 103 milliards d'euros de crédits¹ en 2030 pour atteindre un taux d'effort de 3 % du PIB**, pensions comprises, soit environ 25 milliards d'euros de plus que ce qu'implique la LPM pour cette année-là et 42 milliards d'euros de plus que les crédits initiaux pour 2025².

Le coût budgétaire pluriannuel afférent serait, par rapport à une hypothèse de stabilisation des crédits prévus en 2025, d'environ **117 milliards d'euros sur la période 2026-2030**, dont 50 milliards d'euros au titre de la trajectoire prévue en LPM et 67 milliards d'euros au titre d'un complément d'effort. Il convient néanmoins de noter que **dans le cas où les perspectives de croissance du Gouvernement se révéleraient surestimées, ce**

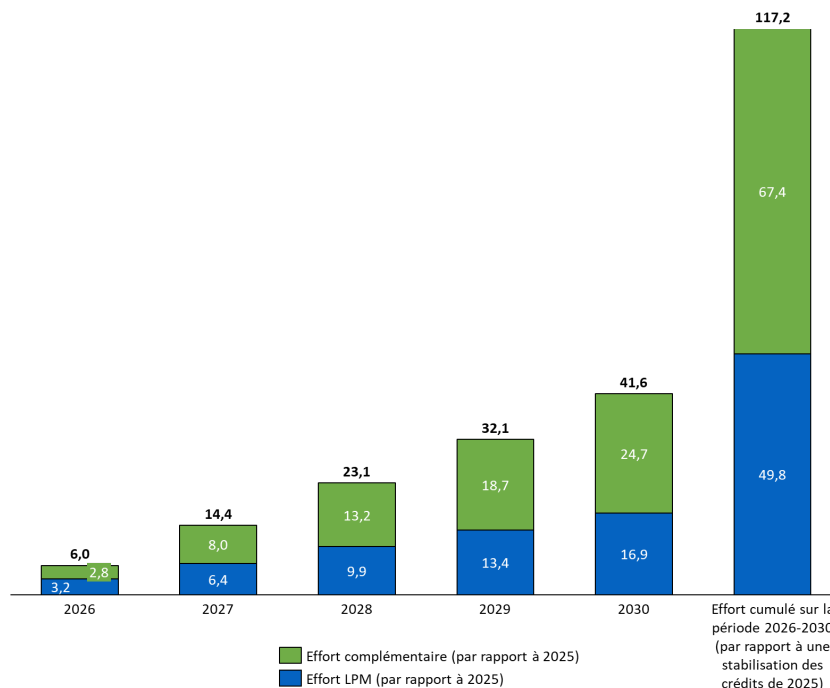
¹ En euros courants.

² En incluant les reports de crédits.

qui est fréquemment le cas, l'effort de défense nécessaire pour atteindre 3 % du PIB serait amoindri¹.

**Effort budgétaire annuel à fournir,
par rapport à une stabilisation du montant des crédits de 2025,
pour atteindre de façon progressive un taux d'effort de 3 % en 2030**

(en milliards d'euros courants)



Source : commission des finances. Calculs de la commission des finances, d'après les données du Rapport d'avancement annuel 2025, de l'INSEE, la trajectoire budgétaire prévue par la LPM 2024-2030, et les réponses aux questionnaires du rapporteur spécial.

Pour ce qui concerne l'année **2025**, il a pu être évoqué dans les derniers mois l'hypothèse de l'ouverture de crédits supplémentaires en gestion². **Au regard de la nécessité de s'appuyer sur une analyse stratégique approfondie de la situation, d'en tirer les conséquences quant aux besoins des armées, et d'inscrire tout effort de défense dans la durée, il appartiendrait au Gouvernement de justifier de la nécessité d'injecter des crédits nouveaux dès cette année.** Une autre voie pourrait consister, au regard du caractère prioritaire des dépenses de défense, à **dégeler rapidement une partie substantielle des crédits de paiement**³ aujourd'hui mis en réserve sur

¹ Selon la même logique qui préside au fait que le taux d'effort de défense correspondant à la trajectoire budgétaire de la LPM tend à augmenter davantage qu'initialement prévu.

² Voir supra.

³ Idem.

la mission « Défense » (8,6 % des crédits initiaux hors dépenses de personnel, au 12 mai 2025), **tout en assurant en fin d'année la couverture de l'essentiel des surcoûts par l'ouverture de crédits nouveaux en loi de finances de fin de gestion**. Ce scénario, conforme aux dispositions de la LPM, serait de nature à faciliter le pilotage des crédits par le ministère, y compris en termes d'acquisition, et à réduire le report de charges.

Recommandation n° 9 : Privilégier en 2025 un assouplissement de la régulation budgétaire s'appliquant à la mission « Défense » et assurer en fin d'année la couverture de l'essentiel des surcoûts par l'ouverture de crédits en loi de finances de fin de gestion, sauf à ce que le Gouvernement justifie de la nécessité d'ouvrir dès cette année des crédits supplémentaires (*Gouvernement*)

Il convient néanmoins de s'assurer que les mesures prises en 2025, notamment en autorisations d'engagement, **pourront être assumés les années suivantes en crédits de paiement**, ce qui renvoie à la nécessité de dégager une vision de l'effort de défense sur le temps long. Cette préoccupation devra être intégrée alors que le montant des reports d'autorisations d'engagement de 2024 vers 2025 a été fixé à 40,583 milliards d'euros, dont 32 505,3 M€ d'AEANE¹. Comme le précise la direction du budget², « *une partie de ces reports en AE³, non demandé par le ministère des armées, l'a été en prévision des éventuels arbitrages budgétaires à venir concernant la mission « Défense »* ».

Recommandation n° 10 : En présence d'un montant d'autorisations d'engagement disponible très élevé, y compris au titre de reports, adopter en 2025 un niveau d'engagement cohérent avec le montant des crédits de paiement envisagés pour les prochaines années, afin d'éviter les risques de soutenabilité (*Gouvernement*)

¹ Voir supra.

² Dans ses réponses au questionnaire du rapporteur spécial.

³ À savoir 7,8 milliards d'euros selon Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics, entendue par la commission des finances du Sénat le mardi 18 mars 2025.

B. CRÉER RAPIDEMENT LES CONDITIONS DE LA MONTÉE EN CHARGE DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE EN FRANCE ET EN EUROPE, À LA HAUTEUR DES NOUVEAUX ENJEUX

En cohérence avec les objectifs de renforcement de la BITD fixés par la **LPM 2024-2030**¹ et dans le contexte des prises position du président américain, Donald Trump, mettant en question la protection de l'Europe par les Etats-Unis, **de nombreux appels ont été formulés en faveur du renforcement de la BITD** (base industrielle et technologique de défense) **en Europe et en France.**

L'objectif est double : d'une part, faire en sorte que la hausse des dépenses de défense en Europe profite aux industriels du continent, et donc à son économie. D'autre part, asseoir une souveraineté industrielle pour garantir une autonomie stratégique et opérationnelle.

Toutefois, **la montée en puissance de la BITD en Europe et en France ne se décrète pas, elle se construit.** Si des avancées ont déjà eu lieu, d'importants efforts sont encore nécessaires pour permettre la montée en charge nécessaire, tant au niveau stratégique que des points de vue financier et normatif.

1. Assurer le renforcement rapide de la BITD en Europe concomitamment à la hausse des dépenses militaires

a) Une BITD fragmentée en Europe, une BITD française diversifiée et deuxième exportatrice mondiale

La BITD regroupe l'ensemble des entreprises de défense qui contribuent à concevoir et à produire les équipements pour les armées. **À l'échelle européenne**, selon la Commission européenne, les entreprises concernées auraient un chiffre d'affaires cumulé d'environ 70 milliards d'euros et emploieraient environ 500 000 personnes². Ces entreprises sont parfois regroupées sous le terme BITD européenne ou « BITDE », bien que cette notion constitue pour une part importante **l'addition de BITD nationales**, produisant souvent de nombreux modèles différents pour la même catégorie d'équipements, à l'image des chars d'assaut ou des avions de chasse.

En France, selon le Gouvernement et en vertu d'une définition plus large, **la BITD regrouperait environ 4 500 entreprises et 220 000 emplois**, structurés autour de 9 grands groupes industriels³ et d'un tissu de start-ups, petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire (ETI). Le portrait-robot d'une entreprise de la BITD serait une PME d'environ

¹ Voir supra.

² En 2021. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52024JC0010>.

³ Airbus Defence and Space, Thales, Safran, MBDA, Naval Group, Dassault, Ariane Group, KNDS et Arquus.

50 employés, réalisant 6 à 8 millions de chiffre d'affaires, dont moins de 20 % pour le secteur de la défense¹. Le chiffre d'affaires cumulé de la BITD française était estimé en 2022 à 30 milliards d'euros, selon la Direction générale de l'armement, montant qui a certainement nettement augmenté depuis.

En lien avec la doctrine d'autonomie stratégique française, **la BITD française est diversifiée et produit un spectre large d'équipements, au bénéfice des armées françaises mais également de celles de nombreux autres pays**. Sur la période 2020-2024, **la France est le deuxième pays à avoir exporté le plus d'armes (9,6 % des exportations)**, loin derrière les Etats-Unis (43 %), mais devant la Russie (7,8 %), la Chine (5,9 %), l'Allemagne (5,6 %), l'Italie (4,8 %), le Royaume-Uni (3,6 %) et Israël (3,1 %)².

b) À production constante, la hausse des dépenses militaires emporterait le risque d'une augmentation de la part des importations extra-européennes et/ou du coût des facteurs

La cohérence dans les mois et années à venir, en France et en Europe, de la montée en charge des dépenses militaires et des capacités industrielles sera primordiale, étant entendu que cette dernière prend du temps.

En effet, dans l'hypothèse où le financement de la BITD et ses investissements ne suivrait pas le rythme des commandes, **les efforts budgétaires se feraient au profit des industriels extérieurs à l'Union européenne**, et en particulier américains. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans les années récentes, notamment avec les commandes urgentes au profit de l'Ukraine. Les exportations américaines en Europe ont ainsi plus que triplé entre la période 2015-2019 et 2020-2024³. Dans le même temps, la part des importations sud-coréennes a également augmenté.

En outre, une augmentation insuffisante des capacités de production (offre) par rapport à celle des commandes (demande) serait de nature à conduire à une hausse des coûts unitaires des matériels commandés en Europe, réduisant la portée réelle des efforts budgétaires consentis.

c) Une BITD française qui a accéléré et qui peut encore produire un effort progressif

À l'occasion de la montée en charge des dépenses militaires en Europe et dans le monde depuis 2022, et de leur rehaussement annoncé à compter de 2025, **la BITD française**, et notamment les grands maîtres d'œuvre industriels, **a produit d'importants efforts pour augmenter ses capacités de production**.

À titre d'illustration, le missilier MBDA a procédé, selon les informations transmises par l'entreprise au rapporteur spécial, à un plan d'investissement de 2,4 milliards d'euros pour la période 2025-2029, dont

¹ Voir notamment le dossier de presse de la conférence ministérielle sur le financement de la BITD du 20 mars 2025.

² Données du SIPRI.

³ Idem.

1 milliard d'euros en France, en particulier pour augmenter les capacités de l'outil de production et les stocks de matériaux et procéder à des recrutements. Sur cette base, les cadences de production ont été augmentées : celle du missile Mistral est passée d'une production de 10 par mois en 2022 à 40 par mois en 2025, et celle du missile Aster serait rehaussée de 50 % entre 2022 et 2026. Au total, en 2025, le groupe devrait avoir doublé sa production par rapport à 2023.

Cette dynamique se retrouve chez les autres industriels. L'entreprise KNDS, qui produisait 2 canons Caesar par mois en 2022, en a produit 3 fois plus en 2024 et se préparerait à en produire 8 par an en 2025. De même, l'entreprise Naval Group a également accéléré sa cadence de production des frégates, tandis que Dassault produit aujourd'hui un peu plus de deux Rafale par mois au total, quand il n'en produisait qu'un seul en 2020. Son PDG estime que l'entreprise serait en mesure d'augmenter la production d'environ un demi-avion par mois par an à l'avenir, et de produire *in fine* jusqu'à 4 ou 5 Rafale par mois, si les commandes le justifient.

Les travaux menés par le rapporteur spécial ont été l'occasion de confirmer que **cette montée en charge industrielle peut encore être approfondie**. Mais elle ne se fera pas du jour au lendemain et **met en tension l'ensemble de la chaîne de sous-traitance**. Elle suppose des investissements, notamment en infrastructures, et des recrutements en nombre importants, alors que des tensions apparaissent sur ce marché du travail spécifique, par ailleurs très concentré sur quelques zones, dont certaines peinent parfois à attirer suffisamment, à l'image de la région de Bourges.

2. À l'échelle européenne, adopter une démarche industrielle du « best athlete » ayant pour objectif premier la défense de l'Europe plutôt qu'un partage de la valeur produite dans chaque État

À l'échelle européenne, **les projets industriels de défense conjoints**, parfois couronnés de succès *in fine*, **ont souvent eu pour défaut de chercher quasiment tout autant la répartition de la valeur produite dans chacun des pays**, au titre d'un juste « retour géographique », **que la réussite finale du projet**. Parmi de nombreux exemples, l'on peut notamment citer le cas du missile Aster, dont la fabrication partagée avec l'Italie impliquait jusqu'à récemment de franchir plusieurs fois les Alpes.

Aujourd'hui, **le très fort durcissement du cadre stratégique impose de viser l'efficacité** plutôt que la répartition de la valeur. **Les choix industriels doivent ainsi être mis au service de la défense de l'Europe et non l'inverse**. Les mécanismes européens existants et ceux en projet devront viser cet objectif, dans le cadre d'une stratégie de coopération favorisant les meilleurs matériels européens, dans une logique dite du « best athlete », à savoir de l'acquisition de l'équipement le plus adapté, quel que soit son pays de fabrication.

a) Des mécanismes européens qui doivent être mis au service de l'efficacité

Si la politique de défense relève de la compétence des États, en dehors du cadre de l'Union européenne ou éventuellement à l'échelle du Conseil de l'UE ou du Conseil européen, l'UE dispose en revanche de compétences d'appui en matière industrielle, tandis que ses compétences sont larges en matière de marché intérieur.

C'est sur cette base que **l'UE a peu à peu étendu son action en matière d'industrie de défense**. Outre la mise en place, sur décision du Conseil, d'une Agence européenne de défense (AED) en 2004 visant à soutenir les coopérations des États dans l'industrie de défense, c'est **à compter de 2018 puis de la guerre en Ukraine** qu'un nombre important de mécanismes ont été mis en place à l'échelle de l'Union européenne. Ils **visent globalement à encourager les États à concevoir, produire et acquérir des équipements et matériels militaires de manière plus coopérative, dans une perspective de réduction des coûts et de renforcement de l'interopérabilité des forces, ainsi qu'à soutenir plus fortement l'Ukraine dans son conflit face à la Russie**.

(1) Les outils en vigueur

Remplaçant un premier programme créé en 2018¹, le **Fonds européen de défense** (FED ou FEDef), était doté initialement d'environ 8 milliards d'euros sur la période 2021 et 2027, enveloppe réabandonnée de 1,5 milliard d'euros en 2024. Ce fonds, dont l'enveloppe subsistante à ce jour est d'environ 2 milliards d'euros², vise à **soutenir des projets de recherche et de développement structurants dans le domaine de l'industrie de défense**. Pour être éligibles, les projets doivent concerner **au minimum trois entreprises, issues de trois États européens différents**. Ce fonds intervient en cofinancement, prenant en charge entre 20 % et 80 % des projets, selon le type d'activités. Les entités qui reçoivent un financement du FED doivent être établies dans l'UE ; en outre, ils ne peuvent pas être contrôlés par une entité d'un pays tiers ou par un pays tiers³.

En outre, **d'autres outils ont été mis en place à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine**, principalement pour favoriser les acquisitions conjointes et la production industrielle de défense.

Le mécanisme temporaire **EDIRPA**, créé en 2023, vise ainsi à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'**acquisitions communes**. Sur la base d'une enveloppe de 300 millions d'euros, il permet un remboursement partiel aux États membres lorsque les acquisitions conjointes font intervenir un consortium d'**au moins trois États membres**, avec un effet de levier

¹ Le programme européen de développement industriel de la défense (EDIDP). Doté d'une enveloppe de 500 millions d'euros pour 2019 et 2020, il visait à favoriser la coopération entre les entreprises et les États membres en matière de développement de produits ou de technologies de défense.

² Selon les auditions menées par le rapporteur spécial.

³ Toutefois, si l'entité est contrôlée, l'État membre dans lequel l'entité européenne est établie peut fournir des garanties d'autonomie à l'entité afin de lui permettre de recevoir un financement du FED.

important. Les entités bénéficiaires doivent être établis et avoir leurs structures exécutives de gestion dans l'UE ou dans un pays associé, et ne peuvent pas être contrôlés par un pays tiers non associé, selon la même logique que pour le FED. En outre, **au moins 65 % des composants des produits finaux doivent provenir de l'UE ou d'un pays associé.**

Par ailleurs, le mécanisme temporaire **ASAP**, également créé en 2023 et doté de 500 millions d'euros, vise à soutenir les projets d'investissement en faveur de la **production de munitions**, notamment en faveur de l'Ukraine, en ciblant les goulets d'étranglement identifiés.

Parallèlement, la **facilité européenne pour la paix (FEP)**, créée en 2021, permet d'assister des pays ou organisations partenaires en leur fournissant des équipements militaires et de défense, des infrastructures, une assistance technique et des prestations de formation. Elle est dotée d'un fonds de plus de 17 milliards d'euros, alimenté par des contributions des États membres, en dehors du budget de l'UE ; elle sert aujourd'hui notamment à soutenir l'Ukraine. Ne remboursant qu'une partie des livraisons ou fournitures, la FEP dispose d'un effet de levier important.

(2) La stratégie EDIS et le projet EDIP

Pour prendre la suite des outils d'urgence mis en place dans le prolongement du déclenchement du conflit en Ukraine, la Commission européenne a présenté en mars 2024 une **stratégie industrielle de défense (EDIS)** et a proposé un **nouveau programme pour l'industrie de défense (EDIP)**.

D'une part, la **stratégie EDIS** présente un ensemble d'action visant notamment à **affirmer le principe d'acquisition commune de matériels de défense**, à **renforcer les capacités de production** et à **créer des incitations financières au profit de l'industrie de défense**.

D'autre part, la proposition de **programme « EDIP »** vise à passer des mesures d'urgence de court terme EDIRPA et ASAP à une **approche davantage structurelle** en faveur du développement et de la structuration de l'industrie de défense européenne.

Ce programme concernerait un **ensemble d'outils**, dont des soutiens aux **commandes conjointes** (avec **au minimum trois États concernés**) et à la **production**. Il disposerait d'une **enveloppe de 1,5 milliard d'euros** pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2027. Les **critères d'éligibilité font l'objet de négociations en cours**, suspendues par l'Allemagne à l'échelle du Conseil de l'UE. Selon les informations recueillies par le rapporteur spécial, la France y défend le critère que pour être éligibles au soutien, **les équipements concernés doivent présenter un taux minimal, en valeur, de 65 % de composants provenant de l'UE ou de pays associés**. En outre, les produits de défense devraient avoir pour autorité de conception¹ une entité installée dans

¹ Soit l'autorité permettant de définir, de faire évoluer et d'adapter le matériel.

l'UE, ou dans les pays associés, et ne faire l'objet d'aucune restriction d'usage de la part d'États tiers. Le Parlement européen a voté le 24 avril 2025 une version du texte la portant à 70 %, tandis que le Sénat avait adopté, à l'initiative du rapporteur spécial¹, de Gisèle Jourda et de François Bonneau, fin décembre 2024 une résolution précisant que l'ambition devait être « *la plus élevée possible* », en retenant « *un taux de composants originaires de l'Union européenne ou de pays associés qui ne saurait être inférieur à celui de 65 % retenu dans le règlement EDIRPA et, si possible, tendre vers un taux minimal de 80 %* »².

Le rapporteur spécial considère que la création d'outils favorables à une plus grande coopération entre États européens est sur le principe une bonne chose. Néanmoins, il constate que **tant les montants des enveloppes budgétaires en question (en particulier celle d'EDIP), que les délais de négociation des outils sont en décalage avec les besoins**, aujourd'hui importants et urgents.

b) Une stratégie européenne qui doit privilégier les « best athletes »

Pour accompagner la montée en charge des dépenses militaires en Europe d'un point de vue industriel, il apparaît nécessaire que les États européens, *a minima* certains d'entre eux, s'entendent pour **réduire le nombre de matériels différents remplissant dans les différentes armées d'Europe le même besoin**, notamment pour **réduire les coûts d'acquisition** et favoriser l'**interopérabilité** des armées européennes.

Une politique du « best athlete », consistant à acquérir le matériel le plus adapté, quelle que soit le pays de fabrication, doit ainsi être déployée. Cette stratégie, qui suppose d'abandonner la logique du « retour géographique », n'est d'ailleurs **pas incompatible avec une certaine répartition des commandes** en fonction des types de matériels. Il convient d'être lucide : s'il est légitime de chercher à défendre la qualité de la BITD française, il serait illusoire de penser qu'elle peut utilement répondre à toutes les commandes de l'Europe, dans tous les secteurs.

3. Soutenir le financement de la BITD

La montée en charge de la BITD en France et en Europe ne se réalisera que si les financements nécessaires aux entreprises pour leurs investissements sont disponibles en quantité et en qualité suffisantes.

De ce point de vue, il convient de garder à l'esprit que, dans une **économie de marché**, ce dernier assure de lui-même le financement des investissements rentables. Au regard des perspectives de croissance des

¹ En qualité de Sénateur.

² Résolution européenne n° 33 (2024-2025) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - COM(2024) 150 final.

marchés de la défense, les apports en capitaux et en prêts des entreprises de la BITD doivent en principe s'organiser naturellement.

Néanmoins, au regard de l'importance d'augmenter rapidement les capacités de production de la BITD en France et en Europe, du soutien public apporté aux industriels dans de nombreux pays extra-européens, et des limites constatées au bon financement du secteur, une attention particulière doit être portée à la question.

Pour y répondre, il convient, avant tout, pour l'Etat, de formaliser les commandes annoncées et de régler les factures des matériels livrés à temps. Il faut, ensuite, répondre aux difficultés de financement identifiées, qu'elles résultent d'enjeux normatifs, de pratiques d'allocation financière inadéquates ou d'un besoin d'apports supplémentaires en capitaux par rapport à ceux qui sont disponibles.

a) Pour permettre le financement d'une économie de défense, formaliser les commandes et régler les factures à temps

Pour financer et mettre en œuvre des hausses de capacités de production, les industriels ont besoin d'une formalisation des commandes de la part des États. S'il appartient au pouvoir exécutif de déterminer sa stratégie d'acquisition en tenant compte des contraintes budgétaires, en tout état de cause, **de simples promesses ou annonces ne peuvent suffire** au regard de l'importance des investissements nécessaires pour donner corps à l'économie de « guerre » souhaitée par le président de la République. En outre, afin de permettre la bonne organisation de l'outil de production, **une visibilité sur la chronique annuelle générale des livraisons attendues pour chacun des matériels commandés** est fortement souhaitable.

De même, **une fois les commandes livrées, il incombe à l'Etat de les régler dans les délais**. En effet, la hausse des retards de paiement, qui se matérialise dans celle du report de charges, est **antinomique avec la mise en place d'une économie de défense**. Il est, de ce point de vue, paradoxal que l'Etat annonce, d'un côté, sa volonté légitime de surveiller de près les délais de paiement des industriels au sein de la chaîne de sous-traitance¹, quand, dans le même temps, l'Etat lui-même ne respecte pas ceux qui s'appliquent à lui.

La formalisation des commandes, la visibilité des livraisons attendues annuellement pour les différents matériels et le paiement en temps et en heure des factures sont les conditions premières d'une économie de défense.

b) Répondre aux difficultés de financement identifiées

Si les entreprises de la BITD ne sont globalement pas à court de financements pour leurs projets d'investissement, des limites peuvent être

¹ Voir notamment le dossier de presse de la conférence ministérielle sur le financement de la BITD du 20 mars 2025.

constatés. Selon une étude de 2024, portant sur la période antérieure à la guerre en Ukraine, les ETI et les PME de la BITD **ont une structure financière et économique plus fragile** que le reste de l'économie, qui s'exprime par **des marges plus faibles, un endettement plus élevé et une potentielle sous-capitalisation en fonds propres**¹.

Depuis 2021, la hausse des budgets européens de défense en réponse à la guerre en Ukraine, ainsi que plusieurs initiatives publiques ont pu améliorer leur santé financière du fait d'un potentiel de croissance du secteur plus élevé. Néanmoins, le contexte stratégique augmente également leurs besoins de financement, comme le rappelle l'étude. Dans un contexte de nécessaire montée en charge rapide des industries française et européenne, il est donc nécessaire de s'assurer que les **outils favorables à un financement efficace des entreprises soient mis en place**.

(1) Des dispositifs sont déjà en place

Des outils publics ont déjà été instaurés pour soutenir le financement du secteur de la défense, en complément de l'action des acteurs privés, notamment les fonds d'investissement.

Alors que la politique actionnariale de l'Etat est mobilisée en faveur du soutien au secteur, notamment *via* des prises de participation dans les grands donneurs d'ordre mais également par l'acquisition d'actions de préférence dans les entreprises stratégiques, des fonds dédiés ont également été créés pour le financement des entreprises de la BITD.

À l'échelle **européenne**, la **Banque européenne d'investissement (BEI)**, dispose de **l'enveloppe de l'initiative stratégique pour la sécurité européenne (ISSE)**², qui a été réhaussée de 6 à 8 milliards d'euros sur la période 2021-2027, tandis qu'a aussi été lancée début 2024 par le **Fonds européen d'investissement** la **Defense Equity Facility** (enveloppe de 175 millions d'euros sur la période 2024-2027 dans le domaine de l'innovation). En outre, le **Fonds européen de défense (FED)** complète les investissements des États membres en cofinçant les coûts de développement des capacités de défense³.

En **France**, plusieurs outils de soutien en capital ont par ailleurs été mis en place, parmi lesquels le fonds **Definvest** créé en 2018 pour sécuriser le capital d'entreprises d'intérêt stratégique pour le secteur de la défense, et le **Fonds innovation défense (FID)**, créé en 2021, pour soutenir en fonds propres et quasi-fonds propres des entreprises innovantes dont les technologies sont

¹ Note de l'observatoire économique de la défense, n° 260, mars 2025. L'étude porte sur la période 2016-2021.

² Selon le Gouvernement, la BEI a financé dans ce cadre des projets relatifs au développement de drones, le déploiement de satellites d'observation, ainsi que des projets de cybersécurité et des infrastructures militaro-civiles : dossier de presse de la conférence ministérielle sur le financement de la BITD du 20 mars 2025.

³ Voir supra.

duales et transversales. D'autres dispositifs ont en outre été mis en œuvre, notamment par Bpifrance, en matière de prêts et de soutien financiers aux exportations de défense.

(2) L'utilité d'aller plus loin

Il serait toutefois utile d'aller plus loin, en déployant plusieurs types de mesures favorables à l'investissement dans les entreprises de la BITD, dont certaines sont en projet.

En premier lieu, l'essentiel de l'investissement devant provenir du marché, il convient de **s'assurer que les normes et pratiques d'investissement qui ont cours dans le secteur de la défense sont pertinentes**. Or, jusqu'ici les, les **critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)**, la taxonomie verte européenne ou encore les critères de définition des labels et fonds durables ont pu, y compris dans **l'interprétation extensive** qui en est faite par le secteur financier, conduire à exclure les industries de la défense d'une partie des investissements ou des prêts qui leur sont nécessaires. Si les états d'esprit semblent évoluer de ce point de vue, il convient de **veiller à ce que la définition et l'interprétation qui est faite de ces critères soient favorables au secteur de la défense**, plutôt que l'inverse.

Alors que la BEI a pendant longtemps appliqué des critères d'éligibilité à ses investissements qui excluaient de larges pans du secteur de la défense, emportant dans son sillage – du fait de son poids financier et de l'effet de signal dont elle dispose – de nombreux fonds d'investissement privés, **elle a engagé un mouvement inverse qui sera bénéfique**. Mais il est sans doute possible d'**aller plus loin** : le plan « ReArm Europe » présenté par la présidente de la Commission européenne prévoit ainsi de recourir plus fortement à la BEI, selon des modalités qui restent à être précisées.

En deuxième lieu, il apparaît nécessaire de **faire du renforcement en capital** (en « fonds propres ») **des entreprises de la BITD l'une des priorités d'action**, que cela soit par la création et le ré-abondement des fonds publics existants mais également par l'encouragement à la création de nouveaux fonds d'investissement en capitaux propres privés et à l'investissement des particuliers, y compris en assurance-vie.

En troisième lieu, il pourrait être envisagé **des mesures supplémentaires**, à l'image de la mobilisation d'une partie de l'épargne disponible sur livrets (ou *via* la création d'un livret dédié) en faveur des prêts aux entreprises de la BITD¹, même si une telle mesure ne répondrait pas

¹ Le principe du fléchage d'une partie de l'épargne réglementée des Français vers le financement de la défense a déjà été examiné et adopté à plusieurs reprises par le Parlement. Il ne figure toutefois pas dans le droit, les dispositions concernées ayant été, selon le cas, soit censurées pour des raisons de forme par le Conseil constitutionnel, soit adoptées de façon non définitive par le Sénat et restant en navette. Proposition de loi n° 191 (2023-2024) de M. Pascal Allizard et plusieurs de ses collègues, relative au financement des entreprises de l'industrie de défense française.

directement au cœur des enjeux actuels de financement des entreprises de la BITD, à savoir l'investissement en capital.

4. Libérer et sécuriser la BITD française

Construire une véritable économie de défense implique également de **lever une partie des contraintes pesant sur ce secteur**, en raison de l'intérêt général présidant à son développement rapide. **Si celles-ci sont multiples, les travaux menés par le rapporteur spécial le conduisent à citer en particulier deux séries d'entre elles.** Il apparaît ainsi nécessaire, d'une part, de libérer le secteur de certaines contraintes pesant sur les **infrastructures industrielles** et, d'autre part, de contribuer à réduire les **risques de sécurité** pesant sur ces entreprises.

En premier lieu, le secteur industriel de la défense est exposé à un nombre élevé de règles pèsent lourdement sur sa capacité à créer et étendre ses infrastructures. Les travaux menés par le rapporteur spécial ont ainsi été l'occasion de constater qu'il n'est pas rare qu'une période de 5 ans soit nécessaire entre le projet d'installation d'une usine et l'autorisation de son fonctionnement, pour une large part en raison de délais des nombreuses **procédures administratives**, auxquelles s'ajoutent les difficultés liées à l'objectif du zéro artificialisation nette (ZAN).

Face au caractère prioritaire de la montée en charge de la BITD en France, il serait opportun de prévoir la **levée d'une partie de ces contraintes** pour le secteur de la défense, selon le modèle des **dispositions législatives spécifiques** adoptées récemment pour la reconstruction de Notre-Dame, la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et la reconstruction de Mayotte. Ces adaptations et simplifications ne devront pas porter préjudice à la sécurité des civils et des personnels militaires.

Recommandation n° 11 : Afin de permettre la montée en charge de la BITD française, lever une partie des contraintes s'appliquant à la construction et à l'extension des infrastructures industrielles, par des dispositions *ad hoc* à ce secteur (Gouvernement)

En second lieu, **la sécurité des entreprises de la BITD doit être renforcée à « 360 degrés »**. En effet, elles sont exposées aujourd'hui à des risques importants tenant notamment au renseignement extérieur, à des tentatives de sabotage, en particulier numérique, ou encore à des risques industriels liés à une connaissance encore insuffisante des fragilités dans les chaînes de sous-traitance et d'approvisionnement. Le rapporteur spécial considère que le travail mené par les industriels et les services de l'Etat dans le domaine de la sécurité doit ainsi encore être renforcé.

EXAMEN EN COMMISSION

Réunie le mercredi 14 mai 2025 sous la présidence de M. Claude Raynal, président, la commission a entendu une communication de M. Dominique de Legge, rapporteur spécial, sur les perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire.

M. Claude Raynal, président. – Nous allons maintenant entendre une communication de M. Dominique de Legge, rapporteur spécial des crédits de la mission « Défense », sur les perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2024 à 2030.

M. Dominique de Legge, rapporteur spécial. – Lorsque j’ai choisi, il y a quelques mois, de faire porter le contrôle sur ce sujet, je ne pensais pas coller autant à l’actualité, s’agissant non seulement des enjeux de financement des politiques publiques mais également des évolutions géopolitiques qui affectent au premier chef la défense, en France et au sein de l’Alliance atlantique.

Dans ce contexte, j’ai souhaité que le contrôle vise, d’une part, à apprécier la soutenabilité de la loi de programmation militaire 2024-2030 à la lumière de son début d’exécution et, d’autre part, à mettre en perspective les évolutions du niveau d’effort de défense dans les dernières décennies et dans les années plus récentes, que ce soit en France ou à l’étranger.

La présentation du projet de LPM 2024-2030, adoptée à l’été 2023, est intervenue alors que le contexte stratégique international s’était nettement dégradé depuis l’adoption de la LPM précédente, qui couvrait les années 2019 à 2025. La Revue nationale stratégique de novembre 2022 avait formalisé l’analyse de la situation, à savoir un changement d’échelle de la conflictualité, une extension de ses champs d’application et un retour de l’affrontement direct entre États souverains en Europe, avec l’invasion de l’Ukraine par la Russie.

Dans ce contexte, la LPM 2024-2030 a prévu une enveloppe budgétaire globale de 413,3 milliards d’euros sur 7 ans, hors pensions. Une telle enveloppe peut impressionner par son montant ; elle marque la fin de l’ère des dividendes de la paix. Mais il convient d’interpréter son montant à la lumière de différents facteurs qui viennent en relativiser l’apparente portée.

Premièrement, elle est mesurée en euros courants, ce qui veut dire qu’il faudra en retrancher l’impact de l’inflation. Deuxièmement, l’enveloppe prévue n’est pas de nature à modifier sensiblement l’effort de défense en proportion du PIB, même si l’affaïssement des perspectives de croissance du PIB et d’inflation par rapport à celles qui étaient sous-jacentes à la construction de la LPM y contribue quelque peu.

Troisièmement, la hausse des dépenses militaires prévue fait suite à des décennies de baisse de l'effort de défense en France. Ainsi, en France, les dépenses concernées sont passées de 7,6 % en 1953 à 1,85 % du PIB en 2013, avant de fluctuer entre ce taux et 2 % jusqu'à aujourd'hui.

En dernier lieu, et surtout, il convient de prendre en compte que le coût d'acquisition des matériels militaires augmente, de façon structurelle, nettement plus rapidement que les budgets militaires. Cet effet « ciseaux » s'explique par la course technologique continue qui s'applique aux équipements militaires. Il a d'ailleurs conduit, dans les dernières décennies, à un très fort rétrécissement du format des armées françaises.

Que prévoit la LPM grâce à l'enveloppe indiquée ? Parmi les nombreux objectifs fixés, j'en ai retenu quatre dans mon analyse : un effort en faveur des matériels, en particulier en vue de leur modernisation ; un renforcement des effectifs du ministère des armées de 6 300 ETP et de 40 000 réservistes ; une augmentation des niveaux de préparation et des capacités opérationnelles des armées, ainsi que de la disponibilité des matériels ; enfin, un renforcement de la base industrielle et technologique de défense (BITD).

Dans un contexte de progression continue du coût des matériels, l'augmentation des dépenses prévue par la LPM permet seulement de stabiliser globalement les moyens, en les modernisant.

Le cadre de la LPM 2024-2030 étant posé, qu'en est-il de son début d'exécution ?

S'agissant des objectifs dits « physiques », c'est-à-dire de capacités, les travaux que j'ai menés montrent que le début d'exécution de la LPM est globalement conforme à son esprit. Mais – car il y a d'ores et déjà des « mais » – des limites notables doivent être relevées.

Pour ce qui concerne les matériels, globalement, ce qui était attendu en livraison pour 2024 a été livré et ce qui devait être commandé pour 2024 et 2025 l'a également été. Néanmoins, je dois souligner de premiers retards et reports de livraisons, notamment s'agissant de la Marine nationale, par exemple pour les frégates de défense et d'intervention.

S'agissant des effectifs, en 2024, le ministère des armées est parvenu à exécuter un schéma d'emplois positif pour la première fois depuis 2019. Néanmoins, il reste assez éloigné de celui que prévoyait la LPM, à savoir + 700 ETP, contre + 479 ETP effectivement exécutés. Surtout, l'effectif total du ministère à fin 2024 reste très en-deçà de ce que prévoyait la LPM, du fait de la très forte sous-réalisation du schéma d'emplois en 2023.

Concernant la préparation opérationnelle des forces et la disponibilité des matériels, il y a des progrès dans certains domaines. Mais cela ne suffit pas. S'agissant de la disponibilité des matériels, c'est encore loin d'être satisfaisant, comme le montre notamment le cas des hélicoptères de l'armée

de terre et de la Marine nationale. Et, pour ce qui est de la préparation opérationnelle, la hausse quantitative du niveau d'activité des armées n'est en réalité prévue qu'à compter de 2028, comme cela me l'a été confirmé. C'est très lointain.

J'en viens à l'exécution cette fois-ci budgétaire du début de période de programmation de la LPM, en 2024 et début 2025.

Pour ces deux années, les lois de finances initiales ont prévu des crédits initiaux pour la mission « Défense » correspondant à ce que prévoyait la LPM. Mais pour ce qui concerne les crédits exécutés, il en va tout autrement, illustrant ainsi la fragilité de la situation. Comme me l'a indiqué un haut responsable du ministère des armées, « si l'édifice tient, les murs du ministère vibrent ».

Si le report de crédits depuis 2023 vers 2024 et l'ouverture de crédits nouveaux complémentaires en fin d'année 2024 ont conduit à un niveau de crédits exécutés supérieur à ceux prévus en loi de finances initiale, il a tout de même manqué au ministère environ 1,2 milliard d'euros l'année dernière par rapport aux besoins exprimés.

Ce reliquat de besoin de financement s'explique par plusieurs facteurs principaux. Peuvent être cités en particulier : une sous-estimation chronique initiale des surcoûts à prévoir dans l'année ; une divergence d'interprétation sur ce que recouvre le financement interministériel prévu dans la LPM s'agissant des surcoûts liés aux opérations extérieures et aux missions intérieures ; enfin, une ouverture de crédits nouveaux en fin de gestion forcément limitée par un contexte budgétaire général très dégradé, en contradiction sur certains points avec la lettre de la LPM.

Or, le besoin de financement subsistant en fin d'année 2024, n'a pas conduit, comme on aurait pu s'y attendre, à une baisse des dépenses du ministère. Les partisans du maintien des acquisitions capacitaires prévues en LPM s'en réjouiront et les tenants de la sincérité et de l'orthodoxie budgétaires le regretteront.

La vérité m'oblige à dire que le Gouvernement a recouru à la cavalerie budgétaire en faisant appel au report de charges, c'est-à-dire au renvoi à l'année suivante des paiements qui auraient dû normalement être réglés en 2024 au titre des prestations et matériels livrés.

Alors que le stock de report de charges de 2022 vers 2023 était de 3,9 milliards d'euros, il s'établit ainsi à plus de 8 milliards d'euros de 2024 vers 2025. En clair, le ministère des armées achète aujourd'hui davantage qu'il ne peut payer. Il est indispensable de reprendre rapidement le contrôle de la dynamique du report de charge : il y va de la sincérité du budget et du respect du Parlement.

À ces risques de soutenabilité pesant sur le report de charges s'ajoutent, en outre, les risques tenant au poids des restes à payer, c'est-à-dire du stock de crédits de paiement nécessaires pour honorer les engagements pris antérieurement. À fin 2024, ils représentent 99 milliards d'euros, soit quasiment deux budgets annuels actuels, hors pensions. Concrètement, près de 90 % des crédits de paiement prévus en 2025, hors dépenses de personnel, seront ainsi destinés à apurer ce stock, qui continue par ailleurs d'être alimenté par l'engagement d'autorisations d'engagement.

Au total, le bilan budgétaire du début d'exécution de la LPM est clair : le ministère des armées ne dispose d'absolument aucune marge de manœuvre budgétaire en exécution, il dépense davantage que ses crédits ne le permettent pour atteindre ses objectifs, et il souffre de risques significatifs de soutenabilité budgétaire. Il incombe donc aujourd'hui au pouvoir exécutif de dégager des marges de manœuvre pour la mission « Défense », soit en augmentant les ressources disponibles, soit en procédant à des choix dans les dépenses.

S'agissant de l'avenir, je n'ai pas souhaité formuler de recommandation ou d'orientation sur le niveau d'effort de défense à viser ; nos collègues de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées pourront procéder à cette appréciation. Il ne me semble pas possible de dessiner un tel effort sans prendre en compte son impact budgétaire sur d'autres politiques publiques. C'est donc un travail transversal qui est nécessaire, et c'est au Gouvernement d'en formuler une proposition.

Néanmoins, je souhaite fournir quelques éléments de réflexion.

Premièrement, à l'échelle internationale, les dépenses de défense sont orientées à la hausse depuis 2022. Entre 2021 et 2024, les dépenses de la Russie ont plus que doublé, celles de la Pologne ont quasiment suivi le même rythme, celles de l'Allemagne ont crû de moitié, tandis que la hausse est de 14 % au Royaume-Uni, de 6,8 % aux États-Unis et de 6,6 % en France. À fin 2024, la France produit un effort de défense, en proportion du PIB, la plaçant à la 20^e place sur les 32 membres de l'OTAN.

Ainsi, si la trajectoire prévue en LPM présente une augmentation notable des dépenses, celle-ci n'est pas de nature à rehausser, voire à maintenir, la place de la France à l'échelle mondiale dans l'effort de défense.

Deuxièmement, quel que soit son ampleur, l'effort prévu – même si l'on s'en tient aux marches de la LPM – devra s'appuyer sur une analyse stratégique renouvelée et approfondie, et ce tant à l'échelle des États en Europe, dans le cadre d'une défense de l'Europe, qu'au niveau français. C'est ce qui manque cruellement à ce stade, même si une actualisation de la Revue nationale stratégique est en cours. En effet, parler d'une éventuelle hausse du budget ne fait pas une stratégie.

Troisièmement, il importe de s'assurer que les dépenses de défense demeurent effectivement finançables. C'est un vrai défi pour beaucoup de pays européens, et notamment pour la France. Alors que les niveaux de déficit, de dette publique et de prélèvements obligatoires sont particulièrement élevés dans notre pays, c'est un effort de réduction des dépenses publiques hors défense qui devra avant tout contribuer à la hausse des crédits des armées.

Pour mémoire, je me suis attelé à un exercice comptable : si l'on voulait atteindre un taux d'effort de défense de 3 % du PIB en 2030, il faudrait environ 103 milliards d'euros annuels à cet horizon, à savoir environ 25 milliards d'euros de plus que ce qui résulte de la trajectoire de la LPM ; dit autrement, le budget annuel devra être supérieur de 42 milliards d'euros à celui de 2025.

Quatrièmement et enfin, il est indispensable de créer rapidement les conditions de la montée en charge de l'industrie de défense en France et en Europe. Si elle est déjà en cours, il faut aller plus vite. À défaut, les efforts budgétaires se feront au profit des industriels extérieurs à l'UE. Pour y parvenir, il faudra combiner paiement des fournisseurs en temps et en heure, et soutiens normatif, financier et stratégique. En effet, la remontée en puissance de la BITD se construit, elle ne se décrète pas.

M. Claude Raynal, président. – Merci, Monsieur le rapporteur spécial. Je passe la parole à M. Pascal Allizard, rapporteur pour avis du budget de la mission « Défense » pour la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

M. Pascal Allizard, rapporteur pour avis. – Merci pour votre invitation, Monsieur le président. Je voudrais remercier M. Dominique de Legge pour son travail essentiel. Cela nous permet d'avoir un point de situation extrêmement précis et intéressant, qui corrobore de manière structurée et étayée les informations que nous avons à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. La situation est extrêmement inquiétante. La LPM 2024-2030 est née dans des conditions difficiles et elle est exécutée dans des conditions qui le sont peut-être encore davantage. J'adhère à ce qui a été présenté.

Pour la suite, le rapporteur spécial a évoqué l'hypothèse de porter l'effort de défense à 3 % du PIB. On pourrait presque dire que ce serait un minima, un chiffre de l'ordre de 3,5 % étant plus réaliste. Mais pour le moment, on ne sait pas au service de quelles vision et stratégie cet effort serait mis en œuvre par le Gouvernement. C'était d'ailleurs déjà le cas au moment de l'examen du projet de LPM 2024-2030. On a l'impression d'être davantage porté par le déroulé des événements que par une perspective plus globale. Nous l'avions déjà dit, mais malheureusement, cela se confirme.

M. Jean-François Husson, rapporteur général. – Le budget de la défense est assez symptomatique des errances budgétaires que nous traversons. Pour réussir à retrouver un équilibre au regard des dépenses engagées, il reste encore un gros travail à faire.

Je partage la préoccupation du rapporteur pour avis, Pascal Allizard, et je souligne que l'augmentation des moyens de la défense nécessite certainement un travail plus abouti entre le Parlement et le pouvoir exécutif pour que les Français puissent en prendre la pleine mesure, dans un contexte de dégradation des comptes publics.

J'aurai simplement une question : le rapporteur spécial a relevé que la France est, à ce stade, au regard des moyens consacrés à la défense en proportion de son PIB, 20^e sur les 32 membres de l'OTAN. Est-ce qu'au regard de l'effort en cours de chacun des autres pays, le fait de passer à 2,3 % du PIB nous permettrait de gagner quelques places ? Cet aspect me paraît important au regard du rôle et de la place que la France entend tenir à l'échelle internationale. Il ne faudrait pas reculer dans ce domaine.

Je partage les recommandations du rapport, et plus particulièrement les recommandations n° 8 et n° 9. En effet, le respect des prérogatives du Parlement s'agissant de la politique de défense est un préalable indispensable. En outre, il faudra que le Gouvernement fasse preuve de transparence s'agissant de la régulation budgétaire et des crédits nouveaux nécessaires en fin d'année. Cela permettrait que les enjeux puissent être pleinement identifiés par le Parlement et que les Français soient parfaitement éclairés sur le sujet des moyens de la politique de défense.

M. Michel Canévet. – Je voudrais remercier le rapporteur spécial. La Direction générale de l'armement (DGA) a évoqué récemment avoir consommé 21,7 milliards d'euros pour l'acquisition de matériels militaires en 2024. Pour autant, au-delà de ce chiffre, le quotidien Ouest France se demandait en début de semaine si ces livraisons arrivaient bien dans les bonnes quantités et selon les délais promis aux armées. Selon le journal, ce chiffre était fourni sans contexte ni mise en perspective et ne permettait pas de mesurer la montée en puissance concrète des forces françaises, précisant qu'aucun élément n'était par ailleurs fourni s'agissant des grands programmes en cours (missiles conventionnels à longue portée, nouveau porte-avions, sous-marins et missiles de la dissuasion). Le rapporteur spécial dispose-t-il d'informations sur le sujet ?

Je découvre le montant impressionnant du stock des restes à payer, qui est de 99 milliards d'euros fin 2024. Est-ce que des annulations sont possibles parmi ces engagements, ou tous doivent-ils être honorés ?

Enfin, le montant du report de charges est édifiant, de l'ordre de 8 milliards d'euros de 2024 vers 2025. Cela implique que l'État paie des intérêts moratoires à la base industrielle et technologique de défense (BITD). Avez-vous une idée du montant de ces derniers et des conséquences de la

situation pour ces entreprises ? Le non-règlement par l'État de ce qu'il doit dans les délais ne contribue-t-il pas à leurs problèmes de financement ?

M. Vincent Capo-Canellas. – Je m'interroge également sur l'incidence de la situation budgétaire décrite par le rapporteur spécial sur nos entreprises du secteur de la défense. Sont relayés dans les médias des témoignages de chefs d'entreprise qui indiquent qu'alors qu'a été annoncée une économie de guerre, elles ne voient rien arriver. Cela pose une véritable difficulté.

On entend aussi que même s'agissant des grands industriels de la défense, les discussions avec le ministère des armées sont difficiles : on leur dit qu'ils ont de l'argent, et que c'est à eux de faire des efforts. La situation devient très paradoxale dès lors qu'un effort de réarmement est attendu mais que l'on met à mal l'outil industriel.

En bref, l'État commande mais ne paie pas, ou en retard, et de fait, les entreprises s'arrêtent de produire.

M. Thomas Dossus. – Je souhaiterais faire un commentaire sur le traitement assez inégal des lois de programmation. Il apparaît que la loi de programmation militaire est à peu près respectée, et cela est bienvenu puisque nous avons pu débattre à l'occasion de son examen à la fois des secteurs dans lesquels nous allons investir et de la trajectoire financière pluriannuelle.

En revanche, nous aimerions le même suivi rigoureux sur d'autres lois de programmation que nous avons adoptées, qui ne sont absolument pas respectées, mettant en cause la portée de nos travaux. Je pense par exemple à la loi de programmation de la recherche et à celle relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales.

Enfin, je voulais terminer sur le terme d'« économie de guerre », qui est impropre. Une économie de guerre suppose la mobilisation d'autres types d'usines au service de la production militaire, ce qui n'est heureusement pas encore le cas en l'espèce. Il faut donc sortir de ce débat. Nous pouvons en effet demander le renforcement des moyens de la défense sans forcément orienter toute l'économie vers la production de munitions ou de canons.

M. Raphaël Daubet. – Je lis dans la synthèse du rapport qu'entre 1991 et 2021, le nombre de chars de combat est passé de 1 349 à 222, ce qui représente une baisse considérable. Le nombre d'avions de chasse a également diminué, passant de 686 à 254, soit environ deux tiers de moins. De même, le nombre de grands bâtiments de surface de la Marine nationale a chuté, passant de 41 à 19. Globalement, il y a donc eu un véritable effondrement. Pourtant, dans une autre partie de cette synthèse, il apparaît qu'en 1991, les dépenses de défense représentaient environ 3 % du PIB et que nous avons donc connu une légère baisse en termes de points de PIB, mais pas à la mesure de la diminution colossale que reflètent les chiffres relatifs aux matériels.

Pouvez-vous nous dire si, à votre connaissance, des investissements ont été orientés ailleurs que dans le matériel opérationnel ?

M. Thierry Cozic. – Lorsque l’on examine l’hypothèse de trajectoire budgétaire portant l’effort de défense à 3 % du PIB à horizon 2030, cela représente près de 25 milliards d’euros supplémentaires par rapport à ce que prévoit la LPM.

Je voulais interroger le rapporteur spécial pour savoir si ce n’est pas une équation insoluble. Il faudrait accroître de 25 milliards l’effort dans la défense mais dans le même temps rechercher 40 milliards d’économies rien que pour l’année 2026.

Dès lors, pour financer ce modèle, ne faut-il pas chercher des modes de financement alternatifs, tels que le livret d’épargne défense souveraineté, proposé par notre collègue Rachid Temal, ou encore un grand emprunt ? Est-ce que ce sont des pistes sur lesquelles, aujourd’hui, le Parlement devrait réfléchir pour essayer de répondre en partie à cette équation à de multiples inconnues ?

M. Claude Raynal, président. – Avant de donner la parole au rapporteur spécial, je voudrais au préalable revenir sur un point évoqué par Michel Canevet et Vincent Capo-Canellas.

Je trouve que le plus délicat dans votre rapport, c’est la question de l’articulation entre les objectifs et la capacité de les tenir. In fine, l’État se trouve en réalité en incapacité de suivre l’effort qu’il se fixe, ce qui est tout à fait étonnant.

En réalité, ce ne sont pas les 99 milliards d’euros de restes à charge qui me gênent le plus, mais plutôt le fait que la LPM ne se décline pas à la bonne échelle en exécution. Si nous partons d’ores et déjà avec 8 milliards d’euros d’écart entre ce qu’on achète et ce qu’on paye, il me paraît compliqué d’entraîner les entreprises de la BITD dans le bon sens, alors même que l’État en est un client majeur.

Demander à une entreprise de défense de s’engager sur des investissements et des recrutements sans garantir le paiement final ne me paraît pas opportun. Or, dans le secteur de la défense, il est impossible pour les entreprises d’éviter la dépendance à l’État, même si l’on peut vendre à l’étranger. Sans certitude sur la rentrée financière, je comprends que l’industrie de défense se montre prudente. Il ne suffit pas d’avoir une commande, elle doit être honorée.

Comment cette perspective est-elle appréhendée dans vos discussions par les administrations ? Je ne sens pas d’amélioration sensible et je reste sceptique, mais peut-être avez-vous un autre point de vue.

M. Dominique de Legge, rapporteur spécial. – Je tiens à remercier Pascal Allizard pour sa présence et ses propos. Je vais essayer de répondre à l’ensemble de vos questions, mais permettez-moi de vous livrer une réflexion plus personnelle sur ce que j’appelle le péché originel de la LPM.

Vous vous souvenez, nous partons d'une enveloppe de 413,3 milliards d'euros dans la LPM, dont 13,3 milliards d'euros ne sont pas des crédits budgétaires mais des ressources complémentaires, dont une partie n'est pas documentée. En effet, avec la prise en compte du report de charges dès le départ, on nous a présenté comme des recettes quelque chose qui était en réalité une moindre dépense.

Deuxième péché originel : une part des objectifs de capacités, en nombre de matériels militaires, fixés pour 2030 avant l'adoption de la LPM a été repoussée par cette dernière à 2035.

Le troisième péché originel, c'est un concept qui figure dans la LPM, à savoir l'économie de guerre. Vous vous interrogez, Thomas Dossus, sur ce qu'est l'économie de guerre : je m'interroge avec vous. J'ai peine à croire que nous soyons en économie de guerre lorsque l'on gèle tous les ans, y compris cette année, une partie des crédits du budget de la défense. Si nous étions réellement en économie de guerre, nous ne gèlerions pas 3,3 milliards d'euros de crédits.

Par ailleurs, il y a un sujet sur lequel nous ne sommes pas très au clair, c'est le débat entre la cohérence et la masse s'agissant des matériels militaires. Cela me permet de répondre à Raphaël Daubet. Je parle sous le contrôle de Pascal Allizard, mais qu'est-ce qui s'est passé sur les dernières décennies ? On nous a expliqué que, dès lors que nous allions avoir des équipements de plus en plus performants – et coûteux –, nous en aurions besoin de moins. En théorie, cette affirmation est vérifiée, en particulier en temps de paix. Mais ce n'est pas tout à fait pareil si l'on s'en sert en situation réelle.

Nous sommes aujourd'hui beaucoup plus exposés en cas de réalisation de deux risques : un taux effectif de disponibilité des équipements insuffisant et/ou une attrition de leur nombre en cas de conflit. En effet, lorsque vous disposez de 1 000 avions avec un taux de disponibilité de 50 %, il vous en reste 500. Lorsque vous en avez initialement 200, il ne vous en reste plus que 100. Et si vous devez les engager, ce serait une erreur de penser qu'à la fin du conflit, il y aura autant d'équipements qu'au début. Or, quand il y en a déjà peu au départ... C'est là que se situe le débat. Sans mise en perspective de cette question, on ne peut pas comprendre ce qui se passe actuellement dans l'exécution de la LPM.

Jean-François Husson me pose la question de savoir si dans le cas où nous augmenterions l'effort de défense à 2,3 % du PIB, nous serions mieux classés dans le palmarès des pays de l'OTAN ayant le taux d'effort de défense le plus élevé. La réponse est oui, en théorie. Sauf que tous les pays sont en train d'augmenter leurs dépenses et, comme je l'ai indiqué dans le rapport, notre trajectoire de hausse est plutôt moindre que celle de nos partenaires. Donc, si l'on veut véritablement maintenir notre rang, il n'y a pas d'autre solution que d'augmenter l'effort, sans que je puisse vous dire comment le financer.

Michel Canévet, ce qui me frappe sur le stock des restes à charges, qui représente 99 milliards d'euros, c'est surtout la rigidité induite du budget. Près de 90 % du budget pour 2025, hors dépense de personnel, correspond ainsi à l'apurement des engagements antérieurs. C'est dire que si nous devons changer la stratégie, si nous devons faire évoluer notre dispositif et notre format, nous ne pourrions jouer que sur 10 % des crédits. Nous n'avons plus aucune marge de manœuvre.

Pour répondre à la question de Michel Canévet, le coût des intérêts payés à la BITD représente environ 30 millions d'euros par an, rapporté aux 8 milliards d'euros de reports de charges. Pour les grandes entreprises, ce n'est pas forcément un mauvais placement. C'est plus complexe pour leurs sous-traitants, qui en bénéficient moins, voire pas du tout, et ne sont pas réglés. Je sais que la DGA essaye de les accompagner et de veiller à ce que ces fournisseurs soient payés en temps et en heure, mais tous ne sont pas concernés.

J'ai d'ailleurs un exemple concret sur ma commune d'une entreprise qui vient d'être rachetée : le chef d'entreprise me disait : « On n'a pas de clarté ». Nous avons tous entendu un témoignage similaire hier soir lors de l'interview du Président de la République.

Thomas Dossus a évoqué les autres lois de programmation ; je ne peux pas me prononcer sur ce point.

Je complète ma réponse à la question de Raphaël Daubet en indiquant que dans le rapport, vous pourrez trouver des développements sur la « loi d'Augustine ». Norman Augustine était un spécialiste de l'armement américain qui expliquait dès les années 1970 que plus le temps avance, plus les équipements militaires sont technologiques, et plus le coût unitaire de chaque matériel augmente. Le résultat, disait-il, était qu'à un moment donné, il ne resterait plus d'argent que pour un seul avion. Nous n'en sommes pas là mais nous devons avoir ce raisonnement en tête.

Thierry Cozic, les financements alternatifs que vous évoquez peuvent constituer une réponse technique. Mais concrètement, si on met en place un grand emprunt, il faudra le rémunérer. Cela aura un coût, qui viendra s'ajouter au montant de la dette et de ses intérêts. Cela contribue à une fuite en avant.

Je voudrais terminer sur un point plus personnel. J'entends dire qu'il faut mettre plus d'argent sur la LPM dès 2025. Peut-être, encore faudrait-il savoir pourquoi. Une mesure utile pourrait déjà être de lever le gel des crédits de paiement gelés cette année, afin de payer nos fournisseurs. Cela n'appelle pas de décret d'avance, de nouvelle loi, ou de révision de la LPM. Cela s'appelle simplement le respect du Parlement et de la loi votée.

Marie-Claire Carrère-Gée. – Pourquoi ne pas en faire la recommandation n° 1 ?

M. Dominique de Legge, rapporteur spécial. – Cela pourrait être la recommandation numéro 1. Je ne l’ai pas mise aussi haut dans la liste car il y avait également d’autres sujets et à ce jour, et nous ne sommes saisis de rien par le Gouvernement.

M. Claude Raynal, président. – Merci, monsieur le rapporteur spécial.

La commission a adopté les recommandations du rapporteur spécial et autorisé la publication de sa communication sous la forme d’un rapport d’information.

LISTE DES PERSONNES ENTENDUES

État-major des armées :

- Général de division Valérie PUTZ, chef de la division « Plans programmation évaluation » ;
- Colonel Vincent MINGUET ;
- Colonel Valérie MORCEL, responsable des relations avec le Parlement.

État-major de l'Armée de l'air et de l'espace :

- Général de division aérienne Vincent CHUSSEAU, sous-chef d'état-major « plans-programmes » ;
- Colonel Christophe TALON.

État-major de l'armée de Terre :

- Général de division Laurent PROENCA, sous-chef d'état-major « Performance et soutiens » ;
- Colonel Hervé FERNANDO, chef du bureau « programmation-finances-budget » ;
- Lieutenant-colonel Jean-Marc SOULIER, chargé des relations avec le Parlement.

État-major de la marine :

- Contre-amiral Ludovic SEGOND, sous-chef « soutien-finances » ;
- Capitaine de vaisseau Guillaume COUBE, chargé des relations avec le parlement.

Direction du budget du ministère de l'économie et des finances (5^{ème} sous-direction) :

- M. Clément BOISNAUD, sous-directeur au bureau de la 5^{ème} sous-direction du Budget ;
- M. Benoît MALBRANCKE, chef du bureau de la défense et de la mémoire.

Secrétariat général pour l'administration du ministère des armées :

- Mme Évelyne SATONNET, cheffe du service « synthèses et pilotage budgétaire » ;
- Mme Marie MAUBLANC, cheffe du bureau de l'exécution budgétaire.

Direction générale de l'armement :

- Ingénieure générale de l'armement Corinne LONCHAMPT, directrice de la préparation de l'avenir et de la programmation (DPAP) ;
- Ingénieur général de l'armement Raphaël JAMMES, sous-directeur de la programmation, de la gestion et de la gouvernance financière de la DPAP ;
- Mme Mathilde HERMAN, conseillère communication et relations avec les élus et plume.

Direction générale de la sécurité extérieure¹

Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne :

- M. Philippe LÉGLISE-COSTA, Ambassadeur.

Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN) :

- M. Philippe MISSOFFE, délégué général.

Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (GICAT) :

- Général de corps d'armée Jean-Marc DUQUESNE, délégué général ;
- Mme Léa BENASSEM-DURIEUX, directrice des affaires publiques pour la France et l'Europe.

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS) :

- Général de corps aérien Frédéric PARISOT, délégué général ;
- M. Jérôme JEAN, directeur des affaires publiques.

¹ L'identité des personnes entendues n'est pas communiquée pour des raisons de confidentialité.

Institut français des relations internationales (IFRI) :

- M. Élie TENENBAUM, directeur du centre des études de sécurité.

LISTE DES DÉPLACEMENTS

Site industriel de KNDS à Bourges (15 avril 2025)

- Général de corps d'armée Nicolas CASANOVA, conseiller militaire du directeur général de KNDS ;
- M. Philippe REYNES, directeur général KNDS Ammo France ;
- M. Archibald BAGOURD, chargé de chefferie et des affaires publiques de KNDS.

Site industriel de MBDA à Bourges (15 avril 2025)

- M. Frédéric WILMOT, directeur industriel France et directeur des sites en région Centre ;
- M. Jean RIBEREAU-GAYON, directeur de l'établissement de MBDA Bourges ;
- Mme Anne-Sophie THIERRY-BOZETTO, responsables des relations politiques et parlementaires de MBDA.

TABEAU DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI (TEMIS)

N° de la proposition	Proposition	Acteurs concernés	Calendrier prévisionnel	Support
1	Mettre fin à la tendance au report significatif de crédits de paiement d'année en année, en cohérence avec le principe d'annualité budgétaire	<i>Gouvernement, ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, ministère des armées</i>	Fin 2025	Arrêtés portant report de crédits
2	Arrêter la sous-budgétisation chronique des surcoûts annuels liés aux opérations extérieures et aux missions intérieures des armées en ajustant le montant de la provision afférente, intégrée dans le budget annuel de la mission « Défense », et y inclure le coût des missions relevant de la sécurisation du flanc oriental de l'OTAN	<i>Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (direction du budget), ministère des armées (secrétariat général pour l'administration)</i>	2025	Projet de loi de finances pour 2026
3	Intégrer dans les documents budgétaires annuels de la mission « Défense » la mention de la trajectoire prévue (jusqu'à la fin de la période de programmation) et exécutée du report de charges pour chaque programme et en cumulé	<i>direction du budget, secrétariat général pour l'administration du ministère des armées</i>	2025	Projet de loi de finances pour 2026

4	Reprendre rapidement le contrôle de la dynamique du report de charges en actant une trajectoire de réduction menant à un taux de 10 % des crédits, hors dépenses de personnel, en 2030	<i>Ministère des armées, ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique</i>	2025	Modalités d'exécution des crédits en 2025
5	Communiquer au Parlement la trajectoire actualisée des dépenses de personnel prévues pour la période de programmation	<i>Ministère des armées (secrétariat général pour l'administration)</i>	Été 2025	Courrier
6	Afin de restaurer la qualité de l'information du Parlement sur la disponibilité effective des matériels militaires et sur le niveau d'activité des forces armées pour en tirer les conséquences nécessaires, rétablir, si besoin en y associant des précautions de confidentialité, la publication des indicateurs afférents	<i>Ministère des armées</i>	2025	Projet de loi de finances pour 2026
7	Envisager, pour certains besoins, un rééquilibrage partiel de la culture d'acquisition des armées au profit de matériels moins onéreux mais plus nombreux, dans le cadre d'une stratégie de juste suffisance des capacités des équipements	<i>Ministère des armées</i>	2025	Tout support, en particulier l'actualisation de la revue nationale stratégique

8	Respecter pleinement les prérogatives législatives et budgétaires du Parlement s'agissant de la politique de défense, notamment en le saisissant rapidement dans l'hypothèse d'une proposition de modification de la trajectoire budgétaire prévue dans la LPM 2024-2030	<i>Gouvernement</i>	Dès aujourd'hui	Toutes modalités, dont les auditions, les débats en séance, le dépôt de projets de texte de loi et la transmission d'information
9	Privilégier en 2025 un assouplissement de la régulation budgétaire s'appliquant à la mission « Défense » et assurer en fin d'année la couverture de l'essentiel des surcoûts par l'ouverture de crédits en loi de finances de fin de gestion, sauf à ce que le Gouvernement justifie de la nécessité d'ouvrir dès cette année des crédits supplémentaires	<i>Gouvernement</i>	2025	Modalités d'exécution des crédits en 2025
10	En présence d'un montant d'autorisations d'engagement disponible très élevé, y compris au titre de reports, adopter en 2025 un niveau d'engagement cohérent avec le montant des crédits de paiement envisagés pour les prochaines années, afin d'éviter les risques de soutenabilité	<i>Gouvernement, ministère des armées</i>	2025	Modalités d'exécution des crédits en 2025

11	Afin de permettre la montée en charge de la BITD française, lever une partie des contraintes s'appliquant à la construction et à l'extension des infrastructures industrielles, par des dispositions <i>ad hoc</i> à ce secteur	<i>Gouvernement</i>	2025 ou 2026	Projet de loi, amendement gouvernemental ou texte réglementaire selon les cas
----	---	---------------------	--------------	---

Enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale
le 14 novembre 2024

Enregistré à la présidence du Sénat
le 14 novembre 2024

RAPPORT

au nom de

L'OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION
DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

sur

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

*Compte rendu de l'audition publique du 17 octobre 2024
et de la présentation des conclusions du 14 novembre 2024*

par

M. Philippe BOLO, député

Déposé sur le Bureau de l'Assemblée nationale
par M. Pierre HENRIET,
Premier vice-président de l'Office

Déposé sur le Bureau du Sénat
par M. Stéphane PIEDNOIR,
Président de l'Office

Bon de commande

rapport d'information OPECST n° 141 - 2024-2025

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : XXX

Nb de pages : 91

Pages Couleur : ☐ oui ☒ non

Nombre :

Prix public : **4,50 €**

Numéro des pages couleur :

Contact : Secrétariat de l'OPECST

Tél : 01 42 34 27 20

Courriel : opecst-secretariat@senat.fr

Sénat (T1)	70
Assemblée nationale	150
Livraison¹ le :	XXX

Commentaire pour le service de la distribution :

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

*Compte rendu de l'audition publique du 17 octobre 2024
et de la présentation des conclusions du 14 novembre 2024*

Les effets néfastes de la pollution plastique sur l'environnement sont démontrés scientifiquement et désormais bien connus du grand public. Les impacts des plastiques sur la santé humaine ont fait l'objet de moins de recherches, même si depuis quelques années un nombre croissant d'études scientifiques met en lumière les risques sanitaires qu'ils font courir à la population.

Aussi, afin de contribuer aux débats en cours et aux décisions à venir sur le futur traité international visant à supprimer la pollution plastique, l'Office a organisé une audition publique pour dresser un état des lieux des connaissances scientifiques sur les impacts des plastiques sur la santé humaine.

En conclusion de cette audition, l'Office a formulé neuf recommandations destinées notamment aux négociateurs du traité pour, en particulier, favoriser une diminution de la production de plastiques, imposer une plus grande transparence sur les substances chimiques utilisées et réfléchir à l'élimination des plastiques non essentiels.



L'Assemblée nationale sur Internet
<http://www.assemblee-nationale.fr>

La boutique de l'Assemblée nationale
7, rue Aristide Briand – 75007 Paris
Tél. : 01.40.63.00.33



Le Sénat sur Internet
<http://www.senat.fr>

www.librairie.senat.fr

Imprimé pour l'Assemblée nationale et le Sénat
par
107 Boulevard Pereire
75017 Paris

ISBN 978-2-11-175644-1

9HSMBLB*hfgeeb+

ISSN 1249-3872
2024-2025

Prix de vente au public : 4,50 €

R A P P O R T

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

*Compte rendu de l'audition publique
du 17 octobre 2024 et de la présentation
des conclusions du 14 novembre 2024*

Par Philippe BOLO
Député



OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION
DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

N° 560

Assemblée
Nationale

N° 141

Sénat

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES



Philippe BOLO
Député

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

Philippe BOLO
Député

Les effets néfastes de la pollution plastique sur l'environnement sont démontrés scientifiquement et désormais bien connus du grand public. Les impacts des plastiques sur la santé humaine ont fait l'objet de moins de recherches, même si depuis quelques années un nombre croissant d'études scientifiques met en lumière les risques sanitaires qu'ils font courir à la population.

Aussi, afin de contribuer aux débats en cours et aux décisions à venir sur le futur traité international visant à supprimer la pollution plastique, l'Office a organisé une audition publique pour dresser un état des lieux des connaissances scientifiques sur les impacts des plastiques sur la santé humaine.

En conclusion de cette audition, l'Office a formulé neuf recommandations destinées notamment aux négociateurs du traité pour, en particulier, favoriser une diminution de la production de plastiques, imposer une plus grande transparence sur les substances chimiques utilisées et réfléchir à l'élimination des plastiques non essentiels.



© Adobe Stock

L'OPECST

Créé en 1983, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) mène, à la demande des instances du Parlement ou en application d'une loi, en toute indépendance, des études pluridisciplinaires sur les enjeux législatifs, à moyen et long termes, des questions soulevées par les évolutions de la recherche et de la technologie.

Composé de 18 députés et 18 sénateurs désignés par les groupes politiques, l'Office s'appuie, pour ces études, sur des auditions de chercheurs, d'experts et d'acteurs concernés, en France et à l'étranger, et émet des recommandations. Il est assisté d'un conseil scientifique. Ayant publié plus de deux cent cinquante rapports, l'OPECST est devenu l'interface privilégiée entre le Parlement et la communauté scientifique et technologique.

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

Compte rendu de l'audition publique
du 17 octobre 2024 et de la présentation
des conclusions du 14 novembre 2024

Philippe BOLO
Député

Prix : 4,50 €

ISSN 1249-3872
ISBN 978-2-11-175644-1



LES RAPPORTS DE
L'OPECST



studio46
Les impacts des plastiques sur la santé humaine

Novembre 2024



LES RAPPORTS DE
L'OPECST



Philippe BOLO
Député

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

Philippe BOLO
Député

Les effets néfastes de la pollution plastique sur l'environnement sont démontrés scientifiquement et désormais bien connus du grand public. Les impacts des plastiques sur la santé humaine ont fait l'objet de moins de recherches, même si depuis quelques années un nombre croissant d'études scientifiques met en lumière les risques sanitaires qu'ils font courir à la population.

Aussi, afin de contribuer aux débats en cours et aux décisions à venir sur le futur traité international visant à supprimer la pollution plastique, l'Office a organisé une audition publique pour dresser un état des lieux des connaissances scientifiques sur les impacts des plastiques sur la santé humaine.

En conclusion de cette audition, l'Office a formulé neuf recommandations destinées notamment aux négociateurs du traité pour, en particulier, favoriser une diminution de la production de plastiques, imposer une plus grande transparence sur les substances chimiques utilisées et réfléchir à l'élimination des plastiques non essentiels.



© Adobe Stock

L'OPECST

Créé en 1983, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) mène, à la demande des instances du Parlement ou en application d'une loi, en toute indépendance, des études pluridisciplinaires sur les enjeux législatifs, à moyen et long termes, des questions soulevées par les évolutions de la recherche et de la technologie.

Composé de 18 députés et 18 sénateurs désignés par les groupes politiques, l'Office s'appuie, pour ces études, sur des auditions de chercheurs, d'experts et d'acteurs concernés, en France et à l'étranger, et émet des recommandations. Il est assisté d'un conseil scientifique. Ayant publié plus de deux cent cinquante rapports, l'OPECST est devenu l'interface privilégiée entre le Parlement et la communauté scientifique et technologique.

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

Compte rendu de l'audition publique
du 17 octobre 2024 et de la présentation
des conclusions du 14 novembre 2024

Philippe BOLO
Député

Novembre 2024

LES RAPPORTS DE
L'OPECST



Prix : 0,00 €

studio46

Les impacts des plastiques sur la santé humaine



LES RAPPORTS DE
L'OPECST

Les impacts des plastiques sur la santé humaine
*Compte rendu de l'audition publique du 17 octobre 2024
et de la présentation des conclusions du 14 novembre 2024*

Les effets néfastes de la pollution plastique sur l'environnement sont démontrés scientifiquement et désormais bien connus du grand public. Les impacts des plastiques sur la santé humaine ont fait l'objet de moins de recherches, même si depuis quelques années un nombre croissant d'études scientifiques met en lumière les risques sanitaires qu'ils font courir à la population.

Aussi, afin de contribuer aux débats en cours et aux décisions à venir sur le futur traité international visant à supprimer la pollution plastique, l'Office a organisé une audition publique pour dresser un état des lieux des connaissances scientifiques sur les impacts des plastiques sur la santé humaine.

En conclusion de cette audition, l'Office a formulé neuf recommandations destinées notamment aux négociateurs du traité pour, en particulier, favoriser une diminution de la production de plastiques, imposer une plus grande transparence sur les substances chimiques utilisées et réfléchir à l'élimination des plastiques non essentiels.



L'Assemblée nationale sur Internet
<http://www.assemblee-nationale.fr>
La boutique de l'Assemblée nationale
7, rue Aristide Briand – 75007 Paris
Tél. : 01.40 .63.00.33



Le Sénat sur Internet
<http://www.senat.fr>
www.librairie.senat.fr

Imprimé pour l'Assemblée nationale et le Sénat
par
107 Boulevard Pereire
75017 Paris

ISBN 978-XXXXXXX



ISSN XXXXX
2024-2025

Prix de vente au public : 4,50 €

R A P P O R T

*Les impacts des plastiques
sur la santé humaine*

*Compte rendu de l'audition publique
du 17 octobre 2024 et de la présentation
des conclusions du 14 novembre 2024*

PAR PHILIPPE BOLO
Député



OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION
DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

N° 560

Assemblée
Nationale

N° 141

Sénat

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

*Compte rendu de l'audition publique du 17 octobre 2024
et de la présentation des conclusions du 14 novembre 2024*

Les effets néfastes de la pollution plastique sur l'environnement sont démontrés scientifiquement et désormais bien connus du grand public. Les impacts des plastiques sur la santé humaine ont fait l'objet de moins de recherches, même si depuis quelques années un nombre croissant d'études scientifiques met en lumière les risques sanitaires qu'ils font courir à la population.

Aussi, afin de contribuer aux débats en cours et aux décisions à venir sur le futur traité international visant à supprimer la pollution plastique, l'Office a organisé une audition publique pour dresser un état des lieux des connaissances scientifiques sur les impacts des plastiques sur la santé humaine.

En conclusion de cette audition, l'Office a formulé neuf recommandations destinées notamment aux négociateurs du traité pour, en particulier, favoriser une diminution de la production de plastiques, imposer une plus grande transparence sur les substances chimiques utilisées et réfléchir à l'élimination des plastiques non essentiels.

Espace librairie : logo horaires

ISSN

ISBN

2024-2025
Prix : 4,50 €

LES RAPPORTS DE L'OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

*Compte rendu de l'audition publique
du 17 octobre 2024 et de la présentation
des conclusions du 14 novembre 2024*

PAR PHILIPPE BOLO
Député

logo Assemblée nationale et logo Sénat
et numéros de dépôt Sénat et Assemblée
nationale

Office parlementaire d'évaluation des
choix scientifiques et technologiques

N° 560 (AN)

N° 141
2024-2025 (Sénat)

Enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale
le 14 novembre 2024

SESSION ORDINAIRE 2024 - 2025

Enregistré à la présidence du Sénat
le 14 novembre 2024

RAPPORT

au nom de

**L'OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION
DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES**

sur

Les impacts des plastiques sur la santé humaine

***Compte rendu de l'audition publique du 17 octobre 2024
et de la présentation des conclusions du 14 novembre 2024***

par

M. Philippe BOLO, député

Déposé sur le Bureau de l'Assemblée nationale
par M. Pierre HENRIET,
Premier vice-président de l'Office

Déposé sur le Bureau du Sénat
par M. Stéphane PIEDNOIR,
Président de l'Office

Composition de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Président

M. Stéphane PIEDNOIR, sénateur

Premier vice-président

M. Pierre HENRIET, député

Vice-présidents

M. Jean-Luc FUGIT, député
M. Gérard LESEUL, député
M. Alexandre SABATOU, député

Mme Florence LASSARADE, sénatrice
Mme Anne-Catherine LOISIER, sénatrice
M. David ROS, sénateur

DÉPUTÉS

M. Alexandre ALLEGRET-PILOT
M. Maxime AMBLARD
M. Philippe BOLO
M. Éric BOTHEREL
M. Joël BRUNEAU
M. François-Xavier CECCOLI
M. Maxime LAISNEY
M. Aurélien LOPEZ-LIGUORI
Mme Mereana REID ARBELOT
M. Arnaud SAINT-MARTIN
M. Jean-Philippe TANGUY
Mme Mélanie THOMIN
M. Stéphane VOJETTA
Mme Dominique VOYNET

SÉNATEURS

M. Arnaud BAZIN
Mme Martine BERTHET
Mme Alexandra BORCHIO FONTIMP
M. Patrick CHAIZE
M. André GUIOL
M. Ludovic HAYE
M. Olivier HENNO
Mme Sonia de LA PROVÔTÉ
M. Pierre MÉDEVIELLE
Mme Corinne NARASSIGUIN
M. Pierre OUZOULIAS
M. Daniel SALMON
M. Bruno SIDO
M. Michaël WEBER

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
CONCLUSIONS DE L'AUDITION PUBLIQUE DU 17 OCTOBRE 2024 SUR LES IMPACTS DES PLASTIQUES SUR LA SANTÉ HUMAINE.....	5
<i>THE IMPACT OF PLASTICS ON HUMAN HEALTH</i> (SYNTHÈSE EN ANGLAIS)	25
TRAVAUX DE L'OFFICE	41
I. COMPTE RENDU DE L'AUDITION PUBLIQUE DU 17 OCTOBRE 2024.....	41
II. EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 14 NOVEMBRE 2024 DE PRÉSENTATION DES CONCLUSIONS DE L'AUDITION PUBLIQUE DU 17 OCTOBRE 2024.....	77
ANNEXE - DOCUMENTS PROJETÉS PAR LES INTERVENANTS LORS DE L'AUDITION PUBLIQUE DU 17 OCTOBRE 2024	91

CONCLUSIONS DE L'AUDITION PUBLIQUE DU 17 OCTOBRE 2024 SUR LES IMPACTS DES PLASTIQUES SUR LA SANTÉ HUMAINE

Les effets néfastes de la pollution plastique sur l'environnement sont démontrés scientifiquement et désormais bien connus du grand public. Les impacts des plastiques sur la santé humaine ont fait l'objet de moins de recherches, même si depuis quelques années un nombre croissant d'études scientifiques met en lumière les risques sanitaires qu'ils font courir à la population.

Du 25 novembre au 1^{er} décembre 2024 se tiendra en Corée du Sud le dernier cycle des négociations sur le futur traité international visant à supprimer la pollution plastique. Parmi les sujets encore en discussion figurent les mesures à prendre pour réduire la toxicité des plastiques.

Afin de contribuer aux débats en cours et aux décisions à venir, l'Office, qui s'est déjà beaucoup investi sur le sujet des plastiques, a organisé le 17 octobre 2024 une audition publique, sous forme de deux tables rondes, pour dresser un état des lieux des connaissances scientifiques sur les impacts des plastiques sur la santé humaine.

La première table ronde a traité des voies d'exposition et des effets sur la santé du plastique particulière. La seconde table ronde s'est intéressée aux effets sur l'être humain des substances chimiques associées aux plastiques.

Les intervenants étaient :

- **Fabienne Lagarde**, enseignante-chercheuse à Le Mans Université ;
- **Guillaume Duflos**, directeur de recherche à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) ;
- **Muriel Mercier-Bonin**, directrice de recherche à l'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) dans l'UMR Toxalim (Centre de recherche en toxicologie alimentaire) ;
- **Sonja Boland**, ingénieure de recherche à l'Université Paris Cité ;
- **Martin Wagner**, chercheur à la Norwegian University of Science and Technology, Trondheim ;
- **Robert Barouki**, professeur, directeur de l'Institut thématique Santé publique de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) et membre du conseil scientifique de l'OPECST ;
- **Xavier Coumoul**, professeur de toxicologie et de biochimie à l'Université Paris Cité ;

- **Megan Deeney**, chercheuse à la London School of Hygiene and Tropical Medicine ;
- **Christos Symeonides**, directeur clinique et de recherche « plastiques et santé humaine » à la fondation Minderoo ;
- **Marie-France Dignac**, directrice de recherche à l'Inrae.

I. DEPUIS VINGT ANS, LA PRODUCTION DE PLASTIQUES A CRÛ DE FAÇON EXPONENTIELLE ET LES PLASTIQUES SONT DÉSORMAIS OMNIPRÉSENTS DANS L'ENVIRONNEMENT

A. LA PRODUCTION EXPONENTIELLE DE PLASTIQUES S'ACCOMPAGNE D'UNE AUGMENTATION SIMULTANÉE DE LA QUANTITÉ DE DÉCHETS

➤ Une production de plastiques en forte croissance

Fabienne Lagarde a rappelé que la mise sur le marché du plastique est assez récente puisqu'elle remonte aux années 1950. Depuis cette date, **sa production n'a fait que s'accélérer : elle a doublé au cours des 20 dernières années et devrait dépasser 500 millions de tonnes pour l'année 2024.** Convertis en film alimentaire, ces 500 millions de tonnes permettraient d'emballer 50 fois la France !

Selon les projections de l'OCDE, la production de plastiques devrait atteindre 750 millions de tonnes en 2040 et dépasser un milliard de tonnes avant 2050.

Avec 32 % des plastiques utilisés pour des emballages (soit 139 millions de tonnes en 2020), ce secteur reste le premier débouché de la production plastique et cette part devrait rester stable pendant les trente prochaines années. **La production plastique reste donc largement influencée par les plastiques à usage unique.**

Les textiles représentent désormais 10 % de la production plastique (45,2 millions de tonnes en 2020) et leur part devrait légèrement augmenter d'ici à 2050 (11,2 %).

➤ La production de déchets suit la courbe de production des plastiques

Fabienne Lagarde a expliqué que la courbe de production des déchets suivait celle de la production de plastiques. Ainsi, **les déchets plastiques produits devraient passer de 360 millions de tonnes en 2020 à 617 millions de tonnes en 2040.**

Elle a également insisté sur le fait que ce que l'on appelle « cycle de vie des plastiques » est en fait marqué par une **absence de circularité, et ce, même dans les pays les plus avancés en termes de collecte, de tri et de traitement des déchets**. En 2018, sur les 3,6 millions de tonnes de déchets plastiques produits en France, seul 0,6 million de tonnes a été réellement recyclé (soit 17 %) !

Au niveau mondial, moins de 10 % des déchets plastiques sont recyclés et malgré les progrès attendus en matière de collecte, de tri et de traitement des déchets, à politiques inchangées, ce taux ne devrait pas dépasser 14 % en 2040, contre 50 % pour les mises en décharge et 17 % pour l'incinération.

En 2020, les déchets plastiques mal gérés – à savoir les déchets qui finissent dans l'environnement – s'élèvent à 81 millions de tonnes, soit 22 % du total. En 2040, ils devraient représenter 119 millions de tonnes (soit 19 %).

B. LES PLASTIQUES SONT DÉSORMAIS OMNIPRÉSENTS DANS L'ENVIRONNEMENT

➤ La pollution plastique est amplifiée par la présence de microplastiques

Comme l'a fait remarquer Fabienne Lagarde, **les plastiques ne sont pas inertes**. Confrontés aux éléments naturels, notamment aux rayons ultraviolets, à l'eau et à l'oxygène, leur surface s'érode et **ils se fragmentent pour former des microplastiques et des nanoplastiques**.

Les fuites de microplastiques dans l'environnement ont lieu tout au long du cycle de vie des plastiques : au moment de leur production – à travers les pertes de granulés industriels ; au moment de leur utilisation – c'était le cas lorsque des microbilles de plastique étaient incorporées aux cosmétiques, pratique désormais interdite en Europe, mais cela reste le cas à travers l'usure des pneus et le lavage des textiles synthétiques ; au moment de leur fin de vie en raison de la dégradation des macroplastiques présents dans l'environnement.

➤ Les plastiques ont envahi tous les compartiments de l'environnement

Les plastiques ont peu à peu envahi tous les compartiments physiques de l'environnement. Fabienne Lagarde a rapporté que les plastiques sont décelables à 10 000 mètres au fond des océans, mais aussi dans les glaciers de l'Himalaya et même dans les nuages, sous forme de microplastiques.

La présence de microplastiques loin de leurs sources d'émission est liée à la forte augmentation des déchets plastiques mal gérés, mais également à leur faible taille, leur légèreté et leur persistance. Sonja Boland a évoqué des résultats de recherches sur le transport troposphérique des microplastiques qui montrent le passage dans l'air de particules contenues dans les embruns et leur transport sur de longues distances.

Désormais, le plastique est devenu partie intégrante de l'environnement. Guillaume Duflos a évoqué la découverte d'une nouvelle formation rocheuse, dite plasticomérat, dont l'un des principaux éléments est le plastique.

II. EN DÉPIT DES DIFFICULTÉS MÉTHODOLOGIQUES POUR DÉTECTER ET CARACTÉRISER LES PLASTIQUES ET LES RISQUES QU'ILS FONT COURIR EN MATIÈRE DE SANTÉ HUMAINE, LES SIGNAUX D'ALARME SE MULTIPLIENT

A. L'ANALYSE DES PLASTIQUES PARTICULAIRES ET DES RISQUES SANITAIRES QUI Y SONT LIÉS SE HEURTE À DES DIFFICULTÉS MÉTHODOLOGIQUES

➤ Les difficultés méthodologiques liées à la caractérisation et à la quantification des plastiques particuliers

Guillaume Duflos a insisté sur la complexité de **la quantification des plastiques dans l'environnement en raison de leur grande variété de composition, de taille et de forme.**

Ainsi, les analyses sur les eaux minérales et l'eau du robinet aboutissent à des résultats variant sensiblement d'une étude à l'autre. Des travaux de normalisation menés par l'Afnor ont toutefois établi une norme de caractérisation des microplastiques dans l'eau facilitant la comparaison des résultats et servant de référence au niveau international.

Muriel Mercier-Bonin a évoqué des problématiques similaires pour la détection et la quantification du plastique particulaire dans les échantillons humains. Elle a rappelé qu'une étude¹ sur la quantité de microplastiques ingérés par les hommes avait fait grand bruit en 2019, évaluant l'absorption de plastiques à 5 grammes par semaine, soit l'équivalent d'une carte de crédit.

¹ En 2019, le WWF avait alerté sur la quantité de plastiques ingérée par l'Homme, évaluée alors à 5 grammes par semaine, soit l'équivalent d'une carte de crédit. En 2021, ces résultats avaient été confirmés par une étude de Kala Senathirajah et al. : « Estimation of the mass of microplastics ingested. A pivotal first step toward human health risk assessment. », Journal of hazardous Materials, volume 404, Part B, 15 February 2021.

Depuis, plusieurs études ont considérablement revu à la baisse cette quantité de microplastiques ingérés hebdomadairement, sans pour autant parvenir à un consensus. En 2022, une étude scientifique¹ a estimé qu'il faudrait 23 000 ans pour ingérer l'équivalent d'une carte de crédit. Une autre étude² a évalué à 4 microgrammes par semaine l'ingestion de plastique, soit un million de fois moins. Une étude très récente³, réalisée à l'échelle de 109 pays à la fois industrialisés et en développement, a montré une forte exposition, évaluée à 500 milligrammes par jour dans les pays d'Asie du Sud-Est, en raison essentiellement de la consommation de fruits de mer.

Plusieurs intervenants ont donc insisté sur la nécessité d'améliorer les méthodes et processus analytiques. Guillaume Duflos a soulevé le problème de la contamination des échantillons analysés, compte tenu de l'utilisation massive d'objets en plastique dans les laboratoires. Il a également regretté la multiplication des formulations des matériaux plastiques qui amplifie les difficultés des travaux analytiques.

Fabienne Lagarde a constaté que les difficultés rencontrées pour appréhender les plastiques conduisaient à leur sous-évaluation, qu'il s'agisse des microplastiques ou, plus encore, des nanoplastiques.

➤ Une détection des nanoplastiques balbutiante

Guillaume Duflos a fait observer que la présence de nanoplastiques dans certains aliments comme le thé ou le riz avait été mise en évidence.

Xavier Coumoul a cité une étude⁴ – à confirmer – indiquant que les bouteilles d'eau en plastique contiennent 250 000 particules par litre, dont 90 % de nanoplastiques.

Toutefois, plusieurs intervenants ont concédé que la petite taille de ces particules et la diversité des environnements dans lesquels elles se trouvent posent un réel défi méthodologique pour leur détection et leur quantification. Sonja Boland a reconnu qu'on ne savait pas encore détecter les nanoparticules dans le poumon. Les nanoplastiques intéressent néanmoins les chercheurs dans la mesure où ils sont susceptibles de traverser la barrière intestinale ou encore l'épithélium et d'entrer dans la circulation sanguine pour atteindre des organes secondaires.

¹ Martin Pletz, « *Ingested microplastics: Do humans eat one credit card per week ?* », Journal of Hazardous Material Letters, Volume 3, November 2022.

² Nur Hazimah Mohamed Nor et al., « *Lifetime Accumulation of Microplastic in Children and Adults* », Environmental Science and Technology, 2021, 55, 8.

³ Xiang Zhao, Fengqi You, « *Microplastic Human Dietary Uptake from 1990 to 2018 Grew across 109 Major Developing and Industrialized Countries but can Be Halved by Plastic Debris Removal* », Environmental Science and Technology, 2024, 58, 20.

⁴ Naixin Qian et al., « *Rapid single-particle chemical of nanoplastics by SRS microscopy* », Proceedings of the National Academy of Sciences, 16 January 2024.

➤ **Les limites des modèles utilisés dans les laboratoires**

Plusieurs intervenants ont souligné les limites des modèles utilisés dans les laboratoires. Muriel Mercier-Bonin a regretté que dans la littérature scientifique, l'essentiel des travaux sont menés sur des particules commerciales, sphériques et essentiellement en polystyrène, ce qui ne correspond pas à ce qu'on trouve réellement dans l'environnement.

Or, comme l'a fait remarquer Sonja Boland, la toxicité des particules plastiques dépend de leurs caractéristiques physico-chimiques et de leur forme. Les fibres d'une certaine longueur peuvent induire une phagocytose frustrée : les macrophages n'arrivent pas totalement à ingérer les fibres trop grandes. Ceci peut provoquer une inflammation persistante.

Les doses utilisées en laboratoire sont souvent très élevées et les effets à long terme peu étudiés faute notamment de cohortes. Muriel Mercier-Bonin a ajouté que les études sont souvent réalisées sur des populations saines, alors qu'il faudrait les étendre aux populations à risque. Elle a ainsi expliqué que les patients atteints de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin – maladie de Crohn ou rectocolite hémorragique – présentaient davantage de microplastiques dans leurs selles que les volontaires sains.

Au-delà de ces limites méthodologiques, les signaux d'alarme concernant les risques que font peser les plastiques particuliers sur la santé humaine se multiplient.

B. LES SIGNAUX D'ALARME CONCERNANT LES RISQUES QUE FONT PESER LES PLASTIQUES PARTICULAIRES SUR LA SANTÉ HUMAINE SE MULTIPLIENT

➤ **Les microplastiques sont présents dans tous les organes humains et s'y accumulent**

Xavier Coumoul a rappelé **qu'il existait trois voies d'exposition de l'homme aux plastiques : par l'alimentation, la respiration et le contact cutané.** L'exposition peut être directe, à travers l'utilisation de produits du quotidien, mais également à travers l'inhalation. Sonja Boland a fait remarquer qu'en région parisienne, 3 à 10 tonnes de plastiques présents dans l'air étaient déposées par an, majoritairement des fibres, et que nous inhalons jusqu'à 30 millions de particules plastiques par an. L'inhalation de microplastiques est au moins aussi importante que l'ingestion.

L'exposition peut également être indirecte : les micro et nanoplastiques sont présents dans tous les écosystèmes et affectent les espèces animales et végétales que nous consommons. Guillaume Duflos a dressé une liste non exhaustive des produits alimentaires dans lesquels des microplastiques ont été retrouvés : le sel, la bière, les fruits et légumes, le thé, les œufs, la viande, etc.

Muriel Mercier-Bonin a fait un lien entre le taux relativement élevé de microplastiques chez les populations d'Asie et leur consommation de fruits de mer.

Les organes d'absorption sont multiples : les poumons, le côlon, la peau. Il a été démontré que **les plastiques pouvaient être transportés par le sang, mais également par les nerfs, et atteindre ainsi des organes qu'on qualifie de lointains**, tels que les testicules, le placenta, les reins ou encore le cerveau. Xavier Coumoul a cité une étude¹ selon laquelle la concentration du plastique dans cet organe s'élèverait à 5 milligrammes par gramme : cela signifierait que **0,5 % de la masse du cerveau serait constituée de plastique**.

Il est par ailleurs observé que les microplastiques s'accumulent dans les organes. Ainsi, Sonja Boland a signalé que la quantité de plastique dans le poumon augmente avec l'âge, ce qui suggère que des particules peuvent persister dans l'organisme sans être éliminées.

Plusieurs intervenants se sont inquiétés de l'accumulation des plastiques dans l'environnement à la fois physique et vivant et de ses conséquences sur la santé humaine en faisant référence au principe *One health* (« une seule santé »), qui identifie les liens entre la santé animale, la santé humaine et la qualité de l'environnement.

➤ **Des corrélations inquiétantes entre la présence de plastiques et l'altération de certains organes et de leurs fonctions, voire l'apparition de pathologies**

- *Les plastiques ont un impact sur la sphère digestive*

Muriel Mercier-Bonin a présenté les premiers résultats issus des recherches de son laboratoire sur l'impact des plastiques sur la sphère digestive. L'exposition aux plastiques semble entraîner des modifications dans la composition du microbiote intestinal. Des bactéries apparaissent à la fois chez l'adulte et l'enfant, telles que les pathobiontes, qui peuvent contribuer à une dysbiose du microbiote intestinal. Par ailleurs, une diminution du butyrate, un acide gras à chaîne courte (AGCC) très bénéfique, a été observée chez l'enfant.

Des travaux non encore publiés sur des souris ont montré que l'administration de microplastiques dans leur alimentation entraîne une perte de bactéries bénéfiques et une augmentation des bactéries délétères pour le microbiote intestinal lorsque les rongeurs sont soumis à un régime occidental, riche en gras et en sucre.

¹ Matthew Campen et al., « Bioaccumulation of Microplastics in Decedent Human Brains Assessed by Pyrolysis Gas Chromatography-Mass Spectrometry », Research Square (Preprint), May 2024.

Elle n'a pas exclu des phénomènes abrasifs liés au transit de microplastiques de taille importante, notamment sur les zones non couvertes par le mucus. Cette abrasion pourrait provoquer des inflammations.

- *Les plastiques inhalés ont un impact sur la santé*

Comme l'a expliqué Sonja Boland, en fonction de leur taille, les particules plastiques peuvent pénétrer plus ou moins profondément l'appareil respiratoire. Globalement, on trouve plus de fibres que de fragments, mais ce déséquilibre peut être lié à l'impossibilité, avec les techniques d'analyse actuelles, de déceler les nanoparticules.

Les particules les plus grosses, supérieures à 300 micromètres de diamètre, ne peuvent pas dépasser le naso-pharynx. Celles qui sont comprises entre 2,5 et 10 micromètres peuvent descendre jusqu'aux bronches. Toutefois, seules les particules respirables les plus fines, c'est-à-dire inférieures à 2,5 micromètres de diamètre, peuvent entrer dans les bronches et atteindre les alvéoles.

Sonja Boland a précisé que l'appareil respiratoire est pourvu de mécanismes d'élimination. La clairance mucociliaire permet d'éliminer les particules déposées sur du mucus qui vont être transportées, grâce au battement coordonné des cellules ciliées, vers la bouche pour être expectorées ou avalées. Au niveau alvéolaire, les macrophages vont ingérer les particules de plastique. Néanmoins, ces dernières peuvent entrer dans l'organisme puisque les macrophages vont migrer vers les ganglions et la circulation lymphatique, ou bien remonter par l'escalator mucociliaire pour être déglutis et atteindre l'appareil gastro-intestinal. **Les nanoparticules peuvent déjouer les mécanismes de clairance, traverser l'épithélium et entrer dans la circulation sanguine pour atteindre les organes secondaires.** Certaines nanoparticules peuvent remonter les nerfs, par exemple les nerfs olfactifs, et atteindre le cerveau.

La toxicité des particules plastiques inhalées a été démontrée dès les années 1970 auprès de travailleurs de l'industrie du flochage. Certains d'entre eux ont développé des altérations de la fonction pulmonaire, un essoufflement, de l'inflammation, de la fibrose et même des cancers du poumon. Les mêmes symptômes ont été observés auprès de travailleurs dans l'industrie du textile et du PVC.

Sonja Boland a cependant fait remarquer que si les particules de plastique étaient impliquées dans les effets sur la santé décrits précédemment, le rôle des additifs, des contaminants et des monomères ne pouvait pas être exclu. Dans l'industrie du polystyrène par exemple, ce sont surtout les monomères (les styrènes), reconnus pour leur toxicité et leur caractère cancérigène, qui induisent ces pathologies.

Une augmentation du cancer de l'estomac pourrait être également due à la déglutition des particules inhalées.

Sonja Boland a évoqué une **corrélation possible entre des pathologies respiratoires et la présence de plastiques dans le poumon**. Il y a plus de particules et de fibres présentes dans les tumeurs que dans les tissus normaux.

Il y a également un **lien entre la présence de microplastiques et une altération de la fonction pulmonaire**. On constate plus de plastiques dans le corps des personnes ayant des rhinites allergiques. Les paramètres sanguins sont également modifiés lorsque des plastiques sont détectés dans le poumon.

- *La présence de microplastiques dans la plaque carotidienne est corrélée à l'augmentation du risque d'infarctus du myocarde*

Xavier Coumoul a cité une étude¹ qui a mesuré la quantité de microplastiques prélevés au niveau de la plaque carotidienne sur plus de 300 patients ayant subi une chirurgie carotidienne. Cette étude a montré qu'il existait un **risque d'infarctus du myocarde 4,53 fois plus élevé, et potentiellement d'accident vasculaire cérébral, voire de mort, chez les personnes qui présentaient les plus forts taux de micro et nanoplastiques**.

III. LA DANGÉROSITÉ DES PLASTIQUES EST ÉGALEMENT LIÉE AUX SUBSTANCES CHIMIQUES QU'ILS CONTIENNENT ET QUI ENTRAÎNENT DES COÛTS EXORBITANTS POUR LA SOCIÉTÉ

A. LES PLASTIQUES SONT DES SOURCES ET DES VECTEURS DE SUBSTANCES CHIMIQUES PRÉOCCUPANTES

➤ Les plastiques sont des sources de substances chimiques

Plusieurs intervenants ont insisté sur le fait que la production de plastiques fait intervenir de très nombreux produits chimiques à différentes étapes de la fabrication.

Martin Wagner a mentionné **quatre groupes de produits chimiques liés aux plastiques : les substances de départ**, à savoir les monomères et les catalyseurs ; **les additifs** ajoutés à ces produits pour qu'ils soient fonctionnels (plastifiants, anti-oxydants, retardateurs de flammes, colorants, etc.) ; **les auxiliaires de fabrication** qui facilitent la production des matériaux et des produits plastiques ; **les substances chimiques ajoutées non intentionnellement** (NIAS – *Non-Intentionnally Added Substances*) qui sont soit des impuretés issues des autres substances chimiques, soit des produits dérivés qui se forment pendant la fabrication des plastiques, soit des produits de dégradation qui apparaissent au cours de leur utilisation ou au moment de leur fin de vie.

¹ Raffaele Marfella, « Microplastics and Nanoplastics in Atheromas and Cardiovascular Events », The New England Journal of Medicine, 6 March 2024, Vol 390 N° 10.

- *De très nombreuses substances chimiques dont un quart d'entre elles s'avèrent dangereuses*

Les informations sur les substances chimiques entrant dans la composition des plastiques sont fragmentées et éparpillées. Toutefois, Martin Wagner a expliqué que **plus de 16 000 produits chimiques ont été recensés** dans la base de données PlastChem.

Quatre critères ont été retenus pour définir la dangerosité des substances chimiques : leur caractère persistant pour identifier les substances chimiques qui ne se dégradent pas facilement dans l'environnement ; **leur capacité de bioaccumulation**, en référence aux substances chimiques qui s'accumulent dans le corps humain ou dans d'autres organismes ; **leur mobilité**, pour viser les substances chimiques qui se répandent facilement dans l'environnement ainsi que dans l'eau potable ; **leur toxicité**, pour évaluer leur nocivité pour la santé humaine.

Plus de 4 000 produits chimiques sur les 16 000 recensés, soit un quart d'entre eux, peuvent être classés comme dangereux. Leur caractère toxique sur l'environnement, en particulier aquatique, mais également pour la santé humaine, est scientifiquement bien documenté. De nombreuses études montrent la toxicité de ces substances chimiques pour certains organes, tels que le foie, ainsi que leur caractère cancérogène, mutagène ou reprotoxique. Certaines substances chimiques sont des perturbateurs endocriniens.

Christos Symeonides a présenté les résultats d'une revue générale¹ portant sur l'impact sur la santé de trois substances chimiques utilisées quasiment exclusivement dans les plastiques : les polybromodiphényléthères (PBDE), utilisés comme retardateurs de flamme dans les produits textiles ou électroniques et classés comme des polluants organiques persistants par la convention de Stockholm ; le bisphénol A (BPA), monomère entrant dans la fabrication du polycarbonate, mais également dans la composition des résines époxy utilisées pour le revêtement des boîtes de conserve et des canettes ; les phtalates et en particulier le DEHP – phtalate de bis(2-éthylhexyle) – utilisés notamment pour rendre le plastique plus souple.

Cette revue générale s'est appuyée sur les données de près de 1 000 méta-analyses issues de 52 revues systématiques, représentant l'équivalent de 1,5 million de données.

Elle a mis en évidence des preuves épidémiologiques solides établissant des **liens entre l'exposition du fœtus aux PBDE pendant la grossesse et un poids faible à la naissance, un retard ou une altération de développement cognitif chez l'enfant** ou encore une perte de quotient intellectuel (QI).

¹ Christos Symeonides et al., « An Umbrella Review of Meta-Analyses Evaluating Associations between Human Health and Exposure to Major Class of Plastic-Associated Chemicals », *Annals of Global Health*, 2024, Volume 90.

Des preuves statistiquement significatives de **perturbation endocrinienne** liée au fonctionnement du système hormonal thyroïdien chez l'adulte ont également été mises en évidence.

En ce qui concerne le BPA, la revue générale établit des **liens avec des malformations génitales chez les nouveau-nés filles exposées au BPA** dans l'utérus, **avec le diabète de type 2** chez les adultes et la résistance à l'insuline, ainsi qu'avec **le syndrome ovarien polykystique** chez les femmes. L'exposition au BPA augmente également le risque d'obésité et d'hypertension chez les enfants comme chez les adultes ainsi que le risque de maladies cardiovasculaires chez les adultes.

Enfin, la revue générale établit des **liens entre l'exposition au DEHP et des fausses couches, des malformations génitales chez les nouveau-nés garçons, un retard ou une altération du développement cognitif chez l'enfant**, la perte de QI, un retard du développement psychomoteur, une **puberté précoce chez les jeunes filles et de l'endométriose chez les jeunes femmes**. L'exposition au DEHP a également **de multiples effets sur la santé cardiométabolique**, notamment la résistance à l'insuline, l'obésité ou encore l'augmentation de la pression artérielle.

- *Les lacunes dans l'évaluation des substances chimiques conduisent à sous-évaluer leur dangerosité*

Plusieurs intervenants ont insisté sur les **lacunes dans l'évaluation des substances chimiques**. Martin Wagner a précisé que (seuls) 161 produits chimiques ont été jugés non dangereux par des réglementations nationales, mais ces évaluations manquent de rigueur scientifique dans la mesure où elles portent soit sur des informations incomplètes, soit sur une partie seulement des critères de dangerosité.

Pour 10 000 produits chimiques utilisés ou présents dans les plastiques, il n'existe aucune donnée sur leur dangerosité.

Au niveau international, seulement 6 % des substances chimiques font l'objet d'une réglementation dans le cadre de la convention de Bâle, de la convention de Stockholm et du protocole de Montréal.

Par ailleurs, si la toxicité des produits chimiques commence à être bien documentée, les informations concernant leur persistance, leur bioaccumulation ou leur mobilité sont plus difficiles à trouver, dans la mesure où ces critères ne sont pas toujours retenus dans les évaluations gouvernementales.

Enfin, **la détermination des plafonds réglementaires en deçà desquels la migration des substances chimiques ou leur absorption reste tolérable dépend de données scientifiques qui peuvent connaître des évolutions importantes.**

Megan Deeney et Robert Barouki ont cité l'exemple du bisphénol A : jusqu'en 2023, la valeur seuil dans le sang du bisphénol A jugée tolérable était de 233 microgrammes par litre, définie à partir d'une cible correspondant à la toxicité rénale. Puis un nouveau test est apparu, fondé sur la quantité de certaines cellules immunitaires dans la rate. L'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) a alors révisé les doses journalières tolérables de bisphénol A, qui sont désormais 20 000 fois plus faibles qu'auparavant, à 0,011 microgramme par litre.

- *La population est largement contaminée par les substances chimiques liées aux plastiques*

Les substances chimiques sont rejetées tout au long du cycle de vie des plastiques dans l'environnement et le contaminent. Cette pollution affecte à son tour les êtres humains, notamment à travers les aliments, l'eau et l'air.

Selon Megan Deeney, une étude récente¹ montre que **25 % des 14 000 produits chimiques contenus dans les matériaux en contact avec les aliments ont été identifiés dans le corps humain**. Une autre publication rassemblant les résultats d'études publiées entre 2020 et 2022² conclut à la migration dans les aliments de 61 substances contenues dans des matériaux plastiques en contact avec les aliments potentiellement cancérogènes pour la glande mammaire.

Robert Barouki a indiqué que **pour les quatre composés perfluorés** les plus importants et dont la toxicité est clairement reconnue, la valeur seuil tolérable pour l'absorption, traduite par une valeur seuil du dosage dans le sang, a été fixée à 6,8 microgrammes par litre de sang. Un grand programme européen a évalué l'ensemble de l'imprégnation des populations européennes et a constaté que **15 % de la population européenne était au-dessus de cette valeur seuil**. Il a précisé que cela ne signifiait pas qu'il y ait immédiatement un danger dans la mesure où la valeur seuil est assez protectrice. Mais c'est une alerte.

En ce qui concerne la présence de BPA dans nos organismes, pratiquement toute la population est au-dessus du seuil tolérable depuis l'abaissement drastique de la valeur seuil en 2023.

¹ Birgit Geueke et al., « Evidence for widespread human exposure to food contact chemicals », Journal of Exposure Science and Environmental Epidemiology, 2024.

² Parkinson et al., « Potential mammary carcinogens used in food contact articles: Implications for policy, enforcement, and prevention », Frontiers in Toxicology, 2024.

➤ **Les plastiques sont également des vecteurs de substances chimiques**

Plusieurs intervenants ont souligné le rôle des plastiques comme **vecteurs de substances chimiques** : les plastiques hydrophobes vont adsorber les polluants chimiques également hydrophobes présents dans l'environnement et vont leur permettre non seulement de se disperser mais également de passer des barrières qu'ils ne pourraient normalement pas franchir.

Selon Christos Symeonides, **cet effet « cheval de Troie » est renforcé par la persistance des plastiques dans l'environnement ainsi que par leur lente dégradation en micro et nanoplastiques qui favorisent l'accumulation des substances chimiques dans l'environnement physique et dans les organismes.**

Sonja Boland a cité l'exemple des interactions observées en laboratoire entre des particules plastiques et le benzopyrène, un hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP) très toxique et un polluant majeur de l'air. L'exposition de cellules à des particules de plastique contaminées par le benzopyrène se traduit par une pénétration du benzopyrène dans les cellules. En outre, on observe une réponse pro-inflammatoire de la part des cellules exposées à des particules recouvertes de ce polluant, alors que le benzopyrène seul et les plastiques seuls n'induisent pas cet effet. Il semblerait donc qu'il y ait un effet très spécifique des particules de benzopyrène en combinaison avec des plastiques dont il reste encore à analyser les mécanismes.

B. LES COÛTS SANITAIRES DES SUBSTANCES CHIMIQUES DANS LES PLASTIQUES SONT EXORBITANTS POUR LA SOCIÉTÉ

➤ **Les résultats des premières études sur les coûts sanitaires liés à l'usage des plastiques sont particulièrement inquiétants**

Christos Symeonides a présenté une étude de 2024¹ sur les plastiques et la santé humaine. **Cette étude a quantifié les effets sur la santé de trois substances chimiques clés associées aux plastiques, à savoir les PBDE, le BPA et le DEHP, puis les a traduits en coûts économiques.**

Les résultats concernent uniquement les États-Unis car à l'époque, c'était le seul pays pour lequel il existait des données de biosurveillance de l'exposition de la population aux substances chimiques liées aux plastiques. Seuls un ou deux effets sur la santé par substance chimique ont été retenus.

¹ Christos Symeonides et al., « An Umbrella Review of Meta-Analyses evaluating Associations between Human Health and Exposure to major Classes of Plastic-associated Chemicals », *Annals of Global Health*, 2024; 90 (1).

Pour les coûts liés à l'exposition aux PBDE, l'étude prend en compte les coûts économiques résultant d'une baisse des performances cognitives, du quotient intellectuel et du capital humain à la suite d'une exposition aux PBDE dans l'utérus. **Ils sont évalués à 202 milliards de dollars pour 2010.**

Pour les coûts liés à l'exposition au BPA, l'étude se concentre sur le coût de l'augmentation des maladies cardiaques, évalué à **166 milliards de dollars**, ainsi que le coût des accidents vasculaires cérébraux, estimé à **62,4 milliards de dollars** résultant d'une perte de la productivité.

Pour les coûts liés à l'exposition au DEHP, l'étude tient compte de l'augmentation de la mortalité à l'âge adulte entre 55 et 64 ans sur la base de la valeur de la vie statistique¹. Elle conclut à plus de 40 000 décès annuels supplémentaires qui peuvent être attribués à la seule exposition au DEHP de la population américaine, ce qui correspond à **un coût de 245 milliards de dollars**.

Au total, les coûts s'élèveraient à 675 milliards de dollars par an pour ces trois substances chimiques et pour les États-Unis seulement.

Selon Christos Symeonides, au-delà du caractère inacceptable de ces 40 000 décès, la quantification des externalités négatives du plastique remet en cause l'idée répandue selon laquelle le plastique ne coûte pas cher. Martin Wagner a relevé que c'est bien la population qui subit les effets et les coûts liés à ces substances chimiques et non leurs producteurs.

➤ **Les coûts indirects, liés à la production de plastiques, sont également très élevés**

Plusieurs intervenants ont insisté sur le fait que les produits chimiques ont des conséquences en termes de pollution et de santé humaine tout au long du cycle de vie des plastiques.

Selon Megan Deeney, **la production primaire de plastiques est ainsi responsable de quatre fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que le secteur de l'aviation**. 75 % de ces émissions auraient lieu pendant les phases d'extraction des matières premières puis jusqu'à la production des monomères et des autres produits chimiques.

Elle a ajouté que les travailleurs sont particulièrement exposés aux pollutions induites par les plastiques et que des niveaux élevés de produits toxiques sont observés dans l'air, les sols et les aquifères autour des sites de production. Le benzène, par exemple, est associé à un risque accru de cancer au sein des populations locales, comme dans la « vallée du cancer » de Louisiane aux États-Unis.

¹ Le concept de « valeur de la vie statistique » est utilisé par les économistes lorsqu'ils désirent déterminer la somme d'argent que la société est disposée à déboursier pour sauver un citoyen, ou réduire l'exposition au risque de chacun de ses membres.

À l’instar de Megan Deeney, Christos Symeonides a cité les coûts sanitaires liés à l’exposition aux particules et aux gaz des travailleurs et des populations vivant près des sites de production. Il a rappelé que l’élimination des déchets par incinération provoque également l’émission de particules fines très dommageables pour la santé. Il a reconnu que les évaluations chiffrées¹ des coûts liés à la production de plastiques, qui pourraient s’élever à plusieurs centaines de milliards de dollars, devraient être encore affinées et confirmées. Il a néanmoins estimé qu’elles permettraient de faire prendre conscience des coûts en matière de santé et de dépenses publiques engendrés par l’industrie du plastique.

IV. LES NEUF RECOMMANDATIONS DE L’OFFICE

A. LES RECOMMANDATIONS DE L’OFFICE S’APPUIENT SUR LES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES MISES EN AVANT PAR LA « COALITION DES SCIENTIFIQUES POUR UN TRAITÉ EFFICACE SUR LES PLASTIQUES »

Marie-France Dignac a expliqué que **les plastiques tout au long de leur vie sont au centre de trois crises qui secouent aujourd’hui notre planète : la pollution des milieux (tout au long du cycle de vie des plastiques), le changement climatique, la perte de biodiversité**. Ces trois crises sont interconnectées et c’est pour les traiter dans leur globalité que l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement a adopté en mars 2022 la résolution 5/14 visant à négocier un traité mondial pour mettre fin à la pollution plastique.

Selon Marie-France Dignac, ce traité ne sera efficace que s’il s’appuie sur les connaissances scientifiques indépendantes disponibles aujourd’hui. C’est la raison pour laquelle une « Coalition des scientifiques pour un traité efficace sur les plastiques » s’est **constituée en novembre 2022**. Elle compte aujourd’hui plus de **400 membres de 64 nationalités différentes** auxquels s’applique une politique très stricte en matière de conflits d’intérêts, notamment vis-à-vis des industries chimiques et pétrolières.

Plusieurs intervenants, également membres de cette coalition, ont présenté les principales recommandations de la coalition des scientifiques. L’Office en a retenu neuf qu’il compte mettre en avant auprès des négociateurs du traité.

¹ Philip J Landrigan et al., « The Minderoo-Monaco Commission on Plastics and Human Health », *Annals of Global Health*, 2023, March 21. Erratum in *Annals of Global Health*, 2023 October 11.

B. LES NEUF RECOMMANDATIONS DE L'OFFICE

1°. Conclure un traité ambitieux et juridiquement contraignant

À l'instar des conclusions du dernier rapport de l'OCDE cité par Fabienne Lagarde et Marie-France Dignac, seul un traité ambitieux, qui ne se limite pas à améliorer la gestion des déchets mais impose des mesures sur l'ensemble du cycle de vie des plastiques aux pays du monde entier, permettra de réduire significativement la pollution plastique.

2°. Prévoir une diminution significative de la production et de la demande de plastiques vierges

Tout au long de l'audition publique, les intervenants ont insisté sur les **corrélations entre l'augmentation de la production de plastiques vierges, l'augmentation des déchets et l'accumulation des micro et nanoplastiques dans les organismes vivants, en particulier le corps humain**. Par conséquent, seules des politiques contraignantes limitant la production et la demande de plastiques vierges permettront de lutter efficacement contre la pollution plastique.

3°. Renforcer les capacités des gouvernements et des scientifiques

Il manque des expertises institutionnelles et des capacités techniques aussi bien publiques que privées pour analyser les substances chimiques et les polymères, ce qui amoindrit la capacité des autorités à réglementer efficacement les substances chimiques préoccupantes. Il convient donc de favoriser les échanges de connaissances au niveau mondial, d'assurer l'égalité d'accès aux capacités techniques à tous les États et aux acteurs privés ainsi que de renforcer les ressources institutionnelles afin d'assurer une gestion plus efficace des produits chimiques.

La **promotion d'une expertise et d'une science indépendantes**, notamment à travers des financements pérennes, est également indispensable. Le mode de financement par projet sur quelques années handicape le financement de la recherche sur le long terme, par exemple pour la mise en place et le suivi de cohortes. Il peut entraîner une perte des compétences et de connaissances lorsque le projet se termine et réduit l'efficacité de la recherche publique.

4°. Imposer aux industriels une plus grande transparence sur les substances chimiques en s'appuyant sur le principe « pas de données, pas de marché »

Pour deux tiers des substances chimiques, il n'existe aucune information sur leur dangerosité potentielle et pour 60 % d'entre elles, il n'y a pas d'information sur leur utilisation ou leur présence dans les matériaux et produits plastiques. Beaucoup de substances inconnues se retrouvent dans les plastiques, notamment les substances ajoutées non intentionnellement.

Des informations essentielles existent peut-être, notamment auprès des industriels, mais elles ne sont pas disponibles pour le grand public et les autorités.

Faute de transparence sur la composition des plastiques et la présence de substances chimiques, les consommateurs ne peuvent disposer des informations nécessaires sur le contenu en substances chimiques des plastiques qu'ils utilisent. Ainsi, une grande partie de la population ignore la présence de bisphénol A dans les boîtes de conserve ou les canettes.

L'absence de transparence sur la composition chimique des plastiques rend le recyclage difficile et possiblement dangereux. Ainsi, des produits nocifs sont retrouvés dans les jouets fabriqués à partir des plastiques recyclés et dans les emballages alimentaires recyclés.

Pour imposer une plus grande transparence sur la composition des matériaux et des produits plastiques, **les États doivent privilégier une approche commune à travers l'édiction de normes claires sur le type d'informations à récupérer auprès des parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur.** Une approche « pas de données, pas de marché » doit faciliter la diffusion d'informations essentielles pour le public.

5°. Réduire le nombre de substances chimiques utilisées dans les formulations de polymères

Pour être opérationnelle, une plus grande transparence sur les substances chimiques implique d'imposer une réduction du nombre des formulations et la simplification des produits chimiques entrant dans leur composition. Une telle mesure facilitera également le contrôle par les administrations du respect de la réglementation sur les substances chimiques en limitant le nombre d'analyses à réaliser.

6°. Améliorer l'efficacité de la réglementation des substances chimiques à travers une approche par groupes de substances chimiques et basée sur leur dangerosité

L'analyse des 16 000 substances chimiques utilisées pour la fabrication des matériaux et des produits plastiques est particulièrement coûteuse et chronophage et exige de disposer de données précises à la fois sur la dangerosité de chaque plastique et de chaque substance chimique qui y est liée, mais également sur l'exposition auxdits plastiques. En réalité, compte tenu de la multiplicité des substances, générer et évaluer ces données n'est pas envisageable.

De plus, les êtres humains étant exposés à de nombreuses substances chimiques liées aux plastiques, l'évaluation de l'exposition pour tous les scénarios afin de déterminer le risque couru introduirait une complexité insurmontable et risquerait de créer des incertitudes au niveau scientifique.

C'est la raison pour laquelle l'Office propose une approche basée sur la dangerosité et non sur le risque afin d'identifier plus rapidement et efficacement les substances préoccupantes qui exigent la prise de mesures.

Il conviendrait d'établir des critères de dangerosité pour identifier les substances chimiques préoccupantes en adoptant les quatre critères retenus pour l'élaboration de la base de données PlastChem, à savoir la persistance, la bioaccumulation, la mobilité et la toxicité.

Les 10 000 produits chimiques pour lesquels il n'existe pas de données doivent être évalués et réglementés en priorité.

Afin de faciliter la tâche des experts et des décideurs politiques, l'Office soutient une **approche par groupes de substances chimiques** en partant du principe que les produits chimiques ayant des structures chimiques similaires causent des effets identiques. **15 groupes prioritaires de substances chimiques ont ainsi été identifiés** comprenant les bisphénols, les phtalates, les PFAS, etc.

7°. Développer des analyses de cycle de vie plus complètes pour mieux évaluer les externalités négatives liées à la production et à l'usage des plastiques

Les matières plastiques sont aujourd'hui omniprésentes non seulement parce qu'elles offrent une polyvalence et une flexibilité difficiles à égaler, mais également parce qu'elles constituent une matière première très bon marché.

Néanmoins, le prix du plastique ne tient pas compte du coût lié à l'impact de sa production et de son usage sur l'environnement et sur la santé humaine, qui est externalisé vers la population et les pouvoirs publics. L'Office encourage le **développement d'analyses de cycle de vie plus complètes permettant de tenir compte des externalités négatives liées à la production et à l'usage des plastiques pour définir leur prix réel.**

8°. Définir des critères pour faciliter l'élimination des plastiques non essentiels

Le traité doit définir d'une part, un certain nombre de critères pour aider à l'élimination des plastiques non essentiels, d'autre part, un principe d'utilisation essentielle pour autoriser pendant une durée limitée des plastiques qui peuvent être jugés dangereux, non soutenables ou non durables, mais à l'heure actuelle essentiels pour la société ou la santé.

9°. Limiter les pertes de plastiques dans l'environnement

L'amélioration de la gestion des déchets dans tous les pays, notamment dans les pays en développement, ne pourra pas à elle seule mettre fin à la pollution plastique. D'une part, la proportion des déchets mal gérés ne pourra jamais être réduite à zéro, même dans les économies les plus avancées.

D'autre part, le relargage des plastiques dans l'environnement physique et vivant a lieu tout au long de leur cycle de vie et ne concerne pas uniquement leur fin de vie, comme l'illustrent les pertes de granulés industriels lors de leurs production, transport et utilisation.

Néanmoins, l'amélioration de la gestion des déchets au niveau mondial est indispensable pour limiter les pertes de plastiques dans l'environnement.

En 2019, 22 % des déchets plastiques (soit 79 millions de tonnes) étaient mal gérés, c'est-à-dire ni recyclés, ni mis en décharge, ni incinérés. Selon une étude de l'OCDE, si les pratiques actuelles en matière de gestion des déchets ne s'améliorent pas, la quantité de déchets plastiques mal gérés devrait atteindre près de 270 millions de tonnes à l'horizon 2060, les déchets augmentant davantage dans les pays ayant des systèmes de gestion des déchets moins développés. Cela met en évidence la **nécessité de partager les bonnes pratiques et les technologies existantes afin d'aider techniquement et financièrement les pays en développement à améliorer leurs systèmes de gestion des déchets pour pouvoir faire face à leur augmentation.**

THE IMPACT OF PLASTICS ON HUMAN HEALTH **(synthèse en anglais)**

The harmful effects of plastic pollution on the environment have been scientifically demonstrated and are now well known to the general public. Less research has been carried out into the impact of plastics on human health, although in recent years a growing number of scientific studies have highlighted the health risks they pose to the general public.

From 25 November to 1 December 2024, the final round of negotiations on the future international treaty to eliminate plastic pollution will be held in South Korea. Measures to reduce the toxicity of plastics are one of the issues still under discussion.

To contribute to the current debates and future decisions, the Office, which has already invested a lot in the subject of plastics, organised a public hearing in the form of two round tables to take stock of scientific knowledge on the impact of plastics on human health and issue recommendations to the negotiators.

I. PLASTIC PRODUCTION HAS GROWN EXPONENTIALLY OVER THE LAST TWENTY YEARS, AND PLASTICS ARE NOW EVERYWHERE IN THE ENVIRONMENT

A. AS PLASTICS PRODUCTION HAS INCREASED EXPONENTIALLY, SO TOO HAS THE AMOUNT OF WASTE

➤ Sharp growth in plastics production

Plastics have only been on the market for a relatively short time, since the 1950s. Since then, **production has accelerated constantly: it has doubled over the last 20 years and is set to exceed 500 million tonnes by 2024**. If these 500 million tonnes were converted into plastic wrap, it would be enough to wrap the whole of France 50 times over!

According to OECD projections, plastics production is set to reach 750 million tonnes by 2040 and exceed one billion tonnes by 2050.

The packaging sector accounts for 32% of the plastics used (i.e. 139 million tonnes in 2020), making it the leading outlet for plastics production, and this share is set to remain stable over the next thirty years. **Plastic production is still largely influenced by single-use plastics.**

Textiles now account for 10% of plastic production (45.2 million tonnes in 2020), and their share is set to increase slightly by 2050 (11.2%).

➤ **Waste production is following the plastics production curve**

The output of plastic waste is expected to rise from 360 million tonnes in 2020 to 617 million tonnes in 2040.

Despite the rethoric about the circularity of the plastics life cycle, it remains linear, even in the most advanced countries in terms of waste collection, sorting and processing. In 2018, of the 3.6 million tonnes of plastic waste produced in France, only 0.6 million tonnes was actually recycled (i.e. 17%)!

Worldwide, less than 10% of plastic waste is recycled and, despite expected progress in waste collection, sorting and processing, on a business-as-usual basis, this rate is unlikely to exceed 14% in 2040, compared with 50% going into landfill and 17% for incineration.

In 2020, poorly managed plastic waste – i.e. waste that ends up in the environment – amounted to 81 million tonnes (22% of the total). By 2040, it is likely to account for 119 million tonnes (or 19%).

B. PLASTICS ARE NOW EVERYWHERE IN THE ENVIRONMENT

➤ **Plastic pollution is amplified by microplastics**

Plastics are not inert. When exposed to environmental elements such as ultraviolet rays, water and oxygen, their surface erodes and **they break down to form microplastics and nanoplastics.**

Microplastics leak into the environment throughout the plastics life cycle: when they are produced, through losses of industrial granules, when they are used, such as when plastic microbeads were used in cosmetics (a practice now banned in Europe), and this still occurs through tyre wear and the washing of synthetic fabrics, and when they reach the end of their life, through the breakdown of macroplastics present in the environment.

➤ **Plastics have invaded the whole of the environment**

They can be found 10,000 metres deep in the ocean, in the glaciers of the Himalayas, and even in the clouds, in the form of microplastics.

The presence of microplastics far from their source of emission is linked to the strong increase in mismanaged plastic waste, as well as their small size, light weight and persistence. The results of research into the tropospheric dispersion of microplastics show that **particles contained in sea spray pass through the air and are carried over long distances.**

Plastics have become an integral part of the environment. For example, a new rock formation, known as plasticomera, has been discovered, with plastics forming one of its main components.

II. DESPITE THE METHODOLOGICAL CHALLENGES IN DETECTING AND CHARACTERISING PLASTICS AND THE RISKS THEY POSE TO HUMAN HEALTH, THE WARNING SIGNS ARE MULTIPLYING

A. ANALYSING PARTICULATE PLASTICS AND THE ASSOCIATED HEALTH RISKS IS FRAUGHT WITH METHODOLOGICAL DIFFICULTIES

➤ The methodological challenges involved in characterising and quantifying particulate plastics

These are related to the wide variety of compositions, sizes and shapes of plastics.

Analyses of mineral water and tap water produce results that vary considerably from one study to another. However, work carried out by the French standardisation organization Afnor has produced a standard for characterising microplastics in water, setting an international benchmark that makes it easier to compare results.

Detecting and quantifying particulate plastic in human samples is fraught with similar problems. A study on the amount of microplastics ingested by humans caused a stir in 2019¹, estimating it at 5 grams per week, the equivalent of a credit card. Since then, several studies have shown considerably lower amounts, without reaching a consensus. In 2022, a scientific study² estimated that it would take 23,000 years to ingest the equivalent of a credit card. Another study³ estimated plastic ingestion at 4 micrograms per week, a million times less. A very recent study⁴ conducted in 109 countries, both industrialised and developing, showed high exposure of 500 milligrams per day in South-East Asian countries, mainly as a result of seafood consumption.

Analytical methods and processes need to be improved to avoid contaminating the samples being analysed, for example by the widespread use of plastic objects in laboratories. The proliferation of formulations for plastic materials also exacerbates the challenges of analytical work.

¹ In 2019, the WWF warned of the quantity of plastic ingested by humans, estimated at 5 grams per week – the equivalent of a credit card. In 2021, these results were confirmed in a study by Kala Senathirajah et al. « Estimation of the mass of microplastics ingested. A pivotal first step toward human health risk assessment. », Journal of hazardous Materials, volume 404, Part B, 15 February 2021.

² Martin Pletz, « Ingested microplastics: Do humans eat one credit card per week? », Journal of Hazardous Material Letters, Volume 3, November 2022.

³ Nur Hazimah Mohamed Nor et al., « Lifetime accumulation of microplastic in children and adults », Environmental Science and Technology, 2021, 55, 8.

⁴ Xiang Zhao, Fengqi You, « Microplastic human dietary uptake from 1990 to 2018 grew across 109 major developing and industrialized countries but can be halved by plastic debris removal », Environmental Science and Technology, 2024, 58, 20.

Given the difficulties involved in understanding plastics, **the quantity of microplastics and, especially, nanoplastics in the environment is certainly underestimated.**

➤ **Nanoplastics detection remains in the early stages**

A literature review in 2023 highlighted the presence of nanoplastics in certain foods, such as tea¹ and rice².

Similarly, a study³ – yet to be confirmed – has concluded that plastic water bottles contain 250,000 particles per litre, 90% of which are nanoplastics.

However, these particles' small size and the diversity of the environments in which they are found pose a real methodological challenge in detecting and quantifying them. For example, there is currently no technique for detecting nanoparticles in the lungs. However, researchers are interested in nanoplastics because **they are likely to cross the intestinal barrier or the epithelium and enter the bloodstream to reach secondary organs.**

➤ **The limits to laboratory models**

Most studies are carried out on commercial particles, which are spherical and essentially made of polystyrene, which does not reflect what is actually found in the environment.

And yet plastic particles' toxicity depends on their physico-chemical characteristics and shape. Fibres of a certain length can disrupt phagocytosis, since macrophages are unable to ingest them fully when they are too long. This can cause persistent inflammation.

The doses used in the laboratory are often very high, and the long-term effects have been relatively under-researched, in particular because cohorts have not been established. Furthermore, studies are often carried out on healthy people, when they should be extended to those at risk. For example, patients suffering from chronic inflammatory bowel disease – Crohn's disease or ulcerative colitis – were found to have more microplastics in their faeces than healthy volunteers.

Beyond these methodological limitations, the warning signs of the risks that particulate plastics pose to human health are multiplying.

¹ Laura M. Hernandez, Elvis Genbo Xu, Hans C. E. Larsson, Rui Tahara, Vimal B. Maisuria, and Nathalie Tufenkji, « Plastic teabags release billions of microparticles and nanoparticles into tea », *Environmental Science & Technology*, 25 September 2019, Vol 53 (21), 12300-12310.

² Pinal S. Bhavsar, Mandeep B. Solanki, Yasuhito Shimada, Sumit B. Kamble, Shashikant P. Patole, Govind B. Kolekar, Anil H. Gore, « Microplastic contamination in indian rice: A comprehensive characterization and health risk assessment », *Journal of Hazardous Materials*, Volume 480, 5 December 2024, 136208.

³ Naixin Qian et al., « Rapid single-particle chemical of nanoplastics by SRS microscopy », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 16 January 2024.

B. THE WARNING SIGNS OF THE RISKS THAT PARTICULATE PLASTICS POSE TO HUMAN HEALTH ARE MULTIPLYING

➤ **Microplastics are present – and accumulating – in all human organs**

People are exposed to plastics in three ways: through food, breathing and the skin. Exposure can be direct, through the use of everyday products, but also through inhalation. In the Paris region, 3 to 10 tonnes of airborne plastics are deposited every year, mostly fibres, and we inhale up to 30 million plastic particles a year. As many microplastics are inhaled as ingested.

Exposure can also be indirect: micro- and nanoplastics are present in all ecosystems and affect the animal and plant species we consume – salt, beer, fruit and vegetables, tea, eggs, meat, etc.

The organs that absorb them are numerous – the lungs, the colon, the skin. It has been shown that **plastics can be transported by the blood and by the nerves and reach distant organs** such as the testicles, placenta, kidneys and brain. One study¹ estimated the concentration of plastic in the brain at 5 milligrams per gram: this would mean that **0.5% of the brain's mass is made up of plastic**.

Microplastics also accumulate in the organs. The quantity of plastics in the lungs increases with age, which suggests that these particles can persist in the body without being eliminated.

The accumulation of plastics in both the physical and living environments and their consequences for human health therefore raise legitimate concerns under the One Health principle, which identifies the links between animal health, human health and the quality of the environment.

➤ **Worrying correlations between the presence of plastics and the alteration of certain organs and their functions, and even the appearance of pathologies**

- *Plastics have an impact on the digestive system*

Exposure to plastics appears to change the composition of the intestinal microbiota. Bacteria appear in both adults and children, such as pathobionts, which can contribute to dysbiosis of the intestinal microbiota. In addition, a reduction in butyrate, a highly beneficial short-chain fatty acid (SCFA), has been observed in children.

¹ Matthew Campen et al., « Bioaccumulation of microplastics in decedent human brains assessed by pyrolysis gas chromatography-mass spectrometry », Research Square (Preprint), May 2024.

Currently unpublished work on mice has shown that adding microplastics to their diet leads to a loss of beneficial bacteria and an increase in bacteria that are harmful to the intestinal microbiota when the rodents are fed a Western-style diet rich in fat and sugar.

Abrasive phenomena linked to the transit of large microplastics cannot be ruled out, particularly in areas not covered by mucus. This abrasion could lead to inflammation.

- *Inhaled plastics have an impact on health*

Depending on their size, plastic particles can penetrate deeply into the respiratory tract.

The largest particles, over 300 micrometres in diameter, cannot pass through the nasopharynx. Those between 2.5 and 10 micrometres can travel down into the bronchi. Only the finest inhalable particles, less than 2.5 micrometres in diameter, can enter the bronchi and reach the alveoli.

The respiratory system is equipped with elimination mechanisms such as mucociliary clearance and alveolar macrophages. **However, nanoparticles can bypass clearance mechanisms, cross the epithelium and enter the bloodstream to reach secondary organs.** Some nanoparticles can travel up nerves, such as the olfactory nerves, and reach the brain.

The toxicity of inhaled plastic particles was demonstrated in the 1970s in workers in the flocking industry. Some of them developed impaired lung function, breathlessness, inflammation, fibrosis and even lung cancer. The same symptoms have been observed in workers in the textile and PVC industries.

In addition to particulate plastics, additives, contaminants and monomers can also have an impact on health. In the polystyrene industry, for example, it is mainly the monomers (styrenes), which are known to be toxic and carcinogenic, that cause these diseases.

An increase in stomach cancer could also be due to swallowing inhaled particles.

Other studies have shown a **correlation between respiratory diseases and the presence of plastics in the lungs.** There are more particles and fibres present in tumours than in normal tissue.

There is also **a link between the presence of microplastics and impaired lung function.** There are more plastics in the bodies of people with allergic rhinitis. Blood parameters are also altered when plastics are detected in the lung.

- *The presence of microplastics in carotid artery plaque is correlated with an increased risk of myocardial infarction*

A recent study published in the New England Journal of Medicine¹ measured the quantity of microplastics removed from such plaque in over 300 patients who underwent surgery on their carotid artery. This study showed that **there was a 4.53 times greater risk of myocardial infarction, and potentially of stroke and even death, in people with the highest levels of micro and nanoplastics.**

III. PLASTICS ARE ALSO DANGEROUS BECAUSE OF THE CHEMICALS THEY CONTAIN, WHICH IMPOSE EXORBITANT COSTS ON SOCIETY

A. PLASTICS ARE SOURCES AND VECTORS OF WORRYING CHEMICALS

➤ **Plastics are sources of chemicals**

Plastics production involves many chemicals at different stages in the manufacturing process. They can be **categorised into four groups**: starting substances, i.e. monomers and catalysts; **additives** added to these products to make them functional (plasticisers, anti-oxidants, flame retardants, colourants, etc.); **manufacturing aids** used to facilitate the production of plastic materials and products; **non-intentionally added substances** (NIAS), which are either impurities from other chemicals, byproducts formed during the manufacture of plastics, or byproducts of degradation that appear during their use or at the end of their life.

- *A very large number of chemicals, a quarter of which are dangerous*

More than 16,000 chemicals are listed in the PlastChem database².

Four criteria have been adopted to determine chemicals' hazard: their **persistence**, in order to identify chemicals that do not break down easily in the environment; their capacity for **bioaccumulation**, referring to chemicals that accumulate in the human body or in other organisms; their **mobility**, which targets chemicals that spread easily in the environment and in drinking water; and their **toxicity**, to assess their danger to human health.

¹ Raffaele Marfella, « Microplastics and nanoplastics in atheromas and cardiovascular events », The New England Journal of Medicine, 6 March 2024, Vol 390 N° 10.

² Martin Wagner et al., State of the science on plastic chemicals – identifying and addressing chemicals and polymers of concern, 2024.

More than 4,000 of the 16,000 chemicals listed, i.e. a quarter of them, can be classified as hazardous. Their toxicity to the environment, particularly the aquatic environment, as well as to human health, has been well documented scientifically. Numerous studies have shown that these chemicals are toxic to certain organs, such as the liver, and that they are carcinogenic, mutagenic or reprotoxic. Some chemicals are endocrine disruptors.

A general scientific review¹ has looked at the impact on health of three chemicals used almost exclusively in plastics: polybrominated diphenyl ethers (PBDEs), used as flame retardants in fabrics and electronic products and classified as persistent organic pollutants by the Stockholm Convention; bisphenol A (BPA), a monomer used in the manufacture of polycarbonate as well as in the composition of epoxy resins used to coat food tins and cans; and phthalates, especially DEHP – bis(2-ethylhexyl) phthalate used to make plastics more flexible.

This general review was based on data from nearly 1,000 meta-analyses from 52 systematic reviews, representing the equivalent of 1.5 million data points.

It found solid epidemiological evidence **linking foetal exposure to PBDEs during pregnancy to low birth weight, delayed or impaired cognitive development in children** and loss of intelligence quotient (IQ). Statistically significant evidence of endocrine disruption linked to the functioning of the thyroid hormone system in adults has also been found.

As for BPA, the general review establishes **connections with genital malformations in newborn girls exposed to BPA** in the uterus, **type 2 diabetes** in adults and insulin resistance, as well as **polycystic ovarian syndrome** in women. Exposure to BPA also increases the risk of obesity and hypertension in both children and adults, as well as the risk of cardiovascular disease in adults.

Finally, the general review establishes **links between exposure to DEHP and miscarriages, genital malformations in newborn boys, delayed or impaired cognitive development in children**, loss of IQ, delayed psychomotor development, **early puberty in young girls and endometriosis in young women**. Exposure to DEHP also has **multiple effects on cardiometabolic health**, including insulin resistance, obesity and increased blood pressure.

¹ Christos Symeonides et al., « An umbrella review of meta-analyses evaluating associations between human health and exposure to major class of plastic-associated chemicals », *Annals of Global Health*, 2024, Volume 90.

- *Shortcomings in the assessment of chemicals lead to their danger being underestimated*

Only 161 plastic chemicals have been deemed non-hazardous by national regulations, **but these assessments lack scientific rigour** insofar as they are based either on incomplete information or on only a portion of the hazard criteria.

There is no data on the danger posed by 10,000 chemicals used or present in plastics.

Internationally, only 6% of chemicals are regulated under the Basel Convention, the Stockholm Convention and the Montreal Protocol.

Additionally, while chemicals' toxicity is beginning to be well documented, information on their persistence, bioaccumulation or mobility is more difficult to find, as these criteria are not always included in government assessments.

Finally, **the determination of the thresholds below which the migration of chemicals or their absorption remains tolerable depends on scientific data that is subject to significant change**. For example, until 2023 the threshold value considered tolerable for bisphenol A in the blood was 233 micrograms per litre, defined according to a target corresponding to renal toxicity. Then a new test appeared, based on the quantity of certain immune cells in the spleen. As a result, the European Food Safety Authority (EFSA) revised its tolerable daily intake for bisphenol A to 0.011 micrograms per litre, which is 20,000 times less than before.

- *The population is widely contaminated by plastic chemicals*

Chemicals enter the environment and contaminate it throughout the plastics life cycle. This pollution in turn affects humans, particularly through food, water and air.

A recent study¹ showed that **25% of the 14,000 chemicals contained in plastic materials in contact with food have been found in the human body**. Another publication² bringing together the results of studies published between 2020 and 2022 concludes that 61 substances contained in plastic materials in contact with food are potentially carcinogenic to the mammary gland.

¹ Birgit Geueke et al., « Evidence for widespread human exposure to food contact chemicals », Journal of Exposure Science and Environmental Epidemiology, 2024.

² Parkinson et al., « Potential mammary carcinogens used in food contact articles: Implications for policy, enforcement, and prevention », Frontiers in Toxicology, 2024.

For the four most common perfluorinated compounds, which are widely acknowledged to be toxic, the tolerable threshold value for absorption, translated into a threshold value for the blood, has been set at 6.8 micrograms per litre. A major European programme assessed the overall level of contamination in European populations and found that **15% of the European population exceeded this threshold value**. This does not mean that there is an immediate danger, as the threshold value is quite protective, but it does serve as a warning.

As far as the presence of BPA in our bodies is concerned, practically the entire population is above the tolerable threshold since the threshold value was drastically lowered in 2023.

➤ **Plastics are also vectors for chemicals**

Hydrophobic plastics will adsorb hydrophobic chemical pollutants present in the environment, not only allowing them to disperse but to pass through barriers that they would not normally be able to cross.

This ‘Trojan horse’ effect is exacerbated by plastics’ persistence in the environment and their slow decomposition into micro and nanoplastics, which encourages the accumulation of chemicals in the physical environment and in organisms.

Examples include the interactions observed in the laboratory between plastic particles and benzopyrene, a highly toxic polycyclic aromatic hydrocarbon (PAH) and a major air pollutant. Exposure of cells to benzopyrene-contaminated plastic particles allows benzopyrene to penetrate into the cells. In addition, a pro-inflammatory response was observed in cells exposed to particles coated with this pollutant, whereas benzopyrene alone and plastics alone did not induce this effect.

It therefore seems that there is a very specific effect of benzopyrene particles in combination with plastics, the mechanisms of which have yet to be analysed.

B. THE EXORBITANT COSTS TO SOCIETY'S HEALTH OF CHEMICALS IN PLASTICS

➤ **The results of the first studies into the health costs associated with the use of plastics are particularly worrying**

A 2024 study¹ quantified the health effects of three key chemicals associated with plastics – PBDEs, BPA and DEHP – and translated them into economic costs.

¹ Christos Symeonides et al., « An umbrella review of meta-analyses evaluating associations between human health and exposure to major classes of plastic-associated chemicals », *Annals of Global Health*, 2024; 90 (1).

The results pertain only to the United States, which at the time was the only country for which biomonitoring data existed on the population's exposure to plastic chemicals. Only one or two health effects per chemical were selected.

For costs related to exposure to PBDEs, the study considers the economic costs resulting from a decline in cognitive performance, intelligence quotient and human capital following exposure to PBDEs in the uterus. **They are estimated at \$202 billion for 2010.**

For the costs associated with exposure to BPA, the study focuses on the cost of increased heart disease, estimated at **\$166 billion**, and the cost of strokes, estimated at **\$62.4 billion** because of lost productivity.

For the costs associated with exposure to DEHP, the study considers the increased mortality in adulthood between the ages of 55 and 64, based on the value of statistical life. It concluded that more than 40,000 additional deaths a year could be attributed to DEHP exposure in the US population alone, at a **cost of \$245 billion**.

In total, the costs would amount to \$675 billion a year for these three chemicals and for the United States alone.

Beyond the fact that these 40,000 deaths are unacceptable, quantifying the negative externalities of plastic challenges the widespread idea that plastic is cheap. It is the public who bears the effects and costs of these chemicals, not their producers.

➤ **Indirect costs linked to the production of plastics are also very high**

Chemicals have consequences in terms of pollution and human health throughout the plastics life cycle.

The primary production of plastics is responsible for four times more greenhouse gas emissions than the aviation sector.

Seventy-five percent of these emissions are thought to occur during the extraction of raw materials and the production of monomers and other chemicals.

The workers are particularly exposed to pollution caused by plastics, and high levels of toxic products are found in the air, soil and aquifers around production sites. Benzene, for example, is associated with an increased risk of cancer in local populations, as in Louisiana's 'cancer valley' in the United States.

The Minderoo-Monaco Commission¹ also quantified plastics' impact on pollution and human health, estimating it at several hundred billion dollars a year. These figures still need to be refined and confirmed, but they do raise awareness of the health and public spending costs generated by the plastics industry.

¹ Philip J Landrigan et al., « The Minderoo-Monaco Commission on plastics and human health », *Annals of Global Health*, 2023, March 21. Erratum in *Annals of Global Health*, 2023 October 11.

IV. THE OPECST NINE RECOMMENDATIONS

In March 2022, the United Nations Environment Assembly adopted Resolution 5/14 aimed at negotiating a global treaty to put an end to plastic pollution.

In November 2022, a 'coalition of scientists for an effective treaty on plastics' was formed. With 400 members from 64 different countries, it has made several recommendations based on proven scientific knowledge.

In turn, the Office sets out nine recommendations to the treaty negotiators.

1°. Conclude an ambitious and legally binding treaty

Only an ambitious treaty that improves waste management while imposing measures covering the entire plastics life cycle on countries around the world will bring about a significant reduction in plastic pollution.

2°. Plan for a significant reduction in the production of and demand for new virgin plastics

There is a direct link between an increase in the production of virgin plastics, an increase in waste and the accumulation of micro and nanoplastics in living organisms, including the human body. Consequently, only binding policies limiting the production of and demand for virgin plastics will help to combat plastic pollution effectively.

3°. Boost the capabilities of governments and scientists

The lack of institutional expertise and technical capacity, both public and private, to analyse chemicals and polymers, undermines authorities' ability to effectively regulate chemicals of concern. We must therefore promote the exchange of knowledge at a global level, ensure equal access to technical capabilities for all governments and private players, and strengthen institutional resources to ensure a more effective management of chemicals.

It is also essential to **promote independent expertise and science**, particularly through long-term funding. Project-based funding that only covers a few years prevents long-term research funding, for example for setting up and monitoring cohorts. This can lead to a loss of skills and knowledge when the project ends and reduces the effectiveness of public research.

4°. Require greater transparency from manufacturers on plastic chemicals, based on the principle of 'no data, no market'

For two thirds of chemicals, there is no information on their potential dangers, and for 60% of them, there is no information on their use or presence in plastic materials and products. Many unknown substances are found in plastics, including substances added unintentionally. Essential information may exist, particularly from manufacturers, but it is not available to the general public or the authorities.

Without transparency on the composition of plastics and the presence of chemicals, consumers cannot obtain necessary information on the chemical content of the plastics they use. Most of the population is unaware of the presence of bisphenol A in cans.

The lack of transparency about the chemical composition of plastics makes recycling difficult and potentially dangerous. Harmful products are found in toys made from recycled plastics and in recycled food packaging.

To impose greater transparency on the composition of plastic materials, **governments must adopt a common approach that sets clear standards for the type of information to be collected from stakeholders throughout the value chain.** A 'no data, no market' approach would help to disseminate essential information to the public.

5°. Reduce the number of chemicals used in polymer formulations

To be operational, greater transparency on chemicals means imposing a reduction in the number of formulations and simplifying the chemicals used in their composition. Such a measure will also make it easier for administrations to check compliance with regulations on chemicals by limiting the number of analyses required.

6°. Improve the effectiveness of the regulation of chemicals using an hazard-and-group based approach

Current regulations are based on an assessment of the risks associated with micro and nanoplastics. Analysing the 16,000 plastic chemicals is particularly costly and time-consuming, and requires precise data both on the hazard of each plastic chemical and on exposure to these plastics. In fact, given the large number of chemicals involved, generating and assessing such data is not feasible.

Furthermore, since humans are exposed to many plastic chemicals, assessing exposure for all scenarios to determine the risk involved would introduce insurmountable complexity and risk creating scientific uncertainty.

This is why the Office is proposing an approach based on hazard rather than risk to identify substances of concern that require action more quickly and effectively.

Hazard criteria should be set to identify chemicals of concern, adopting the four criteria used for the PlastChem database: persistence, bioaccumulation, mobility and toxicity.

The 10,000 chemicals for which there is no data must be assessed and regulated as a priority.

To make it easier for experts and political decision-makers, the Office is proposing a group-based **approach**, on the principle that chemicals with similar chemical structures cause identical effects. **Fifteen priority groups of plastic chemicals have been identified**, including bisphenols, phthalates, and PFAS.

7°. Develop more comprehensive life cycle analyses to better assess the negative externalities associated with the production and use of plastics

Plastics are ubiquitous today, not only because they offer versatility and flexibility that are hard to match, but also because they are a very cheap raw material.

However, the price of plastic does not account for the impact of its production and use on the environment and human health, which is passed on to the general public and public authorities. The Office encourages developing more comprehensive life cycle analyses that account for the negative externalities linked to the production and use of plastics to determine their real price.

8°. Set criteria to help eliminate non-essential plastics

The treaty must set out, on the one hand, several criteria to help eliminate non-essential plastics, and on the other, a principle of essential use to authorise, for a limited period, plastics that may be deemed dangerous, non-durable or unsustainable, but which are currently essential for society or health.

9°. Limit losses in the environment

Improving waste management in all countries, particularly developing countries, will not by itself put an end to plastics pollution. On the one hand, poorly managed waste can never be reduced to zero, even in the most advanced economies. On the other hand, plastics are released into the physical and living environment throughout their life cycle, and not just at the end of their life, as illustrated by the losses of industrial granules during production, transport and use.

Improving waste management worldwide is nevertheless essential to limit the losses of plastics to the environment.

In 2019, 22% of plastic waste (79 million tonnes) was poorly managed, i.e. not recycled, landfilled or incinerated. According to an OECD study, if current waste management practices do not improve, poorly managed plastic waste is expected to reach almost 270 million tonnes by 2060, with waste increasing most in countries with less developed waste management systems. This highlights the **need to share best practice and existing technologies to provide technical and financial assistance to developing countries to improve their waste management systems to cope with the increase in waste.**

The OPECST Nine Recommendations

- ☉ Conclude an ambitious and legally binding treaty
- ☉ Plan for a significant reduction in the production of and demand for new 'virgin' plastics
- ☉ Boost the capabilities of governments and scientists
- ☉ Require greater transparency from manufacturers on plastic chemicals, based on the principle of 'no data, no market'
- ☉ Reduce the number of chemicals used in polymer formulations
- ☉ Improve the effectiveness of the regulation of plastic chemicals using an hazard-and-group based approach
- ☉ Develop more comprehensive life cycle analyses to better assess the negative externalities associated with the production and use of plastics
- ☉ Set criteria to help eliminate non-essential plastics
- ☉ Limit losses in the environment

TRAVAUX DE L'OFFICE

I. COMPTE RENDU DE L'AUDITION PUBLIQUE DU 17 OCTOBRE 2024

M. Stéphane Piednoir, sénateur, président de l'Office. – Bienvenue à tous. La réunion de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) de ce matin est consacrée à une audition publique sur les impacts des plastiques sur la santé humaine. C'est la première réunion de travail de l'Office depuis sa reconstitution à l'issue des élections législatives organisées à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin dernier.

Grâce à l'implication constante de notre ancienne collègue sénatrice Angèle Prévile et de notre collègue député Philippe Bolo, l'Office a réalisé plusieurs travaux sur les plastiques. En décembre 2020, un rapport très complet sur la pollution plastique *Pollution plastique : une bombe à retardement ?* a été rendu public. Selon plusieurs scientifiques, ce rapport reste une référence sur cette question complexe. En juin 2023, l'Office a également publié une note scientifique sur le recyclage des plastiques.

Par ailleurs, depuis le lancement, en novembre 2022, des négociations sur le futur traité international visant à mettre fin à la pollution plastique, l'Office s'est attaché à expliquer les enjeux de ce traité et à faire des recommandations. C'est dans ce cadre que l'Office avait organisé, en mai 2023, une audition publique sur les enjeux scientifiques du futur traité international.

Du 25 novembre au 1^{er} décembre 2024 se tiendra en Corée du Sud le dernier cycle de négociations sur le futur traité international visant à supprimer la pollution plastique. Les parties restent très divisées et les informations obtenues par l'Office prêtent peu à l'optimisme quant aux ambitions du traité. Pourtant, comme le rappelle le document publié ce mois-ci par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), le *statu quo* est intenable car si rien n'est fait, les flux de plastiques et leurs impacts environnementaux continueront de croître rapidement. Nous avons tous en tête les images d'océans saturés par la pollution plastique.

Afin de convaincre les négociateurs, notamment le gouvernement français, de défendre des objectifs ambitieux de réduction de la production de plastiques et de baisse de leur toxicité, l'Office a souhaité organiser une audition consacrée aux impacts des plastiques sur la santé humaine.

En effet, si les effets néfastes de la pollution plastique sur l'environnement sont démontrés scientifiquement et désormais bien connus du grand public, les impacts des plastiques sur la santé humaine ont fait l'objet de moins de recherches, même si depuis quelques années, un nombre croissant d'études scientifiques met en lumière les risques sanitaires qu'ils font courir à la population.

Les deux tables rondes de cette matinée ont pour objectif de faire un point approfondi sur les risques que font courir les plastiques sur la santé humaine et de mesurer les coûts de cette pollution pour les finances publiques et les systèmes de santé.

L'audition est diffusée en direct sur le site du Sénat et pourra être revue sur les pages de l'Office des sites de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Je laisse maintenant la parole à Philippe Bolo, que je remercie pour son engagement constant sur le sujet.

M. Philippe Bolo, député. – Merci à l'Office d'avoir accepté d'organiser cette audition publique. Il ne s'agit pas de dire que les plastiques sont inutiles, les plastiques sont utiles, y compris dans le domaine de la santé. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ils sont utilisés pour soigner. Mais ils sont aussi à l'origine de problèmes de santé publique.

Comme vous l'avez indiqué, monsieur le président, cette audition s'inscrit dans le cadre des négociations du traité international visant à mettre fin à la pollution plastique dont le cinquième et dernier cycle de négociation se tiendra à la fin de l'année. Ces négociations prennent en compte la pollution durant tout le cycle de vie du plastique et dans tous les milieux.

Avant de laisser la parole à nos intervenants, permettez-moi de rendre hommage au chercheur Juan Baztan, qui nous a quittés trop tôt et qui a activement contribué aux travaux menés par l'Office sur la pollution plastique.

Mme Fabienne Lagarde, enseignante-chercheuse à Le Mans Université. – Je souhaite d'abord remercier M. le député Philippe Bolo pour son engagement sur le sujet de la pollution plastique et M. le président de l'Office pour l'organisation de cette audition publique.

Un plastique est un composé chimique constitué de toutes petites molécules accrochées les unes aux autres, les monomères – le procédé chimique permettant d'attacher solidement les monomères entre eux a été découvert il y a une centaine d'années. L'assemblage de ces molécules forme les polymères qui constituent les plastiques. En fonction du monomère utilisé, on obtiendra un polymère particulier. Ainsi, à partir de l'éthylène qui ne contient que du carbone et de l'hydrogène, on va fabriquer du polyéthylène. D'autres atomes sont parfois ajoutés en petites quantités, comme l'oxygène dans le PET (polyéthylène téréphtalate) de nos bouteilles en plastique, ou le chlore dans le PVC (polychlorure de vinyle) que l'on trouve dans toutes les conduites et canalisations d'eau.

La grande variété de polymères existants doit nous conduire à parler non pas du plastique, mais des plastiques. Les polymères, qui sont essentiellement constitués de carbone, ne seraient pas utilisables seuls.

Pour faire du plastique, il faut y ajouter des charges et une grande variété de substances chimiques. Aujourd'hui, plus de 16 000 molécules entrent dans la composition des plastiques – additifs, anti-oxydants, anti-feu, colorants, etc. Si la plupart sont ajoutées intentionnellement, ce n'est pas le cas de toutes. Les formules varient selon les usages.

On estime aujourd'hui qu'il y a environ 4 000 plastiques différents sur le marché, même s'il est difficile d'avoir leur nombre exact. Le plastique est désormais massivement utilisé. Depuis sa mise sur le marché dans les années 1950, sa production n'a fait qu'augmenter de manière vertigineuse, elle a notamment plus que doublé au cours des vingt dernières années. En 2024, nous aurons probablement dépassé les 500 millions de tonnes produites dans le monde, et l'on s'attend à un doublement de la production dans les années à venir. Pour vous donner un ordre d'idée, avec 500 millions de tonnes de film alimentaire, on pourrait emballer 50 fois la France. Selon l'OCDE, la production de plastique, qui s'établissait autour de 430 millions de tonnes en 2020, devrait s'élever à 750 millions de tonnes en 2040 et devrait doubler avant 2050. Le secteur le plus consommateur est celui de l'emballage, qui utilise à lui seul plus de 30 % des plastiques produits.

Qui dit utilisation massive de plastiques dit production de déchets. Moins de 10 % des déchets plastiques sont recyclés dans le monde, l'immense majorité des déchets à l'heure actuelle est stockée en décharge ou répandue dans l'environnement, contaminant les environnements terrestres et aquatiques. Si l'on se concentre sur la France, voici un schéma de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) qui présente la production de plastiques, les déchets plastiques et le recyclage comme quelque chose de parfaitement circulaire, avec l'idée que tout ce qu'on consomme est recyclé. En réalité, il n'y a pas du tout de circularité : la boucle du recyclage est toute petite par rapport au flux de plastiques produits. En 2018, un tiers des plastiques sont incinérés et un tiers sont mis en décharge. Sur 3,6 millions de tonnes de déchets plastiques produits en France, 0,6 million de tonnes seulement ont été réellement recyclées.

Au-delà des déchets, le plastique a également un impact sur l'environnement tout au long de son cycle de vie. Les monomères sont issus de la pétrochimie. Leur extraction, leur affinage et leur production sont émetteurs de gaz à effet de serre. En 2015, la production de plastique représentait 4 % des émissions mondiales ; selon l'OCDE, cette proportion pourrait s'établir à 15 % en 2050.

Si les plastiques sont aussi utilisés, c'est en raison de leurs propriétés extraordinaires : ils sont très résistants, notamment à la chaleur, ils permettent de porter des masses importantes au regard de leur poids, etc. Mais ils ne sont pas inertes pour autant. Ils sont par exemple sensibles aux rayons ultraviolets. Au cours de leur usage, les plastiques, à l'instar des pelouses synthétiques qui sont laissées en plein soleil pendant des années, sont photodégradés, leur surface s'érode et se fragmente pour former des micro-, voire des nanoplastiques.

Toutes les substances chimiques qui sont ajoutées au plastique sont elles aussi peu à peu relarguées dans l'environnement, où elles s'accumulent.

Au-delà des microplastiques secondaires qui sont issus de la dégradation des plus gros déchets, on trouve aussi des microplastiques primaires qui ont déjà de très petites tailles avant d'entrer dans l'environnement, tels que les microbilles qui, pendant très longtemps, ont été ajoutées dans les cosmétiques. L'abrasion des pneus et le lavage des vêtements synthétiques, issus souvent du recyclage, produisent également des quantités extrêmement importantes de microplastiques et de microfibres synthétiques. Ce sont ces microplastiques primaires qu'on retrouve majoritairement dans l'environnement.

Du fait de la grande variété de composition, de taille et de forme de ces plastiques, leur quantification est très difficile. On estime toutefois qu'il y a probablement un « effet iceberg », c'est-à-dire que l'on ne sait sans doute doser qu'une petite partie de la pollution. Ces particules de toutes les tailles et de toutes les formes ont la capacité de se déplacer extrêmement facilement et peuvent, par le jeu de courants marins et de courants atmosphériques, voyager très loin de leur lieu d'émission pour contaminer tous les compartiments de l'environnement, qu'il s'agisse des sols, des sommets des montagnes et même des nuages.

PREMIÈRE TABLE RONDE
LES VOIES D'EXPOSITION ET LES EFFETS
SUR LA SANTÉ DU PLASTIQUE PARTICULAIRE

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Merci pour cette introduction. Je vais maintenant donner la parole à Guillaume Duflos, directeur de recherche à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

M. Guillaume Duflos, directeur de recherche à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). – Merci d'organiser cette audition. Les impacts de la pollution plastique apparaissent dans différents compartiments de l'environnement. Ainsi, il a été observé il y a quelque temps qu'une roche pouvait se former en englobant des particules de plastique. Le chercheur ayant mis ce phénomène en évidence a appelé cet agglomérat « plasticomérat ». Cela montre l'impact environnemental fort du plastique au-delà de ce qu'on a pu observer dans les mers. De même, une nouvelle maladie dont le plastique est responsable, nommée « plasticose », a été détectée chez les oiseaux marins. Le corps humain est exposé aux plastiques par l'inhalation, l'alimentation et le contact cutané.

Selon le principe *One health*, les impacts des plastiques sur l'environnement ont des conséquences sur la santé des animaux puis sur la santé humaine. Ces impacts cumulés ont *in fine* un effet démultiplié.

Je souhaiterais insister sur la diversité des microplastiques et la difficulté pour les chercheurs de les étudier en raison de leurs tailles et formes très différentes. La mesure des impacts des plastiques sur l'environnement étant un domaine d'étude nouveau, elle appelle la mise en place de méthodes et de processus analytiques nouveaux.

Le premier élément que nous avons étudié à l'Anses est l'eau. Cette matrice apparemment simple a nécessité une batterie d'analyses et des équipements complexes. Il nous a fallu repenser nos pratiques, car nous utilisions beaucoup de plastique dans nos laboratoires.

On trouve des particules de microplastiques et de nanoplastiques dans les eaux embouteillées, et, dans une moindre mesure, dans l'eau du robinet. Les résultats variant sensiblement d'une étude à l'autre, nous avons engagé des travaux de normalisation qui nous permettront de comparer les résultats, mais également de proposer une surveillance harmonisée aux parties prenantes.

Les travaux de normalisation menés par l'Afnor (Agence française de normalisation) ont abouti l'année dernière à l'élaboration d'une norme de caractérisation des microplastiques dans les eaux. Cette démarche française se diffuse au niveau international, puisque l'Organisation internationale de normalisation (ISO) prépare à son tour plusieurs normes de caractérisation des particules de plastique dans l'eau de consommation et dans l'eau de l'environnement.

D'autres aliments ont été étudiés tels que le sel, la bière, les fruits, les légumes, le thé, les œufs, la viande, etc. Les études n'étant pas toujours concordantes, il nous faudra lancer un processus de normalisation pour harmoniser nos pratiques.

Une revue bibliographique réalisée par Chloé Liebgott en 2023 a mis en évidence que certains aliments comme le thé ou le riz contenaient des nanoplastiques. La petite taille et les matrices de comportement de ces particules nous posent toutefois un nouveau défi méthodologique.

Il est trop tôt pour évaluer les risques pour la santé humaine. Nous devons pour cela harmoniser les méthodes afin de caractériser le danger lié aux polymères ou aux divers additifs qui peuvent être libérés. Pour évaluer la toxicité de ces composés plastiques, il faut développer des matériaux de référence, des méthodes analytiques dans des matrices complexes et harmoniser nos études et nos approches pour la toxicologie.

Chez l'homme, la présence de microplastiques a été mise en évidence dans les poumons, le foie, le système digestif, les selles, le système circulatoire (veine saphène, thrombus veineux), le placenta, le système urinaire, etc.

L'Anses est impliquée dans différents projets de recherche auxquels elle accorde une grande importance. Deux thèses sont actuellement engagées au sein de l'agence, et un groupe de travail interne sur les micro- et nanoplastiques a été mis en place afin de mener des études en laboratoire, d'évaluer les risques sanitaires et d'analyser l'impact sociétal des plastiques.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Merci. Je vais maintenant donner la parole à Muriel Mercier-Bonin, directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) dans l'UMR Toxalim.

Mme Muriel Mercier-Bonin, directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) dans l'UMR Toxalim (Centre de recherche en toxicologie alimentaire). – J'évoquerai pour ma part l'exposition orale aux plastiques particuliers et ses conséquences sur la santé digestive.

Les méthodes pour détecter et quantifier le plastique particulière dans les échantillons humains sont encore au stade du développement car il y a des problématiques de contamination et d'interférences potentielles avec la matrice biologique. Nous sommes également confrontés à la difficulté, à ce stade de nos connaissances, de détection des nanoplastiques dans les tissus humains. Il y a d'ailleurs un décalage temporel entre les connaissances sur l'impact des microplastiques en santé digestive et celles portant sur les nanoplastiques, qui sont plus récentes. Ces études doivent être replacées dans le contexte politique, économique et sociétal de la pollution plastique caractérisé par des actions menées au niveau national, européen et mondial avec les négociations sur le futur traité. À ce sujet, je souhaite évoquer le travail mené par la coalition des scientifiques qui a produit plusieurs synthèses sur l'impact des microplastiques sur la santé humaine.

Lorsqu'on s'intéresse aux microplastiques particuliers, l'un des premiers verrous à lever est celui de la connaissance de leur impact sur la santé humaine à travers l'ingestion.

Dès 2020, la Commission européenne s'est emparée de la question en finançant 5 projets de recherche focalisés sur différentes fenêtres de vulnérabilité comme la période de l'enfance, les pathologies, notamment respiratoires, le développement de méthodes d'analyse et l'évaluation des impacts en termes de toxicité et d'immunotoxicité. Ces projets sont regroupés autour d'un *cluster* qui permet aux scientifiques de travailler ensemble pour lever les différents verrous, à commencer par les outils analytiques permettant de détecter, de quantifier et de caractériser les particules plastiques, la mesure de l'exposition interne, que ce soit dans les fluides ou les tissus biologiques, et les différents types de plastiques particuliers auxquels les humains sont exposés.

Les recherches portent également sur la capacité de certains plastiques particuliers à traverser les barrières biologiques, notamment la barrière intestinale, sur les interactions bidirectionnelles entre ce plastique particulier et les fluides digestifs lors d'un processus de digestion gastro-intestinal ainsi que sur l'absorption, la distribution dans l'organisme, l'éventuelle métabolisation et l'excrétion de ces plastiques.

D'autres questions sont posées en termes d'effets doses-dépendants et d'effets à long terme dans des conditions réelles d'exposition, à travers des études de cohorte. Avec les plastiques, des substances chimiques mais aussi des contaminants vont être absorbés, avec un effet « cheval de Troie ». Nous avons besoin de davantage de recherche sur ce sujet. Se pose également la question du rôle de la couronne biomoléculaire, ou *biocorona*, qui se constitue quand les plastiques particuliers entrent dans l'organisme. Cette couronne biomoléculaire peut avoir un impact sur l'absorption et la toxicité.

Lorsqu'on parle de risque, on parle de danger mais aussi d'exposition humaine, et nous manquons également de connaissances dans ce domaine. Une étude sur l'ingestion de l'équivalent d'une carte de crédit avait fait grand bruit en 2019, évaluant l'absorption de plastiques à 5 grammes par semaine. J'ai représenté sur une frise les études convergentes ou divergentes depuis cette date. En 2022, un collègue scientifique estimait qu'il faudrait 23 000 ans pour ingérer l'équivalent d'une carte de crédit. Une autre étude concluait à une exposition plus limitée, de 4 microgrammes par semaine, soit un million de fois moindre. Une étude très récente, réalisée à l'échelle de 109 pays, industrialisés et en développement, montre une exposition relativement limitée – en milligrammes par jour – dans la plupart des pays, mais une forte exposition dans les pays d'Asie du Sud-Est, de 500 milligrammes par jour, en raison essentiellement de la consommation de fruits de mer.

En l'état actuel des connaissances, des incertitudes persistent quant à l'exposition humaine, liées aux sources des données et aux méthodes d'estimation.

Lorsque nous sommes exposés, par notre alimentation, à ces plastiques particuliers, quelles sont les conséquences sur notre barrière intestinale ? Celle-ci est constituée de différents acteurs : l'épithélium intestinal qui maintient la protection intestinale de notre organisme, le mucus – gel qui tapisse notre intestin – et le microbiote. Est-ce que l'accumulation des plastiques particuliers génère une inflammation ? Les effets sont variables en fonction de la durée d'exposition et des doses avec lesquelles on va travailler sur des modèles *in vitro* ou *in vivo* chez le rongeur.

Dans la littérature scientifique, l'essentiel des travaux est mené sur des particules commerciales, sphériques et essentiellement en polystyrène, ce qui ne correspond pas à ce qu'on trouve réellement dans l'environnement. Les conditions expérimentales sont souvent peu réalistes, avec notamment des doses très élevées.

Les microplastiques issus de plastiques biodégradables sont-ils une solution ? Les études sont rares et très récentes. Il y en a une *in vitro* sur les microplastiques d'acide polylactique (PLA), une sur ceux en polycaprolactone (PCL), dans un modèle qui mime un écosystème digestif humain. Il peut y avoir ou non des modulations de microbiote intestinal en fonction des conditions d'exposition. Chez le rongeur, une seule étude préclinique a été menée sur des microplastiques de PLA, qui montre que les enzymes digestives réalisent une hydrolyse de ces microplastiques pour former de plus petites particules ; des nanoplastiques ou des oligomères peuvent donc s'accumuler et provoquer une inflammation aiguë.

Les études sont souvent réalisées sur des populations saines, mais il convient aussi de s'interroger sur les populations à risque. Les patients atteints de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (MICI) - maladie de Crohn ou rectocolite hémorragique - ont davantage de microplastiques dans leurs selles que les volontaires sains.

Il y a aussi plus de microplastiques PET (polyéthylène téréphtalate) dans les selles des enfants que dans les selles des adultes, mais aucune différence en ce qui concerne la teneur en polycarbonate, autre type de polymère.

Au sein de notre laboratoire, nous menons des travaux avec différents partenaires pour comprendre l'impact des plastiques sur la sphère digestive. Nous avons travaillé dans un continuum *in vitro-in vivo* sur deux fenêtres sensibles. D'abord, sur des enfants âgés de 6 mois à 3 ans : nous avons inoculé leurs selles dans des digesteurs mimant l'écosystème digestif humain. Ensuite, chez la souris, nous nous sommes intéressés au stress nutritionnel avec un régime occidental « western » - composé de gras et de sucre. Nous avons regardé l'effet sur le microbiote intestinal.

Le microbiote intestinal est l'ensemble des micro-organismes hébergés dans notre intestin : bactéries, champignons, virus, archées... Ce microbiote évolue tout au long de la vie. Parfois, il peut être modifié et atteint de dysbiose, qui peut entraîner une maladie. Ce microbiote a de nombreuses fonctions positives dans le tractus gastro-intestinal. Il aide à la fermentation de substrats pour produire des produits intéressants pour notre santé, synthétiser des vitamines, participer à la maturation de l'épithélium et du système immunitaire et constituer une barrière contre les pathogènes. Dans notre étude, on observe chez l'enfant une diminution du butyrate, un acide gras à chaîne courte (AGCC) très bénéfique. Il y a aussi des changements à la fois chez l'adulte et l'enfant avec l'émergence de certaines bactéries, des pathobiontes.

En cas de régime « western », on observe une diminution des AGCC chez la souris, ce qui peut être négatif pour notre santé. La teneur en propionate, un AGCC bénéfique, diminue également après exposition aux microplastiques. Avec un régime occidental, on observe une perte de bactéries bénéfiques et une augmentation de bactéries délétères. L'administration de microplastiques aux rongeurs produit des effets essentiellement sous un régime occidental.

Nos études permettent, au travers de ce continuum *in vitro-in vivo* de mieux appréhender les dangers de l'exposition orale aux microplastiques. Les signatures que nous explorons sur des populations saines peuvent évoluer sur des populations à risque.

Il est nécessaire d'avoir une interface entre la toxicologie et la chimie. En matière de toxicologie et de physiologie, nous essayons de construire des modèles *in vitro* qui miment mieux l'écosystème intestinal humain. Il faut également étudier les communications entre les organes, parce que l'intestin est à l'interface avec le foie et le cerveau.

Nous devons en particulier étudier l'enfance et le régime occidental. Nous sommes soumis à un exposome, qui va moduler l'impact potentiel des plastiques particuliers. Nous devons aussi mener des études épidémiologiques chez l'humain pour essayer de faire le pont entre la recherche préclinique et la recherche clinique. En chimie, il est nécessaire de disposer de méthodes analytiques fiables, avec des petites particules, et d'utiliser des plastiques représentatifs de l'exposition.

Lors du congrès Micro 2024 en septembre dernier ont été présentés des travaux canadiens menés par le Centre international de référence sur l'analyse du cycle de vie et la transition durable (CIRAIG) et Polytechnique Montréal. Ils visent à mesurer l'impact des plastiques particuliers, micro- et nanoplastiques, chez le rongeur, dans le cadre d'analyses de cycle de vie afin de prédire l'impact en durée de vie perdue chez l'humain.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Merci. Je vais maintenant donner la parole à Sonja Boland, ingénieure de recherche à l'Université Paris Cité.

Mme Sonja Boland, ingénieure de recherche à l'Université Paris Cité. – J'évoquerai l'effet des micro- et nanoplastiques inhalés sur la santé. De nombreuses études ont déjà montré que l'air que nous inhalons contient des microplastiques. Ils sont plus nombreux en milieu urbain que rural. En région parisienne, 3 à 10 tonnes de plastique seraient déposées par an, majoritairement des fibres, dont 30 % sont synthétiques. Dans l'air intérieur, on trouve encore plus de particules, majoritairement des fibres. Une étude a même montré que des écoliers seraient plus exposés à des fibres que des travailleurs de bureau.

Nous inhalons chacun jusqu'à 30 millions de particules de plastique par an. L'inhalation est au moins aussi importante que l'ingestion.

Les origines des microplastiques sont très diverses et dépendent beaucoup de la localisation. En plus des sources de proximité (bâches agricoles, épandage de boues de stations d'épuration, débris de pneus, fibres textiles, etc.), on constate un transport troposphérique : des particules rejetées par les embruns peuvent être transportées dans l'air. Tous les plastiques déversés dans les océans peuvent nous revenir *via* l'air. Il en est de même pour les décharges mal gérées ou sauvages : tous les plastiques émis, que ce soit au niveau local ou sur d'autres continents, risquent de nous revenir.

Je vais vous résumer l'impact des plastiques sur le fonctionnement de l'appareil respiratoire, en fonction de la taille des particules, afin que vous compreniez les enjeux des plastiques inhalés. La taille détermine jusqu'à quel niveau les particules peuvent pénétrer l'appareil respiratoire. Les particules les plus grosses, supérieures à 10 micromètres, ne peuvent pas dépasser le nasopharynx. Seules les particules respirables les plus fines, inférieures à 2,5 micromètres, peuvent atteindre les alvéoles. Les fibres sont respirables si leur diamètre est inférieur à 2,5 micromètres. L'appareil respiratoire est pourvu de mécanismes d'élimination. La clairance mucociliaire permet d'éliminer les particules qui se déposent sur du mucus qui va être transporté, grâce au battement coordonné des cellules ciliées vers la bouche, pour être expectorées ou avalées. Au niveau alvéolaire, les macrophages vont ingérer ces particules. Néanmoins, ces particules peuvent entrer dans l'organisme puisque les macrophages vont migrer vers les ganglions et la circulation lymphatique, ou bien remonter par la clairance mucociliaire pour être déglutis et atteindre l'appareil gastro-intestinal. Les nanoparticules peuvent déjouer les mécanismes de clairance, traverser l'épithélium et entrer dans la circulation sanguine pour atteindre les organes secondaires. Certaines nanoparticules peuvent remonter les nerfs, par exemple les nerfs olfactifs, et atteindre le cerveau.

Le poumon, organe très irrigué, peut être touché par les particules présentes dans le sang. Plusieurs études démontrent la présence de ces particules dans les tissus et les sécrétions humaines. Elles sont présentes à tous les niveaux de l'appareil respiratoire, avec plus de fibres que de fragments, et très rarement des films. Par contre, on ne sait pas encore détecter les nanoparticules, probablement très importantes, dans cet organe. Les fibres ont une longueur moyenne de 40 à 300 micromètres. On a détecté plusieurs types de polymères, mais leur fréquence varie selon les études. On trouve plus de particules chez les personnes qui travaillent à l'intérieur que chez celles travaillant en extérieur, et chez les fumeurs que chez les non-fumeurs. La quantité de plastique dans le poumon augmente avec l'âge, ce qui suggère que les particules persistent dans l'organisme sans être éliminées.

Concernant la toxicité de ces particules inhalées, des études cliniques – les premières datent de 1970 dans l'industrie du flochage – montrent que les travailleurs des industries plastiques développent des maladies professionnelles. Certains travailleurs ont développé des altérations de la fonction pulmonaire, un essoufflement, de l'inflammation, de la fibrose et même pour certains des cancers du poumon. Il en est de même dans l'industrie du textile et celle du PVC. Une augmentation du cancer de l'estomac peut être due à la déglutition des particules inhalées. Ces toxicités sont liées aux particules, mais on ne peut exclure un effet des additifs, des contaminants et des monomères, surtout pour le polyvinyle et le styrène.

Dans l'industrie du polystyrène, ce sont surtout les monomères à la base des plastiques qui induisent ces pathologies car ils sont connus pour être très toxiques et cancérogènes. Des polymères naturels peuvent aussi avoir des effets sur le poumon, sans qu'on sache quels sont les seuils de concentration pouvant induire ces pathologies. Mais si on ne régule pas la production de plastiques, leur concentration dans l'air va fortement augmenter.

D'autres études ont montré une corrélation entre des pathologies respiratoires et des plastiques présents dans le poumon. Il y a plus de particules et de fibres présentes dans les tumeurs que dans les tissus normaux. On observe aussi des changements dans la composition des plastiques.

On constate un lien entre la présence de microplastiques et une altération de la fonction pulmonaire. On détecte plus de plastiques dans le corps des personnes ayant des rhinites allergiques. Les paramètres sanguins sont également modifiés lorsque des plastiques sont détectés dans le poumon. Nous avons besoin de davantage d'études, au-delà de ces cas spécifiques. Nous devons aussi étudier si ces changements sont dus à la présence de plastique ou si d'autres conditions favorisent le dépôt de ces particules. La toxicité des particules de plastique a été confirmée par des études expérimentales. Il faudrait plus d'études avec des particules plus représentatives de ce qu'on inhale réellement, mais on peut dire que différents types de polymères peuvent entrer dans les cellules et traverser la barrière épithéliale, provoquant des effets pro-inflammatoires et pro-fibrosants.

Cependant, les résultats sur la toxicité sont assez variables car les doses sont souvent très élevées dans les études et peu représentatives.

Ces effets dépendent aussi des caractéristiques physico-chimiques des particules. Leur forme importe également ; certaines fibres peuvent induire une phagocytose frustrée : lorsqu'elles sont trop grandes, les macrophages n'arrivent pas totalement à les ingérer. Cela peut provoquer une inflammation persistante. Mais on ne sait pas du tout si les fibres de plastique provoquent les mêmes phénomènes que l'amiante par exemple.

Les plastiques peuvent aussi interagir avec des bactéries et des virus. La présence de plastique dans le poumon est corrélée avec une croissance de bactéries pathogènes pulmonaires. Il y a aussi une modification du microbiote. On observe un changement dans la composition de la flore pulmonaire, et la présence de plastique peut faciliter le transfert de gènes, notamment une résistance aux antibiotiques. Les particules peuvent aussi interagir avec des protéines virales, ce qui pourrait faciliter l'infection des cellules. Dans notre laboratoire, nous avons montré une diminution de la défense antivirale lorsqu'on prétraite les cellules avec des particules atmosphériques de la région parisienne qui peuvent contenir des plastiques. Nous avons également constaté une diminution de la production d'interférons en présence de particules de polystyrène.

Je vais achever cette présentation en évoquant l'interaction entre les polluants et les plastiques, sujet qui sera développé dans la seconde table ronde. Nos recherches actuelles montrent que si l'on expose les cellules à des particules de plastique contaminées par le benzopyrène, qui est un hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP) très toxique et un polluant majeur de l'air, il y a induction du même marqueur que le benzopyrène seul. Cela veut dire que le benzopyrène est biodisponible dans les cellules. Plus important, avec des particules recouvertes de ce polluant, il y a une induction d'une réponse pro-inflammatoire, alors que le benzopyrène seul et les plastiques seuls n'induisent pas cet effet. Nous nous penchons maintenant sur les mécanismes responsables de cet effet très spécifique des particules de benzopyrène en combinaison avec des plastiques.

Il est indéniable que les plastiques sont présents dans l'appareil respiratoire et y persistent. Ils passent probablement dans d'autres organes, comme cela a été observé avec d'autres nanoparticules. Les effets toxiques ont été démontrés avec des études cliniques et expérimentales. Il nous faudrait plus d'études, des cohortes plus importantes, des études expérimentales avec exposition plutôt chronique et à faibles doses et des particules plus représentatives de ce que nous inhalons, afin d'asseoir ces données, notamment en ce qui concerne les polymères non synthétiques et les fibres. Il a été démontré que les plastiques jouent un rôle de vecteur, de « cheval de Troie ». Nous devons désormais comprendre les mécanismes et les effets cocktail des interactions des plastiques avec d'autres polluants.

M. Stéphane Piednoir, sénateur, président de l'Office. – Merci pour vos interventions. Vos propos ne nous rassurent pas particulièrement... Nous comprenons qu'il y a différentes sources d'absorption des plastiques, sous différentes formes.

Mme Dominique Voynet, députée. – Au-delà de l'exposition par l'alimentation et par inhalation, il existe une voie plus directe en circuit médical avec les tubulures de perfusion ou de transfusion et les circuits de dialyse, qui durent plusieurs heures, parfois plusieurs fois par semaine. Des études existent-elles sur ce sujet, ou sont-elles planifiées ?

En sus du mécanisme inflammatoire, n'y a-t-il pas aussi un effet mécanique par colmatage, notamment des glomérules rénaux ou des capillaires sanguins ?

Pouvez-vous nous en dire plus sur la métrologie ? Comment mesure-t-on ces particules ? Souvent, on ne trouve que ce que l'on cherche et ce qu'on sait chercher.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Je relève deux éléments contradictoires : d'un côté, un certain nombre de résultats scientifiques montrent que des microplastiques sont présents dans l'organisme, avec certaines conséquences. Et de l'autre, il y a un besoin de normaliser ce qu'on regarde, les méthodes d'analyse, qui ont des limites. Que fait-on à partir de cela ?

Les plastiques sont présents, mais quel est leur impact ? Je m'interroge sur la notion de *biocorona*. Les plastiques ont-ils des conséquences sur les réactions immunitaires, le stress oxydatif, les inflammations, voire la division cellulaire ? Faut-il agir ? Que devons-nous faire, vous chercheurs, nous parlementaires ? Comment mobiliser le principe de précaution dans une telle situation ?

M. Pierre Henriet, député, premier vice-président de l'Office. – Merci pour cette présentation exhaustive. Madame Mercier-Bonin, vous avez évoqué une compilation d'études internationales. L'exposition humaine aux plastiques a-t-elle une intensité variable selon les régions du monde ? Cela permettrait de mieux comprendre les voies d'exposition aux plastiques.

L'eau potable est une source d'exposition importante, directe ou indirecte. Y a-t-il des études sur l'impact sanitaire en fonction des systèmes de traitement des eaux usées ? Maîtrise-t-on le filtrage d'un certain nombre de microplastiques pour éviter l'exposition humaine ?

M. Guillaume Duflos. – Des études ont été réalisées sur l'utilisation des plastiques médicaux à usage unique tels que les perfusions, les équipements et les matériels de bloc opératoire. Elles ont montré qu'on peut en retrouver chez les patients. Ne suivant pas du tout ce domaine, je ne peux pas vous répondre sur les actions mises en œuvre par les professionnels. Les chercheurs s'intéressent surtout à l'alimentation car dans le cas des produits médicaux, le bénéfice est beaucoup plus important que le risque encouru, qui n'est pour l'instant pas avéré pour les plastiques. Votre question est très juste, mais nous n'avons pas de réponse pour le moment.

Mme Muriel Mercier-Bonin. – Je peux donner des éléments sur la sphère digestive concernant les risques de blocage et d'abrasion. Un microplastique de taille importante qui ne peut franchir une barrière mais qui va transiter dans son voisinage peut générer des phénomènes abrasifs, par exemple sur les zones non couvertes par le mucus – celui-ci n'est pas présent dans tout le tube digestif. Cette abrasion peut provoquer des inflammations.

Mme Sonja Boland. – Nous avons observé cela sur l'appareil respiratoire avec d'autres particules. Cela donne un effet d'*overload* : tous les mécanismes de clairance sont dépassés. Des études cliniques montrent néanmoins qu'on peut avoir quelques particules et des changements dans la physiologie sans qu'il y ait un effet de surcharge important – on observe un tel effet plutôt dans certains milieux professionnels où les travailleurs sont exposés à de très fortes doses et où les systèmes de protection sont complètement dépassés. L'effet inflammatoire peut être provoqué en cas de surcharge des organes avec du plastique.

En matière de respiration, l'entrée des particules est directe, cela peut conduire à des inflammations, contrairement au sang dans lequel toutes les particules ne peuvent pas entrer.

Une question portait sur la nécessité ou non d'agir ; on ne peut pas trop attendre pour agir et limiter le rejet de plastique dans l'environnement. Les études cliniques sont documentées sur l'exposition des travailleurs, et inquiétantes sur ce à quoi on expose les générations futures. Rien ne se crée, mais rien ne se perd non plus : toutes les particules créées seront dégradées puis inhalées ou ingérées par les humains...

M. Guillaume Duflos. – Les chercheurs se sont interrogés longuement sur la métrologie : quelle taille de particules étudier, quelle forme, etc. Lorsqu'on fait un suivi dans l'environnement, les analyses de microplastiques sont très chronophages, notamment lorsqu'on s'intéresse à des particules de très petite taille.

L'important est de savoir quel type d'informations on souhaite donner, afin d'adapter nos protocoles et nos modes opératoires aux besoins et aux informations qu'on souhaite transmettre. Ainsi, la caractérisation de la toxicité n'exige pas les mêmes méthodes que le suivi d'un cours d'eau et l'accumulation des plastiques dans le temps par exemple.

La métrologie est un sujet crucial : nous devons savoir quelle ambition analytique, quelle force de frappe mobiliser en fonction de l'information à produire. Nous échangeons actuellement avec des services comme la direction générale de la santé pour savoir quels suivis mener.

Il a été ajouté, dans la directive Eau, la nécessité de suivre les microplastiques, mais sans préciser lesquels : les petits, les moyens, les gros ? Ce n'est pas la même ambition métrologique selon les tailles.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Nous voyons bien les incertitudes, malgré le constat de l'existence des microplastiques et de la nécessité d'agir. Votre appel à un effort de recherche supplémentaire pourrait être utilisé par ceux qui ne veulent rien changer. Dans les négociations internationales, certains veulent réguler, d'autres ne veulent rien faire au prétexte que tout ne serait pas encore démontré et ils souhaitent dès lors continuer à produire des plastiques selon la trajectoire montrée en introduction par Fabienne Lagarde. Comment donc mobiliser le principe de précaution sur ces sujets pour agir même si toutes les démonstrations ne sont pas au rendez-vous ?

M. Guillaume Duflos. – Le traité va dans le sens du principe de précaution, puisqu'il prévoit la diminution de la production de plastiques.

Le premier principe de précaution pour les scientifiques, c'est de diminuer le nombre des formulations de plastique : pour un même objet, quel est l'intérêt d'avoir deux formulations plastiques alors que cela nous demande, à nous scientifiques, un effort analytique immense ? Il existe 16 000 additifs différents. Je vous laisse calculer le nombre de combinaisons possibles. Il faudrait obtenir des fabricants qu'ils limitent les combinaisons possibles, pour nous faciliter les analyses ensuite.

Mme Muriel Mercier-Bonin. – Je souhaite rebondir sur la nécessité d’agir. On pourrait avoir une approche par la maîtrise du danger, sans attendre de savoir ce à quoi on est exposé. Ce que j’ai présenté montre que, malgré la jeunesse de la thématique et les limites identifiées, il y a des dangers associés à l’exposition orale et à l’inhalation de plastiques. Les dangers existent, donc raisonnons par cette approche d’évaluation du danger, sans attendre de savoir quels sont les risques, car cela pourrait prendre beaucoup de temps du fait de la complexité des formulations.

Que faire ? Il faut se fédérer, décloisonner et arriver à travailler ensemble dans ces interfaces disciplinaires entre communautés scientifiques, et entre scientifiques et politiques.

Pour répondre à la question sur les différences d’exposition au niveau mondial, j’ai mentionné cinq projets européens qui ont démarré en 2020, pour quatre ans. Pour l’instant, il n’y a pas encore de publication montrant une variabilité liée à l’exposition selon les zones géographiques.

L’étude de 2024 sur l’ingestion et l’inhalation dans 109 pays montre une cartographie hétérogène. En France, on mesure un taux de 60 milligrammes par jour, contre 500 milligrammes par jour en Asie du Sud-Est en raison de la consommation de fruits de mer. En fonction des habitudes, selon que l’on est jeune ou plus âgé, selon que l’on adopte un régime alimentaire sain ou plus occidentalisé, les effets peuvent être différents. Ce sont donc des paramètres à prendre en compte dans la notion d’exposome.

Mme Fabienne Lagarde. – Sur la mise en œuvre du principe de précaution, ce sont les quantités qui doivent nous alerter. Chaque être humain, en 2024, contient du plastique dans tous les organes de son corps. Ce n’était pas le cas dans les années 2000 ou dans les années 1990 et ce sera pire pour les enfants en 2040, qui seront encore plus exposés. Ce qui est certain, c’est qu’il y a une corrélation directe entre les quantités de plastiques mises sur le marché, leur quantité dans l’environnement et leur quantité dans le corps humain.

Mme Sonja Boland. – Pour compléter, le fait que la quantité de plastiques dans le corps augmente avec l’âge montre que le corps n’arrive pas à les éliminer. Forcément, cela aura des conséquences.

Les problèmes respiratoires sont surtout dus à l’air intérieur. Dans les transports en commun, le problème vient des fibres textiles. Les différences sont davantage un problème entre ville et campagne qu’entre pays, même si cela reste à étudier.

Mme Martine Berthet, sénatrice. – Vous indiquez la nécessité de travailler sur la méthodologie et l’expérimentation. Vous avez évoqué les normes françaises et européennes. Travaillez-vous aussi avec les Anglo-saxons sur ces mêmes sujets ?

Monsieur Duflos, la plasticose est-elle une nouvelle maladie humaine reconnue par l'Académie de médecine, ou est-ce la façon de nommer une contamination du corps humain ?

M. Daniel Salmon, sénateur. – Merci pour votre présentation. Nous mesurons toute la complexité de votre tâche car c'est un nouveau secteur de la science qu'il faut appréhender.

Je reviens sur le principe de précaution. On se précipite pour inventer de nouvelles molécules, qu'on a ensuite du mal à suivre. C'est très chronophage. Le principe de précaution demanderait d'étudier toutes les molécules avant leur mise sur le marché. C'était ce que prévoyait le programme européen Reach (Enregistrement, évaluation, autorisation et restriction des substances chimiques), qui a été bien abîmé.

Je constate que les bioplastiques se développent, comme les PLA, qui ne sont biodégradables que sur le papier : ils peuvent se dégrader en mode industriel mais jamais dans un composteur. Quelles sont les études réalisées sur ces « ersatz » de plastiques, qui sont l'œuvre de la chimie, avec des molécules qui sont issues de la biomasse mais réagissent comme des plastiques, par exemple des sachets de thé en PLA ? Est-ce vraiment la solution ? Cela m'inquiète beaucoup.

Quelle est l'indépendance de la recherche et de ses financements, à un moment où l'Inrae et l'Anses sont attaqués, au nom de notre sacro-sainte compétitivité, avec un haro sur la norme ? Il s'agit d'inquiétudes qui relèvent de la sphère du politique, mais on est également là pour faire de la politique.

M. Arnaud Saint-Martin, député. – Merci pour cet exposé précieux qui permet de voir à quel point cette exposition est massive. Elle est dans les corps. C'est assez terrifiant. Sociologue, je m'interroge sur les concepts que vous utilisez. Ce n'est plus une exposition mais une consommation, une accoutumance au plastique dès le plus jeune âge : biberons, tétines, jouets en plastique, etc. Nos pratiques culturelles sont plastifiées. On peut même s'interroger sur le concept d'une source exogène qui va avoir des effets sur la santé humaine !

Jusqu'à quel point intégrez-vous les sciences humaines et sociales et les chercheurs travaillant sur la civilisation plastique dans ces dispositifs interdisciplinaires ? C'est un pas qu'il faut faire, et je ne doute pas que vous le faites, car ceci permettrait d'approfondir le travail de l'objectivation qui doit passer par l'étude des pratiques culturelles et de cette accommodation à la vie plastique.

M. Gérard Leseul, député, vice-président de l'Office. – Votre propos était clair sur les risques de toxicité des bioplastiques. Faites-vous des distinctions entre les bioplastiques, notamment ceux issus des algues ?

M. Guillaume Duflos. – La plasticose est un terme utilisé pour les oiseaux marins uniquement.

Concernant la collaboration internationale, le colloque Micro 2024 a réuni tous les scientifiques internationaux travaillant sur les microplastiques. Nous travaillons donc bien évidemment en collaboration avec nos collègues étrangers.

À l'échelle nationale, nous disposons d'un outil très important : un groupement de recherche (GDR) transdisciplinaire soutenu par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le GDR « Plastique, environnement et santé ». Il regroupe tous les scientifiques français, organise des échanges réguliers, des conférences mensuelles et son propre colloque. Nous avons fait un déplacement aux États-Unis et nos collègues américains ont été très intéressés par cette structuration en réseau qu'ils n'ont pas.

Mme Fabienne Lagarde. – Il existe un autre GDR, « Déchets, valeurs et société », plus axé sur les sciences humaines. Nous avons organisé il y a deux jours une journée de mise en commun des travaux, pour relier les visions des sciences « dures » et des sciences humaines et sociales.

Mme Muriel Mercier-Bonin. – Actuellement est menée une expertise scientifique collective Inrae-CNRS sur l'usage des plastiques en agriculture et pour l'alimentation, son impact sur l'ensemble des écosystèmes et sur les organismes vivants. Elle se situe à l'interface entre nos deux communautés. Une synthèse est en cours pour illustrer ce volet très attendu : comment est-on arrivé à cette société plastique, avec ce système socio-technique, avec ses principaux acteurs ? Vous avez utilisé le terme d'accoutumance, parfois le terme d'addiction a été utilisé.

En ce qui concerne les impacts des plastiques biosourcés et biodégradables sur le microbiote intestinal humain, ils seront peut-être plus importants car ils se dégradent en plus petites particules. C'est une science très récente, mais j'ai trouvé trois articles montrant qu'ils ne sont pas la solution en matière de santé humaine et de santé digestive.

Mme Sonja Boland. – Il en va de même pour les voies respiratoires. Ce sont les particules les plus fines qui sont les plus toxiques. La toxicité des plastiques vient aussi de leur interaction avec les autres polluants ; les plastiques biosourcés interagissent avec d'autres pathogènes et avec des polluants. Ils ne sont donc pas une solution miracle.

Le mode de financement de nos recherches est tout à fait problématique. Je fais partie d'un projet européen : il se terminera très bientôt et personne ne sait s'il sera reconduit. Lorsque les équipes lauréates changent, il faut presque tout recommencer à zéro – c'est une perte de temps, comme les appels d'offres auxquels il faut répondre. Il faudrait pérenniser les financements pour qu'on puisse travailler plus efficacement.

Mme Marie-France Dignac, directrice de recherche à l'Inrae. – Une précision sur le terme bioplastique, que nous essayons d'éviter parce qu'il apporte beaucoup de confusion. Parmi les bioplastiques, on distingue les plastiques biosourcés, dans lesquels on a remplacé la source fossile par une

source biologique – algues ou autres végétaux –, mais il s’agit des mêmes polymères non biodégradables. On a généralement besoin d’ajouter plus de substances chimiques à ces matériaux de départ pour obtenir les mêmes propriétés que celles des plastiques traditionnels.

Et puis il y a les plastiques dits biodégradables, terme extrêmement mal choisi puisqu’ils ne sont généralement pas biodégradables dans l’environnement : ils le sont uniquement dans des conditions particulières de traitement industriel. Cela n’a donc pas de sens de remplacer un plastique traditionnel par un plastique biodégradable si l’on n’a pas la filière de collecte et de traitement qui va avec. C’est le cas de beaucoup de pays qui remplacent leurs sachets plastiques par des sachets en biodégradable, mais qui continuent à tout envoyer en décharge ou en enfouissement.

On le voit, il est nécessaire de clarifier ces différents concepts, d’autant plus que de nombreuses études en écotoxicité démontrent que ces plastiques biosourcés ou dits biodégradables ont les mêmes effets, voire des effets plus importants sur la toxicité environnementale.

M. Stéphane Piednoir, sénateur, président de l’Office. – Je vous remercie. N’oublions pas cependant que le plastique a aussi contribué à l’amélioration de la santé humaine. C’est l’abus de son usage, l’absurdité de certains emballages qui pose problème. Les conditions sanitaires sont malgré tout meilleures qu’avant son arrivée. À un usage modéré, il reste un allié.

Nous passons à la table ronde suivante, consacrée aux effets sur l’être humain des substances chimiques associées aux plastiques.

SECONDE TABLE RONDE

EFFETS SUR L’HUMAIN DES SUBSTANCES CHIMIQUES ASSOCIÉES AUX PLASTIQUES

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Le premier intervenant de cette seconde table ronde est Martin Wagner, qui nous parle en téléconférence depuis Trondheim en Norvège.

M. Martin Wagner, chercheur à l’université norvégienne de sciences et de technologie de Trondheim. – Ma présentation porte sur l’état de la recherche scientifique sur les produits chimiques liés aux plastiques. Je vous ferai part des conclusions d’un rapport récent sur l’identification et la prise en compte des substances chimiques préoccupantes liées au plastique. Comme l’a dit Fabienne Lagarde tout à l’heure, la production du plastique fait intervenir de très nombreux produits chimiques à ses différents stades. Cela commence avec l’extraction des matières premières (à 95% des ressources fossiles) en passant par les précurseurs chimiques qui sont convertis en matériaux, puis en produits plastiques. Ces derniers sont utilisés et finissent un jour en déchets à la fin du cycle de vie. Les substances chimiques sont donc présentes tout au long du cycle de vie des plastiques.

Il y a quatre groupes de produits chimiques liés aux plastiques : les substances de départ, à savoir les monomères et les catalyseurs ; les additifs ajoutés à ces produits pour qu'ils soient fonctionnels – pour leur donner de la souplesse, pour les protéger des rayons UV ou leur donner des couleurs ; les auxiliaires de fabrication qui facilitent la production des matériaux et des produits plastiques ; et pendant tout le cycle de vie des plastiques, ce qu'on appelle les substances chimiques ajoutées non intentionnellement (NIAS – *Non-Intentionally Added Substances*) qui sont créées au sein des matériaux ou des produits plastiques. Il s'agit d'impuretés provenant de toutes sortes de substances chimiques. Les composés utilisés ne sont pas de grade pharmaceutique. Par conséquent, il y a beaucoup d'impuretés dans les substances chimiques, mais également des produits dérivés qui se forment pendant la fabrication des plastiques et des produits de dégradation qui apparaissent au cours de l'utilisation des plastiques ou au moment de leur fin de vie.

Pourquoi doit-on attacher de l'importance à ces produits chimiques ? La plupart d'entre eux ne sont pas liés chimiquement aux matériaux ou produits plastiques et peuvent être rejetés tout au long du cycle de vie des plastiques dans l'environnement et le contaminer, mais également être relargués dans ce qu'on peut appeler l'environnement humain, notamment les aliments, l'eau et l'air. Des études scientifiques ont montré que ces substances chimiques ont des effets nocifs sur la santé humaine.

Une étude récente s'est intéressée à un petit nombre de substances chimiques bien connues – le bisphénol A, les phtalates, les PFAS qu'on appelle les polluants éternels, les PBDE (diphényléthers polybromés) que l'on trouve par exemple dans les retardateurs de flammes. Je cite cette étude car elle montre que les coûts engendrés par ces substances en matière de santé humaine s'élèvent chaque année pour les seuls États-Unis à 250 milliards de dollars, soit 1 % du PIB des États-Unis. L'impact sanitaire de ce petit nombre de substances chimiques, bien connues et liées aux plastiques, est donc très significatif. À cet égard, je voudrais souligner que c'est la population qui subit les effets et les coûts liés à ces substances chimiques et non leurs producteurs.

En ce qui concerne l'état de la science sur les substances chimiques liées aux plastiques, les preuves scientifiques sont désormais nombreuses, mais elles sont très fragmentées et éparpillées. Notre travail a consisté à les rassembler et à les consolider. À l'aide d'informations scientifiques du domaine public, nous avons construit la base de données PlastChem dans laquelle nous avons identifié et recensé plus de 16 000 produits chimiques liés aux plastiques – ce qui vous donne une idée de la complexité des produits plastiques, mais également du nombre élevé de substances chimiques utilisées pour les fabriquer.

Dans la perspective d'un traité international sur les plastiques, nous nous sommes posé une autre question : lesquels de ces produits chimiques sont particulièrement préoccupants pour la santé humaine et l'environnement ? En adoptant une approche reposant sur la dangerosité de ces produits, nous avons recueilli des données issues des agences gouvernementales et classé les substances chimiques préoccupantes selon quatre critères : leur caractère persistant (substances chimiques qui ne se dégradent pas facilement dans l'environnement) ; leur capacité de bioaccumulation (substances chimiques qui s'accumulent dans le corps humain ou dans d'autres organismes) ; leur mobilité (substances chimiques qui se répandent facilement dans l'environnement ainsi que dans l'eau potable) ; leur toxicité (substances chimiques nocives pour la santé humaine). Nous avons constaté que plus de 4 000 produits chimiques sur les 16 000 recensés, soit un quart d'entre eux, pouvaient être classés comme dangereux.

Je voudrais faire quelques observations complémentaires. Il y a très peu de produits chimiques dont la non-dangerosité a été prouvée. Seuls 161 ont été classés comme tels par les gouvernements, mais ceci est lié au fait que les données sont incomplètes ou que les substances n'ont pas été évaluées selon la totalité des critères : d'un point de vue scientifique, on ne peut donc pas les considérer comme sûrs.

Ce qui est plus frappant encore est que l'on ne dispose d'aucune donnée sur la dangerosité d'environ 10 000 produits chimiques présents dans les plastiques. D'un point de vue scientifique, on ne peut donc pas dire si ces produits chimiques sont sûrs ou dangereux.

Concernant les 4 000 substances chimiques jugées préoccupantes, il existe des preuves scientifiques de leur toxicité pour l'environnement, en particulier l'environnement aquatique, mais également pour la santé humaine. Il existe de nombreuses études montrant la toxicité de ces substances chimiques pour certains organes, tels que le foie, ainsi que leur caractère cancérogène, mutagène ou reprotoxique. Certaines substances chimiques sont des perturbateurs endocriniens. On trouve en revanche moins d'informations sur la persistance de ces produits chimiques, leur bioaccumulation ou leur mobilité, en raison d'un déséquilibre dans les critères retenus par les évaluations gouvernementales.

Seulement 6 % de ces substances chimiques préoccupantes font l'objet d'une réglementation au niveau international, dans le cadre de la convention de Bâle, de la convention de Stockholm, ou du protocole de Montréal. Autant dire qu'il n'existe pas de réglementation internationale des substances chimiques préoccupantes.

Comment les décideurs politiques peuvent-ils faire face à autant de produits chimiques et que faudrait-il faire à l'égard des substances chimiques préoccupantes ? Nous avons proposé une approche fondée sur des listes de substances chimiques. J'ai expliqué que 980 d'entre elles faisaient déjà l'objet d'une réglementation au niveau international. En revanche, nous avons constaté que pour plus de 10 000 produits chimiques, il n'existe pas de données. Ceux-ci devraient être évalués en priorité. Pour ceux qui font l'objet d'une classification en fonction de leur dangerosité, nous proposons quatre listes. La plus notable est la liste rouge qui comporte 3 651 substances chimiques préoccupantes pouvant être utilisées dans les plastiques : elles méritent une attention toute particulière et doivent faire l'objet d'une réglementation au niveau international et au niveau national. Bien sûr, réglementer 3 651 substances est un énorme travail. Pour faciliter la tâche des décideurs politiques, nous proposons une approche par groupes de substances chimiques. Concrètement, nous partons du principe que les produits chimiques ayant des structures similaires causent des effets néfastes identiques. Nous avons identifié 15 groupes prioritaires de substances chimiques comme les bisphénols, les phtalates, les PFAS, etc. Nous sommes convaincus qu'une telle approche non seulement permettra de rendre la réglementation plus efficace, mais permettra également d'éviter ce que nous appelons les substitutions « regrettables », qui consistent, pour les fabricants, à modifier quelques éléments des substances chimiques préoccupantes faisant l'objet d'une réglementation afin de pouvoir les commercialiser, alors même qu'elles ont des effets néfastes très similaires.

Pour résumer nos travaux, je rappelle que nous avons trouvé un très grand nombre de substances chimiques – plus de 16 000 – utilisées ou présentes dans les plastiques, dont un quart sont préoccupantes. Nous incitons donc les décideurs politiques à instaurer une réglementation globale et efficace sur ces substances chimiques à partir d'une approche fondée sur leur dangerosité et sur leur regroupement par familles de produits. Les données sont très lacunaires puisqu'il y a 10 000 substances chimiques pour lesquelles nous n'avons pas de données sur leur dangerosité. Par conséquent, nous recommandons de faire la transparence sur les substances chimiques utilisées et sur les produits qui les contiennent. J'ai insisté sur la complexité chimique des plastiques ; il nous faut absolument les simplifier si l'on veut développer des plastiques plus durables et plus sûrs en matière d'impact sur la santé humaine. Il est également important de renforcer les capacités institutionnelles au niveau gouvernemental, mais également au niveau de la recherche et développement, afin de faciliter la production de plastiques plus durables et plus sûrs.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Merci. Je vais maintenant donner la parole à Xavier Coumoul, professeur de toxicologie et de biochimie à l'université Paris Cité, ainsi qu'au professeur Robert Barouki, directeur de l'institut thématique Santé publique et membre du conseil scientifique de l'Office.

M. Xavier Coumoul, professeur de toxicologie et de biochimie à l'université Paris Cité. – La production mondiale de plastique est de plus de 400 millions de tonnes en 2022. C'est un chiffre assez alarmant, d'autant plus qu'il est prévu qu'il augmente à l'avenir. Il y a six catégories de plastiques couramment utilisés, allant du PET (polyéthylène téréphtalate) au polystyrène. Certaines études, qui doivent être confirmées, semblent indiquer que les bouteilles d'eau en plastique contiennent 250 000 particules de plastique par litre, dont 90 % de nanoplastiques. Ces plastiques et ces polymères sont souvent associés à des additifs. Les bisphénols étant des monomères de certains types de plastiques, peut-être peut-on ne pas les considérer comme des additifs au sens propre ; mais ce sont des molécules qui sont incluses dans le polymère ou en surface. Il y a également les PFAS, classés comme polluants éternels.

Comme l'a dit Martin Wagner, il peut y avoir un relargage de ces additifs ou de ces monomères à partir des plastiques. Comme l'a dit Sonja Boland, les plus petites particules posent un problème parce que plus la molécule est petite, plus le rapport surface-volume augmente à masse égale. Selon les tailles, on parle de microplastiques ou de nanoplastiques. Cette fragmentation peut survenir à la suite d'éléments physiques et conduit effectivement à une contamination de l'être humain ou d'autres espèces animales, du fait de contacts cutanés, d'inhalation ou d'ingestion. L'exposition peut être directe, *via* des produits de la vie de tous les jours que l'on utilise, ou indirecte, parce que les micro- et nanoplastiques primaires et secondaires sont présents dans les écosystèmes et peuvent affecter les espèces animales ou végétales que nous consommons. Les produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche peuvent donc être des sources de contamination par ingestion.

Les organes d'absorption sont multiples : poumons, côlon, peau. Une étude de 2022 a mesuré cette exposition en recherchant du polyéthylène téréphtalate, du polyéthylène et du polystyrène, notamment des particules d'une taille supérieure à 700 nanomètres, dans le sang de 22 volontaires sains. La concentration était en moyenne de 1,6 microgramme par millilitre. Cela a conduit à étendre les recherches sur d'autres organes qu'on qualifie de lointains, tels que les testicules, le placenta, le cerveau, avec des chiffres qui semblent être en augmentation entre 2016 et 2024.

Nous disposons aussi de données qui proviennent du rein, avec des effets associés de type inflammatoire, ou du cerveau, avec un chiffre assez inquiétant, de l'ordre de 5 milligrammes par gramme : cela signifie que 0,5 % du poids du cerveau serait formé de plastique. Une étude publiée récemment dans le *New England Journal of Medicine*, journal américain très renommé dans la sphère médicale, a mesuré la quantité de microplastiques prélevés au niveau de la plaque carotidienne sur plus de 300 patients ayant subi une chirurgie carotidienne. Cette étude a montré qu'il existait un risque augmenté 4,53 fois d'infarctus du myocarde, potentiellement d'accident vasculaire cérébral, voire de mort, chez les personnes qui avaient les plus forts taux de micro- et nanoplastiques.

Des études commencent donc à montrer à ce stade des associations – mais pas des liens de causalité – avec des pathologies répandues et particulièrement graves. Mais je laisse la parole à Robert Barouki, qui vous parlera de la réglementation, notamment en ce qui concerne les PFAS et les bisphénols.

M. Robert Barouki, professeur, directeur de l'institut thématique Santé publique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). – La réglementation protège-t-elle assez la population ? Je répondrai à partir de deux cas. Le premier concerne certains perfluorés : il y en a un très grand nombre, 9 000 ou peut-être plus. Les agences réglementaires, notamment européennes et nationales, fixent des valeurs seuils pour certaines substances. Pour les quatre perfluorés les plus importants et qui ont manifesté de manière claire leur toxicité, on a fixé une valeur seuil pour l'absorption, que l'on peut traduire par une valeur seuil du dosage dans le sang et qui s'élève à 6,8 microgrammes par litre de sang. Un grand programme européen a évalué l'ensemble de l'imprégnation des populations européennes et a constaté que 15 % de la population européenne était au-dessus de cette valeur seuil. Cela ne veut pas dire qu'il y a immédiatement un danger, car la valeur seuil est assez protectrice. Mais c'est une alerte. La cible biologique était les effets immunitaires, car les perfluorés réduisent l'efficacité de la vaccination, en particulier chez les enfants. C'est ce test qui a été pris en considération pour calculer la valeur seuil. Avant, il y avait un autre test et la valeur seuil était plus élevée, ce qui donnait l'impression que toute la population était en dessous de cette valeur.

Le cas du bisphénol est encore plus alarmant sur la problématique du calcul de ces valeurs seuils. Je parlerai surtout du bisphénol A. Vous savez qu'il y a des substituts – bisphénol S, bisphénol F entre autres – mais ils ne valent pas beaucoup mieux. Le bisphénol A est notamment un perturbateur endocrinien. Jusqu'à présent, la valeur seuil dans le sang du bisphénol A était de 233 microgrammes par litre, basée sur une cible qui était la toxicité rénale.

Selon l'étude de surveillance européenne sur la présence dans le sang, toute la population était pratiquement en dessous de cette valeur seuil. Tout allait bien, jusqu'à ce qu'on prenne en compte il y a quelques années un nouveau test basé sur la quantité de certaines cellules immunitaires dans la rate. Cela a conduit l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) à fixer une valeur seuil 20 000 fois plus basse, à 0,011 microgramme par litre. Cela change tout : pratiquement toute la population est au-dessus de ce seuil, seulement en changeant la cible et en recalculant la valeur seuil.

Le bisphénol est une affaire française qui est suivie depuis très longtemps. Les perfluorés, en tout cas les quatre qui ont été étudiés, sont connus pour être toxiques. Surtout, il faut retenir l'insuffisance des tests réglementaires traditionnels, puisqu'il a suffi de passer à un autre test pour qu'on modifie les valeurs seuils et qu'on découvre que les populations européennes ne sont pas bien protégées.

Il est donc urgent de revoir la panoplie des tests réalisés et de les moderniser pour qu'on parte de valeurs seuils réelles et qu'on sache si la population est protégée ou non.

M. Xavier Coumoul. – Il faut absolument considérer la question des TH17, car ce sont des lymphocytes qui sont impliqués dans les maladies auto-immunes. Une suractivation des TH17 par rapport aux lymphocytes T régulateurs (Treg), qui sont immunosuppresseurs, peut avoir des conséquences majeures.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Merci. Je vais maintenant donner la parole à Megan Deeney, chercheuse à la *London School of Hygiene and Tropical Medicine*.

Mme Megan Deeney, chercheuse à la *London School of Hygiene and Tropical Medicine*. – La production de substances et produits chimiques synthétiques et leur fuite dans l'environnement atteignent désormais des niveaux qui dépassent la protection offerte par la réglementation et transgressent les limites planétaires. Ainsi, plus de 350 000 produits chimiques sont enregistrés en Europe et en Amérique du Nord, soit en moyenne un produit chimique enregistré toutes les 1,4 minute depuis 2016, et la plupart d'entre eux ne sont pas testés. La pollution chimique liée à ces produits est décelable à 10 000 mètres au fond des océans, dans les glaciers de l'Himalaya, dans notre nourriture et jusqu'au sein même de notre corps. Elle se transmet également à la génération suivante.

Alors que l'industrie chimique mondiale devrait doubler de volume d'ici à 2030, les taux de production actuels dépassent déjà nos capacités de test. Les produits chimiques polluent et posent des problèmes pour la santé humaine tout au long du cycle de vie des plastiques. La production primaire de plastiques est ainsi responsable de quatre fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que le secteur de l'aviation et pas moins de 75 % de ces émissions ont lieu pendant les phases d'extraction des matières premières jusqu'à la production des monomères et des autres produits chimiques. Cela contribue à la morbidité et à la mortalité liées au changement climatique.

Les travailleurs sont particulièrement exposés et l'on trouve des niveaux élevés de produits toxiques dans l'air, dans les sols et dans les aquifères autour des sites de production. Le benzène, par exemple, est associé à un risque accru de cancer parmi les populations locales, comme par exemple dans la « vallée du cancer » aux États-Unis.

La complexité des plastiques produits ainsi que le manque de données relatives à leur composition chimique les rendent impossibles à gérer de manière sûre et durable, avec des risques d'autant plus élevés sur la santé humaine tout au long du cycle de vie des plastiques.

En effet, la plupart d'entre nous sommes en contact quotidien avec des produits chimiques, dont l'ingestion et l'absorption sont quasi inévitables. Quelque 25 % des produits chimiques dans les matériaux en contact avec les aliments – en particulier des perturbateurs endocriniens et des cancérogènes connus – ont ainsi été retrouvés dans le corps humain.

Le principe selon lequel nous pourrions gérer ces risques en mettant en place des seuils pour la migration des substances chimiques ou pour leur absorption est difficile à appliquer. Ainsi, en 2023, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) a révisé les doses journalières tolérables de bisphénol A (BPA), qui sont désormais 20 000 fois plus faibles qu'auparavant. Cela signifie que la quantité de bisphénol A que nous absorbons actuellement dépasse cent à mille fois cette nouvelle dose journalière tolérable. Si le bisphénol A est heureusement interdit en France depuis 2015 dans les matériaux en contact avec les aliments, il n'est qu'un des milliers de produits chimiques trouvés dans les plastiques. Plusieurs éléments tendent à prouver que d'autres produits sont responsables de troubles métaboliques, neurodéveloppementaux, comportementaux, de changements hormonaux ou encore qu'ils favorisent l'obésité, et ce à des doses inférieures à celles considérées comme sans danger pour l'être humain.

La complexité chimique des plastiques rend aussi leur recyclage difficile et même dangereux : on trouve des produits nocifs dans les jouets fabriqués à partir des plastiques recyclés et dans les emballages alimentaires recyclés. En outre, les sites de recyclage ont été identifiés comme des sources de pollution et le recyclage chimique est une activité à forte intensité énergétique. Cette option ne semble pas viable à une échelle significative. À titre d'exemple, le groupe ExxonMobil est poursuivi par la justice californienne pour avoir trompé le public sur les bénéfices du « recyclage avancé » : 92 % des déchets plastiques traités par cette technologie ne seraient pas transformés en plastique recyclé, mais en carburant. Ce qui reste des produits chimiques après recyclage est finalement libéré dans l'air ou dans les sols sous forme de cendres à la suite de leur incinération, de lixiviats dans les décharges ou encore lors de la dégradation des plastiques dans l'environnement. Or si certains de ces produits chimiques se dégradent avec le temps, ce n'est pas le cas de tous, notamment en ce qui concerne les polluants éternels. Le nettoyage *a posteriori* de l'environnement est impossible.

On peut comptabiliser et comparer certains de ces impacts sur la santé humaine en utilisant l'analyse du cycle de vie. Même en l'absence de données transparentes et accessibles sur les produits chimiques utilisés dans les plastiques et sur notre exposition directe, se dresse un tableau préoccupant des effets sur la santé humaine des plastiques, responsables de l'émission de gaz à effet de serre et de la présence de polluants dans l'air.

Les méthodes scientifiques fondées sur l'analyse du cycle de vie peuvent être très utiles pour comparer les alternatives aux plastiques et produits chimiques. Il faut se méfier de leur utilisation par certains pour affirmer les bénéfices de certains produits chimiques en ne prenant en compte que quelques indicateurs et sans tenir compte de la santé humaine. Néanmoins, avec plus de données et utilisées par des scientifiques indépendants, les méthodes fondées sur l'analyse du cycle de vie peuvent soutenir les décisions politiques.

En résumé, les produits chimiques posent des problèmes pour la santé humaine tout au long du cycle de vie des plastiques. Les priorités devraient être de réduire la production globale de plastiques, de limiter le nombre et simplifier les produits chimiques entrant dans leur composition, de les rendre plus sûrs par des approches d'analyse des risques plus complètes et, enfin, de rendre obligatoire la transparence des données. Ce dernier point est essentiel pour mettre en place la responsabilité de l'industrie, s'assurer de la conformité des produits, favoriser une science indépendante et mettre en œuvre les réglementations nécessaires pour protéger la santé de tous.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Merci. Je vais maintenant donner la parole à Christos Symeonides, directeur clinique et de recherche « plastiques et santé humaine » à la fondation Minderoo.

M. Christos Symeonides, directeur clinique et de recherche « plastiques et santé humaine » à la fondation Minderoo. – Je suis pédiatre généraliste et spécialiste du développement, chercheur en santé publique environnementale et en épidémiologie et directeur clinique et de recherche « plastiques et santé humaine » à la fondation Minderoo. Je vais me concentrer sur les coûts des substances chimiques contenues dans les plastiques pour la santé humaine, et notamment sur la manière dont ces coûts peuvent être traduits en estimations économiques. Je vais présenter les conclusions de deux études scientifiques qui examinent et quantifient les dangers, les risques et les effets nocifs de la pollution plastique sur la santé humaine tout au long du cycle de vie des plastiques, et notamment des substances chimiques liées aux plastiques.

Je vais d'abord présenter une revue générale publiée il y a quelques mois qui consolide systématiquement, objectivement et scientifiquement les recherches épidémiologiques sur l'impact des substances chimiques sur les êtres humains, les seules preuves scientifiques que nous ayons sur la sécurité de ces substances chimiques à la suite d'une exposition humaine réelle. Puis je vous présenterai une étude réalisée par la commission Minderoo-Monaco sur les plastiques et la santé humaine, publiée l'année dernière en mars, en particulier la section 5 qui quantifie les principaux coûts économiques liés aux effets des plastiques sur la santé, et plus spécifiquement de trois substances chimiques clés associées aux plastiques.

Je vais commencer avec notre étude d'ensemble. En quoi consiste une revue générale ? Une revue générale correspond à une approche systématique qui présente de manière objective, consolidée et scientifique l'état des lieux de la recherche dans un domaine particulier. Elle est représentée par le sommet de la pyramide sur la diapositive actuellement à l'écran. À la base de la pyramide, on trouve les études épidémiologiques primaires individuelles. Chaque étude porte sur un grand nombre de personnes dans un échantillon de la population et évalue statistiquement les associations entre un effet sur la santé et d'éventuels facteurs de risque. Dans le cas présent, il s'agit de l'exposition aux produits chimiques des plastiques.

Dans une étude distincte, nous avons cartographié les centaines de milliers d'études mentionnées précédemment. À l'instar du travail réalisé par Martin Wagner, ces études donnent des indications sur les substances chimiques étudiées et leurs effets potentiels sur la santé. Fait important, et en dépit du grand nombre de données, ces études montrent également ce qui n'a pas été étudié.

Les revues systématiques sont situées dans la couche du milieu de la pyramide sur la diapositive. Elles utilisent un outil scientifique appelé méta-analyse pour combiner statistiquement les résultats de plusieurs études individuelles et obtenir des données probantes sur une question de recherche spécifique. Chaque revue systématique porte généralement sur un produit chimique et un résultat sanitaire.

La plus-value des revues générales situées au sommet de la pyramide vient de ce qu'elles font une revue systématique des revues systématiques, consolidant toutes les preuves solides dans un résumé scientifique unique. Dans le cas présent, il s'agissait de consolider les recherches sur l'impact sanitaire de l'exposition humaine réelle aux produits chimiques utilisés dans les plastiques, dont plusieurs ont été évoqués au cours de cette matinée : les plastifiants, les bisphénols retardateurs de flamme et les perfluorocarbures (PFAS).

Cette revue générale a rassemblé les données de près de 1 000 méta-analyses issues de 52 revues systématiques, représentant l'équivalent de 1,5 million de données de participants.

Qu'avons-nous trouvé ? D'une manière générale et avant de nous intéresser aux spécificités de chaque substance chimique et à leur impact, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes. Premièrement, nous sommes exposés aux substances chimiques tout au long de notre vie, et ce même avant notre naissance. Deuxièmement, cette exposition a de nombreux effets sur notre santé, à toutes les étapes de la vie, d'avant la naissance à l'âge adulte, en passant par l'enfance. Troisièmement, aucun des produits chimiques liés aux plastiques ayant fait l'objet d'études approfondies ne peut être considéré comme sûr. Il existe des preuves solides – c'est-à-dire des preuves cohérentes et statistiquement significatives établies dans les méta-analyses – d'impacts

variés sur la santé humaine pour chacune des cinq catégories suivantes de substances chimiques associées aux plastiques : le bisphénol A, les phtalates, les polychlorobiphényles (PCB) et les polybromodiphényléthers (PBDE), enfin les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). Quatrièmement, ces cinq catégories de substances chimiques ne représentent qu'une fraction des milliers de substances utilisées dans les plastiques, comme l'a dit Martin Wagner précédemment. Le manque de recherches sur d'autres classes de substances chimiques souligne l'absence de données permettant d'évaluer de manière adéquate la sécurité des substances chimiques sur la santé humaine.

Les résultats obtenus pour les cinq classes de substances chimiques pour lesquelles nous avons des données précises et qui ont fait l'objet d'un examen systématique mettent en évidence les limites importantes de l'évaluation de la sécurité au regard des dommages révélés. Sans surveillance des effets non intentionnels sur la santé en cas d'exposition humaine, nous serons toujours limités dans ce que nous pouvons faire dans les laboratoires avant la mise sur le marché. C'est pourquoi nous ne pouvons pas affirmer que les substances non étudiées sont inoffensives pour la santé, et rejoignons en ce sens les conclusions de Martin Wagner.

Je voudrais maintenant présenter le résultat de nos recherches sur trois substances chimiques utilisées quasiment exclusivement dans les plastiques. Les polybromodiphényléthers (PBDE), qui sont utilisés comme retardateurs de flamme dans les produits textiles ou électroniques, sont classés comme polluants organiques persistants par la convention de Stockholm. L'étude a mis en évidence des preuves épidémiologiques solides établissant des liens entre l'exposition du fœtus aux PBDE pendant la grossesse et un poids faible à la naissance, un retard ou une altération de développement cognitif chez l'enfant ou encore une perte de quotient intellectuel (QI). Il y a également des preuves statistiquement significatives de perturbation endocrinienne entravant le fonctionnement du système hormonal thyroïdien chez l'adulte.

De son côté, le BPA est un monomère très important dans la fabrication du polycarbonate, qui entre également dans la composition des résines époxy utilisées pour le revêtement des boîtes de conserve et des canettes. Il est relargué au moment de leur utilisation. L'étude constate des preuves épidémiologiques solides établissant des liens avec des malformations génitales chez les nouveau-nés filles exposées au BPA dans l'utérus, avec le diabète de type 2 chez les adultes et la résistance à l'insuline, précurseur du diabète chez les enfants comme chez les adultes, ainsi qu'avec le syndrome ovarien polykystique chez les femmes. L'exposition au BPA accroît également le risque d'obésité et d'hypertension chez les enfants comme chez les adultes ainsi que le risque de maladies cardiovasculaires chez les adultes.

Enfin, mon dernier exemple porte sur les phtalates, utilisés notamment pour rendre le plastique plus souple. Je m'intéresserai plus particulièrement au DEHP - phtalate de bis (2-éthylhexyle) - car il est utilisé exclusivement dans les plastiques et constitue le plastifiant le plus fabriqué en volume au niveau mondial. Notre étude a mis en évidence des preuves épidémiologiques solides établissant des liens entre l'exposition au DEHP et des fausses couches, des malformations génitales chez les nouveau-nés garçons, un retard ou une altération de développement cognitif chez l'enfant, la perte de QI, un retard du développement psychomoteur, une puberté précoce chez les jeunes filles et d'endométriase chez les jeunes femmes. L'exposition au DEHP a également de multiples effets sur la santé cardiométabolique, notamment la résistance à l'insuline, l'obésité ou encore l'augmentation de la pression artérielle.

Ces effets sur la santé sont alarmants. Pour les individus concernés, un problème de santé est un problème de santé, et cela s'arrête là. Mais à l'échelle de la santé publique, les décisions sont prises en fonction du nombre de personnes affectées. Certains travaux utilisés pour la revue générale permettent de donner ce genre d'informations et nous les avons compilées dans une autre étude de la commission Minderoo-Monaco sur les plastiques et la santé humaine publiée au mois de mars de l'année dernière. Une équipe dirigée par le professeur Maureen Cropper a quantifié ces effets sur la santé de la population sur la base de l'exposition connue à partir des données de biosurveillance humaine, puis les a traduits en coûts économiques. L'étude reconnaît les défis sociaux et éthiques qui accompagnent cette démarche ainsi que les limites de la traduction de la santé et de la maladie en coûts économiques, mais elle a suivi des approches standardisées. Seules trois substances chimiques ont été retenues - les PBDE, le PHA et le DEHP - ainsi qu'un ou deux effets sur la santé par substance chimique. Les résultats concernent uniquement les États-Unis car à l'époque, c'était le seul pays pour lequel on disposait de données de biosurveillance de l'exposition. Entretemps, nous avons actualisé cette analyse avec des données sur l'exposition au niveau mondial, y compris les données de l'Union européenne auxquelles Xavier Coumoul a fait référence et des données spécifiques à la France. Ces données devraient être publiées et disponibles d'ici la fin de l'année.

Mais pour l'instant, permettez-moi de vous montrer les chiffres américains. Pour les PBDE, l'analyse prend en compte les coûts économiques résultant d'une baisse des performances cognitives, du QI et du capital humain à la suite d'une exposition aux PBDE dans l'utérus ; pour le BPA, l'étude se concentre sur le coût de l'augmentation des maladies cardiaques et des accidents vasculaires cérébraux, encore une fois, en grande partie sous l'angle de la productivité ; pour le DEHP, l'étude tient compte de l'augmentation de la mortalité à l'âge adulte sur la base de la valeur statistique d'une vie. Les données relatives à l'exposition au DEHP aux États-Unis, associées à l'analyse du professeur Leo Trasande de l'université de New York, concluent à plus de 40 000 décès annuels supplémentaires qui pourraient être

attribués à la seule exposition au DEHP de la population américaine. C'est un niveau de nuisance inacceptable qui doit nous amener à réfléchir, avant même de parler d'impact économique. Néanmoins, il est important de quantifier les externalités négatives du plastique pour remettre en cause certaines idées reçues selon lesquelles le plastique ne coûte pas cher, parce que cette assertion ne tient pas compte de tous les coûts. Et quand on les met en évidence, on constate que pour les seuls États-Unis et pour seulement trois types de substances chimiques, ces coûts se chiffrent en centaines de milliards de dollars !

Pour conclure, je veux attirer votre attention sur les coûts liés aux plastiques tout au long de leur cycle de vie. Je sais que certains d'entre eux ont été explorés lors de la première table ronde, et Megan Deeney, qui m'a précédé, en a également parlé. Mais il y a d'autres impacts sur la santé dus à la production de plastique pour lesquels nous pouvons donner des estimations, y compris les émissions de carbone et la pollution atmosphérique, qui nous aident à obtenir une image plus complète des coûts externalisés pour la santé humaine de la pollution par le plastique tout au long de son cycle de vie.

Au niveau mondial, ils s'élèveraient à plusieurs centaines de milliards de dollars.

M. Stéphane Piednoir, sénateur, président de l'Office. – Je vous remercie pour vos présentations.

Même si cela sort peut-être un peu du champ de ces tables rondes, nous n'avons pas évoqué les changements de comportement de nos concitoyens. Des lois ont été votées en France, par exemple en ce qui concerne l'interdiction de certains plastiques ou l'usage des plastiques à usage unique, et il y a une prise de conscience sur les emballages excessifs. Est-ce que cette prise de conscience existe dans les autres pays ?

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Cette question justifie en elle-même la nécessité d'un traité international... Chaque pays a des logiques différentes : l'interdiction des bouteilles d'eau peut paraître pertinente en France, mais pas forcément dans un pays où l'accès à l'eau potable répond à des contraintes autres.

En fait, la production d'un objet plastique à l'autre bout de la planète peut créer de la pollution chez nous et vice-versa. D'où, encore une fois, la nécessité d'une approche internationale.

Mme Dominique Voynet, députée. – Il ne s'agit pas forcément d'une question, mais je souhaiterais prolonger l'échange sur le sujet que vous venez de lancer. Les changements de comportement concernant les suremballages, l'usage des bouteilles d'eau ou encore des flacons de shampoing ou de gel douche sont accessibles à des consommateurs qui ont conscience de leur consommation de plastiques. Il existe des plastiques complexes ou des additifs dans énormément de produits sans qu'on le sache, par exemple pour imperméabiliser les vêtements ou pour servir de retardateur de feu.

Qui est conscient de ce genre de chose et qui a la liberté de choisir de ne pas utiliser de tels produits ? La puissance publique, nationale ou internationale, ne peut donc pas s'exonérer de sa responsabilité ; on ne peut pas seulement invoquer celle du consommateur. Je crois que c'est à nous de faire le job !

M. Stéphane Piednoir, sénateur, président de l'Office. – On a commencé.

Mme Dominique Voynet, députée. – Un peu !

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Y a-t-il des croisements entre les deux domaines de recherche que nous avons évoqués ce matin : d'une part, les micro- et nanoplastiques, d'autre part, les substances chimiques ? Fabienne Lagarde ou Muriel Mercier-Bonin, je ne sais plus, évoquait la notion de cheval de Troie : les microplastiques se sont vus ajouter des additifs lors de leur conception, voire des molécules chimiques dont ils ont hérité lors de leur passage dans l'environnement, et je fais référence aux microplastiques ingérés lors de la consommation de fruits de mer, mais il peut également s'agir de microorganismes pathogènes. Parce qu'ils sont présents dans notre corps, est-ce que les microplastiques ne sont pas également une voie de pénétration profonde dans notre organisme de substances chimiques ?

M. Xavier Coumoul. – L'exemple assez classique des contaminations dans l'environnement, ce sont les mégots de cigarette qui contiennent du plastique. Beaucoup de consommateurs ne sont pas conscients de la présence de plastique dans ces mégots et de leur caractère non biodégradable.

M. Christos Symeonides. – Je pense que le lien entre substances chimiques et micro- et nanoplastiques est au cœur de la question suivante : pourquoi les substances chimiques posent un tel problème dans les plastiques ? C'est lié au fait que les plastiques sont une illustration des risques chimiques. On a parlé de l'effet cheval de Troie qui consiste, pour les plastiques, à transporter des substances chimiques et permettre à ces dernières de traverser des frontières qu'elles ne pourraient normalement pas franchir, mais ce n'est pas le seul risque. La raison principale pour laquelle nous sommes confrontés au problème des micro- et nanoplastiques réside dans le caractère persistant des plastiques dans l'environnement et le fait qu'ils se dégradent lentement en micro- et nanoplastiques. Ces plastiques, parce qu'ils fixent des substances chimiques, permettent à ces dernières de persister dans l'environnement, ce qui ne serait pas le cas si elles n'étaient pas reliées à ces plastiques. Par conséquent, les décisions qu'on prend sur les substances chimiques qui entrent dans la composition des plastiques ont un impact sur plusieurs générations en matière d'exposition de l'environnement à des substances chimiques. La première table ronde a évoqué le phénomène d'accumulation des plastiques dans notre corps, qui à leur tour permettent la bioaccumulation de substances chimiques. Par conséquent, tous ces risques que font courir les substances chimiques n'existeraient pas s'il n'y avait pas de plastiques.

M. Martin Wagner. – Je voudrais faire un commentaire sur la capacité du consommateur à faire des choix en toute connaissance de cause. En réalité, les consommateurs ont très peu de choix en ce qui concerne leur exposition, que ce soit aux micro- et nanoplastiques ou aux substances chimiques liées aux plastiques, dans la mesure où il n’y a pas de transparence sur lesdites substances chimiques. Les consommateurs n’ont pas les moyens de savoir que les plastiques qu’ils utilisent contiennent des substances chimiques. Par exemple, ils ne savent pas qu’il y a du bisphénol A dans les canettes et dans les boîtes de conserve. Je voudrais donc remettre en question l’idée qu’il revient aux consommateurs de faire les bons choix dans la mesure où ils n’ont tout simplement pas les informations pour le faire.

Par ailleurs, ce manque de transparence se répercute également sur la chaîne d’approvisionnement. Nous avons constaté que plus de 400 substances chimiques préoccupantes entrent de manière intentionnelle dans la composition des principaux plastiques. Or, on peut se demander si les producteurs utilisent de manière intentionnelle lesdites substances ou bien s’ils les utilisent parce qu’ils ne savent pas quelles sont les substances chimiques qui sont ajoutées tout au long d’une chaîne d’approvisionnement très complexe. Par conséquent, plus de transparence au sein des chaînes d’approvisionnement, mais également pour le consommateur est indispensable pour permettre de faire des choix en toute connaissance de cause et mettre fin à l’exposition aux substances chimiques liées aux plastiques les plus dangereuses.

M. Arnaud Saint-Martin, député. – En tant que conseiller municipal d’opposition et à la suite de l’enquête *Forever Pollution Project* publiée par le journal *Le Monde*, j’avais alerté différentes autorités sur un site d’exposition aux PFAS dans l’agglomération de Melun, site qualifié, dans l’enquête, de *hot spot*. J’attends toujours une réponse et on constate clairement une indifférence générale dans ce type de situation, ce qui est dévastateur. En fait, chacun se renvoie la balle !

Nous avons un problème de traçage et de capacité de prélèvement et d’analyse, notamment faute de moyens humains. Il faut renforcer la recherche publique fondamentale et la financer dans la durée pour avoir des experts indépendants. Les projets de recherche financés sur deux ou trois ans ne permettent pas de garantir des séries d’observations sur le temps long. Les coûts sont certes élevés, mais c’est absolument nécessaire.

La puissance publique doit réagir sérieusement, en mettant en place des moyens matériels et humains et en s’organisant mieux. À la fin, c’est nous tous qui allons payer très cher les défauts d’anticipation et de planification. Il faut repenser le chaînage entre expertise, science et action publique.

M. Daniel Salmon, sénateur. – Dans l'un des exposés, il était mentionné « pas de données, pas de marché ». C'est une bonne base, car nous avons un véritable souci de transparence et de confiance, puisque les industriels ne fournissent pas les éléments sur les plastiques mis sur le marché. Par ailleurs, comme on ne peut pas complètement faire confiance aux industriels, nous avons besoin de capacités indépendantes de recherche.

Je trouve des similitudes entre la question des plastiques et celle des pesticides : ils sont issus de l'industrie pétrochimique et les additifs et impuretés ne sont pas toujours pris en compte dans la toxicologie.

M. Stéphane Piednoir, sénateur, président de l'Office. – Le rôle du législateur est important : il a pu impulser des changements grâce à la loi. Ainsi, lorsque le consommateur voit que l'emballage plastique est remplacé par du carton, il est sensibilisé de fait à la question. Le législateur a pris ses responsabilités.

Notre collègue Marta de Cidrac, qui était rapporteure du projet de loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi Agéc, nous suit sur internet et m'a envoyé un message : elle nous fait remarquer que la crise du covid a entraîné un retour du plastique, notamment pour éviter les contaminations. On a désormais du mal à tordre ces nouvelles habitudes.

En tout cas, la France ne peut pas tout ; une action européenne et mondiale est indispensable.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Avant de donner la parole à Marie-France Dignac pour conclure cette audition publique, je souhaite remercier l'ensemble des intervenants à ces deux tables rondes.

Ce que nous avons constaté ce matin, c'est notre accoutumance aux plastiques qui font désormais partie de notre quotidien. Ils sont omniprésents, parfois précieux et utiles. Par conséquent, l'exposition est certaine. Dans ces conditions, comment faire évoluer l'approche bénéfice-risques pour retenir les plastiques les plus précieux, s'interroger sur ceux pour lesquels le bilan bénéfice-risques est moins évident et éliminer ceux qui sont futiles ou inutiles ?

J'ai retenu le fait que nous devons agir notamment au stade de la production. Fabienne Lagarde nous a montré le lien entre la présence de plastiques dans notre organisme et les volumes de production. La simplification des plastiques permettrait une massification des flux facilitant la gestion des objets en fin de vie. Il faudrait également éliminer les molécules les plus dangereuses et limiter les pertes dans l'environnement puisque c'est dans l'environnement que se créent les micro- et nanoplastiques qui s'accumulent dans notre organisme et qui sont eux-mêmes porteurs de molécules à problème.

Mme Marie-France Dignac. – Ce matin, l’audition portait sur l’impact des plastiques sur la santé humaine, mais d’autres sujets ont été abordés et il est apparu en filigrane des interventions que les plastiques étaient au centre des trois crises qui secouent aujourd’hui notre planète : la pollution, tout au long du cycle de vie des plastiques – les émissions de micro- et nanoplastiques ont lieu également pendant leur utilisation et pas seulement lorsqu’ils se retrouvent dans l’environnement ; le changement climatique – l’industrie des plastiques contribue à 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et, sans changement, cela ne pourra qu’augmenter ; la perte de la biodiversité, sur laquelle les plastiques ont un impact, qu’il s’agisse de la biodiversité terrestre, marine et en eau douce.

Ces trois crises, qui ont un impact sur la santé humaine – on sait dorénavant qu’il existe des liens entre la perte de biodiversité et l’émergence d’épidémies –, sont interconnectées et doivent être considérées ensemble. C’est d’ailleurs le constat du Programme des Nations unies pour l’environnement.

C’est ce qui a motivé la résolution 5/14 de l’Assemblée des Nations unies pour l’environnement adoptée en mars 2022 par cent soixante-quinze pays, qui vise à aboutir à un traité juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution plastique dans tous les milieux, en prenant en compte l’ensemble du cycle de vie du plastique. Cinq réunions de négociations ont été prévues, la dernière aura lieu dans un mois en Corée du Sud. Des propositions de textes ont été faites et négociées durant ces différentes phases : un *draft zero* à la suite du deuxième comité intergouvernemental de négociation (CIN 2) à Paris, puis d’autres versions révisées et compilées.

À la suite du quatrième comité intergouvernemental de négociation (CIN 4) a été présenté un projet de texte de 70 pages, très complexe, très long, avec beaucoup de propositions contradictoires provenant de différents pays. Aujourd’hui, on peut dire qu’il n’y a pas vraiment de texte. Il va y avoir une proposition du président du CIN, l’ambassadeur Luis Vayas Valdivieso, à travers une note informelle dont deux itérations ont déjà été partagées avec les États membres.

Que devra contenir le futur traité ?

Il y a un préambule, qui rappelle les grands principes d’un tel traité, ses objectifs, un certain nombre de définitions, puis des articles qui vont concerner tous les aspects que l’on a évoqués aujourd’hui sur les produits chimiques – la production, les émissions de microplastique dans l’environnement, le traitement des déchets –, ainsi que des articles sur les aspects financiers ou sociaux. Tous les textes distribués ne figureront pas dans le traité et ils doivent encore être traduits en termes juridiques précis par une équipe de juristes constituée à cet effet.

Pour aller à l'essentiel, je dirai que, pour qu'un traité sur les plastiques soit efficace, il faut qu'il s'appuie sur les connaissances scientifiques indépendantes disponibles aujourd'hui. C'est ce qui a motivé la création en août 2022 de la coalition de scientifiques internationaux, dont un certain nombre d'orateurs, ce matin, font partie.

Aujourd'hui, celle-ci comprend plus de 400 membres de 64 nationalités différentes. Ce sont des scientifiques indépendants, dont l'expertise porte sur tous les aspects de cette pollution plastique. La coalition a une politique très stricte en matière de conflits d'intérêts. Il importe en effet que ces scientifiques soient indépendants, en particulier des industries pétrolières ou pétrochimiques ou des industries des plastiques.

La coalition est organisée en groupes de travail qui peuvent évoluer en fonction des besoins d'information des différentes sessions de négociation et elle produit des notes de synthèse. Avec le QR code que je vous montre sur cet écran, vous pouvez avoir accès aux informations sur la coalition et à toutes ses notes de synthèse, dont la plupart sont traduites en français.

Celles-ci sont destinées aux politiques, aux décideurs, aux négociateurs, et ont pour vocation de simplifier les données scientifiques reposant sur des données avérées. La science incertaine peut y être évoquée, mais toujours sous réserve. C'est vraiment le consensus scientifique qui s'exprime à travers la coalition.

Par ailleurs, un certain nombre de ces scientifiques participent aux sessions de négociation en tant qu'observateurs, afin d'aider les délégués des pays à appuyer leurs positions, qu'elles soient plus ou moins ambitieuses.

Notre rôle est aussi de réagir lorsque l'on entend certains pays fonder leurs propositions sur des affirmations qui nous apparaissent contraires à la science.

Un certain nombre de scientifiques francophones s'engagent plus particulièrement avec les délégations des pays francophones, notamment du continent africain, qui peuvent avoir, en raison de barrières linguistiques, des difficultés pour accéder aux informations techniques et scientifiques sur cette question de la pollution plastique.

Pendant les négociations, nous participons également à un comptoir que l'on appelle *Ask Scientists*, où les négociateurs peuvent venir poser des questions de manière informelle aux scientifiques sur des problèmes particuliers.

Enfin, notre groupe francophone traduit toutes les notes de synthèse, les interventions, les réponses de la coalition en français.

Nous avons formulé un certain nombre de préconisations sur des points qui nous paraissent essentiels afin que le traité soit vraiment efficace pour protéger la santé humaine et l'environnement. Il nous semble d'abord impératif que le traité soit ambitieux et juridiquement contraignant si l'on veut vraiment qu'il ait un impact sur la pollution.

Par ailleurs, nous sommes convaincus que l'on ne peut pas mettre fin à la pollution plastique sans s'attaquer à la question de la réduction de la production de polymères plastiques primaires. Tous les modèles montrent qu'en intervenant uniquement en aval, donc à partir du moment où le plastique est un déchet, il est impossible de limiter les impacts de cette pollution. C'est aussi la conclusion du rapport récent de l'OCDE. Le *statu quo* est insoutenable et il importe d'intervenir en amont en limitant la production et la demande.

Quelle réduction pouvons-nous envisager ? Au CIN 4, la Norvège et le Pérou ont proposé 40 % de réduction en 2040 par rapport à 2025. Cela peut paraître beaucoup, mais cela nous ramènerait seulement au niveau de production de 2015. Cette proposition n'est donc pas si ambitieuse.

Il faut proposer une régulation des substances chimiques fondée sur les dangers, puisque l'on ne peut pas être sûr qu'une substance chimique dangereuse dans un plastique, quel qu'il soit, ne va pas conduire à une exposition humaine à un moment de son cycle de vie.

Le traité devra en outre définir un certain nombre de critères pour aider à l'élimination des plastiques non essentiels et un principe d'utilisation essentielle pour autoriser pendant une durée limitée des plastiques qui peuvent être jugés dangereux, non soutenables ou non durables, mais essentiels pour la société ou la santé.

Enfin, c'est une évidence, il faudra s'attaquer au problème des micro- et nanoplastiques et prévoir une interface science/politique exempte de conflits d'intérêts.

Pour conclure, je remercie MM. Philippe Bolo et Stéphane Piednoir d'avoir bien voulu donner la parole aux scientifiques sur cette question. Notre but est uniquement d'alerter sur ces problématiques, sans intérêt particulier. Un dernier mot et une pensée pour notre collègue Juan Baztan, que vous avez évoqué au début de la réunion et qui a eu un rôle moteur par son engagement pour une recherche éthique, transdisciplinaire et collaborative sur les plastiques.

M. Stéphane Piednoir, sénateur, président de l'Office. – Je remercie tous les participants à cette réunion. Je souhaite bon courage à Philippe Bolo dans son entreprise de conviction et de persuasion des différents acteurs, car, nous l'avons compris, le temps presse dorénavant.

II. EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 14 NOVEMBRE 2024 DE PRÉSENTATION DES CONCLUSIONS DE L'AUDITION PUBLIQUE DU 17 OCTOBRE 2024

M. Pierre Henriët, député, premier vice-président de l'Office. – Mes chers collègues, nous avons un deuxième point à l'ordre du jour, l'examen des conclusions de l'audition publique sur les impacts des plastiques sur la santé humaine. Je laisse la parole à Philippe Bolo qui va nous les présenter.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Je vais essayer de vous faire un résumé des conclusions de cette audition publique en quinze minutes afin de nous laisser le temps d'échanger entre nous.

Pourquoi avons-nous organisé cette audition publique ? Elle s'inscrit dans la continuité des travaux de l'Office. La production de plastique a été multipliée par deux lors de ces vingt dernières années et atteint aujourd'hui cinq cents millions de tonnes. Cela représente à peu près soixante kilogrammes par terrien. Les perspectives dressées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoient que la production devrait s'élever à sept cent cinquante millions de tonnes en 2040, soit quatre-vingt-dix kilogrammes par terrien et à plus d'un milliard de tonnes en 2050, soit cent vingt kilogrammes par terrien.

Cette progression est également corrélée à une croissance exponentielle des déchets. Cela met deux choses en exergue : la non-circularité du cycle de vie des plastiques et l'importance de l'usage unique. Ainsi, seulement 32 % des emballages sont recyclés. Cette croissance exponentielle entraîne une autre conséquence : l'explosion de la présence des microplastiques dans tous les compartiments de l'environnement : sur terre, dans les océans, dans les fleuves, dans les rivières, dans les sols, dans l'air que nous respirons et dans les organismes vivants.

L'une des solutions pour lutter contre la pollution plastique réside dans l'adoption du traité international actuellement en cours de négociation. Dans une dizaine de jours, va s'ouvrir la dernière séquence de négociation à Busan, en Corée du Sud, du 25 novembre au 1^{er} décembre.

Deux sujets majeurs y seront débattus. Le premier porte sur la réduction de la quantité de plastique produit en réponse à ce que je viens d'énoncer. Cette proposition est loin de faire consensus entre, d'une part, ceux qui militent pour ne pas infléchir la trajectoire de production de plastique, d'autre part, les pays qui veulent modifier les choses. Le second sujet qui sera débattu est celui de la préservation de la santé humaine au regard des impacts de la pollution plastique. Il fait davantage consensus.

L'audition publique qui s'est déroulée le 17 octobre a réuni dix chercheurs français, suédois, anglais et australien, dont plusieurs sont membres de la coalition internationale des scientifiques qui vise à donner une base scientifique aux travaux du traité international.

L'audition publique était organisée sous forme de deux tables rondes. La première concernait le plastique particulaire et ses impacts sur la santé, la seconde traitait des substances chimiques associées au plastique.

Il faut retenir deux grandes conclusions de la première table ronde.

La première concerne les difficultés méthodologiques mises en avant par les chercheurs. De quoi s'agit-il ? Nous sommes en face de particules dont la taille et la forme sont variables et qui correspondent à différents polymères. Cela se traduit par de vraies difficultés pour les mesurer. Concrètement, quand vous mesurez la teneur en plastique de l'eau du robinet ou de l'eau en bouteille, les résultats varient en fonction des études, même dans le cas où vous reprenez la même ressource en eau. C'est la raison pour laquelle un effort de réglementation a été réalisé : il existe aujourd'hui une norme de l'Association française de normalisation (AFNOR) qui permet de standardiser la façon dont sont caractérisés les microplastiques dans l'eau.

Une autre difficulté méthodologique est liée à la présence de nanoplastiques. Il est très difficile de les doser et leur plus petite taille est un enjeu important. Dès qu'ils sont absorbés par notre organisme, leur petite dimension leur donne la capacité de circuler librement dans le sang.

Il est aussi difficile de mesurer la quantité de plastique que nous ingérons. Une étude de 2019, qui avait eu un grand écho médiatique, montrait que nous absorbons l'équivalent d'une carte de crédit par an. Elle est d'ailleurs citée dans le rapport. Cependant, ce chiffre a été revu à la baisse et est très variable selon les publications scientifiques.

Une dernière complexité méthodologique concerne les études *in vitro*. Vous pouvez utiliser des particules plastiques et les exposer à des organismes vivants afin d'analyser leurs impacts. Toutefois, les particules vendues dans le commerce sont sphériques et constituées de polystyrène. Donc, elles ne sont pas représentatives de la diversité des particules plastiques présentes dans le milieu naturel.

La deuxième conclusion de cette première table ronde est la multiplication des signaux d'alarme sur les risques que les plastiques font peser sur la santé.

Nous sommes confrontés au plastique par trois voies d'exposition : la respiration, le contact cutané et l'alimentation. Les chercheurs nous ont fait remarquer que la quantité de plastique absorbée par inhalation est aussi importante que celle absorbée par ingestion. Même si nous n'y pensons pas spontanément, nous respirons en réalité énormément de particules plastiques.

Ensuite, une fois respirées ou ingérées, ces particules peuvent atteindre des organes profonds dans l'organisme par différents chemins. Les surfaces d'absorption sont la peau, les poumons et le colon. Le transport s'opère par le sang et par les nerfs. Les dernières recherches montrent que sont aussi concernés des organes comme le placenta, les reins, les testicules et le cerveau. Les recherches montrent également des corrélations entre cette présence de plastique et des désordres de santé.

La première preuve de l'impact des plastiques sur la santé humaine nous a été apportée à travers l'étude du microbiote qui est, vous le savez, cette cohorte de micro-organismes qui contribuent à notre bonne santé. La présence de microplastiques peut influencer le métabolisme des micro-organismes. Par exemple, certains acides gras à chaîne courte sont plus ou moins bien synthétisés. Ils sont indispensables à la santé et moins bien synthétisés chez l'enfant dont le microbiote est exposé aux microplastiques. Il existe également différentes familles de micro-organismes qui sont plus ou moins présentes suivant la quantité de microplastiques observée. Cela peut provoquer des dysbioses – des déséquilibres du microbiote – qui induisent des effets néfastes sur notre santé.

La complexité est que ces déséquilibres sont également influencés par le régime alimentaire. En effet, certains régimes – notamment ceux riches en gras et en sucres – favorisent la survenue de telles conséquences.

Les chercheurs nous ont également indiqué que dans le cadre de la respiration, il existe un système d'évacuation des particules plastiques qui entrent dans nos poumons. Il s'agit de la clairance macrocytaire. Cette dernière est parfois mise à mal par certaines formes et par certaines tailles de microplastiques qui parviennent à entrer dans la circulation sanguine et peuvent avoir un impact sur la fonction pulmonaire. Ainsi, certaines pathologies respiratoires telles que les rhinites allergiques sont par exemple corrélées à la présence dans le corps d'une grande quantité de microplastiques.

Enfin, les microplastiques ont un impact sur la plaque carotidienne et sur les risques d'infarctus du myocarde. Des chiffres nous ont été donnés : trois cents personnes ont été suivies parce qu'elles avaient subi des chirurgies carotidiennes. Le risque de la survenue d'un infarctus est quatre à cinq fois plus élevé chez les personnes avec les taux de microplastiques les plus élevés.

La seconde table ronde, qui s'intéressait aux substances chimiques associées aux microplastiques, a permis de mettre en exergue trois conclusions.

La première est qu'il existe une grande méconnaissance de toutes les substances chimiques que nous utilisons et qui sont associées aux polymères. Il y a d'abord des additifs : les plastifiants, les antioxydants et les retardateurs de flamme qui sont utilisés avec les plastiques. Sont également présents des auxiliaires de fabrication, qui sont des catalyseurs des réactions de polymérisation. Certaines substances chimiques apparaissent de manière non intentionnelle telles que les impuretés des produits dérivés. Au total, seize mille substances associées au plastique ont été recensées.

Quatre critères permettent de caractériser leur dangerosité : la persistance, la bioaccumulation, la mobilité et la toxicité. 4 000 substances sont jugées dangereuses et sur 10 000 autres, aucune donnée n'est disponible sur les quatre critères de dangerosité. De plus, seulement 6 % de ces substances font l'objet d'une réglementation internationale, ce qui montre la difficulté à laquelle nous devons faire face.

Un autre effet est loin d'être négligeable : tel un cheval de Troie, les particules plastiques – issues notamment de la dégradation et de l'altération de surface des macrodéchets présents dans l'environnement sur des temps longs – ont, du fait de leurs propriétés physiques et chimiques, la capacité d'adsorber toutes sortes de polluants présents dans l'environnement. Ceux-ci vont donc s'associer à ces microplastiques et être à même de franchir des barrières qu'ils n'auraient normalement pas passées.

La deuxième conclusion est que la population est exposée aux substances chimiques associées au plastique. Les chercheurs ont précisé que 25 % des 14 000 substances des matériaux et plastiques utilisés dans les contenants alimentaires étaient identifiés dans le corps humain. 15 % de la population européenne présente des teneurs dans le sang au-dessus des seuils tolérables pour quatre composés perfluorés les plus fréquents et dont la toxicité est la plus reconnue.

De surcroît, une étude – une revue générale qui réalise la synthèse de 50 revues systémiques, soit environ 1,5 million de données – s'est intéressée à trois molécules (les PBDE, le BPA et le DEHP). Elle démontre, avec des degrés de certitude plus ou moins forts, que de vraies conséquences existent sur les enfants et les adultes. Ces substances peuvent perturber le système endocrinien, provoquer des malformations génitales à la naissance et entraîner une perte de capacités cognitives. L'impact n'est donc pas négligeable.

La troisième conclusion a trait au coût sanitaire de ces substances chimiques dans les plastiques. Une étude exploratoire a été menée aux États-Unis sur les trois molécules citées précédemment et sur un ou deux de leurs impacts sanitaires sur la population américaine. Les coûts sont estimés à 675 milliards de dollars par an pour les seuls États-Unis. Même s'il y a une erreur de 20 % ou de 30 %, ces coûts restent très importants.

Finalement, cela nous montre que si le plastique n'est pas cher pour le producteur et pour le consommateur, il coûte très cher à la société qui doit réparer ses effets néfastes. Outre ceux que j'ai déjà cités, vous pouvez ajouter la contribution croissante de la production de plastique au changement climatique *via* les émissions de CO₂ et les coûts liés à la pollution des sites de production.

À l'issue de ces deux tables rondes, neuf recommandations construites sur la base des propos des scientifiques et destinées aux négociateurs du traité international vous sont proposées. Ces recommandations doivent alimenter la réflexion sur le traité international. Elles figurent dans le document qui vous a été distribué.

La première recommandation est d'aboutir à un traité ambitieux. Elle résulte d'un triple constat :

- la pollution plastique n'est pas présente uniquement dans les océans, mais également dans les autres milieux ;

- la pollution plastique existe tout au long du cycle de vie des plastiques : de l'extraction du pétrole jusqu'à la gestion des déchets en fin de vie ;

- le troisième élément fondamental est qu'on ne résout pas la pollution plastique en s'intéressant uniquement à la gestion des déchets.

Ensuite, il convient de réduire la production de polymères vierges même si cela peut heurter certaines consciences et poser un certain nombre de questions.

Pourquoi ? Parce que les scientifiques nous ont montré que des corrélations existent entre l'explosion de cette production, la présence des déchets qui explose également et l'augmentation de la quantité des microplastiques dans tous les compartiments de l'environnement notamment dans les organismes vivants. Il faut donc réagir.

La réduction, le réemploi et le recyclage sont trois leviers qui permettent de moins produire de pétrole utilisé pour la fabrication des plastiques. Il faut introduire davantage de circularité dans le cycle de vie des plastiques.

De plus, nous produisons quantité de plastiques absolument inutiles dont nous pouvons nous passer sans difficulté.

Il faudra ensuite renforcer les moyens des gouvernements et des scientifiques afin d'approfondir nos connaissances. Au niveau gouvernemental, il faudrait pouvoir échanger les données d'une manière plus efficace pour accroître notre capacité collective à analyser les substances chimiques et les réglementer. Au niveau scientifique, il faudrait disposer de financements plus pérennes afin de pouvoir réaliser des travaux de suivi sur le long terme et ne pas perdre des connaissances lorsque les projets de recherche arrivent à leur terme.

Trois recommandations concernent les substances chimiques : la transparence, la réduction de leur nombre et le renforcement de l'efficacité des réglementations. Il faut également améliorer les analyses du cycle de vie (ACV) des plastiques pour intégrer les coûts générés par la présence durable des microplastiques dans l'environnement. À défaut, on s'expose à des comparaisons stériles entre verre, papier et plastique. Surtout, il faut tenir compte de tous les impacts du plastique en matière de collecte, de tri, de traitement des déchets, d'environnement et de santé pour déterminer son prix.

La huitième recommandation vise à promouvoir des critères pour la définition des plastiques non essentiels afin de faciliter leur élimination.

La dernière recommandation est de limiter les pertes dans l'environnement, car le traitement et la gestion des déchets ne vont pas tout résoudre. Il ne faut pas oublier que la perte dans l'environnement ne concerne pas seulement les objets que nous avons entre nos mains mais aussi les granulés de polymère industriel utilisés comme matière première dans la fabrication des matériaux et objets plastiques et qui s'égarer dans la nature. Il convient donc de limiter au maximum ces pertes.

M. Pierre Henriët, député, premier vice-président de l'Office. – Je vous félicite pour cette présentation qui témoigne non seulement d'une parfaite maîtrise du sujet, mais aussi d'une vraie passion.

M. Jean-Luc Fugit, député, vice-président de l'Office. – Félicitations également pour ce travail. Nous connaissons la passion de notre collègue sur le sujet. J'ai deux questions à lui poser.

Premièrement, le Di(2-ethylhexyl) phtalate (DEHP) évoqué dans le rapport comme l'une des trois molécules n'avait-il pas été interdit ?

Deuxièmement, il a été évoqué tout à l'heure que des recherches sont menées sur la présence des microplastiques dans l'air. Aujourd'hui, pouvons-nous les mesurer, les identifier et déterminer la taille de ces particules ? Cette taille est-elle inférieure à dix micromètres, ce qui permettrait de les inclure dans la fameuse base de données sur les particules (PM₁₀) ? Comment mesure-t-on la qualité de l'air ?

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Le DEHP a-t-il été interdit ? Les propos tenus par Martin Wagner, chercheur suédois, portent sur la mise en place d'une base de données internationale qui recense, pour l'ensemble des pays, l'identification des molécules, leur dangerosité, etc. La réponse dépend des pays et des produits.

Sonja Boland a parlé des différentes tailles des particules. Elle a donné une fourchette de 3 à 10 tonnes de particules plastiques présentes dans l'air déposées chaque année en région parisienne. Sachez qu'une application existe et que vous pouvez la télécharger sur votre téléphone portable. Un modèle avait été mis en place : il calculait, en fonction de la météo, la quantité de microplastiques qui tombait sur l'aire de la région parisienne. Depuis, il a été actualisé. Évidemment, plus les particules sont fines, plus elles ont la possibilité de pénétrer profondément dans l'organisme, donc jusqu'à la circulation sanguine.

M. Daniel Salmon, sénateur. – Merci pour cette présentation et pour cette implication dans ce dossier qui me semble essentiel. J'ai deux ou trois questions à vous poser.

Lors de l'audition publique sur l'impact des plastiques sur la santé, nous avons été alertés sur les problématiques cognitives liées au plastique et sur les baisses de quotient intellectuel (QI). À mon avis, ces sujets vont intéresser le public. De plus, nous ne les avons pas anticipés.

L'autre question porte sur la communication. La plupart du temps, le plastique est associé aux déchets visibles. Cependant, nous oublions que ces particules sont également liées à l'usure, car tout objet plastique finit par s'user. Des microparticules sont présentes en permanence autour de nous. Par exemple, lorsque nous mettons nos vêtements à laver, des particules vont se retrouver dans la chaîne alimentaire. Donc, je pense qu'une communication claire sur cet aspect est importante.

Est-ce que l'usure des pneus est considérée comme un déchet plastique ? Il y a en ce moment une campagne « Agir pour l'environnement » sur les pneus. Nous savons que 40 % des particules émises par un véhicule viennent des pneus, c'est donc aussi une vraie problématique. A-t-on quantifié la proportion de particules liées à l'usure des pneus parmi les 3 à 10 tonnes de plastiques qui contaminent l'air en Île-de-France ?

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – En effet, la communication est essentielle, car, aujourd'hui, beaucoup voient dans la pollution plastique un « continent plastique », qui n'existe pas. Cette image est médiatiquement forte. Le problème ne se cantonne pas aux bouteilles plastiques présentes dans la nature ou au recyclage plus ou moins vertueux. Par conséquent, il faut consacrer beaucoup de temps à expliquer que la pollution plastique concerne tous les objets. La question des microfibres textiles est très importante, car elle relie notre sujet à la *fast fashion* dont le volume explose et pose, de fait, un certain nombre de problèmes en termes de microplastiques, de déstructuration et de déstabilisation des systèmes de collecte et de tri des vêtements.

La deuxième question portait sur la contribution des différents secteurs économiques à la pollution plastique. C'est un vaste sujet. Il y a vingt ans, le Britannique Richard Tompson a été le premier à écrire un article très intéressant sur les microplastiques. Récemment, il a créé une revue pour recenser l'ensemble des résultats scientifiques sur le sujet.

La première difficulté que nous rencontrons est que l'on cherche avant tout à déterminer la part de responsabilité de chacun. Je ne suis pas sûr que ce soit la bonne approche. S'il est nécessaire de traiter le sujet de manière à ce que les consommateurs connaissent les conséquences de leurs actes de consommation et la question de la gestion des déchets, ce n'est pas suffisant.

Depuis les années 1950, une grande partie des objets plastiques produits (dont seulement 8 % sont recyclés) sont encore en circulation. Le reste est dispersé dans la nature et se dégrade petit à petit. Sans être chercheur, en écoutant les uns et les autres, je suis persuadé que la quantité la plus importante de déchets plastiques reste à venir. C'est la raison pour laquelle nous parlions de « bombe à retardement » dans le rapport de 2020. Ces objets sont en train de se dégrader et émettent un flux continu de microplastiques.

M. Alexandre Allegret-Pilot, député. – J'aurais souhaité avoir des informations complémentaires sur les impacts sanitaires provoqués par les substances chimiques associées aux plastiques.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Cela se trouve en page 15 du rapport, mais les effets de trois molécules seulement sont répertoriés alors que nous en comptons 16 000 au total. Ce travail est très documenté.

Ce sont des substances chimiques qui entrent dans l'organisme et minent le système hormonal à tous les stades. Par exemple, lorsqu'une femme enceinte est exposée à ces molécules, cela va avoir un impact sur le développement du fœtus avec de possibles malformations génitales à la naissance. Ces molécules ont également un impact sur les adultes sous d'autres formes : il y a une perte des capacités cognitives, le développement de maladies cardiovasculaires, de l'obésité, du diabète, etc.

M. Arnaud Saint-Martin, député. – Il est vrai que la dégradation de tous ces plastiques en sommeil invite presque à s'interroger sur l'opportunité de lancer une grande collecte nationale de tous les plastiques à l'abandon pour les recycler.

Je retiens deux grandes choses de ce que vous dites.

La première est que nous sommes confrontés à un enjeu de modèle industriel, économique, et global à l'échelle mondiale, ainsi qu'à un enjeu d'internalisation des externalités négatives.

La seconde concerne la recherche, le suivi de la connaissance afin de pouvoir véritablement mesurer en détail ces externalités pour pouvoir, ensuite, les répercuter sur les producteurs de plastiques.

Quel est, d'après vous, le chiffrage budgétaire d'un projet qui serait suffisamment ambitieux, tout en restant soutenable, pour avoir la capacité de financer ce suivi et cette recherche ? Le cas échéant, à quel niveau de centralisation interviendrait-il ?

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – J'apprécie la première partie de votre prise de parole sur le modèle économique.

Il ne s'agit pas de dire que tous les plastiques sont inutiles. En effet, comme nous l'avons vu à Valence, des industriels construisent des barrières en plastique qui se gonflent automatiquement, permettant ainsi d'éviter les catastrophes liées aux inondations. Les plastiques dans les satellites permettent aussi de mesurer les paramètres physiques de la Terre et de prévoir des catastrophes naturelles. Les plastiques présents dans des véhicules évitent l'émission de CO₂, etc.

Pour autant, certains plastiques sont complètement inutiles, conférant à ce matériau une mauvaise image auprès du public.

Combien faudrait-il investir ? La question est complexe car elle concerne tout le cycle de vie. Donc, que peut-on effectuer comme recherches pour réduire le volume des plastiques produits sans perdre les propriétés physiques de ces matériaux ? Si je devais travailler à l'autre bout de la chaîne, je ferais en sorte d'avoir à ma disposition les meilleurs systèmes de gestion. J'ajoute que je me place toujours dans le cadre du traité international.

En France, nous connaissons le coût des plastiques à travers les impôts locaux pour le tri et la collecte des déchets. Quand vous êtes dans un pays où il n'y a aucune infrastructure de gestion des déchets, cela génère d'autres types de coût. Ces derniers varient donc considérablement d'un pays à l'autre.

Sur la communication, le modèle d'organisation de notre consommation est la grande distribution. Cette dernière est un grand utilisateur de tous ces plastiques à usage unique. En définitive, nous réalisons que la part des financements consacrés à la recherche et à la transition du modèle économique est variable d'un pays à l'autre.

La seule chose certaine est que nous devons agir. Dans cette perspective, il serait intéressant d'avoir une première estimation des coûts pour un pays. Je rappelle que chacune des trois molécules précédemment évoquées entraîne un type de dommage qui lui est propre.

Ainsi, contrairement à l'image que nous en avons, ce matériau coûte cher à la société et son usage induit des conséquences néfastes. Si nous décidons d'éviter ce coût, le chiffrage est un levier important. En effet, ce dernier est indispensable pour s'orienter vers la transition sociale, industrielle qui nous est nécessaire pour sortir du problème.

Mme Dominique Voynet, députée. – Merci pour ce travail précieux d'intérêt général. J'ai une question qui fait le lien avec ce que vous disiez concernant l'expertise à consolider et le fait que la recherche indépendante ne devrait pas bénéficier uniquement d'appels à projets, mais de réels financements. Je m'associe à cette recommandation, car elle est nécessaire. Nous devons pérenniser des budgets et des équipes. Est-ce que vous avez des éléments à nous fournir sur le type d'espace qu'il faudrait construire ? Est-ce couplé à de la recherche universitaire ?

Bien évidemment, il faudrait former du personnel à ces recherches. Devrions-nous créer un organisme public *ad hoc* afin d'assurer l'indépendance et l'intégrité de la recherche publique en ce domaine ? Auriez-vous des informations sur les modalités d'une institutionnalisation de cette recherche ? De fait, elle pourrait peut-être apporter des savoirs nouveaux sur cette vie du plastique.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Ce que je peux vous répondre est qu'il y a un véritable intérêt et une plus-value à ce qui s'est passé en parallèle des négociations du traité avec la formation d'une coalition internationale de scientifiques. De manière spontanée, 400 chercheurs ont décidé de travailler ensemble. Nous voyons bien qu'il y a une sorte d'émulation en plus d'une prise en compte de la diversité des enjeux selon les pays. Donc, tout cela est très riche et important. Dans le rapport de l'Office de 2020, parmi nos quarante-neuf recommandations, nous voulions mettre en place l'équivalent du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour le plastique. Toute la communauté scientifique aurait ainsi pu échanger.

Je pense que nous sommes à un moment charnière. Dans le rapport de 2020, concernant l'effet des microplastiques sur la biodiversité, chacun citait la taille du polymère étudié, la durée d'exposition, la concentration et l'espèce cible. À partir de ces résultats, des convergences se dégagèrent permettant d'identifier d'éventuelles conséquences. Cependant, il restait difficile d'associer ou de comparer les études entre elles. Donc, je crois beaucoup à une approche internationale menée dans cet esprit d'harmonisation et d'homogénéisation des méthodes d'analyse.

En France, les débats dépassent la recherche sur le plastique et portent sur toutes les recherches. Je suis persuadé qu'un pays puissant investit dans la recherche et, du même coup, dans sa vision de son avenir. Cela nécessite des financements pérennes et la capacité de mener des recherches à long terme.

Mme Dominique Voynet, députée. – Je voudrais évoquer un problème en devenir : la banalisation de la consommation excessive d'eau ou de sodas encouragée par les énormes campagnes de *marketing* réalisées par de puissantes multinationales comme Coca-Cola au moment des jeux Olympiques de 2024, ou encore Nestlé. Ces pratiques ont été dénoncées par de nombreux travaux comme ceux de Jean Ziegler ou, plus récemment, par ceux de notre collègue sénatrice, Raymonde Poncet Monge. Je vous remercie pour l'utilité de votre travail. Grâce à cela, nous savons désormais que le contenant pose des problèmes énormes et génère des coûts directs, indirects, sanitaires et environnementaux, etc., que vous avez bien décrits.

Cependant, le contenu cause aussi des problèmes et je n'évoquerais même pas les coûts générés par le transport et l'impact de ces produits sur le porte-monnaie des personnes aux revenus modestes. En effet, bien des travaux évoquent l'impact des sodas sucrés : diabète, obésité, AVC, hypertension, etc. De plus, l'eau du robinet disponible pour presque rien est aussi contaminée par des particules, notamment par les plastiques. Donc, j'espère ne pas alimenter le procès de l'écologie punitive en plaidant pour une régulation, non seulement des produits, que ce soit les molécules plastiques elles-mêmes ou leurs adjuvants, mais également des usages.

Une société qui se pose la question de son avenir peut-elle se contenter de laisser le marché décider et laisser à la collectivité le soin d'assumer les coûts ? Non.

Le moment viendra où il faudra peut-être créer une nouvelle régulation afin de réserver l'emploi de produits pétroliers précieux et rares à des usages plus nobles que celui des bouteilles plastiques qui vont se retrouver en décharge. Je n'évoque même pas la Polynésie française. À Mayotte, avec la crise de l'eau, des millions de bouteilles plastiques se retrouvent dans les ruisseaux, disséminées sur l'île d'une façon insupportable, car nous n'avons pas de filière de recyclage.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Mon implication sur le traité international m’a appris une chose que je n’avais pas nécessairement vue. Nous avons évoqué Mayotte. Des pays sans bouteille d’eau existent aussi et ils sont confrontés à de grandes difficultés. J’ai pu rencontrer des personnes de ces régions qui expliquent ne pas avoir de ressource en eau superficielle ou souterraine. En définitive, la seule solution est le recours à la bouteille d’eau.

Ici, le contexte est complètement différent et cela nécessite effectivement d’étudier à nouveau le sujet chez nous. Je fais partie des personnes qui considèrent que l’eau du robinet est de très bonne qualité en France, même si nous pouvons y trouver parfois des choses que nous préférerions ne pas y trouver. Elle est payée par nos impôts et elle est beaucoup moins chère que l’eau en bouteille. À ce titre, je ne comprends toujours pas que certaines personnes se plaignent de payer trop d’impôts pour pouvoir bénéficier de l’eau du robinet alors qu’elles achètent de l’eau en bouteille qui coûte jusqu’à deux cents fois plus cher que l’eau du robinet. Nous entrons ici dans la dimension sociologique du sujet. Ceci pose des questions sur le modèle de consommation et notamment sur les petits contenants. Nous échangerons sur ces questions quand nous débattrons de la proposition de loi visant à l’interdiction des micro-emballages plastiques destinés à contenir des liquides, déposée par le député Pierre Cazeneuve le 29 octobre 2024.

Cependant, je n’irai pas jusqu’à considérer que l’existence de ces contenants n’a aucune utilité. Ils peuvent être utiles dans certains cas à l’échelle planétaire ou dans le cadre de certaines crises où l’eau du robinet n’est plus potable.

Se pose aussi la question de la quantité des contenants que nous utilisons et la gestion des déchets qu’ils génèrent. Il faut rester prudent et ne pas se bercer d’illusions concernant ce qui nous est affirmé sur la capacité à recycler indéfiniment les bouteilles.

Cela nous interroge sur un aspect que je juge essentiel. Nous recourons tous à ces objets plastiques – souvent inutiles – pour assurer notre confort. Or, il est difficile de rebrousser chemin, car l’usage du plastique est commode, pratique et réduit les charges. Par exemple, nous n’allons plus faire les courses tous les jours.

M. Gérard Leseul, député, vice-président de l’Office. – Merci pour ce travail précieux et argumenté et pour votre investissement sur ce sujet. Je partage les interrogations des intervenants précédents. La question de la place du plastique dans les filières m’intéresse aussi. J’ai bien entendu la réponse : il ne faut pas que chacun se renvoie la responsabilité, mais il est aussi important d’avoir une vision, notamment en ce qui concerne la responsabilité de l’alimentation à emporter dans l’ensemble des pollutions plastiques et microplastiques. Bien sûr, il faut aller vers des régulations des produits, des usages et des contenants, ce qui poussera le consommateur à s’interroger et à s’impliquer.

Je voudrais savoir ce que nous pourrions faire dans le cadre d'un dialogue avec les professionnels de la filière plastique afin de les entraîner éventuellement vers une transition. Nous voyons bien que toutes les filières plastiques sont organisées et structurées. Donc, en tant que rapporteur, quelles relations avez-vous eues et quelles relations pourrions-nous avoir avec la Fédération de la plasturgie, le Syndicat des films plastiques, le Syndicat national de l'extrusion plastique, le Syndicat professionnel national de la plasturgie et des composites, etc. ?

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Il est vrai qu'il est important de connaître le degré de responsabilité des uns et des autres. Quand nous connaissons l'étendue de notre responsabilité, nous pouvons nous mettre autour d'une table pour déterminer comment agir.

Cela renvoie à un autre sujet tout aussi important : celui du mode de comptabilisation. Par exemple, les chercheurs ont indiqué que l'empreinte du plastique sur l'ensemble du cycle de vie est supérieure à celle de l'aviation.

Sur le lien avec les professionnels, au-delà de ces conclusions, l'héritage du rapport de 2020 apparaît à travers des sollicitations quasi hebdomadaires sur ce sujet de la part d'ONG mais aussi de professionnels. Rien n'est caché : il y a quinze jours, j'ai rencontré l'un des syndicats qui traitent cette problématique. Grâce à ces dialogues, nous pouvons mesurer la complexité du sujet. Nous sommes en présence d'enjeux portant sur l'industrie, des emplois, des familles et des bassins de production. Avec la présence de tous ces plastiques inutiles, je suis convaincu qu'un levier d'action existe. Les professionnels s'en rendent compte et, lors des échanges, nous pouvons constater qu'ils ont deux positionnements opposés.

Certains sont en avance dans leur pratique et ont anticipé un certain nombre de virages qu'ils devront prendre afin d'éviter d'être montrés du doigt. Ainsi, ils ne craignent parfois pas la réglementation car ils ont déjà anticipé plus que ce qu'elle exige.

D'autres pratiquent le *business as usual* et ne changent rien en prétendant ne pas connaître les impacts des microplastiques.

Au sein de la profession, nous sommes en présence de différentes manières d'observer la situation. Il ne faut jamais oublier non plus que les industriels sont confrontés à une contrainte économique. Néanmoins, ils peuvent être sincères dans leur démarche. De plus, le sujet est mondial de sorte que beaucoup de plastiques que nous considérons inutiles viennent d'Asie. Par conséquent, les professionnels du secteur peuvent penser qu'une transition bien menée chez eux peut éviter la mise en concurrence de certains produits.

Nous pouvons citer l'exemple du sac plastique. En France, nous avons beaucoup légiféré sur son épaisseur. Celle-ci a donc évolué et le sac plastique est devenu de meilleure qualité et, parfois même, réutilisable. Toutefois, des sacs plastiques d'origine chinoise ne respectant pas cette norme reviennent sur le marché.

Le sujet de la pollution plastique est complexe, mais nous avons l'obligation de dialoguer avec les industriels. J'invite chacun de nous à le faire. De cette manière, nous pourrions nous faire rapidement une opinion sur les interlocuteurs qui viennent avec l'idée de construire et sur ceux qui pratiquent leur lobbying en utilisant des cas d'espèce. Pour conclure, je considère qu'il ne faut surtout pas fermer la porte au dialogue et je m'applique cette règle.

M. Pierre Henriët, député, premier vice-président de l'Office. – Le dernier cycle de négociation sur le traité se tiendra dans quelques jours à Busan.

M. Philippe Bolo, député, rapporteur. – Oui, du 25 novembre au 1^{er} décembre.

Si le rapport que je vous présente est adopté, il sera traduit et largement diffusé. Je l'enverrai même au président du Comité international de négociations, Luis Vayas Valdivieso, ainsi qu'aux scientifiques.

Le rapport de 2020 avait permis de créer une coalition internationale de parlementaires à l'initiative d'Angèle Prévile et de moi-même. Aujourd'hui, cette coalition regroupe 26 parlementaires issus de 15 pays différents : nous sommes la voix de 2,3 milliards de citoyens. Chaque membre de la coalition parlementaire recevra la note en anglais et en français. Je les invite à prendre le temps dans leurs parlements respectifs, de réunir les chercheurs de leur pays et d'aller parler avec leurs industriels. En coordonnant nos actions, nous serons plus forts et nous pourrions peser sur les négociations.

M. Pierre Henriët, député, premier vice-président de l'Office. – Je propose que nous adoptions les conclusions de l'audition publique, ce qui permettra de diffuser ce support dans le cadre des négociations prochaines.

L'Office adopte à l'unanimité les conclusions de l'audition publique sur les impacts des plastiques sur la santé humaine et autorise la publication, sous forme de rapport, du compte rendu de l'audition et de ces conclusions.

ANNEXE

DOCUMENTS PROJETÉS PAR LES INTERVENANTS LORS DE L'AUDITION PUBLIQUE DU 17 OCTOBRE 2024

Les présentations des participants à l'audition publique du 17 octobre 2024 sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.senat.fr/rap/r24-141/r24-141-annexe.pdf>

BON DE COMMANDE

RÈGLEMENT du SÉNAT « MAI 2025 »

Commande envoyée le : **XXX**

Imprimeur : **XXX**

Nb de pages : **268 pages**

Prix public : **3 €**

Contact : Secrétariat de la division des lois

Tél : 01 42 34 20.16

Courriel : publications@senat.fr

Sénat

97

Livraison¹ le :

XXX

Mois sur la couverture (MAI 2025)

Les pages **93 à 115** doivent être imprimées en **jaune**.

Les pages **123 à 208** doivent être imprimées en **bleu**.

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche

et les jours fériés : **Texte - Rapport législatif** : J + 1 - **Rapport d'information** : J + 3 (sauf urgence)

MAI 2025

RÈGLEMENT DU SÉNAT



MAI 2025

Règlement du Sénat

Ce recueil, établi par la division des lois et de la légistique de la Direction de la séance du Sénat, comprend le Règlement du Sénat, l'Instruction générale du Bureau, ainsi que, notamment, la Constitution du 4 octobre 1958 et l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.

Ce recueil est également disponible sur le site internet du Sénat (www.senat.fr) où il est mis à jour en temps réel.

PALAIS DU LUXEMBOURG
15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06

ISSN 1249-4356

ISBN 978-2-11-180512-5



9 782111 805125

Prix de vente public : 3 2

Imprimé pour le Sénat par



www.senat.fr



www.senat.fr



SOMMAIRE



Règlement du Sénat	5
Chronologie, par article, des modifications du Règlement du Sénat	79
Instruction générale du Bureau du Sénat	93
Délégations et office parlementaires – Délégations sénatoriales – Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe	117
Table analytique	123
Constitution du 4 octobre 1958	209
Déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen du 26 août 1789	235
Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946	237
Charte de l’environnement du 24 juin 2004	239
Loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l’application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution	241
Loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l’application du cinquième alinéa de l’article 13 de la Constitution	245
Loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l’application du cinquième alinéa de l’article 13 de la Constitution	249
Loi organique n° 2013-1114 du 6 décembre 2013 portant application de l’article 11 de la Constitution	253
Ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires	257

HISTORIQUE DU RÈGLEMENT DEPUIS 1959

Les versions successives du Règlement du Sénat peuvent être consultées à cette adresse : <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/seance-publique/historique-du-reglement-du-senat.html>.

TABLE DES CHAPITRES DU RÈGLEMENT

	PAGES
TRAVAUX PRÉPARATOIRES – DATES D’ADOPTION	9
CHAPITRE PREMIER – Renouveau des instances du Sénat (art. 1 ^{er} à 4 <i>bis</i>).....	23
CHAPITRE II – Groupes politiques : constitution, déclaration comme groupe d’opposition ou minoritaire, exercice du droit de tirage (art. 5 à 6 <i>quater</i>)	25
CHAPITRE III – Désignation des membres des commissions permanentes (art. 7 et 8).....	26
CHAPITRE IV – Désignation des membres des commissions spéciales, des commissions d’enquête et des commissions mixtes paritaires (art. 8 <i>bis</i> à 8 <i>quater</i>)	27
CHAPITRE V – Désignation dans les organismes extérieurs au Parlement (art. 9 et 9 <i>bis</i>).....	29
CHAPITRE VI – Organisation des travaux des commissions (art. 13 à 15 <i>ter</i>).....	30
CHAPITRE VII – Travaux législatifs des commissions (art. 16 à 17 <i>bis</i>)	32
CHAPITRE VIII – Rôle d’évaluation et de contrôle des commissions (art. 19 <i>bis</i> A à 22 <i>ter</i>)	34
CHAPITRE IX – Participation des sénateurs aux travaux du Sénat (art. 23 <i>bis</i> A et 23 <i>bis</i>).....	36
CHAPITRE X – Dépôt des projets et propositions (art. 24 à 28)	37
CHAPITRE XI – Inscription à l’ordre du jour du Sénat – Discussion immédiate (art. 29 à 31).....	38
CHAPITRE XII – Tenue des séances (art. 32 à 38 <i>bis</i>).....	42
CHAPITRE XIII – Déclarations du Gouvernement (art. 39)	45
CHAPITRE XIV – Discussion des projets et des propositions (art. 42 à 47 <i>bis</i> -2).....	46
CHAPITRE XIV <i>bis</i> – Législation en commission (art. 47 <i>ter</i> à 47 <i>quinquies</i>).....	53
CHAPITRE XV – Procédure d’examen simplifié des textes relatifs à des conventions internationales (art. 47 <i>decies</i>)	54
CHAPITRE XVI – Résolutions prévues par l’article 34-1 de la Constitution (art. 50 <i>bis</i> à 50 <i>quater</i>)	55
CHAPITRE XVII – Modes de votation (art. 51 à 62)	56
CHAPITRE XVIII – Délégation de vote (art. 63 et 64).....	59
CHAPITRE XIX – Rapports du Sénat avec le Gouvernement et avec l’Assemblée nationale (art. 65 à 73-1).....	59
Section 1 – Déroulement de la navette (art. 65 et 66)	59
Section 2 – Motion de renvoi au référendum d’un projet de loi (art. 67 à 69).....	60
Section 3 – Motion tendant à consulter par référendum les électeurs d’une collectivité ultramarine (art. 69 <i>bis</i>)	61
Section 4 – Travaux des commissions mixtes paritaires (art. 69 <i>ter</i> à 72).....	61
Section 5 – Déclaration de guerre, interventions militaires extérieures et état de siège (art. 73 et 73-1)	62

CHAPITRE XX – Affaires européennes (art. 73 <i>bis</i> à 73 <i>decies</i>)	62
CHAPITRE XXI – Questions écrites et orales (art. 74 à 77).....	68
A – Questions écrites (art. 74 et 75).....	68
A <i>bis</i> – Questions d’actualité au Gouvernement (art. 75 <i>bis</i>)	69
B – Questions orales (art. 76 et 77).....	69
CHAPITRE XXII – Cour de justice de la République (art. 86 <i>bis</i>).....	70
CHAPITRE XXIII – Pétitions (art. 87 et 88).....	70
CHAPITRE XXIV – Police intérieure et extérieure du Sénat (art. 90 et 91).....	71
CHAPITRE XXV – Obligations déontologiques (art. 91 <i>bis</i> à 91 <i>septies</i>)	71
CHAPITRE XXVI – Discipline (art. 92 à 99 <i>quater</i>).....	73
CHAPITRE XXVII – Services du Sénat (art. 101 et 102).....	75
CHAPITRE XXVIII – Collaborateurs des sénateurs (102 <i>bis</i> et 102 <i>ter</i>)	76
CHAPITRE XXIX – Budget et comptes du Sénat (art. 103 et 103 <i>bis</i>)	76
CHAPITRE XXX – Dispositions diverses (art. 105 à 107).....	77

TRAVAUX PRÉPARATOIRES DATES D'ADOPTION

1. – Rapport de M. Pierre Marilhac, au nom de la commission spéciale chargée d'élaborer le Règlement provisoire du Sénat, nommée le 11 décembre 1958 en application de la décision prise par le Sénat le 9 décembre 1958,
déposé le 15 janvier 1959, n° 3 (session extraordinaire ouverte le 15 janvier 1959).

Résolution portant Règlement provisoire du Sénat,

adoptée le **16 janvier 1959**, in-8° n° 2 (session extraordinaire ouverte le 15 janvier 1959).

2. – Rapport de M. Marcel Prélôt, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 9 juin 1959, n° 79 (session ordinaire ouverte le 28 avril 1959).

Résolution complétant et modifiant le Règlement provisoire du Sénat,

adoptée le **9 juin 1959**, in-8° n° 7 (session ordinaire ouverte le 28 avril 1959).

Décision du Conseil constitutionnel sur le Règlement provisoire du Sénat constitué par la résolution du 16 janvier 1959, modifiée et complétée par la résolution du 9 juin 1959,

délibérée les **24 et 25 juin 1959**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 3 juillet 1959.

3. – Rapport de M. Marcel Prélôt, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 6 juillet 1960, n° 251 (1959-1960).

Résolution modifiant certains articles du Règlement du Sénat,

adoptée le **27 octobre 1960**, in-8° n° 3 (1960-1961).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conforme à la Constitution l'ensemble des dispositions du Règlement du Sénat, résultant des résolutions en date des 16 janvier 1959, 9 juin 1959 et 27 octobre 1960,

délibérée le **18 novembre 1960**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 23 novembre 1960.

4. – Rapport de M. Marcel Prélôt, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 18 juillet 1962, n° 296 (1961-1962).

Résolution modifiant les articles 7 et 63 du Règlement du Sénat,

adoptée le **20 juillet 1962**, in-8° n° 114 (1961-1962).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 7 et 63 (6° alinéa) du Règlement du Sénat, dans la rédaction qui leur a été donnée par la résolution en date du 20 juillet 1962,

délibérée le **31 juillet 1962**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 5 août 1962.

5. – Rapport de M. Marcel Prélôt, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 20 décembre 1962.

Résolution tendant à modifier les articles 44 et 45 du Règlement du Sénat,

adoptée le **16 mai 1963**, in-8° n° 30 (1962-1963).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 44 (alinéa 3) et 45 (alinéas 1^{er} et 2) du Règlement du Sénat, dans la rédaction qui leur a été donnée par la résolution en date du 16 mai 1963,

délibérée le **11 juin 1963**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 14 juin 1963.

6. – Rapport de M. Marcel Prélôt, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 14 juin 1966.

Résolution tendant à modifier les articles 18, 42, 54 et 60 du Règlement du Sénat et à compléter celui-ci par l'adjonction d'un article 21 bis,

adoptée le **16 juin 1966**, in-8° n° 77 (1965-1966).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 18 (alinéa 1 *bis*), 42 (alinéa 4), 54 (alinéas 3 et 4) et 60 du Règlement du Sénat, dans la rédaction résultant de la résolution du 16 juin 1966,

b) déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 21 *bis* nouveau du Règlement du Sénat dans la rédaction résultant de la résolution du 16 juin 1966,

délibérée le **8 juillet 1966**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 24 juillet 1966.

7. – Rapport de M. Marcel Prélôt, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 9 mai 1968.

Résolution tendant à modifier les articles 7, 9, 10, 12 et 86 du Règlement du Sénat,

adoptée le **14 mai 1968**, in-8° n° 65 (1967-1968).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 7, 9, 10, 12 et 86 du Règlement du Sénat, dans la rédaction résultant de la résolution du 14 mai 1968,

délibérée le **6 juin 1968**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 9 juin 1968.

8. – Rapport de M. Marcel Prélôt, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 6 avril 1971.

Résolution tendant à modifier les dispositions des articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 13, 14, 17, 21, 22, 29, 32, 36, 42, 45, 59, 72 et 108 du Règlement du Sénat, à le compléter par un article 29 bis et un article 109 et à abroger l'article 84,

adoptée le **22 avril 1971**, in-8° n° 76 (1970-1971).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions du Règlement du Sénat soumises à l'examen du Conseil constitutionnel telles qu'elles résultent de la résolution du 22 avril 1971 ainsi que celles de l'article 24 de ladite résolution,

délibérée le **18 mai 1971**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 30 mai 1971.

9. – Rapport de M. Pierre Marcilhacy, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 13 juin 1972.

Résolution tendant à modifier certains articles du Règlement du Sénat,

adoptée le **21 juin 1972**, in-8° n° 119 (1971-1972).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution, sous les réserves indiquées dans les motifs de ladite décision, les dispositions du Règlement du Sénat soumises à l'examen du Conseil constitutionnel telles qu'elles résultent de la résolution du 21 juin 1972,

délibérée le **28 juin 1972**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 2 juillet 1972.

10. – Rapport de M. Pierre Marcilhacy, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 2 avril 1973.

Résolution tendant à modifier les articles 36, 37, 42, 46, 48, 49, 64, 72, 78 et 82 du Règlement du Sénat,

adoptée le **25 avril 1973**, in-8° n° 98 (1972-1973).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 36 (alinéas 1 et 4 *bis*), 37 (alinéa 3), 42 (alinéa 7 *bis*), 46 (alinéa 3), 48 (alinéas 2 et 4), 49 (alinéas 1 et 6), 64 (alinéa 7), 72 (alinéa 2), 78 (alinéas 1 et 2) et 82 (alinéa 1) du Règlement du Sénat dans la rédaction résultant de la résolution du 25 avril 1973,

b) déclarant partiellement conformes à la Constitution les dispositions des articles 48 (alinéa 3) et 64 (alinéa 1) du Règlement du Sénat dans la rédaction résultant de la résolution du 25 avril 1973,

délibérée le **17 mai 1973**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 27 mai 1973.

11. – Rapport de M. Pierre Marcilhacy, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 2 avril 1976.

Résolution tendant à modifier les articles 9, 11, 21, 24, 29, 32, 33, 36, 37, 39, 42, 45, 53, 54, 56, 59, 60, 64, 72, 77, 80 et 88 du Règlement du Sénat et à le compléter par des articles 56 bis, 60 bis et 89 bis,

adoptée le **29 avril 1976**, in-8° n° 128 (1975-1976).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 9, 11, 21, 29, 32, 33, 36, 37, 42, 53, 54, 56, 56 bis, 59, 60, 60 bis, 64, 72, 77, 80 et 88 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 29 avril 1976,

b) déclarant conformes à la Constitution, sous les réserves et dans la mesure indiquées dans les motifs de ladite décision, les dispositions des articles 24 (alinéa 2) et 45 (alinéa 1), telles qu'elles résultent de la résolution du 29 avril 1976,

c) déclarant partiellement conformes à la Constitution les dispositions des articles 39 et 89 bis telles qu'elles résultent de la résolution du 29 avril 1976,

délibérée le **2 juin 1976**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 6 juin 1976.

12. – Rapport de M. Léon Jozeau-Marigné, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 29 juin 1977.

Résolution tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat,

adoptée le **30 juin 1977**, in-8° n° 183 (1976-1977).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions de l'article 7 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 30 juin 1977,

délibérée le **20 juillet 1977**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 23 juillet 1977.

13. – Rapport de M. Pierre Marcilhacy, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 3 avril 1978.

Résolution tendant à modifier les articles 24, 39, 42, 44, 45 et 60 bis du Règlement du Sénat,

adoptée le **9 mai 1978**, in-8° n° 134 (1977-1978).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant non conformes à la Constitution les dispositions relatives au contrôle de la recevabilité, au regard de l'article 40 de la Constitution, des propositions de loi formulées par les sénateurs, qui figurent à l'article premier de la résolution ;

b) déclarant conformes à la Constitution les autres dispositions de la résolution,

délibérée le **14 juin 1978**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 16 juin 1978.

14. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 19 octobre 1979.

Résolution tendant à modifier l'article 13 du Règlement du Sénat,

adoptée le **25 octobre 1979**, in-8° n° 3 (1979-1980).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions de l'article 13 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 25 octobre 1979,

délibérée le **21 novembre 1979**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 22 novembre 1979.

15. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 14 octobre 1980.

Résolution tendant à modifier et compléter le Règlement du Sénat,

adoptée le **23 octobre 1980**, in-8° n° 5 (1980-1981).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 43, 47 *bis*, 59 et 89 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 23 octobre 1980,

délibérée le **29 octobre 1980**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 30 octobre 1980.

16. – Rapport de M. Jacques Larché, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 8 juin 1983.

Résolution modifiant l'article 7 du Règlement du Sénat,

adoptée le **15 juin 1983**, in-8° n° 139 (1982-1983).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions de l'article 7 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 15 juin 1983,

délibérée le **19 juillet 1983**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 21 juillet 1983.

17. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 12 juin 1984.

Résolution modifiant les articles 10, 16, 20, 39, 42, 43, 44, 47 *bis*, 48, 49, 74, 76, 78, 79, 82, 100 et 108 du Règlement du Sénat et ajoutant un article 110,

adoptée le **30 juin 1984**, in-8° n° 181 (1983-1984).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions du Règlement du Sénat soumises à l'examen du Conseil constitutionnel telles qu'elles résultent de la résolution du 30 juin 1984,

délibérée le **26 juillet 1984**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 28 juillet 1984.

18. – Rapport et rapport supplémentaire de M. François Collet, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposés les 15 et 20 mai 1986.

Résolution modifiant les articles 7, 29, 32, 38, 42, 43, 44, 48, 49, 51, 56, 56 bis, 76, 79, 85, 88, 89 bis, 99, 103 et 104 du Règlement du Sénat,

adoptée le **20 mai 1986**, adoption n° 120 (1985-1986).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 7, 29, 32, 42, 43, 44, 49, 51, 56, 56 bis, 76, 79, 85, 88, 89 bis, 99, 103 et 104 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 20 mai 1986,

b) déclarant conformes à la Constitution, dans la mesure indiquée dans les motifs de ladite décision, les dispositions des articles 38 et 48 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 20 mai 1986,

délibérée le **3 juin 1986**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 4 juin 1986.

19. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposé le 7 décembre 1988.

Résolution modifiant l'article 103 du Règlement du Sénat,

adoptée le **9 décembre 1988**, adoption n° 20 (1988-1989).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions de l'article 103 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 9 décembre 1988,

délibérée le **20 décembre 1988**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 21 décembre 1988.

20. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposé le 7 juin 1989.

Résolution modifiant les articles 7 et 8 du Règlement du Sénat,

adoptée le **12 juin 1989**, adoption n° 91 (1988-1989).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 7 et 8 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 12 juin 1989,

délibérée le **4 juillet 1989**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 6 juillet 1989.

21. – Rapport de M. Jacques Larché, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 27 juin 1990.

Résolution modifiant les articles 16, 24, 29 et 48 du Règlement du Sénat et introduisant dans celui-ci des articles 47 *ter*, 47 *quater*, 47 *quinquies*, 47 *sexies*, 47 *septies*, 47 *octies*, 47 *nonies* et 56 *bis* A,

adoptée le **4 octobre 1990**, adoption n° 4 (1990-1991).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 47 *quinquies* du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 4 octobre 1990,

b) déclarant inséparables des dispositions de l'article 47 *quinquies* celles des articles 47 *quater*, 47 *septies* et 56 *bis* A du Règlement du Sénat ainsi que certaines dispositions des articles 16, 29, 47 *ter*, 47 *octies*, 47 *nonies* et 48 du Règlement du Sénat telles qu'elles résultent de la résolution du 4 octobre 1990,

c) déclarant conformes à la Constitution, dans la mesure indiquée dans les motifs de ladite décision, les dispositions des articles 47 *ter* et 47 *octies* du Règlement du Sénat, telles qu'elles résultent de la résolution du 4 octobre 1990,

d) déclarant non contraires à la Constitution les autres dispositions du Règlement du Sénat dans la rédaction résultant de la résolution du 4 octobre 1990,

délibérée le **7 novembre 1990**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 9 novembre 1990.

22. – Rapport de M. Daniel Hoeffel, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 28 novembre 1990.

Résolution modifiant l'article 29 du Règlement du Sénat et insérant dans celui-ci, après l'article 83, une division relative aux questions orales avec débat portant sur des sujets européens,

adoptée le **13 décembre 1990**, adoption n° 56 (1990-1991).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution les dispositions de la résolution,

délibérée le **8 janvier 1991**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 12 janvier 1991.

23. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 29 mai 1991.

Résolution modifiant l'article 10 du Règlement du Sénat,

adoptée le **29 juin 1991**, adoption n° 152 (1990-1991).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,

délibérée le **23 juillet 1991**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 25 juillet 1991.

24. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 16 décembre 1991.

Résolution rendant le Règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires et modifiant certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat,

adoptée le **18 décembre 1991**, adoption n° 76 (1991-1992).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,
délibérée le **15 janvier 1992**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 18 janvier 1992.

25. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 6 mai 1992.

Résolution modifiant l'article 47 bis du Règlement du Sénat,

adoptée le **14 mai 1992**, adoption n° 128 (1991-1992).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution contraire à la Constitution,
délibérée le **9 juin 1992**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 11 juin 1992.

26. – Rapport de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 10 décembre 1992.

Résolution insérant dans le Règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de l'article 88-4 de la Constitution,

adoptée le **15 décembre 1992**, adoption n° 38 (1992-1993).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant non conforme à la Constitution la troisième phrase du premier alinéa de l'article 73 bis ajouté au Règlement du Sénat par la résolution,

b) déclarant conformes à la Constitution, sous les réserves mentionnées dans les motifs de ladite décision, les autres dispositions du Règlement du Sénat résultant de la résolution,

délibérée le **12 janvier 1993**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 14 janvier 1993.

27. – Rapport et rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposés les 27 octobre et 15 décembre 1993.

Résolution modifiant les articles 36, 37, 42 et 49 du Règlement du Sénat,

adoptée le **4 mai 1994**, adoption n° 116 (1993-1994).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant contraire à la Constitution la seconde phrase du texte inséré par le I de l'article 3 de la résolution à l'alinéa 3 de l'article 36 du Règlement du Sénat,

b) déclarant conformes à la Constitution les autres dispositions de la résolution,

délibérée le **31 mai 1994**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 2 juin 1994.

28. – Rapport de M. Daniel Hoeffel, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposé le 16 novembre 1995.

Résolution modifiant le Règlement du Sénat,

adoptée le **21 novembre 1995**, adoption n° 37 (1995-1996).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant les dispositions du Règlement conformes à la Constitution sous les réserves indiquées dans les motifs de ladite décision,

délibérée le **15 décembre 1995**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 19 décembre 1995.

29. – Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposé le 1^{er} octobre 1996.

Résolution modifiant les articles 9 et 45 du Règlement du Sénat et insérant un article 22 *ter*,

adoptée le **3 octobre 1996**, adoption n° 3 (1996-1997).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution sous les réserves indiquées dans les motifs de ladite décision,

délibérée le **14 octobre 1996**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 18 octobre 1996.

30. – Rapport de M. Jean-Jacques Hyest, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 19 mai 1999.

Résolution modifiant l'article 73 bis du Règlement du Sénat,

adoptée le **27 mai 1999**, adoption n° 131 (1998-1999).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution sous la réserve indiquée dans les motifs de ladite décision,

délibérée le **24 juin 1999**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 27 juin 1999.

31. – Rapport et rapport supplémentaire de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposés les 5 mai et 11 mai 2004.

Résolution actualisant le Règlement du Sénat,

adoptée le **11 mai 2004**, adoption n° 74 (2003-2004).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution, sous les réserves mentionnées dans les motifs de ladite décision,

délibérée le **18 mai 2004**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, des 21 et 22 mai 2004.

32. – Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposé le 3 mai 2005.

Résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances,

adoptée le **10 mai 2005**, adoption n° 104 (2004-2005).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,

délibérée le **19 mai 2005**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 21 mai 2005.

33. – Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,

déposé le 28 mai 2008.

Résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat afin d'intégrer les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans les effectifs des commissions permanentes,

adoptée le **4 juin 2008**, adoption n° 101 (2007-2008).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,

délibérée le **26 juin 2008**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 5 juillet 2008.

34. – Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 22 octobre 2008.

Résolution modifiant l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat,

adoptée le **29 octobre 2008**, adoption n° 7 (2008-2009).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,

délibérée le **6 novembre 2008**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 9 novembre 2008.

35. – Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 20 mai 2009.

Résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour mettre en œuvre la révision constitutionnelle, conforter le pluralisme sénatorial et rénover les méthodes de travail du Sénat,

adoptée le **2 juin 2009**, adoption n° 85 (2008-2009).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,

délibérée le **25 juin 2009**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 28 juin 2009.

36. – Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 15 décembre 2010.

Résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux,

adoptée le **20 décembre 2010**, adoption n° 34 (2010-2011).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,

délibérée le **13 janvier 2011**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 14 janvier 2011.

37. – Rapport de M. Alain Anziani, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 7 décembre 2011.

Résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable,

adoptée le **19 décembre 2011**, adoption n° 33 (2011-2012).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,

délibérée le **22 décembre 2011**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 24 décembre 2011.

38. – Rapport de M. Jean-Jacques Hyest, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 6 mai 2015.

Résolution réformant les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace,

adoptée le **13 mai 2015**, adoption n° 100 (2014-2015).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant contraire à la Constitution l'alinéa 2 *bis* inséré à l'article 28 *ter* du Règlement par la résolution,

b) déclarant conformes à la Constitution, sous les réserves mentionnées dans les motifs de ladite décision, les autres dispositions du Règlement du Sénat résultant de la résolution,

délibérée le **11 juin 2015**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 14 juin 2015.

39. – Rapport de M. Philippe Bas, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 6 décembre 2017.

Résolution pérennisant et adaptant la procédure de législation en commission,

adoptée le **14 décembre 2017**, adoption n° 27 (2017-2018).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution, sous la réserve mentionnée dans les motifs de ladite décision,

délibérée le **16 janvier 2018**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 20 janvier 2018.

40. – Rapport de M. Philippe Bas, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale,
déposé le 30 mai 2018.

Résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs,

adoptée le **6 juin 2018**, adoption n° 117 (2017-2018).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution, sous les réserves mentionnées dans les motifs de ladite décision,

délibérée le **5 juillet 2018**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 7 juillet 2018.

41. – Rapport de M. Philippe Bonnecarrère, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 10 avril 2019.

Résolution renforçant les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois,

adoptée le **7 mai 2019**, adoption n° 97 (2018-2019).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution,

délibérée le **6 juin 2019**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 7 juin 2019.

42. – Rapport de M. Philippe Bas, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 5 juin 2019.

Résolution clarifiant et actualisant le Règlement du Sénat,

adoptée le **18 juin 2019**, adoption n° 112 (2018-2019).

Décision du Conseil constitutionnel :

a) déclarant contraires à la Constitution les mots : « , y compris pour tirer les conséquences nécessaires d'une décision du Conseil constitutionnel prononçant l'abrogation avec effet différé d'une disposition législative » et les mots : « , dans un autre texte en cours d'examen ou dans un texte promulgué depuis le début de l'examen du texte en discussion » du texte inséré par le 1° de l'article 17 de la résolution à l'alinéa 7 de l'article 44 *bis* du Règlement du Sénat,

b) déclarant conformes à la Constitution, sous les réserves mentionnées dans les motifs de ladite décision, les autres dispositions du Règlement du Sénat résultant de la résolution,

délibérée le **11 juillet 2019**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 13 juillet 2019.

43. – Rapport de M. François-Noël Buffet, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 26 mai 2021.

Résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité,

adoptée le **1^{er} juin 2021**, adoption n° 119 (2020-2021).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution, sous les réserves mentionnées dans les motifs de ladite décision,

délibérée le **1^{er} juillet 2021**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 2 juillet 2021.

44. – Rapport de M. François-Noël Buffet, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 6 décembre 2023.

Résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de compléter l'intitulé de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication,

adoptée le **12 décembre 2023**, adoption n° 29 (2023-2024).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution, délibérée le **18 janvier 2024**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 20 janvier 2024.

45. – Rapport de Mme Muriel Jourda, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, déposé le 2 avril 2025.

Résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification,

adoptée le **8 avril 2025**, adoption n° 102 (2024-2025).

Décision du Conseil constitutionnel déclarant la résolution conforme à la Constitution, sous la réserve mentionnée dans les motifs de ladite décision,

délibérée le **7 mai 2025**,

publiée au *J.O.*, Lois et décrets, du 10 mai 2025.

RÈGLEMENT DU SÉNAT

CHAPITRE PREMIER **Renouvellement des instances du Sénat**

Article 1^{er}

1. – À l'ouverture de la première séance qui suit chaque renouvellement du Sénat, le plus âgé des membres présents occupe le fauteuil jusqu'à la proclamation de l'élection du Président.
2. – Les six plus jeunes sénateurs présents remplissent les fonctions de secrétaire jusqu'à l'élection du Bureau définitif.
3. – Aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du Président d'âge.

Article 2

1. – Immédiatement après l'installation du Président d'âge, il est procédé, en séance publique, à l'élection du Président.
2. – L'élection du Président a lieu au scrutin secret à la tribune¹.
3. – Les secrétaires d'âge dépouillent le scrutin. Le Président d'âge en proclame le résultat.
4. – Si la majorité absolue des suffrages exprimés n'a pas été acquise au premier ou au deuxième tour de scrutin, au troisième tour la majorité relative suffit ; en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est proclamé élu.
5. – En cas de vacance, il est pourvu au remplacement du Président du Sénat par une élection au scrutin secret à la tribune. Six secrétaires dépouillent le scrutin et le Président de séance en proclame le résultat. L'élection a lieu selon la procédure prévue à l'alinéa 4. Pendant cette vacance, l'intérim est assuré par le premier vice-président dans l'ordre de préséance.

Article 2 bis

1. – Les autres membres du Bureau définitif sont désignés lors de la séance qui suit l'élection du Président.
2. – Le Bureau définitif du Sénat se compose d'un Président, de huit vice-présidents, de trois questeurs et de quatorze secrétaires, respectivement désignés pour trois ans.
3. – Après l'élection du Président, les présidents des groupes se réunissent pour établir les listes des candidats aux fonctions de vice-président, de questeur et de secrétaire.
4. – Ces listes sont établies selon la représentation proportionnelle des groupes au plus fort reste : d'abord pour les postes de vice-président et de questeur, compte tenu de l'élection du Président ; puis pour l'ensemble du Bureau, le délégué de la réunion administrative des sénateurs n'appartenant à aucun groupe possédant les mêmes droits qu'un président de groupe en ce qui concerne la nomination des secrétaires du Sénat. Ces listes s'efforcent d'assurer une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes pour chacune de ces fonctions. Ces listes sont remises au Président qui fait procéder à leur affichage.

¹ Voir aussi I.G.B, Chapitre XV.

5. – Pendant un délai d’une heure, il peut être fait opposition à ces listes pour non-respect de la représentation proportionnelle. L’opposition, pour être recevable, doit être rédigée par écrit, signée par trente sénateurs ou le président d’un groupe, et remise au Président.

6. – À l’expiration du délai d’opposition, s’il n’en a pas été formulé, les listes des candidats sont ratifiées par le Sénat et le Président procède à la proclamation des vice-présidents, des questeurs et des secrétaires.

7. – Si le Président a été saisi d’une opposition, il la porte à la connaissance du Sénat qui statue sur sa prise en considération, après un débat où peuvent seuls être entendus un orateur pour et un orateur contre.

8. – Le rejet de la prise en considération équivaut à la ratification de la liste présentée, dont les candidats sont sur-le-champ proclamés élus par le Président. La prise en considération entraîne l’annulation de la liste litigieuse. Dans ce cas, les présidents des groupes se réunissent immédiatement pour établir une nouvelle liste sur laquelle il est statué dans les mêmes conditions que pour la première.

8 bis. – Le sénateur qui cesse d’appartenir au groupe dont il faisait partie lors de sa nomination comme membre du Bureau cesse de plein droit d’appartenir à celui-ci. Le groupe fait connaître au Président du Sénat le nom du candidat qu’il propose et il est pourvu au remplacement selon la même procédure.

9. – En cas de vacance d’un poste de vice-président, de questeur ou de secrétaire, le groupe intéressé fait connaître au Président du Sénat le nom du candidat qu’il propose et il est pourvu au remplacement selon la même procédure.

10. – Lorsque le Sénat ne tient pas séance, le Président du Sénat peut décider de remplacer l’annonce en séance de cette candidature par une insertion au *Journal officiel*, le délai d’opposition expirant alors à minuit le lendemain de cette publication. Le Président en informe le Sénat lors de la plus prochaine séance.

Article 3

1. – Le Bureau définitif a tous pouvoirs pour présider aux délibérations du Sénat et pour organiser et diriger tous ses services dans les conditions déterminées par le présent Règlement.

2. – Les vice-présidents suppléent et représentent le Président en cas d’absence.

3. – Lorsque le Président du Sénat est appelé à exercer les fonctions de Président de la République, en application de l’article 7 de la Constitution, le Bureau désigne un des vice-présidents pour le remplacer provisoirement.

Article 4

Après la désignation du Bureau définitif, le Président du Sénat fait connaître au Président de la République et à l’Assemblée nationale que le Sénat est constitué.

Article 4 bis

1. – À l’ouverture de la première séance qui suit chaque renouvellement du Sénat, il est procédé à une attribution provisoire des places dans la salle des séances.

2. – Dès que les listes de membres des groupes ont été publiées, conformément à l’article 5, le Président convoque les représentants des groupes en vue de procéder à l’attribution définitive des places.

3. – Vingt-quatre heures avant cette réunion, les membres du Sénat n’appartenant à aucun groupe font connaître au Président à côté de quel groupe ils désirent siéger.

CHAPITRE II

Groupes politiques : constitution, déclaration comme groupe d'opposition ou minoritaire, exercice du droit de tirage

Article 5

1. – Les sénateurs peuvent s'organiser en groupes par affinités politiques. Nul ne peut faire partie de plusieurs groupes ni être contraint de faire partie d'un groupe.

2. – La constitution, au sein du Sénat, de groupes tendant à défendre des intérêts particuliers, locaux ou professionnels, est interdite.

3. – Les groupes sont constitués par la remise à la Présidence du Sénat de la liste des sénateurs qui ont déclaré y adhérer. Au moment de leur création et après chaque renouvellement du Sénat, les groupes remettent à la Présidence du Sénat, pour publication au *Journal officiel*, la liste des sénateurs qui en sont membres, une déclaration politique formulant les objectifs et les moyens de la politique qu'ils préconisent et une déclaration par laquelle ils se définissent comme groupe d'opposition ou comme groupe minoritaire au sens de l'article 51-1 de la Constitution. Ils peuvent retirer ou modifier cette dernière à tout moment.

4. – Les groupes constituent librement leur bureau.

5. – Chaque groupe compte au moins dix membres. Il est constitué en vue de sa gestion sous forme d'association, présidée par le président du groupe et composée des sénateurs qui y ont adhéré et de ceux qui y sont apparentés ou rattachés administrativement.

6. – Sous réserve de la décision de la Conférence des Présidents, les droits spécifiques reconnus aux groupes d'opposition et aux groupes minoritaires sont attribués sur le fondement de la situation des groupes après la constitution du Bureau définitif puis chaque année au début de la session ordinaire.

7. – Chaque groupe peut assurer son service intérieur par un secrétariat administratif dont il règle lui-même le statut, le recrutement et le mode de rétribution. Les conditions d'installation matérielle des secrétariats des groupes et les droits d'accès et de circulation de leur personnel dans le Palais sont fixés par le Bureau du Sénat sur proposition des questeurs.

Article 5 bis

(Abrogé par la résolution du 18 juin 2019)

Article 6

1. – Les formations dont l'effectif est inférieur à celui requis pour la constitution d'un groupe et les sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe ou d'aucune formation peuvent soit s'apparenter, soit se rattacher administrativement à un groupe de leur choix, avec l'accord de ce groupe.

2. – L'indication des formations ou des sénateurs qui ont déclaré, en vertu du présent article, s'apparenter ou se rattacher administrativement à un groupe, figure à la suite de la liste des membres dudit groupe remise à la Présidence du Sénat en application de l'article 5, alinéa 3.

3. – Les sénateurs qui ne sont ni inscrits, ni apparentés, ni rattachés administrativement à un groupe forment une réunion administrative représentée par un délégué élu en son sein. La réunion administrative est constituée en vue de sa gestion sous forme d'association, présidée par son délégué et composée des sénateurs qui la forment.

4. – Lorsqu'il y a lieu de répartir des temps de parole ou de procéder à des désignations selon la règle de représentation proportionnelle des groupes, l'effectif à prendre en compte inclut les sénateurs rattachés ou apparentés.

Article 6 bis

1. – Chaque groupe a droit à la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire. La demande de création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information est formulée au plus tard une semaine avant la réunion de la Conférence des Présidents qui doit en prendre acte.

2. – La fonction de président ou de rapporteur est attribuée au membre d'un groupe minoritaire ou d'opposition, le groupe à l'origine de la demande de création obtenant de droit, s'il le demande, que la fonction de président ou de rapporteur revienne à l'un de ses membres.

Article 6 ter

1. – La demande de création d'une commission d'enquête en application de l'article 6 *bis* prend la forme d'une proposition de résolution qui détermine avec précision, soit les faits qui donnent lieu à enquête, soit les services publics ou les entreprises nationales dont la commission d'enquête se propose d'examiner la gestion.

2. – Les alinéas 3, 4 et 5 à 7 de l'article 8 *ter* relatifs au contrôle de la recevabilité de la proposition de résolution, à la détermination de la composition, à la désignation des membres et au fonctionnement de la commission d'enquête sont applicables.

Article 6 quater

Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 21 sont applicables à la création d'une mission d'information en application de l'article 6 *bis*.

CHAPITRE III

Désignation des membres des commissions permanentes

Article 7

1. – Après chaque renouvellement partiel, le Sénat nomme, en séance publique, les sept commissions permanentes suivantes :

1° La commission des affaires économiques, qui comprend 51 membres ;

2° La commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, qui comprend 49 membres ;

3° La commission des affaires sociales, qui comprend 51 membres ;

4° La commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, qui comprend 49 membres ;

5° La commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, qui comprend 49 membres ;

6° La commission des finances, qui comprend 49 membres ;

7° La commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, qui comprend 49 membres.

2. – Un sénateur ne peut être membre que d'une commission permanente. Le Président du Sénat n'est membre d'aucune commission permanente.

Article 8

1. – Le Sénat, après l'élection de son Président, fixe la date de la séance au cours de laquelle seront nommées les commissions permanentes.
2. – Avant cette séance, les présidents des groupes et le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, après s'être concertés, remettent au Président du Sénat la liste des candidats qu'ils ont établie conformément à la règle de la proportionnalité.
3. – Le Président du Sénat fait connaître en séance qu'il a été procédé à l'affichage de cette liste.
4. – Pendant un délai d'une heure, il peut être fait opposition à cette liste. L'opposition, pour être recevable, doit être rédigée par écrit, signée par trente sénateurs ou un président de groupe, et remise au Président.
5. – Sauf opposition, la liste des candidats est considérée comme ratifiée par le Sénat à l'expiration de ce délai.
6. – Si le Président a été saisi d'une opposition, il la porte à la connaissance du Sénat qui statue sur sa prise en considération après un débat où peuvent seuls être entendus un orateur pour et un orateur contre.
7. – Le rejet de la prise en considération équivaut à la ratification de la liste présentée. La prise en considération entraîne l'annulation de la liste litigieuse. Dans ce cas, les présidents des groupes et le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe se réunissent sans délai pour établir une nouvelle liste sur laquelle il est statué dans les mêmes conditions que pour la première.
- 7 bis. – Le sénateur qui cesse d'appartenir au groupe dont il faisait partie lors de sa nomination comme membre d'une commission permanente cesse de plein droit d'appartenir à celle-ci. Le président du groupe fait connaître au Président du Sénat le nom du candidat qu'il propose et il est pourvu au remplacement selon la même procédure. Si ce groupe indique qu'il ne désigne pas de candidat, le président du nouveau groupe auquel appartient le sénateur ou, le cas échéant, le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, fait connaître au Président du Sénat le nom du candidat qu'il propose et il est pourvu au remplacement selon la même procédure.
8. – En cas de vacance dans une commission permanente, le président du groupe intéressé ou, le cas échéant, le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, fait connaître au Président du Sénat le nom du sénateur qu'il propose pour occuper le siège vacant et il est procédé à sa désignation selon la même procédure.
9. – Lorsque le Sénat ne tient pas séance, le Président du Sénat peut décider de remplacer l'annonce en séance de cette candidature par une insertion au *Journal officiel*, le délai d'opposition expirant alors à minuit le lendemain de cette publication. Le Président en informe le Sénat lors de la plus prochaine séance.
10. – La liste des membres des commissions est publiée au *Journal officiel*.

CHAPITRE IV

Désignation des membres des commissions spéciales, des commissions d'enquête et des commissions mixtes paritaires

Article 8 bis

1. – Une commission spéciale comprend trente-sept membres. Elle peut être créée dans les conditions prévues à l'article 16 bis. Sauf décision contraire de la Conférence des Présidents, elle est reconstituée par le Sénat après chaque renouvellement partiel et prend fin à la promulgation ou au rejet définitif du texte pour l'examen duquel elle a été constituée².

² Dans sa décision n° 2025-880 DC du 7 mai 2025, le Conseil constitutionnel a décidé que le premier alinéa de l'article 8 bis était conforme à la Constitution, sous réserve que « la faculté d'opposition ainsi reconnue à la Conférence des présidents est sans effet sur la prérogative qui appartient au Gouvernement de demander le renvoi d'un projet ou d'une proposition de loi à une commission spécialement désignée à cet effet » et qu'« elle ne saurait avoir pour effet de faire obstacle à la reconstitution d'une telle commission dans l'hypothèse où le texte renvoyé à la demande du Gouvernement est inscrit à l'ordre du jour du Sénat » (paragraphe 16).

2. – Pour la désignation des membres des commissions spéciales, une liste de candidats est établie par les présidents de groupe et, le cas échéant, le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d’aucun groupe, conformément à la règle de la proportionnalité, après consultation préalable des présidents de commission permanente.

3. – Il est ensuite procédé selon les modalités de constitution des commissions permanentes prévues aux alinéas 3 à 10 de l’article 8.

Article 8 ter³

1. – Sous réserve de la procédure prévue à l’article 6 *bis*, la création d’une commission d’enquête par le Sénat résulte du vote d’une proposition de résolution, déposée, renvoyée à la commission permanente compétente, examinée et discutée dans les conditions fixées par le présent Règlement.

2. – Cette proposition détermine avec précision, soit les faits qui donnent lieu à enquête, soit les services publics ou les entreprises nationales dont la commission d’enquête se propose d’examiner la gestion.

3. – La commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d’administration générale se prononce sur la recevabilité d’une proposition tendant à la création d’une commission d’enquête au regard des dispositions de l’article 6 de l’ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.

4. – La proposition de résolution fixe le nombre des membres de la commission d’enquête, qui ne peut excéder vingt-trois.

4 *bis*. – Toutefois, lors de l’inscription à l’ordre du jour de l’examen de la proposition de résolution, la Conférence des Présidents peut décider de déroger à ce plafond, dans la limite de l’effectif minimal d’une commission permanente mentionné à l’article 7.

5. – Pour la désignation des membres des commissions d’enquête dont la création est décidée par le Sénat, une liste des candidats est établie par les présidents de groupe et le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d’aucun groupe, conformément à la règle de la proportionnalité. Il est ensuite procédé selon les modalités de constitution des commissions permanentes prévues aux alinéas 3 à 10 de l’article 8.

6. – Tout membre d’une commission d’enquête ne respectant pas les dispositions du IV de l’article 6 de l’ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 précitée relatives aux travaux non publics d’une commission d’enquête peut être exclu de cette commission par décision du Sénat prise sans débat sur le rapport de la commission après que l’intéressé a été entendu.

7. – En cas d’exclusion, celle-ci entraîne l’incapacité de faire partie, pour la durée du mandat, de toute commission d’enquête.

Article 8 quater

1. – En accord entre le Sénat et l’Assemblée nationale, le nombre des représentants de chaque assemblée dans les commissions mixtes paritaires prévues au deuxième alinéa de l’article 45 de la Constitution est fixé à sept.

2. – Une liste de candidats des représentants du Sénat est établie par le président de la commission compétente après consultation des présidents de groupe. Il la transmet au Président du Sénat. Il est procédé à l’affichage de cette liste.

3. – À l’expiration d’un délai d’une heure, la liste des candidats est considérée comme ratifiée par le Sénat, sauf opposition.

4. – Pendant le délai d’une heure, il peut être fait opposition aux propositions de la commission ; cette opposition doit être rédigée par écrit et signée par trente sénateurs au moins ou par un président de groupe.

5. – Si une opposition est formulée, le Président consulte le Sénat sur sa prise en considération soit immédiatement, soit au début de la première séance suivant l’expiration du délai précité. Le Sénat statue après débat au cours duquel peuvent seuls être entendus l’un des signataires de l’opposition et un orateur d’opinion contraire.

³ Pour le dépôt du rapport d’une commission d’enquête, voir aussi I.G.B, Chapitre V, paragraphe III et Chapitre X.

6. – Si le Sénat ne prend pas l'opposition en considération, la liste des candidats est ratifiée. Si le Sénat prend l'opposition en considération, il est procédé à la désignation des candidats par un vote au scrutin plurinominal en assemblée plénière. Les candidatures font alors l'objet d'une déclaration à la Présidence une heure au moins avant le scrutin.

7. – Dans les mêmes conditions, sont désignés sept suppléants qui ne sont appelés à voter que dans la mesure nécessaire au maintien de la parité entre les deux assemblées.

CHAPITRE V

Désignation dans les organismes extérieurs au Parlement

Article 9

1. – Les nominations, en cette qualité, de sénateurs dans un organisme extérieur au Parlement sont effectuées par le Président du Sénat, sauf lorsque la loi prévoit qu'elles sont effectuées par l'une des commissions permanentes ou par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

2. – Pour les désignations effectuées en application du présent article, il est tenu compte du principe de la représentation proportionnelle des groupes et du respect de la parité entre les femmes et les hommes.

3. – Lorsque le texte constitutif d'un organisme prévoit la désignation d'un nombre pair de sénateurs, le Sénat désigne des femmes et des hommes en nombre égal.

Lorsque le texte constitutif prévoit la désignation d'un seul membre, le Sénat désigne alternativement une femme et un homme.

Lorsque le texte constitutif prévoit la désignation d'un nombre impair de sénateurs, le Sénat désigne alternativement des femmes en nombre supérieur aux hommes et des hommes en nombre supérieur aux femmes.

En cas de cessation anticipée du mandat au sein d'un organisme, le sénateur désigné est du même sexe que le sénateur qu'il remplace.

4. – Lorsque le texte constitutif d'un organisme prévoit la nomination de certains de ses membres par une commission permanente ou par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, le Président du Sénat saisit la commission intéressée ou l'office aux fins de désignation de ces membres.

5. – Les noms des sénateurs désignés sont portés à la connaissance du Gouvernement par l'intermédiaire du Président du Sénat.

Article 9 bis

1. – Les sénateurs désignés pour siéger dans les organismes extérieurs au Parlement présentent, avant chaque renouvellement du Sénat, à la commission compétente, une communication sur leur activité au sein de ces organismes.

2. – Les sénateurs élus représentants de la France à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe établissent, au moins chaque année, un rapport écrit présentant leurs travaux au sein de ladite assemblée.

Articles 10 à 12

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

CHAPITRE VI

Organisation des travaux des commissions

Article 13

1. – Dès leur nomination, après chaque renouvellement triennal, les commissions convoquées par le Président du Sénat nomment leur bureau, au sein duquel tous les groupes politiques sont représentés.
2. – Le bureau des commissions permanentes comprend, outre le président et huit vice-présidents, un secrétaire par fraction de dix membres de leur effectif.
3. – Les vice-présidents peuvent suppléer et représenter le président de la commission permanente.
4. – L'élection du président a lieu au scrutin secret sous la présidence du président d'âge qui proclame les résultats du scrutin dont le dépouillement est effectué par les deux plus jeunes commissaires présents. Si la majorité absolue des suffrages n'a pas été acquise au premier ou au deuxième tour de scrutin, au troisième tour la majorité relative suffit ; en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est proclamé élu.
5. – Les commissions des finances et des affaires sociales élisent ensuite chacune dans les mêmes conditions un rapporteur général qui fait, de droit, partie du bureau de la commission.
6. – Pour la désignation des vice-présidents, les groupes établissent une liste de candidats selon le principe de la représentation proportionnelle, en tenant compte de la représentation déjà acquise à un groupe pour les postes de président et de rapporteur général. Le nombre des vice-présidents est, le cas échéant, augmenté pour assurer l'attribution d'au moins un poste de président ou de vice-président à chaque groupe.
7. – Après ces désignations, les groupes établissent la liste des candidats aux fonctions de secrétaire selon le principe de la représentation proportionnelle et compte tenu de leur représentation déjà acquise pour les autres postes du bureau.
8. – Le présent article est applicable au bureau d'une commission spéciale, dont le rapporteur ou les rapporteurs sont membres de droit.
9. – En cas de vacance, il est pourvu au remplacement du président ou du rapporteur général selon la procédure prévue, respectivement, aux alinéas 4 et 5 du présent article. En cas de vacance d'un poste de vice-président ou de secrétaire, le groupe intéressé fait connaître au président de la commission le nom du candidat qu'il propose et il est pourvu au remplacement selon la procédure prévue, respectivement, aux alinéas 6 et 7 du présent article.

Article 13 bis

Les commissions sont convoquées par leur président, en principe le vendredi précédant leur réunion ou, en dehors des sessions, dans la semaine qui précède leur réunion, sauf urgence. La lettre de convocation précise l'ordre du jour. Elle est communiquée au secrétariat de chaque groupe et de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

Article 13 ter

1. – Dans chaque commission, la présence de la majorité absolue des membres en exercice, compte tenu des délégations notifiées en application de l'alinéa 1 de l'article 15, est nécessaire pour la validité des votes si le tiers des membres présents le demande.
2. – Lorsqu'un vote n'a pu avoir lieu faute de quorum, le scrutin a lieu valablement, quel que soit le nombre de présents, lors de la réunion suivante qui ne peut être tenue moins d'une heure après. Le report d'un vote faute de quorum figure au *Journal officiel*.
3. – Le vote nominal est de droit en toute matière lorsqu'il est demandé par cinq membres présents. Le résultat des votes et le nom des votants sont publiés au compte rendu détaillé des réunions de commissions.

4. – Le président d’une commission n’a pas voix prépondérante ; en cas de partage égal des voix, la disposition mise aux voix n’est pas adoptée.

Article 14

(Abrogé par la résolution du 13 mai 2015)

Article 15

1. – Un commissaire, lorsqu’il se trouve dans l’un des cas énumérés à l’article 1^{er} de l’ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote, peut déléguer son droit de vote à un autre membre de la commission. La délégation est notifiée au président de la commission. Un même commissaire ne peut exercer plus d’une délégation.

2. – Le lendemain de chaque séance de commission, les noms des membres présents et de ceux ayant délégué leur vote sont insérés au *Journal officiel*.

Article 15 bis⁴

1. – Les membres du Gouvernement ont accès dans les commissions. Ils sont entendus quand ils le demandent. Ils peuvent assister aux votes destinés à établir le texte des projets et propositions de loi sur lequel portera la discussion en séance.

2. – Lorsqu’en application de l’article 69 de la Constitution, le Conseil économique, social et environnemental désigne un de ses membres pour exposer devant le Sénat l’avis du conseil sur un projet ou une proposition de loi, celui-ci est entendu par la commission compétente et se retire au moment du vote.

3. – Les auteurs des propositions de loi, de résolution ou d’amendements, non membres de la commission, sont entendus sur décision de celle-ci.

4. – Chacune des commissions permanentes peut désigner un ou plusieurs de ses membres qui participent de droit, avec voix consultative, aux travaux de la commission des finances portant sur des crédits qui ressortissent à sa compétence.

5. – Les rapporteurs spéciaux de la commission des finances participent de droit, avec voix consultative, aux travaux des commissions permanentes dont la compétence correspond aux crédits dont ils ont le rapport.

Article 15 ter

1. – Un compte rendu détaillé des réunions des commissions est publié chaque semaine.

2. – Les réunions de commission font l’objet d’un enregistrement. Cet enregistrement a un caractère confidentiel. Les sénateurs peuvent en prendre connaissance à leur demande. Ces enregistrements sont déposés aux archives du Sénat.

3. – Les commissions peuvent décider la publicité, par les moyens de leur choix, de tout ou partie de leurs travaux. Sur décision de son président, les travaux d’une commission peuvent faire l’objet d’une communication à la presse.

4. – Chaque commission peut décider de siéger en comité secret à la demande du Premier ministre, de son président ou d’un dixième de ses membres. Elle peut ensuite décider de la publication du compte rendu de ses débats au *Journal officiel*.

⁴ Dans sa décision du 25 juin 2009, le Conseil constitutionnel a considéré que « *comme l’énonce la décision du 9 avril 2009 susvisée, ces dispositions constitutionnelles impliquent que le Gouvernement puisse participer, quand il le souhaite, aux travaux des commissions consacrés à l’examen des projets et propositions de loi ainsi que des amendements dont ceux-ci font l’objet et assister à l’ensemble des votes destinés à arrêter le texte sur lequel portera la discussion en séance* ».

CHAPITRE VII

Travaux législatifs des commissions

Article 16⁵

1. – Les commissions permanentes sont saisies par le Président du Sénat de tous les projets ou propositions entrant dans leur compétence, ainsi que des pièces et documents qui s’y rapportent, sauf dans les cas où une commission spéciale est constituée en application de l’article 16 *bis* ou de l’alinéa 2 de l’article 17.

2. – Les commissions permanentes renouvelées restent saisies de plein droit, après leur renouvellement, des projets et propositions qui leur avaient été renvoyés.

3. – Les projets de loi de finances sont envoyés de droit à la commission des finances.

4. – Les projets de loi de financement de la sécurité sociale sont envoyés de droit à la commission des affaires sociales.

5. – Les commissions désignent un ou plusieurs rapporteurs pour l’examen de chaque projet ou proposition.

Le Bureau du Sénat détermine les catégories de collaborateurs dont chaque président peut autoriser la présence en commission et lors des auditions des rapporteurs, ainsi que les obligations qui leur sont applicables.

Article 16 bis

1. – La constitution d’une commission spéciale est de droit lorsqu’elle est demandée par le Gouvernement.

2. – Elle peut également être décidée par le Sénat, sur proposition de son Président ou de la Conférence des Présidents en application de l’article 17, alinéa 2.

3. – La constitution d’une commission spéciale peut également être décidée par le Sénat sur la demande soit d’un président de commission permanente, soit d’un président de groupe. Cette demande est présentée dans le délai de deux jours francs suivant la publication du projet ou de la proposition ou d’un jour franc en cas d’engagement de la procédure accélérée par le Gouvernement avant cette publication. La demande est aussitôt affichée et notifiée au Gouvernement et aux présidents des groupes et des commissions permanentes. Elle est considérée comme adoptée si, avant la deuxième séance qui suit cet affichage, le Président du Sénat n’a été saisi d’aucune opposition par le Gouvernement ou un président de groupe.

4. – Si une opposition à la demande de constitution d’une commission spéciale a été formulée dans les conditions prévues à l’alinéa 3 du présent article, un débat sur la demande est inscrit d’office à la suite de l’ordre du jour du premier jour de séance suivant l’annonce faite au Sénat de l’opposition. Au cours de ce débat, peuvent seuls prendre la parole le Gouvernement, l’auteur de l’opposition, l’auteur ou le premier signataire de la demande et les présidents des commissions permanentes.

5. – Dans le cas où une commission permanente se déclare incompétente ou en cas de conflit de compétence entre plusieurs commissions permanentes, il est procédé à la constitution d’une commission spéciale.

⁵ Dans sa décision du 28 juin 1972, le Conseil constitutionnel a indiqué que ces dispositions ne sauraient s’appliquer aux commissions d’enquête.

Article 17

1. – Toute commission permanente qui s'estime compétente pour donner un avis sur un projet, une proposition, un article de loi ou un crédit budgétaire, renvoyé à une autre commission permanente, informe le Président du Sénat qu'elle désire donner son avis.

2. – S'il n'est saisi que d'une seule demande d'avis, le Président renvoie le texte pour avis à la commission permanente qui l'a formulée et en informe le Sénat. S'il est saisi de plusieurs demandes d'avis, le Président saisit la Conférence des Présidents, qui peut soit ordonner le renvoi pour avis aux commissions qui en ont formulé la demande, soit proposer au Sénat la création d'une commission spéciale.

3. – Lorsqu'un projet ou une proposition a été l'objet d'un renvoi pour avis, la commission saisie désigne un ou plusieurs rapporteurs qui participent de droit, avec voix consultative, aux travaux de la commission saisie au fond. Réciproquement, le rapporteur de la commission saisie au fond participe de droit, avec voix consultative, aux travaux de la commission saisie pour avis.

4. – L'avis est publié, sauf si la commission décide de le donner verbalement.

Article 17 bis

1. – Deux semaines au moins avant la discussion par le Sénat d'un projet ou d'une proposition de loi, sauf dérogation accordée par la Conférence des Présidents, la commission saisie au fond se réunit pour examiner les amendements déposés en vue de l'établissement de son texte, au plus tard l'avant-veille de cette réunion, et établir son texte. Ce délai n'est applicable ni aux amendements du Gouvernement, ni aux sous-amendements. Il peut être ouvert de nouveau sur décision du président de la commission⁶.

2. – Le président de la commission contrôle la recevabilité des amendements et sous-amendements au regard de l'article 40 de la Constitution et des dispositions organiques relatives aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale. Les amendements peuvent être communiqués au président de la commission des finances, qui rend un avis écrit sur leur recevabilité financière⁷. Les amendements déclarés irrecevables ne sont pas mis en distribution. La commission est compétente pour se prononcer sur les autres irrecevabilités, à l'exception de celle fondée sur l'article 41 de la Constitution.

3. – Le rapport de la commission présente le texte qu'elle propose au Sénat et les opinions des groupes. Le texte adopté par la commission fait l'objet d'une publication séparée.

4. – La commission détermine son avis sur les amendements déposés sur le texte qu'elle a proposé avant le début de leur discussion par le Sénat. La commission saisie au fond est compétente pour se prononcer sur leur recevabilité, sans préjudice de l'application des articles 40 et 41 de la Constitution, des dispositions organiques relatives aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale, ainsi que de l'article 45 du présent Règlement.

5. – Le présent article ne s'applique pas aux projets de révision constitutionnelle, aux projets de loi de finances et aux projets de loi de financement de la sécurité sociale.

Articles 18 et 19

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

⁶ Dans sa décision du 11 juin 2015, le Conseil constitutionnel a considéré que « la faculté reconnue au président de la commission saisie au fond de fixer un autre délai pour le dépôt des amendements doit permettre de garantir le caractère effectif de l'exercice du droit d'amendement [et] qu'il appartiendra au président de la commission de concilier cette exigence avec les exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire ».

⁷ Dans sa décision du 11 juin 2015, le Conseil constitutionnel a formulé la réserve selon laquelle les dispositions de cet alinéa « ne sauraient avoir pour objet ou pour effet de faire obstacle à ce que l'irrecevabilité financière des amendements et des propositions de loi puisse être soulevée à tout moment lors de leur examen en commission ».

CHAPITRE VIII

Rôle d'évaluation et de contrôle des commissions

Article 19 bis A

1. – Les commissions permanentes assurent l'information du Sénat et mettent en œuvre, dans leur domaine de compétence, le contrôle de l'action du Gouvernement, l'évaluation des politiques publiques, le suivi de l'application des lois et celui des ordonnances. Elles contribuent à l'élaboration du bilan annuel de l'application des lois.

2. – La commission des finances suit et contrôle l'exécution des lois de finances et procède à l'évaluation de toute question relative aux finances publiques.

3. – La commission des affaires sociales suit et contrôle l'application des lois de financement de la sécurité sociale et procède à l'évaluation de toute question relative aux finances de la sécurité sociale.

Article 19 bis B

1. – Sans préjudice des articles 20, 21 et 22 *ter*, le rapporteur est chargé de suivre l'application de la loi après sa promulgation et jusqu'au renouvellement du Sénat, y compris les ordonnances publiées sur son fondement. Il peut être confirmé dans ces fonctions à l'issue du renouvellement. Les commissions permanentes peuvent désigner, dans les mêmes conditions, un autre rapporteur à cette fin.

2. – Lorsque le projet ou la proposition de loi a été examiné par une commission spéciale, les commissions permanentes peuvent désigner, dans les mêmes conditions, un ou plusieurs rapporteurs pour assurer le suivi de l'application des dispositions relevant de leur domaine de compétence.

Article 19 bis

1. – Lorsque la Constitution ou la loi prévoit la consultation d'une commission sur un projet de nomination, la commission compétente est saisie par le Président du Sénat aux fins de donner un avis sur ce projet de nomination.

2. – La personnalité dont la nomination est envisagée est entendue par la commission⁸. Lorsqu'elle est consultée selon la procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 de la Constitution, la commission désigne un rapporteur chargé de préparer l'audition.

3. – À l'issue de cette audition, la commission se prononce par scrutin secret. Lorsqu'il est procédé à un vote selon la procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 de la Constitution, le président de la commission se concerte avec le président de la commission permanente compétente de l'Assemblée nationale afin que le dépouillement intervienne au même moment dans les deux commissions. Le président de la commission communique au Président du Sénat l'avis de la commission et le résultat du vote.

4. – Pour les projets de nomination par le Président de la République, le Président du Sénat transmet au Président de la République et au Premier ministre l'avis de la commission et le résultat du vote.

Article 20

Les commissions permanentes peuvent constituer en leur sein des missions d'information, qui revêtent un caractère temporaire.

⁸ Dans sa décision du 11 juillet 2019, le Conseil constitutionnel a rappelé le caractère public de l'audition de la commission lorsqu'elle émet un avis en application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution, sous réserve de la préservation du secret professionnel ou du secret de la défense nationale.

Article 21⁹

1. – Sans préjudice de l'article 6 *bis*, la Conférence des Présidents peut créer une mission d'information commune à plusieurs commissions permanentes, à titre temporaire et à la demande d'un président de groupe ou des présidents des commissions permanentes intéressées.

2. – La demande précise l'objet de la mission, sa durée et le nombre de membres envisagé, qui ne peut excéder vingt-trois.

2 *bis*. – Par dérogation à l'alinéa 2, la Conférence des Présidents peut décider de déroger au plafond de vingt-trois membres, dans la limite de l'effectif minimal d'une commission permanente mentionné à l'article 7.

3. – Pour la nomination des membres des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes, une liste de candidats est établie par les présidents de groupe et le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, de manière à assurer une représentation proportionnelle des groupes et de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe et une représentation équilibrée des commissions intéressées. Il est ensuite procédé selon les modalités prévues aux alinéas 3 à 10 de l'article 8.

4. – Les missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes disposent des mêmes pouvoirs d'information, de contrôle et d'évaluation que les commissions permanentes.

Articles 22 et 22 bis

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

Article 22 ter

1. – Une commission permanente ou spéciale peut, en application de l'article 5 *ter* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, demander au Sénat de lui conférer les prérogatives attribuées aux commissions d'enquête ; la demande précise l'objet et la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois¹⁰. Cette demande est transmise au Président du Sénat.

2. – La commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale se prononce sur la recevabilité de cette demande au regard des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 précitée. En dehors des jours où le Sénat tient séance, la recevabilité est appréciée par le président de cette commission après consultation de ses membres.

2 *bis*. – Lorsque sa recevabilité a été constatée, la demande est aussitôt affichée et notifiée au Gouvernement et aux présidents de groupes et de commissions. Elle est considérée comme adoptée si, dans un délai expirant à minuit le lendemain de cette publication, le Président du Sénat n'a été saisi d'aucune opposition par le président d'une commission permanente ou le président d'un groupe. Le Président en informe le Sénat lors de la plus prochaine séance.

3. – Si une opposition a été formulée dans les conditions prévues à l'alinéa 2 *bis*, un débat sur la demande est inscrit d'office à la suite de l'ordre du jour du premier jour de séance suivant l'annonce faite au Sénat de l'opposition. Au cours de ce débat, peuvent seuls prendre la parole le Gouvernement, l'auteur de l'opposition et le président de la commission qui a présenté la demande.

⁹ Voir aussi I.G.B., Chapitre X.

¹⁰ Dans sa décision du 14 octobre 1996, le Conseil constitutionnel a considéré que cette durée maximale de six mois « ne saurait être entendue comme [...] permettant [aux commissions spéciales] de poursuivre leurs travaux au-delà de la date de la décision définitive du Parlement sur le texte qui a provoqué leur création ou de la date de retrait de ce dernier ». Il a également considéré que « l'ensemble des dispositions prévues par [l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958] s'impose aux travaux d'une commission permanente ou spéciale effectués dans le cadre d'une mission pour laquelle lui ont été conférées les prérogatives attribuées aux commissions d'enquête ».

Article 23
(Abrogé par la résolution du 18 juin 2019)

CHAPITRE IX
Participation des sénateurs aux travaux du Sénat

Article 23 bis A¹¹

1. – Les sénateurs s'obligent à participer de façon effective aux travaux du Sénat.
2. – Les groupes se réunissent, en principe, le mardi matin à partir de 10 heures 30.
3. – Le Sénat consacre, en principe, aux travaux des commissions permanentes ou spéciales le mercredi matin, éventuellement le mardi matin avant les réunions des groupes et, le cas échéant, une autre demi-journée fixée en fonction de l'ordre du jour des travaux en séance publique.
4. – La commission des affaires européennes et les délégations se réunissent, en principe, le jeudi, de 8 heures 30 à 10 heures 30 en dehors des semaines mentionnées au quatrième alinéa de l'article 48 de la Constitution, toute la matinée durant lesdites semaines, et de 13 heures 30 à 15 heures.
5. – Les autres réunions des différentes instances du Sénat se tiennent, en principe, en dehors des heures où le Sénat tient séance et des horaires mentionnés aux alinéas 2, 3 et 4.
6. – Toute instance souhaitant inviter l'ensemble des sénateurs à l'une de ses réunions soumet pour accord une demande à cette fin à la Conférence des Présidents ou, à défaut, au Président du Sénat.

Article 23 bis

1. – Une retenue égale à la moitié du montant trimestriel de l'indemnité de fonction est effectuée en cas d'absence, au cours d'un même trimestre de la session ordinaire¹² :
 - 1° Soit à plus de la moitié des votes ou, pour les sénateurs élus outre-mer, à plus des deux tiers des votes, y compris les explications de vote, sur les projets de loi et propositions de loi ou de résolution déterminés par la Conférence des Présidents ;
 - 2° Soit à plus de la moitié ou, pour les sénateurs élus outre-mer, à plus des deux tiers de l'ensemble des réunions des commissions permanentes ou spéciales convoquées le mercredi matin et consacrées à l'examen de projets de loi ou de propositions de loi ou de résolution ;
 - 3° Soit à plus de la moitié ou, pour les sénateurs élus outre-mer, à plus des deux tiers des séances de questions d'actualité au Gouvernement.
2. – En cas d'absence, au cours d'un même trimestre de la session ordinaire, à plus de la moitié de ces votes, plus de la moitié de ces réunions et plus de la moitié de ces séances, la retenue mentionnée à l'alinéa 1 est égale à la totalité du montant trimestriel de l'indemnité de fonction. Le seuil de la moitié est porté aux deux tiers pour les sénateurs élus outre-mer.
3. – Pour l'application des alinéas 1 et 2, la participation d'un sénateur aux travaux d'une assemblée internationale en vertu d'une désignation faite par le Sénat, à une mission outre-mer ou à l'étranger au nom de la commission permanente dont il est membre, de la commission des affaires européennes ou de la délégation aux outre-mer, est prise en compte comme une présence en séance ou en commission. Un sénateur dont le départ est inscrit sur le registre public mentionné à l'article 91 *ter* est également considéré comme présent en séance ou en commission au cours des travaux entrant dans le champ de ce départ.

¹¹ Dans sa décision du 11 juin 2015, le Conseil constitutionnel a énoncé la réserve d'interprétation selon laquelle « *le règlement du Sénat ne saurait fixer les jours et horaires des travaux et réunions des délégations parlementaires communes aux deux assemblées créées par les articles 6 ter et 6 nonies de l'ordonnance du 17 novembre 1958* », précisant que ces délégations établissent elles-mêmes leur règlement intérieur qui est soumis à l'approbation du Bureau de chaque assemblée.

¹² Dans sa décision du 11 juin 2015, le Conseil constitutionnel a formulé une réserve d'interprétation pour le calcul des retenues prévues aux alinéas 1 et 2, « *un sénateur votant par délégation ne saurait être regardé comme absent lors d'un vote ; que cette réserve ne vaut pas pour les explications de vote* », réserve qu'il a rappelée dans sa décision du 5 juillet 2018.

4. – La retenue mentionnée aux alinéas 1 et 2 du présent article est pratiquée, sur décision des questeurs, sur les montants mensuels des indemnités versées au sénateur au cours du trimestre suivant celui au cours duquel les absences ont été constatées. Cette retenue n'est pas appliquée lorsque l'absence d'un sénateur résulte d'une maternité ou d'une longue maladie.

5. – La retenue mentionnée aux alinéas 1 et 2 s'applique sans préjudice de la possibilité pour le Bureau du Sénat de prononcer les peines disciplinaires prévues à l'article 99 *ter*. En cas d'absences d'un sénateur donnant lieu à l'application de la retenue mentionnée à l'alinéa 1 du présent article au cours de deux trimestres de la session ordinaire, le Bureau examine, sur la proposition du Président, s'il y a lieu de prononcer à son encontre une des peines disciplinaires de censure prévues à l'article 99 *ter*.

CHAPITRE X¹³

Dépôt des projets et propositions

Article 24¹⁴

1. – Le dépôt des projets de loi, des propositions de loi transmises par l'Assemblée nationale ainsi que des propositions de loi ou de résolution présentées par les sénateurs est enregistré à la Présidence. Il fait l'objet d'une insertion au *Journal officiel*. Les projets et propositions sont envoyés à la commission compétente sous réserve de la constitution d'une commission spéciale. Ils sont publiés. Leur mise en ligne sur le site internet du Sénat fait l'objet d'une insertion au *Journal officiel*.

2. – Les propositions de loi ont trait aux matières déterminées par la Constitution et les lois organiques. Si elles sont présentées par les sénateurs, elles ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence, soit la diminution d'une ressource publique non compensée par une autre ressource, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique¹⁵.

3. – Les propositions de résolution ont trait aux décisions relevant de la compétence exclusive du Sénat. Elles sont irrecevables dans tous les autres cas, hormis ceux prévus par les textes constitutionnels et organiques.

4. – Le Bureau du Sénat ou certains de ses membres désignés par lui à cet effet sont juges de la recevabilité des propositions de loi ou de résolution.

Article 24 bis

1. – Lorsque le Gouvernement engage la procédure accélérée prévue au deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution, il en informe le Président du Sénat, en principe, lors du dépôt du projet de loi. Dans le cas d'une proposition de loi, le Gouvernement fait part de sa décision d'engager la procédure accélérée au plus tard lors de l'inscription de la proposition à l'ordre du jour.

2. – En cas d'opposition de la Conférence des Présidents, le Président en informe immédiatement le Gouvernement et le Président de l'Assemblée nationale.

3. – Quand le Président du Sénat est informé d'une opposition émanant de la Conférence des Présidents de l'Assemblée nationale, il réunit sans délai la Conférence des Présidents du Sénat, qui peut décider de s'opposer également à l'engagement de la procédure accélérée jusqu'à la clôture de la discussion générale en première lecture devant la première assemblée saisie.

4. – En cas d'opposition conjointe des Conférences des Présidents des deux assemblées, la procédure accélérée n'est pas engagée.

¹³ Dans sa décision du 25 juin 2009, le Conseil constitutionnel a déclaré l'article 28 *bis* contraire à la Constitution.

¹⁴ Dans sa décision du 15 janvier 1992, le Conseil constitutionnel a considéré que « *lorsqu'un projet ou une proposition de loi organique est déposé dans l'intervalle des sessions, son rattachement "à la dernière séance que le Sénat a tenue antérieurement" ne saurait, sans que soit méconnu l'article 46 de la Constitution, constituer le point de départ du délai de quinze jours déterminé par le deuxième alinéa de cet article* ».

¹⁵ Dans sa décision du 2 juin 1976, le Conseil constitutionnel a déclaré que cette disposition était conforme à la Constitution : « [...] pour autant, toutefois, que la ressource destinée à compenser la diminution d'une ressource publique soit réelle, qu'elle bénéficie aux mêmes collectivités ou organismes que ceux au profit desquels est perçue la ressource qui fait l'objet d'une diminution et que la compensation soit immédiate ; ». Voir aussi I.G.B., Chapitre V, paragraphe I.

Article 25

Les projets de loi déposés par le Gouvernement peuvent être retirés par celui-ci à tous les stades de la procédure antérieurs à leur adoption définitive.

Article 26

L'auteur d'une proposition de loi ou de résolution peut toujours la retirer, même quand la discussion est ouverte.

Article 27

1. – Lorsque le Président de la République a demandé une nouvelle délibération en application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution, le Président du Sénat en informe le Sénat en annonçant la transmission de la loi qui a fait l'objet d'une nouvelle délibération de l'Assemblée nationale ou qui est transmise au Sénat en premier lieu pour une nouvelle délibération.

2. – Le texte de cette loi est renvoyé à l'examen de la commission qui l'avait examinée antérieurement.

3. – La demande de nouvelle délibération est imprimée avec le texte de la loi à laquelle elle s'applique.

Article 28

1. – Les propositions de loi et les propositions de résolution déposées par les sénateurs et rejetées par le Sénat ne peuvent être redéposées avant l'expiration d'un délai de trois mois.

2. – Celles sur lesquelles le Sénat n'a pas statué deviennent caduques de plein droit à l'ouverture de la troisième session ordinaire suivant celle au cours de laquelle elles ont été déposées. Les propositions de loi ou de résolution déposées dans l'intervalle des sessions ordinaires sont rattachées, pour le calcul des règles de caducité, au premier jour de la session ordinaire suivant la date de leur dépôt. Les propositions de loi et les propositions de résolution dont tous les signataires ont cessé d'exercer leur mandat de sénateur deviennent caduques.

Articles 28 ter et 28 quater

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

CHAPITRE XI

Inscription à l'ordre du jour du Sénat Discussion immédiate

Article 29

1. – Présidée par le Président du Sénat, la Conférence des Présidents comprend les vice-présidents, les présidents des groupes, les présidents des commissions permanentes, les présidents des commissions spéciales intéressées, le président de la commission des affaires européennes ainsi que les rapporteurs généraux de la commission des finances et de la commission des affaires sociales.

2. – La Conférence des Présidents est convoquée par le Président du Sénat. La réunion de la Conférence des Présidents peut être également demandée par deux groupes au moins pour un ordre du jour déterminé.

3. – Le Gouvernement, qui est avisé par le Président du Sénat du jour et de l'heure de la réunion de la Conférence des Présidents, peut participer aux travaux de la Conférence des Présidents.

4. – La Conférence des Présidents règle l'ordre du jour du Sénat et délibère sur les questions concernant la procédure législative ou les travaux d'information, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques.

5. – Une fois par session ordinaire, la Conférence des Présidents se réunit pour examiner et assurer la coordination du programme prévisionnel des travaux de contrôle ou d'évaluation des commissions et des délégations. Les présidents des délégations sont invités à ces réunions.

6. – La Conférence des Présidents peut, dans un délai de dix jours suivant le dépôt d'un projet de loi, constater que les règles fixées par la loi organique pour la présentation de ce projet de loi sont méconnues ; dans ce cas, le projet de loi ne peut être inscrit à l'ordre du jour du Sénat. En cas de désaccord entre la Conférence des Présidents et le Gouvernement, le Président du Sénat ou le Premier ministre peut saisir le Conseil constitutionnel qui statue dans un délai de huit jours.

7. – Lorsque le Gouvernement a décidé d'engager la procédure accélérée, mentionnée au deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution, la Conférence des Présidents peut s'y opposer dans les conditions prévues à l'article 24 *bis* du présent Règlement.

8. – Dans les votes émis au sein de la Conférence des Présidents, il est attribué à chaque président de groupe un nombre de voix égal au nombre des membres de son groupe, déduction faite de ceux qui sont membres de la Conférence des Présidents, présents ou représentés.

Article 29 bis

1. – Dans le cadre des semaines et des jours de séance, l'ordre du jour est fixé par le Sénat, sur la base des conclusions de la Conférence des Présidents.

2. – Au début de chaque session ordinaire, la Conférence des Présidents détermine les semaines de séance et répartit ces semaines entre le Sénat et le Gouvernement avec l'accord de celui-ci.

3. – La Conférence fixe les semaines de séance réservées par priorité au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques.

4. – Au début de chaque session ordinaire, puis au plus tard le 1^{er} mars suivant, ou après la formation du Gouvernement, celui-ci informe la Conférence des Présidents des sujets dont il prévoit de demander l'inscription à l'ordre du jour du Sénat et de la période envisagée pour leur discussion. Il informe la Conférence des Présidents des projets de loi de ratification d'ordonnances publiées sur le fondement de l'article 38 de la Constitution dont il prévoit de demander l'inscription à l'ordre du jour du Sénat au cours de la session. Il informe également la Conférence des Présidents des ordonnances qu'il prévoit de publier au cours du semestre¹⁶.

5. – La Conférence des Présidents programme les jours réservés à l'ordre du jour proposé par les groupes d'opposition et les groupes minoritaires et en détermine les modalités.

6. – La Conférence prend acte des demandes d'inscription par priorité présentées par le Gouvernement et propose au Sénat l'ordre du jour qui lui est réservé par priorité ou en complément des demandes du Gouvernement ou de l'ordre du jour réservé par priorité au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques. Les demandes d'inscription prioritaire sont adressées au plus tard la veille de la réunion de la Conférence des Présidents par le Premier ministre au Président du Sénat.

7. – À la demande du Président du Sénat, d'un groupe politique, d'une commission, de la commission des affaires européennes ou d'une délégation, la Conférence des Présidents peut proposer au Sénat d'inscrire à l'ordre du jour un débat d'initiative sénatoriale.

8. – L'ordre du jour peut être modifié à la demande du Gouvernement, du Président du Sénat, d'un groupe ou de la commission compétente.

9. – Les conclusions de la Conférence des Présidents et les modifications de l'ordre du jour sont immédiatement portées à la connaissance des sénateurs.

¹⁶ Dans sa décision n° 2021-820 DC du 1^{er} juillet 2021, le Conseil constitutionnel a déclaré que « *les informations susceptibles d'être ainsi données par le Gouvernement sur le calendrier prévisionnel de publication de ces ordonnances, qui n'ont qu'un caractère indicatif, ne lient pas celui-ci dans l'exercice de la compétence qu'il tient de l'article 38 de la Constitution* » (paragraphe 8).

Article 29 ter

1. – L'organisation de la discussion générale des textes soumis au Sénat et des débats inscrits à l'ordre du jour peut être décidée par la Conférence des Présidents qui fixe la durée globale du temps dont disposeront les orateurs des divers groupes ou ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

2. – Ce temps est réparti par le Président du Sénat de manière à garantir à chaque groupe un temps minimal identique qui varie en fonction de la durée du débat et un temps pour les sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe. Le temps demeurant disponible est ensuite réparti entre les groupes en proportion de leur importance numérique.

3. – La Conférence des Présidents peut décider l'intervention dans la discussion générale, pour des temps qu'elle détermine, d'un seul orateur par groupe et d'un seul sénateur ne figurant sur la liste d'aucun groupe¹⁷.

4. – Sauf s'il a été demandé par le Président du Sénat, le débat d'initiative sénatoriale inscrit en application de l'alinéa 7 de l'article 29 *bis* est ouvert par le représentant de l'auteur de la demande.

5. – À défaut de décision de la Conférence des Présidents, et sous réserve de dispositions spécifiques du Règlement, il est attribué pour la discussion générale des textes soumis au Sénat et pour tout débat inscrit à l'ordre du jour un temps d'une heure réparti à la proportionnelle avec un temps minimum identique de cinq minutes pour chaque groupe et un temps de trois minutes pour les sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

6. – Les inscriptions de parole sont faites, au plus tard la veille du jour de l'ouverture du débat, par les présidents des groupes ou le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, qui indiquent au Président du Sénat l'ordre dans lequel ils souhaitent que les orateurs qu'ils inscrivent soient appelés ainsi que la durée de leur intervention.

[7. – *Abrogé.*]

8. – La parole est donnée à tous les orateurs inscrits en appelant successivement un orateur de chaque groupe ou ne figurant sur la liste d'aucun groupe dans l'ordre du tirage au sort prévu à l'alinéa 9.

9. – Au début de chaque session ordinaire, les présidents des groupes et le délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe déterminent, par voie de tirage au sort, l'ordre dans lequel seront classés leurs orateurs au sein de chaque série, pour la première discussion générale faisant l'objet d'une organisation. Lors de chaque discussion générale organisée ultérieurement, cet ordre est décalé d'un rang, de telle sorte que chaque groupe soit classé au rang immédiatement supérieur, le groupe placé antérieurement en tête prenant la dernière place.

10. – Pour l'examen d'un texte élaboré par une commission mixte paritaire, sauf décision contraire de la Conférence des Présidents, seuls peuvent intervenir le Gouvernement, le représentant de la commission mixte paritaire ou, à défaut, un représentant de la commission saisie au fond pour une durée ne pouvant excéder cinq minutes et, pour explication de vote, un représentant par groupe pour une durée ne pouvant excéder cinq minutes chacun ainsi qu'un représentant des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe pour une durée ne pouvant excéder trois minutes¹⁸.

Article 30

1. – La discussion immédiate d'un projet ou d'une proposition peut être demandée à tout moment par la commission compétente ou, s'il s'agit d'un texte d'initiative sénatoriale, par son auteur, sous réserve du respect des délais fixés par l'article 42 de la Constitution et, pour les propositions de résolution déposées en application de l'article 34-1 de la Constitution, du respect des délais mentionnés à l'article 50 *ter* du présent Règlement.

¹⁷ Dans sa décision du 11 juin 2015, le Conseil constitutionnel a déclaré cet alinéa conforme à la Constitution, sous réserve que les temps de parole de chacun des orateurs déterminés par la Conférence des Présidents ne soient pas fixés « *de telle manière qu'ils privent d'effet les exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire* ».

¹⁸ Dans sa décision n° 2021-820 DC du 1^{er} juillet 2021, le Conseil constitutionnel a déclaré qu'il « *appartient au président de séance d'appliquer ces différentes limitations du temps de parole et à la Conférence des présidents d'organiser, le cas échéant, les interventions des sénateurs en veillant au respect des exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire* », d'une part, et que « *ces dispositions ne confèrent pas à la Conférence des présidents la faculté de limiter le temps de parole du Gouvernement* », d'autre part (paragraphe 26).

2. – La demande est communiquée au Sénat et affichée. Le Gouvernement en est informé. Il ne peut être statué sur cette demande qu’après expiration d’un délai d’une heure. Toutefois, à partir de la deuxième lecture, sont dispensées de ce délai les projets ou propositions faisant l’objet d’une demande de discussion immédiate présentée par la commission.

3. – Une commission peut demander la discussion immédiate, sans délai d’une heure, d’un texte relevant de sa compétence, sous la double condition que la demande ait été formulée vingt-quatre heures au moins avant que le Sénat ne soit appelé à statuer sur cette demande et que celle-ci ait pu être publiée au *Journal officiel* à la suite de l’ordre du jour primitivement établi.

4. – Lorsque la discussion immédiate est demandée par l’auteur d’une proposition sans accord préalable avec la commission compétente, cette demande n’est communiquée au Sénat que si elle est signée par trente membres, dont la présence est constatée par appel nominal.

5. – Au cours des semaines mentionnées au deuxième alinéa de l’article 48 de la Constitution, il ne peut être statué sur la demande de discussion immédiate qu’après la fin de l’examen en séance publique des projets ou propositions inscrits à l’ordre du jour.

6. – Le débat engagé sur une demande de discussion immédiate concernant un projet ou une proposition de loi ou une proposition de résolution ne peut jamais porter sur le fond ; l’auteur de la demande, un orateur “contre”, le président ou le rapporteur de la commission et le Gouvernement sont seuls entendus ; aucune explication de vote n’est admise.

7. – Lorsque la discussion immédiate est décidée, le texte est inscrit à l’ordre du jour, pour ce qui concerne les semaines mentionnées au deuxième alinéa de l’article 48 de la Constitution, après la fin de l’examen des projets ou propositions inscrits à l’ordre du jour. La discussion porte sur le texte adopté par la commission ou, pour ce qui concerne les propositions de résolution déposées en application de l’article 34-1 de la Constitution, les projets de loi mentionnés au deuxième alinéa de l’article 42 de la Constitution et les projets et propositions pour lesquels la commission n’a pas établi de texte, sur le texte déposé ou transmis.

8. – Les dispositions concernant la coordination sont applicables à la discussion immédiate.

Article 31

1. – Sauf dans le cas de nouvelle délibération, dans le cas de discussion immédiate et lorsque la discussion a été inscrite à l’ordre du jour par priorité sur décision du Gouvernement, l’inscription à l’ordre du jour d’un projet ou d’une proposition ne peut être faite que pour une date postérieure à la distribution ou à la publication du rapport.

2. – Toutefois, lorsque le Sénat est saisi d’une loi de finances dans les conditions prévues par le deuxième alinéa de l’article 47 de la Constitution, l’inscription de sa discussion à l’ordre du jour est de droit lorsqu’elle est demandée par un sénateur à compter du dixième jour du dépôt du projet sur le Bureau du Sénat.

Article 31 bis

(Abrogé par la résolution du 18 juin 2019)

CHAPITRE XII

Tenue des séances

Article 32

1. – Les séances du Sénat sont publiques.

2. – Le Sénat se réunit en séance publique en principe les mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine. En outre, sous réserve du plafond prévu au deuxième alinéa de l'article 28 de la Constitution et lors des semaines au cours desquelles chaque assemblée a décidé de siéger, le Sénat peut décider de tenir d'autres jours de séance, à la demande de la Conférence des Présidents, du Gouvernement ou de la commission saisie au fond¹⁹. Dans les mêmes limites, la tenue d'autres jours de séance est de droit à la demande du Gouvernement pour l'examen des textes et des débats dont il demande l'inscription à l'ordre du jour au cours des semaines qui lui sont réservées par priorité en application du deuxième alinéa de l'article 48 de la Constitution.

3. – Le Sénat tient séance le mardi matin, sous réserve des réunions de groupe, et après-midi, le mercredi après-midi et le jeudi matin et après-midi. Il peut décider de siéger le soir sur proposition de la Conférence des Présidents, du Gouvernement ou de la commission saisie au fond.

4. – Le Sénat peut décider de se réunir en comité secret par un vote exprès et sans débat émis à la demande du Premier ministre ou d'un dixième de ses membres en exercice. Le dixième des membres est calculé sur le nombre des sièges effectivement pourvus. En cas de fraction, le nombre est arrondi au chiffre immédiatement supérieur.

5. – Lorsque le motif qui a donné lieu au comité secret a cessé, le Président consulte le Sénat sur la reprise de la séance publique.

6. – Le Sénat décide ultérieurement si le compte rendu intégral des débats en comité secret doit être publié.

Article 32 bis

1. – Au début de chaque session ordinaire, le Sénat fixe les semaines de séance de la session, sur proposition de la Conférence des Présidents. Le Sénat peut ultérieurement décider de les modifier sur proposition de la Conférence des Présidents²⁰.

2. – Les jours de séance, au sens de l'article 28 de la Constitution, sont ceux au cours desquels une séance a été ouverte²¹.

3. – Dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 28 de la Constitution, le Sénat peut tenir des jours supplémentaires de séance, au-delà de la limite fixée par le deuxième alinéa du même article ou en dehors des semaines de séance qu'il a fixées, soit sur décision du Premier ministre après consultation du Président du Sénat, soit sur décision de la majorité des membres du Sénat²².

4. – Lorsque la décision émane du Premier ministre, le Président du Sénat la communique au Sénat, si le Sénat tient séance. Dans tous les cas, les présidents des groupes et les présidents des commissions sont

¹⁹ Dans sa décision du 15 décembre 1995, le Conseil constitutionnel a considéré que la mise en œuvre de cette procédure permettant de tenir d'autres séances que celles prévues au présent alinéa était « *subordonnée à la double condition que le plafond de cent vingt jours de séance fixé par le deuxième alinéa de l'article 28 [de la Constitution] n'aura pas été dépassé, et qu'il s'agisse de semaines au cours desquelles chaque assemblée aura décidé de tenir séance* ». Dans sa décision du 11 juin 2015, le Conseil constitutionnel a ajouté que ces dispositions ne sauraient « *avoir pour objet ou pour effet de priver le Gouvernement d'obtenir de droit que se tiennent des jours de séance autres que ceux prévus par l'article 32 du règlement pour l'examen des textes et des débats dont il demande l'inscription à l'ordre du jour des deux semaines de séance sur quatre qui lui sont réservées par priorité* ».

²⁰ Dans sa décision du 15 décembre 1995, le Conseil constitutionnel a considéré que « *cette disposition ne saurait faire obstacle au pouvoir que le Premier ministre tient, y compris en dehors des semaines de séance fixées par chaque assemblée* », de l'avant-dernier alinéa de l'article 28 de la Constitution (jours supplémentaires de séance).

²¹ Dans sa décision du 15 décembre 1995, le Conseil constitutionnel a considéré que « *cette disposition ne saurait être entendue au regard de la détermination du plafond de cent vingt jours fixé par le deuxième alinéa de l'article 28 de la Constitution comme permettant de prolonger des jours de séance au-delà de l'heure d'ouverture de la séance du lendemain et en tout état de cause au-delà d'une période de vingt-quatre heures* ».

²² Dans sa décision du 15 décembre 1995, le Conseil constitutionnel a considéré que « *la mise en œuvre de cette disposition ne saurait être limitée aux jours de séance mentionnés au deuxième alinéa de l'article 32 du Règlement* ».

informés des jours supplémentaires de séance qui sont également portés par écrit à la connaissance de chaque sénateur.

5. – La majorité des membres composant le Sénat peut également décider de tenir des jours supplémentaires de séance. La demande accompagnée de la liste des signataires et de la signature de ceux-ci est communiquée au Président du Sénat. Le Président informe le Gouvernement, les présidents des groupes et les présidents des commissions des jours supplémentaires de séance. Il porte également par écrit à la connaissance de chaque sénateur les jours supplémentaires de séance.

6. – En outre, sur proposition du Président du Sénat, de la Conférence des Présidents, d'un président de groupe ou d'un président de commission permanente ou spéciale, le Sénat peut, à la majorité des membres le composant, décider par scrutin public de tenir des jours supplémentaires de séance²³. Cette décision fait l'objet des mesures d'information prévues à l'alinéa 5.

Article 33

1. – Le Sénat est toujours en nombre pour délibérer et pour régler son ordre du jour.

2. – Le Président ouvre la séance, dirige les délibérations, fait observer le Règlement et maintient l'ordre. Il peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

3. – Toute attaque personnelle, toute manifestation ou interruption troublant l'ordre sont interdites.

4. – Si les circonstances l'exigent, le Président peut annoncer qu'il va suspendre la séance. Si le calme ne se rétablit pas, il suspend la séance ; lorsque la séance est reprise et si les circonstances l'exigent à nouveau, le Président lève la séance.

5. – Les secrétaires surveillent la rédaction du procès-verbal, contrôlent les appels nominaux et dépouillent ou contrôlent les scrutins par bulletins. La présence d'au moins deux d'entre eux au Bureau est nécessaire. À leur défaut, le Président peut faire appel à des secrétaires d'âge.

Article 34

(Abrogé par la résolution du 18 juin 2019)

Article 35

Avant de passer à l'ordre du jour, le Président donne connaissance au Sénat des communications qui le concernent ; le Sénat peut en ordonner l'impression, s'il le juge utile.

Article 35 bis²⁴

Sous réserve de dispositions spécifiques du Règlement et à l'exclusion des interventions dans les débats organisés par la Conférence des Présidents, la durée d'intervention d'un sénateur en séance ne peut excéder deux minutes²⁵. Il appartient au Président de séance d'appliquer cette limitation du temps de parole en veillant au respect des exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire.

²³ Dans sa décision du 15 décembre 1995, le Conseil constitutionnel a considéré que « la faculté ainsi ménagée au Sénat exige que les modalités du scrutin public permettent de s'assurer que les sénateurs se seront personnellement prononcés sur une telle décision ».

²⁴ Dans sa décision du 11 juillet 2019, le Conseil constitutionnel a confirmé la réserve d'interprétation, déjà formulée en 2015, selon laquelle « il appartient au président de séance d'appliquer ces limitations du temps de parole en veillant au respect des exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire. »

²⁵ Dans sa décision n° 2021-820 DC du 1^{er} juillet 2021, le Conseil constitutionnel a déclaré qu'il « appartient au président de séance d'appliquer ces limitations du temps de parole en veillant au respect des exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire » (paragraphe 29).

Article 36

1. – Aucun sénateur ne peut prendre la parole s'il ne l'a demandée au Président, puis obtenue, même s'il est autorisé exceptionnellement par un orateur à l'interrompre. En ce dernier cas, l'interruption ne peut excéder deux minutes.

[2. – *Abrogé.*]

3. – La parole est accordée sur-le-champ à tout sénateur qui la demande pour un rappel au Règlement. Toutefois, l'auteur de la demande doit faire référence à une disposition précise du Règlement autre que celles du présent alinéa, faute de quoi la parole lui est retirée. Elle est accordée, mais seulement en fin de séance, au sénateur qui la demande pour un fait personnel.

4. – Les sénateurs qui demandent la parole ne peuvent s'exprimer au nom de l'un de leurs collègues. Ils sont inscrits suivant l'ordre de leur demande, sauf application des dispositions de l'article 29 *ter*.

5. – L'orateur parle à la tribune ou de sa place. Le Président peut l'inviter à monter à la tribune.

6. – S'il l'estime nécessaire pour l'information du Sénat, le Président peut autoriser exceptionnellement un orateur à poursuivre son intervention au-delà du temps maximal prévu par le Règlement.

7. – Si l'orateur parle sans avoir obtenu la parole ou s'il prétend la conserver après que le Président la lui a retirée, le Président peut déclarer que ses paroles ne figureront pas au procès-verbal.

8. – L'orateur ne doit pas s'écarter de la question, sinon le Président l'y rappelle.

9. – Si l'orateur rappelé deux fois à la question dans le même discours continue à s'en écarter, le Président consulte le Sénat pour savoir si la parole ne sera pas interdite à l'orateur sur le même sujet pendant le reste de la séance. Le Sénat se prononce sans débat, à main levée ; en cas de doute, la parole n'est pas interdite à l'orateur.

10. – Les interpellations de collègue à collègue sont interdites.

Article 37

1. – La parole est accordée aux ministres, aux présidents et aux rapporteurs des commissions intéressées quand ils la demandent.

2. – Un sénateur peut toujours obtenir la parole immédiatement après un membre du Gouvernement ou le représentant d'une commission, lorsqu'aucun orateur n'est inscrit antérieurement dans le débat ou qu'aucune intervention n'est prévue expressément par le Règlement. Toutefois, la parole ne peut être donnée à un sénateur pour répondre au Gouvernement ou à la commission dans un débat d'amendement ou sur une motion mentionnée à l'article 44.

3. – Les présidents et les rapporteurs des commissions peuvent se faire assister, lors des discussions en séance publique, de fonctionnaires du Sénat choisis par eux.

Article 38²⁶

1. – Lorsqu'au moins deux orateurs d'avis contraire sont intervenus dans la discussion générale d'un texte, sauf application de l'article 29 *ter*, sur l'ensemble d'un article ou dans les explications de vote portant sur un amendement, un article ou l'ensemble du texte en discussion, le président, un président de groupe ou le président de la commission saisie au fond peut proposer la clôture de ladite discussion.

2. – La parole est donnée sur cette proposition, à sa demande à un orateur par groupe et un sénateur ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

3. – Le président consulte le Sénat à main levée. S'il y a doute sur le vote du Sénat, il est consulté par assis et levé. Si le doute persiste, la discussion continue. Si la proposition est adoptée, la clôture prend effet immédiatement.

²⁶ Dans sa décision du 11 juillet 2019, le Conseil constitutionnel a confirmé la réserve d'interprétation, déjà formulée en 2015, selon laquelle « *il appartiendra au président de séance d'appliquer cette limitation du temps de parole en veillant au respect des exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire.* »

Article 38 bis

1. – Avant de lever la séance, le Président fait part au Sénat de la date de la séance suivante.
2. – Il est établi pour chaque séance publique un compte rendu abrégé officiel et un compte rendu intégral, lequel est publié au *Journal officiel*.
3. – Le compte rendu intégral est le procès-verbal de la séance.
4. – Il devient définitif si le Président n'a été saisi par écrit d'aucune opposition ou d'aucune demande de rectification vingt-quatre heures après sa publication au Journal officiel. Les contestations sont soumises au Bureau, qui statue sur leur prise en considération lors de sa plus prochaine réunion après que l'auteur a été entendu par le Bureau.
5. – Si la contestation est prise en considération par le Bureau, la rectification du procès-verbal est soumise au Sénat par le Président au début de la première séance suivant la décision du Bureau au Sénat qui statue sans débat.
- [6. – *Abrogé.*]
7. – Après son adoption, le procès-verbal est revêtu de la signature du Président ou du vice-président qui a présidé la séance et de celle de deux secrétaires.
8. – En cas de rejet du procès-verbal, sa discussion est inscrite à l'ordre du jour de la séance suivante, à la suite de l'examen des sujets inscrits par priorité en vertu de l'article 48 de la Constitution.
9. – Dans ce cas, le compte rendu intégral, signé du Président et contresigné par deux secrétaires, fait foi pour la validité des textes adoptés au cours de la séance.

CHAPITRE XIII

Déclarations du Gouvernement

Article 39

1. – La lecture à la tribune du Sénat, par un membre du Gouvernement, du programme du Gouvernement et, éventuellement, de la déclaration de politique générale sur lesquels le Gouvernement engage sa responsabilité devant l'Assemblée nationale, en application de l'alinéa premier de l'article 49 de la Constitution et dont il ne demande pas au Sénat l'approbation, ne peut faire l'objet d'aucun débat et n'ouvre pas le droit de réponse prévu à l'article 37, alinéa 2, du Règlement.
2. – Lorsque le Gouvernement, usant de la faculté prévue par le dernier alinéa de l'article 49 de la Constitution, demande au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale, cette déclaration fait l'objet d'un débat, à l'issue duquel, s'il n'est saisi d'aucune autre proposition, le Président consulte le Sénat sur cette approbation par scrutin public. Toutefois, ce débat ne peut avoir lieu en même temps que le débat éventuellement ouvert à l'Assemblée nationale sur cette même déclaration.
3. – Lorsque le Président de la République, sur proposition du Gouvernement, a décidé de soumettre au référendum un projet de loi, la déclaration du Gouvernement prévue au deuxième alinéa de l'article 11 de la Constitution fait l'objet d'un débat. Si elle a commencé, la discussion dudit projet de loi est immédiatement suspendue.
4. – Lorsque le Président de la République, sur proposition du Gouvernement, a décidé de consulter les électeurs d'une collectivité territoriale située outre-mer sur un changement de régime institutionnel prévu au premier alinéa de l'article 72-4 ou au dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, la déclaration du Gouvernement fait l'objet d'un débat.
5. – Dans les cas autres que ceux prévus aux alinéas 2, 3 et 4, où le Gouvernement fait au Sénat une déclaration, celle-ci peut faire l'objet d'un débat sur décision de la Conférence des Présidents. Si la déclaration ne fait pas l'objet d'un débat, elle ouvre, mais pour un seul sénateur de chaque groupe, le droit de réponse prévu à l'article 37, alinéa 2, du Règlement, l'ordre d'appel étant celui résultant du tirage au sort prévu à l'article 29 *ter*.

6. – Lorsque le Gouvernement, usant de la faculté prévue par l'article 50-1 de la Constitution, fait au Sénat une déclaration sur un sujet déterminé, celle-ci fait l'objet d'un débat. Si cette déclaration est faite à la demande d'un groupe parlementaire, le président du groupe, auteur de la demande, ou son représentant intervient après le Gouvernement. Si le Gouvernement demande un vote, le Président consulte le Sénat sur l'approbation de cette déclaration par scrutin public ordinaire. Aucune explication de vote n'est admise.

7. – Les débats ouverts en application du présent article sont organisés conformément aux dispositions de l'article 29 *ter*, un temps spécifique étant en outre fixé, s'il y a lieu, pour les présidents de la commission spéciale ou des commissions permanentes intéressées. Sauf dans les cas visés à l'alinéa 2 et aux deux dernières phrases de l'alinéa 6 du présent article, ils sont clos après l'audition des orateurs inscrits et la réponse éventuelle du Gouvernement.

Articles 40 et 41

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

CHAPITRE XIV

Discussion des projets et des propositions

Article 42

1. – Les projets de loi déposés sur le Bureau du Sénat, les projets et propositions de loi transmis par l'Assemblée nationale, les propositions de loi ou de résolution présentées par les sénateurs sont délibérés en séance publique dans les formes énumérées ci-après.

2. – Les projets de loi et les propositions de loi transmises par l'Assemblée nationale font l'objet d'une discussion ouverte par le Gouvernement et poursuivie par la présentation du rapport de la commission compétente. Pour la première lecture d'une proposition déposée au Sénat, la discussion est ouverte par l'auteur dans la limite de dix minutes et se poursuit, le cas échéant, par la présentation du rapport de la commission.

3. – Lorsque le rapport a été publié, le rapporteur se borne à le compléter et à le commenter sans en donner lecture. Sauf décision contraire de la Conférence des Présidents, la durée de la présentation du rapport ne peut excéder dix minutes²⁷.

4. – Lorsqu'en application de l'article 69 de la Constitution, le Conseil économique, social et environnemental a choisi un de ses membres pour exposer devant le Sénat l'avis du Conseil sur un projet ou une proposition de loi qui lui a été soumis, la désignation est portée à la connaissance du Président du Sénat par le Président du Conseil économique, social et environnemental. Le représentant du Conseil économique, social et environnemental a accès dans l'hémicycle pendant toute la durée de la discussion générale. Le Président lui donne la parole après les rapporteurs des commissions compétentes. L'avis rend compte des positions prises en séance du Conseil par les groupes, et particulièrement par les minorités, tant sur l'ensemble du texte que sur ses dispositions principales.

5. – Après la clôture de la discussion générale, le Sénat passe à la discussion des articles.

6. – La discussion des articles des projets ou propositions porte sur le texte adopté par la commission, sauf pour les textes mentionnés à l'article 42, alinéa 2, de la Constitution.

7. – Si la commission ne présente aucun texte ou si elle oppose une exception d'irrecevabilité, une question préalable ou une motion de renvoi en commission et que le Sénat la rejette, la discussion porte sur le texte du projet ou de la proposition, tel qu'il a été déposé ou transmis, ou, en cas de rejet par l'Assemblée nationale après transmission du Sénat, sur le texte précédemment adopté par le Sénat. Il en est de même des projets de révision constitutionnelle, des projets de loi de finances et des projets de loi de financement de la sécurité sociale.

8. – Si le Sénat est saisi des conclusions d'une commission mixte paritaire, la discussion porte sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

²⁷ Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 11 juin 2015, a considéré « *qu'il appartiendra au président de séance d'appliquer ces différentes limitations du temps de parole en veillant au respect des exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire* ».

9. – La discussion porte successivement sur chaque article et sur les amendements qui s’y rattachent. Toutefois, en application de l’article 44 de la Constitution, si le Gouvernement le demande, le Sénat se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion, en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le Gouvernement. En conséquence, la parole n’est accordée sur chaque amendement qu’à un orateur pour, à la commission et au Gouvernement²⁸.

10. – La parole n’est accordée, sur l’ensemble d’un article, qu’une seule fois à chaque orateur, sauf exercice du droit de réponse aux ministres et aux rapporteurs et sous réserve des explications de vote. Pour les prises de parole et les explications de vote sur chaque article, la Conférence des Présidents peut attribuer aux groupes et aux sénateurs ne figurant sur la liste d’aucun groupe soit un temps forfaitaire soit un temps minimal et un temps à la proportionnelle. Elle peut également prévoir l’intervention, pour des temps qu’elle détermine, d’un seul orateur par groupe et d’un seul sénateur ne figurant sur la liste d’aucun groupe²⁹.

11. – Le vote par division peut être demandé dans les questions complexes. Il est décidé par le Président. Il est de droit lorsqu’il est demandé par la commission.

12. – Aucun amendement n’est recevable, sauf accord du Gouvernement, à l’occasion de l’examen par le Sénat d’un texte élaboré par une commission mixte paritaire. La question préalable, les motions préjudicielles ou incidentes et les motions tendant au renvoi en commission ne sont pas recevables. Lorsque le Sénat est appelé à se prononcer avant l’Assemblée nationale, il statue d’abord sur les amendements puis, par un seul vote, sur l’ensemble du texte. Dans le cas contraire, il procède à un vote unique sur l’ensemble du texte en ne retenant que les amendements ayant reçu l’accord du Gouvernement.

13. – Après le vote de tous les articles, il est procédé au vote sur l’ensemble.

14. – Lorsque, avant le vote sur l’article unique d’un projet ou d’une proposition, il n’a pas été présenté d’article additionnel, ce vote équivaut à un vote sur l’ensemble. Aucun article additionnel n’est recevable après que ce vote est intervenu.

15. – Avant le vote sur l’ensemble, sont seules admises des explications de vote.

16. – Pour les explications de vote sur l’ensemble, la Conférence des Présidents peut attribuer aux groupes et aux sénateurs ne figurant sur la liste d’aucun groupe soit un temps forfaitaire soit un temps minimal et un temps à la proportionnelle. Elle peut également prévoir l’intervention, pour des temps qu’elle détermine, d’un seul orateur par groupe et d’un seul sénateur ne figurant sur la liste d’aucun groupe²⁸.

Article 43

1. – Avant le vote sur l’ensemble d’un projet ou d’une proposition, le Sénat peut décider, sur la demande d’un de ses membres, que le texte sera renvoyé à la commission pour coordination. Dans le débat ouvert sur cette demande, ont seuls droit à la parole l’auteur de la demande ou son représentant, un orateur d’opinion contraire, le président ou le rapporteur de la commission saisie au fond et le Gouvernement. Aucune explication de vote n’est admise.

2. – Le renvoi pour coordination est de droit si la commission le demande.

3. – Lorsqu’il y a lieu à renvoi pour coordination, la séance est suspendue si la commission le demande ; le travail de la commission est soumis au Sénat dans le plus bref délai possible et la discussion ne peut porter que sur la rédaction.

²⁸ Dans sa décision du 11 juin 2015, le Conseil constitutionnel a considéré que la suppression « de l’octroi de la parole à un “orateur contre” sur chaque amendement lorsque le Gouvernement demande, en application de l’article 44 de la Constitution, au Sénat de se prononcer par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion, en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le Gouvernement [...] ne peut avoir pour effet de faire obstacle aux explications de vote sur l’ensemble des dispositions faisant l’objet du vote bloqué ».

²⁹ Dans sa décision du 11 juin 2015, le Conseil constitutionnel a considéré que « les temps de parole ainsi déterminés par la Conférence des Présidents ne sauraient être fixés de telle manière qu’ils privent d’effet les exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire ».

4. – Avant le vote sur l'ensemble d'un texte, tout ou partie de celui-ci peut être renvoyé, sur décision du Sénat, à la commission, pour une seconde délibération à condition que la demande de renvoi ait été formulée ou acceptée soit par le Gouvernement, soit par la commission. Dans le débat ouvert sur cette demande, ont seuls droit à la parole l'auteur de la demande ou son représentant, un orateur d'opinion contraire, le président ou le rapporteur de la commission saisie au fond et le Gouvernement. Aucune explication de vote n'est admise.

5. – Lorsqu'il y a lieu à seconde délibération, les textes adoptés lors de la première délibération sont renvoyés à la commission, qui présente un nouveau rapport.

6. – Dans sa seconde délibération, le Sénat statue seulement sur les nouvelles propositions du Gouvernement ou de la commission, présentées sous forme d'amendements et sur les sous-amendements s'appliquant à ces amendements.

7. – Avant le vote sur l'ensemble, aucun vote acquis ne peut être remis en question sans renvoi préalable à la commission soit pour coordination, soit pour seconde délibération.

Article 44

1. – En cours de discussion, il est proposé ou discuté des exceptions, questions, motions ou demandes de priorité dans l'ordre ci-après.

1 *bis*. – La motion tendant à ne pas examiner une proposition de loi déposée en application de l'article 11 de la Constitution. Elle est examinée avant l'ouverture de la discussion générale. Le vote sur la motion a lieu immédiatement après le débat limité prévu à l'alinéa 7 du présent article.

2. – L'exception d'irrecevabilité dont l'objet est de faire reconnaître que le texte en discussion, s'il n'est pas visé à l'article 45 ci-après, est contraire à une disposition constitutionnelle et dont l'effet, en cas d'adoption, est d'entraîner le rejet du texte à l'encontre duquel elle a été soulevée. Elle ne peut être opposée à un texte qu'une fois par lecture, sauf adoption d'une motion de renvoi en commission, après l'intervention du Gouvernement et des rapporteurs ou, lorsqu'elle émane du Gouvernement ou de la commission saisie au fond, soit après l'intervention du Gouvernement et des rapporteurs, soit avant la discussion des articles. Le vote sur l'exception d'irrecevabilité a lieu immédiatement après le débat limité prévu à l'alinéa 7 ;

3. – La question préalable, dont l'objet est de faire décider soit que le Sénat s'oppose à l'ensemble du texte, soit qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération. Elle ne peut être posée sur un texte qu'une fois par lecture, sauf adoption d'une motion de renvoi en commission, après l'intervention du Gouvernement et des rapporteurs ou, lorsqu'elle émane du Gouvernement ou de la commission saisie au fond, soit après l'intervention du Gouvernement et des rapporteurs, soit avant la discussion des articles, et, en tout état de cause, après la discussion d'une éventuelle exception d'irrecevabilité portant sur l'ensemble du texte. Le vote sur la question préalable a lieu immédiatement après le débat limité prévu à l'alinéa 7. Son adoption entraîne le rejet du texte auquel elle s'applique ;

4. – Les motions préjudicielles ou incidentes dont l'objet est de subordonner un débat à une ou plusieurs conditions en rapport avec le texte en discussion et dont l'effet, en cas d'adoption, est de faire renvoyer le débat jusqu'à réalisation de la ou desdites conditions. Elles ne peuvent être présentées au cours de la discussion des projets de loi ou des propositions de loi qui ont été inscrits par priorité à l'ordre du jour sur décision du Gouvernement ;

5. – Les motions tendant au renvoi à la commission de tout ou partie du texte en discussion dont l'effet, en cas d'adoption, est de suspendre le débat jusqu'à présentation d'un nouveau rapport par cette commission. Lorsqu'il s'agit d'un texte inscrit par priorité à l'ordre du jour sur décision du Gouvernement, la commission doit présenter celui-ci au cours de la même séance, sauf accord du Gouvernement. Elle ne peut être opposée à un texte qu'une fois par lecture après l'intervention du Gouvernement et des rapporteurs ou, lorsqu'elle émane du Gouvernement ou de la commission saisie au fond, soit après l'intervention des rapporteurs, soit avant la discussion des articles. Le vote sur la motion tendant au renvoi en commission a lieu immédiatement après le débat limité prévu à l'alinéa 7. Une demande de renvoi en commission n'émanant ni du Gouvernement ni de la commission saisie au fond est irrecevable lorsqu'un vote est déjà intervenu sur une demande de renvoi portant sur l'ensemble du texte ;

6. – Les demandes de priorité ou de réserve dont l’effet, en cas d’adoption, est de modifier l’ordre de discussion des articles d’un texte ou des amendements. Lorsqu’elle est demandée par la commission saisie au fond, la priorité ou la réserve est de droit, sauf opposition du Gouvernement. Dans ce dernier cas, la demande est soumise au Sénat qui statue sans débat.

7. – Dans les débats ouverts par application du présent article, ont seuls droit à la parole l’auteur de l’initiative ou son représentant, un orateur d’opinion contraire, le président ou le rapporteur de la commission saisie au fond et le Gouvernement. Les interventions faites par l’auteur de l’initiative ou son représentant et l’orateur d’opinion contraire ne peuvent excéder chacune deux minutes²⁴ pour les demandes de priorité ou de réserve, dix minutes pour les débats portant sur l’ensemble du projet ou de la proposition de loi en discussion et deux minutes²⁴ pour les autres débats. Par dérogation à la deuxième phrase du présent alinéa, pour les débats portant sur l’ensemble du projet ou de la proposition de loi en discussion, lorsque l’auteur de l’initiative n’est ni le Gouvernement, ni la commission saisie au fond, ni un groupe politique, son intervention et celle de l’orateur d’opinion contraire ne peuvent excéder trois minutes³⁰. Le rapporteur dispose d’un temps de deux minutes²⁴ pour exprimer l’avis de la commission. Avant le vote de la motion mentionnée à l’alinéa 1 *bis*, la parole peut être accordée pour explication de vote aux sénateurs qui le demandent. Avant le vote des motions mentionnées aux alinéas 2 à 5, la parole peut être accordée pour explication de vote à un représentant de chaque groupe³¹.

Article 44 bis

1. – Le Gouvernement et les sénateurs ont le droit de présenter des amendements et des sous-amendements aux textes soumis à discussion devant le Sénat.

2. – Il n’est d’amendements ou de sous-amendements que ceux rédigés par écrit, signés par l’un des auteurs et déposés sur le Bureau du Sénat ; un sénateur ne peut être signataire de plusieurs amendements ou sous-amendements identiques ; un sénateur ne peut être signataire d’un sous-amendement à un amendement dont il est signataire ; les amendements ou sous-amendements doivent être sommairement motivés ; ils sont communiqués par la Présidence à la commission compétente et publiés. Le défaut d’impression et de distribution d’un amendement ou sous-amendement ne peut toutefois faire obstacle à sa discussion en séance publique.

3. – Les amendements sont recevables s’ils s’appliquent effectivement au texte qu’ils visent et, en première lecture, s’ils présentent un lien, même indirect, avec le texte en discussion.

3 *bis*. – Les amendements présentés par les sénateurs ne sont pas recevables s’ils tendent à autoriser le Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures qui sont normalement du domaine de la loi, à rétablir ou à étendre une telle autorisation.

4. – Sauf dispositions spécifiques les concernant, les sous-amendements sont soumis aux mêmes règles de recevabilité et de discussion que les amendements. En outre, ils ne sont recevables que s’ils n’ont pas pour effet de contredire le sens des amendements auxquels ils s’appliquent.

5. – Après la première lecture, la discussion des articles ou des crédits budgétaires est limitée à ceux pour lesquels les deux assemblées n’ont pas encore adopté un texte ou un montant identique.

6. – En conséquence, il n’est reçu, après la première lecture, aucun amendement ni article additionnel qui remettrait en cause, soit directement, soit par des additions qui seraient incompatibles, des articles ou des crédits budgétaires votés par l’une et l’autre assemblée dans un texte ou avec un montant identique. De même est irrecevable toute modification ou adjonction sans relation directe avec une disposition restant en discussion.

7. – Il ne peut être fait exception aux règles édictées à l’alinéa 6 que pour :

– assurer le respect de la Constitution³² ;

³⁰ Dans sa décision n° 2021-820 DC du 1^{er} juillet 2021, le Conseil constitutionnel a déclaré que « *la limitation de la durée de ces interventions à trois minutes ne saurait être mise en œuvre de telle manière qu’elle prive d’effet les exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire* » (paragraphe 36).

³¹ Dans sa décision du 11 juillet 2019, le Conseil constitutionnel a confirmé la réserve d’interprétation, déjà formulée en 2015, selon laquelle « *il appartiendra au président de séance d’appliquer ces limitations du temps de parole en veillant au respect des exigences de clarté et de sincérité du débat parlementaire.* »

³² Dans sa décision du 11 juillet 2019, le Conseil constitutionnel a indiqué que cette exception se limite « *aux amendements destinés à rendre conforme à la Constitution le texte en discussion* », et non aux amendements tirant « *les conséquences nécessaires d’une décision du Conseil constitutionnel prononçant l’abrogation avec effet différé d’une disposition législative* ».

– effectuer une coordination avec d’autres textes en cours d’examen ou avec un texte promulgué depuis le début de l’examen du texte en discussion ;

– ou procéder à la correction d’une erreur matérielle dans le texte en discussion³³.

8. – La commission saisie au fond est compétente pour se prononcer sur la recevabilité des amendements et des sous-amendements dans les cas prévus au présent article.

9. – La commission saisie au fond, tout sénateur ou le Gouvernement peut soulever à tout moment de la discussion en séance publique, à l’encontre d’un ou plusieurs amendements, une exception d’irrecevabilité fondée sur le présent article. L’irrecevabilité est admise de droit et sans débat lorsqu’elle est affirmée par la commission au fond.

10. – Dans les cas autres que ceux mentionnés au présent article et à l’article 45, la question de la recevabilité des amendements ou sous-amendements est soumise, avant leur discussion, à la décision du Sénat. Seul l’auteur de la demande d’irrecevabilité, un orateur d’opinion contraire, la commission et le Gouvernement peuvent intervenir. Aucune explication de vote n’est admise.

Article 44 ter

À la demande de la commission intéressée, la Conférence des Présidents peut décider de fixer un délai limite pour le dépôt des amendements³⁴. La décision de la Conférence des Présidents figure à l’ordre du jour. Ce délai limite n’est pas applicable aux amendements de la commission saisie au fond ou du Gouvernement, ni aux sous-amendements. Il est reporté au début de la discussion générale lorsque le rapport de la commission saisie au fond n’a pas été publié la veille du début de la discussion en séance publique.

Article 45³⁵

1. – Le président de la commission des finances contrôle la recevabilité au regard de l’article 40 de la Constitution et de la loi organique relative aux lois de finances des amendements déposés en vue de la séance publique. Les amendements déclarés irrecevables ne sont pas mis en distribution.

2. – Après l’adoption du texte de la commission mentionnée à l’article 17 *bis*, la commission des finances est compétente pour contrôler la recevabilité au regard de l’article 40 de la Constitution et de la loi organique relative aux lois de finances des modifications apportées par les commissions aux textes dont elles ont été saisies.

3. – Le président de la commission des affaires sociales est compétent pour examiner la recevabilité des amendements déposés en vue de la séance publique au regard des dispositions organiques relatives aux lois de financement de la sécurité sociale.

4. – Tout sénateur ou le Gouvernement peut soulever en séance une exception d’irrecevabilité fondée sur l’article 40 de la Constitution, sur la loi organique relative aux lois de finances ou sur la section 1 du chapitre I *bis* du titre Ier du livre Ier du code de la sécurité sociale. L’irrecevabilité est admise de droit et sans débat si elle est affirmée selon le cas par la commission des finances ou la commission des affaires sociales.

³³ Dans sa décision du 11 juillet 2019, le Conseil constitutionnel a précisé que cette exception « ne concerne que la correction des erreurs que comporte le texte examiné », et non celles présentes « dans un autre texte en cours d’examen ou dans un texte promulgué depuis le début de l’examen du texte en discussion ».

³⁴ Voir aussi I.G.B., Chapitre V, paragraphe II.

³⁵ Dans sa décision du 25 juin 2009, le Conseil constitutionnel a considéré « d’une part, que le respect de l’article 40 de la Constitution exige qu’il soit procédé à un examen systématique de la recevabilité, au regard de cet article, des propositions et amendements formulés par les sénateurs et cela antérieurement à l’annonce de leur dépôt et par suite avant qu’ils ne puissent être publiés, distribués et mis en discussion, afin que seul soit accepté le dépôt des propositions et amendements qui, à l’issue de cet examen, n’aient pas été déclarés irrecevables ; qu’il impose également que l’irrecevabilité financière puisse être soulevée à tout moment non seulement à l’encontre des amendements, mais également à l’encontre des modifications apportées par les commissions aux textes dont elles ont été saisies ».

Le Conseil constitutionnel a également considéré « qu’aux termes du premier alinéa de l’article 41 de la Constitution : “S’il apparaît au cours de la procédure législative qu’une proposition ou un amendement n’est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu de l’article 38, le Gouvernement ou le président de l’assemblée saisie peut opposer l’irrecevabilité” ; qu’il en résulte que cette irrecevabilité doit pouvoir être soulevée à l’encontre des modifications apportées par les commissions aux textes dont elles ont été saisies ».

5. – Lorsque la commission n'est pas en état de faire connaître immédiatement ses conclusions sur l'irrecevabilité d'un amendement, l'article en discussion est réservé. Quand la commission estime qu'il y a doute, son représentant peut demander à entendre les explications du Gouvernement et de l'auteur de l'amendement. Si le représentant de la commission estime que le doute subsiste, l'amendement et l'article correspondant sont réservés et renvoyés à la commission. Dans les cas prévus au présent alinéa, si la commission ne fait pas connaître ses conclusions sur la recevabilité avant la fin du débat, l'irrecevabilité sera admise tacitement.

6. – Le président de la commission saisie au fond adresse au Président du Sénat, avant leur examen en séance publique, la liste des propositions ou des amendements dont la commission estime qu'ils ne relèvent manifestement pas du domaine de la loi ou qu'ils sont contraires à une délégation accordée en vertu de l'article 38 de la Constitution³⁶.

7. – L'irrecevabilité tirée du premier alinéa de l'article 41 de la Constitution peut être opposée par le Gouvernement ou par le Président du Sénat à une proposition ou à un amendement avant le début de sa discussion en séance publique. Lorsqu'elle est opposée à une proposition par le Gouvernement ou par le Président du Sénat en séance publique, la séance est suspendue jusqu'à ce que le Président du Sénat ou, selon le cas, le Gouvernement ait statué. Lorsqu'elle est opposée à un amendement, la discussion de celui-ci et, le cas échéant, celle de l'article sur lequel il porte est réservée jusqu'à ce que le Président du Sénat ou, selon le cas, le Gouvernement ait statué.

8. – Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, il n'y a pas lieu à débat. L'irrecevabilité est admise de droit lorsqu'elle est confirmée par le Président du Sénat ou, selon le cas, par le Gouvernement. S'il y a désaccord entre le Président du Sénat et le Gouvernement, le Conseil constitutionnel est saisi à la demande de l'un ou de l'autre et la discussion est suspendue jusqu'à la notification de la décision du Conseil constitutionnel, laquelle est communiquée sans délai au Sénat par le Président.

Article 46

1. – Les amendements relatifs aux états de dépenses ne peuvent porter que sur les crédits budgétaires qui font l'objet d'un vote en vertu de l'article 43 de la loi organique relative aux lois de finances.

2. – Les amendements tendant à majorer les crédits d'une mission au-delà du montant proposé par le Gouvernement sont irrecevables et ne peuvent être mis aux voix par le Président.

Article 46 bis

1. – Les amendements sont mis en discussion après la discussion du texte qu'ils tendent à modifier, et aux voix avant le vote sur ce texte.

2. – Les amendements sont mis aux voix dans l'ordre ci-après : les amendements de suppression et ensuite les autres amendements en commençant par ceux qui s'écartent le plus du texte proposé et dans l'ordre où ils s'y opposent, s'y intercalent ou s'y ajoutent. Toutefois, lorsque le Sénat a adopté une priorité ou une réserve dans les conditions fixées à l'alinéa 6 de l'article 44, l'ordre de mise aux voix est modifié en conséquence. Lorsqu'ils viennent en concurrence, et sauf décision contraire de la Conférence des Présidents ou décision du Sénat sur proposition de la commission saisie au fond, les amendements font l'objet d'une discussion commune, à l'exception des amendements de suppression et de rédaction globale de l'article.

3. – Le Président ne soumet à la discussion en séance publique que les amendements et sous-amendements déposés sur le Bureau du Sénat.

4. – Le Sénat ne délibère sur aucun amendement s'il n'est soutenu lors de la discussion. Après l'ouverture du débat, le Gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commission.

³⁶ Dans sa décision du 11 juillet 2019, le Conseil constitutionnel a considéré que la liste transmise au Président du Sénat « n'a qu'une valeur indicative » et que ce dernier ne saurait être lié dans l'appréciation des irrecevabilités ni limité dans l'exercice d'une prérogative dont l'article 41 de la Constitution indique qu'elle lui est personnelle.

5. – Sur chaque amendement, sous réserve des explications de vote, ne peuvent être entendus que l'un des signataires, le Gouvernement et le président ou le rapporteur de la commission. Le signataire de l'amendement dispose d'un temps de parole de deux minutes²⁴ pour en exposer les motifs. Le rapporteur dispose d'un temps de deux minutes²⁴ par amendement pour exprimer l'avis de la commission. Les explications de vote sont admises pour une durée n'excédant pas deux minutes²⁴.

6. – Un amendement retiré par son auteur, après que sa discussion a commencé, peut être immédiatement repris par un sénateur qui n'en était pas signataire. La discussion se poursuit à partir du point où elle était parvenue.

Article 47

Lorsque le Sénat est saisi d'un projet de loi tendant à autoriser la ratification ou l'approbation d'une convention internationale, il n'est pas voté sur les articles de cette dernière, mais seulement sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification ou l'approbation.

Article 47 bis

1. – Pour l'application de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances, il est procédé à un vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances de l'année ou d'un projet de loi de finances rectificative ou de fin de gestion dans les mêmes conditions que sur l'ensemble d'un projet de loi. La seconde délibération de l'article liminaire ou de tout ou partie de la première partie est de droit lorsqu'elle est demandée par le Gouvernement ou la commission des finances.

2. – Lorsque le Sénat n'adopte pas la première partie du projet de loi de finances de l'année ou d'un projet de loi de finances rectificative ou de fin de gestion, l'ensemble du projet de loi est considéré comme rejeté.

3. – Avant le vote sur l'ensemble du projet de loi de finances de l'année ou d'un projet de loi de finances rectificative ou de fin de gestion, les alinéas 4 à 6 de l'article 43 ne peuvent pas être appliquées à l'article liminaire et à la première partie du projet. Toutefois, sur demande du Gouvernement ou de la commission des finances, il peut être procédé à une coordination.

Article 47 bis-1 A

1. – Pour l'application de l'article L.O. 111-7-1 du code de la sécurité sociale, il est procédé à un vote sur chacune des parties du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Avant chacun de ces votes, la seconde délibération est de droit, sur les seuls articles de la partie concernée, lorsqu'elle est demandée par le Gouvernement ou la commission des affaires sociales.

2. – Lorsque le Sénat n'adopte pas la partie du projet de loi de financement de la sécurité sociale relative aux recettes et à l'équilibre général, la partie comprenant les dispositions relatives aux dépenses est considérée comme rejetée.

3. – Lorsque le Sénat n'adopte pas la première partie d'un projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale, l'ensemble du projet de loi est considéré comme rejeté.

4. – Avant le vote sur l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale, il peut être procédé à une coordination dans les conditions prévues à l'article 43.

5. – Dans le cas d'un projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale, la seconde délibération mentionnée à l'alinéa 1 peut porter sur l'article liminaire ou la première partie et la coordination mentionnée à l'alinéa 4 peut porter sur l'article liminaire.

Article 47 bis-1

Pour l'application de la loi organique relative aux lois de finances, la Conférence des Présidents fixe, sur la proposition de la commission des finances, les modalités particulières d'organisation de la discussion de la loi de finances de l'année.

Article 47 bis-2

Pour l'application de la loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale, la Conférence des Présidents fixe, sur proposition de la commission des affaires sociales, les modalités particulières d'organisation de la discussion de la loi de financement de la sécurité sociale de l'année.

CHAPITRE XIV bis **Législation en commission**

Article 47 ter

1. – À la demande du Président du Sénat, du président de la commission saisie au fond, du président d'un groupe ou du Gouvernement, la Conférence des Présidents peut décider que le droit d'amendement des sénateurs et du Gouvernement sur un projet de loi ou une proposition de loi ou de résolution s'exerce uniquement en commission³⁷, dans les conditions mentionnées aux alinéas 1 et 2 de l'article 17 bis³⁸.

2. – La procédure de législation en commission n'est pas applicable aux projets de révision constitutionnelle, aux projets de loi de finances et aux projets de loi de financement de la sécurité sociale.

3. – La procédure de législation en commission ne peut être décidée en cas d'opposition du Gouvernement, du président de la commission saisie au fond ou d'un président de groupe.

4. – La procédure de législation en commission peut être décidée sur certains articles seulement d'un projet de loi ou d'une proposition de loi ou de résolution.

5. – Sur la proposition du président de la commission saisie au fond, la Conférence des Présidents fixe la date de la réunion consacrée à l'examen des amendements en commission et à l'établissement du texte de la commission ainsi que le délai limite pour le dépôt des amendements en commission. Elle fixe également le délai limite pour le dépôt des amendements au texte de la commission en application de l'alinéa 1 de l'article 47 quater et, lorsque la procédure de législation en commission s'applique sur certains articles seulement du texte, pour le dépôt des amendements aux autres articles du texte de la commission.

6. – Les sénateurs et le Gouvernement sont immédiatement informés de la date de la réunion et des délais limite.

7. – Le Gouvernement et l'ensemble des sénateurs peuvent participer à la réunion.

8. – Les règles de publicité et de débat en séance sont applicables en commission, sauf dispositions contraires du présent article.

9. – Seules les motions tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité et la question préalable peuvent être présentées en commission. Leur adoption entraîne le rejet du texte et le retour à la procédure normale pour sa discussion en séance.

10. – Sans préjudice de l'alinéa 9, à la fin de la réunion, la commission statue sur l'ensemble du texte. Le rejet du texte entraîne le retour à la procédure normale pour sa discussion en séance.

11. – Le rapport de la commission comprend un compte rendu détaillé des débats en commission.

12. – Le retour à la procédure normale peut être demandé, le cas échéant sur certains articles seulement du texte, par le Gouvernement, le président de la commission saisie au fond ou un président de groupe, au plus tard le vendredi précédant la semaine au cours de laquelle est examiné le texte en séance, sauf décision contraire de la Conférence des Présidents³⁹.

³⁷ Dans sa décision du 16 janvier 2018, le Conseil constitutionnel a rappelé la réserve énoncée dans sa décision du 11 juin 2015 selon laquelle l'examen des amendements sur un projet de loi ou une proposition de loi en commission uniquement « *ne fait pas obstacle à ce que l'irrecevabilité financière des amendements et des propositions de loi puisse être soulevée à tout moment lors de leur examen en commission* ».

³⁸ Il s'agit de l'article 17 bis du présent Règlement.

³⁹ Dans sa décision du 16 janvier 2018, le Conseil constitutionnel a précisé que cette décision contraire de la Conférence des Présidents avait une portée limitée « *au fait de retenir, pour la date limite de présentation d'une demande de retour à la procédure législative normale, une autre date que le vendredi précédant la semaine au cours de laquelle le texte est examiné en séance* », ajoutant qu'ainsi « *la Conférence des Présidents [n'a pas] la possibilité de s'opposer à [la] demande [de retour à la procédure normale elle-même] lorsqu'elle intervient dans les délais prévus.* »

13. – En cas de retour à la procédure normale, le délai limite pour le dépôt des amendements en séance est celui fixé en application de l’alinéa 5 et la durée globale du temps dont disposent les orateurs des groupes ou ne figurant sur la liste d’aucun groupe ne peut excéder trente minutes, sauf décision contraire de la Conférence des Présidents.

Article 47 quater

1. – Sur les dispositions faisant l’objet de la procédure de législation en commission, sont seuls recevables en séance, dans les conditions fixées à l’article 44 *ter*, les amendements visant à assurer le respect de la Constitution, opérer une coordination avec une autre disposition du texte en discussion, avec d’autres textes en cours d’examen ou avec les textes en vigueur ou procéder à la correction d’une erreur matérielle.

2. – Lorsque la procédure de législation en commission s’applique sur certains articles seulement du texte, il ne peut être reçu en séance aucun amendement qui remettrait en cause les dispositions faisant l’objet de cette procédure.

3. – La commission saisie au fond est compétente pour se prononcer sur la recevabilité des amendements et des sous-amendements dans les cas prévus au présent article.

Article 47 quinquies⁴⁰

1. – Lorsque la procédure de législation en commission s’applique sur l’ensemble du texte, aucune des motions mentionnées à l’article 44 ne peut être présentée en séance, sauf l’exception d’irrecevabilité. Lors de la séance, le Président met aux voix l’ensemble du texte adopté par la commission. Seuls peuvent intervenir le Gouvernement, les représentants des commissions pour une durée ne pouvant excéder cinq minutes et, pour explication de vote, un représentant par groupe pour une durée ne pouvant excéder quatre minutes chacun, ainsi qu’un sénateur ne figurant sur la liste d’aucun groupe pour une durée ne pouvant excéder trois minutes, sauf décision contraire de la Conférence des Présidents.

2. – Lorsque la procédure de législation en commission s’applique sur certains articles seulement, lors de la séance, le Président met aux voix l’ensemble des articles adoptés selon cette procédure avant le vote sur l’ensemble du texte. Seuls peuvent intervenir le Gouvernement, les représentants des commissions pour une durée ne pouvant excéder cinq minutes et, pour explication de vote, un représentant par groupe et un sénateur ne figurant sur la liste d’aucun groupe pour une durée ne pouvant excéder deux minutes²⁴ chacun, sauf décision contraire de la Conférence des Présidents.

Articles 47 sexies à 47 nonies

(Abrogés par la résolution du 14 décembre 2017)

CHAPITRE XV

Procédure d’examen simplifié des textes relatifs à des conventions internationales

Article 47 decies

1. – À la demande du Président du Sénat, du président de la commission saisie au fond, d’un président de groupe ou du Gouvernement, à moins que l’une de ces autorités ne s’y oppose, la Conférence des Présidents peut décider le vote sans débat d’un projet de loi tendant à autoriser la ratification ou l’approbation d’une convention internationale. En cas d’urgence, le Sénat peut prendre la même décision.

2. – Un président de groupe, le président de la commission saisie au fond et le Gouvernement peuvent demander le retour à la procédure normale, dans un délai fixé par la Conférence des Présidents ou,

⁴⁰ Dans sa décision du 16 janvier 2018, le Conseil constitutionnel a formulé la réserve selon laquelle ce dispositif « ne confère pas à la Conférence des Présidents la faculté de limiter le temps de parole du Gouvernement. »

selon le cas, par le Sénat. En cas de retour à la procédure normale, la durée globale du temps dont disposent les orateurs des groupes ou les orateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe ne peut excéder trente minutes, sauf décision contraire de la Conférence des Présidents.

3. – Lors de la séance plénière, le président met directement aux voix l'ensemble du projet de loi.

Articles 48 à 50

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

CHAPITRE XVI

Résolutions prévues par l'article 34-1 de la Constitution

Article 50 bis

1. – Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les propositions de résolution déposées dans le cadre de l'article 34-1 de la Constitution sont soumises aux mêmes règles que celles prévues par le présent Règlement pour les autres propositions de résolution.

2. – Les propositions de résolution peuvent être déposées au nom d'un groupe politique par son président.

3. – Les propositions de résolution ne peuvent pas être envoyées à une commission permanente, ni à une commission spéciale.

4. – Dès leur dépôt, les propositions de résolution sont transmises au Premier ministre. Le Gouvernement fait connaître au Président du Sénat s'il estime qu'une proposition de résolution, avant son inscription à l'ordre du jour, est irrecevable au motif que son adoption ou son rejet serait de nature à mettre en cause sa responsabilité ou qu'elle contient des injonctions à son égard. Aucune irrecevabilité ne peut être opposée ultérieurement, sauf dans le cas prévu à l'alinéa suivant.

5. – Jusqu'à leur inscription à l'ordre du jour, les propositions de résolution peuvent être rectifiées par leur auteur. Les propositions de résolution rectifiées sont portées sans délai à la connaissance du Gouvernement, qui fait connaître au Président du Sénat s'il estime que la rectification est irrecevable.

6. – Aucune motion n'est recevable sur les propositions de résolution déposées en application de l'article 34-1 de la Constitution.

Article 50 ter

1. – Une proposition de résolution ne peut être inscrite à l'ordre du jour moins de six jours francs après son dépôt.

2. – Toute demande d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution est adressée au Président du Sénat au plus tard quarante-huit heures avant que son inscription à l'ordre du jour ne soit décidée. Le Premier ministre est tenu informé sans délai de cette demande. Cette demande est communiquée au Sénat. L'alinéa 1 de l'article 31 n'est pas applicable.

3. – Une proposition de résolution dont la Conférence des Présidents constate qu'elle a le même objet qu'une proposition de résolution déjà discutée par le Sénat ne peut être inscrite à l'ordre du jour par la Conférence des Présidents ou le Sénat au cours de la même session ordinaire.

Article 50 quater

1. – Le Sénat délibère et vote en séance sur le texte de la proposition de résolution déposée initialement ou, le cas échéant, rectifiée.

2. – Aucun amendement n'est recevable sur les propositions de résolution.

CHAPITRE XVII

Modes de votation

Article 51

1. – La présence, dans l'enceinte du Palais, de la majorité absolue des sénateurs est nécessaire pour la validité des votes, sauf en matière de fixation de l'ordre du jour.
2. – Le vote est valable, quel que soit le nombre des votants, si, avant l'ouverture du scrutin, le Président, assisté de deux secrétaires, n'a pas été appelé à constater le nombre des présents ou si, ayant été appelé à faire ou ayant fait cette constatation, il a déclaré que le Sénat était en nombre pour voter.
3. – Le Président ne peut être appelé à faire la constatation du nombre des présents que sur la demande écrite de trente sénateurs dont la présence est constatée par appel nominal⁴¹.
4. – Lorsqu'un vote ne peut avoir lieu faute de quorum, il est reporté à l'ordre du jour du même jour de séance ou de la séance suivante et ne peut avoir lieu moins d'une heure après. Le vote est alors valable, quel que soit le nombre des votants.

Article 52

1. – Les votes du Sénat sont émis à la majorité absolue des suffrages exprimés⁴².
2. – Toutefois, lorsque le Sénat procède par scrutin à des nominations personnelles en séance plénière, si la majorité absolue des suffrages exprimés n'a pas été acquise au premier ou au deuxième tour de scrutin, au troisième tour la majorité relative suffit ; en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est nommé.
3. – L'alinéa 2 s'applique aux nominations personnelles auxquelles il est procédé en commission.

Article 53

1. – Le Sénat vote à main levée, par assis et levé, au scrutin public ordinaire ou au scrutin public à la tribune.
2. – À l'invitation du Président, le sénateur qui se trouve dans l'incapacité physique, permanente ou temporaire, d'exprimer son vote selon la modalité applicable fait connaître son vote par toute manifestation compatible avec cette incapacité.

Article 54

1. – Le vote à main levée est de droit en toutes matières, sauf pour les désignations personnelles et dans les matières où le scrutin public est de droit.
2. – Il est constaté et proclamé par le Président.
3. – En cas de doute, l'épreuve est renouvelée par assis et levé. Si le doute persiste, il est procédé à un scrutin public ordinaire.

⁴¹ Le Conseil constitutionnel a précisé dans sa décision du 3 juin 1986 : « *Considérant que cette disposition nouvelle, qui n'a pas pour objet de supprimer l'exigence d'un quorum mais est seulement relative aux conditions dans lesquelles la vérification du quorum peut être demandée, n'est contraire à aucune disposition de la Constitution ; qu'elle ne fait d'ailleurs pas obstacle à ce que le Président – en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'alinéa 2 de l'article 33 du Règlement – puisse, le cas échéant, procéder à une telle vérification ;* ».

⁴² Voir aussi I.G.B., Chapitre XIII.

Article 55⁴³

Nul ne peut obtenir la parole entre les différentes épreuves de vote.

Article 56

1. – Le scrutin public ordinaire a lieu par procédé électronique. Sur décision du Président, le scrutin a lieu par bulletins, dans des conditions fixées par le Bureau. Les résultats d'un scrutin par bulletins sont contrôlés par les secrétaires.

2. – Le Président annonce l'ouverture du scrutin puis sa clôture, lorsqu'il constate que tous les sénateurs ayant manifesté leur intention d'y participer ont pu le faire.

3. – Le résultat est proclamé par le Président.

Article 56 bis⁴⁴

1. – Pour un scrutin public à la tribune tous les sénateurs sont appelés nominalement par les huissiers. Sont appelés les premiers ceux dont le nom commence par une lettre préalablement tirée au sort par le Président.

2. – À la suite de ce premier appel nominal, il est procédé à un nouvel appel des sénateurs qui n'ont pas répondu à l'appel de leur nom.

3. – Les sénateurs remettent leur bulletin au secrétaire qui se tient à la tribune et qui le dépose dans une urne prévue à cet effet.

4. – Des secrétaires procèdent à l'émargement des noms des votants.

Article 57

Les sénateurs auxquels a été délégué le vote de l'un de leurs collègues présentent l'accusé de réception de la notification par lequel le Président du Sénat fait connaître l'accord du Bureau sur les motifs de l'empêchement.

Article 58

(Abrogé par la résolution du 18 juin 2019)

Article 59

Il est procédé de droit au scrutin public ordinaire lors des votes sur l'ensemble :

1° De la première partie de la loi de finances de l'année ;

2° Des lois de finances, sous réserve de l'article 60 *bis*, alinéa 3 ;

3° Des dispositions relatives aux recettes et à l'équilibre général pour l'année à venir de la loi de financement de la sécurité sociale ;

4° Des lois de financement de la sécurité sociale ;

5° Des lois organiques ;

6° Des projets ou propositions de révision de la Constitution ;

7° Des propositions mentionnées à l'article 11 de la Constitution.

⁴³ Dans sa décision du 28 juin 1972, le Conseil constitutionnel a validé ce dispositif, « sous réserve toutefois [que les dispositions de l'article 55] ne sauraient faire obstacle à l'application des dispositions de l'article 31, premier alinéa, de la Constitution, aux termes desquelles les membres du Gouvernement sont entendus par les assemblées quand ils le demandent. ».

⁴⁴ Voir aussi I.G.B., Chapitre XV.

Il est également procédé de droit au scrutin public ordinaire lors du vote sur :

- a) L'ensemble d'un projet de loi ou d'une proposition de loi ou de résolution, sur décision de la Conférence des Présidents et dans les conditions qu'elle détermine ;
- b) Une déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution ;
- c) Une demande d'autorisation, en application du troisième alinéa de l'article 35 de la Constitution.

Article 60

Le scrutin public ordinaire, lorsqu'il n'est pas de droit ou lorsqu'il ne résulte pas de l'article 54, ne peut être demandé que par le Gouvernement, le Président, un président de groupe, la commission saisie au fond, ou par trente sénateurs dont la présence est constatée par appel nominal.

Article 60 bis

1. – Il est procédé au scrutin public à la tribune lorsque la Conférence des Présidents a décidé que ce mode de scrutin serait applicable lors du vote sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi.

2. – La décision de la Conférence des Présidents est annoncée en séance publique, communiquée à chaque sénateur et figure à l'ordre du jour.

3. – En outre, le scrutin public à la tribune est de droit lors du vote en première lecture sur l'ensemble du projet de loi de finances de l'année ainsi que sur l'approbation d'une déclaration de politique générale demandée par le Gouvernement en application du dernier alinéa de l'article 49 de la Constitution.

Article 61

1. – Sous réserve de l'article 3, les désignations en assemblée plénière ou dans les commissions ont lieu au scrutin secret.

2. – Pour les désignations en assemblée plénière, le Sénat peut décider que le vote aura lieu de la manière décrite ci-après.

3. – Après avoir consulté le Sénat, le Président indique l'heure d'ouverture et la durée du scrutin.

4. – Une urne est placée dans l'une des salles voisines de la salle des séances⁴⁵, sous la surveillance de l'un des secrétaires assisté de deux scrutateurs.

5. – Pendant le cours de la séance, qui n'est pas suspendue du fait du vote, chaque sénateur dépose son bulletin dans l'urne. Les scrutateurs émargent les noms des votants.

6. – Les secrétaires supervisent le dépouillement du scrutin et le Président proclame le résultat.

Article 62

1. – Les propositions mises aux voix ne sont déclarées adoptées que si elles ont recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité de suffrages, la proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

2. – Le résultat des délibérations du Sénat est proclamé par le Président en ces termes : « Le Sénat a adopté » ou « Le Sénat n'a pas adopté ».

⁴⁵ Voir aussi I.G.B., Chapitre XVI.

CHAPITRE XVIII

Délégation de vote⁴⁶

Article 63

Les sénateurs ne sont autorisés à déléguer leur droit de vote que dans les cas suivants :

- 1° Maladie, accident ou événement familial grave empêchant le parlementaire de se déplacer ;
- 2° Mission temporaire confiée par le Gouvernement ;
- 3° Service militaire accompli en temps de paix ou en temps de guerre ;
- 4° Participation aux travaux d'une assemblée internationale en vertu d'une désignation faite par le Sénat ;
- 5° En cas de session extraordinaire, absence de la métropole ;
- 6° En cas de force majeure, par décision du Bureau du Sénat.

Article 64

1. – La délégation doit être écrite, signée et adressée par le délégant au délégué. Elle vaut pour les scrutins en séance publique et pour les votes en commission.

2. – Pour être valable, la délégation est notifiée au Président du Sénat avant l'ouverture du scrutin ou du premier des scrutins auxquels l'intéressé ne peut prendre part. La notification indique le nom du sénateur appelé à voter au lieu et place du délégant, ainsi que le motif de l'empêchement, dont l'appréciation appartient au Bureau. La délégation ainsi que sa notification indiquent, en outre, la durée de l'empêchement. À défaut, la délégation est considérée comme faite pour une durée de huit jours. Sauf renouvellement dans ce délai, elle devient alors caduque à l'expiration de celui-ci.

3. – Le délégué est avisé, par le Président, de la réception de la notification et de l'accord donné par le Bureau.

4. – La délégation peut être retirée, dans les mêmes formes, au cours de sa période d'application.

5. – La délégation ne peut être transférée par le délégué à un autre sénateur.

CHAPITRE XIX

Rapports du Sénat avec le Gouvernement et avec l'Assemblée nationale

SECTION 1. – DÉROULEMENT DE LA NAVETTE

Article 65⁴⁷

1. – Tout projet de loi voté par le Sénat et non devenu définitif est transmis sans délai par le Président du Sénat au Gouvernement. En cas de rejet d'un projet de loi, le Président en avise le Gouvernement.

2. – Toute proposition de loi adoptée par le Sénat et non devenue définitive ou toute proposition de loi transmise par l'Assemblée nationale et rejetée par le Sénat est transmise sans délai par le Président du Sénat au Président de l'Assemblée nationale. Le Gouvernement est avisé de cet envoi.

3. – Lorsque le Sénat adopte sans modification un projet ou une proposition de loi votés par l'Assemblée nationale, le Président du Sénat en transmet le texte définitif au Président de la République, aux fins de promulgation, par l'intermédiaire du secrétariat général du Gouvernement. Le Président de l'Assemblée nationale est avisé de cette transmission. Lorsque le Sénat est saisi d'un projet ou une proposition de loi rejeté par l'Assemblée nationale et qu'il le rejette, le projet ou la proposition est définitivement rejeté.

⁴⁶ Aux termes de l'article 27 de la Constitution : « ... nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat. » ; Voir aussi I.G.B., Chapitre XIV.

⁴⁷ Voir aussi I.G.B., Chapitre XVII.

Article 66

Les communications du Sénat au Gouvernement sont faites par le Président au Premier ministre.

SECTION 2. – MOTION DE RENVOI AU RÉFÉRENDUM D’UN PROJET DE LOI

Article 67

1. – Toute motion tendant à soumettre au référendum un projet de loi portant sur les matières définies à l’article 11 de la Constitution doit être déposée au plus tard avant la clôture de la discussion générale et signée par au moins trente sénateurs dont la présence est constatée par appel nominal. Elle ne peut être assortie d’aucune condition, ni comporter d’amendement au texte du projet de loi. Il ne peut être présenté qu’une seule motion tendant à proposer de soumettre un projet au référendum.

2. – Par dérogation aux règles d’inscription à l’ordre du jour résultant de l’article 29 du Règlement, cette motion est discutée dès la première séance publique suivant son dépôt.

3. – La clôture de la discussion peut être prononcée dans les conditions prévues par l’article 38.

Article 68

1. – L’adoption par le Sénat d’une motion concluant au référendum suspend, si elle est commencée, la discussion du projet de loi.

2. – La motion adoptée est transmise sans délai au Président de l’Assemblée nationale accompagnée du texte auquel elle se rapporte.

3. – Le délai pour l’adoption de la motion est, par accord des deux assemblées, fixé à trente jours. Si l’Assemblée nationale n’adopte pas la motion dans ce délai, la discussion reprend devant le Sénat au point où elle avait été interrompue. Aucune nouvelle motion portant sur le même projet de loi n’est alors recevable.

4. – Le délai de trente jours est suspendu en dehors des sessions ordinaires. Il cesse également de courir si l’inscription à l’ordre du jour de la discussion de la motion à l’Assemblée nationale est empêchée par la mise en œuvre de la procédure prévue à l’article 48 de la Constitution.

Article 69

1. – Lorsque le Sénat est saisi par l’Assemblée nationale d’une motion concluant au référendum, cette motion est immédiatement renvoyée à la commission saisie du projet visé.

2. – La discussion de cette motion est inscrite à la première séance utile. Le Sénat doit statuer dans les conditions de délai prévues à l’article 68.

SECTION 3. – MOTION TENDANT À CONSULTER PAR RÉFÉRENDUM LES ÉLECTEURS D'UNE COLLECTIVITÉ ULTRAMARINE

Article 69 bis⁴⁸

1. – Sous réserve du présent article, toute motion tendant, en application de l'article 72-4 de la Constitution, à proposer au Président de la République de consulter les électeurs d'une collectivité territoriale située outre-mer, est soumise aux mêmes règles que celles prévues par le présent Règlement pour les propositions de résolution.

2. – Lorsque le Sénat adopte une motion déposée par un ou plusieurs sénateurs, ou modifie une motion transmise par l'Assemblée nationale, le Président du Sénat en transmet le texte au Président de l'Assemblée nationale.

3. – Lorsque le Sénat adopte sans modification une motion transmise par l'Assemblée nationale, le Président du Sénat en transmet le texte définitif au Président de la République par l'intermédiaire du Secrétariat général du Gouvernement. Le Président de l'Assemblée nationale est avisé de cette transmission.

SECTION 4. – TRAVAUX DES COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Article 69 ter

La décision conjointe des Présidents des deux assemblées de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire est portée à la connaissance des sénateurs et du Gouvernement.

Article 70

1. – Les commissions mixtes paritaires se réunissent, sur convocation de leur doyen, alternativement par affaire, dans les locaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

2. – Elles fixent elles-mêmes la composition de leur bureau.

3. – Elles suivent dans leurs travaux les règles ordinaires applicables aux commissions. En cas de divergence entre les Règlements des deux assemblées, celui de l'assemblée où siège la commission prévaut.

4. – Les conclusions des travaux des commissions mixtes paritaires font l'objet de rapports publiés dans chacune des deux assemblées et communiqués officiellement, par les soins de leurs Présidents, au Premier ministre.

Article 71

L'examen d'un texte dont le Sénat est saisi est immédiatement suspendu lorsque le Gouvernement ou les Présidents des deux assemblées agissant conjointement font part de leur intention de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire à son sujet.

⁴⁸ Dans sa décision du 18 mai 2004, le Conseil constitutionnel a considéré que « ces dispositions [...] s'entendent comme s'appliquant également aux motions fondées sur le dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution ».

Article 72

1. – Lorsque le texte établi par la commission mixte paritaire est soumis au Sénat par le Gouvernement, le Sénat procède à l'examen de ce texte dans les formes ordinaires, réserve faite de l'article 45, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 12, du présent Règlement.

2. – La commission saisie au fond du projet ou de la proposition de loi est compétente pour donner son avis sur les amendements recevables en vertu des articles visés à l'alinéa 1 du présent article, ou pour demander un scrutin public ordinaire en application de l'article 60.

SECTION 5. – DÉCLARATION DE GUERRE, INTERVENTIONS MILITAIRES EXTÉRIEURES ET ÉTAT DE SIÈGE

Article 73

Le Sénat donne l'autorisation mentionnée au premier alinéa de l'article 35 de la Constitution par un scrutin public à la tribune et celle mentionnée à l'article 36 de la Constitution par un scrutin public ordinaire.

Article 73-1

1. – L'information du Sénat prévue au deuxième alinéa de l'article 35 de la Constitution prend la forme d'une communication du Gouvernement portée à la connaissance des sénateurs. Cette information peut donner lieu à un débat sans vote.

2. – Lorsqu'il est appelé à statuer sur une demande d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au-delà de quatre mois, en vertu du troisième alinéa de l'article 35 de la Constitution, le Sénat, après en avoir débattu, statue par scrutin public ordinaire. Aucune explication de vote n'est admise.

CHAPITRE XX Affaires européennes

Article 73 bis

1. – La commission des affaires européennes comprend 41 membres. Sa composition assure une représentation proportionnelle des groupes politiques et une représentation équilibrée des commissions permanentes.

2. – Ses membres sont désignés après chaque renouvellement partiel en séance publique, à l'issue de la désignation des membres des commissions permanentes, et selon les modalités prévues pour celles-ci aux alinéas 3 à 10 de l'article 8.

3. – Les dispositions de l'article 13 fixant la procédure de désignation des membres du bureau des commissions permanentes sont applicables à la commission des affaires européennes.

Article 73 ter

(Abrogé par la résolution du 13 mai 2015)

Article 73 quater

1. – La commission des affaires européennes assure, dès leur transmission par le Gouvernement, la publication et la diffusion à destination de l'ensemble des sénateurs, des groupes et des commissions, des projets ou propositions d'acte soumis au Sénat en application de l'article 88-4 de la Constitution. Elle instruit ces textes et peut transmettre aux commissions permanentes ses analyses les concernant. Elle assure l'information du Sénat sur les autres documents émanant des institutions de l'Union européenne.

2. – Peuvent déposer une proposition de résolution européenne en application de l'article 88-4 de la Constitution :

1° La commission permanente compétente dans les conditions prévues à l'article 73 *quinquies* A ;

2° La commission des affaires européennes dans les conditions prévues à l'article 73 *quinquies* B ;

3° Tout sénateur dans les conditions prévues à l'article 73 *quinquies* C.

3. – Les propositions de résolution européenne déposées en application de l'alinéa 2 du présent article visent les documents émanant des institutions de l'Union européenne sur lesquels elles portent.

4. – Le président de la commission compétente peut désigner un de ses membres pour participer de droit, avec voix consultative, à l'examen par la commission des affaires européennes d'un projet ou d'une proposition d'acte, d'un document émanant d'une institution de l'Union européenne ou d'une proposition de résolution européenne. Le président de la commission des affaires européennes peut désigner un de ses membres pour participer de droit, avec voix consultative, à l'examen par la commission permanente compétente d'une proposition de résolution européenne.

5. – La commission des affaires européennes peut exercer les compétences attribuées aux commissions saisies pour avis dans le cadre de l'examen en séance publique d'une proposition de résolution européenne.

Article 73 quinquies A

1. – Dans les quinze jours suivant la diffusion par la commission des affaires européennes d'un projet ou d'une proposition d'acte soumis au Sénat en application de l'article 88-4 de la Constitution, la commission permanente compétente peut décider de se saisir de ce texte et en informe le Sénat. Avant l'expiration de ce délai, la commission permanente peut faire connaître au Sénat qu'elle ne se saisira pas de ce texte.

2. – Lorsqu'elle s'est saisie d'un texte mentionné à l'alinéa 1 du présent article, la commission permanente compétente dispose d'un délai d'un mois à compter de cette saisine pour déposer une proposition de résolution européenne portant sur ce texte. En vue de l'examen de cette proposition, la commission fixe un délai limite pour le dépôt des amendements, qui peuvent être présentés par tout sénateur. Le rapport de la commission ainsi que la proposition de résolution européenne qu'elle a adoptée ou, en cas de rejet, le résultat de ses travaux sont déposés et publiés séparément.

3. – Par dérogation à l'alinéa 1 de l'article 73 *quinquies* C, dans le délai d'un mois mentionné à l'alinéa 2 du présent article ou postérieurement au dépôt de la proposition de résolution européenne par la commission permanente compétente dans les conditions mentionnées au même alinéa 2, toute proposition de résolution européenne déposée en application de l'article 73 *quinquies* C portant principalement sur un texte européen dont la commission permanente s'est saisie lui est directement envoyée. Lorsque la commission permanente décide d'examiner la proposition de résolution européenne qui lui a été envoyée en application du présent article, l'examen de la proposition se fait selon la procédure prévue aux alinéas 5 et 8 à 10 de l'article 73 *quinquies* C.

4. – Au plus tard dans un délai de trois jours francs à compter de la date de la publication du texte adopté par la commission permanente, le Président du Sénat, le président d'un groupe, le président d'une commission permanente, le président de la commission des affaires européennes ou le Gouvernement peut demander à la Conférence des Présidents que la proposition de résolution européenne soit inscrite à l'ordre du jour du Sénat. En l'absence de demande dans le délai précité, la proposition de résolution européenne adoptée par la commission permanente devient résolution du Sénat.

5. – Sans préjudice des droits des groupes minoritaires et d'opposition et du Gouvernement qu'ils tiennent en application de l'article 48 de la Constitution, si, dans les sept jours francs qui suivent cette demande, la Conférence des Présidents, saisie de la demande mentionnée à l'alinéa 4 du présent article, ne

propose pas ou si le Sénat ne décide pas, dans ce même délai, son inscription à l'ordre du jour, la proposition de résolution européenne adoptée par la commission permanente devient résolution du Sénat. Si l'inscription à l'ordre du jour est décidée, le texte de la proposition de résolution européenne adopté par la commission permanente est examiné en séance publique.

Article 73 quinquies B

1. – La commission des affaires européennes informe dans les meilleurs délais la commission permanente compétente de son intention de se saisir d'un texte européen soumis au Sénat en application de l'article 88-4 de la Constitution.

2. – La commission des affaires européennes peut déposer une proposition de résolution européenne sur tout texte européen mentionné à l'article 88-4 de la Constitution, à l'exception de ceux pour lesquels une commission permanente s'est préalablement saisie dans les conditions mentionnées à l'article 73 quinquies A. Cette proposition de résolution européenne est envoyée à la commission permanente compétente.

3. – Après l'expiration du délai limite qu'elle a fixé pour le dépôt des amendements, la commission permanente compétente examine la proposition de résolution européenne ainsi que les amendements, qui peuvent être présentés par tout sénateur. Le rapport de la commission permanente ainsi que la proposition de résolution européenne qu'elle a adoptée ou, en cas de rejet, le résultat de ses travaux sont déposés et publiés séparément.

4. – Si, dans un délai d'un mois suivant la transmission d'une proposition de résolution européenne déposée au nom de la commission des affaires européennes, la commission permanente n'a pas déposé son rapport et si ni le Gouvernement, ni un groupe minoritaire ou d'opposition n'a demandé que le Sénat se prononce sur cette proposition en séance dans le cadre de l'ordre du jour qui lui est réservé, le texte déposé au nom de la commission des affaires européennes est considéré comme adopté par la commission permanente.

5. – Dans le délai d'un mois mentionné à l'alinéa 4, la commission permanente peut décider qu'elle n'examinera pas le texte déposé au nom de la commission des affaires européennes. Son président en informe le Président du Sénat et le président de la commission des affaires européennes. La proposition déposée au nom de la commission des affaires européennes est alors considérée comme adoptée par la commission permanente à compter de la date de publication au Journal officiel de la notification de la décision de cette commission.

6. – Au plus tard trois jours francs à compter de la publication du texte d'une proposition de résolution européenne adoptée par la commission permanente ou à compter du jour où cette proposition est considérée comme adoptée par la commission permanente ou, en cas de rejet par cette dernière, à compter du dépôt du résultat des travaux par la commission permanente ou à compter du jour où la proposition est considérée comme rejetée par la commission permanente, le Président du Sénat, le Gouvernement, le président d'un groupe, le président d'une commission permanente ou le président de la commission des affaires européennes peut demander à la Conférence des Présidents l'inscription de cette proposition de résolution européenne à l'ordre du jour du Sénat. En l'absence de demande dans le délai précité, le texte adopté ou considéré comme adopté par la commission permanente devient résolution du Sénat ou, à défaut, le texte rejeté ou considéré comme rejeté par la commission permanente devient définitivement rejeté par le Sénat.

7. – Sans préjudice des droits des groupes minoritaires et d'opposition et du Gouvernement qu'ils tiennent en application de l'article 48 de la Constitution, si, dans les sept jours francs qui suivent cette demande, la Conférence des Présidents, saisie de la demande mentionnée à l'alinéa 6 du présent article, ne propose pas ou si le Sénat ne décide pas, dans ce même délai, son inscription à l'ordre du jour, le texte adopté ou considéré comme adopté par la commission permanente devient résolution du Sénat ou, à défaut, le texte rejeté par la commission permanente devient définitivement rejeté par le Sénat.

8. – Si l'inscription à l'ordre du jour est décidée avant que la commission permanente n'ait statué sur la proposition de résolution européenne, la commission examine ce texte dans les conditions prévues à l'alinéa 3.

9. – Le texte de la proposition de résolution européenne adopté ou considéré comme adopté par la commission permanente ou, en cas de rejet du texte par la commission permanente, le texte déposé au nom de la commission des affaires européennes est examiné en séance publique.

Article 73 quinquies C

1. – Tout sénateur peut déposer une proposition de résolution européenne. Elle est envoyée à la commission des affaires européennes, à l'exception de celles directement envoyées à une commission permanente en application de l'alinéa 3 de l'article 73 *quinquies* A.

2. – Lorsque la commission des affaires européennes décide d'examiner la proposition de résolution européenne déposée en application de l'alinéa 1 du présent article, elle fixe le délai limite pour le dépôt des amendements, qui peuvent être présentés par tout sénateur. Le rapport de la commission des affaires européennes ainsi que la proposition de résolution européenne qu'elle a adoptée ou, en cas de rejet, le résultat de ses travaux sont déposés et publiés séparément.

3. – Lorsque le président d'une commission permanente ou le président d'un groupe le demande au président de la commission des affaires européennes, la commission des affaires européennes dépose son rapport et examine, dans les conditions prévues à l'alinéa 2, la proposition de résolution européenne dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de cette demande. Cette demande ne peut intervenir qu'après la publication de la proposition de résolution européenne.

4. – Le texte adopté par la commission des affaires européennes ou, en cas de rejet, le texte initial de la proposition de résolution européenne est ensuite envoyé à la commission permanente compétente.

5. – Après l'expiration du délai limite qu'elle a fixé pour le dépôt des amendements, la commission permanente compétente examine la proposition de résolution européenne ainsi que les amendements, qui peuvent être présentés par tout sénateur. Le rapport de la commission permanente ainsi que la proposition de résolution européenne qu'elle a adoptée ou, en cas de rejet, le résultat de ses travaux sont déposés et publiés séparément.

6. – Si, dans un délai d'un mois suivant la transmission d'une proposition de résolution européenne adoptée par la commission des affaires européennes, la commission permanente n'a pas déposé son rapport et si ni le Gouvernement, ni un groupe minoritaire ou d'opposition n'a demandé que le Sénat se prononce sur une proposition de résolution européenne en séance dans le cadre de l'ordre du jour qui lui est réservé, le texte adopté par la commission des affaires européennes est considéré comme adopté par la commission permanente. En cas de rejet du texte par la commission des affaires européennes, le texte est considéré comme rejeté par la commission permanente à l'issue de ce même délai d'un mois.

7. – Dans le délai d'un mois mentionné à l'alinéa 6, le président de la commission permanente informe, le cas échéant, le président de la commission des affaires européennes et le Président du Sénat que la commission a décidé de ne pas examiner le texte adopté par la commission des affaires européennes. Le texte adopté par la commission des affaires européennes est alors considéré comme adopté par la commission permanente à compter de la date de publication au Journal officiel de la notification de cette décision de la commission.

8. – Au plus tard trois jours francs à compter de la publication du texte d'une proposition de résolution européenne adopté par la commission permanente ou à compter du jour où cette proposition est considérée comme adoptée par la commission permanente ou, à défaut, à compter du dépôt du résultat des travaux par la commission permanente ou à compter du jour où la proposition est considérée comme rejetée par la commission permanente, le Président du Sénat, le Gouvernement, le président d'un groupe, le président d'une commission permanente ou le président de la commission des affaires européennes peut demander à la Conférence des Présidents l'inscription de cette proposition de résolution européenne à l'ordre du jour du Sénat. En l'absence de demande dans le délai précité, le texte adopté ou considéré comme adopté par la commission permanente devient résolution du Sénat ou, à défaut, le texte rejeté ou considéré comme rejeté par la commission permanente devient définitivement rejeté par le Sénat.

9. – Sans préjudice des droits des groupes minoritaires et d'opposition et du Gouvernement qu'ils tiennent en application de l'article 48 de la Constitution, si, dans les sept jours francs qui suivent cette demande, la Conférence des Présidents, saisie de la demande mentionnée à l'alinéa 98 du présent article, ne propose pas ou si le Sénat ne décide pas, dans ce même délai, son inscription à l'ordre du jour, le texte adopté ou considéré comme adopté par la commission permanente devient résolution du Sénat ou, à défaut, le texte rejeté ou considéré comme rejeté par la commission permanente devient définitivement rejeté par le Sénat.

10. – Si l'inscription à l'ordre du jour est décidée avant que la commission permanente n'ait statué sur la proposition de résolution européenne, la commission examine ce texte dans les conditions prévues à l'alinéa 5. Le texte de la proposition de résolution européenne adopté ou considéré comme adopté par la

commission permanente ou, en cas de rejet du texte par cette dernière, le texte adopté par la commission des affaires européennes ou, à défaut d'adoption par cette dernière, le texte initial de la proposition de résolution européenne est examiné en séance publique.

Article 73 quinquies

1. – À tout moment de la procédure d'examen d'une proposition de résolution européenne déposée en application des articles 73 quinquies A, 73 quinquies B ou 73 quinquies C, le président de la commission des affaires européennes ou le président de la commission permanente compétente peut demander que les délais prévus à ces mêmes articles soient suspendus au cours des semaines où le Sénat a décidé de ne pas tenir séance, conformément au deuxième alinéa de l'article 28 de la Constitution.

2. – Les résolutions européennes adoptées par le Sénat sont transmises au Gouvernement et à l'Assemblée nationale.

Article 73 sexies

1. – Saisie par le Président du Sénat, le président de la commission permanente compétente, le président de la commission des affaires européennes ou le président d'un groupe, la Conférence des Présidents peut décider de consulter la commission des affaires européennes sur un projet ou une proposition de loi ayant pour objet de transposer un texte européen en droit national ou d'adapter le droit national au droit européen.

2. – Les observations de la commission des affaires européennes peuvent être présentées sous la forme d'un rapport d'information. Le rapporteur de la commission des affaires européennes peut en outre présenter ses observations à la commission permanente compétente et, sur décision de la Conférence des Présidents, en séance publique.

Article 73 septies

1. – Toute motion tendant à autoriser l'adoption, selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 89 de la Constitution, d'un projet de loi relatif à l'adhésion d'un État à l'Union européenne doit être déposée dans les quinze jours suivant la délibération du projet de loi en Conseil des ministres. Elle ne peut être assortie d'aucune condition, ni comporter d'amendement au texte du projet de loi ou du traité.

2. – La motion est envoyée à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. La commission des affaires européennes peut se saisir pour avis. La motion est discutée dans un délai de trois mois suivant son dépôt.

3. – La motion adoptée dans les conditions prévues au second alinéa de l'article 88-5 de la Constitution est transmise sans délai au Président de l'Assemblée nationale.

4. – Lorsque le Sénat est saisi par l'Assemblée nationale d'une motion ayant l'objet visé à l'alinéa 1, cette motion est discutée dans un délai de trois mois suivant sa transmission. Si elle est adoptée dans les conditions prévues au second alinéa de l'article 88-5 de la Constitution, le Président du Sénat en transmet le texte au Président de la République. Le Président de l'Assemblée nationale est avisé de cette transmission. En cas de rejet de la motion transmise par l'Assemblée nationale ou d'adoption à une majorité inférieure à celle des trois cinquièmes, le Président du Sénat en informe le président de l'Assemblée nationale.

5. – Les délais prévus au présent article sont suspendus en dehors des sessions ordinaires.

Article 73 octies

1. – Les propositions de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité d'un projet d'acte législatif européen au principe de subsidiarité et celles tendant à former un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité,

déposées sur le fondement de l'article 88-6 de la Constitution, sont adoptées dans les conditions prévues au présent article.

2. – Tout sénateur peut déposer une proposition de résolution européenne sur le fondement de l'article 88-6 de la Constitution. Cette proposition est envoyée à la commission des affaires européennes. La commission des affaires européennes peut adopter une telle proposition de résolution européenne de sa propre initiative. Seules sont recevables les propositions de résolution européenne déposées sur le fondement de l'article 88-6 dans les huit semaines suivant la transmission du projet d'acte législatif dans les langues officielles de l'Union ou la publication de l'acte législatif.

3. – Une telle proposition de résolution européenne adoptée par la commission des affaires européennes est transmise à la commission permanente compétente qui statue en concluant soit au rejet, soit à l'adoption de la proposition éventuellement amendée. Si la commission permanente n'a pas statué avant l'expiration du délai de huit semaines à compter respectivement de la transmission du projet d'acte législatif dans les langues officielles de l'Union ou de la publication de l'acte législatif, le texte adopté par la commission des affaires européennes est considéré comme adopté par la commission permanente la veille du dernier jour du même délai de huit semaines.

4. – Le texte adopté dans les conditions prévues à l'alinéa 3 constitue une résolution du Sénat.

5. – À tout moment de la procédure, le Président du Sénat, le Gouvernement, le président d'un groupe, le président d'une commission permanente ou le président de la commission des affaires européennes peut demander à la Conférence des Présidents son inscription à l'ordre du jour du Sénat.

5 bis. – Si l'inscription à l'ordre du jour est décidée avant que la commission permanente n'ait statué sur la proposition de résolution européenne, la commission examine ce texte ainsi que les amendements qui peuvent être présentés par tout sénateur.

5 ter. – Lorsque l'inscription à l'ordre du jour est décidée, le texte de la proposition de résolution européenne adopté ou considéré comme adopté par la commission permanente ou, en cas de rejet du texte par la commission permanente, le texte adopté par la commission des affaires européennes ou, à défaut d'adoption par cette dernière, le texte initial de la proposition de résolution européenne est examiné en séance publique. La commission des affaires européennes peut exercer les compétences attribuées aux commissions saisies pour avis.

6. – Le Président du Sénat transmet au Président du Parlement européen, au Président du Conseil de l'Union européenne et au Président de la Commission européenne les résolutions du Sénat portant avis motivé sur la conformité d'un projet d'acte législatif européen au principe de subsidiarité. Il en informe le Gouvernement.

7. – Le Président du Sénat transmet au Gouvernement aux fins de saisine de la Cour de justice de l'Union européenne toute résolution du Sénat visant à former un recours contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité.

8. – À l'expiration d'un délai de huit semaines à compter respectivement de la transmission du projet d'acte législatif dans les langues officielles de l'Union ou de la publication de l'acte législatif, la procédure d'examen d'une proposition de résolution européenne est interrompue.

Article 73 nonies

1. – Le Président du Sénat transmet au Gouvernement, aux fins de saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, tout recours contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité formé, dans un délai de deux mois suivant la publication de cet acte législatif, par au moins soixante sénateurs.

2. – Ce recours interrompt, le cas échéant, l'examen des propositions de résolution européenne visées à l'article 73 octies portant sur le même acte législatif.

Article 73 decies

1. – Tout sénateur peut présenter une motion tendant à s'opposer à une modification des règles d'adoption d'actes de l'Union européenne dans les cas visés à l'article 88-7 de la Constitution. La

commission des affaires européennes peut formuler des observations sur une telle modification, qui peuvent être présentées sous la forme d'un rapport d'information.

2. – Une motion s'opposant à une initiative mentionnée à l'avant-dernier alinéa du 7 de l'article 48 du traité sur l'Union européenne ou à une proposition de décision mentionnée au deuxième alinéa du 3 de l'article 81 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne doit être présentée dans un délai de six mois à compter de la transmission de l'initiative ou de la proposition de décision à laquelle elle s'oppose et viser cette initiative ou cette proposition de décision. Elle ne peut faire l'objet d'aucun amendement.

3. – La motion est envoyée à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, qui rend son rapport dans un délai d'un mois. Le rapport conclut à l'adoption ou au rejet de la motion.

4. – La motion est discutée dès la première séance suivant la publication du rapport, sous réserve des priorités définies à l'article 48 de la Constitution. En cas de rejet, aucune autre motion portant sur la même initiative ou proposition de décision n'est recevable.

5. – La motion adoptée est transmise sans délai au Président de l'Assemblée nationale.

6. – Lorsque le Sénat est saisi par l'Assemblée nationale d'une motion tendant à s'opposer à une modification des règles d'adoption d'actes de l'Union européenne, la motion est envoyée à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Elle est discutée avant l'expiration d'un délai de six mois suivant la transmission de l'initiative ou de la proposition de décision à laquelle elle s'oppose.

7. – En cas d'adoption par le Sénat d'une motion transmise par l'Assemblée nationale, le Président du Sénat en informe le Président de l'Assemblée nationale. Il notifie au Président du Conseil européen le texte d'une motion s'opposant à une initiative et au Président du Conseil de l'Union européenne le texte d'une motion s'opposant à une proposition de décision. Il en informe le Gouvernement.

8. – En cas de rejet d'une motion transmise par l'Assemblée nationale, le Président du Sénat en informe le Président de l'Assemblée nationale. Aucune motion tendant à s'opposer à la même initiative ou proposition de décision n'est plus recevable.

9. – Toute motion présentée en application du présent article et qui n'a pas été adoptée dans un délai de six mois suivant la transmission de l'initiative ou de la proposition de décision devient caduque.

Article 73 undecies

(Abrogé par la résolution du 18 juin 2019)

CHAPITRE XXI

Questions écrites et orales

A. – QUESTIONS ÉCRITES

Article 74

1. – Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au Président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

2. – Les questions écrites sont sommairement rédigées et ne peuvent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre. La recevabilité de ces questions est appréciée dans les conditions prévues à l'article 24, alinéa 4.

Article 75

1. – Les questions écrites sont publiées au *Journal officiel*.

2. – Les réponses des ministres sont publiées dans les deux mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption.

3. – Toute question écrite à laquelle il n’a pas été répondu dans les délais prévus à l’alinéa 2 est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de sa publication.

A bis. – QUESTIONS D’ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT

Article 75 bis

L’ordre du jour du Sénat comporte, une fois par semaine, des questions au Gouvernement en liaison avec l’actualité. Chaque sénateur intervenant dispose d’un temps de parole fixé par la Conférence des Présidents, comprenant sa réponse éventuelle au Gouvernement. La Conférence des Présidents arrête la répartition du nombre de ces questions entre les groupes et la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d’aucun groupe en tenant compte de leur importance numérique et fixe les modalités de leur dépôt et de la procédure suivie en séance.

Article 75 ter

(Abrogé par la résolution du 13 mai 2015)

B. – QUESTIONS ORALES

Article 76

1. – Les questions orales sont déposées dans les conditions prévues à l’article 74.
2. – Elles sont inscrites sur un rôle spécial au fur et à mesure de leur dépôt et sont publiées dans les conditions fixées à l’article 75.

Article 77

1. – La matinée de la séance du mardi est réservée par priorité aux questions orales. La Conférence des Présidents peut reporter à un autre jour de séance l’application des dispositions prioritaires du dernier alinéa de l’article 48 de la Constitution.

2. – L’inscription des questions orales à l’ordre du jour de cette séance est décidée sur le vu du rôle prévu à l’alinéa 2 de l’article 76.

3. – Ne peuvent être inscrites à l’ordre du jour d’une séance que les questions déposées au plus tard le lundi de la semaine précédant cette séance.

4. – L’auteur de la question ou l’un de ses collègues désigné par lui pour le suppléer dispose d’un temps fixé par la Conférence des Présidents pour développer sa question et, le cas échéant, répondre au Gouvernement.

5. – À la demande de trente sénateurs dont la présence est constatée par appel nominal, une question orale à laquelle il vient d’être répondu peut être transformée, sur décision du Sénat, en débat d’initiative sénatoriale ; celui-ci est inscrit d’office en tête de l’ordre du jour de la plus prochaine séance utile du Sénat, hors semaines réservées à l’ordre du jour du Gouvernement.

Article 78

(Abrogé par la résolution du 1^{er} juin 2021)

Articles 79 et 80

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

Article 81

(Abrogé par la résolution du 21 novembre 1995)

Articles 82 et 83

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

Articles 83 bis et 83 ter

(Abrogés par la résolution du 2 juin 2009)

Article 84

(Abrogé par la résolution du 22 avril 1971)

CHAPITRE XXII

Cour de justice de la République

Articles 85 et 86

(Abrogés par la résolution du 2 juin 2009)

Article 86 bis

1. – Après chaque renouvellement partiel, le Sénat élit six juges titulaires et six juges suppléants de la Cour de justice de la République. La Conférence des Présidents fixe la date du scrutin.
2. – Les candidatures font l'objet d'une déclaration à la Présidence dans un délai fixé par la Conférence des Présidents.
3. – Il est procédé à l'élection par un seul scrutin secret, plurinominal. Le nom d'un candidat suppléant est associé à celui de chaque candidat titulaire.
4. – À chaque tour de scrutin, sont élus, dans l'ordre des suffrages, les candidats ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à la majorité absolue des suffrages exprimés. Il est procédé à autant de tours de scrutin qu'il est nécessaire pour pourvoir à tous les sièges. Ne sont comptabilisés ensemble que les suffrages portant sur le même titulaire et le même suppléant.
5. – En cas d'égalité des suffrages, les candidats sont proclamés élus par rang d'âge en commençant par le plus âgé jusqu'à ce que tous les sièges soient pourvus.

CHAPITRE XXIII⁴⁹

Pétitions

Article 87

1. – Les pétitions sont adressées au Sénat sur une plateforme en ligne ou, à défaut, par courrier électronique ou papier.
2. – Le Bureau détermine les règles de recevabilité, de caducité et de publicité des pétitions, ainsi que les modalités de signature et d'authentification des auteurs des pétitions et de leurs signataires.
3. – Il détermine également les conditions de traitement et d'examen par les organes du Sénat des pétitions jugées recevables.

⁴⁹ Voir aussi I.G.B., Chapitre XVIII.

Article 88

1. – La Conférence des Présidents examine toute pétition ayant atteint un seuil de signatures dans un délai, fixés par le Bureau, et décide des suites à lui donner.
2. – Par dérogation, elle peut également se saisir d'une pétition ne remplissant pas les critères fixés à l'alinéa 1, dans des conditions définies par le Bureau.

Articles 89 et 89 bis

(Abrogés par la résolution du 1^{er} juin 2021)

CHAPITRE XXIV

Police intérieure et extérieure du Sénat

Article 90

1. – Le Président est chargé de veiller à la sûreté intérieure et extérieure du Sénat. À cet effet, il fixe l'importance des forces militaires qu'il juge nécessaires ; elles sont placées sous ses ordres.
2. – La police du Sénat est exercée, en son nom, par le Président.

Article 91

1. – À l'exception des porteurs de cartes régulièrement délivrées à cet effet par le Président et du personnel qui est appelé à y faire son service, nul ne peut, sous aucun prétexte, pénétrer dans la salle des séances.
2. – Le public admis dans les tribunes se tient assis, découvert et en silence.
3. – Toute personne donnant des marques d'approbation ou d'improbation est exclue sur-le-champ par les huissiers et les agents chargés de maintenir l'ordre.
4. – Toute personne troublant les débats est traduite sur-le-champ, s'il y a lieu, devant l'autorité compétente.

CHAPITRE XXV

Obligations déontologiques

Article 91 bis⁵⁰

1. – Dans l'exercice de leur mandat, les sénateurs font prévaloir, en toutes circonstances, l'intérêt général sur tout intérêt privé. Ils veillent à rester libres de tout lien de dépendance à l'égard d'intérêts privés ou de puissances étrangères.
2. – Ils exercent leur mandat dans le respect du principe de laïcité et avec assiduité, dignité, probité et intégrité.

Article 91 ter

1. – Les sénateurs veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement toute situation de conflit d'intérêts entre un intérêt public et des intérêts privés dans laquelle ils se trouvent ou pourraient se trouver.

⁵⁰ Dans sa décision du 5 juillet 2018, le Conseil constitutionnel a formulé une réserve d'interprétation selon laquelle l'obligation pour les sénateurs d'exercer leur mandat dans le respect du principe de laïcité « ne saurait avoir pour objet ni pour effet de porter atteinte à la liberté d'opinion et de vote des sénateurs. »

2. – Lorsqu'un sénateur estime devoir ne pas participer aux délibérations ou aux votes lors de certains travaux du Sénat en raison d'une situation de conflit d'intérêts, il en informe le Bureau du Sénat.

3. – Un registre public des déports, tenu sous la responsabilité du Bureau, recense les sénateurs ayant informé ce dernier de leur décision de ne pas prendre part à certains travaux du Sénat, avec la mention des travaux concernés par cette décision⁵¹.

4. – Tout sénateur s'abstient également de solliciter ou d'accepter dans le cadre des travaux du Sénat des fonctions susceptibles de le placer en situation de conflit d'intérêts.

Article 91 quater

Lorsqu'un sénateur estime, lors de travaux du Sénat, qu'il détient un intérêt ayant un lien avec ces travaux sans toutefois le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il peut faire une déclaration orale de cet intérêt qui est mentionnée au compte rendu.

Article 91 quinquies

1. – Les sénateurs n'acceptent aucun cadeau, don, invitation ou avantage en nature proposé par un représentant d'intérêts ou une personne menant des activités d'influence pour le compte d'un mandant étranger et dont la valeur excède un montant fixé par le Bureau.

2. – Dans les conditions prévues par le Bureau, ne sont pas soumises à cette interdiction les invitations à des déplacements présentant un lien avec l'exercice du mandat proposées par une personne mentionnée au 1.

3. – Les sénateurs déclarent au Bureau du Sénat les invitations à des déplacements ainsi que les cadeaux, dons et avantages en nature qu'ils ont acceptés lorsque leur valeur excède le montant mentionné au 1. La liste de ces invitations, cadeaux, dons et avantages en nature est rendue publique.

4. – Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités étatiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

Article 91 sexies

1. – Le comité de déontologie parlementaire assiste le Bureau et le Président du Sénat dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts des sénateurs ainsi que sur toute question déontologique concernant l'exercice du mandat des sénateurs et le fonctionnement du Sénat.

2. – Le comité est présidé par un sénateur du groupe ayant l'effectif le plus important en dehors de ceux qui se sont déclarés comme groupe d'opposition ou groupe minoritaire. Il comprend en outre un sénateur par groupe politique. Le président et les autres membres du comité sont désignés par le Président du Sénat. Le sénateur du groupe d'opposition ayant l'effectif le plus important exerce les fonctions de vice-président.

3. – Le comité est reconstitué après chaque renouvellement du Sénat. Aucun de ses membres ne peut accomplir plus de deux mandats, sauf si l'un de ces mandats a été exercé pour une durée inférieure à trois ans.

4. – Les membres du Bureau du Sénat ne peuvent faire partie du comité.

5. – Lorsqu'il est procédé à un vote, les décisions du comité sont prises à la majorité des présents.

Article 91 septies

1. – Le Bureau ou le Président du Sénat peut saisir le comité de déontologie parlementaire d'une demande d'avis sur une question générale entrant dans sa compétence.

⁵¹ Étant précisé, comme l'a indiqué le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 5 juillet 2018, que ces dispositions « n'ont ni pour objet, ni pour effet de contraindre un sénateur à ne pas participer aux travaux du Sénat ».

2. – Le Bureau ou le Président du Sénat peut également saisir le comité de toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts concernant un sénateur ou de toute question déontologique liée à l'exercice de son mandat. Le Bureau peut transmettre au comité la déclaration d'intérêts et d'activités du sénateur concerné et les déclarations prévues à l'article 91 *quinquies*⁵².

3. – Lorsqu'il est saisi de la situation d'un sénateur dans les conditions définies à l'alinéa 2 du présent article, le comité en informe l'intéressé et lui donne la possibilité d'être entendu ou de formuler des observations écrites. Si le sénateur concerné le demande, son audition par le comité est de droit. Le comité adresse au Bureau un avis, éventuellement assorti de recommandations.

4. – Si le Bureau, après avoir entendu le sénateur ou un de ses collègues en son nom, conclut à une situation de conflit d'intérêts ou à un manquement déontologique, il demande à l'intéressé de faire cesser sans délai cette situation ou ce manquement et, s'il y a lieu, de prendre les mesures recommandées par le comité.

5. – Tout sénateur peut saisir le comité d'une demande de conseil sur toute situation personnelle dont ce sénateur estime qu'elle pourrait constituer un conflit d'intérêts ou sur toute question déontologique liée à l'exercice de son mandat. Le conseil peut être rendu public par le sénateur concerné.

6. – Sauf décision contraire du Bureau, le comité assure la publication des avis rendus en application du présent article, selon des modalités excluant le risque d'identification des personnes qui y sont mentionnées. Le comité peut faire état des conseils rendus en application de l'alinéa 5, selon les mêmes modalités.

CHAPITRE XXVI

Discipline

Article 92

Les peines disciplinaires applicables aux membres du Sénat sont :

- le rappel à l'ordre ;
- le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal ;
- la censure ;
- la censure avec exclusion temporaire.

Article 93

1. – Le Président seul rappelle à l'ordre.

2. – Est rappelé à l'ordre tout orateur qui s'en écarte et tout membre qui trouble l'ordre, soit par une des infractions au Règlement prévues aux alinéas 3 et 4 de l'article 33, soit de toute autre manière.

3. – Tout sénateur qui, n'étant pas autorisé à parler, s'est fait rappeler à l'ordre, n'obtient la parole pour se justifier qu'à la fin de la séance, à moins que le Président n'en décide autrement.

4. – Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal tout sénateur qui, dans la même séance, a encouru un premier rappel à l'ordre.

Article 94

La censure est prononcée contre tout sénateur :

1° Qui, après un rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal, n'a pas déféré aux injonctions du Président ;

2° Qui, dans le Sénat, a provoqué une scène tumultueuse ;

3° Qui a adressé à un ou plusieurs de ses collègues des injures, provocations ou menaces.

⁵² Étant précisé, comme l'a relevé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 5 juillet 2018 qu'en application des articles L.O. 151-2 et L.O. 297 du code électoral, seul le Bureau du Sénat, et en cas de doute le conseil lui-même, peut se prononcer sur la compatibilité avec le mandat parlementaire des fonctions ou activités exercées par un sénateur ou des participations financières qu'il détient.

Article 95

1. – La censure avec exclusion temporaire du Palais du Sénat est prononcée contre tout sénateur :

1° Qui a résisté à la censure simple ou qui a subi deux fois cette sanction ;

2° Qui, en séance publique, a fait appel à la violence ;

3° Qui s'est rendu coupable d'outrages envers le Sénat ou envers son Président ;

4° Qui s'est rendu coupable d'injures, provocations ou menaces envers le Président de la République, le Premier ministre, les membres du Gouvernement et les assemblées prévues par la Constitution.

2. – La censure avec exclusion temporaire entraîne l'interdiction de prendre part aux travaux du Sénat et de reparaître dans le Palais du Sénat jusqu'à l'expiration du quinzième jour de séance qui suit celui où la mesure a été prononcée.

3. – En cas de refus du sénateur de se conformer à l'injonction qui lui est faite par le Président de sortir du Sénat, la séance est suspendue. Dans ce cas, et aussi dans le cas où la censure avec exclusion temporaire est appliquée pour la deuxième fois à un sénateur, l'exclusion s'étend à trente jours de séance.

Article 96

1. – La censure simple et la censure avec exclusion temporaire sont prononcées par le Sénat, par assis et levé, et sans débat, sur la proposition du Bureau.

2. – Le sénateur contre qui l'une ou l'autre de ces peines disciplinaires est demandée a toujours le droit d'être entendu ou de faire entendre en son nom un de ses collègues.

Article 97

1. – La censure simple emporte, de droit, la privation, pendant un mois, du tiers de l'indemnité parlementaire et de la totalité de l'indemnité de fonction.

2. – La censure avec exclusion temporaire emporte, de droit, la privation, pendant deux mois, du tiers de l'indemnité parlementaire et de la totalité de l'indemnité de fonction.

Article 98

1. – Si un fait délictueux est commis par un sénateur dans l'enceinte du Palais pendant que le Sénat est en séance, la délibération en cours est suspendue. Séance tenante, le Président porte le fait à la connaissance du Sénat.

2. – Si le fait visé à l'alinéa premier est commis pendant une suspension ou après la levée de la séance, le Président porte le fait à la connaissance du Sénat à la reprise de la séance ou au début de la séance suivante.

3. – Le sénateur est admis à s'expliquer s'il le demande. Sur l'ordre du Président, il est tenu de quitter la salle des séances et retenu dans le Palais.

4. – En cas de résistance du sénateur ou de tumulte dans le Sénat, le Président lève à l'instant la séance.

5. – Le Bureau informe, sur-le-champ, le procureur général qu'un délit vient d'être commis dans le Palais du Sénat.

Articles 99 et 99 bis

(Abrogés par la résolution du 6 juin 2018)

Article 99 ter

1. – Les peines disciplinaires mentionnées à l'article 92 sont applicables à tout membre du Sénat :
 - 1° Qui a manqué gravement aux principes déontologiques définis à l'article 91 *bis* ;
 - 2° Qui a usé de son titre de sénateur pour d'autres motifs que pour l'exercice de son mandat, indépendamment des cas prévus à l'article L.O. 150 du code électoral et sanctionnés par l'article L.O. 151-3 du même code ;
 - 3° Qui a sciemment omis une déclaration requise à l'article 91 *quinquies* du présent Règlement ;
 - 4° Qui n'a pas respecté une décision du Bureau lui demandant soit de faire cesser sans délai une situation de conflit d'intérêts ou un manquement déontologique, soit de prendre les mesures recommandées par le comité de déontologie parlementaire en application de l'article 91 *septies* ;
 - 5° Qui a perçu une rémunération publique, une gratification ou une indemnité en méconnaissance des règles prévues à l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement et à l'article L.O. 145 du code électoral.
2. – Par dérogation à l'article 97, la censure simple peut emporter la privation pendant trois mois d'un tiers de l'indemnité parlementaire et de la totalité de l'indemnité de fonction et la censure avec exclusion temporaire peut emporter la privation pendant six mois des deux tiers de l'indemnité parlementaire et de la totalité de l'indemnité de fonction.
3. – Par dérogation aux articles 93 et 96, ces peines disciplinaires sont prononcées et motivées par le Bureau, sur la proposition du Président, en fonction de la gravité du manquement, après avoir entendu le sénateur ou un de ses collègues en son nom. Elles sont rendues publiques.

Article 99 quater

Tout membre du Bureau ou du comité de déontologie parlementaire qui ne respecte pas la confidentialité des débats au sein du Bureau ou du comité de déontologie est passible des sanctions figurant aux articles 94 et 95, dans les conditions prévues à l'article 99 *ter*.

Article 100

(Abrogé par la résolution du 18 juin 2019)

CHAPITRE XXVII

Services du Sénat

Article 101

1. – Le Président a, du point de vue législatif, la haute direction et le contrôle de tous les services du Sénat.
2. – Au point de vue administratif, l'autorité sur les services appartient au Bureau ; la direction est assurée par les questeurs sous le contrôle du Bureau.

Article 102

Le Bureau déterminera, par un règlement intérieur, l'organisation et le fonctionnement des services du Sénat, les modalités d'exécution par les différents services des formalités prescrites par le présent Règlement ainsi que le statut du personnel et les rapports entre l'administration du Sénat et les organisations professionnelles du personnel.

CHAPITRE XXVIII

Collaborateurs des sénateurs

Article 102 bis

Les sénateurs peuvent employer sous contrat de droit privé des collaborateurs qui les assistent dans l'exercice de leurs fonctions et dont ils sont les employeurs directs. Ils bénéficient à cet effet d'un crédit affecté à la rémunération de leurs collaborateurs.

Article 102 ter

Le Bureau s'assure de la mise en place d'un dispositif de prévention, d'information, d'accueil et d'écoute des collaborateurs en matière de lutte contre toutes les formes de harcèlement.

CHAPITRE XXIX

Budget et comptes du Sénat

Article 103

1. – Le Sénat jouit de l'autonomie financière en application du principe de la séparation des pouvoirs mis en œuvre par l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.

2. – Les dépenses du Sénat sont réglées par exercice budgétaire.

3. – Le Bureau détermine, par un règlement budgétaire et comptable, les procédures budgétaires et comptables applicables au Sénat. Ce règlement précise notamment les modalités d'examen des comptes du Sénat par l'entité tierce désignée pour donner à la Cour des comptes une assurance raisonnable de leur régularité, de leur sincérité et de leur fidélité dans le cadre de sa mission de certification des comptes de l'État, telle que définie au 5° de l'article 58 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances.

Article 103 bis

1. – Une commission spéciale, composée de dix membres, est chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne. Elle examine les comptes du Sénat dans les conditions prévues par le règlement budgétaire et comptable et procède aux investigations qu'elle estime nécessaires. Elle donne aux Questeurs quitus de leur gestion et évalue l'action des services dont ils assurent la direction. Elle transmet ses observations au Président et aux Questeurs. Son activité fait l'objet une fois par an d'une communication au Bureau par son président et son rapporteur. Elle établit chaque année un rapport public relatif aux comptes du Sénat.

2. – Le Sénat nomme les membres de la commission spéciale après chaque renouvellement conformément à la règle de la proportionnalité entre les groupes politiques. Le nombre de ses membres est éventuellement augmenté pour que tous les groupes politiques y soient représentés. Avant la séance du Sénat au cours de laquelle ses membres sont nommés, les groupes politiques, après s'être concertés, remettent au Président du Sénat la liste des candidats qu'ils ont établie. Cette liste est adoptée selon la procédure définie à l'article 8.

3. – Les membres du Bureau du Sénat ne peuvent en faire partie.

CHAPITRE XXX

Dispositions diverses

Article 104

(Abrogé par la résolution du 18 juin 2019)

Article 105

1. – Une commission de trente membres est nommée chaque fois qu'il y a lieu pour le Sénat d'examiner une proposition de résolution déposée en vue de requérir la suspension de la détention, des mesures privatives ou restrictives de liberté ou de la poursuite d'un sénateur.

2. – Pour la nomination de cette commission, le Président du Sénat fixe le délai dans lequel les candidatures sont présentées selon la représentation proportionnelle. À l'expiration de ce délai, le Président du Sénat, les présidents de groupe et le délégué de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe se réunissent pour établir la liste des membres de la commission. Cette liste est publiée au *Journal officiel*. La nomination prend effet dès cette publication.

3. – La commission élit un bureau comprenant un président, un vice-président et un secrétaire et désigne un rapporteur.

4. – La commission entend l'auteur de la demande et le sénateur intéressé.

5. – Les conclusions de la commission sont déposées dans un délai de trois semaines à compter de la désignation des membres de la commission ; elles sont inscrites à l'ordre du jour du Sénat par la Conférence des Présidents dès la distribution du rapport de la commission.

6. – Saisi d'une demande de suspension de la poursuite d'un sénateur détenu ou faisant l'objet de mesures privatives ou restrictives de liberté, le Sénat peut ne décider que la suspension de la détention ou de tout ou partie des mesures en cause.

7. – En cas de rejet d'une demande, aucune demande nouvelle concernant les mêmes faits ne peut être déposée pendant la même session.

Article 106

(Abrogé par la résolution du 8 avril 2025)

Article 107

Des insignes, dont la nature est déterminée par le Bureau du Sénat, sont portés par les sénateurs lorsqu'ils sont en mission, dans les cérémonies publiques et en toutes circonstances où ils ont à faire connaître leur qualité.

Articles 108 à 110

(Abrogés par la résolution du 18 juin 2019)

Chronologie, par article, des modifications du Règlement du Sénat¹

Créé ou rétabli par la résolution du	Modifié par la (les) résolution(s) du (des)	Abrogé par la résolution du
Article 1^{er}		
16 janvier 1959		
Article 2		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 2 bis		
18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	
Article 3		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 18 décembre 1991 ; 29 octobre 2008 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 4		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 4 bis		
18 juin 2019		
Article 5		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 19 décembre 2011 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 5 bis		
2 juin 2009		18 juin 2019
Article 6		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 2 juin 2009 ; 19 décembre 2011 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 6 bis		
2 juin 2009	13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 6 ter		
2 juin 2009 Rétabli le 18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	13 mai 2015
Article 6 quater		
1 ^{er} juin 2021		

¹ Les versions successives du Règlement du Sénat peuvent être consultées à cette adresse :
<https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/seance-publique/historique-du-reglement-du-senat.html>.

Article 7		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 20 juillet 1962 ; 14 mai 1968 ; 22 avril 1971 ; 30 juin 1977 ; 15 juin 1983 ; 20 mai 1986 ; 12 juin 1989 ; 21 novembre 1995 ; 11 mai 2004 ; 4 juin 2008 ; 2 juin 2009 ; 19 décembre 2011 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019 ; 12 décembre 2023	
Article 8		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 12 juin 1989 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 8 bis		
18 juin 2019	8 avril 2025	
Article 8 ter		
18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	
Article 8 quater		
18 juin 2019	8 avril 2025	
Article 9		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 27 octobre 1960 ; 14 mai 1968 ; 21 juin 1972 ; 29 avril 1976 ; 3 octobre 1996 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019	
Article 9 bis		
18 juin 2019		
Article 10		
16 janvier 1959	14 mai 1968 ; 30 juin 1984 ; 29 juin 1991	18 juin 2019
Article 11		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 29 avril 1976 ; 18 décembre 1991	18 juin 2019
Article 12		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 14 mai 1968 ; 2 juin 2009	18 juin 2019
Article 13		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 22 avril 1971 ; 25 octobre 1979 ; 21 novembre 1995 ; 11 mai 2004 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019	
Article 13 bis		
18 juin 2019		
Article 13 ter		
18 juin 2019		
Article 14		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 21 novembre 1995 ; 2 juin 2009	13 mai 2015
Article 15		

16 janvier 1959	21 novembre 1995 ; 11 mai 2004 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 15 bis		
18 juin 2019		
Article 15 ter		
18 juin 2019		
Article 16		
16 janvier 1959	21 juin 1972 ; 30 juin 1984 ; 4 octobre 1990 ; 18 décembre 1991 ; 11 mai 2004 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 16 bis		
18 juin 2019		
Article 17		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 22 avril 1971 ; 18 décembre 1991 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019	
Article 17 bis		
18 juin 2019		
Article 18		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 27 octobre 1960 ; 16 juin 1966 ; 10 mai 2005 ; 2 juin 2009	18 juin 2019
Article 19		
16 janvier 1959	2 juin 2009 ; 7 mai 2019	18 juin 2019
Article 19 bis A		
18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021	
Article 19 bis B		
18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021	
Article 19 bis		
2 juin 2009	18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021	
Article 20		
16 janvier 1959	30 juin 1984 ; 11 mai 2004 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019	
Article 21		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 29 avril 1976 ; 21 novembre 1995 ; 18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021	
Article 21 bis		
16 juin 1966 (déclaré contraire à la Constitution – décision 66-28 DC du 8 juillet 1966)		
Article 22		

16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 11 mai 2004 ; 2 juin 2009 ; 7 mai 2019	18 juin 2019
Article 22 bis		
9 juin 1959		18 juin 2019
Article 22 ter		
3 octobre 1996	18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	
Article 23		
16 janvier 1959	13 mai 2015	18 juin 2019
Article 23 bis A		
18 juin 2019		
Article 23 bis		
2 juin 2009	13 mai 2015 ; 6 juin 2018 ; 18 juin 2019	
Article 24		
16 janvier 1959	27 octobre 1960 ; 29 avril 1976 ; 9 mai 1978 ; 4 octobre 1990 ; 18 décembre 1991 ; 21 novembre 1995 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019	
Article 24 bis		
2 juin 2009	18 juin 2019	
Article 25		
16 janvier 1959		
Article 26		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 27		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 28		
16 janvier 1959	21 novembre 1995 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 28 bis		
2 juin 2009 (déclaré contraire à la Constitution – décision 2009-582 DC du 25 juin 2009)		
Article 28 ter		
2 juin 2009	13 mai 2015	18 juin 2019
Article 28 quater		
2 juin 2009		18 juin 2019

Article 29		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 29 avril 1976 ; 20 mai 1986 ; 4 octobre 1990 ; 13 décembre 1990 ; 18 décembre 1991 ; 15 décembre 1992 ; 21 novembre 1995 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 29 bis		
22 avril 1971	2 juin 2009 ; 18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	
Article 29 ter		
2 juin 2009	13 mai 2015 ; 18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	
Article 30		
16 janvier 1959	21 juin 1972 ; 18 juin 2019	
Article 31		
16 janvier 1959		
Article 31 bis		
13 mai 2015		18 juin 2019
Article 32		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 29 avril 1976 ; 20 mai 1986 ; 21 novembre 1995 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019	
Article 32 bis		
21 novembre 1995		
Article 33		
16 janvier 1959	27 octobre 1960 ; 29 avril 1976 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 34		
16 janvier 1959		18 juin 2019
Article 35		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 35 bis		
18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021	
Article 36		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 25 avril 1973 ; 29 avril 1976 ; 4 mai 1994 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 37		
16 janvier 1959	25 avril 1973 ; 29 avril 1976 ; 4 mai 1994 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	

Article 38		
16 janvier 1959	20 mai 1986 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 38 bis		
18 juin 2019	8 avril 2025	
Article 39		
16 janvier 1959	27 octobre 1960 ; 29 avril 1976 ; 9 mai 1978 ; 30 juin 1984 ; 21 novembre 1995 ; 11 mai 2004 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 40		
16 janvier 1959		18 juin 2019
Article 41		
16 janvier 1959		18 juin 2019
Article 42		
16 janvier 1959	16 juin 1966 ; 22 avril 1971 ; 25 avril 1973 ; 29 avril 1976 ; 9 mai 1978 ; 30 juin 1984 ; 20 mai 1986 ; 4 mai 1994 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 43		
16 janvier 1959	27 octobre 1960 ; 23 octobre 1980 ; 30 juin 1984 ; 20 mai 1986 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 44		
16 janvier 1959	16 mai 1963 ; 9 mai 1978 ; 30 juin 1984 ; 20 mai 1986 ; 18 décembre 1991 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021	
Article 44 bis		
18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021	
Article 44 ter		
18 juin 2019		
Article 45		
16 janvier 1959	27 octobre 1960 ; 16 mai 1963 ; 22 avril 1971 ; 29 avril 1976 ; 9 mai 1978 ; 21 novembre 1995 ; 3 octobre 1996 ; 10 mai 2005 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 46		
16 janvier 1959	25 avril 1973 ; 10 mai 2005 ; 18 juin 2019	
Article 46 bis		
18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021	

Article 47		
16 janvier 1959	21 novembre 1995 ; 18 juin 2019	
Article 47 bis		
23 octobre 1980	30 juin 1984 ; 14 mai 1992 (déclarée contraire à la Constitution par la décision 92-309 DC du 9 juin 1992) ; 10 mai 2005 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 47 bis 1-A		
2 juin 2009	18 juin 2019	
Article 47 bis-1		
10 mai 2005	18 juin 2019	
Article 47 bis-2		
2 juin 2009	18 juin 2019	
Article 47 ter		
4 octobre 1990	18 décembre 1991 ; 13 mai 2015 ; 14 décembre 2017 ; 1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	
Article 47 quater		
4 octobre 1990 (déclaré contraire à la Constitution – décision 90-278 DC du 7 novembre 1990) Rétabli le 18 décembre 1991	10 mai 2005 ; 13 mai 2015 ; 14 décembre 2017 ; 18 juin 2019	
Article 47 quinquies		
4 octobre 1990 (déclaré contraire à la Constitution – décision 90-278 DC du 7 novembre 1990) Rétabli le 18 décembre 1991	13 mai 2015 ; 14 décembre 2017 ; 1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	
Article 47 sexes		
4 octobre 1990	13 mai 2015	14 décembre 2017
Article 47 septies		
4 octobre 1990 (déclaré contraire à la Constitution – décision 90-278 DC du 7 novembre 1990) Rétabli le 18 décembre 1991	13 mai 2015	14 décembre 2017

Article 47 octies		
4 octobre 1990 (déclaré contraire à la Constitution – décision 90-278 DC du 7 novembre 1990) Rétabli le 18 décembre 1991	13 mai 2015	14 décembre 2017
Article 47 nonies		
4 octobre 1990 (déclaré contraire à la Constitution – décision 90-278 DC du 7 novembre 1990) Rétabli le 18 décembre 1991	13 mai 2015	14 décembre 2017
Article 47 decies		
2 juin 2009	18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 48		
16 janvier 1959	25 avril 1973 ; 30 juin 1984 ; 20 mai 1986 ; 4 octobre 1990 ; 18 décembre 1991 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015	18 juin 2019
Article 49		
16 janvier 1959	25 avril 1973 ; 30 juin 1984 ; 20 mai 1986 ; 4 mai 1994 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015	18 juin 2019
Article 50		
16 janvier 1959	2 juin 2009	18 juin 2019
Article 50 bis		
2 juin 2009	8 avril 2025	
Article 50 ter		
2 juin 2009	18 juin 2019	
Article 50 quater		
2 juin 2009		
Article 51		
16 janvier 1959	20 mai 1986 ; 21 novembre 1995 ; 18 juin 2019	
Article 52		
16 janvier 1959	27 octobre 1960 ; 18 juin 2019	
Article 53		
16 janvier 1959	21 juin 1972 ; 29 avril 1976 ; 8 avril 2025	
Article 54		
16 janvier 1959	16 juin 1966 ; 21 juin 1972 ; 29 avril 1976 ; 18 juin 2019	
Article 55		

16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 21 juin 1972	
Article 56		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 29 avril 1976 ; 20 mai 1986 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 56 bis A		
4 octobre 1990 (déclaré contraire à la Constitution – décision 90-278 DC du 7 novembre 1990)		
Article 56 bis		
29 avril 1976	20 mai 1986 ; 18 juin 2019	
Article 57		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 58		
16 janvier 1959		18 juin 2019
Article 59		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 29 avril 1976 ; 23 octobre 1980 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 60		
16 janvier 1959	16 juin 1966 ; 29 avril 1976 ; 18 juin 2019	
Article 60 bis		
29 avril 1976	9 mai 1978 ; 18 juin 2019	
Article 61		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 62		
16 janvier 1959		
Article 63		
16 janvier 1959	20 juillet 1962	
Article 64		
16 janvier 1959	25 avril 1973 ; 29 avril 1976 ; 18 juin 2019	
Article 65		
16 janvier 1959	8 avril 2025	
Article 66		
16 janvier 1959		
Article 67		
9 juin 1959	27 octobre 1960 ; 18 juin 2019	
Article 68		

9 juin 1959		
Article 69		
9 juin 1959		
Article 69 bis		
11 mai 2004	18 juin 2019	
Article 69 ter		
2 juin 2009		
Article 70		
9 juin 1959	2 juin 2009	
Article 71		
9 juin 1959	2 juin 2009	
Article 72		
9 juin 1959	22 avril 1971 ; 25 avril 1973 ; 29 avril 1976 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 73		
9 juin 1959	2 juin 2009 ; 18 juin 2019	
Article 73-1		
2 juin 2009	18 juin 2019	
Article 73 bis		
15 décembre 1992	21 novembre 1995 ; 27 mai 1999 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 73 ter		
2 juin 2009		13 mai 2015
Article 73 quater		
2 juin 2009	18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 73 quinquies A		
8 avril 2025		
Article 73 quinquies B		
8 avril 2025		
Article 73 quinquies C		
8 avril 2025		
Article 73 quinquies		
2 juin 2009	18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	
Article 73 sexies		
2 juin 2009	13 mai 2015 ; 18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 73 septies		
2 juin 2009	1 ^{er} juin 2021 ; 8 avril 2025	

Article 73 octies		
20 décembre 2010	18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 73 nonies		
20 décembre 2010	8 avril 2025	
Article 73 decies		
20 décembre 2010	18 juin 2019 ; 8 avril 2025	
Article 73 undecies		
2 juin 2009		18 juin 2019
Article 74		
16 janvier 1959	30 juin 1984 ; 18 juin 2019	
Article 75		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021	
Article 75 bis		
21 novembre 1995	13 mai 2015 ; 18 juin 2019	
Article 75 ter		
2 juin 2009		13 mai 2015
Article 76		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 30 juin 1984 ; 20 mai 1986 ; 18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021	
Article 77		
16 janvier 1959	29 avril 1976 ; 21 novembre 1995 ; 2 juin 2009 ; 18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021	
Article 78		
16 janvier 1959	25 avril 1973 ; 30 juin 1984 ; 21 novembre 1995 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021
Article 79		
16 janvier 1959	9 juin 1959 ; 30 juin 1984 ; 20 mai 1986	18 juin 2019
Article 80		
16 janvier 1959	29 avril 1976 ; 13 mai 2015	18 juin 2019
Article 81		
16 janvier 1959		21 novembre 1995
Article 82		
16 janvier 1959	21 juin 1972 ; 25 avril 1973 ; 30 juin 1984 ; 21 novembre 1995 ; 2 juin 2009	18 juin 2019
Article 83		
16 janvier 1959	27 octobre 1960	18 juin 2019
Article 83 bis		
13 décembre 1990		2 juin 2009

Article 83 <i>ter</i>		
13 décembre 1990	21 novembre 1995	2 juin 2009
Article 84		
9 juin 1959		22 avril 1971
Article 85		
9 juin 1959	20 mai 1986 ; 21 novembre 1995	2 juin 2009
Article 86		
9 juin 1959	14 mai 1968	2 juin 2009
Article 86 <i>bis</i>		
21 novembre 1995	18 juin 2019	
Article 87		
16 janvier 1959	18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021	
Article 88		
16 janvier 1959	29 avril 1976 ; 20 mai 1986 ; 21 novembre 1995 ; 18 juin 2019 ; 1 ^{er} juin 2021	
Article 89		
16 janvier 1959	27 octobre 1960 ; 23 octobre 1980 ; 18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021
Article 89 <i>bis</i>		
29 avril 1976	20 mai 1986 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015 ; 18 juin 2019	1 ^{er} juin 2021
Article 90		
16 janvier 1959		
Article 91		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 91 <i>bis</i>		
6 juin 2018		
Article 91 <i>ter</i>		
6 juin 2018		
Article 91 <i>quater</i>		
6 juin 2018		
Article 91 <i>quinquies</i>		
6 juin 2018	8 avril 2025	
Article 91 <i>sexies</i>		
6 juin 2018		
Article 91 <i>septies</i>		
6 juin 2018		

Article 92		
16 janvier 1959		
Article 93		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 94		
16 janvier 1959	6 juin 2018	
Article 95		
16 janvier 1959	6 juin 2018	
Article 96		
16 janvier 1959	8 avril 2025	
Article 97		
16 janvier 1959		
Article 98		
16 janvier 1959		
Article 99		
16 janvier 1959	27 octobre 1960 ; 20 mai 1986	6 juin 2018
Article 99 bis		
13 mai 2015		6 juin 2018
Article 99 ter		
13 mai 2015	6 juin 2018	
Article 99 quater		
13 mai 2015		
Article 100		
16 janvier 1959	30 juin 1984 ; 18 décembre 1991	18 juin 2019
Article 101		
16 janvier 1959		
Article 102		
16 janvier 1959		
Article 102 bis		
13 mai 2015		
Article 102 ter		
18 juin 2019		
Article 103		
16 janvier 1959	20 mai 1986 ; 9 décembre 1988 ; 21 novembre 1995 ; 2 juin 2009	
Article 103 bis		
2 juin 2009	18 juin 2019	

Article 104		
16 janvier 1959	20 mai 1986	18 juin 2019
Article 105		
16 janvier 1959	21 novembre 1995 ; 18 juin 2019	
Article 106		
16 janvier 1959	18 juin 2019	8 avril 2025
Article 107		
16 janvier 1959	18 juin 2019	
Article 108		
16 janvier 1959	22 avril 1971 ; 30 juin 1984 ; 2 juin 2009 ; 13 mai 2015	18 juin 2019
Article 109		
22 avril 1971	2 juin 2009	18 juin 2019
Article 110		
30 juin 1984		18 juin 2019

INSTRUCTION GÉNÉRALE DU BUREAU DU SÉNAT

en date du 14 décembre 1960

**fixant les modalités d'application, d'ordre intérieur,
de certaines dispositions du Règlement du Sénat,**

**modifiée par les arrêtés n° 76 du 29 juin 1971,
n° 85 du 16 novembre 1972, n° 22 du 11 avril 1973,
n° 102 du 23 octobre 1975, n°s 119 et 120 du 20 novembre 1975,
n° 145 du 21 décembre 1977, n° 79-65 du 29 juin 1979,
n° 80-119 du 17 décembre 1980, n° 82-49 du 27 mai 1982,
n° 82-151 du 21 décembre 1982, n° 87-103 du 8 juillet 1987,
n° 90-76 du 30 mai 1990, n° 91-138 du 13 novembre 1991,
n° 92-67 du 10 juin 1992, n° 93-34 du 9 mars 1993,
n° 93-66 du 27 avril 1993, n° 95-54 du 6 avril 1995,
n° 95-107 du 27 juin 1995, n° 96-7 du 24 janvier 1996,
n° 96-99 du 19 juin 1996, n° 97-12 du 21 janvier 1997,
n° 99-68 du 23 mars 1999, n° 2000-126 du 20 juin 2000,
n° 2003-274 du 16 décembre 2003, n° 2004-273 du 14 décembre 2004,
n°s 2007-175 et 2007-177 du 10 juillet 2007,
n° 2009-95 du 7 avril 2009, n° 2009-172 du 1^{er} juillet 2009,
n° 2009-207 du 16 juillet 2009, n°s 2009-232 et 2009-234 du 7 octobre 2009,
n° 2010-273 du 15 décembre 2010,
n°s 2011-281, 2011-282 et 2011-283 du 16 novembre 2011,
n° 2011-313 du 14 décembre 2011, n° 2012-54 du 22 février 2012,
n° 2014-101 du 16 avril 2014, n°s 2014-168 et 2014-169 du 25 juin 2014,
n° 2014-280 du 12 novembre 2014,
n°s 2015-95, 2015-96 et 2015-97 du 15 avril 2015,
n°s 2015-143, 2015-144 et 2015-145 du 25 juin 2015,
n° 2016-26 du 28 janvier 2016, n° 2016-252 du 27 octobre 2016,
n°s 2017-105, 2017-108 du 31 mai 2017, n°s 2017-130, 2017-132 du 29 juin 2017,
n° 2017-251 du 9 novembre 2017, n° 2017-272 du 7 décembre 2017,
n° 2018-265 du 26 septembre 2018, n° 2019-21 du 31 janvier 2019,
n° 2019-341 du 12 décembre 2019, n° 2020-74 du 5 mars 2020,
n° 2020-128 du 27 mai 2020, n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020,
n° 2020-230 du 9 septembre 2020, n° 2021-274 du 7 octobre 2021,
n° 2022-133 du 18 mai 2022, n° 2023-74 du 16 mars 2023,
n° 2023-186 du 5 juillet 2023 et n° 2023-336 du 16 novembre 2023**

(Application de l'article 102 du Règlement)

TABLE DES CHAPITRES

	Pages
I A.	Patrimoine immobilier affecté au Sénat 97
I.	Agenda du Sénat..... 97
II.	Publications au <i>Journal Officiel</i> (Lois et décrets) 97
III.	Publications au <i>Journal Officiel</i> (Débats parlementaires)..... 98
III bis.	(<i>Abrogé</i>)..... 98
IV.	Affichage 98
V.	Dépôts..... 98
VI.	Publication des documents 99
VI bis et VI ter.	(<i>Abrogés</i>) 99
VI quater.	Publication des avis de la commission saisie au fond sur les amendements 99
VII.	(<i>Abrogé</i>)..... 99
VIII.	Les services de commission 99
IX.	Détachement ou mise à disposition de fonctionnaires ou de magistrats de l'ordre judiciaire dans les services de commission et secrétariats de délégation..... 100
IX bis.	Présence de membres du secrétariat des groupes politiques aux réunions des commissions, délégations et structures temporaires de contrôle du Sénat 100
X.	Missions d'information et déplacements à l'étranger ou outre-mer des commissions et délégations - Commissions d'enquête 100
X bis.	(<i>Abrogé</i>)..... 101
XI.	Comptes rendus 101
XII.	(<i>Abrogé</i>)..... 101
XII bis.	Enregistrements audiovisuels 101
XIII.	Modes de votation 102
XIII bis.	(<i>Abrogé</i>) 102
XIV.	Exercice des délégations de vote en séance 102
XIV bis.	Scrutins publics ordinaires 102
XV.	Scrutins à la tribune 103
XV bis.	(<i>Abrogé</i>)..... 103
XVI.	Scrutins de nominations dans le salon voisin de la salle des séances 103
XVII.	Rapports avec l'Assemblée nationale et avec le Gouvernement 103
XVII bis.	Délégations sénatoriales 103
XVII ter.	Mission d'assistance juridique aux collectivités locales 105
XVII quater.	Groupes d'études 105
XVII quinquies.	Manifestations faites au nom du Sénat..... 105
XVIII.	Pétitions 105
XIX.	Archives..... 107
XX.	Publications diverses 108
XX bis A.	Immunités parlementaires 108
XX bis.	Obligations déontologiques et déclaratives applicables aux membres du Sénat.. 108
Annexe au XX bis.	<i>Décision interprétative du Bureau</i> 109
XX ter.	Comité de déontologie parlementaire du Sénat..... 109
XX quater.	Délégation en charge des conditions d'exercice du mandat de sénateur..... 109
XX quinquies et XX sexies.	(<i>Abrogés</i>) 110
XXI.	Collaborateurs des sénateurs 110
XXII.	Groupes interparlementaires d'amitié 110
XXII bis.	Représentants d'intérêts 112
XXIII.	Dispositions relatives à la chaîne parlementaire Public Sénat en période électorale..... 113
	<i>Arrêté du Bureau n° 2014-190 du 9 juillet 2014 (groupes politiques)</i> 115

INSTRUCTION GÉNÉRALE DU BUREAU

I A. – Patrimoine immobilier affecté au Sénat

I. – Le patrimoine immobilier affecté au Sénat par le deuxième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires comprend, à Paris :

1° le Palais du Luxembourg, l'Hôtel du Petit Luxembourg, leurs jardins et l'ensemble des constructions existantes situées à l'intérieur du périmètre de leurs grilles séparatives des rues de Vaugirard, Médicis, du boulevard Saint-Michel, des rues Auguste Comte, Assas et Guynemer ;

2° les immeubles sis 64 et 64 *bis*, boulevard Saint-Michel ;

3° les immeubles sis 36, rue de Vaugirard.

Le patrimoine immobilier affecté à l'Assemblée nationale et au Sénat par le troisième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance précitée comprend la salle des séances du Congrès et ses accès, sis au château de Versailles.

II. – En application du dernier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance précitée, sont affectés au Sénat les immeubles suivants, acquis ou construits à Paris par cette assemblée :

– l'immeuble sis 26-36, rue de Vaugirard, à l'exception des locaux appartenant à la Ville de Paris ;

– dans l'immeuble sis 20, rue de Vaugirard, les locaux acquis par le Sénat ;

– l'immeuble sis 46, rue de Vaugirard ;

– l'immeuble sis 6, rue Garancière ;

– dans les immeubles sis 6 *bis*, 8 et 8 *bis*, rue Garancière, les locaux acquis par le Sénat ;

– l'immeuble sis 13, rue Garancière ;

– dans l'immeuble sis 11, rue Servandoni, les locaux acquis par le Sénat ;

– dans l'immeuble sis 20, rue de Tournon, les locaux acquis par le Sénat, à l'exception du Bureau de Poste ;

– dans l'immeuble sis 92, boulevard Raspail, les locaux acquis par le Sénat, pour son usage ou celui de La Chaîne parlementaire Public Sénat ;

– l'immeuble sis 75-77, rue Bonaparte.

III. – Les pouvoirs de police du Président du Sénat et, par délégation, des Questeurs ou de l'un d'entre eux, visés à l'article 3 de l'ordonnance précitée, s'exercent sur les immeubles ou parties d'immeubles énumérés aux I et II ci-dessus, ainsi que sur les locaux, loués par le Sénat, à Paris, au 4 et au 6, rue Casimir Delavigne.

I. – Agenda du Sénat

Durant les sessions parlementaires ordinaires et extraordinaires, la direction de la Séance publie un agenda présentant l'ensemble des informations relatives aux activités du Sénat.

Un tableau de bord prévisionnel comportant l'ordre du jour de la séance publique et les réunions des instances du Sénat est publié afin de permettre aux sénateurs de disposer d'un calendrier cohérent favorisant leur participation aux travaux du Sénat.

II. – Publications au Journal officiel (Lois et décrets)

Les informations parlementaires dont la Constitution, la loi ou le Règlement prévoient qu'elles font l'objet d'une insertion au *Journal officiel* sont publiées dans l'édition Lois et décrets de celui-ci, à l'exception des comptes rendus des débats, des questions écrites et des réponses qui leur sont apportées, et des questions orales remises à la Présidence du Sénat.

Y sont également publiés :

1° L'ordre du jour établi à la suite des réunions de la Conférence des Présidents ;

2° Les convocations des commissions et les noms des rapporteurs, au fond ou pour avis, désignés par les commissions ;

3° La liste des dépôts enregistrés à la Présidence, autres que ceux mentionnés à l'article 24, alinéa 1 du Règlement ;

4° Les résolutions adoptées par le Sénat en vertu des articles 34-1, 88-4 et 88-6 de la Constitution.

En dehors des cas mentionnés ci-dessus, toute autre information relative aux activités ou aux décisions du Sénat ou de ses instances peut faire l'objet d'une insertion au *Journal officiel* dans l'édition Lois et décrets.

III. – Publications au Journal officiel (Débats parlementaires)

I A. – Les contributions des groupes à une discussion générale peuvent être publiées au compte rendu intégral des débats du Sénat, à la suite de la discussion générale, dans la limite de dix mille signes espaces compris et sous réserve de leur dépôt dans l'heure qui suit la fin de la discussion générale.

I. – À la suite du compte rendu intégral des débats du Sénat, sont publiés :

1° Les ratifications des désignations de membres des commissions permanentes, de la commission des affaires européennes, des commissions mixtes paritaires, des commissions spéciales, des missions d'information communes à plusieurs commissions, des missions d'information mentionnées à l'article 6 *bis* du Règlement du Sénat, des commissions d'enquête, des délégations, de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) et de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ;

2° (*Abrogé par l'arrêté n° 2021-274 du 7 octobre 2021*)

3° Les résultats des scrutins publics, ainsi que, le cas échéant, les *errata* qui s'y rapportent.

II. – (*Abrogé par l'arrêté n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020*)

III bis. – Immunités parlementaires

(*Abrogé par l'arrêté n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020*)

IV. – Affichage

Dans les cas où le Règlement ou la présente Instruction générale prévoit une mesure de publicité par voie d'affichage, cette publicité peut être effectuée sous forme électronique.

V. – Dépôts

(Chapitres X, XIV, XVI et XX du Règlement)

I. – Les propositions de loi et de résolution déposées sur le Bureau du Sénat doivent être formulées par écrit, revêtues de la signature d'un de leurs auteurs au moins, précédées d'un exposé des motifs. Les propositions de loi et les propositions de résolution, autres que celles relevant des articles 34-1 et 88-4 de la Constitution, doivent être rédigées en articles.

II. – Les amendements sont transmis, en principe au moyen de l'application de gestion des amendements en ligne, au secrétariat de la commission compétente ou à la direction de la Séance, selon l'instance auprès de laquelle ils doivent être déposés. Le délai limite pour le dépôt des amendements n'est pas opposable aux amendements rectifiés. Toutefois, les adjonctions de signataires doivent être effectuées par l'auteur de l'amendement avant l'ouverture de la discussion générale.

III. – Les sénateurs, les groupes et le Gouvernement sont informés, par voie électronique, du dépôt du rapport d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information ayant bénéficié de pouvoirs d'enquête. Si une demande de constitution du Sénat en comité secret n'a pas été formulée dans un délai de vingt-quatre heures suivant cette mesure de publicité, le rapport est publié. Ce délai est prolongé dans la limite de quatre jours à la demande du Président du Sénat, du président ou du rapporteur de la commission d'enquête ou de la mission d'information ou d'un président de groupe. Les sénateurs et les groupes en sont

informés, par voie électronique. Dans tous les cas, les membres de la Conférence des Présidents ou le représentant du Gouvernement peuvent consulter le rapport dans le bureau du Secrétaire général du Sénat.

VI. – Publication des documents

I. – *(Abrogé par l'arrêté n° 91-138 du 13 novembre 1991)*

II. – Pour les propositions de loi et de résolution, l'auteur a droit à deux épreuves et à vingt exemplaires du tirage définitif.

Toutefois, les épreuves des propositions de loi et de résolution déposées à l'initiative d'un groupe peuvent être adressées, à sa demande, au secrétariat de ce groupe.

Pour les rapports ou avis, le rapporteur a droit à vingt exemplaires du tirage définitif.

Les auteurs, les groupes ou les rapporteurs peuvent demander des exemplaires supplémentaires qui sont établis à leurs frais.

III. – Les propositions de loi, les propositions de résolution, les rapports et les avis distribués aux sénateurs sont en même temps mis à la disposition de l'Assemblée nationale et du Conseil économique, social et environnemental.

IV. – Le bureau de la distribution informe les sénateurs que les documents mis en distribution sont à leur disposition et leur communique ces documents à leur demande.

V. – Les rapports, avis et autres documents déposés sur le Bureau du Sénat par une commission, une délégation ou office ou une autre instance du Sénat contiennent, en annexe, la liste des personnes entendues par le rapporteur dans le cadre de son travail parlementaire, sous réserve de la protection des secrets concernant la défense nationale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure ou extérieure de l'État ou le respect de la vie privée.

Cette liste est publiée en données ouvertes sur le site internet du Sénat.

Si aucune audition n'a été menée, le rapport doit en faire la mention explicite.

VI bis. – Publication des amendements non adoptés en commission

(Abrogé par l'arrêté n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020)

VI ter. – Irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution

(Abrogé par l'arrêté n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020)

VI quater. – Publication des avis de la commission saisie au fond sur les amendements

La commission saisie au fond publie son avis sur les amendements au moyen de l'application de gestion des amendements en ligne.

VII. – Renvoi aux commissions, pour avis, des projets et propositions

(Abrogé par l'arrêté n° 2009-234 du 7 octobre 2009)

VIII. – Les services de commission

Chaque service de commission est composé de fonctionnaires relevant de la direction de la Législation et du Contrôle. Un de ces fonctionnaires, désigné par le Président du Sénat et responsable devant le président de la commission, assume les fonctions de chef de service. Il a l'initiative des différents travaux du service et en assure la coordination. À cet effet, il a autorité sur les autres fonctionnaires de ce service.

IX. – Détachement ou mise à disposition de fonctionnaires ou de magistrats de l'ordre judiciaire dans les services de commission et secrétariats de délégation

Des fonctionnaires ou magistrats de l'ordre judiciaire détachés ou mis à disposition du Sénat dans les conditions prévues par le Règlement intérieur peuvent être affectés dans les services de commission ou dans les secrétariats de délégation (ou d'office). Ils peuvent accéder aux locaux du Sénat et assister aux travaux des commissions ou délégations dans les mêmes conditions que les fonctionnaires du Sénat. Ils sont tenus aux mêmes obligations que ces derniers.

Les experts militaires auprès de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sont autorisés, sur décision du président de la commission, à assister aux réunions de cette dernière dans les mêmes conditions que les fonctionnaires du Sénat et en respectant les mêmes obligations.

IX bis. – Présence de membres du secrétariat des groupes politiques aux réunions des commissions, délégations et structures temporaires de contrôle du Sénat

Si un sénateur du groupe est présent, un membre, nommément désigné, du secrétariat de chaque groupe politique peut assister aux réunions plénières des commissions permanentes ou spéciales, de la commission des affaires européennes, des délégations (ou offices) ainsi que des structures temporaires de contrôle du Sénat.

Il ne peut prendre la parole. Il est tenu de respecter la confidentialité de ces réunions.

Le président de l'instance concernée exerce la police des réunions. Il peut demander le huis-clos.

X. – Missions d'information et déplacements à l'étranger ou outre-mer des commissions et délégations - Commissions d'enquête

I. – Le nombre de sénateurs qu'une commission peut désigner pour constituer des missions d'information est fixé pour chacune de ces missions par le bureau de la commission. Outre le président de la délégation, l'effectif des missions d'information effectuées à l'étranger ou outre-mer ne peut excéder le dixième de celui de la commission, ni être supérieur à six. Dans cette limite, l'effectif est arrondi à l'entier supérieur pour toute décimale supérieure ou égale à 5 et à l'entier inférieur dans le cas contraire.

II. – Compte tenu des crédits inscrits au projet de dotation du Sénat pour l'année suivante, les Questeurs arrêtent, au début de la session ordinaire, le montant global des crédits qui pourront être utilisés pendant l'année suivante au titre des missions d'information, la répartition de ces crédits entre les commissions conformément aux décisions prises par le Bureau et le montant global des crédits des structures temporaires communes à plusieurs commissions.

Chaque année avant le 15 novembre, les commissions permanentes, la commission des affaires européennes et les délégations (ou offices) adressent au Président et aux Questeurs un état prévisionnel détaillé de leurs projets de missions d'information ou de déplacements, à l'étranger ou outre-mer, pour l'année suivante, mentionnant la période et l'objet de ces missions ou déplacements.

Dans la limite des crédits arrêtés par les Questeurs en application du premier alinéa du présent II ou de ceux attribués à la direction de l'Initiative parlementaire et des Délégations, selon le cas, l'engagement des dépenses afférentes à la réalisation de ces missions ou déplacements est subordonné à l'autorisation préalable du Bureau.

En cas d'urgence concernant un projet de mission ou de déplacement qui n'a pas été autorisé par le Bureau suivant la procédure mentionnée ci-dessus, le Président et les Questeurs sont habilités, au nom du Bureau et sous réserve de l'en informer dès sa première réunion, à délivrer l'autorisation prévue à l'alinéa précédent.

Les dépenses à engager à l'occasion des missions d'information communes à plusieurs commissions créées en application de l'article 21 du Règlement, des missions d'information créées en application de l'article 6 *bis* du Règlement, des commissions d'enquête créées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 et des missions d'enquête effectuées en application du IV de l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 ou de l'article 57 de la loi organique

n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances doivent faire l'objet d'une autorisation préalable des Questeurs.

III. – Les missions et déplacements mentionnés au présent chapitre sont accompagnés d'un membre du service de commission ou du secrétariat de délégation, de mission ou de commission d'enquête concerné, sauf décision contraire prise sur proposition du président de la commission, de la délégation ou de la mission.

Les commissions et les délégations peuvent, à titre exceptionnel et après accord du président de la commission ou de la délégation concernée, charger les membres du service ou du secrétariat de les représenter à des colloques ou conférences traitant de sujets qui relèvent de leur compétence.

Les dépenses afférentes aux frais de mission des membres de service de commission ou de secrétariat de délégation, de mission ou de commission d'enquête sont imputées sur les crédits visés au premier alinéa du II du présent chapitre, ou le cas échéant, sur ceux de la direction de l'Initiative parlementaire et des Délégations.

IV à VII. – (*Abrogés par l'arrêté n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020*)

X bis. – Commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois

(*Abrogé par l'arrêté n° 2014-280 du 12 novembre 2014*)

XI. – Comptes rendus

(art. 38 *bis* du Règlement)

I. – Le compte rendu analytique officiel des débats et le compte rendu intégral des débats mentionnés au 2 de l'article 38 *bis* du Règlement sont établis sous l'autorité du Président du Sénat.

II. – Le compte rendu analytique officiel des débats en séance publique donne une relation méthodique et concise des débats, dont il s'attache à restituer la physionomie. Ce compte rendu est publié sur le site internet du Sénat. Il est également diffusé avant le début de la séance suivante. Il tient lieu de procès-verbal avant la publication du compte rendu intégral au *Journal officiel*.

III. – Le compte rendu intégral des débats en séance publique donne une relation *in extenso* des débats.

Ce compte rendu est publié sur le site internet du Sénat et au *Journal Officiel*.

IV. – Le compte rendu détaillé des réunions des commissions, des délégations (ou offices) et des autres instances du Sénat, est établi sous l'autorité du Président de l'instance intéressée.

Les analystes-rédacteurs des débats participent à la rédaction de ce compte rendu détaillé, publié sur le site internet du Sénat.

Les auditions organisées par ces instances peuvent ne donner lieu qu'à un compte rendu sous forme d'enregistrement audiovisuel.

XII. – Compte rendu intégral

(*Abrogé par l'arrêté n° 2016-26 du 28 janvier 2016*)

XII bis. – Enregistrements audiovisuels

I. – Le son et l'image des débats en séance publique sont enregistrés intégralement. Ils sont diffusés dans l'enceinte du Sénat ainsi que sur son site internet et transmis aux organes d'information.

À leur demande, et lorsque les installations techniques le permettent, les travaux des commissions et autres organes du Sénat sont enregistrés. À la demande du Secrétaire général du Sénat ou du Secrétaire général de la Questure, les manifestations organisées par le Sénat dans ses locaux peuvent également être enregistrées.

II. – 1. Les enregistrements des séances et réunions mentionnées au I, lorsqu'elles sont publiques, sont librement communicables.

2. Les enregistrements des réunions ou manifestations non publiques sont communicables dans les conditions prévues aux 1, 2 et 3 du III du chapitre XIX. Les sénateurs peuvent obtenir communication de ces enregistrements sans condition de délai.

III. – Un enregistrement dont la consultation par le public est autorisée peut être, dans les conditions précisées par décision des Questeurs, reproduit, à titre non exclusif, dès lors que le demandeur le destine à un usage à caractère personnel, interne, universitaire, éducatif, informatif, historique ou documentaire.

XIII. – Modes de votation

(art. 52 du Règlement)

Conformément au droit commun en matière électorale, les abstentions n'entrent pas en compte dans le dénombrement des suffrages exprimés.

XIII bis. – Vérification du quorum

(Abrogé par l'arrêté n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020)

XIV. – Exercice des délégations de vote en séance

(Chapitre XVIII du Règlement)

Le vote par délégation est exercé par le délégataire par procédé électronique au moyen des terminaux de vote, ou au moyen des bulletins de vote du délégant lorsque le scrutin a lieu par bulletins.

Les secrétaires de séance contrôlant les scrutins publics suivant les prescriptions des articles 56, 56 *bis* et 57 du Règlement ne peuvent accepter de recevoir les votes par délégation pour lesquels le délégataire ne présenterait pas l'accusé de réception de la notification de délégation de vote faite au Président du Sénat.

Cette notification doit parvenir à la Présidence au moins deux heures avant le scrutin au cours duquel elle doit s'exercer, ou dans un délai fixé par la Conférence des Présidents lorsque cette dernière a décidé de procéder à un scrutin public ordinaire sur l'ensemble d'un texte. Dans ce délai, une liste des délégations de vote en état de validité est dressée par la direction de la Séance, selon l'ordre alphabétique des délégataires. Elle est tenue à la disposition des secrétaires de séance en vue du contrôle prévu ci-dessus.

Les cas de force majeure mentionnés à l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote et au 6° de l'article 63 du Règlement s'entendent de tout événement imprévisible et irrésistible empêchant le sénateur de se rendre au Sénat. Cet événement est précisé dans la demande de délégation de vote.

Les votes par délégation ne peuvent donner lieu à rectification qu'en cas d'erreur matérielle ou par suite de défaut de transmission ou d'inexactitude dans la rédaction de l'accusé de réception visé ci-dessus.

XIV bis. – Scrutins publics ordinaires

(art. 56 du Règlement)

Pour l'application de l'article 56, alinéa 1 du Règlement, lorsque le Président constate que le scrutin public ordinaire ne peut avoir lieu par procédé électronique, ce scrutin a lieu par bulletins et les sénateurs remettent leur bulletin à un secrétaire du Sénat qui le dépose dans une urne prévue à cet effet. S'il s'agit d'un scrutin public ordinaire sur l'ensemble d'un texte décidé par la Conférence des Présidents, pour l'application de l'article 23 *bis* du Règlement, les sénateurs présents lors des explications de vote sont présumés avoir participé au vote.

XV. – Scrutins à la tribune

(art. 2, 56 *bis* et 60 *bis* du Règlement)

Dans les scrutins à la tribune, tous les sénateurs sont nominalement appelés par les huissiers ; sont appelés les premiers ceux dont le nom commence par une lettre préalablement tirée au sort par le Président de séance et mentionnée sur le canal vidéo de la séance.

À la suite de ce premier appel nominal, il est procédé à un nouvel appel des sénateurs qui n'ont pas répondu à l'appel de leur nom.

XV bis. – Scrutins dans le salon voisin de la salle des séances décidés par la Conférence des Présidents

(Abrogé par l'arrêté n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020)

XVI. – Scrutins de nominations dans le salon voisin de la salle des séances

(art. 61 du Règlement)

Lorsqu'un scrutin de nomination en assemblée plénière a lieu dans le salon voisin de la salle des séances, un secrétaire du Sénat est chargé de présider le bureau de vote où il est procédé à l'émargement du nom des votants.

Après la proclamation des résultats, le Président de séance indique, le cas échéant, les noms des sénateurs ayant obtenu des voix sans avoir fait acte de candidature par écrit.

XVII. – Rapports avec l'Assemblée nationale et avec le Gouvernement

(art. 65 du Règlement)

I. – Les transmissions sans délai mentionnées à l'article 65 du Règlement sont réalisées par l'expédition d'une copie du texte adopté ou rejeté.

Au début de chaque législature, le Président du Sénat adresse au Président de l'Assemblée nationale la liste des propositions de loi antérieurement transmises par le Sénat et non devenues définitives, à l'exception des propositions d'initiative sénatoriale que les commissions précédemment saisies au fond déclarent être devenues sans objet.

Les textes adoptés par le Sénat sont publiés.

II. – L'administration du Sénat est en liaison permanente avec celle de l'Assemblée nationale en vue de réaliser, dans les moindres délais, la communication respective de leurs textes adoptés ou rejetés.

XVII bis. – Délégations sénatoriales

I. – La délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Sans préjudice des compétences des commissions permanentes et de la commission des affaires européennes, la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation est chargée d'informer le Sénat sur l'état de la décentralisation et sur toute question relative aux collectivités territoriales.

La délégation veille au respect de la libre administration et de l'autonomie financière et fiscale de ces collectivités ainsi qu'à la compensation financière des transferts de compétences et de personnel.

Elle est également chargée d'évaluer les conditions de l'application locale des politiques publiques intéressant les collectivités territoriales.

En outre, la délégation est compétente pour examiner les dispositions des projets et des propositions de loi comportant des normes applicables aux collectivités territoriales.

Elle désigne un premier vice-président délégué chargé de l'évaluation et de la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en liaison avec le Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics.

Pour accomplir sa mission, la délégation utilise les informations mentionnées à l'article L. 1614-7 du code général des collectivités territoriales.

II. – La délégation sénatoriale à la prospective

Sans préjudice des compétences des commissions permanentes et de la commission des affaires européennes, ni de celles de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, la délégation à la prospective est chargée de réfléchir aux transformations de la société et de l'économie en vue d'informer le Sénat.

La délégation élabore des scénarios d'évolution relatifs aux sujets qu'elle étudie.

Elle entretient toute relation avec les autres structures de prospective françaises et étrangères.

II bis. – *(Abrogé par l'arrêté n° 2017-108 du 31 mai 2017)*

II ter. – La délégation sénatoriale aux entreprises

Sans préjudice des compétences des commissions permanentes et de la commission des affaires européennes, la délégation aux entreprises est chargée d'informer le Sénat sur la situation et les perspectives de développement des entreprises, de recenser les obstacles à leur développement et de proposer des mesures visant à favoriser l'esprit d'entreprise et à simplifier les normes applicables à l'activité économique, en vue d'encourager la croissance et l'emploi dans les territoires.

À cette fin, la délégation va à la rencontre des entrepreneurs, organise des réunions dans les territoires ou des stages d'immersion dans les entreprises, et prend toute initiative en vue d'une meilleure identification des besoins économiques et sociaux des entreprises.

La délégation est compétente pour examiner les dispositions des projets et des propositions de loi comportant des normes applicables aux entreprises.

III. – Dispositions communes

1. – La délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation est composée de quarante-six membres, la délégation sénatoriale à la prospective de trente-six membres et la délégation aux entreprises de quarante-deux membres désignés par le Sénat de manière à assurer la représentation proportionnelle des groupes politiques et une représentation équilibrée des commissions permanentes.

Les membres des délégations sont désignés après chaque renouvellement partiel.

2. – *(Abrogé par l'arrêté n° 2020-160 du 1^{er} juillet 2020)*

3. – Chaque délégation établit son programme de travail annuel, qui est communiqué à la Conférence des Présidents.

Elle peut se saisir de toute question entrant dans son champ de compétences. Elle peut, en cas de besoin, demander le concours des commissions permanentes compétentes afin d'obtenir la communication de documents nécessaires à l'exercice de ses missions.

Elle émet des propositions.

Elle peut demander l'organisation de débats en séance publique.

Le Bureau peut en outre la saisir soit à son initiative, soit à la demande d'une commission ou d'un groupe politique.

Elle peut rendre publics les travaux et les rapports qu'elle adopte.

4. – Les dépenses des délégations sont financées et exécutées dans les conditions fixées à l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.

XVII ter. – Mission d’assistance juridique aux collectivités locales

Le Sénat apporte aux collectivités locales son assistance juridique sur l’application des lois. La demande écrite formulée par un élu représentant de l’exécutif d’une collectivité locale est adressée par un sénateur au Directeur général des missions institutionnelles. Sous l’autorité de la délégation du Bureau chargée de la présence territoriale du Sénat, le directeur général transmet la demande pour examen à un service de commission ou à une direction, sans préjudice du recours à une expertise extérieure.

XVII quater. – Groupes d’études

Un groupe d’études est rattaché à une ou, à titre exceptionnel, à plusieurs commissions permanentes. Sa constitution est subordonnée à l’autorisation du Bureau du Sénat après avis des Présidents des commissions permanentes auprès de laquelle ou desquelles son rattachement est envisagé.

L’adhésion au groupe d’études est ouverte à tous les Sénateurs.

Les groupes d’études respectent une charte de fonctionnement, approuvée par le Bureau.

À défaut d’une décision expresse du Bureau prise au vu de leur activité et après avis des Présidents des commissions permanentes auxquelles ils sont rattachés, les groupes d’études sont dissous de plein droit à chaque renouvellement partiel du Sénat. Le Bureau peut également prononcer leur dissolution s’ils n’ont pas eu d’activité depuis trois ans au moins.

XVII quinquies. – Manifestations faites au nom du Sénat

Aucune manifestation ne peut être faite au nom du Sénat sans l’approbation préalable de l’instance sénatoriale compétente.

XVIII. – Pétitions

(Chapitre XXIII du Règlement)

I. – Recevabilité des pétitions

1. – Les pétitions se rattachent par leur objet aux compétences du Parlement énoncées à l’article 24 de la Constitution.

2. – Les pétitions manifestement contraires à la Constitution ou proposant une modification de celle-ci ne sont pas recevables.

3. – Ne constituent pas des pétitions les requêtes concernant des décisions de justice ou des décisions administratives, aussi longtemps qu’existent à leur encontre des voies normales de recours, non plus que les demandes telles que : interventions auprès des services publics, demandes de secours, demandes en remise d’impositions ou d’amendes, sollicitations d’emplois, de pensions, de distinctions honorifiques, de logements, de prestations sociales, etc.

4. – Les pétitions sont rédigées en français. Elles ne peuvent comporter de propos illicites, selon les règles précisées sur la plateforme en ligne mentionnée à l’article 87 du Règlement. Elles respectent, en outre, des critères de forme définis sur cette même plateforme.

5. – En principe, sont irrecevables les pétitions :

- qui, au moment de leur dépôt, portent sur le même objet que des travaux législatifs ou des travaux de contrôle engagés par le Sénat, ou que d’un débat inscrit à son ordre du jour ;

- ou qui ont le même objet qu’une pétition sur laquelle la Conférence des Présidents a statué dans les deux ans précédant son dépôt.

II. - Modalités de dépôt des pétitions

1. – Le dépôt des pétitions est réservé aux personnes physiques majeures, selon les règles précisées sur la plateforme en ligne.

2. – Les pétitions sont déposées sur la plateforme en ligne. Lorsqu’elles ont été transmises par courrier

électronique ou papier, selon des modalités définies sur la plateforme en ligne, elles sont déposées sur cette dernière par les services du Sénat après authentification de leur auteur dans les conditions prévues à l'alinéa 3 du présent II.

3. – L'auteur d'une pétition justifie de son identité en utilisant un dispositif permettant d'assurer l'authentification de cette dernière, selon des modalités précisées sur la plateforme en ligne.

III. – Publication des pétitions

Les pétitions adressées au Sénat selon les modalités prévues à l'alinéa 1 de l'article 87 du Règlement et remplissant les conditions de recevabilité mentionnées au I du présent chapitre sont rendues publiques sur la plateforme en ligne dans un délai précisé sur celle-ci. Les nom et prénom de l'auteur de la pétition sont rendus publics sur cette même plateforme.

IV. - Recueil des signatures

Selon les règles précisées sur la plateforme en ligne, le recueil des signatures, effectué exclusivement sur cette plateforme, est soumis aux conditions suivantes :

- la signature des pétitions est réservée aux personnes physiques ;
- l'enregistrement des signatures est réalisé après authentification de celles-ci.

Les signatures ne répondant pas aux conditions définies au présent IV ne peuvent être enregistrées sur la plateforme.

V. – Suites à donner aux pétitions

1. – En application de l'alinéa 1 de l'article 88 du Règlement, toute pétition ayant obtenu 100 000 signatures ou plus dans le délai de six mois mentionné à l'alinéa 2 du VI du présent chapitre est examinée par la Conférence des Présidents.

2. – En application de l'alinéa 2 du même article 88, la Conférence des Présidents peut, sur proposition du Président du Sénat, du vice-président qui préside la délégation du Bureau en charge des pétitions, d'un président de groupe ou d'un président de commission se saisir de toute pétition dont elle estime qu'elle présente un intérêt particulier pour les travaux du Sénat.

3. – Lorsque la Conférence des Présidents est saisie d'une pétition, elle peut, pour lui donner suite :

- décider la constitution d'une mission d'information commune à plusieurs commissions permanentes ;
- inscrire à l'ordre du jour une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête ;
- inscrire à l'ordre du jour un débat en séance publique ;
- inscrire à l'ordre du jour une proposition de loi en reprenant l'objet ;
- renvoyer la pétition à la commission permanente compétente qui définit alors les suites à donner et en rend ultérieurement compte à la Conférence des Présidents.

Elle peut également décider de ne pas donner suite à la pétition.

Les décisions de la Conférence des Présidents sont prises après avis des présidents des commissions permanentes intéressées. Elles sont publiées sur la plateforme en ligne, ainsi que les suites données à une pétition par une commission permanente.

VI. – Fermeture à la signature des pétitions

1. – Les pétitions fermées à la signature sur la plateforme sont caduques.

2. – Les pétitions sont fermées à la signature à l'expiration d'un délai de six mois suivant leur publication.

Sont également fermées à la signature les pétitions retirées par leur auteur ainsi que celles dont l'auteur a informé le Sénat qu'il ne souhaitait plus être identifié publiquement.

3. – Lorsque la Conférence des Présidents est saisie d'une pétition en application des alinéas 1 et 2 du V du présent chapitre, elle peut décider de fermer la pétition à la signature.

4. – La Conférence des Présidents peut également décider de fermer à la signature les pétitions dont elle constate qu'elles ont le même objet qu'une pétition fermée à la signature en application du 3 du présent VI ou que des travaux législatifs ou de contrôle déjà engagés par le Sénat.

XIX. – Archives

I. – Les archives du Sénat, quel que soit leur support, sont collectées, conservées, classées et communiquées par la direction de la Bibliothèque et des Archives.

II. – 1. Les directions versent leurs archives selon des modalités et à une périodicité définies conjointement avec la direction de la Bibliothèque et des Archives, en fonction de leur utilité administrative et de leur intérêt historique ou scientifique.

2. L’auteur d’un don, d’un legs, d’un dépôt ou d’une dation, que le Sénat a accepté de conserver, définit les conditions dans lesquelles ces archives sont classées, protégées et communiquées. À défaut, elles sont définies par le Bureau du Sénat.

III. – 1. Les archives du Sénat sont librement communicables à l’expiration d’un délai de vingt-cinq ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier ou, s’il est plus long et qu’il s’applique, de l’un des délais mentionnés à l’article L. 213-2 du code du patrimoine.

2. Avant l’expiration des délais mentionnés au 1, une autorisation de communication ou de reproduction de documents d’archives peut être accordée aux personnes qui en font la demande, dans la mesure où l’intérêt qui s’attache à la communication de ces documents ne conduit pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi a entendu protéger.

Cette autorisation est accordée :

- par le sénateur ou l’ancien sénateur dans les conditions fixées par le protocole visé au 5 ou par le Bureau du Sénat lorsque la demande porte sur des archives publiques émanant d’un sénateur ou d’un ancien sénateur se trouvant dans l’impossibilité de délivrer l’autorisation par lui-même ;

- pour les autres archives publiques conservées par le Sénat, sous l’autorité du Président du Sénat, par le Secrétaire général du Sénat, après avis du Secrétaire général de la Questure lorsque la demande porte sur les archives de directions placées sous son autorité.

Le temps de réponse à une demande de communication ne peut excéder deux mois à compter de l’enregistrement de la demande. Tout refus de communication est motivé.

3. Les sénateurs peuvent obtenir communication, librement et sans condition de délai, des procès-verbaux des commissions et des enregistrements mentionnés au deuxième alinéa (2) de l’article 15 *ter* du Règlement du Sénat.

4. Le Bureau du Sénat peut décider l’ouverture anticipée de fonds ou parties de fonds d’archives publiques émanant d’un sénateur ou d’un ancien sénateur se trouvant dans l’impossibilité de l’autoriser par lui-même.

Sous l’autorité du Président du Sénat, le Secrétaire général du Sénat peut décider l’ouverture anticipée d’autres fonds ou parties de fonds d’archives publiques conservées par le Sénat, après avis du Secrétaire général de la Questure lorsque ces fonds émanent de directions placées sous son autorité.

5. Les modalités de communication, de traitement, de conservation et de valorisation des archives publiques émanant d’un sénateur ou d’un ancien sénateur peuvent, avant l’expiration des délais mentionnés au 1, être régies par un protocole entre la partie versante et le directeur de la Bibliothèque et des Archives.

6. Les documents d’archives publiques émanant d’un sénateur ou d’un ancien sénateur entrés dans les fonds du Sénat antérieurement à l’arrêté de Bureau n° 2020-230 du 9 septembre 2020 demeurent régis par les conventions, contrats et protocoles alors signés. Toutefois, les clauses de ces conventions, contrats et protocoles relatives au mandataire désigné par l’autorité signataire cessent d’être applicables vingt-cinq ans après le décès du signataire.

IV. – 1. La salle de lecture des archives est accessible sur rendez-vous. Un règlement relatif à la communication des archives détermine les conditions dans lesquelles les documents sont communiqués ou reproduits.

2. Aucune reproduction de document ne peut être certifiée conforme par le directeur de la Bibliothèque et des Archives.

V. – Tout prêt ou don de tout ou partie d’un fonds d’archives publiques est subordonné à l’autorisation :

- du Bureau du Sénat lorsque ce fonds ou cette partie de fonds d’archives publiques émane d’un sénateur ou d’un ancien sénateur se trouvant dans l’impossibilité de délivrer l’autorisation par lui-même, avant l’expiration des délais mentionnés au 1 du III ;

- ou du Conseil de Questure, pour ce qui concerne les autres archives publiques conservées par le Sénat, sur proposition du Secrétaire général du Sénat qui en réfère au Président du Sénat.

Le Secrétaire général du Sénat recueille l'avis du Secrétaire général de la Questure lorsque le fonds ou la partie de fonds émane de directions placées sous l'autorité de celui-ci.

XX. – Publications diverses

Le Règlement du Sénat est publié, accompagné de la présente instruction et de la Constitution.

XX bis A. – Immunités parlementaires

Dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article 26 de la Constitution, l'arrestation ou toute autre mesure privative ou restrictive de liberté susceptible d'être décidée à l'encontre d'un sénateur fait l'objet d'une demande d'autorisation formulée par le procureur général près la cour d'appel compétente et transmise par le garde des sceaux, ministre de la justice, au Président du Sénat. Cette demande indique précisément les mesures envisagées ainsi que les motifs invoqués.

L'autorisation donnée par le Bureau du Sénat ne vaut que pour les faits mentionnés dans la demande prévue à l'alinéa précédent.

Les décisions du Bureau sont notifiées au garde des sceaux et au sénateur visé par la demande. Elles font l'objet d'une insertion au *Journal officiel* (édition des Lois et décrets).

XX bis. – Obligations déontologiques et déclaratives applicables aux membres du Sénat

Les déclarations d'intérêts et d'activités adressées au Bureau par les membres du Sénat en application de l'article L.O. 135-1 du code électoral sont transmises à la délégation du Bureau en charge des conditions d'exercice du mandat de sénateur.

Conformément à l'article 91 *quinquies* du Règlement du Sénat, les membres du Sénat déclarent, dès leur acceptation, les invitations à des déplacements financés par des organismes extérieurs, ainsi que, dans un délai de trente jours suivant leur remise, les cadeaux, dons et avantages en nature, dès lors que leur valeur excède un montant de 150 euros.

Ces déclarations sont transmises, selon leur objet, à la délégation du Bureau en charge des conditions d'exercice du mandat de sénateur ou à la délégation du Bureau en charge des activités internationales. La liste en est rendue publique sur le site internet du Sénat.

Les membres du Sénat déclarent en outre les décisions de ne pas participer aux travaux du Sénat qu'ils peuvent prendre dans les conditions prévues à l'article 91 *ter* du Règlement du Sénat. Ces déclarations sont transmises à la délégation du Bureau en charge des conditions d'exercice du mandat de sénateur et mentionnées sur le registre des déports prévu à cet article. Ce registre est publié en données ouvertes sur le site internet du Sénat.

Annexe au XX bis de l'Instruction générale du Bureau

Décision interprétative

Le Bureau considère que les actes de harcèlement, quelle qu'en soit la nature, constituent un manquement au principe déontologique de dignité mentionné au 2 de l'article 91 *bis* du Règlement du Sénat.

Par conséquent, ces actes pourront donner lieu aux sanctions de censure et de censure avec exclusion temporaire prévues aux articles 94 et 95 du Règlement du Sénat, en application de l'article 99 *ter* dudit Règlement.

XX ter. – Comité de déontologie parlementaire du Sénat

I. – Fonctionnement

Lorsque le comité de déontologie parlementaire est saisi d'une demande d'avis en application de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires ou des 1 et 2 de l'article 91 *septies* du Règlement du Sénat, celle-ci lui est transmise par le Président du Sénat. L'avis rendu par le comité est adressé au Président du Sénat.

Lorsque le comité de déontologie parlementaire est saisi d'une demande de conseil par un membre du Sénat en application du 5 de l'article 91 *septies* du Règlement du Sénat, son président ou son vice-président est habilité, par délégation, à répondre à cette demande.

II. – Demandes de communication de documents

Le comité de déontologie parlementaire peut demander aux membres du Sénat communication des documents nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées par la loi ou le Règlement du Sénat.

En l'absence de suite donnée à une demande de communication, le président ou le vice-président du comité de déontologie parlementaire requiert du membre du Sénat intéressé la communication, dans un délai qu'il fixe, des documents dont il dresse la liste. Il en informe le Président du Sénat.

En l'absence de transmission des documents demandés au terme de ce délai, le comité de déontologie parlementaire prend en compte cette circonstance dans l'avis ou la décision qu'il lui appartient de rendre.

III. – Publications

Le comité de déontologie parlementaire élabore un guide déontologique à l'attention des membres du Sénat. Ce guide précise la portée des obligations déontologiques afin de permettre aux membres du Sénat d'appréhender et de prévenir les situations de conflits d'intérêts qu'ils pourraient rencontrer dans l'exercice de leur mandat.

Le comité de déontologie parlementaire rend public, à la fin de chaque année parlementaire, un rapport présentant la synthèse des principaux sujets traités et les principaux avis et conseils rendus au cours de l'année écoulée. Ce rapport ne contient pas d'informations permettant l'identification de personnes concernées par ces avis et conseils.

IV. – Statut des membres

Les membres du comité de déontologie parlementaire ne perçoivent aucune indemnité, ni ne bénéficient d'aucun avantage d'aucune sorte.

XX quater. – Délégation en charge des conditions d'exercice du mandat de sénateur

La délégation en charge des conditions d'exercice du mandat de sénateur est composée d'un sénateur par groupe politique désigné parmi les membres du Bureau. Elle est reconstituée après chaque renouvellement du Sénat.

Elle examine les déclarations d'intérêts et d'activités des membres du Sénat au regard des dispositions légales relatives aux incompatibilités parlementaires.

Le Président de la délégation peut être saisi par tout membre du Sénat d'une demande de conseil, au regard de la législation sur les incompatibilités parlementaires, sur les activités qu'il exerce ou qu'il souhaite entreprendre.

XX quinquies. – Procédure de traitement des conflits d'intérêts

(Abrogé par l'arrêté n° 2018-265 du 26 septembre 2018)

XX sexies. – Indemnité représentative de frais de mandat

(Abrogé par l'arrêté n° 2017-272 du 7 décembre 2017)

XXI. – Collaborateurs des sénateurs

Les collaborateurs employés par les sénateurs pour les seconder personnellement dans diverses tâches relatives à l'exercice de leur mandat peuvent obtenir, sur la demande de ceux-ci, un laissez-passer permettant de circuler dans les locaux du Sénat. Ce document donne accès au bureau du sénateur, dans la mesure où les fonctions des collaborateurs l'exigent, aux différentes directions du Sénat et à la salle des conférences. Il ne leur permet pas de pénétrer dans les couloirs situés dans l'hémicycle, ni dans les salles de commissions sous réserve des dispositions des deuxième à sixième alinéas.

Sous réserve de l'accord du président de l'instance concernée et sans préjudice du chapitre VIII :

- l'un des collaborateurs d'un sénateur nommé rapporteur d'une commission permanente ou spéciale, de la commission des affaires européennes, d'une délégation (ou d'un office), ou d'une structure temporaire de contrôle du Sénat peut assister, à la demande de ce dernier, aux réunions plénières de cette instance, lorsque ce rapporteur y est présent en cette qualité, ainsi qu'aux auditions de ce rapporteur ;
- l'un des collaborateurs du président de l'une des instances mentionnées au troisième alinéa peut, lorsque ce dernier est présent, assister aux réunions plénières de cette instance ;
- lorsque l'auteur d'une proposition de loi ou de résolution est présent en cette qualité aux réunions et auditions mentionnées au troisième alinéa au cours desquelles cette proposition est examinée, l'un de ses collaborateurs peut également être autorisé à assister à ces réunions et auditions.

Les collaborateurs mentionnés aux troisième à cinquième alinéas ne peuvent prendre la parole. Ils sont tenus de respecter la confidentialité des réunions et auditions auxquelles ils sont autorisés à assister.

Seuls les sénateurs peuvent bénéficier des prérogatives liées au mandat parlementaire, accomplir des actes liés à l'exercice de ce mandat ou traiter des questions relatives à leur statut personnel. Dans le cadre des activités parlementaires, un collaborateur ne peut se substituer au sénateur qui l'emploie, même par délégation.

Les dépôts de propositions de loi ou de résolution, les amendements, les questions écrites ou orales, les demandes d'études ou de renseignements sont authentifiés par la signature du sénateur.

Un recueil des textes régissant les conditions d'emploi des collaborateurs des sénateurs est publié par l'Association pour la gestion des assistants de sénateurs (AGAS).

XXII. – Groupes interparlementaires d'amitié

I. – Objet des groupes

Les groupes interparlementaires d'amitié ont pour objet de développer des relations avec les assemblées parlementaires de pays ou d'ensemble de pays formant une entité géographique et historique, avec lesquels la France entretient des relations officielles. Ils contribuent à renforcer la présence et l'influence politique, économique et culturelle de la France à l'étranger et à favoriser le développement de la coopération interparlementaire et de la coopération décentralisée. Dans l'exercice de leur activité, ces groupes sont désignés « Groupe d'amitié France-... ».

Des groupes d'information internationale peuvent également être constitués pour procéder à toutes recherches d'informations sur une question concernant une zone géographique déterminée. Dans l'exercice de leur activité, ces groupes sont désignés « groupe d'information internationale sur ... ». Leur fonctionnement est régi par les mêmes règles que celui des groupes interparlementaires d'amitié.

II. – Fonctionnement des groupes

1°. – Constitution et renouvellement

Les groupes d'amitié sont créés à l'initiative d'un ou de plusieurs sénateurs, mais ne sont constitués qu'après prise d'acte par le Bureau saisi de tous éléments d'appréciation.

Les groupes d'amitié et leur Bureau sont reconstitués après chaque renouvellement triennal du Sénat. Dans les trois mois suivant ce renouvellement, les présidents des groupes politiques se réunissent pour répartir les présidences des groupes d'amitié et les présidences déléguées selon la représentation proportionnelle des groupes au plus fort reste.

2°. – Bureau des groupes

Le bureau des groupes d'amitié est constitué selon le principe de la représentation proportionnelle des groupes. Chaque groupe politique dont un ou plusieurs membres ont adhéré au groupe d'amitié doit être représenté à son Bureau par au moins un membre, le nombre des postes étant, s'il y a lieu, augmenté pour satisfaire à cette obligation.

Dans les groupes ayant pour correspondant plusieurs pays, dits « groupes régionaux », le Bureau comporte un président délégué par pays, excepté ceux où la France n'entretient pas de représentation diplomatique.

Un sénateur ne peut présider plus d'un groupe d'amitié. Il ne peut cumuler plus de trois présidences déléguées de groupe régional. Le président d'un groupe d'amitié ne peut être président délégué que dans un seul autre groupe.

3°. – Activités des groupes

Les groupes d'amitié tiennent au moins une assemblée générale chaque année.

Les assemblées générales constitutives ou dont l'ordre du jour comporte le renouvellement du Bureau sont convoquées au moins dix jours avant la date de leur réunion.

Les groupes d'amitié peuvent effectuer des déplacements à l'étranger, dont la durée ne doit pas excéder quinze jours, compte non tenu des délais de transport ; cette durée maximum est de huit jours lorsque le déplacement est effectué dans l'un des pays membres du Conseil de l'Europe. Ces déplacements à l'étranger ne peuvent avoir lieu pendant la session ordinaire, sauf durant les semaines où le Sénat a décidé de ne pas tenir séance et les vendredis, samedis et dimanches où le Sénat ne siège pas précédant immédiatement ces semaines. La délégation qui se rend à l'étranger ne peut être accompagnée par des tiers.

Les groupes d'amitié ne peuvent effectuer de nouveau déplacement à l'étranger dans un même pays moins de quatre ans après leur précédent déplacement s'ils n'ont pas procédé, dans ce délai, à l'accueil d'une délégation de ce pays.

Sans préjudice de leur obligation d'accueil, les groupes régionaux peuvent effectuer au plus deux déplacements à l'étranger au cours d'une période de trois ans.

Un sénateur ne peut participer la même année à plus de deux déplacements organisés par des groupes d'amitié, dont un seul hors du territoire européen.

Lorsque le Sénat a autorisé une commission permanente à effectuer une mission d'information à l'étranger, les groupes d'amitié ne peuvent envoyer de délégation de leurs membres dans les pays concernés dans le mois qui précède ou qui suit cette mission.

4°. – Information sur l'activité des groupes

Les groupes d'amitié adressent chaque année, avant le 15 janvier, au Président, par l'intermédiaire de la direction des Relations internationales et du Protocole, un compte rendu retraçant leurs activités au cours de l'année écoulée, mentionnant les sénateurs qui y ont participé et présentant, s'il y a lieu, les modifications ayant affecté leur composition et celle de leur Bureau. La direction des Relations internationales et du Protocole envoie un exemplaire des comptes rendus d'activité au président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées.

Chaque année avant le 15 novembre, les groupes d'amitié adressent au Président et aux Questeurs, par l'intermédiaire de la direction des Relations internationales et du Protocole, un état prévisionnel détaillé de leurs projets de déplacements à l'étranger ou d'accueils en France d'une délégation étrangère, mentionnant la période prévue pour chaque activité, son objet, son coût estimatif et toute autre indication de nature à en préciser le contexte et les modalités d'organisation et de déroulement.

Dans les six semaines suivant le déplacement d'un groupe d'amitié à l'étranger, son président adresse un compte rendu au président de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Le compte rendu est également adressé au président de la commission chargée des affaires européennes lorsque le déplacement a été effectué dans un pays membre de l'Union européenne.

Les activités des groupes d'amitié peuvent faire l'objet de communications devant la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées ou toute autre commission intéressée.

5°. – Secrétariat des groupes

Le secrétariat des groupes d'amitié est assuré par des fonctionnaires du Sénat, dits « secrétaires exécutifs », désignés par le Secrétaire général du Sénat sur proposition du directeur des Relations internationales et du Protocole. Les fonctionnaires en position extérieure au sens des articles 157 à 166 du Règlement intérieur ne peuvent exercer cette fonction.

Les tâches du secrétaire exécutif font partie de celles qui incombent aux fonctionnaires désignés, telles qu'entendues au sens de l'article 122 du Règlement Intérieur.

6°. – Dissolution des groupes

L'inobservation par un groupe d'amitié des dispositions du présent chapitre peut entraîner sa dissolution par le Bureau. Le Bureau peut également prononcer la dissolution des groupes n'ayant pas eu d'activité depuis au moins quatre ans.

7°. – Subventions

Pour l'organisation de leurs activités à caractère officiel, des subventions peuvent être accordées par les questeurs aux groupes d'amitié ayant satisfait aux obligations du présent chapitre, selon les modalités et sous les réserves d'effectif minimum du groupe déterminées par un arrêté du Bureau, dans la limite des crédits inscrits annuellement à cet effet à la dotation du Sénat. Les subventions maximales susceptibles d'être accordées à des groupes pour des opérations données ne peuvent excéder des montants déterminés chaque année par un arrêté des Questeurs.

Le Bureau du Sénat, sur le rapport conjoint du Président de la délégation du Bureau compétente et des Questeurs, arrête en décembre la liste des déplacements et des accueils éligibles à une subvention l'année suivante.

III. – Dispositions diverses

Le Bureau est seul compétent pour se prononcer, le cas échéant, sur toute demande de dérogation exceptionnelle aux dispositions du présent chapitre.

Dans l'intervalle des réunions de Bureau, les demandes de dérogations sont soumises, lorsqu'elles concernent les dates des déplacements, au Président de la délégation du Bureau compétente et, lorsqu'elles concernent le montant de la subvention en raison de l'effectif des délégations, aux Questeurs. Le Bureau est informé de ces dérogations au cours de sa plus prochaine réunion.

En cas de déplacement dérogatoire aux règles relatives aux dates des déplacements, les Questeurs ne statuent sur la demande de subvention qu'après que la dérogation a été accordée.

L'instruction des dossiers relatifs aux groupes interparlementaires d'amitié est assurée par la direction des Relations internationales et du Protocole. En cas de demande de double dérogation, le dossier est transmis aux Questeurs accompagné de l'avis motivé du Président de la délégation du Bureau compétente.

XXII bis. – Représentants d'intérêts

I. – Le Comité de déontologie parlementaire s'assure du respect du code de conduite défini par le Bureau du Sénat par les représentants d'intérêts dans les conditions prévues par l'article 4 *quinquies* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires :

- il peut être saisi à cet effet par les sénateurs, les collaborateurs du Président du Sénat, des sénateurs ou des groupes, et les membres du personnel du Sénat ;
 - il peut se faire communiquer toute information ou tout document nécessaire à l'exercice de sa mission ;
 - lorsqu'il est constaté un manquement aux règles déterminées par le Bureau, le Comité de déontologie parlementaire saisit le Président du Sénat. Celui-ci peut adresser au représentant d'intérêts concerné une mise en demeure, qui peut être rendue publique, de respecter les obligations auxquelles il est assujéti, après l'avoir mis en état de présenter ses observations ;
 - lorsque le Comité de déontologie parlementaire constate qu'un sénateur, un collaborateur du Président du Sénat, d'un sénateur ou d'un groupe, ou un membre du personnel du Sénat a répondu favorablement à une sollicitation effectuée par un représentant d'intérêts en méconnaissance des règles arrêtées par le Bureau, il en avise la personne concernée et, après l'avoir invitée à présenter toute information utile, lui adresse, sans les rendre publiques, les observations qu'appelle ce constat.
- II. – Les modalités d'accès au Sénat des représentants d'intérêts sont fixées par les Questeurs.
- III. – À la demande du Président du Sénat, l'accès au Sénat peut être interdit aux représentants d'intérêts :
- 1° Qui se sont vus adresser une mise en demeure en application du I du présent chapitre ou de l'article 18-7 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, pour une durée maximale d'un an ;
 - 2° Qui font l'objet d'investigations de la part du Comité de déontologie parlementaire, à titre conservatoire et pour la durée nécessaire à l'établissement des faits.
- Cette interdiction d'accès peut être rendue publique.

XXIII. – Dispositions relatives à la chaîne parlementaire Public Sénat en période électorale

PRÉAMBULE

Prenant en compte l'exigence constitutionnelle du pluralisme des courants de pensée et d'opinion dont le respect constitue une des conditions de la démocratie, la loi du 30 décembre 1999 portant création de La Chaîne Parlementaire dispose que le programme de présentation et de compte rendu de ses travaux que le Sénat produit et fait diffuser « peut également porter sur le fonctionnement des institutions parlementaires et faire place au débat public, dans le respect du pluralisme des groupes constitués ». Elle assigne également à la chaîne « une mission de service public, d'information et de formation des citoyens à la vie publique, par des programmes parlementaires, éducatifs et civiques ».

La société de programme, dénommée « La Chaîne Parlementaire Public Sénat », s'engage, pour l'exécution de sa mission de service public et dans le cadre de son indépendance éditoriale, à veiller au pluralisme, à l'impartialité, à l'objectivité et à la neutralité de ses programmes ; elle assure aux groupes constitués du Sénat des conditions d'expression équitables ; elle s'interdit de recourir à tout procédé de nature à compromettre l'honnêteté de l'information du téléspectateur.

Produite et diffusée sous le contrôle du Bureau, la programmation de La Chaîne Parlementaire n'est pas soumise au contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel et notamment aux recommandations que ce dernier est appelé à formuler en période électorale. Aussi appartient-il au Bureau de veiller au respect des principes constitutionnels et législatifs applicables en période électorale.

I. – En période électorale, La Chaîne Parlementaire Public Sénat veille tout particulièrement au respect des courants de pensée et d'opinion.

Le Bureau fixe, pour chaque élection générale ou nationale, la période durant laquelle les dispositions des paragraphes I à VII entrent en vigueur. Il peut, en outre, adresser à la société de programme des recommandations particulières à l'occasion d'une élection générale ou nationale.

II. – La Chaîne Parlementaire Public Sénat s'abstient de programmer en période électorale des émissions directement liées à la campagne électorale et veille à ce que la diffusion d'émissions telles que des débats ou des entretiens ne puisse être considérée comme un instrument de propagande électorale portant atteinte à l'égalité des candidats. Lorsqu'elle accueille à l'antenne une personne, par ailleurs candidate à une élection, elle veille à ce que sa situation particulière dans la circonscription où elle se présente ne soit pas évoquée.

III. – La rédaction de La Chaîne Parlementaire Public Sénat fait preuve d'un souci constant d'équilibre dans le choix des déclarations et écrits des formations politiques et de leurs candidats et veille avec une attention particulière à l'objectivité de ses commentaires.

IV. – La Chaîne Parlementaire Public Sénat fournit sur demande du Bureau la comptabilisation des temps de parole.

V. – Les parlementaires s'exprimant à l'antenne de La Chaîne Parlementaire Public Sénat en période électorale s'abstiennent de tout propos pouvant être considéré comme un élément de propagande ou de polémique électorale et, en particulier, d'évoquer leur candidature, celles de leurs adversaires et de commenter les thèmes de la campagne électorale.

VI. – Les dispositions régissant la propagande, le financement et le plafonnement des dépenses électorales, et notamment les articles L. 49, alinéa 3 (2°), L. 52-1, L. 52-2, L. 52-8 et L. 52-12 du code électoral, en tant qu'elles sont applicables aux élections concernées, ainsi que l'article 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion, sont applicables aux émissions de La Chaîne Parlementaire Public Sénat.

La Chaîne Parlementaire Public Sénat fournit aux sénateurs qui lui en font la demande, en vue de l'établissement d'un compte de campagne ou dans le cadre d'un contentieux électoral, les éléments comptables concernant les coûts des émissions auxquelles ils ont participé.

VII. – Jusqu'à la date d'ouverture de la campagne électorale officielle, les collaborateurs de La Chaîne Parlementaire Public Sénat qui seraient candidats veillent à ce que leurs éventuelles interventions à l'antenne ne puissent avoir aucune incidence électorale de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats devant les moyens de propagande et donc à la sincérité du scrutin ; à compter de l'ouverture de la campagne officielle et jusqu'au jour où l'élection est acquise, ils ne sont pas autorisés à paraître à l'antenne.

ARRÊTÉ DU BUREAU N° 2014-190 DU 9 JUILLET 2014

Aides consenties par le Sénat aux groupes politiques et à la Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe

Article premier. – Les aides consenties par le Sénat aux groupes prévus à l'article 5 et à la Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe prévue à l'article 6 du Règlement du Sénat sont exclusivement destinées aux dépenses nécessaires à leurs activités ainsi qu'à la rémunération de leurs collaborateurs.

Ces aides sont déterminées dans les conditions arrêtées par les Questeurs en tenant compte du nombre de sénateurs membres de chaque groupe et de la Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

Article 2. – Les groupes et la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe constitués en vue de leur gestion sous forme d'association en application des articles 5 et 6 précités du Règlement du Sénat sont tenus de produire chaque année leurs comptes certifiés par un commissaire aux comptes qu'ils désignent.

Avant le 30 avril, les Présidents de groupe et le délégué de la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe transmettent ces comptes certifiés pour l'année écoulée ainsi que les rapports des commissaires aux comptes y afférents au Président du Sénat à fin de publication sur le site Internet du Sénat.

En l'absence d'une telle transmission dans le délai prévu au deuxième alinéa, les aides mentionnées à l'article premier sont suspendues par décision du Bureau jusqu'à la transmission effective de ces comptes certifiés et des rapports y afférents.

Article 3. – L'article 2 du présent arrêté s'applique pour la première fois aux comptes de l'année 2015.

DÉLÉGATIONS ET OFFICE PARLEMENTAIRES

DÉLÉGATIONS SÉNATORIALES

**ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU CONSEIL DE L'EUROPE**

DÉLÉGATIONS SÉNATORIALES



Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Voir article 6 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

Délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Voir article 6 septies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 précitée

Délégation parlementaire au renseignement

Voir article 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 précitée

Délégations parlementaires aux outre-mer

Voir article 6 decies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 précitée

Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, délégation sénatoriale à la prospective, délégation sénatoriale aux entreprises

Voir chapitre XVII bis de l'Instruction générale du Bureau relatif aux délégations sénatoriales

MODALITÉS DE DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA FRANCE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Décret n° 61-1341 du 9 décembre 1961 relatif à la désignation des membres français de l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe

Art. 1^{er} (*second alinéa*). – Le nombre des membres titulaires désignés par le Parlement pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe est respectivement fixé à douze pour l'Assemblée nationale et six pour le Sénat.

L'article 6 (deuxième alinéa, 6.2.a) du **règlement de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe** stipule en outre :

« Dans la mesure où le nombre de leurs membres le permet, les délégations nationales doivent être composées de façon à assurer une représentation équitable des partis ou groupes politiques existant dans leurs parlements. Les délégations nationales doivent comprendre un pourcentage de membres du sexe sous-représenté au moins égal à celui que comptent actuellement leurs parlements et, au minimum, un membre du sexe sous-représenté désigné en qualité de représentant. Chaque parlement informe l'Assemblée des méthodes d'attribution des sièges au sein de sa délégation et du nombre de femmes qu'il compte parmi ses membres. »

Loi n° 49-984 du 23 juillet 1949 autorisant la Président de la République à ratifier le statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de désignation des représentants de la France à l'Assemblée consultative

Art. 3. – Des membres suppléants seront désignés, en nombre égal, et suivant les modalités définies à l'article précédent.

Art. 4. – Le mandat des membres titulaires et suppléants sera valable jusqu'au renouvellement, intégral ou partiel, de l'assemblée qui le leur a conféré.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES DU RÈGLEMENT ET DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE DU BUREAU

*Les numéros renvoient aux articles du Règlement et, en ce qui concerne
l'Instruction générale du Bureau (I.G.B.), aux chapitres de celle-ci.*

A

Absence des commissaires

..... 8, al. 8, 15 et
23 bis

Absence des sénateurs

Voir : *Délégations du droit de vote* ;

Excuses ; *Participation des sénateurs aux travaux du Sénat* ;

Retenues financières

Adoption des projets et propositions

– Majorité requise 62, al. 1
– Transmission des textes adoptés 65
– Validité des textes adoptés en cas de rejet du
procès-verbal 38 bis, al. 9
Voir : *I.G.B. – III et XVII*

Affichage

– Candidatures :

- À une commission d'enquête 8 ter, al. 5
- À une commission mixte paritaire 8 quater, al. 2
- À une commission spéciale 8 bis, al. 2
- Aux commissions permanentes 8, al. 3
- À la commission des affaires européennes 73 bis, al. 2
- À la commission spéciale chargée du contrôle
des comptes et de l'évaluation interne 103 bis, al. 2
- Aux fonctions de secrétaire, de vice-président
et de questeur 2 bis, al. 4
- Demandes de constitution d'une commission
spéciale 16 bis, al. 3
- Demandes de discussion immédiate 30, al. 2

Voir aussi : *Délai d'affichage* ; *Délai d'opposition*.

Voir : *I.G.B. – IV*

Âge

Voir : *Bénéfice de l'âge ; Bureau d'âge ; Bureaux des commissions ; Doyen d'âge ; Égalité des suffrages (nominations personnelles) ; Président d'âge ; Secrétaires d'âge*

Agenda du Sénat

..... **23 bis A**

Voir : *I.G.B. – I et II*

Amendements

- Amendements non soutenus..... **46 bis**, al. 4
- Amendements présentés en commission..... **17 bis**, al. 1
- Amendements relatifs aux états de dépenses des lois de finances..... **46**, al. 1 et 2
- Avis de la commission au fond sur les amendements joints au texte CMP..... **72**, al. 2
- Clôture de la discussion **38**
- Délai limite de dépôt..... **17 bis**, al. 1, **44 ter**, **47 ter**, al. 5 et 13, **73 quinquies A**, al. 2, **73 quinquies B**, al. 3 et **73 quinquies C**, al. 2

Voir aussi : *I.G.B. – V (II)*

- Demandes de priorité ou de réserve **44**, al. 6 et 7
- Dépôt..... **46 bis**, al. 3
 - Par le Gouvernement en commission..... **17 bis**, al. 1
 - Sur une proposition de résolution portant sur un texte de l'Union européenne **73 quinquies A**, al. 2, **73 quinquies B**, al. 3 et **73 quinquies C**, al. 2
- Discussion **38, 44**, al. 6 et **46 bis**
- Discussion commune **46 bis**, al. 2
- Division..... **42**, al. 11
- Droit d'amendement **17 bis**, al. 1, **44 bis**, al. 1 et **47 ter**

Voir aussi : *I.G.B. – V (II)*

- Examen par la commission :
 - En vue de l'établissement du texte de la commission **17 bis**, al. 1
 - Avant leur discussion en séance..... **46 bis**, al. 4
 - Avant passage à la discussion des articles en séance **17 bis**, al. 4

Voir aussi : *I.G.B. – VI quater*

- Sur une proposition de résolution portant sur un texte de l'Union européenne **73 quinquies A**, al. 2, **73 quinquies B**, al. 3 et **73 quinquies C**, al. 2
- Ordre d'appel **44**, al. 6 et **46 bis**, al. 2
- Présentation..... **44 bis**, al. 1 et 2

– Publication des amendements soutenus en séance à la suite du compte rendu intégral des débats

Voir : *I.G.B. – III*

– Publication des amendements non adoptés en commission en annexe du rapport

Voir : *I.G.B. – VI bis*

– Publication des avis de la commission saisie au fond sur les amendements

Voir : *I.G.B. – VI quater*

– Recevabilité :

• Règles générales..... **17 bis**, al. 2, **44 bis**, al. 2, 3, 5 à 10, **46 bis**, al. 4 et **47 quater**

• Absence d’amendement en cas de résolution (art. 34-1 de la Constitution) **50 quater**, al. 2

• Absence d’amendement en cas de motion autorisant l’adhésion à l’Union européenne **73 septies**, al. 1

• Amendements au regard des lois organiques relatives aux lois de financement de la sécurité sociale..... **17 bis**, al. 2 et **45**, al. 3 à 5

• Amendements autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures qui relèvent normalement du domaine de la loi **44 bis**, al. 3 bis

• Amendements ayant des conséquences financières ou contraires à une disposition de la loi organique relative aux lois de finances **17 bis**, al. 2 et **45**, al. 1, 2 et 5

• Amendements en deuxième lecture ou en lecture ultérieure **44 bis**, al. 5 à 7

• Amendements en seconde délibération **43**, al. 6

• Amendements en législation en commission **47 quater**, al. 1 et 2

• Amendements non soumis à la commission avant l’ouverture du débat **46 bis**, al. 4

• Amendements qui ne sont pas du domaine de la loi **17 bis**, al. 2 et **45**, al. 6 à 8

Voir aussi : *I.G.B. – VI ter*

• Amendements sur un texte élaboré par une commission mixte paritaire **42**, al. 12

• Compétence de la commission saisie au fond..... **17 bis**, al. 1, 2 et 4, **44 bis**, al. 8 et 9 et **47 quater**, al. 3

– Rectification de la liste des auteurs :

Voir aussi : *I.G.B. – V (II)*

– Réponse au Gouvernement ou à la commission interdite dans un débat d’amendement..... **37**, al. 2

– Reprise d’un amendement retiré par son auteur..... **46 bis**, al. 6

– Signature de plusieurs amendements identiques..... **44 bis**, al. 2

– Vote unique sur tout ou partie d’un texte..... **42**, al. 9 et 12

Voir aussi : *Articles additionnels ; Sous-amendements*

Apparementement

..... **6**

Appel nominal

– Contrôle des appels nominaux par les secrétaires **33**, al. 4

– Des cosignataires d’une demande de discussion
immédiate par l’auteur d’une proposition sans accord
préalable de la commission **30**, al. 4

– Des demandeurs de la réunion du Sénat en comité
secret **32**, al. 4

– Des demandeurs d’une vérification du quorum **51**, al. 3

Voir : *I.G.B. – XIII bis*

– Des demandeurs d’un scrutin public ordinaire..... **60**

– Des signataires d’une motion tendant au référendum . **67**, al. 1

– Lors des scrutins publics à la tribune **56 bis**

Voir : *I.G.B. – XV*

Approbation d’une déclaration du Gouvernement

..... **39**, al. 2, 6 et 7 et **60 bis**, al. 3

Archives

– Dépôt des enregistrements des commissions **15 ter**, al. 2

Voir : *I.G.B. – XIX*

Articles

– Adoption dans un texte identique..... **44 bis**, al. 5 à 7

– Clôture de la discussion **38**

– Demandes de priorité ou de réserve **44**, al. 6 et 7

– Discussion des articles **38**, **42**, al. 5 à 13

– Discussion des articles en deuxième lecture et
lectures ultérieures **44 bis**, al. 5 à 7

– Division **42**, al. 11

– Renvoi à la commission **44**, al. 5 et 7

– Renvoi pour avis à une commission..... **17**

– Vote unique **42**, al. 9 et 12

– Vote par article..... **42**, al. 9

– Vote sur un article unique **42**, al. 14

Articles additionnels

– Irrecevables après le vote sur un article unique **42**, al. 14

– Lien avec le texte **44 bis**, al. 3

– Recevabilité en deuxième lecture ou en lecture ultérieure	44 bis , al. 5 à 7
Voir aussi : <i>Amendements (Recevabilité)</i>	
Articles d'un traité	47
Article unique	42 , al. 14
Assemblée du Conseil de l'Europe – Rapport d'information.....	9 bis , al. 2
Voir aussi : <i>Assemblées internationales</i>	
Assemblée nationale Voir : <i>Rapports du Sénat avec le Gouvernement et avec l'Assemblée nationale</i>	
Assemblées internationales – Délégation de vote	63
– Participation aux travaux d'une assemblée internationale comptant comme une présence	23 bis , al. 3
Voir aussi : <i>Assemblée du Conseil de l'Europe</i>	
Assis et levé (vote par)	38 , al. 3, 53 et 54
– De droit sur l'application de la censure.....	96 , al. 1
Attaques personnelles	33 , al. 3 et 93 , al. 2
Auditions en commission – Des auteurs de propositions ou d'amendements	15 bis , al. 3
– Des ministres.....	15 bis , al. 1
– D'un représentant du Conseil économique, social et environnemental.....	15 bis , al. 2
Audiovisuel – Enregistrement des débats en séance et des travaux de commission Voir : <i>I.G.B. – XII bis</i>	
Augmentations des charges Voir : <i>Finances</i>	

Auteur

- De proposition ou d’amendement : audition en commission **15 bis**, al. 3
- De proposition : présentation en séance (*dix minutes*) **42**, al. 2

Voir aussi : *Amendements ; Propositions de loi ; Propositions de résolution ; Questions orales*

Autonomie financière

..... **103**, al. 1

Avis

- Avis verbal **17**, al. 4
- Participation du rapporteur au fond aux travaux de la commission pour avis **17**, al. 3
- Participation du rapporteur pour avis aux travaux de la commission au fond..... **17**, al. 3
- Publication **17**, al. 4
- Renvoi pour avis des projets et propositions..... **17**, al. 1 et 2

Voir : *I.G.B. – VI*

Voir aussi : *Commission des affaires européennes ; Rapporteurs pour avis*

Avis contraire

Voir : *Clôture ; Débats limités*

Avis du Conseil économique, social et environnemental

- Exposé devant les commissions **15 bis**, al. 2
- Exposé dans la discussion générale..... **42**, al. 4

B

Bénéfice de l’âge

- Élection des membres de la Cour de justice de la République **86 bis**, al. 5
- Élection des présidents des commissions **13**, al. 4
- Élection du Président **2**, al. 2 à 4
- Nominations personnelles (égalité de suffrages) en séance plénière et en commission **52**, al. 2 et 3

Budget

Voir : *Lois de finances*

Budget du Sénat

Voir : *Comptabilité du Sénat*

Bulletins de vote

..... **56 bis**, al. 3, et **61**, al. 5

Bulletins plurinominaux

Voir : *Scrutin plurinominal*

Bureau d'âge

..... **1**

Voir : *I.G.B. – I à III*

Bureau du Sénat

– Autorité sur les services du Sénat **3**, al. 1 et **101**, al. 2

– Cessation des fonctions en cas de changement de
groupe..... **2 bis**, al. 8 *bis*

– Composition **2 bis**, al. 2

– Composition (communiquée au Président de la
République et au Président de l'Assemblée nationale) .. **4**

– Confidentialité des débats **99 quater**

– Conflits d'intérêt (prévention et traitement) **91 ter**, al. 2 à 4, **91 quinquies**,
91 sexies et **91 septies**

Voir : *I.G.B. – XX bis à XX quater*

– Constatation du quorum **107**

Voir : *I.G.B. – XIII bis*

– Décision sur les autorisations de détention

Voir : *I.G.B. – III bis*

– Détermination des insignes des sénateurs **107**

– Détermination des règles de recevabilité, de
caducité et de publicité des pétitions..... **87**, al. 2

– Élection **2 bis**, al. 1

– Examen des motifs de délégation de vote **57**, **63** et **64**, al. 2 et 3

– Examen des propositions de modification du
procès-verbal..... **38 bis**, al. 6

– Fixation de l'installation des secrétariats des
groupes **5**, al. 7

– Informe le procureur général des délits..... **98**, al. 5

– Juge de la recevabilité :

• Des propositions de loi ayant des conséquences
financières et des propositions de résolution..... **24**, al. 4

• Des questions écrites **74**, al. 2

• Des questions orales **76**, al. 1

– Pouvoirs **3**, al. 1

– Pouvoirs en matière de demandes de missions	
Voir : <i>I.G.B.</i> – X	
– Pouvoirs en matière de réglementation des groupes interparlementaires d’amitié	
Voir : <i>I.G.B.</i> – XXII	
– Pouvoirs pour présider aux délibérations du Sénat	3, al. 1
– Prononcé de certaines sanctions disciplinaires	99 <i>ter</i> , al. 3
– Proposition de censure	96, al. 1
– Règlement intérieur sur l’administration du Sénat.....	102
– Règles de comptabilité	103, al. 3
– Sanction à l’encontre d’un sénateur n’ayant pas respecté une décision du Bureau ou ayant omis une déclaration au Bureau	99 <i>ter</i>
– Sanction à l’encontre d’un membre du Bureau n’ayant pas respecté la confidentialité des débats.....	99 <i>quater</i>
– Ses membres ne peuvent faire partie de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l’évaluation interne	103 <i>bis</i> , al. 3
Voir : <i>I.G.B.</i> – I à III	
Bureau de la commission des affaires européennes	73 <i>bis</i> , al. 3
Bureau de la commission des affaires sociales	13, al. 5
Bureau de la commission des finances	13, al. 5
Bureaux des commissions permanentes – Composition. – Nomination.....	13
Bureaux des commissions chargées d’examiner les demandes de suspension de détention et de poursuites	105, al. 3
Bureaux des commissions mixtes paritaires	70, al. 2
Bureaux des commissions spéciales	13, al. 8
Bureaux des groupes	5, al. 4

C

Caducité

- Des pétitions..... **87**, al. 2
 - Des propositions de loi et de résolution **28**, al. 2
- Voir aussi : *I.G.B. – XVII (I)*

Calendrier des travaux du Sénat

- Fixation de la date des jours réservés
aux groupes minoritaires et d’opposition **29 bis**, al. 5 et 6
 - Information de la Conférence des Présidents sur
les prévisions d’inscription à l’ordre du jour
prioritaire..... **29 bis**, al. 4
 - Information de la Conférence des Présidents sur
les projets de loi de ratification d’ordonnances dont
l’inscription à l’ordre du jour est envisagée **29 bis**, al. 4
 - Information de la Conférence des Présidents sur
les travaux de contrôle et d’évaluation
des commissions et des délégations **29**, al. 5
 - Questions d’actualité au Gouvernement (*une fois
par semaine*)..... **75 bis**
 - Réunions des groupes, commissions, délégations
et autres instances..... **23 bis A**, al. 2 à 5
 - Semaines de séance **29 bis**, al. 2 et **32 bis**, al. 1
- Voir : *I.G.B. – I*
- Voir aussi : *Journées réservées à certains travaux ;
Ordre du jour*

Candidatures

Voir au nom de chaque organisme

Voir aussi : *Délais pour le dépôt de candidatures ;
Dépôt de candidatures*

Cartes d’entrée dans la salle des séances

- **91**, al. 1
 - Pour les fonctionnaires détachés des administrations
centrales
- Voir : *I.G.B. – IX*

Censure

- Effets **97**, al. 1
- Motifs **94**, **99 ter** et **99 quater**
- Prononcé..... **96**
- Proposition du Bureau..... **96**, al. 1

Censure avec exclusion temporaire

– Effets	95, al. 2 et 3 et 97, al. 2
– Motifs	95, al. 1, 99 <i>ter</i> et 99 <i>quater</i>
– Prononcé.....	96

Cérémonies publiques

– Port des insignes de sénateur	107
– Chaîne Parlementaire (La)	
Voir : <i>I.G.B.</i> – (XXIII)	

Clôture

– De la discussion d’une motion concluant au référendum	67, al. 3
– De la discussion d’un texte	38
– D’un débat consécutif à une déclaration du Gouvernement.....	39, al. 7

Collaborateurs des sénateurs

– Collaborateurs des sénateurs.....	102 <i>bis</i>
Voir : <i>I.G.B.</i> – XXI	
– Dispositif de prévention, d’information, d’accueil et d’écoute en matière de harcèlement	102 <i>ter</i>
– Présence en commission et lors des auditions des rapporteurs	16, al. 5

Comité secret

– Travaux du Sénat	32, al. 4 à 6
– Travaux des commissions	15 <i>ter</i> , al. 4
– Sur la publication des rapports des commissions d’enquête	
Voir : <i>I.G.B.</i> – V (III)	

Commissions (dispositions générales)

– Accès des ministres et audition des ministres	15 <i>bis</i> , al. 1
– Audition de l’auteur d’une proposition ou d’un amendement	15 <i>bis</i> , al. 3
– Audition de représentants du Conseil économique, social et environnemental.....	15 <i>bis</i> , al. 2
– Avis sur les amendements au texte de la commission mixte paritaire.....	72, al. 2
– Bureaux (nomination)	13
– Comité secret.....	15 <i>ter</i> , al. 4

– Communication à la Conférence des Présidents du programme prévisionnel des travaux de contrôle ou d'évaluation	29 , al. 5
– Compétence sur la recevabilité des amendements	17 bis , al. 2, 45 , al. 1 à 6, et 44 bis , al. 8 et 9
– Compte rendu détaillé des réunions des commissions Voir aussi : <i>I.G.B. – XI (IV)</i>	15 ter , al. 1
– Convocation et réunion	13 bis et 17 bis , al. 1
Voir : <i>I.G.B. – II, 2°</i>	
– Délégation du droit de vote	15 , al. 1
– Demande d'attribution des prérogatives des commissions d'enquête	22 ter
– Demande de débat d'initiative sénatoriale	29 bis , al. 7
– Demande de discussion immédiate	30
– Demande de fixation d'un délai limite pour le dépôt des amendements	17 bis , al. 1 et 44 ter
– Demande de priorité ou de réserve.....	44 , al. 6
– Demande de scrutin public ordinaire par la commission au fond	60 et 72 , al. 2
– Demande de tenue de séances en dehors des jours ou horaires prévus par le Règlement.....	32 , al. 2 et 3
– Désignation d'un rapporteur	16 , al. 5
– Droit d'amendement à tout moment de la commission au fond Voir : <i>I.G.B. – V (II)</i>	
– Droit d'amendement en seconde délibération.....	43 , al. 6
– Envoi des projets et propositions	16 , al. 1 à 4, 16 bis et 24 , al. 1
– Examen des amendements suivant la procédure normale :	
• En vue de l'établissement du texte de la commission	17 bis , al. 1
• Avant l'ouverture du débat.....	46 bis , al. 4
• Avant passage à la discussion des articles	17 bis , al. 4
• Sur les propositions de résolution portant sur des textes de l'Union européenne.....	73 quinquies A , al. 2, 73 quinquies B , al. 3 et 73 quinquies C , al. 2
– Fixation d'un délai limite pour le dépôt d'amendements sur les propositions de résolution portant sur des textes de l'Union européenne.....	73 quinquies A , al. 2, 73 quinquies B , al. 3 et 73 quinquies C , al. 2
– Jours réservés aux travaux des commissions	23 bis A , al. 3 et 4
– Liste des propositions ou des amendements qui ne relèvent manifestement pas du domaine de la loi Voir : <i>I.G.B. – VI ter</i>	
– Missions d'information	

Voir : *I.G.B. – X*

– Missions d’information communes à plusieurs commissions **21**

Voir : *I.G.B. – X (VII)*

– Modification de l’ordre du jour du Sénat **29 bis**, al. 8

– Nominations personnelles **52**, al. 3 et **61**, al. 1

– Partage égal des voix **13 ter**, al. 4

– Présence aux réunions **15**, al. 2, **23 bis A**, al. 1 et **23 bis**

– Présence des ministres lors des votes **15 bis**, al. 1

– Propositions d’initiative sénatoriale à transmettre de nouveau en début de législature

Voir : *I.G.B. – XVII (I)*

– Publicité des travaux **15 ter**, al. 3 et 4

Voir aussi : *I.G.B. – XII bis*

– Quorum **13 ter**, al. 1 et 2

– Renvoi à la commission en cours de discussion **44**, al. 5 et 7

– Renvoi pour coordination **43**, al. 1 à 3 et 7

– Renvoi pour seconde délibération **43**, al. 4 à 7

– Retenue financière en cas d’absence aux réunions législatives **23 bis**

– Saisine **16**, **16 bis** et **24**, al. 1

– Secrétariat administratif

Voir : *I.G.B. – VIII et X (V)*

– Tableau de bord prévisionnel

Voir : *I.G.B. – I*

– Texte de la commission **17 bis**, al. 3

– Vote nominal **13 ter**, al. 3

Voir : *I.G.B. – I à III et IV*

Voir aussi : *Discussion en commission ; Votes dans les commissions*

Voir également ci-après au nom de chaque commission ou de chaque catégorie de commissions et aux rubriques concernant les présidents, rapporteurs et les rapports

Commissions (procédure de législation en commission)

– Conférence des Présidents **47 ter**, al. 1 et 5

– Décision d’appliquer la procédure sur l’ensemble d’un texte **47 ter**, al. 1

– Décision d’appliquer la procédure sur certains articles d’un texte **47 ter**, al. 4

– Délai limite pour les amendements de commission **47 ter**, al. 5

– Délai limite pour les amendements de séance publique **47 ter**, al. 5 et 13

– Motions présentées en commission **47 ter**, al. 9

– Motions présentées en séance publique **47 quinquies**, al. 1

– Opposition **47 ter**, al. 3

– Recevabilité des amendements de séance publique	47 quater
– Règles du débat en commission	47 ter , al. 8
– Règles du débat en séance publique	47 quinquies
– Retour à la procédure normale à la suite du rejet d'un texte.....	47 ter , al. 9, 10 et 13
– Retour à la procédure normale à la demande du Gouvernement, du président de la commission saisie au fond ou d'un président de groupe	47 ter , al. 12
– Temps d'intervention en séance.....	47 quinquies
 Commissions permanentes	
– Avis sur les nominations prévues par la Constitution ou la loi.....	19 bis
– Bureau	13 , al. 1 à 7 et 9
– Changement de groupe d'un membre	8 , al. 7 <i>bis</i>
– Conflit de compétence.....	16 bis , al. 5
– Convocation pour constitution	13 , al. 1
– Déclaration d'incompétence.....	16 , al. 5
– Dénomination.....	7 , al. 1
– Effectif	7 , al. 1
– Envoi des projets et propositions	16 , al. 1, 16 bis , al. 5 et 24 , al. 1
– Examen pour avis.....	17
– Fonctionnaires des services de commission	
Voir : <i>I.G.B. – VIII</i>	
– Fonctionnaires des administrations centrales détachés	
Voir : <i>I.G.B. – IX</i>	
– Information du Sénat, contrôle de l'action du Gouvernement, évaluation des politiques publiques et suivi de l'application des lois	19 bis A et 19 bis B
– Désignation	6 , al. 4 et 8
– Désignation de membres d'organismes extraparle- mentaires	9
– Non appartenance du Président.....	7 , al. 2
– Participation de chaque sénateur à une seule commission	7 , al. 2
– Rapports avec la commission des finances	15 bis , al. 4 et 5 et 17 bis , al. 2
– Renouvellement	7 et 16 , al. 2
– Saisine	16 , al. 1 et 2, 16 bis , al. 5 et 24 , al. 1
– Saisine sur des pétitions et examen des pétitions.....	88 à 89 bis
– Vacance de sièges	8 , al. 8
Voir aussi : <i>Commissions (dispositions générales) ;</i> <i>Commissions (procédure d'examen en commission) ;</i> <i>Commission des affaires étrangères ; Commission</i> <i>des affaires sociales ; Commission des finances ;</i> <i>Commission des lois ; Commission compétente</i>	

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

- Envoi d’une motion autorisant l’adhésion à l’Union européenne **73 septies**, al. 2
- Fonctionnaires détachés
- Voir : *I.G.B. – IX*

Commission des affaires européennes

- Composition **73 bis**, al. 1
- Consultation sur un projet ou une proposition de loi ayant pour objet de transposer un texte européen ou d’adapter le droit national au droit européen **73 sexies**, al. 1
- Désignation **73 bis**, al. 2
- Motion autorisant l’adhésion à l’Union européenne (avis)..... **73 septies**, al. 2
- Participation du président à la Conférence des présidents **29**, al. 1
- Réunion **23 bis A**, al. 4
- Rôle à l’égard des textes de l’Union européenne..... **73 quater**
- Résolutions européennes **73 quinquies A**, **73 quinquies B**, **73 quinquies C** et **73 quinquies**
- Saisine pour avis dans la procédure d’adoption en séance publique d’une résolution portant sur un texte de l’Union européenne **73 quater**, al. 5

Commission des affaires sociales

- Bureau **13**, al. 5
- Contrôle de la recevabilité des amendements au regard des dispositions organiques relatives aux lois de financement de la sécurité sociale **17 bis**, al. 2 et **45**, al. 3 à 5
- Rapporteur général **13**, al. 5
- Saisine de plein droit du projet de loi de financement de la sécurité sociale **16**, al. 4
- Suivi et contrôle de l’application des lois de financement de la sécurité sociale et évaluation des finances de la sécurité sociale **19 bis A**, al. 3

Commission des finances

- Avis écrit sur la recevabilité financière des amendements présentés en commission à la demande d’un autre président de commission..... **17 bis**, al. 2
- Bureau **13**, al. 5
- Contrôle de la recevabilité des amendements ayant des conséquences financières **17 bis**, al. 2 et **45**, al. 1, 4 et 5

– Demande de coordination de la première partie du projet de loi de finances avant le vote sur l’ensemble ...	47 bis , al. 3
– Demande de seconde délibération de la première partie du projet de loi de finances avant le vote sur l’ensemble	47 bis , al. 1
– Fonctionnaires détachés	
Voir : <i>I.G.B. – IX</i>	
– Participation aux travaux des autres commissions.....	15 bis , al. 5
– Participation de membres d’autres commissions	15 bis , al. 4
– Proposition de modalités particulières d’organisation de la discussion de la loi de finances de l’année.....	47 bis-1
– Rapporteur général	13 , al. 5 et 29 , al. 1
– Renvoi pour coordination, avant son vote, de la première partie du projet de loi de finances	47 bis , al. 1
– Saisine de plein droit des projets de lois de finances ..	16 , al. 3
– Suivi et contrôle de l’exécution des lois de finances et évaluation des finances publiques	19 bis A , al. 2
Voir aussi : <i>Rapporteur général de la commission des finances ; Rapporteurs spéciaux de la commission des finances</i>	

**Commission des lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel,
du Règlement et d’administration générale**

– Recevabilité d’une demande d’une commission permanente d’attribution des prérogatives des commissions d’enquête.....	22 ter , al. 2
– Recevabilité d’une proposition de création d’une commission d’enquête.....	8 ter , al. 3

Commissions spéciales

– Bureau	13 , al. 8
– Constitution :	
• Décision du Sénat sur demande du président d’une commission permanente ou du président d’un groupe	16 bis , al. 3 et 4
• Décision du Sénat sur proposition du président	16 bis , al. 2
• Demande d’attribution des prérogatives des commissions d’enquête	22 ter
• Demande du Gouvernement.....	16 bis , al. 1
• En cas de déclaration d’incompétence d’une commission permanente ou en cas de conflit de compétence.....	16 bis , al. 5
• Désignation	8 bis , al. 2 et 3
• En cas de pluralité d’avis	17 , al. 2
• Reconstitution lors du renouvellement sénatorial	8 bis , al. 1

– Durée d’existence.....	8 bis , al. 1
– Effectif	8 bis , al. 1
– Envoi des projets et propositions	16 , al. 1, 16 bis et 24 , al. 1
Voir aussi : <i>Commissions (dispositions générales) ;</i> <i>Commissions (procédure d’examen en commission) ;</i> <i>Commissions chargées d’examiner les demandes</i> <i>d’autorisation ou de suspension de poursuites</i>	

Commission compétente

– Avis sur les amendements au texte d’une commission mixte paritaire	72 , al. 2
– Conflit de compétences pour l’examen des textes	16 bis , al. 5
– Déclaration d’incompétence.....	16 bis , al. 5
– Demande de scrutin public ordinaire en cas de discussion d’un texte d’une commission mixte paritaire	72 , al. 2
– Détermination des propositions d’initiative sénatoriale à transmettre de nouveau en début de législature	
Voir : <i>I.G.B. – XVII (I)</i>	
– Travaux et résolutions de la commission sur les textes de l’Union européenne.....	73 quinquies A , 73 quinquies B , 73 quinquies C et 73 quinquies

Commissions mixtes paritaires

– Amendements.....	72 , al. 2 et 42 , al. 12
– Bureau	70 , al. 2
– Compétence de la commission au fond (amendements et scrutin public ordinaire).....	72 , al. 2
– Convocation	70 , al. 1
– Discussion du texte élaboré par une commission mixte paritaire	42 , al. 8 et 12 et 72
– Effectif	8 quater , al. 1
– Information du Gouvernement de la décision des deux Présidents des assemblées de convoquer une commission mixte paritaire	69 ter
– Irrecevabilité des questions préalables, des motions préjudicielles ou incidentes et des motions tendant au renvoi en commission.....	42 , al. 12
– Modalités de discussion des lectures de conclusions ..	29 ter , al. 10
– Nomination des représentants du Sénat	8 quater , al. 2 à 6
– Rapport.....	70 , al. 4
– Règles de fonctionnement.....	70 , al. 3
– Réunions.....	70 , al. 1
– Suppléants	8 quater , al. 7

– Suspension de l’examen du texte par le Sénat	71
 Commissions d’enquête	
– Attribution des prérogatives des commissions d’enquête à une commission permanente ou spéciale....	22 ter
– Auditions	
Voir : <i>I.G.B. – XI</i>	
– Création.....	8 ter , al. 1
– Dépenses à engager	
Voir : <i>I.G.B. – X</i>	
– Droit de tirage des groupes	6 bis
• Fonction de rapporteur de droit pour le groupe à l’origine de la création d’une commission d’enquête	6 bis , al. 2
– Exclusion et incapacité.....	8 ter , al. 6
– Nombre de membres	8 ter , al. 4 et 4 <i>bis</i>
– Nomination.....	6 bis et 8 ter , al. 5
– Rapport	
Voir : <i>I.G.B. – V (III)</i>	
– Secret des travaux non publics.....	8 ter , al. 6
 Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l’évaluation interne	
.....	103 bis
 Commissions chargées d’examiner les demandes de suspension de détention, des mesures privatives ou restrictives de liberté ou de la poursuite d’un sénateur	
.....	105
 Communication de pièces d’archives	
Voir : <i>I.G.B. – XIX</i>	
 Communications à la presse	
– Concernant les travaux d’une commission	15 ter , al. 3
 Communications au Sénat	
– Déclarations du Gouvernement.....	39 , 60 bis , al. 3 et 73-1 , al. 1
– Faites par le Président	35
 Communications faites par le Sénat	
– Communications au Gouvernement.....	66
– De la composition du Bureau du Sénat (<i>au Président de la République et au Président de l’Assemblée nationale</i>)	4

Comptabilité du Sénat

- Examen des comptes par une entité tierce **103**, al. 3
- Publicité du rapport relatif aux comptes **103 bis**, al. 1
- Quitus donné aux questeurs **103 bis**, al. 1
- Règles générales..... **103** et **103 bis**

Compte rendu abrégé

- **38 bis**, al. 2
- Voir aussi : *I.G.B.* – *XI*

Compte rendu intégral

- **38 bis**, al. 2
- Voir aussi : *I.G.B.* – *XI*
- Contestation **38 bis**, al. 4 et 5
- Comité secret..... **32**, al. 6
- Fait foi pour la validité des textes adoptés en cas
de rejet du procès-verbal **38 bis**, al. 9
- Signature **38 bis**, al. 9

Compte rendu des travaux de commission

- Compte rendu détaillé des réunions de commission ... **15 ter**, al. 1
- Voir aussi : *I.G.B.* – *XI*
- Communication à la presse **15 ter**, al. 3
- Enregistrement des réunions **15 ter**, al. 2
- Publication au *Journal officiel* en cas de
comité secret **15 ter**, al. 4
- Publicité par les moyens de son choix **15 ter**, al. 3
- Voir aussi : *I.G.B.* – *VI bis et VI quater*

Conférence des Présidents

- Autorisation de dépassement du temps de parole
pour un rapporteur..... **42**, al. 3
- Composition **29**, al. 1
- Communication du programme de contrôle des
commissions et des délégations et de la liste des auditions
liées à la mission de contrôle des commissions **29**, al. 5
- Conclusions soumises au Sénat..... **29 bis**, al. 1
- Convocation **29**, al. 2
- Constatation du non-respect des règles de présentation
des projets de loi **29**, al. 6
- Décision d'examen simplifié d'une convention
internationale ou fiscale **47 decies**, al. 1
- Décision d'organisation d'un scrutin public sur
l'ensemble d'un texte dans un salon voisin de la salle
des séances
- Voir : *I.G.B.* – *XV bis*

– Décision de création d’une mission d’information commune.....	21
Voir : <i>I.G.B. – X</i>	
– Décision de ne pas mettre en discussion commune des amendements concurrents.....	46 bis , al. 2
– Décision de procéder au scrutin public à la tribune	60 bis , al. 1 et 2
– Demande de débat d’initiative sénatoriale	29 bis , al. 7
– Demande de tenue de jours supplémentaires de séance	32 bis , al. 6
– Demande de tenue de séances en dehors des jours ou horaires prévus par le Règlement	32 , al. 2 et 3
– Détermination des textes pour lesquels les absences aux votes et explications de vote peuvent entraîner l’application d’une retenue financière.....	23 bis , al. 1
– Établissement de l’ordre du jour	29 , al. 4 et 29 bis
– Examen des pétitions	88
– Fixation de la date du scrutin et du délai de dépôt des candidatures pour l’élection des juges de la Cour de justice de la République	86 bis , al. 1 et 2
– Fixation de modalités particulières d’organisation de la discussion de la loi de finances de l’année.....	47 bis-1 et 47 bis-2
– Fixation d’un délai pour le dépôt des amendements	44 ter
Voir aussi : <i>I.G.B. – V (II)</i>	
– Fixation de l’ordre du jour réservé aux groupes d’opposition et minoritaires	29 bis , al. 5
– Fixation des semaines de séance	29 bis , al. 2 et 32 bis , al. 1
– Fixation des semaines de séance réservées en priorité au contrôle de l’action du Gouvernement et à l’évaluation des politiques publiques	29 bis , al. 3
– Information des prévisions d’inscription à l’ordre du jour prioritaire	29 bis , al. 4
– Information du programme d’inscription des projets de loi de ratification d’ordonnances et de publication des ordonnances	29 bis , al. 4
– Information de la décision d’une instance d’inviter tous les sénateurs.....	23 bis A , al. 6
– Inscription à l’ordre du jour des conclusions de la commission chargée d’examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites	105 , al. 5
– Inscription à l’ordre du jour des questions orales	77
– Inscription à l’ordre du jour des résolutions des commissions sur les textes de l’Union européenne.....	73 quinquies A , al. 4, 73 quinquies B , al. 6 et 73 quinquies C , al. 8
– Instauration d’un débat sur une déclaration du Gouvernement.....	39 , al. 5

– Opposition à la procédure accélérée	29, al. 7
– Organisation de la discussion générale	29 <i>ter</i> , al. 1 à 3 et 36, al. 4
– Organisation de la discussion des paroles et des explications de vote sur les articles	42, al. 10
– Organisation de la discussion des paroles et des explications de vote sur l'ensemble	42, al. 16
– Organisation de la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale.....	47 <i>bis</i> -2
– Organisation des débats consécutifs à une déclaration du Gouvernement et fixation d'un temps de parole spécifique pour les présidents des commissions permanentes	39, al. 7
– Prise d'acte des décisions gouvernementales d'inscription à l'ordre du jour prioritaire	29 <i>bis</i> , al. 6
– Proposition de création d'une commission spéciale (multiplicité des demandes de renvoi pour avis).....	17, al. 2
– Questions d'actualité au Gouvernement	75 <i>bis</i>
– Représentation du Gouvernement	29, al. 3
– Renvoi d'un texte pour avis à plusieurs commissions permanentes.....	17, al. 2
Voir aussi : <i>I.G.B. – II, 1°</i>	
 Conflit de compétence	
– Entre commissions pour l'examen des textes	16 <i>bis</i> , al. 5
 Conflits d'intérêts	
.....	91 <i>ter</i> à 91 <i>septies</i> et 99 <i>ter</i> , al. 1
Voir : <i>I.G.B. – XX bis à XX quater</i>	
 Conseil constitutionnel	
– Saisine en cas de désaccord entre le Gouvernement et le Président du Sénat sur le caractère législatif d'un amendement ou d'une proposition.....	45, al. 8
 Conseil économique, social et environnemental	
– Exposé des avis devant les commissions	15 <i>bis</i> , al. 2
– Exposé des avis en discussion générale	42, al. 4
 Constitutionnalité	
– Des amendements	44, al. 2, 44 <i>bis</i> et 45
– Des projets de loi.....	44, al. 2
– Des propositions de loi.....	24, al. 2, 44, al. 2 et 45, al. 6 à 8
– Des propositions de résolution.....	24, al. 3 et 44, al. 2
 Consultation	
– Des archives	

Voir : *I.G.B. – XIX*

– Des enregistrements des réunions de commission **15 ter**, al. 2

Contestation du procès-verbal

..... **38 bis**, al. 4 et 5

Contrôle

– De la politique du Gouvernement **19 bis A**

– De l'exécution du budget **19 bis A**

– Coordination par la Conférence des Présidents du
programme prévisionnel des travaux de contrôle ou
d'évaluation des commissions et des délégations **29**, al. 5

Voir aussi : *Commissions d'enquête ; Commissions
permanentes ; Commissions spéciales*

Convocation

– De la Conférence des Présidents **29**, al. 2

– Des commissions..... **13 bis**

Voir : *I.G.B. – II, 2°*

– Des commissions pour se constituer **13**, al. 1

– Des commissions mixtes paritaires **70**, al. 1

– Des membres des commissions permanentes autres
que la commission des finances qui participent aux
travaux de cette dernière **15 bis**, al. 4

Coordination

– Avant le vote sur l'ensemble..... **43**, al. 1 à 3 et 7

– Avant le vote sur l'ensemble de la première partie
du projet de loi de finances **47 bis**, al. 1

– Avant le vote sur chaque partie du projet de loi de
financement de la sécurité sociale..... **47 bis-1 A**, al. 1

– Avant le vote sur l'ensemble du projet de loi de
financement de la sécurité sociale..... **47 bis-1 A**, al. 4

– De dispositions précédemment adoptées
conformes..... **44 bis**, al. 7

– De la première partie du projet de loi de finances
avant le vote sur l'ensemble..... **47 bis**, al. 3

– En cas de discussion immédiate **30**, al. 8

Cour de justice de la République

..... **86 bis**

Crédits budgétaires

– Examen par le Sénat..... **46**

Voir aussi : *Lois de finances*

D

Débats

Voir : *Clôture ; Débats interdits ; Débats limités ;
Débats organisés ; Discussion ; Parole ; Suspension du débat ;
Temps de parole limité ; Vote après débat restreint ;
Vote sans débat*

Débats d'initiative sénatoriale

..... **29 bis**, al. 7, **29 ter**, al. 4 et **77**, al. 5

Débats interdits

- Sous la présidence du Président d'âge **1**, al. 3
- Sur :
 - Adoption d'un procès-verbal contesté..... **38 bis**, al. 5
 - Application de la censure **96**, al. 1
 - Approbation d'une déclaration de politique
générale en même temps que le débat à l'Assemblée
nationale sur cette même déclaration **39**, al. 2
 - Demande de priorité ou de réserve par la com-
mission lorsque le Gouvernement s'y oppose..... **44**, al. 6
 - Demande de réunion du Sénat en comité secret..... **32**, al. 5
 - Exclusion d'un membre d'une commission
d'enquête..... **8 ter**, al. 6
 - Interdiction de parole après deux rappels à la
question **36**, al. 9
 - Irrecevabilité des amendements ou propositions de
loi rapportées ayant des conséquences financières,
affirmée par la commission des finances **45**, al. 4
 - Irrecevabilité des amendements ou propositions
qui ne sont pas du domaine de la loi **45**, al. 7 et 8
 - Irrecevabilité des amendements ou propositions
de loi rapportées au regard de l'article L.O. 111-3
du code de la sécurité sociale **45**, al. 4
 - Lecture du programme ou d'une déclaration sur
lesquels le Gouvernement engage sa responsabilité
devant l'Assemblée nationale **39**, al. 1

Débats limités

- Demande de clôture d'un texte (un orateur
par groupe et un sénateur ne figurant sur la liste
d'aucun groupe) **38**

– Demande de discussion immédiate (<i>auteur ; un contre ; président ou rapporteur de la commission ; Gouvernement</i>).....	30 , al. 6
– Demande de renvoi pour coordination (<i>auteur ou représentant ; un contre ; président ou rapporteur de la commission ; Gouvernement</i>).....	43 , al. 1
– Demande de seconde délibération (<i>auteur ou représentant ; un contre ; président ou rapporteur de la commission ; Gouvernement</i>).....	43 , al. 4
– Discussion des amendements (<i>un signataire ; Gouvernement ; président ou rapporteur de la commission ; explications de vote</i>)	46 bis , al. 5
– Discussion des amendements lors d'un vote unique demandé par le Gouvernement en application de l'article 44 de la Constitution (<i>un pour ; commission ; Gouvernement</i>).....	42 , al. 9
– Doute sur la recevabilité d'un amendement ou d'une proposition de loi ayant des conséquences financières ou sur la compatibilité d'un amendement avec la loi organique relative aux lois de finances (<i>commission des finances ; Gouvernement ; auteur</i>).....	45 , al. 5
– Doute sur la recevabilité d'un amendement ou d'une proposition de loi au regard de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale (<i>commission des affaires sociales ; Gouvernement ; auteur</i>)	45 , al. 5
– Prise en considération d'une opposition à la liste des candidats à une commission mixte paritaire (<i>un pour ; un contre</i>)	8 bis , al. 3
– Prise en considération d'une opposition à la liste des candidats aux fonctions de vice-président, de questeur ou de secrétaire (<i>un pour ; un contre</i>).....	2 bis , al. 7
– Prise en considération d'une opposition à une demande de constitution d'une commission spéciale (<i>Gouvernement ; auteur de l'opposition ; auteur ou premier signataire de la demande ; présidents des commissions</i>).....	16 bis , al. 4
– Questions orales (<i>Gouvernement ; auteur ou suppléant</i>).....	77 , al. 4
– Recevabilité des amendements et sous-amendements en général (<i>auteur ; un contre ; commission ; Gouvernement</i>).....	44 bis , al. 10

– Sur exception d’irrecevabilité, question préalable, motion incidente, renvoi en commission, priorité ou réserve (<i>auteur de l’initiative ou représentant ; un contre ; président ou rapporteur de la commission ; Gouvernement</i>)	44, al. 7
– Sur l’ensemble d’un article	42, al. 10
– Sur l’ensemble du texte	42, al. 16
Voir aussi : <i>Temps de parole limité</i>	

Débats organisés

– À la suite d’une déclaration du Gouvernement	39, al. 3
– Discussion générale et débats	29 <i>ter</i> et 36, al. 4
– Modalités particulières d’organisation de la discussion de la loi de finances de l’année	47 <i>bis</i> -1
– Modalités particulières d’organisation de la discussion de la loi de financement de la sécurité sociale	47 <i>bis</i> -2

Déclaration de candidatures

Voir : *Dépôt de candidatures*

Déclaration de guerre

.....	73
-------	----

Déclarations du Gouvernement

.....	39 et 59
-------	----------

Déclarations politiques des groupes

.....	5, al. 3
-------	----------

Voir aussi : *I.G.B. – I à II*

Délai d’affichage (au terme duquel ratification ou adoption si aucune opposition n’est formulée)

– Candidature à un siège vacant :	
• Dans une commission d’enquête (<i>une heure</i>)	8 <i>ter</i> , al. 5
• Dans une commission permanente (<i>une heure</i>)	8, al. 8
• Dans une commission spéciale (<i>une heure</i>)	8 <i>bis</i> , al. 3
– Demande de constitution d’une commission spéciale (<i>jusqu’à la deuxième séance suivante</i>)	16 <i>bis</i> , al. 3
– Liste des candidats :	
• À une commission d’enquête (<i>une heure</i>)	8 <i>ter</i> , al. 5
• À une commission mixte paritaire (<i>une heure</i>)	8 <i>quater</i> , al. 2 à 4
• À une commission spéciale (<i>une heure</i>)	8 <i>bis</i> , al. 3
• Aux commissions permanentes (<i>une heure</i>)	8, al. 3 à 5

• À la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne (<i>une heure</i>)	103 bis , al. 2
• Aux fonctions de vice-président, de questeur et de secrétaire (<i>une heure</i>)	2 bis , al. 5
Voir aussi : <i>I.G.B. – IV</i>	

Délai d'opposition

– À la candidature à un siège vacant :	
• Dans une commission d'enquête (<i>une heure</i>)	8 ter , al. 5
• Dans une commission permanente (<i>une heure</i>)	8 , al. 8
• Dans une commission spéciale (<i>une heure</i>)	8 bis , al. 3
– À la liste des candidats :	
• À une commission d'enquête (<i>une heure</i>)	8 ter , al. 5
• À une commission mixte paritaire (<i>une heure</i>)	8 quater , al. 2 à 4
• À une commission spéciale (<i>une heure</i>)	8 bis , al. 3
• Aux commissions permanentes (<i>une heure</i>)	8 , al. 3 à 5
• À la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne (<i>une heure</i>)	103 bis , al. 2
• Aux fonctions de vice-président, de questeur et de secrétaire (<i>une heure</i>)	2 bis , al. 5
– À une demande de constitution d'une commission spéciale (<i>avant la deuxième séance suivant l'affichage de la demande</i>)	
	16 bis , al. 3
Voir aussi : <i>I.G.B. – IV</i>	

Délai pour le dépôt de candidatures

– Commission chargée d'examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites (<i>fixé par le Président du Sénat</i>)	105
– Commissions mixtes paritaires en cas d'opposition prise en considération (<i>une heure au moins avant le scrutin</i>)	8 quater , al. 6
– Cour de justice de la République (<i>fixé par la Conférence des Présidents</i>)	86 bis , al. 2

Délai pour le dépôt des amendements

– De commission	17 bis , al. 1
– De séance	44 ter
– Propositions de résolution sur les textes de l'Union européenne	73 quinquies A , al. 2, 73 quinquies B , al. 3 et 73 quinquies C , al. 2

Voir aussi : *I.G.B. – V (II)*

Délai pour procéder à un affichage

– Demande de constitution d’une commission spéciale (<i>immédiat</i>)	16 bis , al. 3
---	-----------------------

Délais divers

– Adoption d’une motion concluant au référendum transmise par l’Assemblée nationale au Sénat (<i>trente jours</i>)	69 , al. 2
– Adoption d’une motion concluant au référendum transmise par le Sénat à l’Assemblée nationale (<i>trente jours</i>)	68 , al. 3 et 4
– Caducité des propositions (<i>ouverture de la troisième session ordinaire suivant celle du dépôt</i>)	28 , al. 2
– Caducité d’une délégation sans indication de durée d’empêchement, si non-renouvellement (<i>huit jours</i>)	64 , al. 2
– Choix par les non-inscrits du groupe à côté duquel ils désirent siéger (<i>vingt-quatre heures avant la réunion d’attribution définitive des places</i>)	4 bis , al. 3
– Communication concernant un fait délictueux (<i>immédiate ou à la reprise ou à la plus prochaine séance</i>)	98 , al. 1 et 2
– Communication de l’état des travaux en commission avant désignation des membres d’une mission d’information (<i>au moins quarante-huit heures avant</i>) Voir : <i>I.G.B.</i> – X	
– Communication d’une décision du Conseil constitutionnel saisi en application de l’article 41 de la Constitution (<i>sans délai</i>)	45 , al. 8
– Communication de l’attribution des prérogatives des commissions d’enquête à une commission permanente ou spéciale (<i>plus prochaine séance</i>)	22 ter , al. 2 bis
– Communication aux sénateurs des modifications de l’ordre du jour (<i>immédiatement</i>)	29 bis , al. 9
– Conséquences de la censure avec exclusion temporaire sur les indemnités (<i>deux mois</i>)	97 , al. 2
– Conséquences de la censure simple sur les indemnités (<i>un mois</i>)	97 , al. 1
– Convocation des commissions (<i>le vendredi précédant la réunion</i>)	13 bis
– Demande d’examen par le Sénat d’une résolution d’une commission sur un texte de l’Union européenne (<i>trois jours francs</i>)	73 quinquies A , al. 4, 73 quinquies B , al. 6 et 73 quinquies C , al. 8
– Dépôt des questions orales pour inscription à l’ordre du jour d’une séance (<i>le lundi de la semaine précédant la séance</i>)	77 , al. 3

– Discussion d’une motion concluant au référendum (<i>première séance suivant son dépôt</i>).....	67 , al. 2
– Effet de la clôture (<i>immédiat</i>)	38
– Exclusion en cas de censure avec exclusion temporaire (<i>quinze jours de séance</i>)	95 , al. 2
– Exclusion en cas de résistance à la censure avec exclusion temporaire ou de deuxième censure avec exclusion temporaire (<i>trente jours de séance</i>)	95 , al. 3
– Incapacité de faire partie de toute commission d’enquête à la suite d’une exclusion (<i>durée du mandat</i>)	8 ter , al. 7
– Information de la Conférence des Présidents : • par le Gouvernement, des prévisions d’inscription à l’ordre du jour prioritaire (ouverture de la session, puis au plus tard le 1 ^{er} mars, ou après la formation du Gouvernement).....	29 bis , al. 4
• par le Gouvernement, des prévisions d’inscription des projets de loi de ratification d’ordonnances et de publication d’ordonnances (ouverture de la session, puis au plus tard le 1 ^{er} mars, ou après la formation du Gouvernement).....	29 bis , al. 4
• du programme de contrôle des commissions et des délégations (une fois par session ordinaire)	29 , al. 5
– Information du procureur général concernant un délict (<i>immédiate</i>)	98 , al. 5
– Inscription à l’ordre du jour des conclusions de la commission chargée d’examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites (<i>dès la distribution du rapport de la commission</i>).....	105 , al. 5
– Inscription à l’ordre du jour du débat sur une demande de constitution d’une commission spéciale (<i>premier jour de séance suivant l’annonce de l’opposition</i>)	16 bis , al. 4
– Inscription à l’ordre du jour d’une résolution d’une commission sur un texte de l’Union européenne (<i>sept jours francs suivant la demande d’examen</i>).....	73 quinquies A , al. 5, 73 quinquies B , al. 7 et 73 quinquies C , al. 9
– Inscription à l’ordre du jour d’un texte sauf cas de nouvelle délibération, de discussion immédiate et de textes inscrits à l’ordre du jour prioritaire (<i>après distribution ou publication du rapport</i>)	31 , al. 1
– Inscription de la rectification d’un procès-verbal proposée par le Bureau (<i>séance suivant la décision du Bureau</i>).....	38 bis , al. 5
– Inscription de parole pour un débat organisé (<i>la veille de l’ouverture du débat</i>)	29 ter , al. 6

– Interdiction de parole d’un orateur récidivant après deux rappels à la question (<i>pendant le reste de la séance</i>)	36 , al. 9
– Nomination à une commission chargée d’examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites : prise d’effet (<i>dès la publication au Journal officiel</i>)	105 , al. 1
– Notification de délégation de vote (<i>avant l’ouverture du premier scrutin auquel le délégant ne peut prendre part</i>)	64 , al. 2
– Parole pour justification d’un sénateur rappelé à l’ordre (<i>en fin de séance, sauf décision contraire du Président</i>)	93 , al. 3
– Parole pour un fait personnel (<i>en fin de séance</i>)	36 , al. 3
– Parole pour un rappel au règlement (<i>sans délai</i>)	36 , al. 3
– Possibilité de demande de conversion d’une question écrite en question orale pour non réponse (<i>deux mois</i>)	75 , al. 3
– Pour statuer sur une demande de discussion immédiate	30 , al. 2, 3 et 5
– Présentation des conclusions de la commission chargée d’examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites (<i>trois semaines à compter de la désignation des membres de la commission</i>)	105 , al. 5
– Présentation des conclusions de la commission des affaires sociales sur la recevabilité au regard de l’article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale d’un amendement ou d’une proposition (<i>avant la fin du débat</i>)	45 , al. 4 et 5
– Présentation des conclusions de la commission des finances sur la recevabilité financière d’un amendement ou d’une proposition (<i>avant la fin du débat</i>)	45 , al. 4 et 5
– Présentation des conclusions d’une commission à qui un texte inscrit à l’ordre du jour prioritaire a été renvoyé (<i>au cours de la même séance, sauf accord du Gouvernement</i>)	44 , al. 5
– Présentation des conclusions d’une commission saisie pour coordination (<i>le plus bref possible</i>)	43 , al. 3
– Présentation d’une demande de constitution d’une commission spéciale (<i>deux jours francs suivant la distribution du texte ou un jour si déclaration d’urgence avant distribution</i>)	16 bis , al. 3
– Présentation d’une demande d’inscription à l’ordre du jour d’une loi de finances (<i>à compter du dixième jour du dépôt du projet</i>)	31 , al. 2

– Rectification de la liste des auteurs d’amendements (avant le passage à la discussion des articles) Voir : I.G.B. – V (II)	
– Renvoi à la commission d’une motion concluant au référéndum transmise par l’Assemblée nationale (immédiat)	69, al. 1
– Réponses des ministres aux questions écrites (deux mois maximum)	75, al. 2
– Reproduction des propositions repoussées par le Sénat (trois mois minimum)	28, al. 1
– Réunion de la commission pour établir son texte (en principe, deux semaines avant la discussion en séance)	17 bis, al. 1
– Suspension de la discussion d’un projet de loi en cas de recours au référéndum (immédiate).....	39, al. 3
– Suspension de l’examen d’un texte en cas de demande de commission mixte paritaire (immédiate) ...	71
– Suspension de séance en cas de résistance ou de tumulte (immédiate)	98, al. 4
– Tenue d’une nouvelle séance au cours de laquelle sera valable un vote qui n’a pu avoir lieu faute de quorum (une heure au moins)	51, al. 4
– Tenue d’une nouvelle séance de commission au cours de laquelle le scrutin sera valable, à la suite de l’absence de quorum (une heure au moins)	13 ter, al. 2
– Transformation d’une résolution d’une commission sur un texte de l’Union européenne en résolution du Sénat (trois jours francs à compter de la distribution du rapport, s’il n’y a pas de demande d’examen par le Sénat, puis sept jours francs à compter de la demande s’il n’y a pas d’inscription à l’ordre du jour).....	73 quinquies A, al. 4 et 5, 73 quinquies B, al. 6 et 7 et 73 quinquies C, al. 8 et 9
– Transmission des projets et propositions adoptés et non devenus définitifs (sans délai).....	65, al. 1 et 2
– Transmission d’un recours à la CJUE pour violation du principe de subsidiarité (deux mois)	73 nonies, al. 1
– Transmission d’une motion adoptée concluant au référéndum (sans délai).....	68, al. 2
– Validité d’une délégation à défaut d’indication de durée (huit jours)	64, al. 2
Délégation du droit de vote	
– Conditions du droit de vote	63
– Dans les commissions	15, al. 1 et 13 ter, al. 1

– Formes et durée	64
– Modalités de vote des délégués.....	57
Voir : <i>I.G.B. – XIV</i>	

Délégation en charge des conditions d'exercice du mandat de sénateur

Voir : *I.G.B. – XX quater*

Délégations parlementaires ou sénatoriales

– Débat d'initiative sénatoriale	29 <i>bis</i> , al. 7
– Horaires des réunions.....	23 <i>bis</i> A, al. 4
– Information de la Conférence des Présidents sur le programme prévisionnel.....	29, al. 5
Voir : <i>I.G.B. – I et II</i>	

Délégations sénatoriales

Voir : *I.G.B. – XVII bis*

Délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe

.....	6, al. 3
– Établissement de la liste des candidats :	
• À une commission chargée d'examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites	105, al. 2
• À une commission d'enquête	6, al. 4 et 8 <i>ter</i> , al. 5
• À une commission spéciale.....	6, al. 4 et 8 <i>bis</i> , al. 2
• Aux commissions permanentes.....	6, al. 4 et 8, al. 2, 6 et 10
• Aux fonctions de secrétaire.....	6, al. 4
– Inscriptions de parole dans les débats organisés	29 <i>ter</i> , al. 6
– Présidence de l'association chargée de la gestion de la réunion administrative.....	6, al. 3
– Tirage au sort de l'ordre de classement des orateurs.....	29 <i>ter</i> , al. 9
Voir aussi : <i>Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe</i>	

Délit dans l'enceinte du palais

.....	98
-------	----

Demandes

Voir à l'objet de la demande

Déontologie applicable aux membres du Sénat

– Comité de déontologie parlementaire :

- Assistance du Président et du Bureau du Sénat..... **91 *sexies***
- Confidentialité des débats **99 *quater***
- Demande d’avis ou de conseil..... **91 *septies***

Voir aussi : *I.G.B.* – XX ter

– Obligations déontologiques..... **91 *bis*, 91 *ter* et 91 *quater***

– Registre public des déports **91 *ter*, al. 3**

Voir : *I.G.B.* – XX bis à XX quater

Dépenses (augmentation)

Voir : *Finances*

Dépenses du Sénat

..... **103**

Dépôt

– Des amendements et sous-amendements **17 *bis*, al. 1, 44 *bis*, al. 2, 46 *bis*, al. 3, 44 *ter*, 73 *quinquies* A, al. 2, 73 *quinquies* B, al. 3 et 73 *quinquies* C, al. 2**

Voir aussi : *I.G.B.* – V (II)

– Des avis **17, al. 4**

– Des pétitions..... **87, al. 1**

– Aux archives de l’enregistrement des travaux
des commissions **15 *ter*, al. 2**

– Des projets et propositions **24, al. 1**

Voir aussi : *I.G.B.* – V (I) et VI (II)

– Des propositions de résolution **24, al. 1**

– Des textes de l’Union européenne..... **73 *quater*, al. 1**

– Des questions d’actualité au Gouvernement **75 *bis***

– Des questions écrites **74, al. 1**

– Des questions orales **76, al. 1**

– Des rapports **31, al. 1**

– Des rapports des commissions d’enquête
ou de contrôle

Voir : *I.G.B.* – V (III)

– Errata aux dépôts

Voir : *I.G.B.* – II

– Publication au Journal officiel de la liste des dépôts

Voir : *I.G.B.* – II (3°)

Dépôt de candidatures

– À une commission chargée d’examiner les demandes
de suspension de détention ou de poursuites..... **105, al. 2**

– À une commission mixte paritaire en cas de prise en considération d’une opposition à la liste établie par la commission	8 quater , al. 6
– Aux fonctions de juge de la Cour de justice de la République	86 bis , al. 2
 Détachement de fonctionnaires des administrations centrales Voir : <i>I.G.B. – IX</i>	
 Détention d’un sénateur	
Voir : <i>I.G.B. – III bis</i>	105
 Diminution des ressources Voir : <i>Finances</i>	
 Discipline	
– Maintien de l’ordre en séance	92 à 99 quater 33 , al. 2 à 4
– Retrait de la parole ; rappel à la question ; interdiction de parole et interdiction des interpellations	36 , al. 7 à 10
 Discussion après la première lecture	
– Demandes de discussion immédiate.....	30 , al. 2
– Discussion des articles et crédits budgétaires	44 bis , al. 5 à 7
Voir aussi : <i>Commissions mixtes paritaires</i>	
 Discussion commune	
	46 bis , al. 2
 Discussion des projets et propositions	
– Adoption des propositions mises aux voix.....	62
– Amendements et sous-amendements	46 bis
– Commission mixte paritaire	42 , al. 8 et 12, 71 et 72
– Conventions internationales et fiscales	47 decies
– Demandes de priorité ou de réserve	44 , al. 6 et 7
– Après la première lecture	44 bis , al. 5 à 7
– Discussion des articles	42 , al. 5 à 10
– Discussion générale.....	42 , al. 1 à 5 et 29 ter
– Exception d’irrecevabilité	44 , al. 2 et 7
– Modalités particulières d’organisation de la discussion de la loi de finances de l’année.....	47 bis-1
– Motions de renvoi en commission	44 , al. 5 et 7
– Motions préjudicielles ou incidentes.....	44 , al. 4 et 7

– Question préalable.....	44, al. 3 et 7
– Renvoi pour coordination.....	43, al. 1 à 3 et 7, 47 bis , al. 3 et 47 bis-1 A , al. 4
– Seconde délibération	43, al. 4 à 7, 47 bis , al. 1 et 3, 47 bis-1 A , al. 1 et 5
– Textes sur lesquels porte la discussion.....	42, al. 6
– Vote unique	42, al. 12
– Vote sur l’ensemble	42, al. 12 à 16
Voir : <i>I.G.B.</i> – XV bis	
Discussion des questions	
– Questions d’actualité au Gouvernement	23 bis et 75 bis
– Questions orales	76 et 77
Discussion en commission	
– Des amendements	17 bis , al. 1, 2 et 4, 46 bis , al. 4 et 5, 73 quinquies A , al. 2, 73 quinquies B , al. 3 et 73 quinquies C , al. 2
– Des avis	17 , al. 3
– Des projets de loi de finances.....	15 bis , al. 4 et 5
– Des projets et propositions	17 , al. 3, 15 bis , 16 , al. 5 et 24 , al. 1
Voir aussi : <i>Commissions (législation en commission)</i>	
Discussion en séance	
– Défaut de distribution ou de publication du rapport ne fait pas obstacle à la nouvelle délibération, à la discussion immédiate ou à la discussion des textes inscrits à l’ordre du jour prioritaire	31 , al. 1
– Ordre des interventions	36 , al. 4
– Suspendue en cas de fait délictueux.....	98 , al. 1
– Suspendue en cas de recours au référendum par le Président de la République.....	39 , al. 3
– Suspendue en cas de saisine du Conseil constitutionnel (art. 41 de la Constitution)	45 , al. 8
– Suspendue jusqu’à ce que le Président du Sénat ait statué sur l’irrecevabilité d’une proposition (art. 41 de la Constitution)	45 , al. 7
– Suspendue par adoption par le Sénat d’une motion concluant au référendum	68
– Suspendue par demande de réunion d’une commission mixte paritaire	71

– Suspendue par un rappel au règlement.....	36, al. 3
Voir aussi : <i>Discussion commune ; Discussion des projets et propositions ; Discussion des questions ; Discussion après la première lecture ; Discussion générale ; Discussion immédiate ; Vote après débat restreint ; Vote sans débat</i>	
Discussion générale	
.....	42, al. 1 à 5
– Avis du Conseil économique, social et environnemental	42, al. 4
– Clôture.....	38
– Ordre de passage des orateurs	36, al. 4
– Ordre des interventions du Gouvernement, du rapporteur et du représentant du Conseil économique, social et environnemental	42, al. 2 et 4
– Organisation	29 <i>ter</i> et 36, al. 4
– Présentation du rapport :	
• Contenu du rapport oral	42, al. 3
• Moment	42, al. 2 et 4
• Temps de parole du rapporteur	42, al. 3
– Publication au compte rendu intégral des débats, à la suite de la discussion générale, des contributions des groupes à une discussion générale	
Voir : <i>I.G.B. – III (I A)</i>	
Discussion immédiate	
.....	30
– Absence de distribution ou de publication du rapport ne fait pas obstacle à la discussion immédiate	31, al. 1
Voir aussi : <i>I.G.B. – IV</i>	
Distribution des amendements	
– Règles générales.....	44 <i>bis</i> , al. 2
– Absence pour les amendements irrecevables	17 <i>bis</i> , al. 2 et 45, al. 1
Distribution des projets et propositions	
.....	24, al. 1
Voir aussi : <i>I.G.B. – I, II (4°), IV et VI (III et IV)</i>	
Distribution des rapports	
– De commissions mixtes paritaires.....	70, al. 4
– Non distribution la veille à midi du début de la discussion entraînant le report du délai limite pour le dépôt des amendements	
Voir : <i>I.G.B. – V</i>	

– Préalable à l’inscription à l’ordre du jour d’un texte sauf en cas de nouvelle délibération, discussion immédiate et ordre du jour prioritaire	31 , al. 1
– Présentation en séance des rapports distribués.....	42 , al. 3
– Pour avis.....	17 , al. 4
Voir aussi : <i>I.G.B. – IV et VI (III et IV)</i>	

Division du texte

.....	42 , al. 11
-------	--------------------

Documents parlementaires

Voir : *I.G.B. – I à III, IV, VI et XIX*

Doute

– Dans les votes à main levée et par assis et levé	38 , al. 3 et 54
– Lors d’une consultation sur l’interdiction de parole ...	36 , al. 9

Doyen d’âge

– Des commissions.....	13 , al. 2 <i>ter</i>
– Des commissions mixtes paritaires	70 , al. 1
– Du Sénat.....	1 , al. 1 et 3, 2 , al. 1 et 3

Droit de parole

Voir : *Parole ; Temps de parole limité ; Débats interdits ; Débats limités ; Débats organisés ; Droit de réponse ; Explications de vote*

Droit de réponse

– Après une déclaration du Gouvernement ne faisant pas l’objet d’un débat.....	39 , al. 5
– Au Gouvernement ou à la commission	37 , al. 2
– Interdit après la lecture d’une déclaration sur laquelle le Gouvernement engage sa responsabilité devant l’Assemblée nationale	39 , al. 1
– Lors de la discussion d’une question orale	77 , al. 4
– Lors du débat sur l’ensemble d’un article	42 , al. 10
– Lors des questions d’actualité au Gouvernement.....	75 bis

E

Effectifs

– De la commission des affaires européennes (41).....	73 bis , al. 1
– De la commission spéciale chargée du contrôle	

des comptes et de l'évaluation interne (10).....	103 bis , al. 2
– Des commissions chargées de l'examen des demandes de suspension de détention ou de poursuites (30).....	105 , al. 1
– Des commissions mixtes paritaires (7 pour chaque assemblée).....	8 quater , al. 1
– Des commissions permanentes	7
– Des commissions spéciales (37).....	8 bis , al. 1
– Des commissions d'enquête (23)	8 ter , al. 4 et 4 bis
– Des missions d'information (23).....	6 ter , al. 2
– Des missions communes d'information (23)	21 , al. 2 et 2 bis
– Minimum des groupes (10).....	5 , al. 5

Égalité des suffrages

– Élection :	
• Des membres de la Cour de justice de la République	86 bis , al. 5
• Des présidents des commissions	13 , al. 4
• Du Président	2 , al. 4
– Nominations personnelles en séance plénière et en commission	52 , al. 2 et 3
– Propositions mises aux voix.....	62 , al. 1
– Propositions mises aux voix en commission.....	13 ter , al. 4

Émargement des noms des votants

– Scrutin dans le salon voisin de la salle des séances	61 , al. 5
Voir aussi : <i>I.G.B. – XV bis et XVI</i>	
– Scrutins publics à la tribune	56 bis , al. 4

Enceinte du Palais

– Exclusion temporaire	95
– Faits délictueux	98
– Présence des sénateurs	51

Épreuves

Voir : *I.G.B. – VI (II)*

Errata

Voir : *I.G.B. – III*

État de siège

.....	73
-------	-----------

Exception d'irrecevabilité

– Exception d'irrecevabilité générale :

• Débat restreint	44, al. 7
• Effet.....	44, al. 2
• Moment de discussion.....	44, al. 2 et 3
• Objet.....	44, al. 2
• Réponse au Gouvernement ou à la commission interdite	37, al. 2
• Temps de parole limité.....	44, al. 7
– À l'encontre d'amendements non antérieurement soumis à la commission	46 bis, al. 4
– À l'encontre d'amendements ou de propositions de loi sénatoriales ayant des conséquences financières .	45, al. 4 et 5
– À l'encontre d'amendements ou de propositions qui ne sont pas du domaine de la loi	45, al. 7 et 8
– À l'encontre d'amendements sur le fondement de la loi organique relative aux lois de finances	45, al. 4
– À l'encontre d'amendements ou de propositions sur le fondement de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale	45, al. 4

Exclusion temporaire

Voir : *Censure avec exclusion temporaire*

Explications de vote

– Amendements.....	46 bis, al. 5
– Après prononcé de la clôture de la discussion	38
– Autorisées sur l'ensemble d'un article	42, al. 10
– Autorisées sur les motions tendant à ne pas examiner une proposition de loi en application de l'article 11 de la Constitution, les exceptions d'irrecevabilité, les questions préalables, les motions préjudicielles ou incidentes et les renvois en commission	44, al. 7
– Ensemble d'un projet ou d'une proposition	42, al. 15
• Retenue financière en cas d'absence aux votes et explications de vote sur l'ensemble	23 bis
– Interdites sur :	
• Un amendement lors d'un vote unique	42, al. 9
• Une autorisation de prolongation de l'intervention .. des forces armées	73-1, al. 2
• Une déclaration du Gouvernement (art. 50-1 de la Constitution)	39, al. 6
• (Implicite) une demande de clôture de la discussion d'un texte	38
• Une demande de discussion immédiate	30, al. 6
• Une demande de renvoi pour coordination	43, al. 1
• Une demande de seconde délibération	43, al. 4

• Une prise en considération d'une opposition à la liste des candidats à une commission mixte paritaire	8 quater , al. 5
• Une prise en considération d'une opposition à la liste des candidats aux fonctions de vice-président, questeur, secrétaire	2 bis , al. 7
• Une prise en considération d'une opposition à une demande de constitution d'une commission spéciale.....	8 bis , al. 3
• La recevabilité des amendements et sous-amendements en général.....	44 bis , al. 9 et 10
• Renvoi à la commission, priorité ou réserve	44 , al. 7
– Organisation des explications de vote sur articles et sur l'ensemble par la Conférence des Présidents	42 , al. 10 et 16

Exposé des motifs

– Des amendements et sous-amendements	44 bis , al. 2
– Des propositions	
Voir : <i>I.G.B. – V (I)</i>	

F

Faits délictueux

– Dans l'enceinte du Palais	98
-----------------------------------	-----------

Fait personnel

.....	36 , al. 3
-------	-------------------

Feuilleton des pétitions

Voir : *I.G.B. – XVIII*

Financement de la sécurité sociale

– Recevabilité des amendements et des propositions de loi au regard de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale	45 , al. 3 à 5
--	-----------------------

Finances : diminution des ressources ou augmentation des charges

– Recevabilité des amendements aux lois de finances...	46 , al. 2
– Recevabilité des amendements	45
– Recevabilité des propositions de loi sénatoriales.....	24 , al. 2 et 4
Voir aussi : <i>Lois de finances</i>	

Fonctionnaires des administrations centrales

Voir : *I.G.B. – IX* (Détachement auprès des commissions)

Fonctionnaires du Sénat

– Peuvent être appelés à assister les présidents ou rapporteurs des commissions en séance publique **37**, al. 3

– Secrétariat exécutif des groupes interparlementaires d'amitié

Voir : *I.G.B. – XXII*

– Services de commission

Voir : *I.G.B. – VIII et X*

Force majeure

..... **63**

Voir : *I.G.B. – XIV* (Exercice des délégations de vote)

Forces militaires

– Information du Sénat en cas d'intervention des forces armées à l'étranger **73-1**, al. 1

– Prolongation de l'intervention des forces armées au-delà de quatre mois **73-1**, al. 2

– Sûreté intérieure et extérieure du Sénat **90**, al. 1

Formation des groupes politiques

..... **6**

Frais de mission

Voir : *I.G.B. – X*

G

Gouvernement

– Absence de distribution ou de publication du rapport ne fait pas obstacle à l'inscription prioritaire à l'ordre du jour **31**, al. 1

– Accès des ministres dans les commissions **15 bis**, al. 1

– Accord nécessaire pour les amendements en commission mixte paritaire **42**, al. 12

– Communication au Gouvernement des questions écrites **74**, al. 1

– Communication au Gouvernement des questions orales **76**, al. 1

– Communications du Sénat au Gouvernement **66**

– Contrôle de la politique du Gouvernement	19 bis A, 29 , al. 5
– Délai limite pour le dépôt des amendements non opposable	17 bis , al. 1, 44 ter
Voir : <i>I.G.B. – V (II)</i>	
– Demande :	
• D’approbation d’une déclaration de politique générale	39 , al. 2 et 7
• De coordination de la première partie avant le vote sur l’ensemble du projet de loi de finances	47 bis , al. 3
• De parole pour les ministres	37 , al. 1
• De renvoi d’un texte à une commission spéciale	16 , al. 1
• De réunion d’une commission mixte paritaire	71
• De seconde délibération de la première partie du projet de loi de finances	47 bis , al. 1
• De scrutin public ordinaire	60
• De tenue de séances en dehors des jours ou horaires prévus par le Règlement	32 , al. 2 et 3
• De vote unique	42 , al. 9
• D’examen par le Sénat d’une résolution d’une commission portant sur un texte de l’Union européenne	73 quinquies A , al. 4, 73 quinquies B , al. 6 et 73 quinquies C , al. 8
– Dépôt :	
• Des projets de loi	24 , al. 1
• Des textes soumis en application de l’article 88-4 de la Constitution	73 quater , al. 1
– Droit d’amendement	44 bis , al. 1
– Droit de parole	37 , al. 1
– Exception d’irrecevabilité :	
• À l’encontre d’amendements fondée sur la loi organique relative aux lois de finances	45 , al. 4 et 5
• À l’encontre d’amendements ou de propositions ayant des conséquences financières	45 , al. 4 et 5
• À l’encontre d’amendements ou de propositions qui ne sont pas du domaine de la loi	45 , al. 7 et 8
• À l’encontre d’amendements ou de propositions sur le fondement de l’article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale	45 , al. 4 et 5
• Émanant du Gouvernement (choix du moment de la discussion)	44 , al. 2
– Informé :	
• Des demandes d’une commission permanente ou spéciale d’attribution des prérogatives des commissions d’enquête	22 ter , al. 2 bis

• Des demandes de constitution de commissions spéciales	16 bis , al. 3
• Des demandes de discussion immédiate	30 , al. 2
– Injures, provocations ou menaces envers le Gouvernement.....	95 , al. 1, 4°
– Intervention dans :	
• La discussion de chaque amendement	42 , al. 9 et 46 bis , al. 5
• La discussion générale des projets et propositions ...	42 , al. 2
• Le débat sur une demande de constitution de commission spéciale	16 bis , al. 4
• Le débat sur une demande de discussion immédiate.....	30 , al. 6
• Le débat sur une demande de renvoi pour coordination	43 , al. 1
• Le débat sur une demande de seconde délibération.....	43 , al. 4
• Les débats sur la recevabilité des amendements ou sous-amendements	44 bis , al. 10
• Les débats sur les motions tendant à ne pas examiner une proposition de loi en application de l'article 11 de la Constitution, les exceptions d'irrecevabilité, les questions préalables, les motions incidentes, les motions de renvoi en commission et les demandes de priorité ou de réserve.....	44 , al. 7
– Lecture d'un programme, déclaration, demande d'approbation d'une déclaration	39
– Modification de l'ordre du jour prioritaire	29 bis , al. 8
– Opposition à une demande de priorité ou de réserve émanant de la commission.....	44 , al. 6
– Peut s'opposer à la discussion des amendements non soumis à la commission	46 bis , al. 4
– Peut s'opposer à une demande de constitution d'une commission spéciale	16 bis , al. 3
– Présence du Gouvernement en commission lors du vote	15 bis , al. 1
– Propositions à l'issue d'une seconde délibération	43 , al. 6
– Question écrite : à un seul ministre	74 , al. 2
– Question orale : à un seul ministre	76 , al. 1
– Question préalable émanant du Gouvernement (choix du moment de la discussion).....	44 , al. 3
– Renvoi à la commission d'un texte inscrit à l'ordre du jour prioritaire : accord pour présentation du nouveau rapport au cours d'une séance ultérieure	44 , al. 5
– Réponses aux questions orales (intervention des ministres).....	77 , al. 4
– Réponses des ministres aux questions écrites	

(publication, délais).....	75
– Retrait des projets de loi.....	25
– Seconde délibération : à sa demande ou avec son accord	43, al. 4
– Transmission de textes par le Sénat au Gouvernement.....	65
Voir aussi : <i>Ministres ;</i> <i>Politique du Gouvernement ; Premier ministre ;</i> <i>Ordre du jour prioritaire</i>	
Groupes	
– Apparement – Rattachement administratif.....	6
– Attribution de la fonction de rapporteur de droit au groupe à l’origine de la demande d’une création d’enquête ou d’une mission d’information	6 <i>bis</i> , al. 2
– Bureaux	5, al. 4
– Cessation de plein droit de l’appartenance au Bureau et à une commission permanente en raison d’un changement de groupe	2 <i>bis</i> , al. 8, et 8, al. 7 <i>bis</i>
– Constitution.....	5, al. 1 et 2
– Demande de débat d’initiative sénatoriale	29 <i>bis</i> , al. 7
– Déclarations politiques.....	5, al. 3
– Effectif minimum (10)	5, al. 5
– Gestion sous forme d’association.....	5, al. 5
– Ordre du jour consacré aux groupes d’opposition et minoritaires	29 <i>bis</i> , al. 5
– Parole :	
• Sur la proposition de clôture	38, al. 2
• Après déclaration du Gouvernement sur laquelle la Conférence des Présidents décide de ne pas organiser de débat	39, al. 5
• Dans les débats organisés.....	29 <i>ter</i> , 39, al. 7 et 42, al. 10 et 16
• Sur les exceptions d’irrecevabilité, questions préalables et motions préjudicielles ou incidentes, renvois en commission.....	44, al. 7
– Prise en compte dans le rapport de la commission des opinions des groupes.....	17 <i>bis</i> , al. 3
– Publication au compte rendu intégral des contributions à une discussion générale	
Voir : <i>I.G.B. – III (I A)</i>	
– Publication des listes	5, al. 2
Voir aussi : <i>I.G.B. – II</i>	

– Questions d’actualité au Gouvernement (répartition du nombre des questions en tenant compte de l’importance numérique des groupes)	75 bis
– Représentation au sein des commissions et des bureaux des commissions.....	13
– Représentation proportionnelle dans les listes de candidats aux fonctions de vice-président, questeur et secrétaire	2 bis , al. 3 et 4
– Représentation au sein de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l’évaluation interne.....	103 bis , al. 2
– Réunion	23 bis A , al. 2
– Secrétariats	5 , al. 7
• Présence de membres du secrétariat des groupes politiques aux réunions de commission Voir : <i>I.G.B. – IX bis</i>	
– Vote au sein de la Conférence des Présidents	29 , al. 8
Voir aussi : <i>Bureaux des groupes ; Présidents des groupes ; Représentation des groupes ; Représentation proportionnelle des groupes</i>	

Groupes interparlementaires d’amitié

Voir : *I.G.B. – XXII*

Groupes d’intérêt

– Participation d’un sénateur à une manifestation organisée par un groupe d’intérêt.....	91 quinquies
Voir : <i>I.G.B. – XXII bis (Représentants d’intérêts)</i>	

Groupes de défense d’intérêts particuliers

– Interdiction	5 , al. 2
----------------------	------------------

Groupes minoritaires

– Définition	5 , al. 3
– Demande de création d’une commission d’enquête ou d’une mission d’information et fonction de rapporteur de droit	6 bis
– Ordre du jour réservé	29 bis , al. 5

Groupes d’opposition

– Définition	5 , al. 3
– Demande de création d’une commission d’enquête ou d’une mission d’information et fonction de rapporteur de droit	6 bis
– Ordre du jour réservé	29 bis , al. 5

I

Immunité parlementaire

– Suspension de détention ou de poursuites..... **105**

Voir : *I.G.B.* – *III bis*

Imputations d'ordre personnel

– Dans les questions écrites..... **74**, al. 2

– Dans les questions orales **76**, al. 2

Indemnité de fonction

– Privation en cas de censure (simple et avec exclusion temporaire) **97**

– Retenue en cas d'absences **23 bis**

Indemnité parlementaire

– Réduction en cas de censure (simple et avec exclusion temporaire)..... **97**

Initiative des dépenses et recettes

Voir : *Finances*

Injures

– À un collègue **94**

– Au Président de la République, au Premier ministre, aux membres du Gouvernement, aux assemblées..... **95**, al. 1

Inscription à l'ordre du jour

Voir : *Ordre du jour*

Inscription au procès-verbal

Voir : *Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal*

Inscription de parole

..... **29 ter**, al. 6 et **36**, al. 4

Insignes

..... **107**

Interdiction de parole

– À un sénateur rappelé déjà deux fois à la question **36**, al. 9

– Entre les différentes épreuves de vote..... **55**

Interdiction de lecture des rapports

..... 42, al. 3

Intérêts particuliers

Voir : *Groupes de défense d'intérêts particuliers*

Interpellations de collègue à collègue

..... 36, al. 10

Interruptions

..... 36, al. 1 et 93, al. 2 et 4

Intersessions

– Suspension en dehors des sessions ordinaires du
délai pour l'adoption d'une motion concluant au
référendum transmise par l'autre assemblée 68, al. 4

Interventions

Voir : *I.G.B. – XII*

Voir : *Débat interdits ; Débats limités ; Débats organisés ;
Explications de vote ; Parole ; Temps de parole limité*

Irrecevabilité

Voir : *Exception d'irrecevabilité ; Recevabilité*

J**Journal officiel**

Voir : *Publication au Journal officiel*

Journées réservées à certains travaux

– Questions d'actualité au Gouvernement (*une fois
par semaine*)..... 75 bis

– Questions orales (*mardi matin ou autre jour sur
décision de la Conférence des Présidents*) 77, al. 1

– Réunions des groupes (*en principe,
mardi matin*)..... 23 bis A, al 2

– Réunions des commissions (*en principe,
mercredi matin*)..... 23 bis A, al 3

– Réunions de la commission des affaires européennes
et des délégations (*en principe, jeudi matin*) 23 bis A, al 4

– Réunions des autres instances 23 bis A, al 5

– Séance réservée aux groupes d'opposition et minoritaires 29 bis, al. 5

– Séances publiques (<i>en principe, mardi, mercredi et jeudi</i>)	32, al. 2
--	-----------

Jours de séance

Voir : *Séances*

L

Lecture

Voir : *Interdiction de lecture des rapports*

Lectures

Voir : *Après la première lecture*

Levée de la séance

– À tout moment	33, al. 2
– En cas de résistance d'un sénateur ayant commis un délit ou de tumulte dans le Sénat	98, al. 4

Liste des groupes

Voir : *Groupes*

Lois de financement de la sécurité sociale

– Discussion sur le texte transmis	42, al. 7
– Envoi de droit à la commission des affaires sociales ..	16, al. 4
– Exception d'irrecevabilité sur les amendements au regard de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale	45, al. 4 à 6
– Vote	47 bis-1 A

Lois de finances

– Adoption de la première partie.....	47 bis, al. 1 et 2
– Amendements aux crédits budgétaires ou d'une mission	46
– Amendements aux crédits budgétaires après la première lecture.....	44 bis, al. 5 à 7
– Contrôle de l'exécution du budget	19 bis A, al. 2
– Coordination de la première partie avant vote sur l'ensemble	47 bis, al. 3
– Discussion sur le texte du Gouvernement	42, al. 7
– Envoi de droit à la commission des finances	16, al. 3
– Examen des crédits budgétaires	46

– Examen des crédits budgétaires après la première lecture.....	44 bis , al. 5 à 7
– Exception d’irrecevabilité sur les amendements ayant des conséquences financières et au regard de la loi organique relative aux lois de finances	45 , al. 4 et 5
– Inscription à l’ordre du jour	31 , al. 2
– Modalités particulières d’organisation de la discussion de la loi de finances de l’année.....	47 bis-1
– Participation d’autres commissions permanentes aux travaux de la commission des finances examinant les crédits de leur compétence	15 bis , al. 4
– Participation des rapporteurs spéciaux aux travaux d’autres commissions permanentes statuant sur les crédits de leur compétence.....	15 bis , al. 5
– Renvoi pour avis d’un crédit budgétaire	17 , al. 1
– Scrutin public à la tribune de droit (première lecture de la loi de finances de l’année).....	60 bis , al. 3
– Scrutin public ordinaire de droit (première partie de la loi de finances de l’année ; lois de finances).....	59
– Seconde délibération sur la première partie avant son vote.....	47 bis , al. 1
– Seconde délibération sur la première partie interdite avant le vote sur l’ensemble.....	47 bis , al. 3
 Lois organiques	
– Scrutin public ordinaire de droit	59

M

Main levée (Vote à)	53 et 54
– <i>De droit sur :</i>	
• Clôture d’une discussion.....	38 , al. 3
• Interdiction de parole après deux rappels à la question	36 , al. 9
 Majorité absolue des suffrages exprimés	
– Adoption des propositions mises aux voix.....	62 , al. 1
– Élection des juges de la Cour de justice de la République	86 bis , al. 4
– Élection des présidents des commissions permanentes (1 ^{er} et 2 ^e tours).....	13 , al. 4
– Élection du Président (1 ^{er} et 2 ^e tours).....	2 , al. 4

– Nominations personnelles (1 ^{er} et 2 ^e tours) :	
• En commission	52, al. 3
• En séance plénière	52, al. 2
– Votes du Sénat	52, al. 1
Voir : <i>I.G.B. – XIII</i>	
 Majorité des membres composant le Sénat	
– Décision de tenir des jours supplémentaires de séance	32 <i>bis</i> , al. 3, 5 et 6
 Majorité relative	
– Élection des présidents des commissions permanentes (3 ^e tour)	13, al. 4
– Élection du Président (3 ^e tour)	2, al. 4
– Nominations personnelles (3 ^e tour) :	
• En commission	52, al. 3
• En séance plénière	52, al. 2
 Manifestations troublant l’ordre	
.....	33, al. 3, 93
 Menaces	
– À un collègue	94
– Au Président de la République, au Premier ministre, aux membres du Gouvernement et aux assemblées	95, al. 1
 Mesures privatives de liberté à l’encontre d’un sénateur	
.....	105
Voir : <i>I.G.B. – III bis</i>	
 Ministres	
Voir : <i>Gouvernement ; Politique du Gouvernement ; Premier ministre ; Ordre du jour prioritaire ; Réponse des ministres</i>	
 Mission d’assistance juridique aux collectivités locales	
Voir : <i>I.G.B. – XVII ter</i>	
 Missions d’information	
– Missions créées au sein d’une commission	20
• Participation d’un sénateur à une mission outre-mer ou à l’étranger comptant comme une présence	23 <i>bis</i> , al. 3
Voir : <i>I.G.B. – X</i>	

– Missions d’information créées à la demande d’un groupe.....	6 bis
• Effectifs	6 ter , al. 2
• Fonction de rapporteur de droit pour le groupe à l’origine de la création d’une mission d’information..	6 bis , al. 2
 Missions d’information communes à plusieurs commissions	21
Voir : <i>I.G.B. – X (VII)</i>	
 Motions	44
– Irrecevabilité des motions sur les propositions de résolution déposées en application de l’article 34-1 de la Constitution	50 bis , al. 6
– Irrecevabilité des questions préalables, des motions préjudicielles ou incidentes et des motions de renvoi en commission sur un texte élaboré par une commission mixte paritaire	42 , al. 12
– Motions préjudicielles ou incidentes.....	44 , al. 4 et 7
– Motions tendant à ne pas examiner une proposition de loi en application de l’article 11 de la Constitution...	44 , al. 1 <i>bis</i>
– Motions tendant à proposer au Président de la République de consulter les électeurs d’une collectivité territoriale située outre-mer sur un changement de régime institutionnel.....	69 bis
– Motions tendant à soumettre au référendum	59 , 7°, 67 , 68 et 69
– Motions tendant au renvoi à la commission.....	44 , al. 5 et 7
– Motions tendant à autoriser l’adhésion d’un État à l’Union européenne	73 septies
– Motions tendant à s’opposer à une modification des règles d’adoption d’actes de l’Union européenne	73 decies
– Réponse au Gouvernement ou à la commission interdite sur une motion mentionnée à l’article 44.....	37 , al. 2
– Voir aussi : <i>Exception d’irrecevabilité ; Question préalable ; Renvoi en commission</i>	

N

Navettes

Voir : *Après la première lecture ; Commissions mixtes paritaires*

Nombre de sénateurs requis pour certaines demandes

– Demande de :

- Discussion immédiate sans accord avec la commission (30)..... **30**, al. 4
 - Réunion de commission en comité secret (1/10 des membres de la commission)..... **15 ter**, al. 4
 - Réunion du Sénat en comité secret (1/10 des membres du Sénat en exercice)..... **32**, al. 4
 - Scrutin public ordinaire (30) **60**
 - Tenue de jours supplémentaires de séance (majorité des membres composant le Sénat)..... **32 bis**, al. 5
 - Vérification du quorum (30) **51**, al. 3
- Voir : *I.G.B. – XIII bis*
- Dépôt d’une motion tendant à soumettre un projet de loi au référendum (30)..... **67**, al. 1
- Opposition à la candidature à un siège vacant :
- Dans une commission d’enquête (30) **8 ter**, al. 5, **8 quater**
 - Dans une commission permanente (30) **8**, al. 8
 - Dans une commission spéciale (30) **8 bis**, al. 3
- Opposition à la liste des candidats :
- À une commission d’enquête (30) **8 ter**, al. 5
 - À une commission mixte paritaire (titulaires et suppléants) (30)..... **8 quater**, al. 4 et 7
 - À une commission spéciale (30) **8 bis**, al. 3
 - Aux commissions permanentes (30) **8**, al. 4 et 6
 - À la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l’évaluation interne (30)..... **103 bis**, al. 2
 - Aux fonctions de vice-président, de questeur et de secrétaire (30)..... **2 bis**, al. 5 et 7

Nominations (avis de la commission)

..... **19 bis**

Nominations personnelles

- En commission **52**, al. 3
- Majorité requise **52**, al. 2 et 3
- Modalités de vote **61**

Voir aussi : *Représentation proportionnelle des groupes*

Voir aussi *au nom de chaque organisme*

Non inscrits

Voir : *Délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d’aucun groupe ; Réunion administrative des*

*sénateurs ne figurant sur la liste d’aucun groupe ;
Sénateurs ne figurant sur la liste d’aucun groupe*

Nouvelle délibération

.....	27
– Inscription à l’ordre du jour	31 , al. 1

O

Opposition (voir délai d’opposition)

Orateurs

– Clôture.....	38
– Deux orateurs d’avis contraire (pour clôture)	38 , al. 1
– Droit de réponse	37 , al. 2
– Exercice du droit de parole	36
– Inscription	29 ter , al. 6
– Interdiction de parole	36 , al. 9
– Interdiction de s’exprimer au nom d’un collègue	36 , al. 4
– Interruption.....	36 , al. 1
– Orateur d’opinion contraire ou orateur contre	
Voir : <i>Débats limités</i>	
– Ordre des orateurs	29 ter , al. 7 à 9 et 36 , al. 4
– Prise de parole : à la tribune ou de sa place	36 , al. 5
– Rappel à la question	36 , al. 8 et 9
– Rappel à l’ordre.....	93
– Temps de parole :	
• Limitation générale (en principe, intervention de deux minutes par sénateur).....	35 bis
• Application par le Président de séance.....	35 bis
• Autorisation de dépassement.....	36 , al. 6
• Dépassement	36 , al. 7
• Fixation	29 ter , al. 1 à 3 et 5
– Un orateur de chaque groupe :	
• Discussion générale.....	29 ter , al. 3
• Explications de vote sur les motions	44 , al. 7
• Paroles et explications de vote sur articles et sur ensemble.....	42 , al. 10 et 16
– Voir aussi : <i>Débats interdits ; Débats limités ; Débats organisés ; Droit de réponse ; Explications de vote ; Parole ; Temps de parole limité</i>	

Ordonnances

- Irrecevabilité des amendements autorisant le
Gouvernement à légiférer par ordonnance **44 bis**, al. 3 *bis*
- Programme prévisionnel d'inscription des projets
de loi de ratification d'ordonnances et de publication
des ordonnances **29 bis**, al. 4
- Suivi par la commission **19 bis A**, al. 1
- Suivi par le rapporteur..... **19 bis B**, al. 1

Ordre de discussion

- Des amendements **46 bis**, al. 1 et 2 et **44**, al. 6
- Des articles **42**, al. 9 et **44**, al. 6
- Des motions..... **44**

Ordre du jour

- Communication de la date de la plus
prochaine séance **38 bis**, al. 1
- Communication des conclusions de la Conférence
des Présidents aux sénateurs **29 bis**, al. 9
- Communications avant le passage à l'ordre du
jour **35**
- Conférence des Présidents..... **29 bis**
- Débats ne pouvant intervenir qu'après la fin de
l'ordre du jour prioritaire :
 - Sur une demande de discussion immédiate..... **30**, al. 5
- Fixation :
 - Ordre du jour prioritaire **29 bis**, al. 2 et 4
 - Ordre du jour fixé par le Sénat (groupes minoritaires
et groupes d'opposition)..... **29 bis**, al. 5
 - Semaines de séance **29 bis**, al. 2
 - Semaines réservées par priorité au contrôle..... **29 bis**, al. 3
- Inscription après la publication du rapport, sauf
s'il s'agit de l'ordre du jour prioritaire..... **31**, al. 1
- Inscription :
 - Des conclusions de la commission chargée
d'examiner les demandes de suspension de
détention ou de poursuites..... **105**, al. 5
 - De la discussion d'un procès-verbal rectifié **38 bis**, al. 5
 - Des demandes d'attribution des prérogatives
des commissions d'enquête par une commission
permanente ou spéciale **22 ter**, al. 2
 - Des lois de finances..... **31**, al. 2
 - Des motions sénatoriales tendant à soumettre un
projet de loi au référendum **67**, al. 2

• Des motions transmises par l'Assemblée nationale tendant à soumettre un projet de loi au référendum ..	69 , al. 2
• Des résolutions des commissions sur des textes de l'Union européenne	73 quinquies A , al. 4, 73 quinquies B , al. 6 et 73 quinquies C , al. 8
• Des questions d'actualité au Gouvernement	75 bis
• Des questions orales	77
• Du débat sur une demande de constitution d'une commission spéciale	16 bis , al. 4
• D'une question orale transformée en débat d'initiative sénatoriale	78 , al. 4
– Interdiction des motions préjudicielles ou incidentes sur les textes inscrits par priorité à l'ordre du jour.....	44 , al. 4
– Modification de l'ordre du jour (à la demande du Gouvernement, d'un groupe ou d'une commission).....	29 bis , al. 8
– Pas de quorum pour la fixation de l'ordre du jour	33 , al. 1 et 51 , al. 1
– Publication à l'ordre du jour de la décision de procéder à un scrutin public à la tribune	60 bis , al. 2
– Publication à l'ordre du jour du délai limite pour le dépôt des amendements.....	44 ter
– Renvoi à la commission d'un texte inscrit par priorité à l'ordre du jour	44 , al. 5
– Report d'un vote faute de quorum à l'ordre du jour de la séance suivante.....	51 , al. 4
Voir : <i>I.G.B. – I à IV</i>	
Voir aussi : <i>Agenda du Sénat ; Calendrier des travaux du Sénat ;</i> <i>Journées réservées à certains travaux ; Séances</i>	

Ordre du jour des commissions

.....	13 bis
Voir : <i>I.G.B. – II (2°)</i>	

Organisation des débats

– Décidée par la Conférence des Présidents :	
• À la suite d'une communication du Gouvernement..	39 , al. 7
• Discussion générale des textes	29 ter
• Loi de finances de l'année.....	47 bis-1
• Sur les paroles et explications de vote sur articles et ensemble.....	42 , al. 10 et 16

Organismes extraparlimentaires

– Désignation	9
– Rapport d'activité des membres du Sénat.....	9 bis , al. 1

Outrages

- Envers le Sénat ou son Président **95**, al. 1, 3°

Outre-mer

Voir : *Motions tendant à proposer au Président de la République de consulter les électeurs d'une collectivité territoriale située outre-mer sur un changement de régime institutionnel*

P

Parole

- À la suite d'une déclaration du Gouvernement..... **39**
- Après un rappel à l'ordre **93**, al. 3
- Au cours d'un débat organisé..... **29 ter**
- Autorisation de dépassement du temps **36**, al. 6
- Clôture..... **38**
- Demande de parole..... **36**, al. 1
- Discipline **36**, al. 7 à 9
- Discussion d'une question orale..... **77**
- Droit de parole des ministres, des présidents et rapporteurs des commissions **37**, al. 1
- Droit de parole des représentants du Conseil économique, social et environnemental dans la discussion générale **42**, al. 4
- Droit de réponse **37**, al. 2
- Voir aussi à la rubrique ainsi intitulée
- En cas de vote unique sur tout ou partie d'un texte .. **46 bis**, al. 5
- Droit de parole sur un amendement **42**, al. 9
- Droit et temps de parole sur un article **42**, al. 10
- D'un sénateur contre qui a été demandée la censure..... **96**, al. 2
- Fait personnel..... **36**, al. 3
- Interdiction après deux rappels à la question **36**, al. 9
- Interdiction de s'exprimer au nom d'un collègue **36**, al. 4
- Interdiction entre les différentes épreuves d'un vote .. **55**
- Interpellations de collègue à collègue **36**, al. 10
- Ordre des interventions (hors débat organisé) **36**, al. 4
- Rappel à la question **36**, al. 8 et 9
- Rappel au Règlement **36**, al. 3
- Temps de parole en séance publique (intervention d'un sénateur qui ne peut excéder deux minutes) **35 bis**

– Tribune	36, al. 5
Voir : <i>I.G.B. – XII</i>	
Voir aussi : <i>Débats interdits ; Débats limités ;</i>	
<i>Débats organisés ; Droit de réponse ; Explications</i>	
<i>de vote ; Orateurs ; Temps de parole limité</i>	
Participation des sénateurs aux travaux du Sénat	
.....	23 bis
Voir : <i>I.G.B. – I</i>	
Partage égal des voix	
Voir : <i>Égalité des suffrages</i>	
Patrimoine immobilier affecté au Sénat	
Voir : <i>IGB. – I A</i>	
Peines disciplinaires	
Voir : <i>Discipline</i>	
Personnel du Sénat	
Voir : <i>Fonctionnaires du Sénat ; Services du Sénat</i>	
Pétitions	
– Caducité	87, al. 2
– Dépôt	87
– Examen par la Conférence des Présidents	88
– Publicité	87, al. 2
– Recevabilité	87, al. 2
Voir : <i>I.G.B. – XVIII</i>	
Places dans la salle des séances	
.....	4 bis
Police du Sénat	
.....	90 et 91
Poursuites	
– Suspension	105
Premier ministre	
– Communication du Sénat au Gouvernement	66
– Décision de la tenue de jours supplémentaires de séance	32 bis, al. 3 et 4
– Demande de réunion du Sénat en comité secret	32, al. 4
– Demande de réunion de la commission en	

comité secret	15 ter , al. 4
Présence	
– Aux réunions des commissions	23 bis
– En séance publique (votes déterminés par la Conférence des Présidents et questions d’actualité au Gouvernement).....	23 bis
– Non-application de la retenue en cas d’absence pour maternité ou longue maladie.....	23 bis , al. 4
– Participation d’un sénateur aux travaux d’une assemblée internationale ou à une mission outre-mer ou à l’étranger prise en compte comme une présence	23 bis , al. 3
Président d’âge	
.....	1 , al. 1 et 3
– Proclame le résultat du scrutin pour l’élection du Président du Sénat lors du renouvellement du Sénat.....	2 , al. 3
Président d’âge (commissions)	
.....	13 , al. 4
Président de la République	
– Injures, provocations ou menaces à son égard.....	95 , al. 1
– Peut décider de consulter les électeurs d’une collectivité territoriale située outre-mer sur un changement de régime institutionnel	39 , al. 4
– Peut demander une nouvelle délibération	27
Président de séance	
– Annonce l’affichage de la liste des candidats :	
• Aux commissions d’enquête	8 ter , al. 5
• Aux commissions permanentes.....	8 , al. 3
• Aux commissions spéciales.....	8 bis , al. 3
• À la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l’évaluation interne.....	103 bis , al. 2
– Annonce l’heure et la durée des scrutins de nomination en assemblée plénière et en proclame le résultat.....	61 , al. 3 et 6
– Annonce l’ouverture et la clôture des scrutins publics ordinaires	56 , al. 2
– Applique la limitation du temps de parole	35 bis
– Consulte le Sénat à main levée sur la proposition de clôture.....	38 , al. 3
– Contrôle le droit de parole.....	36

– Donne la parole au représentant du Conseil économique, social et environnemental	42, al. 4
– Intérim en cas de vacance de la Présidence du Sénat..	2, al. 5
– Maintien de l’ordre en séance	33, al. 4
– Peut autoriser un orateur à poursuivre	36, al. 6
– Peut décider de procéder à un scrutin public ordinaire	60
– Peut décider la division d’un texte	42, al. 11
– Peut proposer la clôture d’une discussion	38, al. 1
– Peut suspendre ou lever la séance à tout moment	33, al. 2
– Proclamation des votes à main levée	54, al. 2
– Proclamation du résultat des délibérations du Sénat.....	62, al. 2
– Rappel à l’ordre.....	93, al. 1 et 3
– Rôle dans la tenue des séances.....	33
– Signature du compte rendu intégral	38 <i>bis</i> , al. 7 et 9
– Tirage au sort d’une lettre pour un scrutin public à la tribune.....	56 <i>bis</i> , al. 1
Voir aussi : <i>Président du Sénat ; Vice-présidents</i>	

Président du Sénat

– Communication des questions écrites au Gouvernement.....	74, al. 1
– Communication des questions orales au Gouvernement.....	76, al. 1
– Communications du Sénat au Gouvernement	66
– Conflits d’intérêts (prévention et traitement).....	91 <i>sexies</i> et 91 <i>septies</i>
– Consulté sur la tenue de jours supplémentaires de séance	32 <i>bis</i> , al. 3
– Contrôle de la recevabilité des amendements et propositions qui ne sont pas du domaine de la loi	45, al. 7 et 8
Voir : <i>I.G.B. – VI ter</i>	
– Convoque et préside la Conférence des Présidents.....	29, al. 1 et 2
– Convoque les commissions pour leur constitution.....	13, al. 1
– Demande d’examen par le Sénat d’une résolution d’une commission sur un texte de l’Union européenne	73 <i>quinquies</i> A, al. 4, 73 <i>quinquies</i> B, al. 6 et 73 <i>quinquies</i> C, al. 8
– Demande de scrutin public sur la tenue de jours supplémentaires de séance	32 <i>bis</i> , al. 6
– Direction des services du Sénat du point de vue législatif.....	101, al. 1
– Informe le Premier ministre, le cas échéant, le Sénat, les présidents de groupe et les présidents de commission de la tenue de jours supplémentaires de séance	32 <i>bis</i> , al. 4 à 6

– Informé par le Gouvernement du choix de la procédure accélérée.....	24 bis , al. 1
– Informé de la désignation par le Conseil économique, social et environnemental d'un représentant pour exposer son avis.....	42 , al. 4
– Informé par les commissions permanentes des demandes d'avis qu'elles formulent.....	17 , al. 1
– Informé par le Gouvernement de l'irrecevabilité d'une proposition de résolution (art. 34-1 de la Constitution).....	50 bis , al. 4 et 5
– Informe le Sénat d'une demande d'attribution des prérogatives des commissions d'enquête par une commission permanente ou spéciale.....	22 ter , al. 2
– Informe le Sénat du renvoi d'un texte pour avis à une commission permanente.....	17 , al. 2
– Lui sont adressées les demandes d'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution (art. 34-1 de la Constitution).....	50 ter , al. 2
– Lui est adressé le nom du candidat à un siège vacant :	
• Dans une commission d'enquête.....	8 ter , al. 5
• Dans une commission permanente.....	8 , al. 8
• Dans une commission spéciale.....	8 bis , al. 3
– Lui sont adressées les demandes de jours supplémentaires de séance émanant des membres du Sénat.....	32 bis , al. 5
– Lui sont adressées les listes, qu'il fait afficher, des candidatures :	
• Aux commissions mixtes paritaires.....	8 quater , al. 2
• Aux commissions permanentes.....	8 , al. 2 et 3
• Aux commissions spéciales.....	8 bis , al. 3
• À la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.....	103 bis , al. 2
– Lui sont adressées les listes des groupes.....	5 , al. 3
– Lui sont transmises les demandes d'autorisation de détention d'un sénateur	
Voir : <i>I.G.B.</i> – <i>III bis</i>	
– Modalités d'élection.....	2
– Ne fait partie d'aucune commission permanente.....	7 , al. 2
– Ne peut faire partie de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	103 bis , al. 3
– Peut demander l'inscription à l'ordre du jour d'un débat d'initiative sénatoriale.....	27 bis , al. 7
– Peut proposer le renvoi d'un texte à une commission spéciale.....	16 , al. 2
– Peut s'opposer à la procédure d'examen simplifié	47 decies , al. 1

– Proposition de débat.....	29, al. 4
– Proposition de sanction disciplinaire au Bureau	99 <i>ter</i> , al. 3
– Réception des notifications de délégation de vote.....	64, al. 2 et 3 et 57
– Remplacement en cas de vacance	2, al. 5
– Remplacement provisoire (art. 7 de la Constitution).....	3, al. 3
– Renouvellement et durée du mandat	2, al. 1 et 2 <i>bis</i> , al. 2
– Renvoi pour avis d'un texte à une commission permanente	17, al. 1
– Rôle dans la nomination des membres de la commission chargée d'examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites	105, al. 1
– Rôle dans la procédure de désignation de membres du Sénat au sein d'organismes extraparlimentaires	9
– Rôle dans l'organisation des débats	29 <i>ter</i> , al. 2
– Saisit la Conférence des Présidents des demandes d'avis multiples	17, al. 2
– Saisit le Conseil constitutionnel en cas de méconnaissance des règles de présentation des projets de loi.....	29, al. 5
– Saisit les commissions permanentes des textes de leur compétence.....	16, al. 1
– Saisit les commissions permanentes pour avis sur les propositions de nomination prévues par la Constitution ou la loi.....	19 <i>bis</i> , al. 1
– Suppléance	3, al. 2
– Sûreté intérieure et extérieure et police du Sénat.....	90
– Transmission au Gouvernement des désignations par les commissions de membres au sein d'un organisme extraparlimentaire	9, al. 5
– Transmission des textes adoptés	65
Voir aussi : <i>Bureau du Sénat ; Président de séance</i>	

Présidents des commissions

– Communications à la presse.....	15 <i>ter</i> , al. 3
– Convocation des commissions	13 <i>bis</i>
– Débat organisé à la suite d'une déclaration du Gouvernement : temps de parole spécifique	39, al. 7
– Demande de constitution d'une commission spéciale.....	16 <i>bis</i> , al. 3
– Demande de réunion en comité secret	15 <i>ter</i> , al. 4
– Demande de scrutin public ordinaire	60 et 72, al. 2
– Demande de scrutin public sur la tenue de jours	

supplémentaires de séance	32 bis , al. 6
– Droit de parole	37 , al. 1
– Élection	13 , al. 4
– Opposition à la procédure d'examen simplifié	47 decies , al. 1
– Participation à la Conférence des Présidents	29 , al. 1
– Peuvent désigner un représentant à la commission des affaires européennes	73 quater , al. 4
– Peuvent ouvrir de nouveau le délai-limite de dépôt des amendements présentés en commission	17 bis , al. 1
– Peuvent se faire assister par des fonctionnaires du Sénat.....	37 , al. 3
– Sont consultés préalablement à l'établissement de la liste des candidats aux commissions spéciales	8 bis , al. 2
– Sont informés des demandes de constitution de commissions spéciales	16 bis , al. 3
– Sont informés de la tenue de jours supplémentaires de séance	32 bis , al. 4 à 6
Voir aussi les possibilités d'intervention des présidents de commission dans les débats limités :	
<i>Débats limités</i>	
– Président de la commission compétente ou d'une commission saisie pour avis :	
• Contrôle de la recevabilité financière des amendements présentés en commission.....	17 bis , al. 2
• Demande d'examen par le Sénat d'une résolution de la commission compétente sur un texte de l'Union européenne	73 quinquies , al. 3
– Président de la commission des finances :	
• Contrôle de la recevabilité des amendements et propositions rapportées en matière financière.....	45 , al. 1 et 2
 Présidents des groupes	
– Demande :	
• De constitution d'une commission spéciale.....	16 bis , al. 3
• De retour à la procédure normale pour tout ou partie d'un texte soumis à la législation en commission.....	47 ter , al. 13
• De scrutin public ordinaire.....	60
• De scrutin public sur la tenue de jours supplémentaires de séance	32 bis , al. 6
• D'examen par le Sénat d'une résolution d'une commission sur un texte de l'Union européenne	73 quinquies A , al. 4, 73 quinquies B , al. 6 et 73 quinquies C , al. 8
– Dépôt d'une proposition de résolution (art. 34-1 de la Constitution).....	50 bis , al. 2

– Établissement de la liste des candidats :	
• À une commission chargée d’examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites	105 , al. 2
• Aux commissions d’enquête	8 ter , al. 5
• Aux commissions permanentes.....	8 , al. 2
• Aux commissions spéciales.....	8 bis , al. 2
• À la commission spéciale chargée du contrôle des comptes	103 bis , al. 2
• Aux fonctions de vice-président, questeur et secrétaire du Sénat	2 bis , al. 4
• À la commission des affaires européennes	73 bis , al. 2
– Inscriptions de parole dans les débats organisés	29 ter , al. 6
– Opposition à la liste des candidats :	
• À la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l’évaluation interne.....	103 bis , al. 2
• À une commission d’enquête	8 ter , al. 5
• (Titulaires et suppléants) à une commission mixte paritaire	8 quater , al. 3 à 7
• À une commission spéciale.....	8 bis , al. 3
• Aux commissions permanentes.....	8 , al. 4
– Opposition à une demande de constitution d’une commission spéciale	16 bis , al. 4
– Opposition à la procédure d’examen simplifié	47 decies , al. 2
– Participation à la Conférence des Présidents	29 , al. 1
– Sont informés des demandes de constitution de commissions spéciales	16 bis , al. 3
– Sont informés de la tenue de jours supplémentaires de séance	32 bis , al. 4 à 6
– Tirage au sort de l’ordre de classement des orateurs ..	29 ter , al. 9
Voir aussi : <i>Bureaux des groupes ; Places dans la salle des séances</i>	

Priorité

– Demandes de priorité d’un article ou d’un amendement	44 , al. 6 et 7
– Priorité de certains amendements.....	46 bis , al. 2
– Priorité de droit	44 , al. 6
– Priorité modifiant l’ordre de mise aux voix des amendements.....	46 bis , al. 2
– Réponse au Gouvernement ou à la commission interdite	37 , al. 2

Procédure accélérée

.....	24 bis
-------	---------------

Procédure d'examen simplifié des conventions internationales ou fiscales

..... **47 decies**

Procédure de législation en commission

..... **47 ter à 47 nonies**

Procès-verbal

– Des séances publiques : Rédaction ; Adoption ;
Observations ; Contestation ; Rejet..... **33, al. 5, 38 bis, al. 3 à 9**

Programme du Gouvernement

– Lecture au Sénat..... **39, al. 1**

Projets et propositions (dispositions générales)

– Dépôt..... **24, al. 1**
– Discussion **42**
– Discussion immédiate **30**
– Envoi aux commissions **16, al. 1 à 4, 16 bis, 24, al. 1**
– Mise en ligne..... **24, al. 1**
– Publication **24, al. 1**
– Rapport préalable **31, al. 1**
– Rejet **65, al. 1 et 2**
– Renvoi pour avis **17**
– Transmission **65**
– Vote sans débat **44 bis, al. 1, 47 decies**

Voir : *I.G.B. – XVII*

Voir aussi : *Commissions (législation en commission) ; Discussion des projets et propositions ; Nouvelle délibération ; Projets de loi ; Propositions de loi déposées par des sénateurs ; Propositions de résolution*

Projets de loi

– Dépôt..... **24, al. 1**
– Discussion **42**
– Envoi à la commission **16, al. 1 à 4, 16 bis, 24, al. 1**
– Envoi des projets de loi de finances à la
commission des finances..... **16, al. 3**
– Envoi des projets de loi de financement de la sécurité
sociale à la commission des affaires sociales..... **16, al. 4**
– Mise en ligne..... **24, al. 1**
– Publication **24, al. 1**
– Recours au référendum **39, al. 3 et 67 à 69**
– Rejet **65, al. 1**
– Retrait..... **25**

– Transmission **65**, al. 1 et 3

Voir : *I.G.B. – XVII*

Voir aussi : *Commissions (législation en commission) ;*

Discussion des projets et propositions ; Nouvelle délibération ;

Projets et propositions

Promulgation

– Transmission des textes aux fins de promulgation **65**, al. 3

Propositions de loi déposées par les sénateurs

– Audition des auteurs par la commission **15 bis**, al. 3

– Caducité **28**, al. 2

– Demande de discussion immédiate **30**

– Dépôt **24**, al. 1

– Discussion **42**

– Mise en ligne **24**, al. 1

– Objet **24**, al. 2

– Publication **24**, al. 1

– Rapport préalable obligatoire **31**, al. 1

– Recevabilité des propositions ayant des conséquences financières **24**, al. 2 et 4 et **45**, al. 4

– Recevabilité des propositions qui ne sont pas du domaine de la loi **45**, al. 7 et 8

– Recevabilité des propositions au regard de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale **45**, al. 4

– Rejet **28**, al. 1 et **65**

– Renvoi à la commission **16**, al. 1 à 4, **16 bis** et **24**, al. 1

– Retrait **26**

– Transmission **65**, al. 2 et 3

Voir : *I.G.B. – V (I), VI et XVII*

Voir aussi : *Commissions (législation en commission) ;*

Discussion des projets et propositions ; Nouvelle délibération ;

Projets et propositions

Propositions de résolution

– Audition des auteurs par la commission **15 bis**, al. 3

– Caducité **28**, al. 2

– Demande de discussion immédiate **30**

– Dépôt **24**, al. 1

– Discussion **42**

– Mise en ligne **24**, al. 1

– Objet **24**, al. 3

– Publication **24**, al. 1

– Propositions de résolution (art. 34-1 de la Constitution) **50 bis** à **50 quater**

– Propositions de résolution sur les textes

de l'Union européenne	73 quinquies A, 73 quinquies B, 73 quinquies C, 73 quinquies et 73 octies
Voir aussi : <i>I.G.B. – II et V</i>	
– Propositions de résolution tendant à la création de commissions d'enquête	8 ter , al. 1
– Propositions de résolution tendant à la suspension de la détention ou de poursuites	105
– Recevabilité.....	24 , al. 3 et 4
– Rejet	28 , al. 1
– Rapport préalable obligatoire.....	31 , al. 1
– Renvoi à la commission	24 , al. 1
– Retrait.....	26
Voir : <i>I.G.B. – I, V (I) et VI</i>	
Voir aussi : <i>Discussion des projets et propositions ; Projets et propositions ; Motions tendant à proposer au Président de la République de consulter les électeurs d'une collectivité territoriale située outre-mer sur un changement de régime institutionnel</i>	
Provocations	
– Adressées à un collègue	94
– Envers le Président de la République, le Premier ministre, les membres du Gouvernement et les assemblées.....	95 , al. 1
Public	
– Admission dans les tribunes de la salle des séances ...	91 , al. 2 à 4
Public Sénat	
Voir : <i>I.G.B. – XXIII</i>	
Publication	
– Des amendements	44 bis , al. 2
– Des avis	17 , al. 4
– Des communications	35
– Des demandes de nouvelle délibération.....	27 , al. 3
– Des pétitions.....	87 , al. 2
– Des projets et propositions	24 , al. 1
– Des rapports	42 , al. 3
– Des rapports de commissions mixtes paritaires	70 , al. 4
– Des rapports d'information	21 , al. 4
– Des rapports sur les propositions de résolution sur les textes de l'Union européenne	73 quinquies A , al. 2, 73 quinquies B , al. 3 et 4 et 73 quinquies C , al. 2, 3, 5 et 6

Voir aussi : *I.G.B. – VI, VI bis, VI quater et XVII*

Publication à l’agenda du Sénat

Voir : *I.G.B. – I*

Publication au *Journal officiel*

– Compte rendu intégral des séances	38 bis , al. 2
– Compte rendu des débats en commission	15 ter , al. 4
– Décision du Bureau sur les demandes d’autorisation de détention d’un sénateur	
Voir : <i>I.G.B. – III bis</i>	
– Délai limite pour le dépôt des amendements	50
– Demandes de discussion immédiate formulées à l’avance par les commissions.....	30 , al. 3
– Dépôt du rapport d’une commission d’enquête	
Voir : <i>I.G.B. – V (III)</i>	
– Liste des groupes.....	5 , al. 3
– Membres :	
• De la commission chargée d’examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites	105 , al. 2
• Des commissions d’enquête	8 ter , al. 5
• Des commissions permanentes	8 , al. 10
• Des commissions spéciales	8 bis , al. 3
• Présents lors des réunions des commissions	15 , al. 2
– Questions écrites et réponses des ministres	75 , al. 1
Voir : <i>I.G.B. – I, II et III</i>	

Publication du rapport d’une commission d’enquête

Voir : *I.G.B. – V (III)*

Publicité des travaux d’une commission

.....	15 ter
-------	---------------

Voir aussi : *I.G.B. – II, XII bis*

Q

Questeurs du Sénat

– Direction des services au point de vue administratif	101 , al. 2
– Durée du mandat	2 bis , al. 2
– Modalités de désignation	2 bis , al. 3 à 10

– Ne peuvent faire partie de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	103 bis , al. 3
– Retenues financières	23 bis , al. 4
Voir aussi : <i>Bureau du Sénat</i>	

Question préalable

.....	44 , al. 3 et 7
– Moment de discussion.....	44 , al. 3
– Réponse au Gouvernement ou à la commission interdite	37 , al. 2
– Irrecevabilité des questions préalables sur les propositions de résolution déposées en application de l'article 34-1 de la Constitution.....	50 bis , al. 6
– Irrecevabilité des questions préalables sur un texte élaboré par une commission mixte paritaire	47 , al. 12

Questions d'actualité au Gouvernement

.....	75 bis
– Retenue financière en cas d'absence aux séances de questions d'actualité au Gouvernement	23 bis , al. 1, 3°, 2

Questions écrites

– Délai de réponse.....	75 , al. 2
– Dépôt.....	74 , al. 1
– Publication	75 , al. 1
– Recevabilité.....	74 , al. 2
– Rédaction	74 , al. 2
– Transformation en question orale.....	75 , al. 3

Questions orales

– Dépôt.....	76 , al. 1
– Inscription à l'ordre du jour	77
– Inscription sur le rôle	76 , al. 2
– Recevabilité.....	76 , al. 1
– Rédaction	76 , al. 1
– Réponse du ministre.....	77 , al. 4
– Transformation d'une question écrite en question orale	75 , al. 3

Quorum

– Délibérations du Sénat et fixation de l'ordre du jour	33 , al. 1 et 51 , al. 1
– Vote dans les commissions	13 ter
– Vote en séance publique.....	51
– Vérification par le Président de séance	

R

Rappel à la question

..... 36, al. 8 et 9

Rappel à l'ordre

..... 92 et 93

Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal

..... 92 et 93, al. 4

Rappel au règlement

..... 36, al. 3

Rapporteur général de la commission des affaires sociales

– Membre de la Conférence des Présidents 29, al. 1

– Nomination..... 13, al. 5

Rapporteur général de la commission des finances

– Membre de la Conférence des Présidents 29, al. 1

– Nomination..... 13, al. 5

Rapporteurs au fond

– Désignation 16, al. 5

– Droit de parole et temps de parole 35 *bis*, 37, al. 1, 42, al. 3, 44, al. 7 et 46 *bis*, al. 5

– Participation aux travaux des commissions
saisies pour avis 17, al. 3

– Peuvent se faire assister par des fonctionnaires
du Sénat..... 37, al. 3

– Présentation du rapport 42, al. 2 et 3

Voir aussi les possibilités d'intervention des
rapporteurs dans les débats limités : *Débats limités ;*
Commissions

Rapporteurs pour avis

..... 17, al. 3 et 4

– Rapporteurs pour avis sur les projets de loi de
finances 15 *bis*, al. 4

Rapporteur d'une commission d'enquête	6 bis , al. 2
Rapporteurs spéciaux de la commission des finances	
– Participation aux travaux des autres commissions.....	15 bis , al. 5
Rapports	
– Commission au fond (contenu du rapport).....	17 bis , al. 3
Voir : <i>I.G.B.</i> – VI bis (Publication des amendements non adoptés en commission en annexe)	
– Conclusions de la commission chargée d'examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites	105 , al. 5
– Conclusions des rapports portant sur des projets d'actes de l'Union européenne Voir : <i>I.G.B.</i> – V (IV)	
– Dépôt du rapport d'une commission d'enquête Voir : <i>I.G.B.</i> – V (III)	
– Distribution préalable à l'inscription à l'ordre du jour	31 , al. 1
– Durée de l'exposé du rapport de la commission	42 , al. 3
– Non-distribution du rapport de la commission au fond : incidence sur le délai limite de dépôt des amendements Voir : <i>I.G.B.</i> – V (II)	
– Présentation des rapports.....	42 , al. 2 et 3
– Publication du rapport d'une commission d'enquête Voir : <i>I.G.B.</i> – V (III)	
– Rapport annuel établi par les sénateurs élus représentants de la France à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.....	9 bis , al. 2
– Rapport d'une commission mixte paritaire	70 , al. 4
– Rapport sur une proposition de résolution portant sur un texte de l'Union européenne	73 quinquies A , al. 2, 73 quinquies B , al. 3 et 4 et 73 quinquies C , al. 2, 3, 5 et 6
– Rapport sur un texte renvoyé à la commission en cours de discussion.....	44 , al. 5
– Rapport sur un texte renvoyé pour seconde délibération.....	43 , al. 5
– Rapports d'activité des représentants du Sénat dans les organismes extraparlimentaires	9 bis , al. 1
– Rapports pour avis Voir : <i>Avis</i>	

Voir : *I.G.B. – I à III, IV et VI (II et III)*

**Rapports du Sénat avec le Gouvernement et
avec l'Assemblée nationale**

..... **65 à 73-1**

Voir : *I.G.B. – XVII*

Ratification des traités

..... **47 et 47 *decies***

Rattachement administratif

..... **6**

Rattachement pour ordre

– Règles de caducité des propositions..... **28, al. 2**

Recettes (diminutions)

– Voir : *Finances*

Recevabilité

- Des amendements ayant des conséquences
financières **17 *bis*, al. 2 et 45**
- Des amendements au regard de l'article
L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale **45, al. 3 à 6**
- Des amendements et articles additionnels après
la première lecture..... **44 *bis*, al. 5 à 7**
- Des amendements et articles additionnels en
général..... **44 *bis*, al. 2 et 3**
- Des amendements et articles additionnels au
regard de la loi organique relative aux lois de
finances **45, al. 2**
- Des amendements tendant à autoriser le Gouvernement
à prendre par ordonnances des mesures qui relèvent
normalement du domaine de la loi..... **44 *bis*, al. 3 *bis***
- Des amendements et sous-amendements en
seconde délibération..... **43, al. 6**
- Des amendements non soumis à la commission
avant l'ouverture du débat..... **46 *bis*, al. 4**
- Des amendements portant sur les lois de
finances **46**
- Des amendements sur un texte élaboré par une
commission mixte paritaire **42, al. 12**
- Des propositions de loi ayant des conséquences
financières **24, al. 2 et 4 et 45, al. 4**
- Des propositions de résolution..... **24, al. 3 et 4**

– Des propositions ou amendements qui ne sont pas du domaine de la loi.....	45, al. 7 et 8
Voir : <i>I.G.B.</i> – VI ter	
– Des questions écrites.....	74, al. 2
– Des questions orales.....	76, al. 1
– Des sous-amendements en général.....	44 <i>bis</i> , al. 4
 Recours contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité	
.....	73 <i>nonies</i>
 Recueil des textes relatifs aux pouvoirs publics	
Voir : <i>I.G.B.</i> – XX	
 Référendum	
– Débat sur la déclaration préalable du Gouvernement .	39, al. 3
– Motion tendant à soumettre un projet de loi au référendum	67 à 69
– Scrutin public ordinaire de droit	59
 Règlement	
– Le Président fait observer le Règlement	33, al. 2
– Rappel au Règlement	36, al. 3
– Publication du Règlement	
Voir : <i>I.G.B.</i> – XX	
 Règlement intérieur	
.....	102
 Rejet	
– Communication du rejet d’un projet ou d’une proposition	65, al. 1 et 2
– De propositions de loi des sénateurs ou de propositions de résolution.....	28, al. 1
– D’un texte par adoption d’une exception d’irrecevabilité ou d’une question préalable	44, al. 2 et 3
– Du procès-verbal d’une séance	38 <i>bis</i> , al. 8
– Par l’Assemblée nationale.....	42, al. 7
– Rejet conforme	65, al. 3
Voir : <i>I.G.B.</i> – XVII	
 Renouvellement des commissions	
.....	7 et 8
– Saisines des textes déposés avant le renouvellement..	16, al. 2

Renouvellement du Sénat

– Déclarations politiques et listes des membres des groupes.....	5, al. 3
– Élections des juges de la Cour de justice de la République	86 <i>bis</i> , al. 1
– Installation du Bureau d’âge	1
– Nomination des commissions	7 et 8
– Nomination du Bureau définitif	2 et 2 <i>bis</i>

Renvoi aux commissions

– Des projets et propositions	16 et 24, al. 1
– Pour avis.....	17 et 22 <i>ter</i> , al. 3
Voir aussi : <i>I.G.B. – VII</i>	
– Pour coordination ou seconde délibération	43 et 47 <i>bis</i> , al. 3
– Renvoi à la commission des finances des amendements et propositions sénatoriales rapportées ayant des conséquences financières.....	45, al. 1 et 2
– Renvoi à la commission des affaires sociales des amendements et propositions sénatoriales rapportées, sur le fondement de l’article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale	45, al. 3
– Renvoi à la commission en cours de discussion	44, al. 5 et 7
– Renvoi à une commission de trente membres des propositions tendant à la suspension de détention ou de poursuites	105

Renvoi du débat

– Par la voie d’une motion préjudicielle ou incidente....	44, al. 4 et 7
---	----------------

Réponse

– Voir : *Droit de réponse*

Réponse des ministres

– Aux questions écrites	75
– Aux questions orales	77, al. 4

Report

– D’un vote faute de quorum :	
• En commission	13 <i>ter</i> , al. 2
• En séance publique.....	51, al. 4

Représentation des groupes

– Au sein des bureaux des commissions permanentes	13
--	----

Représentation proportionnelle des groupes

– Modalités de calcul	6, al. 4
– Nomination de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	103 <i>bis</i> , al. 2
– Nomination des commissions chargées d'examiner les demandes de suspension de détention ou de poursuites	105, al. 2
– Nomination des commissions d'enquête.....	8 <i>ter</i> , al. 5
– Nomination des commissions permanentes	8
– Nomination des commissions spéciales	8 <i>bis</i> , al. 2
– Nomination des vice-présidents, questeurs et secrétaires du Sénat	2 <i>bis</i>
Voir aussi : <i>Temps de parole limité (fixation du temps de parole des groupes pour un débat organisé)</i>	

Reprise

– D'un amendement retiré par son auteur	46 <i>bis</i> , al. 6
---	-----------------------

Réserve d'un article ou d'un amendement

– Demande	44, al. 6 et 7
– Jusqu'à ce que le président du Sénat ait statué sur l'irrecevabilité d'un amendement (art. 41 de la Constitution).....	45, al. 5
– Lorsque la commission des affaires sociales n'est pas en état de se prononcer immédiatement sur l'irrecevabilité d'un amendement ou d'une proposition rapportée	45, al. 5
– Lorsque la commission des finances n'est pas en état de se prononcer immédiatement sur l'irrecevabilité d'un amendement ou d'une proposition rapportée ..	45, al. 5
– Ordre de mise aux voix modifié par une réserve d'amendements	46 <i>bis</i> , al. 2
– Réponse au Gouvernement ou à la commission interdite sur une demande de réserve	37, al. 2
– Réserve de droit	44, al. 6

Résolutions

Voir : *Propositions de résolution*

Résolutions européennes

.....	73 <i>quinquies</i> A, 73 <i>quinquies</i> B, 73 <i>quinquies</i> C, 73 <i>quinquies</i> et 73 <i>octies</i>
-------	--

Voir : *I.G.B. – I, II et V*

Retenues financières

- Absences lors des réunions législatives des commissions permanentes **23 bis**
- Absences lors des explications de vote sur certains textes déterminés par la Conférence des Présidents et lors des questions au Gouvernement **23 bis**

Retrait

- Des projets de loi **25**
- Des propositions de loi ou de résolution **26**
- D'un amendement par son auteur **46 bis**, al. 6

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe

- **6**, al. 3
- Attribution des places dans la salle des séances **4 bis**, al. 3
- Gestion sous forme d'association **6**, al. 3
- Parole sur proposition de clôture **38**, al. 2
- Questions d'actualité au Gouvernement **75 bis**
- Temps de parole dans les débats organisés **29 ter**, al. 2, 3 et 5
- Temps de parole pour les paroles et explications de vote sur articles **42**, al. 10
- Temps de parole pour les explications de vote sur l'ensemble **42**, al. 16
- Voir aussi : *Délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe ; Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe*

Réunions des commissions

- **13 bis** et **13 ter**

Révision de la Constitution

- Discussion sur le texte du Gouvernement **17 bis**, al. 5
- Scrutin public ordinaire de droit **59**

Rôle des questions orales

- **75**, al. 3, **76**, al. 2 et **77**, al. 2

S

Saisine des commissions

- **16**, al. 1 à 4, **16 bis** et **24**, al. 1
- Saisine pour avis **17**, al. 1

Salle des séances

– Accès :

- Des collaborateurs des sénateurs (interdit)

Voir : *I.G.B. – XXI*

- Des fonctionnaires des administrations centrales détachés auprès des commissions

Voir : *I.G.B. – IX*

- Des fonctionnaires du Sénat..... **37**, al. 3 et **91**, al. 1
- Du représentant du Conseil économique, social et environnemental **42**, al. 4
- Attribution des places..... **4 bis**
- Police de la salle et des tribunes..... **91**

Salon voisin de la salle des séances

- Nominations personnelles **61**

Voir : *I.G.B. – XV bis et XVI*

Sanctions

- **8 ter**, al. 6 et 7, **92** à **99 quater**

Scrutateurs

- Pour l’élection du Président **2**, al. 3
- Pour les nominations personnelles **61**, al. 4 et 5

Voir : *I.G.B. – XVI*

Scrutin

– Voir : *Majorités ; Nominations personnelles ; Scrutin à la tribune ; Scrutin plurinominal ; Scrutin public à la tribune ; Scrutin public ordinaire ; Scrutin secret ; Suffrages exprimés ; Votes en séance publique*

Scrutin à la tribune

- Scrutin public à la tribune **53**, **56 bis**, **57** et **60 bis**
- De droit : approbation d’une déclaration de politique générale du Gouvernement **60 bis**, al. 3
- De droit : projet de loi de finances (1^{ère} lecture) **60 bis**, al. 3
- Sur décision de la Conférence des Présidents **60 bis**, al. 1 et 2
- Scrutin secret à la tribune : élection du Président **2**, al. 2 à 4

Voir : *I.G.B. – XV*

Scrutin dans le salon voisin de la salle des séances

Voir : *I.G.B. – XV bis et XVI*

Scrutin plurinominal

– Élection des juges de la Cour de justice de la République	86 bis , al. 3
– Élection des vice-présidents, questeurs et secrétaires	2 bis , al. 3 à 8
– Élection des vice-présidents des commissions.....	13 , al. 6
Voir aussi : <i>Nominations personnelles</i>	

Scrutin public à la tribune

.....	53, 56 bis, 57 et 60 bis
– De droit :	
• Approbation d’une déclaration de politique générale du Gouvernement	39 , al. 2 et 60 bis , al. 3
• Déclaration de guerre	73
• Projet de loi de finances (1 ^{ère} lecture)	60 bis , al. 3
– Délégation de vote	63 et 64
– Dépouillement par les secrétaires.....	33 , al. 5
– Modalités de vote des délégués.....	57
– Sur décision de la Conférence des Présidents	60 bis , al. 1 et 2
Voir : <i>I.G.B. – III, XIII et XIV</i>	

Scrutin public ordinaire

.....	53 et 56
– Délégation de vote	63 et 64
– Demande de scrutin public ordinaire	60 et 72 , al. 2
– Dépouillement ou contrôle par les secrétaires	33 , al. 5
– Modalités de vote des délégués.....	57
– Pas de scrutin public sur une demande de clôture.....	38 , al. 3
– De droit :	
• Après déclaration du Gouvernement (art. 50-1 de la Constitution)	39 , al. 6
• Après une épreuve à main levée et une épreuve par assis et levé déclarées douteuses	54 , al. 3
• Autorisation de prolongation de l’intervention des forces armées à l’étranger	73-1 , al. 2
• Déclaration de guerre, état de siège	73
• Lors de certains votes sur l’ensemble	59
• Tenue de jours supplémentaires de séance.....	32 bis , al. 6
Voir : <i>I.G.B. – III, XIII et XIV</i>	

Scrutin secret

– Élection des juges de la Cour de justice de la République	86 bis , al. 3 et 4
– Élection du Président	2 , al. 2 à 4
– Nominations personnelles	61

Séances

.....	32 à 41
– Comité secret.....	32 , al. 4 à 6
– Communication de la date de la plus prochaine séance	38 bis , al. 1
– Comptes rendus.....	38 bis , al. 2
– Enregistrement audiovisuel	
Voir : <i>I.G.B. – XII bis</i>	
– Horaires.....	32 , al. 3
– Jours de séance :	
• Jours prévus par le Règlement (mardi, mercredi, jeudi)	32 , al. 3
• Jours de séance, au sens de l’article 28 de la Constitution.....	32 bis , al. 2
• Jours supplémentaires de séance en dehors des semaines de séance ou au-delà de la limite fixée par l’article 28, deuxième alinéa, de la Constitution.....	32 bis , al. 3 et 6
– Levée.....	33 , al. 2 et 4, 38 bis , al. 1, et 98 , al. 2 et 4
– Non suspendues pendant les scrutins dans une salle voisine de la salle des séances	61 , al. 5
– Procès-verbal.....	33 , al. 5 et 38 bis , al. 3 à 9
– Proposition par la Conférence des Présidents	29 bis , al. 3, 6, 7 et 8
– Publicité	32 , al. 1 et 4 à 6
– Séances réparties entre le Sénat et le Gouvernement..	29 bis , al. 2
– Séances réservées en priorité au contrôle de l’action du Gouvernement et à l’évaluation des politiques publiques	29 bis , al. 3
– Séance réservée aux groupes minoritaires et d’opposition.....	29 bis , al. 5
– Semaines de séance	32 bis , al. 1
– Suspension	33 , al. 2 et 4, 43 , al. 3, 45 , al. 5, 95 , al. 3 et 98 , al. 2
– Suspension du débat en cours	44 , al. 5, 45 , al. 5, 68 , al. 1, 3 et 4, 71 et 98 , al. 1
– Tenue des séances	32 , 33 , 35 à 37 et 38 bis
– Tenue d’une séance en cas de report d’un vote faute de quorum	51 , al. 4
– Trouble de l’ordre en séance.....	33 , al. 2 et 3, 91 , al. 3 et 4, 93 à 95 et 98 , al. 4

Voir aussi : *Agenda du Sénat ; Audiovisuel ;
Journées réservées à certains travaux ; Ordre du jour*

Seconde délibération

.....	43, al. 4 à 7
– De la première partie du projet de loi de finances, de finances rectificative ou de fin de gestion	47 bis, al. 1 et 3
– Sur les trois parties du projet de loi de financement de la sécurité sociale	47 bis-1 A, al. 1

Secret

– Des travaux des commissions d'enquête.....	8 ter, al. 6 et 7
Voir aussi : <i>Comité secret</i>	

Secrétaires d'âge

.....	1, al. 2
– Appel en cas d'absence des secrétaires	33, al. 5

Secrétaires des commissions

.....	13, al. 2 et 7
-------	----------------

Secrétaires du Sénat

– Constatation des votes à main levée.....	33, al. 5
– Contrôle des appels nominaux	33, al. 5
– Dépouillement ou contrôle des scrutins	33, al. 5
Voir aussi : <i>I.G.B. – XV bis et XVI</i>	
– Durée du mandat	2 bis, al. 2
– Modalités de nomination.....	2 bis, al. 3 à 8 et 6, al. 4
– Ne peuvent faire partie de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	103 bis, al. 3
– Présence au Bureau	33, al. 5
– Renouvellement du mandat.....	2 bis, al. 1, 6 à 8
– Rôle dans l'élection du Président du Sénat en cas de vacance	2, al. 5
– Rôle dans la rédaction du procès-verbal	33, al. 5
– Rôle dans la tenue des séances.....	33, al. 5
– Rôle dans les scrutins pour nominations personnelles	61, al. 4 et 6
Voir aussi : <i>I.G.B. – XVI</i>	
– Rôle dans les scrutins publics à la tribune	56 bis, al. 3 et 4
– Rôle dans les scrutins publics ordinaires	56, al. 3
Voir aussi : <i>I.G.B. – XIV</i>	
– Signature du compte rendu intégral	38 bis, al. 9
– Signature du procès-verbal.....	38 bis, al. 7
Voir : <i>I.G.B. – I à III, IV</i>	
Voir aussi : <i>Bureau du Sénat</i>	

Secrétariat administratif des groupes

.....	5, al. 7
-------	----------

– Présence en commission et lors des auditions des rapporteurs	16, al. 5
Secrétariat exécutif des groupes interparlementaires d'amitié	
Voir : <i>I.G.B. – XXII</i>	
Semaines de séances	
Voir : <i>Séances</i>	
Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe	6, al. 3
– Attribution des places dans la salle des séances.....	4 <i>bis</i> , al. 3
Voir aussi : <i>Délégué des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe ; Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe</i>	
Services de commission	
– Chef de service	
Voir : <i>I.G.B. – VIII et X</i>	
Services du Sénat	
– Direction, organisation, fonctionnement.....	3, al. 1, 101 et 102
Voir aussi : <i>Fonctionnaires du Sénat</i>	
Session extraordinaire	
– Délégation de vote	63
– Suspension du délai pour l'adoption des motions concluant au référendum en dehors des sessions ordinaires.....	68, al. 3 et 69, al. 2
Session ordinaire	
– À l'ouverture de chaque session ordinaire :	
• Fixation des semaines de séance de la session.....	32 <i>bis</i> , al. 1
• Information de la Conférence des Présidents, par le Gouvernement, des prévisions d'inscription à l'ordre du jour prioritaire.....	29 <i>bis</i> , al. 4
• Tirage au sort de l'ordre de classement des orateurs.....	29 <i>ter</i> , al. 9
– Première session ordinaire suivant un renouvellement partiel :	
• Élection des membres de la Cour de justice de la République	86 <i>bis</i> , al. 1
• Groupes : déclarations politiques et listes des membres	5, al. 3

• Renouvellement des commissions	7 et 103 bis
• Renouvellement du Bureau du Sénat	1 à 2 bis et 4

Signataires

Voir : *Nombre de sénateurs requis pour certaines demandes*

Voir aussi : *Amendements ; Propositions de loi ;*

Propositions de résolution

Sous-amendements

– Discussion	46 bis
– Présentation et dépôt	17 bis , al. 1, 44 bis , al. 1 et 2
– Recevabilité.....	44 bis , al. 4
– Recevabilité en seconde délibération	43 , al. 6
Voir : <i>I.G.B. – V (II)</i>	

Statut du personnel du Sénat

.....	102
-------	------------

Suffrages exprimés

Voir : *Majorité absolue des suffrages exprimés*

Voir : *I.G.B. – XIII*

Suppléants

Voir : *Commissions (dispositions générales)*

Sûreté intérieure et extérieure du Sénat

.....	90
-------	-----------

Suspension de détention ou de poursuites

.....	105
-------	------------

Suspension de séance

– En cas de refus d'un sénateur frappé de censure avec exclusion temporaire de sortir du Sénat.....	95 , al. 3
– En cas de trouble de l'ordre	33 , al. 4
– Fait délictueux pendant une suspension.....	98 , al. 2
– Jusqu'à ce que le Président du Sénat ait statué sur l'irrecevabilité d'une proposition (art. 41 de la Constitution).....	45 , al. 7
– Pas de suspension pendant un scrutin dans une salle voisine de la salle des séances	61 , al. 5
– Possible à tout moment par le Président	33 , al. 2
– Pour renvoi pour coordination, si la commission la demande	43 , al. 3

Suspension du débat

– À la suite de l’adoption d’une motion de renvoi à la commission.....	44, al. 5
– À la suite de l’adoption d’une motion tendant à soumettre au référendum.....	68, al. 1, 3 et 4
– À la suite d’une demande de réunion d’une commission mixte paritaire	71
– En cas de fait délictueux	98, al. 1
– En cas d’irrecevabilité opposée à une proposition ou à un amendement (art. 41 de la Constitution)	45, al. 5 et 7
– En cas de recours au référendum par le Président de la République.....	39, al. 3

T

Tableau de bord prévisionnel

Voir : *I.G.B. – I*

Temps de parole limité

– Amendement : auteur (<i>deux minutes</i>)	46 bis, al. 5
– Auteur d’une proposition de loi ou d’une proposition de résolution (<i>dix minutes</i>).....	42, al. 2
– Autorisation du Président pour dépassement de temps	36, al. 6
– Demande de priorité ou de réserve : auteur et orateur contre (<i>deux minutes</i>).....	44, al. 7
– Dépassement de temps : paroles non reprises au procès-verbal sur décision du Président	36, al. 7
– Durée de droit commun de la discussion générale et de tout débat à défaut de décision de la Conférence des Présidents (<i>1 heure</i>)	29 ter, al. 5
– Durée de la discussion générale en cas de demande de retour à la procédure normale sur un texte examiné en procédure de législation en commission ou sur un projet de loi tendant à autoriser la ratification ou l’approbation d’une convention internationale (<i>30 minutes</i>)	47 ter, al 13, et 47 decies, al. 2
– Motions tendant à ne pas examiner une proposition de loi en application de l’article 11 de la Constitution, exceptions d’irrecevabilité à l’encontre de l’ensemble d’un texte, questions préalables, motions préjudicielles et incidentes sur l’ensemble d’un texte,	

motions tendant au renvoi à la commission de l'ensemble d'un texte : auteur et orateur contre (<i>dix minutes</i>).....	44, al. 7
– Exceptions d'irrecevabilité à l'encontre d'une partie d'un texte, motions préjudicielles ou incidentes ne portant pas sur l'ensemble d'un texte, motions tendant au renvoi à la commission d'une partie d'un texte : auteur et orateur contre (<i>deux minutes</i>).....	44, al. 7
– Exposé du rapport (<i>dix minutes</i>)	42, al. 3
– Explications de vote sur l'ensemble d'un texte.....	42, al. 15 et 16
– Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances de l'année.....	47 bis, al. 1
– Explications de vote sur un amendement (<i>deux minutes</i>)	46 bis, al. 5
– Fixation du temps de parole des groupes pour un débat organisé (discussion générale ou paroles et explications de vote sur articles et son ensemble)	29 ter, al. 1 et 3 et 42, al. 10 et 16
– Fixation d'un temps de parole spécifique pour les présidents des commissions permanentes intéressées en cas de débat organisé sur une déclaration du Gouvernement.....	39, al. 7
– Interruption d'un orateur (<i>deux minutes</i>)	36, al. 1
– Limitation générale (toute intervention d'un sénateur, même au nom d'une commission) sous réserve de dispositions spécifiques (<i>deux minutes</i>).....	35 bis
– Temps de parole des représentants de groupe, pour explication de vote, lors du vote en séance d'un texte examiné selon la procédure de législation en commission.....	47 quinquies
– Temps de parole du Gouvernement et du représentant de la commission lors du vote en séance d'un texte examiné selon la procédure de législation en commission	47 quinquies
– Question orale : <ul style="list-style-type: none"> • Auteur (<i>temps fixé par la Conférence des Présidents, y compris la réponse</i>) 	77, al. 4
– Question d'actualité au Gouvernement (<i>temps fixé par la Conférence des Présidents, y compris la réponse</i>).....	75 bis

Texte authentique

Voir : *I.G.B. – XVII*

Textes adoptés

Voir : *Adoption des projets et propositions*

Textes de l'Union européenne

.....	73 quater, 73 quinquies A, 73 quinquies B, 73 quinquies C et 73 quinquies
-------	--

Textes sur lesquels porte la discussion

.....	42 , al. 6 et 7
-------	------------------------

Tirage au sort

– Lettre pour appel nominal lors des scrutins à la tribune	56 bis , al. 1
Voir aussi : <i>I.G.B.</i> – XV	
– Ordre de classement des orateurs	29 ter , al. 7 à 9
– Scrutateurs :	
• Nominations personnelles	61 , al. 4 et 5
Voir aussi : <i>I.G.B.</i> – XVI	

Titre de sénateur

– Abus de titre	99 ter , al. 1, 2°
-----------------------	---------------------------

Tour de parole

.....	29 ter , al. 7 à 9 et 36 , al. 4
-------	---

Traités

– Ratification.....	47
---------------------	-----------

Transformation des questions

– Écrites en questions orales	75 , al. 3
-------------------------------------	-------------------

Transmission des textes adoptés

.....	65
-------	-----------

Voir : *I.G.B.* – XVII

Voir aussi : *Motions tendant à proposer au Président
de la République de consulter les électeurs d'une
collectivité territoriale située outre-mer sur un
changement de régime institutionnel*

Travaux des commissions

– Compte rendu des réunions des commissions.....	15 ter , al. 1
– Communication à la presse	15 ter , al. 3
– Enregistrement audiovisuel	
Voir : <i>I.G.B.</i> – XII bis	
– Établissement du texte de la commission.....	17 bis

– Jours réservés	23 bis A , al. 3
– Publicité	15 ter , al. 3
Voir aussi : <i>Auditions en commission ; Commissions ; Discussion en commission ; Procès-verbal</i>	

Tribune

– Interventions faites à la tribune	36 , al. 5
– Voir aussi : <i>Scrutin à la tribune ; Scrutin public à la tribune</i>	

Tribunes du public

.....	91 , al. 2
-------	-------------------

Tumulte

– Motive la censure	94
– Motive la levée de la séance.....	98 , al. 4

U

Union européenne

Voir : *Commission des affaires européennes ; Rapports : conclusions des rapports portant sur des projets d'actes de l'Union européenne*

V

Vacance

– Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	103 bis
– Commissions d'enquête	8 ter , al. 5
– Commissions permanentes.....	8 , al. 8
– Commissions spéciales	8 bis , al. 3

Validité

– Des textes adoptés en cas de rejet du procès-verbal ...	38 bis , al. 9
– Des votes	51 , al. 2

Vérification des comptes du Sénat

.....	103 , al. 3 et 103 bis
-------	--------------------------------------

Vice-présidents des commissions	13 , al. 2, 3 et 6
--	---------------------------

Vice-présidents du Sénat

– Durée du mandat	2 bis , al. 2
– Fonctions	3 , al. 2 et 3
– Intérim en cas de vacance de la Présidence	2 , al. 5
– Modalités de nomination.....	2 bis
– Ne peuvent faire partie de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	103 bis , al. 3
– Nombre.....	2 bis , al. 2
– Participation à la Conférence des Présidents	29 , al. 1
– Signature du procès-verbal.....	38 bis , al. 7
Voir aussi : <i>Bureau du Sénat ; Président de séance</i>	

Violence

– Motive la censure avec exclusion temporaire	95 , al. 1
---	-------------------

Vote acquis

.....	43 , al. 7
-------	-------------------

Vote à main levée

Voir : *Main levée*

Vote par assis et levé

Voir : *Assis et levé*

Vote par division

.....	42 , al. 11
-------	--------------------

Vote sans débat

– Adoption d'un procès-verbal rectifié	38 bis , al. 5
– Application de la censure	96 , al. 1
– Demande de réunion du Sénat en comité secret.....	32 , al. 5
– Demande de priorité ou de réserve par la commission lorsque le Gouvernement s'y oppose	44 , al. 6
– Exclusion d'un membre d'une commission d'enquête.....	8 ter , al. 6
– Interdiction de paroles après deux rappels à la question	36 , al. 9
– Procédure d'examen simplifié des textes relatifs à des conventions internationales ou fiscales	47 decies

Votes dans les commissions

– Délégation de vote	15
– Les ministres assistent aux votes.....	15 bis , al. 1
– Nominations personnelles	52 , al. 3 et 61 , al. 1
– Partage égal des voix.....	62 , al. 1

– Quorum	13 ter , al. 2
– Validité des votes	13 ter
– Vote nominal	13 ter , al. 3
Voir : <i>I.G.B. – XIII</i>	

Votes en séance publique

– Contrôlés ou dépouillés par les secrétaires	33 , al. 5
– Délégation de vote	63 et 64
– Incapacité physique permanente ou temporaire d'un sénateur	53 , al. 2
– Interdiction du vote sur les articles d'un traité.....	47
– Majorité requise	52 et 62
– Modalités de vote des délégués.....	57
– Modes de votation	53
– Parole interdite entre les différentes épreuves de vote.....	55
– Proclamation des résultats des délibérations.....	62 , al. 2
– Quorum	51
Voir : <i>I.G.B. – XIII bis</i>	
– Report faute de quorum.....	51 , al. 4
– Validité.....	51

Voir : *I.G.B. – XIII à XVI*

Voir aussi : *Analyse des discussions législatives et
des scrutins publics ; Assis et levé ;
Délégation du droit de vote ; Égalité de suffrages ;
Main levée ; Majorités ; Nominations personnelles ;
Président de séance ; Quorum ;
Scrutateurs ; Scrutin à la tribune ; Scrutin pluri-
nominal ; Scrutin public à la tribune ; Scrutin public
ordinaire ; Scrutin secret ; Secrétaires d'âge ;
Secrétaires du Sénat ; Vote acquis ;
Vote par division ; Vote sur l'ensemble ;
Vote sur un article unique ; Vote unique*

Vote sur l'ensemble

.....	42 , al. 13 à 16
– Par scrutin public à la tribune :	
• Sur décision de la Conférence des Présidents	60 bis , al. 1 et 2
• Sur le projet de loi de finances de l'année (1 ^{ère} lecture).....	60 bis , al. 3
– Par scrutin public ordinaire :	
• Sur la première partie de la loi de finances de l'année.....	47 bis, 59
• Sur les lois de finances (autres que celle de l'année en première lecture).....	59

• Sur les lois organiques	59
• Sur les projets ou propositions de révision de la Constitution.....	59
• Sur les propositions mentionnées à l’art. 11 de la Constitution	59
– Retenue financière en cas d’absence aux votes et explications de vote.....	23 bis
Voir aussi : <i>I.G.B.</i> – <i>XV bis</i>	
 Vote sur un article unique	
.....	42 , al. 14
– Vote sur les articles	42 , al. 9
 Vote unique	
– À la demande du Gouvernement (art. 44 de la Constitution), sur tout ou partie d’un texte	42 , al. 9
– Sur le texte élaboré par une commission mixte paritaire	42 , al. 8
 Vote sur la première partie	
– Projet de loi de finances de l’année.....	47 bis
– Projet de loi de finances rectificative	47 bis
– Projet de loi de fin de gestion.....	47 bis

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

Modifiée par :

1. Loi constitutionnelle n° 60-525 du 4 juin 1960
2. Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 (*Referendum*)
3. Loi constitutionnelle n° 63-1327 du 30 décembre 1963
4. Loi constitutionnelle n° 74-904 du 29 octobre 1974
5. Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976
6. Loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992
7. Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993
8. Loi constitutionnelle n° 93-1256 du 25 novembre 1993
9. Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995
10. Loi constitutionnelle n° 96-138 du 22 février 1996
11. Loi constitutionnelle n° 98-610 du 20 juillet 1998
12. Loi constitutionnelle n° 99-49 du 25 janvier 1999
13. Loi constitutionnelle n° 99-568 du 8 juillet 1999
14. Loi constitutionnelle n° 99-569 du 8 juillet 1999
15. Loi constitutionnelle n° 2000-964 du 2 octobre 2000 (*Referendum*)
16. Loi constitutionnelle n° 2003-267 du 25 mars 2003
17. Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003
18. Loi constitutionnelle n° 2005-204 du 1^{er} mars 2005
19. Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005
20. Loi constitutionnelle n° 2007-237 du 23 février 2007
21. Loi constitutionnelle n° 2007-238 du 23 février 2007
22. Loi constitutionnelle n° 2007-239 du 23 février 2007
23. Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008
24. Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008
25. Loi constitutionnelle n° 2024-200 du 8 mars 2024

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

Préambule

Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.

Article premier

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.

La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

TITRE I^{er} De la souveraineté

Article 2

La langue de la République est le français.

L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.

L'hymne national est la « Marseillaise ».

La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Article 3

La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.

Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Article 4

Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article premier dans les conditions déterminées par la loi.

La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation.

TITRE II

Le Président de la République

Article 5

Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État.

Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités.

Article 6

Le Président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct.

Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par une loi organique.

Article 7

Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé, le quatorzième jour suivant, à un second tour. Seuls peuvent s'y présenter les deux candidats qui, le cas échéant après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier tour.

Le scrutin est ouvert sur convocation du Gouvernement.

L'élection du nouveau président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice.

En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le Conseil constitutionnel saisi par le Gouvernement et statuant à la majorité absolue de ses membres, les fonctions du Président de la République, à l'exception de celles prévues aux articles 11 et 12 ci-dessous, sont provisoirement exercées par le Président du Sénat et, si celui-ci est à son tour empêché d'exercer ces fonctions, par le Gouvernement.

En cas de vacance ou lorsque l'empêchement est déclaré définitif par le Conseil constitutionnel, le scrutin pour l'élection du nouveau président a lieu, sauf cas de force majeure constaté par le Conseil constitutionnel, vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus après l'ouverture de la vacance ou la déclaration du caractère définitif de l'empêchement.

Si, dans les sept jours précédant la date limite du dépôt des présentations de candidatures, une des personnes ayant, moins de trente jours avant cette date, annoncé publiquement sa décision d'être candidate décède ou se trouve empêchée, le Conseil constitutionnel peut décider de reporter l'élection.

Si, avant le premier tour, un des candidats décède ou se trouve empêché, le Conseil constitutionnel prononce le report de l'élection.

En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats les plus favorisés au premier tour avant les retraits éventuels, le Conseil constitutionnel déclare qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales ; il en est de même en cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats restés en présence en vue du second tour.

Dans tous les cas, le Conseil constitutionnel est saisi dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 61 ci-dessous ou dans celles déterminées pour la présentation d'un candidat par la loi organique prévue à l'article 6 ci-dessus.

Le Conseil constitutionnel peut proroger les délais prévus aux troisième et cinquième alinéas sans que le scrutin puisse avoir lieu plus de trente-cinq jours après la date de la décision du Conseil constitutionnel. Si l'application des dispositions du présent alinéa a eu pour effet de reporter l'élection à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs du président en exercice, celui-ci demeure en fonction jusqu'à la proclamation de son successeur.

Il ne peut être fait application ni des articles 49 et 50 ni de l'article 89 de la Constitution durant la vacance de la Présidence de la République ou durant la période qui s'écoule entre la déclaration du caractère définitif de l'empêchement du Président de la République et l'élection de son successeur.

Article 8

Le Président de la République nomme le Premier ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement.

Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

Article 9

Le Président de la République préside le Conseil des ministres.

Article 10

Le Président de la République promulgue les lois dans les quinze jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée.

Il peut, avant l'expiration de ce délai, demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. Cette nouvelle délibération ne peut être refusée.

Article 11

Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux assemblées, publiées au *Journal Officiel*, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la Nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.

Lorsque le référendum est organisé sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.

Un référendum portant sur un objet mentionné au premier alinéa peut être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. Cette initiative prend la forme d'une proposition de loi et ne peut avoir pour objet l'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an.

Les conditions de sa présentation et celles dans lesquelles le Conseil constitutionnel contrôle le respect des dispositions de l'alinéa précédent sont déterminées par une loi organique.

Si la proposition de loi n'a pas été examinée par les deux assemblées dans un délai fixé par la loi organique, le Président de la République la soumet au référendum.

Lorsque la proposition de loi n'est pas adoptée par le peuple français, aucune nouvelle proposition de référendum portant sur le même sujet ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date du scrutin.

Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet ou de la proposition de loi, le Président de la République promulgue la loi dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats de la consultation.

Article 12

Le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des Présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.

Les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution.

L'Assemblée nationale se réunit de plein droit le deuxième jeudi qui suit son élection. Si cette réunion a lieu en dehors de la période prévue pour la session ordinaire, une session est ouverte de droit pour une durée de quinze jours.

Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.

Article 13

Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en Conseil des ministres.

Il nomme aux emplois civils et militaires de l'État.

Les conseillers d'État, le grand chancelier de la Légion d'honneur, les ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les conseillers maîtres à la Cour des comptes, les préfets, les représentants de l'État dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, les officiers généraux, les recteurs des académies, les directeurs des administrations centrales sont nommés en Conseil des ministres.

Une loi organique détermine les autres emplois auxquels il est pourvu en Conseil des ministres ainsi que les conditions dans lesquelles le pouvoir de nomination du Président de la République peut être par lui délégué pour être exercé en son nom.

Une loi organique détermine les emplois ou fonctions, autres que ceux mentionnés au troisième alinéa, pour lesquels, en raison de leur importance pour la garantie des droits et libertés ou la vie économique et sociale de la Nation, le pouvoir de nomination du Président de la République s'exerce après avis public de la commission permanente compétente de chaque assemblée. Le Président de la République ne peut procéder à une nomination lorsque l'addition des votes négatifs dans chaque commission représente au moins trois cinquièmes des suffrages exprimés au sein des deux commissions. La loi détermine les commissions permanentes compétentes selon les emplois ou fonctions concernés.

Article 14

Le Président de la République accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des puissances étrangères ; les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires étrangers sont accrédités auprès de lui.

Article 15

Le Président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et comités supérieurs de la Défense nationale.

Article 16

Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances, après consultation officielle du Premier ministre, des Présidents des assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel.

Il en informe la Nation par un message.

Ces mesures doivent être inspirées par la volonté d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission. Le Conseil constitutionnel est consulté à leur sujet.

Le Parlement se réunit de plein droit.

L'Assemblée nationale ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels.

Après trente jours d'exercice des pouvoirs exceptionnels, le Conseil constitutionnel peut être saisi par le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, soixante députés ou soixante sénateurs, aux fins d'examiner si les conditions énoncées au premier alinéa demeurent réunies. Il se prononce dans les délais les plus brefs par un avis public. Il procède de plein droit à cet examen et se prononce dans les mêmes conditions au terme de soixante jours d'exercice des pouvoirs exceptionnels et à tout moment au-delà de cette durée.

Article 17

Le Président de la République a le droit de faire grâce à titre individuel.

Article 18

Le Président de la République communique avec les deux assemblées du Parlement par des messages qu'il fait lire et qui ne donnent lieu à aucun débat.

Il peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote.

Hors session, les assemblées parlementaires sont réunies spécialement à cet effet.

Article 19

Les actes du Président de la République autres que ceux prévus aux articles 8 (1^{er} alinéa), 11, 12, 16, 18, 54, 56 et 61 sont contresignés par le Premier ministre et, le cas échéant, par les ministres responsables.

TITRE III Le Gouvernement

Article 20

Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation.

Il dispose de l'administration et de la force armée.

Il est responsable devant le Parlement dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 49 et 50.

Article 21

Le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. Il est responsable de la Défense nationale. Il assure l'exécution des lois. Sous réserve des dispositions de l'article 13, il exerce le pouvoir réglementaire et nomme aux emplois civils et militaires.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres.

Il supplée, le cas échéant, le Président de la République dans la présidence des conseils et comités prévus à l'article 15.

Il peut, à titre exceptionnel, le suppléer pour la présidence d'un Conseil des ministres en vertu d'une délégation expresse et pour un ordre du jour déterminé.

Article 22

Les actes du Premier ministre sont contresignés, le cas échéant, par les ministres chargés de leur exécution.

Article 23

Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national et de tout emploi public ou de toute activité professionnelle.

Une loi organique fixe les conditions dans lesquelles il est pourvu au remplacement des titulaires de tels mandats, fonctions ou emplois.

Le remplacement des membres du Parlement a lieu conformément aux dispositions de l'article 25.

TITRE IV Le Parlement

Article 24

Le Parlement vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques.

Il comprend l'Assemblée nationale et le Sénat.

Les députés à l'Assemblée nationale, dont le nombre ne peut excéder cinq cent soixante-dix-sept, sont élus au suffrage direct.

Le Sénat, dont le nombre de membres ne peut excéder trois cent quarante-huit, est élu au suffrage indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République.

Les Français établis hors de France sont représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Article 25

Une loi organique fixe la durée des pouvoirs de chaque assemblée, le nombre de ses membres, leur indemnité, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités.

Elle fixe également les conditions dans lesquelles sont élues les personnes appelées à assurer, en cas de vacance du siège, le remplacement des députés ou des sénateurs jusqu'au renouvellement général ou partiel de l'assemblée à laquelle ils appartenaient ou leur remplacement temporaire en cas d'acceptation par eux de fonctions gouvernementales.

Une commission indépendante, dont la loi fixe la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement, se prononce par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés ou modifiant la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.

Article 26

Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Aucun membre du Parlement ne peut faire l'objet, en matière criminelle ou correctionnelle, d'une arrestation ou de toute autre mesure privative ou restrictive de liberté qu'avec l'autorisation du Bureau de l'assemblée dont il fait partie. Cette autorisation n'est pas requise en cas de crime ou délit flagrant ou de condamnation définitive.

La détention, les mesures privatives ou restrictives de liberté ou la poursuite d'un membre du Parlement sont suspendues pour la durée de la session si l'assemblée dont il fait partie le requiert.

L'assemblée intéressée est réunie de plein droit pour des séances supplémentaires pour permettre, le cas échéant, l'application de l'alinéa ci-dessus.

Article 27

Tout mandat impératif est nul.

Le droit de vote des membres du Parlement est personnel.

La loi organique peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. Dans ce cas, nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat.

Article 28

Le Parlement se réunit de plein droit en une session ordinaire qui commence le premier jour ouvrable d'octobre et prend fin le dernier jour ouvrable de juin.

Le nombre de jours de séance que chaque assemblée peut tenir au cours de la session ordinaire ne peut excéder cent vingt. Les semaines de séance sont fixées par chaque assemblée.

Le Premier ministre, après consultation du président de l'assemblée concernée, ou la majorité des membres de chaque assemblée peut décider la tenue de jours supplémentaires de séance.

Les jours et les horaires des séances sont déterminés par le règlement de chaque assemblée.

Article 29

Le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du Premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé.

Lorsque la session extraordinaire est tenue à la demande des membres de l'Assemblée nationale, le décret de clôture intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué et au plus tard douze jours à compter de sa réunion.

Le Premier ministre peut seul demander une nouvelle session avant l'expiration du mois qui suit le décret de clôture.

Article 30

Hors les cas dans lesquels le Parlement se réunit de plein droit, les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du Président de la République.

Article 31

Les membres du Gouvernement ont accès aux deux assemblées. Ils sont entendus quand ils le demandent.

Ils peuvent se faire assister par des commissaires du Gouvernement.

Article 32

Le Président de l'Assemblée nationale est élu pour la durée de la législature. Le Président du Sénat est élu après chaque renouvellement partiel.

Article 33

Les séances des deux assemblées sont publiques. Le compte rendu intégral des débats est publié au *Journal officiel*.

Chaque assemblée peut siéger en comité secret à la demande du Premier ministre ou d'un dixième de ses membres.

TITRE V

Des rapports entre le Parlement et le Gouvernement

Article 34

La loi fixe les règles concernant :

- les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ; la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ; les sujétions imposées par la Défense nationale aux citoyens en leur personne et en leurs biens ;

- la nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et libéralités ;

- la détermination des crimes et délits ainsi que les peines qui leur sont applicables ; la procédure pénale ; l'amnistie ; la création de nouveaux ordres de juridiction et le statut des magistrats ;

- l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toutes natures ; le régime d'émission de la monnaie.

La loi fixe également les règles concernant :

- le régime électoral des assemblées parlementaires, des assemblées locales et des instances représentatives des Français établis hors de France ainsi que les conditions d'exercice des mandats électoraux et des fonctions électives des membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ;

- la création de catégories d'établissements publics ;

- les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'État ;

- les nationalisations d'entreprises et les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé.

La loi détermine les principes fondamentaux :

- de l'organisation générale de la Défense nationale ;

- de la libre administration des collectivités territoriales, de leurs compétences et de leurs ressources ;

- de l'enseignement ;

- de la préservation de l'environnement ;

- du régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales ;

- du droit du travail, du droit syndical et de la sécurité sociale.

La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse.

Les lois de finances déterminent les ressources et les charges de l'État dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique.

Les lois de financement de la sécurité sociale déterminent les conditions générales de son équilibre financier et, compte tenu de leurs prévisions de recettes, fixent ses objectifs de dépenses, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique.

Des lois de programmation déterminent les objectifs de l'action de l'État.

Les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

Les dispositions du présent article pourront être précisées et complétées par une loi organique¹.

Article 34-1

Les assemblées peuvent voter des résolutions dans les conditions fixées par la loi organique.

Sont irrecevables et ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour les propositions de résolution dont le Gouvernement estime que leur adoption ou leur rejet serait de nature à mettre en cause sa responsabilité ou qu'elles contiennent des injonctions à son égard.

Article 35

La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement.

Le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote.

Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort.

Si le Parlement n'est pas en session à l'expiration du délai de quatre mois, il se prononce à l'ouverture de la session suivante.

Article 36

L'état de siège est décrété en Conseil des ministres.

Sa prorogation au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par le Parlement.

Article 37

Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire.

Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décrets pris après avis du Conseil d'État. Ceux de ces textes qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente Constitution ne pourront être modifiés par décret que si le Conseil constitutionnel a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent.

Article 37-1

La loi et le règlement peuvent comporter, pour un objet et une durée limités, des dispositions à caractère expérimental.

Article 38

Le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État. Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas

¹ L'article 1^{er} de la loi organique n° 2017-54 du 20 janvier 2017 relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes dispose :

« Toute autorité administrative indépendante ou autorité publique indépendante est instituée par la loi.

« La loi fixe les règles relatives à la composition et aux attributions ainsi que les principes fondamentaux relatifs à l'organisation et au fonctionnement des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes. »

déposé devant le Parlement avant la date fixée par la loi d'habilitation. Elles ne peuvent être ratifiées que de manière expresse.

À l'expiration du délai mentionné au premier alinéa du présent article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans les matières qui sont du domaine législatif.

Article 39

L'initiative des lois appartient concurremment au Premier ministre et aux membres du Parlement.

Les projets de loi sont délibérés en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État et déposés sur le bureau de l'une des deux assemblées. Les projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale. Sans préjudice du premier alinéa de l'article 44, les projets de loi ayant pour principal objet l'organisation des collectivités territoriales sont soumis en premier lieu au Sénat.

La présentation des projets de loi déposés devant l'Assemblée nationale ou le Sénat répond aux conditions fixées par une loi organique.

Les projets de loi ne peuvent être inscrits à l'ordre du jour si la Conférence des Présidents de la première assemblée saisie constate que les règles fixées par la loi organique sont méconnues. En cas de désaccord entre la Conférence des Présidents et le Gouvernement, le président de l'assemblée intéressée ou le Premier ministre peut saisir le Conseil constitutionnel qui statue dans un délai de huit jours.

Dans les conditions prévues par la loi, le président d'une assemblée peut soumettre pour avis au Conseil d'État, avant son examen en commission, une proposition de loi déposée par l'un des membres de cette assemblée, sauf si ce dernier s'y oppose.

Article 40

Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique.

Article 41

S'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu de l'article 38, le Gouvernement ou le président de l'assemblée saisie peut opposer l'irrecevabilité.

En cas de désaccord entre le Gouvernement et le Président de l'assemblée intéressée, le Conseil constitutionnel, à la demande de l'un ou de l'autre, statue dans un délai de huit jours.

Article 42

La discussion des projets et des propositions de loi porte, en séance, sur le texte adopté par la commission saisie en application de l'article 43 ou, à défaut, sur le texte dont l'assemblée a été saisie.

Toutefois, la discussion en séance des projets de révision constitutionnelle, des projets de loi de finances et des projets de loi de financement de la sécurité sociale porte, en première lecture devant la première assemblée saisie, sur le texte présenté par le Gouvernement et, pour les autres lectures, sur le texte transmis par l'autre assemblée.

La discussion en séance, en première lecture, d'un projet ou d'une proposition de loi ne peut intervenir, devant la première assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de six semaines après son dépôt. Elle ne peut intervenir, devant la seconde assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de quatre semaines à compter de sa transmission.

L'alinéa précédent ne s'applique pas si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45. Il ne s'applique pas non plus aux projets de loi de finances, aux projets de loi de financement de la sécurité sociale et aux projets relatifs aux états de crise.

Article 43

Les projets et propositions de loi sont envoyés pour examen à l'une des commissions permanentes dont le nombre est limité à huit dans chaque assemblée.

À la demande du Gouvernement ou de l'assemblée qui en est saisie, les projets ou propositions de loi sont envoyés pour examen à une commission spécialement désignée à cet effet.

Article 44

Les membres du Parlement et le Gouvernement ont le droit d'amendement. Ce droit s'exerce en séance ou en commission selon les conditions fixées par les règlements des assemblées, dans le cadre déterminé par une loi organique.

Après l'ouverture du débat, le Gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commission.

Si le Gouvernement le demande, l'assemblée saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le Gouvernement.

Article 45

Tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux assemblées du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique. Sans préjudice de l'application des articles 40 et 41, tout amendement est recevable en première lecture dès lors qu'il présente un lien, même indirect, avec le texte déposé ou transmis.

Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque assemblée ou, si le Gouvernement a décidé d'engager la procédure accélérée sans que les Conférences des présidents s'y soient conjointement opposées, après une seule lecture par chacune d'entre elles, le Premier ministre ou, pour une proposition de loi, les Présidents des deux assemblées agissant conjointement, ont la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

Le texte élaboré par la commission mixte peut être soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux assemblées. Aucun amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement.

Si la commission mixte ne parvient pas à l'adoption d'un texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, après une nouvelle lecture par l'Assemblée nationale et par le Sénat, demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement. En ce cas, l'Assemblée nationale peut reprendre soit le texte élaboré par la commission mixte, soit le dernier texte voté par elle, modifié le cas échéant par un ou plusieurs des amendements adoptés par le Sénat.

Article 46

Les lois auxquelles la Constitution confère le caractère de lois organiques sont votées et modifiées dans les conditions suivantes.

Le projet ou la proposition ne peut, en première lecture, être soumis à la délibération et au vote des assemblées qu'à l'expiration des délais fixés au troisième alinéa de l'article 42. Toutefois, si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45, le projet ou la proposition ne peut être soumis à la délibération de la première assemblée saisie avant l'expiration d'un délai de quinze jours après son dépôt.

La procédure de l'article 45 est applicable. Toutefois, faute d'accord entre les deux assemblées, le texte ne peut être adopté par l'Assemblée nationale en dernière lecture qu'à la majorité absolue de ses membres.

Les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées.

Les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après déclaration par le Conseil constitutionnel de leur conformité à la Constitution.

Article 47

Le Parlement vote les projets de loi de finances dans les conditions prévues par une loi organique.

Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de quarante jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours. Il est ensuite procédé dans les conditions prévues à l'article 45.

Si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de soixante-dix jours, les dispositions du projet peuvent être mises en vigueur par ordonnance.

Si la loi de finances fixant les ressources et les charges d'un exercice n'a pas été déposée en temps utile pour être promulguée avant le début de cet exercice, le Gouvernement demande d'urgence au Parlement l'autorisation de percevoir les impôts et ouvre par décret les crédits se rapportant aux services votés.

Les délais prévus au présent article sont suspendus lorsque le Parlement n'est pas en session.

Article 47-1

Le Parlement vote les projets de loi de financement de la sécurité sociale dans les conditions prévues par une loi organique.

Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de vingt jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours. Il est ensuite procédé dans les conditions prévues à l'article 45.

Si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de cinquante jours, les dispositions du projet peuvent être mises en œuvre par ordonnance.

Les délais prévus au présent article sont suspendus lorsque le Parlement n'est pas en session et, pour chaque assemblée, au cours des semaines où elle a décidé de ne pas tenir séance, conformément au deuxième alinéa de l'article 28.

Article 47-2

La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.

Article 48

Sans préjudice de l'application des trois derniers alinéas de l'article 28, l'ordre du jour est fixé par chaque assemblée.

Deux semaines de séance sur quatre sont réservées par priorité, et dans l'ordre que le Gouvernement a fixé, à l'examen des textes et aux débats dont il demande l'inscription à l'ordre du jour.

En outre, l'examen des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale et, sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, des textes transmis par l'autre assemblée depuis six semaines au moins, des projets relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation visées à l'article 35 est, à la demande du Gouvernement, inscrit à l'ordre du jour par priorité.

Une semaine de séance sur quatre est réservée par priorité et dans l'ordre fixé par chaque assemblée au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques.

Un jour de séance par mois est réservé à un ordre du jour arrêté par chaque assemblée à l'initiative des groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'à celle des groupes minoritaires.

Une séance par semaine au moins, y compris pendant les sessions extraordinaires prévues à l'article 29, est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement.

Article 49

Le Premier ministre, après délibération du Conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale.

L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée nationale. Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après son dépôt. Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée. Sauf dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessous, un député ne peut être signataire de plus de trois motions de censure au cours d'une même session ordinaire et de plus d'une au cours d'une même session extraordinaire.

Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale. Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session.

Le Premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale.

Article 50

Lorsque l'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Premier ministre doit remettre au Président de la République la démission du Gouvernement.

Article 50-1

Devant l'une ou l'autre des assemblées, le Gouvernement peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un groupe parlementaire au sens de l'article 51-1, faire, sur un sujet déterminé, une déclaration qui donne lieu à débat et peut, s'il le décide, faire l'objet d'un vote sans engager sa responsabilité.

Article 51

La clôture de la session ordinaire ou des sessions extraordinaires est de droit retardée pour permettre, le cas échéant, l'application de l'article 49. À cette même fin, des séances supplémentaires sont de droit.

Article 51-1

Le règlement de chaque assemblée détermine les droits des groupes parlementaires constitués en son sein. Il reconnaît des droits spécifiques aux groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'aux groupes minoritaires.

Article 51-2

Pour l'exercice des missions de contrôle et d'évaluation définies au premier alinéa de l'article 24, des commissions d'enquête peuvent être créées au sein de chaque assemblée pour recueillir, dans les conditions prévues par la loi, des éléments d'information.

La loi détermine leurs règles d'organisation et de fonctionnement. Leurs conditions de création sont fixées par le règlement de chaque assemblée.

TITRE VI

Des traités et accords internationaux

Article 52

Le Président de la République négocie et ratifie les traités.

Il est informé de toute négociation tendant à la conclusion d'un accord international non soumis à ratification.

Article 53

Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'État, ceux qui modifient des dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi.

Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés.

Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées.

Article 53-1

La République peut conclure avec les États européens qui sont liés par des engagements identiques aux siens en matière d'asile et de protection des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, des accords déterminant leurs compétences respectives pour l'examen des demandes d'asile qui leur sont présentées.

Toutefois, même si la demande n'entre pas dans leur compétence en vertu de ces accords, les autorités de la République ont toujours le droit de donner asile à tout étranger persécuté en raison de son action en faveur de la liberté ou qui sollicite la protection de la France pour un autre motif.

Article 53-2

La République peut reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale dans les conditions prévues par le traité signé le 18 juillet 1998.

Article 54

Si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, par le Premier ministre, par le Président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou soixante sénateurs, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution.

Article 55

Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie.

TITRE VII

Le Conseil constitutionnel

Article 56

Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le Président de l'Assemblée nationale, trois par le Président du Sénat. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le Président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le Président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

Article 57

Les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de ministre ou de membre du Parlement. Les autres incompatibilités sont fixées par une loi organique.

Article 58

Le Conseil constitutionnel veille à la régularité de l'élection du Président de la République.

Il examine les réclamations et proclame les résultats du scrutin.

Article 59

Le Conseil constitutionnel statue, en cas de contestation, sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs.

Article 60

Le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de référendum prévues aux articles 11 et 89 et au titre XV. Il en proclame les résultats.

Article 61

Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

Aux mêmes fins, les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil constitutionnel suspend le délai de promulgation.

Article 61-1

Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.

Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 62

Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61 ne peut être promulguée ni mise en application.

Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause.

Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Article 63

Une loi organique détermine les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil constitutionnel, la procédure qui est suivie devant lui et notamment les délais ouverts pour le saisir de contestations.

TITRE VIII De l'autorité judiciaire

Article 64

Le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire.

Il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature.

Une loi organique porte statut des magistrats.

Les magistrats du siège sont inamovibles.

Article 65

Le Conseil supérieur de la magistrature comprend une formation compétente à l'égard des magistrats du siège et une formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.

La formation compétente à l'égard des magistrats du siège est présidée par le premier président de la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du siège et un magistrat du parquet, un conseiller d'État désigné par le Conseil d'État, un avocat ainsi que six personnalités qualifiées qui n'appartiennent ni au Parlement, ni à l'ordre judiciaire, ni à l'ordre administratif. Le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat désignent chacun deux personnalités qualifiées. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable aux nominations des personnalités qualifiées. Les nominations effectuées par le Président de chaque assemblée du Parlement sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée intéressée.

La formation compétente à l'égard des magistrats du parquet est présidée par le procureur général près la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du parquet et un magistrat du siège, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa.

La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège fait des propositions pour les nominations des magistrats du siège à la Cour de cassation, pour celles de premier président de cour d'appel et pour celles de président de tribunal de grande instance. Les autres magistrats du siège sont nommés sur son avis conforme.

La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les nominations qui concernent les magistrats du parquet.

La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège statue comme conseil de discipline des magistrats du siège. Elle comprend alors, outre les membres visés au deuxième alinéa, le magistrat du siège appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.

La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les sanctions disciplinaires qui les concernent. Elle comprend alors, outre les membres visés au troisième alinéa, le magistrat du parquet appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du siège.

Le Conseil supérieur de la magistrature se réunit en formation plénière pour répondre aux demandes d'avis formulées par le Président de la République au titre de l'article 64. Il se prononce, dans la même formation, sur les questions relatives à la déontologie des magistrats ainsi que sur toute question relative au fonctionnement de la justice dont le saisit le ministre de la justice. La formation plénière comprend trois des cinq magistrats du siège mentionnés au deuxième alinéa, trois des cinq magistrats du parquet mentionnés au troisième alinéa, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa. Elle est présidée par le premier président de la Cour de cassation, que peut suppléer le procureur général près cette cour.

Sauf en matière disciplinaire, le ministre de la justice peut participer aux séances des formations du Conseil supérieur de la magistrature.

Le Conseil supérieur de la magistrature peut être saisi par un justiciable dans les conditions fixées par une loi organique.

La loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 66

Nul ne peut être arbitrairement détenu.

L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi.

Article 66-1

Nul ne peut être condamné à la peine de mort.

TITRE IX La Haute Cour

Article 67

Le Président de la République n'est pas responsable des actes accomplis en cette qualité, sous réserve des dispositions des articles 53-2 et 68.

Il ne peut, durant son mandat et devant aucune juridiction ou autorité administrative française, être requis de témoigner non plus que faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'instruction ou de poursuite. Tout délai de prescription ou de forclusion est suspendu.

Les instances et procédures auxquelles il est ainsi fait obstacle peuvent être reprises ou engagées contre lui à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation des fonctions.

Article 68

Le Président de la République ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat. La destitution est prononcée par le Parlement constitué en Haute Cour.

La proposition de réunion de la Haute Cour adoptée par une des assemblées du Parlement est aussitôt transmise à l'autre qui se prononce dans les quinze jours.

La Haute Cour est présidée par le président de l'Assemblée nationale. Elle statue dans un délai d'un mois, à bulletins secrets, sur la destitution. Sa décision est d'effet immédiat.

Les décisions prises en application du présent article le sont à la majorité des deux tiers des membres composant l'assemblée concernée ou la Haute Cour. Toute délégation de vote est interdite. Seuls sont recensés les votes favorables à la proposition de réunion de la Haute Cour ou à la destitution.

Une loi organique fixe les conditions d'application du présent article.

TITRE X De la responsabilité pénale des membres du Gouvernement

Article 68-1

Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés crimes ou délits au moment où ils ont été commis.

Ils sont jugés par la Cour de justice de la République.

La Cour de justice de la République est liée par la définition des crimes et délits ainsi que par la détermination des peines telles qu'elles résultent de la loi.

Article 68-2

La Cour de justice de la République comprend quinze juges : douze parlementaires élus, en leur sein et en nombre égal, par l'Assemblée nationale et par le Sénat après chaque renouvellement général ou partiel de ces assemblées et trois magistrats du siège à la Cour de cassation, dont l'un préside la Cour de justice de la République.

Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit commis par un membre du Gouvernement dans l'exercice de ses fonctions peut porter plainte auprès d'une commission des requêtes.

Cette commission ordonne soit le classement de la procédure, soit sa transmission au procureur général près la Cour de cassation aux fins de saisine de la Cour de justice de la République.

Le procureur général près la Cour de cassation peut aussi saisir d'office la Cour de justice de la République sur avis conforme de la commission des requêtes.

Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 68-3

Les dispositions du présent titre sont applicables aux faits commis avant son entrée en vigueur.

TITRE XI

Le Conseil économique, social et environnemental

Article 69

Le Conseil économique, social et environnemental, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de loi qui lui sont soumis.

Un membre du Conseil économique, social et environnemental peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis.

Le Conseil économique, social et environnemental peut être saisi par voie de pétition dans les conditions fixées par une loi organique. Après examen de la pétition, il fait connaître au Gouvernement et au Parlement les suites qu'il propose d'y donner.

Article 70

Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis.

Article 71

La composition du Conseil économique, social et environnemental, dont le nombre de membres ne peut excéder deux cent trente-trois, et ses règles de fonctionnement sont fixées par une loi organique.

TITRE XI bis

Le Défenseur des droits

Article 71-1

Le Défenseur des droits veille au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public, ou à l'égard duquel la loi organique lui attribue des compétences.

Il peut être saisi, dans les conditions prévues par la loi organique, par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'un service public ou d'un organisme visé au premier alinéa. Il peut se saisir d'office.

La loi organique définit les attributions et les modalités d'intervention du Défenseur des droits. Elle détermine les conditions dans lesquelles il peut être assisté par un collège pour l'exercice de certaines de ses attributions.

Le Défenseur des droits est nommé par le Président de la République pour un mandat de six ans non renouvelable, après application de la procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13. Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre du Gouvernement et de membre du Parlement. Les autres incompatibilités sont fixées par la loi organique.

Le Défenseur des droits rend compte de son activité au Président de la République et au Parlement.

TITRE XII

Des collectivités territoriales

Article 72

Les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les régions, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74. Toute autre collectivité territoriale est créée par la loi, le cas échéant en lieu et place d'une ou de plusieurs collectivités mentionnées au présent alinéa.

Les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon.

Dans les conditions prévues par la loi, ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences.

Dans les conditions prévues par la loi organique, et sauf lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti, les collectivités territoriales ou leurs groupements peuvent, lorsque, selon le cas, la loi ou le règlement l'a prévu, déroger, à titre expérimental et pour un objet et une durée limités, aux dispositions législatives ou réglementaires qui régissent l'exercice de leurs compétences.

Aucune collectivité territoriale ne peut exercer une tutelle sur une autre. Cependant, lorsque l'exercice d'une compétence nécessite le concours de plusieurs collectivités territoriales, la loi peut autoriser l'une d'entre elles ou un de leurs groupements à organiser les modalités de leur action commune.

Dans les collectivités territoriales de la République, le représentant de l'État, représentant de chacun des membres du Gouvernement, a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois.

Article 72-1

La loi fixe les conditions dans lesquelles les électeurs de chaque collectivité territoriale peuvent, par l'exercice du droit de pétition, demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette collectivité d'une question relevant de sa compétence.

Dans les conditions prévues par la loi organique, les projets de délibération ou d'acte relevant de la compétence d'une collectivité territoriale peuvent, à son initiative, être soumis, par la voie du référendum, à la décision des électeurs de cette collectivité.

Lorsqu'il est envisagé de créer une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier ou de modifier son organisation, il peut être décidé par la loi de consulter les électeurs inscrits dans les collectivités intéressées. La modification des limites des collectivités territoriales peut également donner lieu à la consultation des électeurs dans les conditions prévues par la loi.

Article 72-2

Les collectivités territoriales bénéficient de ressources dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la loi.

Elles peuvent recevoir tout ou partie du produit des impositions de toutes natures. La loi peut les autoriser à en fixer l'assiette et le taux dans les limites qu'elle détermine.

Les recettes fiscales et les autres ressources propres des collectivités territoriales représentent, pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources. La loi organique fixe les conditions dans lesquelles cette règle est mise en œuvre.

Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi.

La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales.

Article 72-3

La République reconnaît, au sein du peuple français, les populations d'outre-mer, dans un idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité.

La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna et la Polynésie française sont régies par l'article 73 pour les départements et les régions d'outre-mer et pour les collectivités territoriales créées en application du dernier alinéa de l'article 73, et par l'article 74 pour les autres collectivités.

Le statut de la Nouvelle-Calédonie est régi par le titre XIII.

La loi détermine le régime législatif et l'organisation particulière des Terres australes et antarctiques françaises et de Clipperton.

Article 72-4

Aucun changement, pour tout ou partie de l'une des collectivités mentionnées au deuxième alinéa de l'article 72-3, de l'un vers l'autre des régimes prévus par les articles 73 et 74, ne peut intervenir sans que le consentement des électeurs de la collectivité ou de la partie de collectivité intéressée ait été préalablement recueilli dans les conditions prévues à l'alinéa suivant. Ce changement de régime est décidé par une loi organique.

Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux assemblées, publiées au *Journal officiel*, peut décider de consulter les électeurs d'une collectivité territoriale située outre-mer sur une question relative à son organisation, à ses compétences ou à son régime législatif. Lorsque la consultation porte sur un changement prévu à l'alinéa précédent et est organisée sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.

Article 73

Dans les départements et les régions d'outre-mer, les lois et règlements sont applicables de plein droit. Ils peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités.

Ces adaptations peuvent être décidées par ces collectivités dans les matières où s'exercent leurs compétences et si elles y ont été habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement.

Par dérogation au premier alinéa et pour tenir compte de leurs spécificités, les collectivités régies par le présent article peuvent être habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement, à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire, dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi ou du règlement.

Ces règles ne peuvent porter sur la nationalité, les droits civiques, les garanties des libertés publiques, l'état et la capacité des personnes, l'organisation de la justice, le droit pénal, la procédure pénale, la politique étrangère, la défense, la sécurité et l'ordre publics, la monnaie, le crédit et les changes, ainsi que le droit électoral. Cette énumération pourra être précisée et complétée par une loi organique.

La disposition prévue aux deux précédents alinéas n'est pas applicable au département et à la région de La Réunion.

Les habilitations prévues aux deuxième et troisième alinéas sont décidées, à la demande de la collectivité concernée, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique. Elles ne

peuvent intervenir lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.

La création par la loi d'une collectivité se substituant à un département et une région d'outre-mer ou l'institution d'une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités ne peut intervenir sans qu'ait été recueilli, selon les formes prévues au second alinéa de l'article 72-4, le consentement des électeurs inscrits dans le ressort de ces collectivités.

Article 74

Les collectivités d'outre-mer régies par le présent article ont un statut qui tient compte des intérêts propres de chacune d'elles au sein de la République.

Ce statut est défini par une loi organique, adoptée après avis de l'assemblée délibérante, qui fixe :

- les conditions dans lesquelles les lois et règlements y sont applicables ;
- les compétences de cette collectivité ; sous réserve de celles déjà exercées par elle, le transfert de compétences de l'État ne peut porter sur les matières énumérées au quatrième alinéa de l'article 73, précisées et complétées, le cas échéant, par la loi organique ;
- les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions de la collectivité et le régime électoral de son assemblée délibérante ;
- les conditions dans lesquelles ses institutions sont consultées sur les projets et propositions de loi et les projets d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions particulières à la collectivité, ainsi que sur la ratification ou l'approbation d'engagements internationaux conclus dans les matières relevant de sa compétence.

La loi organique peut également déterminer, pour celles de ces collectivités qui sont dotées de l'autonomie, les conditions dans lesquelles :

- le Conseil d'État exerce un contrôle juridictionnel spécifique sur certaines catégories d'actes de l'assemblée délibérante intervenant au titre des compétences qu'elle exerce dans le domaine de la loi ;
- l'assemblée délibérante peut modifier une loi promulguée postérieurement à l'entrée en vigueur du statut de la collectivité, lorsque le Conseil constitutionnel, saisi notamment par les autorités de la collectivité, a constaté que la loi était intervenue dans le domaine de compétence de cette collectivité ;
- des mesures justifiées par les nécessités locales peuvent être prises par la collectivité en faveur de sa population, en matière d'accès à l'emploi, de droit d'établissement pour l'exercice d'une activité professionnelle ou de protection du patrimoine foncier ;
- la collectivité peut participer, sous le contrôle de l'État, à l'exercice des compétences qu'il conserve, dans le respect des garanties accordées sur l'ensemble du territoire national pour l'exercice des libertés publiques.

Les autres modalités de l'organisation particulière des collectivités relevant du présent article sont définies et modifiées par la loi après consultation de leur assemblée délibérante.

Article 74-1

Dans les collectivités d'outre-mer visées à l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, le Gouvernement peut, par ordonnances, dans les matières qui demeurent de la compétence de l'État, étendre, avec les adaptations nécessaires, les dispositions de nature législative en vigueur en métropole ou adapter les dispositions de nature législative en vigueur à l'organisation particulière de la collectivité concernée, sous réserve que la loi n'ait pas expressément exclu, pour les dispositions en cause, le recours à cette procédure.

Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis des assemblées délibérantes intéressées et du Conseil d'État. Elles entrent en vigueur dès leur publication. Elles deviennent caduques en l'absence de ratification par le Parlement dans le délai de dix-huit mois suivant cette publication.

Article 75

Les citoyens de la République qui n'ont pas le statut civil de droit commun, seul visé à l'article 34, conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé.

Article 75-1

Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France.

TITRE XIII

Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie

Article 76

Les populations de la Nouvelle-Calédonie sont appelées à se prononcer avant le 31 décembre 1998 sur les dispositions de l'accord signé à Nouméa le 5 mai 1998 et publié le 27 mai 1998 au *Journal officiel* de la République française.

Sont admises à participer au scrutin les personnes remplissant les conditions fixées à l'article 2 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988.

Les mesures nécessaires à l'organisation du scrutin sont prises par décret en Conseil d'État délibéré en Conseil des ministres.

Article 77

Après approbation de l'accord lors de la consultation prévue à l'article 76, la loi organique, prise après avis de l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie, détermine, pour assurer l'évolution de la Nouvelle-Calédonie dans le respect des orientations définies par cet accord et selon les modalités nécessaires à sa mise en œuvre :

- les compétences de l'État qui seront transférées, de façon définitive, aux institutions de la Nouvelle-Calédonie, l'échelonnement et les modalités de ces transferts, ainsi que la répartition des charges résultant de ceux-ci ;

- les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions de la Nouvelle-Calédonie et notamment les conditions dans lesquelles certaines catégories d'actes de l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie pourront être soumises avant publication au contrôle du Conseil constitutionnel ;

- les règles relatives à la citoyenneté, au régime électoral, à l'emploi et au statut civil coutumier ;

- les conditions et les délais dans lesquels les populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie seront amenées à se prononcer sur l'accession à la pleine souveraineté.

Les autres mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'accord mentionné à l'article 76 sont définies par la loi.

Pour la définition du corps électoral appelé à élire les membres des assemblées délibérantes de la Nouvelle-Calédonie et des provinces, le tableau auquel se réfèrent l'accord mentionné à l'article 76 et les articles 188 et 189 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie est le tableau dressé à l'occasion du scrutin prévu audit article 76 et comprenant les personnes non admises à y participer.

[Articles 78 à 86 : abrogés]

TITRE XIV

De la francophonie et des accords d'association

Article 87

La République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage.

Article 88

La République peut conclure des accords avec des États qui désirent s'associer à elle pour développer leurs civilisations.

TITRE XV De l'Union européenne

Article 88-1

La République participe à l'Union européenne constituée d'États qui ont choisi librement d'exercer en commun certaines de leurs compétences en vertu du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007.

Article 88-2

La loi fixe les règles relatives au mandat d'arrêt européen en application des actes pris par les institutions de l'Union européenne.

Article 88-3

Sous réserve de réciprocité et selon les modalités prévues par le Traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales peut être accordé aux seuls citoyens de l'Union résidant en France. Ces citoyens ne peuvent exercer les fonctions de maire ou d'adjoint ni participer à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs. Une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées détermine les conditions d'application du présent article.

Article 88-4

Le Gouvernement soumet à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au Conseil de l'Union européenne, les projets d'actes législatifs européens et les autres projets ou propositions d'actes de l'Union européenne.

Selon des modalités fixées par le règlement de chaque assemblée, des résolutions européennes peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, sur les projets ou propositions mentionnés au premier alinéa, ainsi que sur tout document émanant d'une institution de l'Union européenne.

Au sein de chaque assemblée parlementaire est instituée une commission chargée des affaires européennes.

Article 88-5

Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un État à l'Union européenne est soumis au référendum par le Président de la République.

Toutefois, par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes, le Parlement peut autoriser l'adoption du projet de loi selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 89.

Article 88-6

L'Assemblée nationale ou le Sénat peuvent émettre un avis motivé sur la conformité d'un projet d'acte législatif européen au principe de subsidiarité. L'avis est adressé par le Président de l'assemblée concernée aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne. Le Gouvernement en est informé.

Chaque assemblée peut former un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité. Ce recours est transmis à la Cour de justice de l'Union européenne par le Gouvernement.

À cette fin, des résolutions peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, selon des modalités d'initiative et de discussion fixées par le règlement de chaque assemblée. À la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs, le recours est de droit.

Article 88-7

Par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, le Parlement peut s'opposer à une modification des règles d'adoption d'actes de l'Union européenne dans les cas prévus, au titre de la révision simplifiée des traités ou de la coopération judiciaire civile, par le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007.

TITRE XVI De la révision

Article 89

L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République, sur proposition du Premier ministre, et aux membres du Parlement.

Le projet ou la proposition de révision doit être examiné dans les conditions de délai fixées au troisième alinéa de l'article 42 et voté par les deux assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum.

Toutefois, le projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le Président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès ; dans ce cas, le projet de révision n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Le bureau du Congrès est celui de l'Assemblée nationale.

Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire.

La forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision.

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN DU 26 AOÛT 1789

Les Représentants du Peuple Français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme, afin que cette Déclaration, constamment présente à tous les Membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des Citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être Suprême, les droits suivants de l'Homme et du Citoyen.

Article I

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article II

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Article III

Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Article IV

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi.

Article V

La Loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la Société. Tout ce qui n'est pas défendu par la Loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Article VI

La Loi est l'expression de la volonté générale. Tous les Citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs Représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les Citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Article VII

Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la Loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout Citoyen appelé ou saisi en vertu de la Loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.

Article VIII

La Loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une Loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Article IX

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la Loi.

Article X

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.

Article XI

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

Article XII

La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Article XIII

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Article XIV

Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Article XV

La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration.

Article XVI

Toute Société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée, ni la séparation des Pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.

Article XVII

La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

PRÉAMBULE DE LA CONSTITUTION DU 27 OCTOBRE 1946

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

2. Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps, les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :

3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.

4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

5. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

6. Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

7. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

8. Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.

9. Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.

10. La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

11. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

12. La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

13. La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.

14. La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

15. Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.

16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.

17. L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.

18. Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

CHARTRE DE L'ENVIRONNEMENT DU 24 JUIN 2004

Le peuple français,

Considérant,

Que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ;

Que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;

Que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains ;

Que l'homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;

Que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;

Que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;

Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins ;

Proclame :

Article 1^{er}

Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

Article 2

Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3

Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.

Article 4

Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.

Article 5

Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.

Article 6

Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. À cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Article 7

Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

Article 8

L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte.

Article 9

La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

Article 10

La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.

LOI ORGANIQUE N° 2009-403 DU 15 AVRIL 2009 RELATIVE À L'APPLICATION DES ARTICLES 34-1, 39 ET 44 DE LA CONSTITUTION

CHAPITRE I^{ER} Dispositions relatives aux résolutions prises en vertu de l'article 34-1 de la Constitution

Article 1

Le nombre de propositions de résolution déposées par un ou plusieurs membres d'une assemblée n'est pas limité.

Ces propositions de résolution peuvent également être déposées au nom d'un groupe par son président.

Article 2

Le président de chaque assemblée transmet sans délai toute proposition de résolution au Premier ministre.

Article 3

Lorsque le Gouvernement estime qu'une proposition de résolution est irrecevable en application du second alinéa de l'article 34-1 de la Constitution, il informe de sa décision le président de l'assemblée intéressée avant que l'inscription à l'ordre du jour de cette proposition de résolution ne soit décidée.

Aucune irrecevabilité ne peut être opposée après l'expiration de ce délai [Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision du Conseil constitutionnel n° 2009-579 DC du 9 avril 2009].

Article 4

Lorsque le président d'un groupe envisage de demander l'inscription d'une proposition de résolution à l'ordre du jour d'une assemblée, il en informe le président de cette assemblée au plus tard quarante-huit heures avant que l'inscription à l'ordre du jour ne soit décidée. Le président de l'assemblée en informe sans délai le Premier ministre.

Article 5

Une proposition de résolution ne peut être inscrite à l'ordre du jour d'une assemblée moins de six jours francs après son dépôt.

Une proposition de résolution ayant le même objet qu'une proposition de résolution antérieure ne peut être inscrite à l'ordre du jour de la même session ordinaire.

Article 6

Les propositions de résolution sont examinées et votées en séance. Elles ne peuvent faire l'objet d'aucun amendement.

CHAPITRE II

Dispositions relatives à la présentation des projets de loi prises en vertu de l'article 39 de la Constitution

Article 7

Les projets de loi sont précédés de l'exposé de leurs motifs.

Article 8

Les projets de loi font l'objet d'une étude d'impact. Les documents rendant compte de cette étude d'impact sont joints aux projets de loi dès leur transmission au Conseil d'État. Ils sont déposés sur le bureau de la première assemblée saisie en même temps que les projets de loi auxquels ils se rapportent.

Ces documents définissent les objectifs poursuivis par le projet de loi, recensent les options possibles en dehors de l'intervention de règles de droit nouvelles et exposent les motifs du recours à une nouvelle législation.

Ils exposent avec précision :

- l'articulation du projet de loi avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration, et son impact sur l'ordre juridique interne ;
- l'état d'application du droit sur le territoire national dans le ou les domaines visés par le projet de loi ;
- les modalités d'application dans le temps des dispositions envisagées, les textes législatifs et réglementaires à abroger et les mesures transitoires proposées ;
- les conditions d'application des dispositions envisagées dans les collectivités régies par les articles 73 et 74 de la Constitution, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises, en justifiant, le cas échéant, les adaptations proposées et l'absence d'application des dispositions à certaines de ces collectivités ;
- l'évaluation des conséquences économiques, financières, sociales et environnementales, ainsi que des coûts et bénéfices financiers attendus des dispositions envisagées pour chaque catégorie d'administrations publiques et de personnes physiques et morales intéressées, en indiquant la méthode de calcul retenue ;
- l'évaluation des conséquences des dispositions envisagées sur l'emploi public ;
- les consultations qui ont été menées avant la saisine du Conseil d'État ;
- s'il y a lieu, les suites données par le Gouvernement à l'avis du Conseil économique, social et environnemental ;
- la liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires.

Article 9

La Conférence des Présidents de l'assemblée sur le bureau de laquelle le projet de loi a été déposé dispose d'un délai de dix jours suivant le dépôt pour constater que les règles fixées par le présent chapitre sont méconnues.

Lorsque le Parlement n'est pas en session, ce délai est suspendu jusqu'au dixième jour qui précède le début de la session suivante.

Article 10

Après le chapitre III du titre II de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, il est inséré un chapitre III *bis* ainsi rédigé :

« Chapitre III bis

« De l'examen des conditions de présentation des projets de loi

« *Art. 26-1.* – Le Conseil constitutionnel, saisi conformément au quatrième alinéa de l'article 39 de la Constitution, avise immédiatement le Premier ministre et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

« La décision du Conseil constitutionnel est motivée et notifiée aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et au Premier ministre. Elle est publiée au Journal officiel. »

Article 11

L'article 8 n'est pas applicable aux projets de révision constitutionnelle, aux projets de loi de finances, aux projets de loi de financement de la sécurité sociale, aux projets de loi de programmation visés au vingt et unième alinéa de l'article 34 de la Constitution ainsi qu'aux projets de loi prorogeant des états de crise.

Les dispositions des projets de loi par lesquelles le Gouvernement demande au Parlement, en application de l'article 38 de la Constitution, l'autorisation de prendre des mesures par ordonnances sont accompagnées, dès leur transmission au Conseil d'État, des documents visés aux deuxième à septième alinéas et à l'avant-dernier alinéa de l'article 8. Ces documents sont déposés sur le bureau de la première assemblée saisie en même temps que les projets de loi comprenant les dispositions auxquelles ils se rapportent.

L'article 8 n'est pas applicable aux projets de loi présentés au titre de l'article 53 de la Constitution. Toutefois, le dépôt de ces projets est accompagné de documents précisant les objectifs poursuivis par les traités ou accords, estimant leurs conséquences économiques, financières, sociales et environnementales, analysant leurs effets sur l'ordre juridique français et présentant l'historique des négociations, l'état des signatures et des ratifications, ainsi que, le cas échéant, les réserves ou déclarations interprétatives exprimées par la France.

Article 12

I. – L'article 51 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances est complété par un 8° ainsi rédigé :

« 8° Pour les dispositions relevant du 2° du I et du 7° du II de l'article 34, une évaluation préalable comportant les documents visés aux dix derniers alinéas de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution. »

II. – L'article 53 de la même loi organique est complété par un 4° ainsi rédigé :

« 4° Pour les dispositions relevant du 2° du I et du 7° du II de l'article 34, une évaluation préalable comportant les documents visés aux dix derniers alinéas de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution. »

III. – Le III de l'article L.O. 111-4 du code de la sécurité sociale est complété par un 10° ainsi rédigé :

« 10° Comportant, pour les dispositions relevant du V de l'article L.O. 111-3, les documents visés aux dix derniers alinéas de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution. »

CHAPITRE III

Dispositions relatives au droit d'amendement prises en vertu de l'article 44 de la Constitution

Article 13

Les amendements sont présentés par écrit et sont sommairement motivés.

Les amendements des membres du Parlement cessent d'être recevables après le début de l'examen du texte en séance publique. Les règlements des assemblées peuvent déterminer les conditions dans lesquelles est fixée une date antérieure à compter de laquelle ces amendements ne sont plus recevables. Ces délais ne s'appliquent pas aux sous-amendements.

Après l'expiration de ces délais, sont seuls recevables les amendements déposés par le Gouvernement ou par la commission saisie au fond. Ces délais peuvent être ouverts de nouveau pour les membres du Parlement dans les conditions prévues par les règlements des assemblées.

Article 14

(Article déclaré non conforme à la Constitution)

Article 15

Les règlements des assemblées peuvent déterminer les conditions dans lesquelles des amendements des membres du Parlement, à la demande de leur auteur, ou des amendements de la commission saisie au fond peuvent faire l'objet d'une évaluation préalable communiquée à l'assemblée avant leur discussion en séance.

Article 16

Les règlements des assemblées peuvent, s'ils instituent une procédure d'examen simplifiée d'un texte et si la mise en œuvre de cette procédure ne fait pas l'objet d'une opposition du Gouvernement, du président de la commission saisie au fond ou du président d'un groupe, prévoir que le texte adopté par la commission saisie au fond est seul mis en discussion en séance.

Article 17

Les règlements des assemblées peuvent, s'ils instituent une procédure impartissant des délais pour l'examen d'un texte en séance, déterminer les conditions dans lesquelles les amendements déposés par les membres du Parlement peuvent être mis aux voix sans discussion.

Lorsqu'un amendement est déposé par le Gouvernement ou par la commission après la forclusion du délai de dépôt des amendements des membres du Parlement, les règlements des assemblées, s'ils instituent une procédure impartissant des délais pour l'examen d'un texte, doivent prévoir d'accorder un temps supplémentaire de discussion, à la demande d'un président de groupe, aux membres du Parlement.

Article 18

Les règlements des assemblées, lorsqu'ils instituent une procédure impartissant des délais pour l'examen d'un texte en séance, garantissent le droit d'expression de tous les groupes parlementaires, en particulier celui des groupes d'opposition et des groupes minoritaires.

Article 19

Les règlements des assemblées peuvent, s'ils instituent une procédure impartissant des délais pour l'examen d'un texte, déterminer les conditions dans lesquelles la parole peut être donnée, à l'issue du vote du dernier article de ce texte, pour une durée limitée et en dehors de ces délais, à tout parlementaire qui en fait la demande pour une explication de vote personnelle.

CHAPITRE IV Dispositions transitoires

Article 20

Le chapitre II et l'article 15 sont applicables aux projets de loi déposés à compter du 1^{er} septembre 2009.

LOI ORGANIQUE N° 2010-837 DU 23 JUILLET 2010 RELATIVE À L'APPLICATION DU CINQUIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 13 DE LA CONSTITUTION

Article 1^{er}

Le pouvoir de nomination du Président de la République aux emplois et fonctions dont la liste est annexée à la présente loi organique s'exerce dans les conditions fixées au cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

[...]

Article 3

A modifié l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote.

Ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote

Article 1^{er}

Les membres du Parlement ne sont autorisés à déléguer leur droit de vote que dans les cas suivants :

- 1° Maladie, accident ou événement familial grave empêchant le parlementaire de se déplacer ;*
- 2° Mission temporaire confiée par le Gouvernement ;*
- 3° Service militaire accompli en temps de paix ou en temps de guerre ;*
- 4° Participation aux travaux des assemblées internationales en vertu d'une désignation faite par l'Assemblée nationale ou le Sénat ;*
- 5° En cas de session extraordinaire, absence de la métropole ;*
- 6° Cas de force majeure appréciés par décision des bureaux des assemblées.*

Il ne peut y avoir de délégation lors d'un scrutin destiné à recueillir l'avis de la commission permanente compétente de chaque assemblée sur une proposition de nomination selon la procédure prévue au cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

ANNEXE

INSTITUTION, ORGANISME, ÉTABLISSEMENT OU ENTREPRISE	EMPLOI OU FONCTION
Aéroports de Paris	Présidence-direction générale
Agence de financement des infrastructures de transport de France	Présidence du conseil d'administration
Agence française de développement	Direction générale
Office français de la biodiversité	Direction générale
Agence nationale de la cohésion des territoires	Direction générale
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Présidence du conseil d'administration
Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	Direction générale
Agence nationale pour la rénovation urbaine	Direction générale
Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Direction générale
Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Direction générale
Autorité de la concurrence	Présidence
Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires	Présidence
Autorité des marchés financiers	Présidence
Autorité des normes comptables	Présidence
Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique	Présidence
Autorité de régulation des transports	Présidence
Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse	Présidence
Autorité nationale des jeux	Présidence
Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection	Présidence
Banque de France	Gouvernorat
Caisse des dépôts et consignations	Direction générale
Centre national d'études spatiales	Présidence du conseil d'administration
Centre national de la recherche scientifique	Présidence
Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	Présidence
Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	Administration générale
Commission d'accès aux documents administratifs	Présidence

INSTITUTION, ORGANISME, ÉTABLISSEMENT OU ENTREPRISE	EMPLOI OU FONCTION
Commission de régulation de l'énergie	Présidence du collège
Commission du secret de la défense nationale	Présidence
Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement	Présidence
Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	Présidence
Commission nationale de l'informatique et des libertés	Présidence
Commission nationale du débat public	Présidence
Commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution	Présidence
Compagnie nationale du Rhône	Présidence du directoire
Contrôleur général des lieux de privation de liberté	Contrôle général
Électricité de France	Présidence-direction générale
Haute autorité de l'audit	Présidence
Collège du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur	Présidence
Haute Autorité pour la transparence de la vie publique	Présidence
Haute Autorité de santé	Présidence du collège
Institut national de la recherche agronomique	Présidence
Institut national de la santé et de la recherche médicale	Présidence
Institution nationale publique mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail (Pôle emploi)	Direction générale
Médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques	Médiateur
Météo-France	Présidence-direction générale
Office français de l'immigration et de l'intégration	Direction générale
Office français de protection des réfugiés et apatrides	Direction générale
Office national des forêts	Direction générale
Société anonyme Bpifrance	Direction générale
Société Orano	Présidence du conseil d'administration
La Poste	Présidence du conseil d'administration
Régie autonome des transports parisiens	Présidence-direction générale
Société nationale SNCF	Direction générale
Voies navigables de France	Présidence du conseil d'administration

**LOI N° 2010-838 DU 23 JUILLET 2010
RELATIVE À L'APPLICATION DU CINQUIÈME ALINÉA
DE L'ARTICLE 13 DE LA CONSTITUTION**

Article 1^{er}

Les commissions permanentes de chaque assemblée parlementaire compétentes pour émettre un avis sur les nominations aux emplois et fonctions pour lesquels le pouvoir de nomination du Président de la République s'exerce dans les conditions fixées au cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution sont celles figurant dans la liste annexée à la présente loi.

L'avis mentionné au premier alinéa est précédé d'une audition par les commissions permanentes compétentes de la personne dont la nomination est envisagée. L'audition est publique sous réserve de la préservation du secret professionnel ou du secret de la défense nationale.

Cette audition ne peut avoir lieu moins de huit jours après que le nom de la personne dont la nomination est envisagée a été rendu public.

[...]

Article 3

Dans chaque assemblée parlementaire, la commission permanente compétente pour émettre un avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel, effectuées sur le fondement du premier alinéa de l'article 56 de la Constitution, est la commission chargée des lois constitutionnelles.

Article 4

Dans chaque assemblée parlementaire, la commission permanente compétente pour émettre un avis sur la nomination du Défenseur des droits, effectuée sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 71-1 de la Constitution, est la commission chargée des lois constitutionnelles.

Article 5

Dans chaque assemblée parlementaire, la commission permanente compétente pour émettre un avis sur les nominations des personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature, effectuées sur le fondement du deuxième alinéa de l'article 65 de la Constitution, est la commission chargée des lois constitutionnelles.

[...]

ANNEXE

EMPLOI OU FONCTION	COMMISSION PERMANENTE COMPÉTENTE AU SEIN DE CHAQUE ASSEMBLÉE
Présidence-direction générale d'Aéroports de Paris	Commission compétente en matière de transports
Présidence du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France	Commission compétente en matière de transports
Direction générale de l'Agence française de développement	Commission compétente en matière de coopération internationale
Direction générale de l'Office français de la biodiversité	Commission compétente en matière d'environnement
Direction générale de l'Agence nationale de la cohésion des territoires	Commission compétente en matière d'aménagement du territoire
Présidence du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Commission compétente en matière d'environnement
Direction générale de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	Commission compétente en matière d'environnement
Direction générale de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine	Commission compétente en matière d'urbanisme
Direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Commission compétente en matière de santé publique
Direction générale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Commission compétente en matière de santé publique
Présidence de l'Autorité de la concurrence	Commission compétente en matière de concurrence
Président de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires	Commission compétente en matière de transports
Président de l'Autorité des marchés financiers	Commission compétente en matière d'activités financières
Président de l'Autorité des normes comptables	Commission compétente en matière d'activités financières
Président de l'Autorité de régulation des transports	Commission compétente en matière de transports
Président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse	Commission compétente en matière de postes et de communications électroniques
Présidence de l'Autorité nationale des jeux	Commission compétente en matière de finances publiques
Présidence de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection	Commission compétente en matière de prévention des risques naturels et technologiques
Gouvernorat de la Banque de France	Commission compétente en matière monétaire
Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations	Commission compétente en matière d'activités financières

EMPLOI OU FONCTION	COMMISSION PERMANENTE COMPÉTENTE AU SEIN DE CHAQUE ASSEMBLÉE
Présidence du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales	Commission compétente en matière de recherche appliquée
Présidence du Centre national de la recherche scientifique	Commission compétente en matière de recherche
Présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	Commission compétente en matière de santé publique
Administration générale du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	Commission compétente en matière d'énergie
Présidence de la Commission d'accès aux documents administratifs	Commission compétente en matière de libertés publiques
Présidence du collège de la Commission de régulation de l'énergie	Commission compétente en matière d'énergie
Présidence de la Commission du secret de la défense nationale	Commission compétente en matière de défense
Présidence de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement	Commission permanente compétente en matière de libertés publiques
Présidence de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	Commission compétente en matière de lois électorales
Présidence de la Commission nationale de l'informatique et des libertés	Commission compétente en matière de libertés publiques
Présidence de la Commission nationale du débat public	Commission compétente en matière d'aménagement du territoire
Présidence de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution	Commission compétente en matière de lois électorales
Présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône	Commission compétente en matière d'énergie
Présidence de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique	Commission compétente en matière d'affaires culturelles
Contrôle général des lieux de privation de liberté	Commission compétente en matière de libertés publiques
Présidence-direction générale d'Électricité de France	Commission compétente en matière d'énergie
Présidence de la Haute autorité de l'audit	Commission compétente en matière de finances publiques
Présidence du collège du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur	Commission compétente en matière d'enseignement et de recherche
Présidence du collège de la Haute Autorité de santé	Commission compétente en matière de santé publique
Présidence de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique	Commission permanente compétente en matière de lois constitutionnelles
Présidence de l'Institut national de la recherche agronomique	Commission compétente en matière de recherche appliquée

EMPLOI OU FONCTION	COMMISSION PERMANENTE COMPÉTENTE AU SEIN DE CHAQUE ASSEMBLÉE
Présidence de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale	Commission compétente en matière de recherche
Direction générale de l'institution nationale publique mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail (Pôle emploi)	Commission compétente en matière d'emploi
Médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques	Commission compétente en matière de lois électorales
Présidence-direction générale de Météo-France	Commission compétente en matière d'environnement
Direction générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration	Commission compétente en matière de libertés publiques
Direction générale de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	Commission compétente en matière de libertés publiques
Direction générale de l'Office national des forêts	Commission compétente en matière d'agriculture
Direction générale de la société anonyme Bpifrance	Commission compétente en matière d'activités financières
Présidence du conseil d'administration de la société Orano	Commission compétente en matière d'énergie
Présidence du conseil d'administration de La Poste	Commission compétente en matière de postes et communications
Présidence-direction générale de la Régie autonome des transports parisiens	Commission compétente en matière de transports
Direction générale de la société nationale SNCF	Commission compétente en matière de transports
Présidence du conseil d'administration de Voies navigables de France	Commission compétente en matière de transports

LOI ORGANIQUE N° 2013-1114 DU 6 DÉCEMBRE 2013 PORTANT APPLICATION DE L'ARTICLE 11 DE LA CONSTITUTION

CHAPITRE I^{ER}

Dispositions relatives aux propositions de loi présentées en application de l'article 11 de la Constitution

Article 1^{er}

Une proposition de loi présentée par des membres du Parlement en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution est déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale ou du Sénat en vue de sa transmission au Conseil constitutionnel.

La proposition de loi est transmise au Conseil constitutionnel par le président de l'assemblée saisie. Aucune signature ne peut plus être ajoutée ou retirée.

CHAPITRE II

Dispositions relatives au Conseil constitutionnel

Article 2

L'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel est ainsi modifiée :

1° Après le chapitre VI du titre II, il est inséré un chapitre VI *bis* ainsi rédigé :

« Chapitre VI bis

« De l'examen d'une proposition de loi déposée en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution

« *Art. 45-1.* – Lorsqu'une proposition de loi lui est transmise par le président d'une assemblée en vue du contrôle prévu au quatrième alinéa de l'article 11 de la Constitution, le Conseil constitutionnel en avise immédiatement le Président de la République, le Premier ministre et le président de l'autre assemblée.

« *Art. 45-2.* – Le Conseil constitutionnel vérifie, dans le délai d'un mois à compter de la transmission de la proposition de loi :

« 1° Que la proposition de loi est présentée par au moins un cinquième des membres du Parlement, ce cinquième étant calculé sur le nombre des sièges effectivement pourvus à la date d'enregistrement de la saisine par le Conseil constitutionnel, arrondi au chiffre immédiatement supérieur en cas de fraction ;

« 2° Que son objet respecte les conditions posées aux troisième et sixième alinéas de l'article 11 de la Constitution, les délais qui y sont mentionnés étant calculés à la date d'enregistrement de la saisine par le Conseil constitutionnel ;

« 3° Et qu'aucune disposition de la proposition de loi n'est contraire à la Constitution.

« *Art. 45-3.* – Le Conseil constitutionnel statue par une décision motivée, qui est publiée au Journal officiel.

« S'il déclare que la proposition de loi satisfait aux dispositions de l'article 45-2, la publication de sa décision est accompagnée de la publication du nombre de soutiens d'électeurs à recueillir.

« *Art. 45-4.* – Le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de recueil des soutiens à une proposition de loi.

« Il examine et tranche définitivement toutes les réclamations. Il peut être saisi par tout électeur durant la période de recueil des soutiens ou dans un délai de dix jours suivant sa clôture.

« Les réclamations sont examinées par une formation composée de trois membres désignés pour une durée de cinq ans par le Conseil constitutionnel, sur proposition de son président, parmi les magistrats de l'ordre judiciaire ou les membres des juridictions administratives, y compris honoraires.

« Dans un délai de dix jours suivant la notification de la décision de la formation, l'auteur de la réclamation peut contester la décision devant le Conseil assemblé.

« Dans le cas où, saisi d'une contestation mentionnée à l'avant-dernier alinéa ou saisi sur renvoi d'une formation, le Conseil constate l'existence d'irrégularités dans le déroulement des opérations, il lui appartient d'apprécier si, eu égard à la nature et à la gravité de ces irrégularités, il y a lieu soit de maintenir lesdites opérations, soit de prononcer leur annulation totale ou partielle.

« *Art. 45-5.* – Le Conseil constitutionnel peut ordonner toute enquête et se faire communiquer tout document ayant trait aux opérations de recueil des soutiens à une proposition de loi. Le ministre de l'intérieur communique au Conseil constitutionnel, à sa demande, la liste des soutiens d'électeurs recueillis.

« Le Conseil constitutionnel fait appel, pour l'exercice de ses fonctions, aux services compétents de l'État.

« Il peut désigner des rapporteurs adjoints choisis parmi les maîtres des requêtes du Conseil d'État et les conseillers référendaires à la Cour des comptes. Les rapporteurs adjoints n'ont pas voix délibérative.

« Il peut désigner des délégués parmi les magistrats de l'ordre judiciaire ou les membres des juridictions administratives, y compris honoraires, ainsi que des experts, afin de l'assister dans ses fonctions.

« Il peut commettre un de ses membres ou un délégué pour recevoir sous serment les déclarations des témoins ou pour diligenter sur place d'autres mesures d'instruction.

« *Art. 45-6.* – Le Conseil constitutionnel déclare si la proposition de loi a obtenu le soutien d'au moins un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. Sa décision est publiée au *Journal officiel*. » ;

2° À la seconde phrase de l'article 56, la référence : « et 43 » est remplacée par les références : « , 43 et 45-5 ».

CHAPITRE III

Dispositions relatives au recueil des soutiens

Article 3

Le ministre de l'intérieur met en œuvre, sous le contrôle du Conseil constitutionnel, le recueil des soutiens apportés à une proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution.

Article 4

I. – L'ouverture de la période de recueil des soutiens intervient dans le mois suivant la publication de la décision par laquelle le Conseil constitutionnel déclare que la proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution satisfait aux dispositions de l'article 45-2 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, à une date fixée par décret.

II. – La durée de la période de recueil des soutiens est de neuf mois.

III. – Si une élection présidentielle ou des élections législatives générales sont prévues dans les six mois qui suivent la décision du Conseil constitutionnel, la période de recueil des soutiens débute le premier jour du deuxième mois qui suit le déroulement des dernières élections prévues ou intervenues.

IV. – En cas de dissolution de l'Assemblée nationale, de vacance de la présidence de la République ou d'empêchement définitif du Président de la République constaté par le Conseil constitutionnel, la période de recueil des soutiens est suspendue à compter de la publication du décret de convocation des électeurs. Cette période reprend à compter du premier jour du deuxième mois qui suit le déroulement des élections.

Article 5

Les électeurs inscrits sur les listes électorales peuvent apporter leur soutien à une proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution.

Ce soutien est recueilli sous forme électronique.

Un soutien ne peut être retiré.

Les électeurs sont réputés consentir à l'enregistrement de leur soutien aux seules fins définies par la présente loi organique.

Article 6

Des points d'accès à un service de communication au public en ligne permettant aux électeurs d'apporter leur soutien à la proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution par voie électronique sont mis à leur disposition au moins dans la commune la plus peuplée de chaque canton ou au niveau d'une circonscription administrative équivalente et dans les consulats.

Pour l'application du premier alinéa, tout électeur peut, à sa demande, faire enregistrer électroniquement par un agent de la commune ou du consulat son soutien présenté sur papier.

Article 7

La liste des soutiens apportés à une proposition de loi peut être consultée par toute personne.

À l'issue d'un délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la décision du Conseil constitutionnel déclarant si la proposition de loi a obtenu le soutien d'au moins un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales, les données collectées dans le cadre des opérations de recueil des soutiens sont détruites.

Article 8

Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'État, pris après avis motivé et publié de la Commission nationale de l'informatique et des libertés lorsqu'elles sont relatives aux traitements de données à caractère personnel.

CHAPITRE IV

Dispositions relatives à la procédure référendaire

Article 9

Si la proposition de loi n'a pas été examinée au moins une fois par chacune des deux assemblées parlementaires dans un délai de six mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la décision du Conseil constitutionnel déclarant qu'elle a obtenu le soutien d'au moins un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales, le Président de la République la soumet au référendum. Ce délai est suspendu entre deux sessions ordinaires.

Pour l'application du premier alinéa, en cas de rejet de la proposition de loi en première lecture par la première assemblée saisie, son président en avise le président de l'autre assemblée et lui transmet le texte initial de la proposition de loi.

Article 10

La présente loi organique entre en vigueur le premier jour du treizième mois suivant celui de sa promulgation.

ORDONNANCE N° 58-1100 DU 17 NOVEMBRE 1958 RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES

Article 1^{er}

L'Assemblée nationale et le Sénat siègent à Paris.

Lorsque les circonstances exigent le transfert du siège des pouvoirs publics dans une autre ville, le Gouvernement prend, en accord avec les présidents des assemblées, toutes mesures nécessaires pour permettre au Parlement de siéger à proximité du lieu où se trouvent le Président de la République et le Gouvernement.

Article 2

Le Palais-Bourbon et l'hôtel de Lassay sont affectés à l'Assemblée nationale.

Le Palais du Luxembourg, l'hôtel du Petit Luxembourg, leurs jardins et leurs dépendances historiques sont affectés au Sénat.

La salle des séances du Congrès et ses accès sont affectés à l'Assemblée nationale et au Sénat. Cette salle est réservée aux réunions du Congrès et aux réunions parlementaires. À titre exceptionnel, les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat définissent conjointement les conditions de ses autres utilisations.

Les autres locaux nécessaires à la tenue du Congrès du Parlement, sis au château de Versailles, sont, en tant que de besoin et gratuitement, mis à la disposition de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Les immeubles acquis ou construits par l'Assemblée nationale ou le Sénat sont affectés à l'assemblée concernée sur décision de son bureau.

Article 3

Les présidents des assemblées parlementaires sont chargés de veiller à la sûreté intérieure et extérieure des assemblées qu'ils président. Ces dispositions s'appliquent aux immeubles affectés aux assemblées ainsi qu'aux immeubles dont elles ont la jouissance à quelque titre que ce soit.

Ils peuvent, à cet effet, requérir la force armée et toutes les autorités dont ils jugent le concours nécessaire. Cette réquisition peut être adressée directement à tous officiers et fonctionnaires, qui sont tenus d'y déférer immédiatement sous les peines prévues par la loi.

Les présidents des assemblées parlementaires peuvent déléguer leur droit de réquisition aux questeurs ou à l'un d'entre eux.

Article 4

Il est interdit d'apporter des pétitions à la barre des deux assemblées parlementaires.

Les règlements de ces deux assemblées fixeront les conditions dans lesquelles des pétitions écrites pourront leur être présentées.

Toute infraction aux dispositions des alinéas qui précèdent, toute provocation par des discours proférés publiquement ou par des écrits ou imprimés affichés ou distribués à un rassemblement sur la voie publique ayant pour objet la discussion, la rédaction ou l'apport à l'une des assemblées parlementaires de pétitions, déclarations ou adresses, que la provocation ait été ou non suivie d'effet, sera punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

Article 4 bis

Le président d'une assemblée parlementaire peut saisir le Conseil d'État d'une proposition de loi déposée par un membre de cette assemblée, avant l'examen de cette proposition en commission.

L'auteur de la proposition de loi, informé par le président de l'assemblée concernée de son intention de soumettre pour avis au Conseil d'État cette proposition, dispose d'un délai de cinq jours francs pour s'y opposer.

L'avis du Conseil d'État est adressé au président de l'assemblée qui l'a saisi, qui le communique à l'auteur de la proposition.

Les trois premiers alinéas du présent article ne sont pas applicables à une proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution et transmise au Conseil constitutionnel dans les conditions prévues à l'article 45-1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel.

Article 4 ter

Toute disposition législative prévoyant la remise régulière par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sans préciser la durée de son application est abrogée à l'expiration d'un délai de cinq ans suivant l'année de son entrée en vigueur.

Article 4 quater

Chaque assemblée, après consultation de l'organe chargé de la déontologie parlementaire, détermine des règles destinées à prévenir et à faire cesser les conflits d'intérêts entre un intérêt public et des intérêts privés dans lesquels peuvent se trouver des parlementaires.

Elle précise les conditions dans lesquelles chaque député ou sénateur veille à faire cesser immédiatement ou à prévenir les situations de conflit d'intérêts dans lesquelles il se trouve ou pourrait se trouver, après avoir consulté, le cas échéant, l'organe chargé de la déontologie parlementaire à cette fin.

Elle veille à la mise en œuvre de ces règles dans les conditions déterminées par son règlement.

Elle détermine également les modalités de tenue d'un registre public recensant les cas dans lesquels un parlementaire a estimé devoir ne pas participer aux travaux du Parlement en raison d'une situation de conflit d'intérêts telle qu'elle est définie au premier alinéa.

Le registre mentionné à l'avant-dernier alinéa est publié par voie électronique, dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.

Article 4 quinquies

Le bureau de chaque assemblée parlementaire détermine les règles applicables aux représentants d'intérêts entrant en communication avec les personnes mentionnées au 2° de l'article 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique. Ces règles sont rendues publiques.

L'organe chargé, au sein de chaque assemblée, de la déontologie parlementaire s'assure du respect de ces règles par les représentants d'intérêts. Il peut, à cet effet, être saisi par les personnes mentionnées au premier alinéa du présent article au sein de l'assemblée concernée. Il peut se faire communiquer toute information ou tout document nécessaire à l'exercice de sa mission.

Lorsqu'il est constaté un manquement aux règles déterminées par le bureau, l'organe chargé de la déontologie parlementaire saisit le président de l'assemblée concernée. Celui-ci peut adresser au représentant d'intérêts concerné une mise en demeure, qui peut être rendue publique, de respecter les obligations auxquelles il est assujéti, après l'avoir mis en état de présenter ses observations.

Lorsque l'organe chargé de la déontologie parlementaire constate qu'une personne mentionnée au premier alinéa a répondu favorablement à une sollicitation effectuée par un représentant d'intérêts en méconnaissance des règles arrêtées par le bureau, il en avise la personne concernée et, sans les rendre publiques, lui adresse des observations.

Article 4 sexies

Le bureau de chaque assemblée, après consultation de l'organe chargé de la déontologie parlementaire, définit le régime de prise en charge des frais de mandat et arrête la liste des frais éligibles.

Les députés et sénateurs sont défrayés sous la forme d'une prise en charge directe, d'un remboursement sur présentation de justificatifs ou du versement d'une avance par l'assemblée dont ils sont membres, dans la limite des plafonds déterminés par le bureau.

Le bureau de chaque assemblée détermine également les modalités selon lesquelles l'organe chargé de la déontologie parlementaire contrôle que les dépenses donnant lieu aux prises en charge directe, remboursements et avances mentionnés au deuxième alinéa correspondent à des frais de mandat. Le bureau détermine également les modalités selon lesquelles l'organe chargé de la déontologie parlementaire contrôle les dépenses qui ont été engagées au titre de l'indemnité représentative de frais de mandat, dans les quatre années suivant l'année d'engagement de ces dépenses.

Les décisions prises pour définir le régime de prise en charge mentionné au premier alinéa et organiser le contrôle mentionné au troisième alinéa font l'objet d'une publication selon les modalités déterminées par le bureau.

Article 4 septies

Le bureau de chaque assemblée définit les conditions dans lesquelles l'organe chargé de la déontologie parlementaire peut demander communication, aux membres de l'assemblée concernée, d'un document nécessaire à l'exercice de ses missions.

Article 5

Le règlement de chaque assemblée parlementaire fixe la composition et le mode de désignation des membres des commissions mentionnées à l'article 43 de la Constitution ainsi que les règles de leur fonctionnement.

Lorsqu'il est procédé à un vote en commission selon la procédure prévue au cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution, le scrutin doit être dépouillé au même moment dans les deux assemblées.

Article 5 bis

Une commission spéciale ou permanente peut convoquer toute personne dont elle estime l'audition nécessaire, réserve faite, d'une part, des sujets de caractère secret et concernant la défense nationale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure ou extérieure de l'État, d'autre part, du respect du principe de la séparation de l'autorité judiciaire et des autres pouvoirs.

Le fait de ne pas répondre à la convocation est puni de 7 500 € d'amende.

Article 5 ter

I. – Les commissions permanentes ou spéciales et les instances permanentes créées au sein de l'une des deux assemblées parlementaires pour contrôler l'action du Gouvernement ou évaluer des politiques publiques dont le champ dépasse le domaine de compétence d'une seule commission permanente peuvent demander à l'assemblée à laquelle elles appartiennent, pour une mission déterminée et une durée n'excédant pas six mois, de leur conférer, dans les conditions et limites prévues par cet article, les prérogatives attribuées aux commissions d'enquête par l'article 6 ci-dessous.

II. – Lorsque les instances permanentes créées au sein de l'une des deux assemblées parlementaires pour contrôler l'action du Gouvernement ou évaluer des politiques publiques dont le champ dépasse le domaine de compétence d'une seule commission permanente disposent, dans les conditions définies au I, des prérogatives mentionnées à l'article 6, les rapporteurs qu'elles désignent exercent leur mission conjointement.

Article 6

I. – Outre les commissions mentionnées à l'article 43 de la Constitution, seules peuvent être éventuellement créées au sein de chaque assemblée parlementaire des commissions d'enquête ; les dispositions ci-dessous leur sont applicables.

Les commissions d'enquête sont formées pour recueillir des éléments d'information soit sur des faits déterminés, soit sur la gestion des services publics ou des entreprises nationales, en vue de soumettre leurs conclusions à l'assemblée qui les a créées.

Il ne peut être créé de commission d'enquête sur des faits ayant donné lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps que ces poursuites sont en cours. Si une commission a déjà été créée, sa mission prend fin dès l'ouverture d'une information judiciaire relative aux faits sur lesquels elle est chargée d'enquêter.

Les membres des commissions d'enquête sont désignés de façon à y assurer une représentation proportionnelle des groupes politiques.

Les commissions d'enquête ont un caractère temporaire. Leur mission prend fin par le dépôt de leur rapport et, au plus tard, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de l'adoption de la résolution qui les a créées. Elles ne peuvent être reconstituées avec le même objet avant l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la fin de leur mission.

II. – Les articles L. 132-5 et L. 143-4 du code des juridictions financières sont applicables aux commissions d'enquête dans les mêmes conditions qu'aux commissions des finances.

Les rapporteurs des commissions d'enquête exercent leur mission sur pièces et sur place. Tous les renseignements de nature à faciliter cette mission doivent leur être fournis. Ils sont habilités à se faire communiquer tous documents de service, à l'exception de ceux revêtant un caractère secret et concernant la défense nationale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure ou extérieure de l'État, et sous réserve du respect du principe de la séparation de l'autorité judiciaire et des autres pouvoirs.

Toute personne dont une commission d'enquête a jugé l'audition utile est tenue de déférer à la convocation qui lui est délivrée, si besoin est, par un huissier ou un agent de la force publique, à la requête du président de la commission. À l'exception des mineurs de seize ans, elle est entendue sous serment. Elle est, en outre, tenue de déposer, sous réserve des dispositions des articles 226-13 et 226-14 du code pénal. Les dispositions du troisième alinéa de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse lui sont applicables.

Toute personne qui participe ou a participé aux travaux de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, de l'Autorité des marchés financiers ou des autorités auxquelles elles ont succédé, toute personne qui participe ou a participé à l'accomplissement des missions du Haut Conseil de stabilité financière ainsi que toute personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article L. 511-33 du code monétaire et financier est déliée du secret professionnel à l'égard de la commission, lorsque celle-ci a décidé l'application du secret conformément aux dispositions du premier alinéa du IV. Dans ce cas, le rapport publié à la fin des travaux de la commission, ni aucun autre document public, ne pourra faire état des informations recueillies par levée du secret professionnel.

III. – La personne qui ne comparait pas ou refuse de déposer ou de prêter serment devant une commission d'enquête est passible de deux ans d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

Le refus de communiquer les documents visés au deuxième alinéa du II est passible des mêmes peines.

Dans les cas visés aux deux précédents alinéas, le tribunal peut en outre prononcer l'interdiction, en tout ou partie, de l'exercice des droits civiques mentionnés à l'article 131-26 du code pénal, pour une durée maximale de deux ans à compter du jour où la personne condamnée a subi sa peine.

En cas de faux témoignage ou de subornation de témoin, les dispositions des articles 434-13, 434-14 et 434-15 du code pénal sont respectivement applicables.

Les poursuites prévues au présent article sont exercées à la requête du président de la commission ou, lorsque le rapport de la commission a été publié, à la requête du Bureau de l'assemblée intéressée.

IV. – Les auditions auxquelles procèdent les commissions d'enquête sont publiques. Les commissions organisent cette publicité par les moyens de leur choix. Toutefois, elles peuvent décider l'application du secret ; dans ce cas, les dispositions du dernier alinéa du présent article sont applicables.

Les personnes entendues par une commission d'enquête sont admises à prendre connaissance du compte rendu de leur audition. Cette communication a lieu sur place lorsque l'audition a été effectuée sous le régime du secret. Aucune correction ne peut être apportée au compte rendu. Toutefois, l'intéressé peut faire part de ses observations par écrit. Ces observations sont soumises à la commission, qui peut décider d'en faire état dans son rapport.

L'assemblée intéressée peut décider, par un vote spécial, et après s'être constituée en comité secret, de ne pas autoriser la publication de tout ou partie du rapport d'une commission d'enquête.

Sera punie des peines prévues à l'article 226-13 du code pénal toute personne qui, dans un délai de vingt-cinq ans, sous réserve des délais plus longs prévus à l'article L. 213-2 du code du patrimoine, divulguera ou publiera une information relative aux travaux non publics d'une commission d'enquête, sauf si le rapport publié à la fin des travaux de la commission a fait état de cette information.

Article 6 bis

I. – Le règlement de chaque assemblée parlementaire fixe la composition et le mode de désignation des membres des commissions chargées des affaires européennes mentionnées à l'article 88-4 de la Constitution ainsi que les règles de leur fonctionnement.

II. – Les commissions chargées des affaires européennes suivent les travaux conduits par les institutions de l'Union européenne. À cet effet, le Gouvernement leur communique les projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne dès leur transmission au Conseil de l'Union européenne. Le Gouvernement peut également leur communiquer, de sa propre initiative ou à la demande de leur président, tout document nécessaire. Il les tient en outre informées des négociations en cours.

Article 6 ter

I. – La délégation parlementaire dénommée Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a pour mission d'informer le Parlement des conséquences des choix de caractère scientifique et technologique afin, notamment, d'éclairer ses décisions. À cet effet, elle recueille des informations, met en œuvre des programmes d'études et procède à des évaluations.

II. – La délégation est composée de dix-huit députés et dix-huit sénateurs désignés de façon à assurer, au sein de chaque assemblée, une représentation proportionnelle des groupes politiques. Les députés sont désignés au début de chaque législature pour la durée de celle-ci. Les sénateurs sont désignés après chaque renouvellement partiel du Sénat.

Après chacun de ses renouvellements, la délégation élit son président et son premier vice-président qui ne peuvent appartenir à la même assemblée.

III. – La délégation est assistée d'un conseil scientifique composé de vingt-quatre personnalités choisies en raison de leurs compétences dans les domaines des sciences et de la technologie.

Les membres du conseil scientifique sont désignés pour trois ans dans les conditions prévues par le règlement intérieur de la délégation.

Le conseil scientifique est saisi dans les conditions prévues par le règlement intérieur de la délégation, chaque fois que celle-ci l'estime nécessaire.

IV. – La délégation peut recueillir l'avis des organisations syndicales et professionnelles les plus représentatives au niveau national, ainsi que des associations de protection de l'environnement ou de défense des usagers et consommateurs.

V. – La délégation est saisie par :

1° Le Bureau de l'une ou l'autre assemblée, soit à son initiative, soit à la demande d'un président de groupe, soit à la demande de soixante députés ou de quarante sénateurs ;

2° Une commission spéciale ou permanente.

VI. – La délégation dispose des pouvoirs définis par l'article 164, paragraphe IV, de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 modifiée portant loi de finances pour 1959.

En cas de difficultés dans l'exercice de sa mission, la délégation peut demander, pour une durée n'excédant pas six mois, à l'assemblée d'où émane la saisine de lui conférer les prérogatives attribuées par l'article 6 ci-dessus aux commissions parlementaires d'enquête, à leurs présidents et à leurs rapporteurs. Lorsque la délégation bénéficie de ces prérogatives, les dispositions relatives au secret des travaux des commissions d'enquête et des commissions de contrôle sont applicables.

VII. – Les travaux de la délégation sont publics, sauf décision contraire de sa part.

Les résultats des travaux exécutés et les observations de la délégation sont rendus publics.

Toutefois, lorsque la délégation a obtenu le bénéfice des dispositions de l'article 6 ci-dessus, la décision de publication ne peut être prise que par l'assemblée intéressée, dans les conditions fixées par son règlement pour la publication des rapports des commissions d'enquête et de contrôle.

VIII. – La délégation établit son règlement intérieur ; celui-ci est soumis à l'approbation des Bureaux des deux assemblées.

IX. – Les dépenses afférentes au fonctionnement de la délégation sont financées et exécutées comme dépenses des assemblées parlementaires dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.

Article 6 septies

I. – Il est constitué, dans chacune des deux assemblées du Parlement, une délégation parlementaire aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Chacune de ces délégations compte trente-six membres.

II. – Les membres des délégations sont désignés en leur sein par chacune des deux assemblées de manière à assurer une représentation proportionnelle des groupes parlementaires et équilibrée des hommes et des femmes ainsi que des commissions permanentes.

La délégation de l'Assemblée nationale est désignée au début de la législature pour la durée de celle-ci.

La délégation du Sénat est désignée après chaque renouvellement partiel de cette assemblée.

III. – Sans préjudice des compétences des commissions permanentes ou spéciales ni de celles des commissions chargées des affaires européennes, les délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ont pour mission d'informer les assemblées de la politique suivie par le Gouvernement au regard de ses conséquences sur les droits des femmes et sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. En ce domaine, elles assurent le suivi de l'application des lois.

En outre, les délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes peuvent être saisies sur les projets ou propositions de loi par :

- le Bureau de l'une ou l'autre assemblée, soit à son initiative, soit à la demande d'un président de groupe ;

- une commission permanente ou spéciale, à son initiative ou sur demande de la délégation.

Enfin, les délégations peuvent être saisies par les commissions chargées des affaires européennes sur les textes soumis aux assemblées en application de l'article 88-4 de la Constitution.

Elles demandent à entendre les ministres. Le Gouvernement leur communique les informations utiles et les documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

IV. – Les délégations établissent, sur les questions dont elles sont saisies, des rapports comportant des recommandations qui sont déposés sur le bureau de l'assemblée dont elles relèvent et transmis aux commissions parlementaires compétentes, ainsi qu'aux commissions chargées des affaires européennes. Ces rapports sont rendus publics.

Elles établissent en outre, chaque année, un rapport public dressant le bilan de leur activité et comportant, le cas échéant, des propositions d'amélioration de la législation et de la réglementation dans leurs domaines de compétence.

V. – Chaque délégation organise la publicité de ses travaux dans les conditions définies par le règlement de chaque assemblée.

La délégation de l'Assemblée nationale et celle du Sénat peuvent décider de tenir des réunions conjointes.

VI. – Les délégations établissent leur règlement intérieur.

Article 6 nonies

I. – Il est constitué une délégation parlementaire au renseignement, commune à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Elle exerce le contrôle parlementaire de l'action du Gouvernement en matière de renseignement, évalue la politique publique en ce domaine et assure un suivi des enjeux d'actualité et des défis à venir qui s'y rapportent. À cette fin, elle est destinataire des informations utiles à l'accomplissement de sa mission. Lui sont notamment communiqués :

1° La stratégie nationale du renseignement ;

2° Des éléments d'information issus du plan national d'orientation du renseignement ;

3° Un rapport annuel de synthèse exhaustif des crédits consacrés au renseignement et le rapport annuel d'activité des services spécialisés de renseignement mentionnés à l'article L. 811-2 du code de la sécurité intérieure et des services autorisés par le décret en Conseil d'État mentionné à l'article L. 811-4 du même code, à recourir à certaines techniques mentionnées au titre V du livre VIII dudit code, concernant leurs activités de renseignement ;

4° Des éléments d'appréciation relatifs à l'activité générale et à l'organisation des services spécialisés de renseignement et des services autorisés par le décret en Conseil d'État mentionné à l'article L. 811-4 du même code, à recourir à certaines techniques mentionnées au même titre V, concernant leurs activités de renseignement ;

5° Les observations que la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement adresse au Premier ministre en application de l'article L. 833-10 dudit code ainsi qu'une présentation, par technique et par finalité, des éléments statistiques figurant dans le rapport d'activité de la commission mentionné à l'article L. 833-9 du même code ;

6° Les observations que la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement adresse au Premier ministre en application de l'article L. 855-1 C du même code ;

7° Sur une base semestrielle, la liste des rapports de l'inspection des services de renseignement ainsi que des rapports des services d'inspection générale des ministères portant sur les services de renseignement qui relèvent de leur compétence, produits au cours du semestre précédent.

La délégation peut saisir pour avis la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement en application de l'article L. 833-11 dudit code.

La délégation peut, dans la limite de son besoin d'en connaître, solliciter du Premier ministre la communication de tout ou partie des rapports mentionnés au 7° du présent I ainsi que de tout autre document, information et élément d'appréciation nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Ces documents, ces informations et ces éléments d'appréciation ne peuvent porter ni sur les opérations en cours de ces services, ni sur les instructions données par les pouvoirs publics à cet égard, ni sur les procédures et méthodes opérationnelles, ni sur les échanges avec des services étrangers ou avec des organismes internationaux compétents dans le domaine du renseignement.

II. – La délégation parlementaire au renseignement est composée de quatre députés et de quatre sénateurs. Les présidents des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargés respectivement des affaires de sécurité intérieure et de défense sont membres de droit de la délégation parlementaire au renseignement. La fonction de président de la délégation est assurée alternativement, pour un an, par un député et un sénateur, membres de droit.

Les autres membres de la délégation sont désignés par le président de chaque assemblée de manière à assurer une représentation pluraliste. Les deux députés qui ne sont pas membres de droit sont désignés au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci. Les deux sénateurs sont désignés après chaque renouvellement partiel du Sénat.

III. - La délégation peut entendre :

1° Le Premier ministre ;

2° Les membres du Gouvernement et leur directeur de cabinet ;

3° Le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale ;

4° Le coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme ;

5° Le directeur de l'Académie du renseignement ;

6° Les directeurs en fonction des services mentionnés au I, accompagnés des collaborateurs de leur choix en fonction de l'ordre du jour de la délégation, ainsi que toute personne placée auprès de ces directeurs et occupant un emploi pourvu en conseil des ministres ;

7° Toute personne exerçant des fonctions de direction au sein des services mentionnés au même I ou du service du Premier ministre mentionné à l'article L. 851-1 du code de la sécurité intérieure, en présence de sa hiérarchie, sauf si celle-ci y renonce ;

8° Les directeurs des autres administrations centrales ayant à connaître des activités des services de renseignement.

La délégation peut également entendre les personnes spécialement déléguées par le Premier ministre en application de l'article L. 821-4 du code de la sécurité intérieure pour délivrer des autorisations de mise en œuvre de techniques de renseignement mentionnées au titre V du livre VIII du même code.

Sans préjudice du dernier alinéa du I du présent article, la délégation peut inviter chaque année le coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme à lui présenter le plan national d'orientation du renseignement.

La délégation peut inviter le président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement à lui présenter le rapport d'activité de la commission ainsi que les observations que la commission adresse au Premier ministre en application de l'article L. 833-10 dudit code et les avis que la délégation demande à la commission en application de l'article L. 833-11 du même code. Elle peut inviter le président de la Commission du secret de la défense nationale à lui présenter le rapport d'activité de la commission.

IV. – Les membres de la délégation sont autorisés ès qualités à connaître des informations ou des éléments d'appréciation définis au I et protégés au titre de l'article 413-9 du code pénal, à l'exclusion des données dont la communication pourrait mettre en péril l'anonymat, la sécurité ou la vie d'une personne relevant ou non des services intéressés, ainsi que les modes opératoires propres à l'acquisition du renseignement.

Les agents des assemblées parlementaires désignés pour assister les membres de la délégation doivent être habilités, dans les conditions définies pour l'application de l'article 413-9 du code pénal, à connaître des mêmes informations et éléments d'appréciation.

V. – Les travaux de la délégation parlementaire au renseignement sont couverts par le secret de la défense nationale.

Les membres de la délégation et les agents des assemblées mentionnés au IV sont astreints au respect du secret de la défense nationale pour les faits, actes ou renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en ces qualités.

VI. – Chaque année, la délégation établit un rapport public dressant le bilan de son activité, qui ne peut faire état d'aucune information ni d'aucun élément d'appréciation protégés par le secret de la défense nationale.

Dans le cadre de ses travaux, la délégation peut adresser des recommandations et des observations au Président de la République et au Premier ministre. Elle les présente au président de chaque assemblée.

VII. – La délégation parlementaire au renseignement établit son règlement intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation du bureau de chaque assemblée.

Les dépenses afférentes au fonctionnement de la délégation sont financées et exécutées comme dépenses des assemblées parlementaires dans les conditions fixées par l'article 7.

VIII. – La délégation parlementaire au renseignement exerce les attributions de la commission de vérification prévue à l'article 154 de la loi de finances pour 2002 (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001).

Article 6 decies

I. – Il est constitué, dans chacune des deux assemblées du Parlement, une délégation parlementaire aux outre-mer.

II. – Chaque délégation comprend :

1° Les députés ou sénateurs élus dans les collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ;

2° Un nombre identique de membres désignés au sein de chaque assemblée de manière à assurer la représentation proportionnelle des groupes politiques et une représentation équilibrée des commissions permanentes.

La délégation de l'Assemblée nationale est désignée au début de la législature pour la durée de celle-ci.

La délégation du Sénat est désignée après chaque renouvellement partiel de cette assemblée.

III. – Sans préjudice des compétences des commissions permanentes ou spéciales ni de celles des commissions chargées des affaires européennes, les délégations parlementaires aux outre-mer ont pour mission d'informer les assemblées sur la situation des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution et sur toute question relative aux outre-mer. Elles veillent à la prise en compte des caractéristiques, des contraintes et des intérêts propres de ces collectivités et au respect de leurs compétences. Elles participent à l'évaluation des politiques publiques menées dans les collectivités mentionnées au même article 72-3 de la Constitution, en particulier au regard des objectifs de convergence poursuivis par les plans mentionnés aux articles 7 et 8 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique.

Les délégations aux outre-mer peuvent demander à entendre les ministres. Le Gouvernement leur communique les informations utiles et les documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Les prérogatives et les moyens des délégations parlementaires aux outre-mer sont déterminés par l'assemblée dont elles relèvent.

IV. – Les délégations établissent, sur les questions dont elles se sont saisies, des rapports comportant des recommandations, qui sont déposés sur le bureau de l'assemblée dont elles relèvent. Ces rapports sont rendus publics.

Elles établissent en outre, chaque année, un rapport public dressant le bilan de leur activité.

V. – Chaque délégation organise la publicité de ses travaux dans les conditions définies par le règlement de l'assemblée dont elle relève.

La délégation de l'Assemblée nationale et celle du Sénat peuvent décider de tenir des réunions conjointes.

VI. – Les délégations établissent leur règlement intérieur.

Article 7

Chaque assemblée parlementaire jouit de l'autonomie financière.

Les crédits nécessaires au fonctionnement des assemblées parlementaires font l'objet de propositions préparées par les questeurs de chaque assemblée et arrêtées par une commission commune composée des questeurs des deux assemblées. Cette commission délibère sous la présidence d'un président de chambre à la Cour des comptes désigné par le premier président de cette juridiction. Deux magistrats de la Cour des comptes désignés par la même autorité assistent la commission ; ils ont voix consultative dans ses délibérations.

Les propositions ainsi arrêtées sont inscrites au projet de loi budgétaire auquel est annexé un rapport explicatif établi par la commission mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 7 bis

Chaque assemblée parlementaire est propriétaire de ses archives et responsable de leur conservation et de leur mise en valeur. Elle détermine les conditions dans lesquelles ses archives sont collectées, conservées, classées et communiquées.

Article 7 ter

À la demande de la bibliothèque de l'une ou l'autre des assemblées parlementaires, les administrations mentionnées à l'article L. 100-3 du code des relations entre le public et l'administration lui transmettent gratuitement un exemplaire des documents qu'elles publient.

Article 8

L'État est responsable des dommages de toute nature causés par les services des assemblées parlementaires.

Les actions en responsabilité sont portées devant les juridictions compétentes pour en connaître.

Les agents titulaires des services des assemblées parlementaires sont des fonctionnaires de l'État dont le statut et le régime de retraite sont déterminés par le Bureau de l'assemblée intéressée, après avis des organisations syndicales représentatives du personnel. Ils sont recrutés par concours selon des modalités déterminées par les organes compétents des assemblées. La juridiction administrative est appelée à connaître de tous litiges d'ordre individuel concernant ces agents, et se prononce au regard des principes généraux du droit et des garanties fondamentales reconnues à l'ensemble des fonctionnaires civils et militaires de l'État visées à l'article 34 de la Constitution. La juridiction administrative est également compétente pour se prononcer sur les litiges individuels en matière de marchés publics.

Dans les instances ci-dessus visées, qui sont les seules susceptibles d'être engagées contre une assemblée parlementaire, l'État est représenté par le président de l'assemblée intéressée, qui peut déléguer cette compétence aux questeurs.

La décision d'engager une procédure contentieuse est prise par le président de l'assemblée concernée, qui la représente dans ces instances. Le président peut déléguer cette compétence aux questeurs de l'assemblée qu'il préside. S'agissant du recouvrement des créances de toute nature, des modalités spécifiques peuvent être arrêtées par le bureau de chaque assemblée.

Article 8 bis

I. – Les députés et les sénateurs peuvent employer sous contrat de droit privé des collaborateurs qui les assistent dans l'exercice de leurs fonctions et dont ils sont les employeurs directs.

II. – Les députés et les sénateurs bénéficient à cet effet d'un crédit affecté à la rémunération de leurs collaborateurs.

Le bureau de chaque assemblée définit les conditions d'emploi des collaborateurs parlementaires.

Les députés et les sénateurs définissent les tâches confiées à leurs collaborateurs et en contrôlent l'exécution.

III. – Le bureau de chaque assemblée s'assure de la mise en œuvre d'un dialogue social entre les représentants des parlementaires employeurs et les représentants des collaborateurs parlementaires.

Article 8 ter

Dès lors qu'ils en sont informés, les parlementaires avisent le bureau de leur assemblée des fonctions exercées par leurs collaborateurs au sein d'un parti ou d'un groupement politique et des activités de ces collaborateurs au profit de représentants d'intérêts au sens de l'article 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Article 8 quater

I. – Il est interdit à un député ou à un sénateur d'employer en tant que collaborateur parlementaire, au sens de l'article 8 bis :

1° Son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin ;

2° Ses parents ou les parents de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin ;

3° Ses enfants ou les enfants de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin.

La violation de cette interdiction emporte la rupture de plein droit du contrat. Cette rupture ne donne lieu à aucune restitution entre les parties.

Le bureau de chaque assemblée détermine les modalités selon lesquelles le député ou le sénateur rembourse les sommes versées en vertu des contrats conclus en violation de l'interdiction mentionnée au présent I.

Le fait, pour un député ou un sénateur, d'employer un collaborateur en méconnaissance de l'interdiction mentionnée au présent I est puni d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

II. – Le député ou le sénateur informe sans délai le bureau et l'organe chargé de la déontologie parlementaire de l'assemblée à laquelle il appartient du fait qu'il emploie comme collaborateur :

1° Son frère ou sa sœur, ou le conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin de celui-ci ou celle-ci ;

2° L'enfant de son frère ou de sa sœur, ou le conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin de cet enfant ;

3° Son ancien conjoint, la personne ayant été liée à lui par un pacte civil de solidarité ou son ancien concubin ;

4° L'enfant, le frère ou la sœur des personnes mentionnées au 3° du présent II ;

5° Le frère ou la sœur de la personne mentionnée au 1° du I.

III. – Lorsqu'un collaborateur parlementaire a un lien familial au sens des I ou II avec un autre député ou sénateur, il en informe sans délai le député ou le sénateur dont il est le collaborateur, le bureau et l'organe chargé de la déontologie parlementaire de l'assemblée dans laquelle il est employé.

IV. – Lorsque l'organe chargé de la déontologie parlementaire constate en application des II et III, de sa propre initiative ou à la suite d'un signalement, qu'un député ou un sénateur emploie comme collaborateur une personne mentionnée aux mêmes II et III d'une manière qui serait susceptible de constituer un manquement aux règles de déontologie de l'assemblée à laquelle ce député ou ce sénateur appartient, il peut faire usage d'un pouvoir d'injonction pour faire cesser cette situation. Il rend publique cette injonction.

V. – Les II, III et IV du présent article s'appliquent sans préjudice des articles 432-10 à 432-13 et 432-15 du code pénal.

Article 9

Les deux premiers alinéas de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 sont modifiés comme suit :

« Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'Assemblée nationale ou du Sénat ainsi que les rapports ou toute autre pièce imprimée par ordre de l'une de ces deux assemblées.

« Ne donnera lieu à aucune action le compte rendu des séances publiques des assemblées visées à l'alinéa ci-dessus fait de bonne foi dans les journaux. »

Article 9 bis

L'arrestation ou toute autre mesure privative ou restrictive de liberté susceptible d'être décidée à l'encontre d'un membre du Parlement fait, à peine de nullité, l'objet d'une demande d'autorisation formulée par le procureur général près la cour d'appel compétente et transmise par le garde des sceaux, ministre de la justice, au président de l'assemblée intéressée. Cette demande indique précisément les mesures envisagées ainsi que les motifs invoqués.

L'autorisation donnée par le Bureau de l'assemblée intéressée ne vaut que pour les faits mentionnés dans la demande prévue au premier alinéa.

Article 10

En temps de paix, les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat ne peuvent accomplir aucun service militaire pendant les sessions si ce n'est de leur propre consentement.

Les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat accomplissant un service militaire ne peuvent participer aux délibérations de l'assemblée à laquelle ils appartiennent ni, si ce n'est par délégation, aux votes de cette assemblée.

Article 11

Les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat demeurent en fonctions à la mobilisation ou dans le cas d'agression manifeste mettant le pays dans la nécessité de pourvoir à sa défense ou dans les cas prévus par la charte des Nations unies ou en période de tension extérieure.

Toutefois, les parlementaires appartenant à la disponibilité ou à la première réserve sont astreints à suivre intégralement les obligations de leur classe de mobilisation.

Les parlementaires soumis ou non à des obligations militaires qui n'appartiennent ni à la disponibilité ni à la première réserve pourront demander à être mobilisés ou à contracter un engagement dans une unité combattante ou dans un service de la zone de combat sans être tenus de donner leur démission de député ou de sénateur.

Il appartient, le cas échéant, à chaque assemblée de fixer les conditions d'exercice du mandat des parlementaires visés aux deux alinéas précédents, sous réserve des dispositions de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote.

Article 12

Les membres des assemblées parlementaires ne peuvent être nommés ou promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur ni recevoir la médaille militaire ou toute autre décoration, sauf pour faits de guerre ou actions d'éclat assimilables à des faits de guerre.

Articles 13 et 14

[...]

BON DE COMMANDE - RETIRAGE

PROPOSITION DE LOI n° 443 - 2024-2025

visant à revoir les conditions de reconnaissance des
compétences médicales des praticiens à diplôme hors
Union européenne sur la base de l'exercice professionnel

Commande envoyée le : XXX

Nb de pages : 9

Imprimeur : XXX

Prix public : **0.50 €**

Contact : Secrétariat de la division des lois

Tél : 01 42 34 20.16

Courriel : publications@senat.fr

Sénat

☐ Exemplaires supplémentaires

20

Livraison¹ le :

XXX

Lieu de livraison souhaité (à l'attention du service de la distribution du
Sénat)

☐ **Bureau :** n°XXX

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche
et les jours fériés : **Texte - Rapport législatif** : J + 1 - **Rapport d'information** : J + 3 (sauf urgence)

Proposition de loi

**Revoir les conditions de reconnaissance
des compétences médicales des praticiens
à diplôme hors Union européenne
sur la base de l'exercice professionnel**

**Mmes Annie LE HOUEROU, Émilienne POUMIROL,
M. Patrice JOLY, Mmes Marion CANALÈS,
Catherine CONCONNE, M. Jean-Luc FICHET,
Mmes Viviane ARTIGALAS, Audrey BÉLIM,
Florence BLATRIX CONTAT, Nicole BONNEFOY,
M. Hussein BOURGI, Mmes Colombe BROSSEL,
Hélène CONWAY-MOURET, M. Gilbert-Luc DEVINAZ,
Mmes Frédérique ESPAGNAC, Laurence HARRIBEY,
MM. Olivier JACQUIN, Didier MARIE, Serge MÉRILLOU,
Jean-Jacques MICHAU, Mme Marie-Pierre MONIER,
M. Franck MONTAUGÉ, Mme Corinne NARASSIGUIN,
MM. Saïd OMAR OILI, Sebastien PLA,
Christian REDON-SARRAZY, Pierre-Alain ROIRON,
David ROS, Rachid TEMAL, Jean-Claude TISSOT,
Simon UZENAT, Mickaël VALLET et Adel ZIANE,
Sénatrices et Sénateurs**

**Envoyée à la commission des affaires
sociales**

N° 443

2024-2025



N° 443
SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 13 mars 2025

PROPOSITION DE LOI

*visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales
des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice
professionnel,*

PRÉSENTÉE

Par Mmes Annie LE HOUEROU, Émilienne POUMIROL, M. Patrice JOLY, Mmes Marion CANALÈS, Catherine CONCONNE, M. Jean-Luc FICHET, Mmes Viviane ARTIGALAS, Audrey BÉLIM, Florence BLATRIX CONTAT, Nicole BONNEFOY, M. Hussein BOURGI, Mme Colombe BROSSEL, M. Yan CHANTREL, Mme Hélène CONWAY-MOURET, M. Gilbert-Luc DEVINAZ, Mme Frédérique ESPAGNAC, M. Hervé GILLÉ, Mme Laurence HARRIBEY, MM. Olivier JACQUIN, Didier MARIE, Serge MÉRILLOU, Jean-Jacques MICHAU, Mme Marie-Pierre MONIER, M. Franck MONTAUGÉ, Mme Corinne NARASSIGUIN, MM. Saïd OMAR OILI, Sebastien PLA, Christian REDON-SARRAZY, Pierre-Alain ROIRON, David ROS, Mme Laurence ROSSIGNOL, MM. Rachid TEMAL, Jean-Claude TISSOT, Simon UZENAT, Mickaël VALLET et Adel ZIANE,

Sénatrices et Sénateurs

*(Envoyée à la commission des affaires sociales, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission
spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)*

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Au 1^{er} janvier 2025, exactement 19 154 médecins à diplôme hors Union européenne (Padhue) sont inscrits au tableau de l'Ordre, exerçant ou non une activité, contre seulement 7 963 en 2010, soit une augmentation de 141 % sur la période (+ 11 191 médecins).

Selon les chiffres du Conseil national de l'Ordre, les Padhue représentent plus de 8 % des actifs médicaux en Côtes-d'Armor, cette proportion monte à près d'un tiers dans l'Aisne et l'Eure-et-Loir.

Malgré cet apport indéniable, le système de santé français ne leur reconnaît pas les compétences qui sont pourtant sollicitées au quotidien pour le tenir à bout de bras. Ainsi, ils étaient près de 7 000 Padhue à travailler sous un statut précaire (faisant fonction d'interne ou stagiaire associé) en 2023, selon la Fédération hospitalière de France (FHF).

La procédure de régularisation médicale, c'est-à-dire de reconnaissance des connaissances et compétences, est absurde, d'autant plus face aux besoins criants de professionnels de santé. Ainsi, les Padhue, pour espérer travailler dans les mêmes conditions que leurs confrères d'origine européenne, doivent être admis au concours des épreuves de vérification des connaissances (EVC) alors qu'ils travaillent en moyenne entre 50 et 75 heures par semaine (*Enquête temps de travail 2023* par l'Intersyndicale nationale des internes – ISNI).

Les critères d'admission à ce concours sont critiquables : en 2024, 20 % des postes initialement ouverts lors de cette session du concours n'ont pas été pourvus puisque seuls 3 235 candidats ont été admis au concours sur liste principale pour 4 000 postes ouverts. Parmi ceux rejetés, certains justifiaient de moyennes supérieures à 14/20.

En outre, l'admission aux EVC ne suffit pas à être régularisé : il faut par la suite justifier d'un stage pour démontrer sa compétence. Le système,

là encore, joue contre les Padhue : les admis ne choisissent pas leur lieu de stage et sont parfois placés dans des services autres que ceux de leur spécialité. Ils sont donc rejetés à la fin de ce processus (d'environ un an) et doivent se présenter à nouveau aux EVC, en continuant à travailler plus de 50 heures hebdomadaires.

L'hypocrisie du système français face aux Padhue doit cesser : nous profitons de leurs compétences et leur dévouement, nous en dépendons, mais nous les maintenons dans des conditions précaires indécentes.

Les réformes récentes accordent une avancée pour les Padhue, pour que leur rémunération atteigne 31 204,37 euros bruts annuels, soit un peu plus de 8 € net par heure (sur une base de 59 heures hebdomadaires, moyenne des internes en France en 2023, selon l'ISNI).

Poussés à bout, des centaines de Padhue ont entamé le 5 mars 2025 une grève de la faim afin d'obtenir une évolution des modalités de leur régularisation. Leur volonté d'exercer la médecine en France, où nous avons besoin d'elles et eux, les pousse à mettre leur vie en danger.

Sans eux, nos CHU et nos hôpitaux de proximité ne pourraient pas fonctionner. L'objet de la présente proposition de loi est donc de **revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des Padhue sur la base de l'exercice professionnel.**

Des médecins ayant exercé plusieurs années en France, ayant prouvé leurs compétences, ne doivent pas se voir refuser la régularisation.

La présente proposition de loi est ainsi constituée de deux mesures d'urgences (articles 1 et 2) ainsi que de perspectives de réformes à plus long terme (articles 3 et 4).

En son sein, **l'article premier** allonge l'accès des médecins et des pharmaciens au statut de Praticiens Associés Contractuels Temporaires (PACT), aboutissement de la loi Valletoux, à 25 mois, sans que son renouvellement nécessite une justification.

L'article 2 étend, de certains territoires ultramarins à l'ensemble du territoire, la possibilité pour les agences régionales de santé (ARS) de déroger à la réglementation sur le parcours de validation des connaissances pour autoriser provisoirement des Padhue exerçant sur le territoire depuis 5 ans à

exercer dans une structure de santé pour les territoires en tension. Cette autorisation provisoire vise à répondre à un besoin aigu sur un territoire donné.

L'article 3 prévoit d'ouvrir aux Padhue ayant exercé pendant deux ans durant les quatre dernières années dans une structure de santé en France la possibilité d'être reconnus pour leurs compétences par une commission régionale, les exemptant ainsi d'épreuves de vérification des connaissances et d'un parcours de justification des compétences. La commission est composée notamment de supérieurs hiérarchiques directs en capacité d'attester des compétences techniques du praticien.

L'article 4 demande un rapport au Gouvernement sur le temps effectif laissé aux internes et faisant fonction d'internes pour la formation, alors que la législation actuelle prévoit deux demi-journées hebdomadaires dédiées, ainsi que sur la possibilité pour les Padhue disposant du statut PACT de recourir à des congés de formation au même titre que les praticiens associés. L'objectif est ainsi d'assurer la possibilité aux Padhue de préparer et de se présenter aux EVC.

**Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance
des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne
sur la base de l'exercice professionnel**

Article 1^{er}

- ① Les articles L. 4111-2-1 et L. 4221-12-1 du code de la santé publique sont ainsi modifiés :
- ② 1° La dernière phrase du premier alinéa est supprimée ;
- ③ 2° Au deuxième alinéa, le mot : « treize » est remplacé par le mot : « vingt-cinq ».

Article 2

- ① Les articles L. 4131-5 et L. 4221-14-3 du code de la santé publique sont ainsi modifiés :
- ② 1° À la première phrase du premier alinéa, les mots : « de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de Mayotte » sont supprimés ;
- ③ 2° Le deuxième alinéa est supprimé.

Article 3

- ① Le code de la santé publique est ainsi modifié :
- ② 1° Le I de l'article L. 4111-2 est ainsi modifié :
- ③ a) Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ④ « Par dérogation, ces personnes sont réputées avoir satisfait aux épreuves de vérification des connaissances prévues au deuxième alinéa et sont, le cas échéant, exemptés de justification d'un parcours de consolidation de compétences mentionné aux sixième à huitième alinéas du présent I si elles ont exercé des fonctions rémunérées au sein d'établissements de santé publics ou privés à but non lucratif, d'établissements sociaux ou médico-sociaux ou des structures d'exercice coordonné mentionnées aux articles L. 6323-1 et L. 6323-3, en tant que professionnel de santé, pendant au moins deux ans en équivalent temps plein depuis le 1^{er} janvier 2021 et après avis favorable d'une commission comprenant notamment des supérieurs hiérarchiques compétents et des professionnels de santé, dont des représentants de l'ordre compétent. Un décret en Conseil d'État fixe la composition de cette commission de vérification des compétences. » ;

- ⑤ *b)* L'avant-dernière phrase des cinquième à septième alinéas est complétée par les mots : « ou de l'avis favorable de la commission mentionnée au quatrième alinéa » ;
- ⑥ *c)* À la première phrase du huitième alinéa, après le mot : « connaissances », sont insérés les mots : « ou d'avoir bénéficié d'un avis favorable de la commission mentionnée au quatrième alinéa du présent I » et, à la fin, les mots : « cinquième alinéa du présent I » sont remplacés par les mots « au sixième alinéa » ;
- ⑦ *d)* Au dernier alinéa, les mots : « cinquième à sixième » sont remplacés par les mots : « sixième à huitième » ;
- ⑧ 2° L'article L. 4221-12 est ainsi modifié :
- ⑨ *a)* Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ⑩ « Par dérogation, ces personnes sont réputées avoir satisfait aux épreuves de vérification des connaissances prévues au deuxième alinéa et sont exemptées de justification d'un parcours de consolidation de compétences si elles ont exercé des fonctions rémunérées en tant que professionnel de santé, pendant au moins deux ans en équivalent temps plein depuis le 1^{er} janvier 2022 et après avis favorable d'une commission comprenant notamment des supérieurs hiérarchiques compétents, des délégués des conseils nationaux des ordres et des organisations nationales des professions intéressées. Un décret en Conseil d'État fixe la composition de cette commission de vérification des compétences. » ;
- ⑪ *b)* L'avant-dernière phrase du cinquième alinéa est complétée par les mots : « ou de l'avis favorable de la commission mentionnée au troisième alinéa » ;
- ⑫ *c)* À la première phrase du sixième alinéa et au dernier alinéa, le mot : « cinquième » est remplacé par le mot : « sixième ».

Article 4

Dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport relatif à l'exercice effectif du droit à formation reconnu aux internes et aux faisant fonction d'internes, aux praticiens associés et aux praticiens associés contractuels temporaires.

Article 5

Les éventuelles conséquences financières résultant pour l'État de la présente loi sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

BON DE COMMANDE - RETIRAGE

PROPOSITION DE LOI n° 54 - 2024-2025

«tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population,»

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : XXX

Pages Couleur : ☐ oui ☒ non

Nb de pages : 8

Nombre de pages couleur :

Prix public : **0.50 €**

N° des pages couleur :

Contact : Secrétariat de la division des lois

Tél : 01 42 34 20.16

Courriel : publications@senat.fr

Sénat

☐ Exemplaires supplémentaires

60

Livraison¹ le :

XXX

Lieu de livraison souhaité (à l'attention du service de la distribution du Sénat)

☐ **Bureau :** n°XXX

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche et les jours fériés : **Texte - Rapport législatif** : J + 1 - **Rapport d'information** : J + 3 (sauf urgence)

Proposition de loi

Rétablir le lien de confiance entre la police et la population

Mme Corinne NARASSIGUIN, M. Jérôme DURAIN,
Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, M. Éric KERROUCHE,
Mmes Laurence HARRIBEY, Audrey LINKENHELD, MM. Pierre-Alain ROIRON,
Patrick KANNER, Mmes Viviane ARTIGALAS, Audrey BÉLIM,
Florence BLATRIX CONTAT, Nicole BONNEFOY, MM. Denis BOUAD,
Hussein BOURGI, Mmes Isabelle BRIQUET, Colombe BROSSEL,
Marion CANALÈS, M. Rémi CARDON, Mme Marie-Arlette CARLOTTI,
MM. Christophe CHAILLOU, Yan CHANTREL, Mmes Catherine CONCONNE,
Hélène CONWAY-MOURET, M. Thierry COZIC, Mme Karine DANIEL,
MM. Jérôme DARRAS, Gilbert-Luc DEVINAZ, Vincent ÉBLÉ,
Mme Frédérique ESPAGNAC, MM. Sébastien FAGNEN, Rémi FÉRAUD,
Mme Corinne FÉRET, MM. Jean-Luc FICHET, Hervé GILLÉ, Olivier JACQUIN,
Éric JEANSANNETAS, Patrice JOLY, Bernard JOMIER, Mmes Gisèle JOURDA,
Annie LE HOUEROU, M. Jean-Jacques LOZACH, Mme Monique LUBIN,
MM. Victorin LUREL, Didier MARIE, Serge MÉRILLOU, Jean-Jacques MICHAU,
Mme Marie-Pierre MONIER, MM. Franck MONTAUGÉ, Saïd OMAR OILI,
Alexandre OUIZILLE, Sébastien PLA, Mme Émilienne POUMIROL,
MM. Claude RAYNAL, Christian REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT,
M. David ROS, Mme Laurence ROSSIGNOL, MM. Lucien STANZIONE,
Rachid TEMAL, Jean-Claude TISSOT, Simon UZENAT, Mickaël VALLET,
Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE, Michaël WEBER et Adel ZIANE,
Sénatrices et Sénateurs

Envoyée à la commission des lois

N° 54

2024-2025



N° 54
SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 17 octobre 2024

PROPOSITION DE LOI

tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population,

PRÉSENTÉE

Par Mme Corinne NARASSIGUIN, M. Jérôme DURAIN, Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, M. Éric KERROUCHE, Mmes Laurence HARRIBEY, Audrey LINKENHELD, MM. Pierre-Alain ROIRON, Patrick KANNER, Mmes Viviane ARTIGALAS, Audrey BÉLIM, Florence BLATRIX CONTAT, Nicole BONNEFOY, MM. Denis BOUAD, Hussein BOURGI, Mmes Isabelle BRIQUET, Colombe BROSSEL, Marion CANALÈS, M. Rémi CARDON, Mme Marie-Arlette CARLOTTI, MM. Christophe CHAILLOU, Yan CHANTREL, Mmes Catherine CONCONNE, Hélène CONWAY-MOURET, M. Thierry COZIC, Mme Karine DANIEL, MM. Jérôme DARRAS, Gilbert-Luc DEVINAZ, Vincent ÉBLÉ, Mme Frédérique ESPAGNAC, MM. Sébastien FAGNEN, Rémi FÉRAUD, Mme Corinne FÉRET, MM. Jean-Luc FICHET, Hervé GILLÉ, Olivier JACQUIN, Éric JEANSANNETAS, Patrice JOLY, Bernard JOMIER, Mmes Gisèle JOURDA, Annie LE HOUEROU, M. Jean-Jacques LOZACH, Mme Monique LUBIN, MM. Victorin LUREL, Didier MARIE, Serge MÉRILLOU, Jean-Jacques MICHAU, Mme Marie-Pierre MONIER, MM. Franck MONTAUGÉ, Saïd OMAR OILI, Alexandre OUIZILLE, Sébastien PLA, Mme Émilienne POUMIROL, MM. Claude RAYNAL, Christian REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, M. David ROS, Mme Laurence ROSSIGNOL, MM. Lucien STANZIONE, Rachid TEMAL, Jean-Claude TISSOT, Simon UZENAT, Mickaël VALLET, Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE, Michaël WEBER et Adel ZIANE,

Sénatrices et Sénateurs

(Envoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dans un rapport publié le 6 décembre 2023, la Cour des comptes a apporté pour la première fois une estimation du nombre de contrôles d'identité réalisés chaque année par la police et la gendarmerie : 47 millions, dont 32 millions réalisés sur la voie publique.

Dans l'état actuel du droit, les articles 78-2 et 78-2-2 du code de procédure pénale définissent dans quels cadres juridiques peuvent se dérouler les contrôles d'identité.

Le contrôle d'identité peut d'abord être lié à une infraction. Toute personne peut ainsi être invitée à justifier de son identité s'il existe contre elle une raison plausible de soupçonner :

- qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ;
- qu'elle se préparait à commettre un crime ou un délit ;
- qu'elle est susceptible de fournir des renseignements sur un crime ou un délit ;
- qu'elle a violé ses obligations ou interdictions liées à un contrôle judiciaire, une mesure d'assignation à résidence, une peine ou une mesure suivie par le juge de l'application des peines ;
- qu'elle est recherchée sur ordre d'un juge.

Les forces de l'ordre peuvent aussi procéder à des contrôles d'identité sur réquisition du procureur de la République, en des lieux et pour une période de temps déterminée.

Le contrôle peut aussi être mené dans un cadre préventif, et administratif, quel que soit le comportement de la personne, pour prévenir une atteinte à l'ordre public. Ce contrôle préventif, quel que soit le comportement de la personne, comporte intrinsèquement un risque important d'arbitraire.

En janvier 2017, le Défenseur des Droits dévoilait dans une enquête que les jeunes hommes entre 18 et 25 ans perçus comme noirs ou arabes connaissent une probabilité vingt fois plus élevée que le reste de la population de subir un contrôle.

Dans sa décision n° 454836, *Amnesty International France et autres*, du 11 octobre 2023, le Conseil d'État a reconnu l'existence de pratiques de contrôles d'identité discriminatoires qui ne peuvent être regardées comme se réduisant à des cas isolés. Il a reconnu en outre leur impact dommageable sur les personnes qui y sont exposées. Dans une seconde décision, il a enjoint au ministre de l'intérieur de prendre des mesures pour faire appliquer l'obligation d'identification des forces de l'ordre.

Toutes les études convergent donc vers le même constat : en France, les personnes issues des « minorités visibles » sont contrôlées bien plus fréquemment que les autres. En 2013, le réseau d'associations Open Society Justice Initiative a mené une grande enquête en France afin d'évaluer les conséquences de ces contrôles souvent vécus comme violents, stigmatisants et discriminatoires. Aussi, les personnes régulièrement contrôlées ont l'impression d'être des citoyens de seconde zone, exclus parce qu'ils n'ont pas « l'air français ». Les parents doivent apprendre à leurs enfants à vivre avec les discriminations. Le sociologue Didier Fassin évoque à ce sujet ce qu'il nomme « une forme très particulière d'éducation civique » pour ces enfants. Les termes qui reviennent également le plus sont « gêne » et « humiliation », notamment quand ces contrôles ont lieu à la vue des passants.

En novembre 2005, Bouna Traoré et Zyed Benna rentrent d'un match de foot et décèdent dans un transformateur électrique après avoir pris la fuite par crainte d'un contrôle policier. À la suite de cela, la France a été confrontée à un épisode important de violences urbaines. Le contrôle policier a été l'étincelle qui a suscité la colère dans de nombreux quartiers et a eu un impact sur la sécurité de la société française tout entière.

Ces contrôles et l'absence de suivi et de transparence sont également un poison pour la police puisque ces pratiques contribuent à altérer la relation de confiance, indispensable, entre toutes les composantes de la population et les forces de l'ordre et, derrière ces dernières, les institutions publiques qu'elles représentent.

Cette relation de défiance qui s'instaure peu à peu met à mal notre vivre-ensemble, le contrat social qui fonde notre République et qui repose sur la liberté et l'égalité.

L'article 12 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 prévoit que « La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée. » La force publique désigne l'ensemble des services de l'État et des

collectivités territoriales chargés de maintenir l'ordre public, la sécurité et de garantir l'exécution des lois. Ses agents doivent exercer leur mission dans le respect des règles en vigueur et dans une relation de confiance avec la population.

Selon une étude du Défenseur des Droits publiée le 27 février 2024, près de deux policiers et gendarmes interrogés sur cinq (39,2 %) jugent les contrôles d'identité « *peu voire pas efficaces* » pour garantir la sécurité d'un territoire. Ce chiffre élevé est le signe d'une perte de sens de cette mission voire du côté contre-productif de cet acte pour beaucoup d'agents de la force publique. Le chiffre avancé par la Cour des comptes, à savoir 47 millions de contrôles d'identité réalisés chaque année, montre le caractère extrêmement chronophage de ces actes qui constituent souvent une perte de temps pour les forces de l'ordre.

Toujours selon cette étude du Défenseur des Droits confiée au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), les policiers et gendarmes sont très peu à être d'accord avec l'affirmation selon laquelle « on peut globalement faire confiance aux citoyens pour se comporter comme il faut » (23,8 % des policiers et 34,3 % des gendarmes). Le lien de confiance semble donc rompu des deux côtés entre la police et la population.

L'auteur de cette proposition de loi souhaite rappeler son attachement au travail exemplaire de nos policiers et gendarmes, très souvent mis à mal par un manque criant de reconnaissance et de moyens. Le travail de patrouille des agents est rendu de plus en plus difficile, notamment à cause d'une hostilité croissante de la part d'une partie de la population. Cette hostilité peut conduire à des violences et agressions envers les forces de l'ordre qui ne sont pas acceptables.

L'objectif de ce texte est également de susciter un débat sur la doctrine d'emploi des forces de l'ordre pour une plus grande efficacité d'action, ce qui suppose de réévaluer les consignes de la hiérarchie et l'adéquation de leur formation.

Comme l'a recommandé la Défenseure des Droits, il nous semble indispensable de « *mettre en place une politique publique sur les contrôles d'identité qui apporte les garanties nécessaires pour encadrer une pratique aujourd'hui mal évaluée et peu contrôlée* ».

Aussi, il semble nécessaire de mettre en place un dispositif d'enregistrement et de traçabilité des contrôles d'identité afin d'encadrer cette pratique. Et cela, en vue de deux objectifs essentiels : rétablir une confiance de la population dans la police et ses actions de contrôle afin

d'assurer la sécurité partout et pour tous, mais aussi permettre aux policiers d'exercer leurs fonctions en toute transparence, afin de les sécuriser eux-mêmes dans la pratique de leur métier et de redonner du sens à leur mission.

Ainsi, l'article 1^{er} de cette proposition de loi modifie l'article 78-1 du code de procédure pénale afin **d'inscrire dans la loi l'exigence de contrôle motivé qui exclut toutes discriminations**, telles que définies aux articles 225-1 à 225-4 du code pénal. Il doit être mis en œuvre dans le respect de la dignité des personnes. Il est susceptible de recours.

L'article 2 modifie l'alinéa 7 de l'article 78-2 du code de procédure pénale relatif aux **réquisitions écrites du procureur de la République en instaurant l'exigence d'une demande motivée du représentant de l'État dans le département ou, à Paris, du préfet de police, ou de la propre initiative du procureur.**

Il **modifie** également l'alinéa 8 relatif aux **contrôles administratifs** qui comportent un risque important d'arbitraire en les encadrant pour **assurer la sécurité d'un événement, d'une manifestation ou d'un rassemblement exposé à un risque d'atteinte grave à l'ordre public** à raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation.

L'article 3 instaure un dispositif d'enregistrement et de traçabilité des contrôles d'identité, c'est-à-dire le **récépissé de contrôle d'identité**. Il crée les articles 78-2-2-1 et 78-2-2-2 du code de procédure pénale qui prévoient l'établissement d'un **document dont un double est remis à l'intéressé** et qui mentionne :

- le **fondement juridique et les motifs** justifiant le contrôle d'identité, les **suites** qui peuvent y être données,
- l'**identité de la personne contrôlée**,
- la **date, l'heure et le lieu du contrôle**,
- le **matricule, le grade et le service de l'officier ou de l'agent de police judiciaire** ayant procédé au contrôle.

Le format que prendra l'enregistrement et la traçabilité des contrôles d'identité sera précisé par décret en Conseil d'État, mais il semble plus opportun de se diriger vers une attestation numérique qui pourrait prendre la forme d'un SMS ou d'un courriel.

Enfin, l'article 4 précise dans l'article L. 241-1 du code de la sécurité intérieure que les contrôles d'identité doivent être **enregistrés systématiquement par les caméras mobiles**.

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population

Article 1^{er}

Le second alinéa de l'article 78-1 du code de procédure pénale est complété par trois phrases ainsi rédigées : « Ce contrôle d'identité doit être motivé et exclut toutes discriminations, telles que définies aux articles 225-1 à 225-4 du code pénal. Il doit être mis en œuvre dans le respect de la dignité des personnes. Il est susceptible de recours. ».

Article 2

- ① L'article 78-2 du code de procédure pénale est ainsi modifié :
- ② 1° Le septième alinéa est ainsi modifié :
- ③ *a)* La première phrase est ainsi rédigée : « Sur demande motivée du représentant de l'État dans le département ou, à Paris, du préfet de police, ou, de sa propre initiative, le procureur de la République peut, sur réquisitions écrites, instituer un périmètre au sein duquel, pour une période de temps déterminée, l'identité de toute personne peut être également contrôlée, selon les mêmes modalités, aux fins de recherche et de poursuites d'infractions qu'il précise. »
- ④ *b)* Sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Un rapport annuel établi par le ministère de la justice sur la base des données transmises par les procureurs de la République, indique, pour chaque ressort, le nombre de réquisitions prononcées et refusées, les périmètres retenus, les périodes de temps déterminées, les infractions poursuivies, le nombre de personnes ayant fait l'objet d'un contrôle d'identité sur ce fondement et les motifs ayant justifié ce contrôle. Ce rapport est rendu public et ses données sont rendues accessibles dans un format ouvert et librement utilisable. »
- ⑤ 2° Le huitième alinéa est ainsi rédigé :
- ⑥ « L'identité de toute personne peut également être contrôlée, selon les modalités prévues au premier alinéa, pour assurer la sécurité d'un événement, d'une manifestation ou d'un rassemblement exposé à un risque d'atteinte grave à l'ordre public à raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation. Le contrôle peut s'opérer dans le périmètre du lieu exposé à ce risque et à ses abords. L'étendue et la durée des contrôles sont adaptées et proportionnées aux nécessités que font apparaître les circonstances. »

Article 3

- ① I. Après l'article 78-2-2 du code de procédure pénale, sont insérés des articles 78-2-2-1 et 78-2-2-2 ainsi rédigés :
- ② « *Art. 78-2-2-1.* – Toute personne dont l'identité est contrôlée en application des articles 78-2 et 78-2-2 se voit remettre une attestation qui mentionne :
- ③ « 1° Le fondement juridique et les motifs justifiant le contrôle d'identité, ainsi que, le cas échéant, les suites qui lui sont données ;
- ④ « 2° L'identité de la personne contrôlée ;
- ⑤ « 3° La date, l'heure et le lieu du contrôle ;
- ⑥ « 4° Le matricule, le grade et le service de l'officier ou de l'agent de police judiciaire ayant procédé au contrôle.
- ⑦ « *Art. 78-2-2-2.* – Après avoir été anonymisées, les données collectées sur le fondement de l'article 78-2-2-1 sont rendues accessibles dans un format ouvert et librement réutilisable. »
- ⑧ II. Un décret en Conseil d'État, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 4

Le premier alinéa de l'article L. 241-1 du code de la sécurité intérieure est complété par une phrase ainsi rédigée : « L'enregistrement audiovisuel de leur intervention est obligatoire lorsqu'ils envisagent de procéder à un contrôle d'identité dans les conditions prévues aux articles 78-2 et 78-2-2 du code de procédure pénale. »

BON DE COMMANDE - RETIRAGE

PROPOSITION DE LOI n° 543 rect. - 2024-2025

visant à garantir la liberté académique des chercheurs et des enseignants-chercheurs, l'indépendance des travaux de recherche et la transparence des fonds privés affectés à l'enseignement supérieur et à la recherche

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : XXX

Pages Couleur : ☐ oui ☒ non

Nb de pages : 11 pages

Nombre de pages couleur :

Prix public : 0,50 €

N° des pages couleur :

Contact : Secrétariat de la division des lois

Tél : 01 42 34 20.16

Courriel : publications@senat.fr

Sénat

☒ Exemplaires supplémentaires Sénateur

200

Livraison¹ le :

XXX

Lieu de livraison souhaité (à l'attention du service de la distribution du Sénat)

☒ Bureau : n° :XXX

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche et les jours fériés : Texte - Rapport législatif : J + 1 - Rapport d'information : J + 3 (sauf urgence)

Proposition de loi

**Garantir la liberté académique des chercheurs et
des enseignants-chercheurs, l'indépendance des travaux
de recherche et la transparence des fonds privés affectés
à l'enseignement supérieur et à la recherche**

**MM. Adel ZIANE, Yan CHANTREL, Mme Marie-Pierre MONIER,
MM. Patrick KANNER, David ROS, Mmes Colombe BROSSEL, Sylvie ROBERT,
Karine DANIEL, M. Jean-Jacques LOZACH, Mmes Viviane ARTIGALAS,
Audrey BÉLIM, Florence BLATRIX CONTAT, Nicole BONNEFOY,
MM. Denis BOUAD, Hussein BOURGI, Mmes Isabelle BRIQUET, Marion CANALÈS,
M. Rémi CARDON, Mme Marie-Arlette CARLOTTI, M. Christophe CHAILLOU,
Mmes Catherine CONCONNE, Hélène CONWAY-MOURET, MM. Thierry COZIC,
Jérôme DARRAS, Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, MM. Gilbert-Luc DEVINAZ,
Jérôme DURAIN, Vincent ÉBLÉ, Mme Frédérique ESPAGNAC,
MM. Sébastien FAGNEN, Rémi FÉRAUD, Mme Corinne FÉRET,
MM. Jean-Luc FICHET, Hervé GILLÉ, Mme Laurence HARRIBEY,
MM. Olivier JACQUIN, Éric JEANSANNETAS, Patrice JOLY, Bernard JOMIER,
Mme Gisèle JOURDA, M. Éric KERROUCHE, Mmes Annie LE HOUEIROU,
Audrey LINKENHELD, Monique LUBIN, MM. Victorin LUREL, Didier MARIE,
Serge MÉRILLOU, Jean-Jacques MICHAU, Franck MONTAUGÉ,
Mme Corinne NARASSIGUIN, MM. Saïd OMAR OILI, Alexandre OUIZILLE,
Sébastien PLA, Mme Émilienne POUMIROL, MM. Claude RAYNAL,
Christian REDON-SARRAZY, Pierre-Alain ROIRON, Mme Laurence ROSSIGNOL,
MM. Lucien STANZIONE, Rachid TEMAL, Jean-Claude TISSOT, Simon UZENAT,
Mickaël VALLET, Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE et Michaël WEBER,
Sénateurs et Sénatrices**

**Envoyée à la commission de la culture, de
l'éducation, de la communication et du sport**

N° 543 rect.

2024-2025



N° 543 *rect.*

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024-2025

Enregistré à la Présidence du Sénat le 18 avril 2025

PROPOSITION DE LOI

*visant à garantir la liberté académique des chercheurs
et des enseignants-chercheurs, l'indépendance des travaux de recherche
et la transparence des fonds privés affectés à l'enseignement supérieur
et à la recherche,*

PRÉSENTÉE

Par MM. Adel ZIANE, Yan CHANTREL, Mme Marie-Pierre MONIER, MM. Patrick KANNER, David ROS, Mmes Colombe BROSSEL, Sylvie ROBERT, Karine DANIEL, M. Jean-Jacques LOZACH, Mmes Viviane ARTIGALAS, Audrey BÉLIM, Florence BLATRIX CONTAT, Nicole BONNEFOY, MM. Denis BOUAD, Hussein BOURGI, Mmes Isabelle BRIQUET, Marion CANALÈS, M. Rémi CARDON, Mme Marie-Arlette CARLOTTI, M. Christophe CHAILLOU, Mmes Catherine CONCONNE, Hélène CONWAY-MOURET, MM. Thierry COZIC, Jérôme DARRAS, Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, MM. Gilbert-Luc DEVINAZ, Jérôme DURAIN, Vincent ÉBLÉ, Mme Frédérique ESPAGNAC, MM. Sébastien FAGNEN, Rémi FÉRAUD, Mme Corinne FÉRET, MM. Jean-Luc FICHET, Hervé GILLÉ, Mme Laurence HARRIBEY, MM. Olivier JACQUIN, Éric JEANSANNETAS, Patrice JOLY, Bernard JOMIER, Mme Gisèle JOURDA, M. Éric KERROUCHE, Mmes Annie LE HOUEROU, Audrey LINKENHELD, Monique LUBIN, MM. Victorin LUREL, Didier MARIE, Serge MÉRILLOU, Jean-Jacques MICHAU, Franck MONTAUGÉ, Mme Corinne NARASSIGUIN, MM. Saïd OMAR OILI, Alexandre OUIZILLE, Sébastien PLA, Mme Émilienne POUMIROL, MM. Claude RAYNAL, Christian REDON-SARRAZY, Pierre-Alain ROIRON, Mme Laurence ROSSIGNOL, MM. Lucien STANZIONE, Rachid TEMAL, Jean-Claude TISSOT, Simon UZENAT, Mickaël VALLET, Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE et Michaël WEBER,

Sénateurs et Sénatrices

(Envoyée à la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Depuis l'Antiquité, la quête du savoir s'oppose aux illusions et aux préjugés. Dans *La République*, Platon décrit, à travers son allégorie de la caverne, la condition d'hommes enchaînés, condamnés à ne voir du monde que des ombres projetées sur une paroi. Seul celui qui parvient à s'en libérer peut accéder à la vérité et peut, malgré les résistances, éclairer les autres.

L'Université et la recherche sont aujourd'hui les héritières de cette mission : interroger le réel, confronter les idées et refuser les certitudes faciles. Mais cette exigence de vérité scientifique ne peut s'exercer que dans un cadre protégé, à l'abri des pressions politiques, économiques ou idéologiques. Garantir la liberté académique, c'est ainsi assurer aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs les conditions nécessaires à l'émancipation intellectuelle de la société tout entière.

Pourtant, ce concept reste parfois méconnu, voire mal compris, alors même qu'il est essentiel au bon fonctionnement du monde universitaire. Comme l'affirmait le doyen Georges Vedel, la liberté académique est une « liberté faite de liberté »¹, qui recouvre : la liberté d'enseignement académique, la liberté de recherche académique et la liberté d'expression académique². Elle constitue le fondement même de l'Université, permettant aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs de développer, sans contraintes, une réflexion critique et indépendante.

En permettant l'épanouissement d'une réflexion scientifique libre de toute influence, la liberté académique joue un rôle crucial dans le débat public. Elle constitue un rempart contre les discours démagogiques et contribue à objectiver les politiques publiques, qu'elles soient sociales, économiques ou environnementales. En cela, elle est l'un des piliers sur lesquels repose une démocratie éclairée, offrant à la société des analyses rigoureuses et libres.

Pourtant, cette liberté, essentielle à la vitalité démocratique, fait face à des menaces croissantes. À l'échelle internationale, les atteintes à la liberté académique se multiplient. L'indice de liberté académique (ILA), créé à l'initiative de Katrin Kinzelbach, professeure en politique internationale des droits de l'homme à l'Université Friedrich-Alexander

¹ Vedel, G. (1960) « Les libertés universitaires », *Revue de l'enseignement supérieur*, n°4, p. 134-139.

² Fernandes, C. (2024), *La liberté académique de A à Z*, Dalloz.

d'Erlangen-Nuremberg, en est la mesure de référence. Cet indice évalue cinq dimensions : la liberté de recherche et d'enseignement, la liberté d'échange et de diffusion académiques, l'autonomie institutionnelle, l'intégrité du campus et la liberté d'expression académique et culturelle.

Les dernières évaluations de l'ILA montrent une tendance préoccupante : alors qu'en 2006, un citoyen sur deux dans le monde vivait dans une zone de liberté académique, en 2023, cette proportion est tombée à un sur trois.

Si l'ILA de la France conserve un score élevé (0,90 en 2023 contre 0,89 en 2006), la liberté académique fait face à des menaces grandissantes :

- des pressions économiques, dues à un financement public insuffisant de la recherche, aggravé par une dépendance croissante aux financements privés. L'essor des conventions de mécénat entre universités et entreprises, souvent marquées par un manque de transparence, soulève des interrogations, comme l'a documenté l'association *Academia*. Certains contrats intègrent des clauses de non-dénigrement, limitant la capacité des chercheurs et des enseignants-chercheurs à critiquer les entreprises ou leurs pratiques ;

- des contraintes administratives, notamment avec une augmentation des tâches bureaucratiques imposées aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs qui détournent leur attention de leur mission principale : la production de savoirs ;

- des menaces judiciaires, par le biais de procédures-bâillons : ces poursuites judiciaires abusives pour intimider les chercheurs et les enseignants-chercheurs, souvent sans réelle intention d'obtenir gain de cause en justice, dont les exemples se multiplient ces dernières années. Dès 2017, un rapport commandé par M. Thierry Mandon, alors secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et rédigé par une commission présidée par le professeur Denis Mazeaud, recommandait d'introduire des mécanismes « anti-SLAPP »³ dans notre droit. La présente proposition de loi s'inspire directement de ces propositions restées sans traduction législative à ce jour.

- un climat d'anti-intellectualisme et de disqualification de toute pensée critique qui se traduit par des pressions, des intimidations et des injonctions à se taire de plus en plus fréquentes, notamment de la part de personnalités publiques ;

³ SLAPP : *strategic litigation against public participation*

- enfin, les influences étrangères, dénoncées notamment par une mission d'information sénatoriale en 2021 menée par MM. Etienne Blanc et André Gattolin⁴.

Dès lors, il est impératif d'agir maintenant pour garantir la liberté académique avant que les menaces qui pèsent sur elle ne deviennent irréversibles. L'absence de cette protection par le droit affaiblit notre système académique face aux pressions internes et externes. Si cette liberté n'est pas protégée par le droit, elle risque de s'éroder. L'exemple récent des États-Unis illustre ce danger : depuis l'investiture du Président Donald Trump en janvier 2025, les ingérences politiques dans l'enseignement supérieur se sont multipliées, mettant en péril l'indépendance des chercheurs et la pluralité des savoirs.

Ce contexte, aussi préoccupant soit-il, place la France face à une responsabilité majeure, mais aussi face à une opportunité unique. Nous devons nous donner les moyens de devenir un pôle d'attraction pour les chercheurs étrangers qui fuient les pressions politiques, les menaces, les atteintes à la liberté académique. Pour cela, il est essentiel de leur offrir un cadre protecteur à la hauteur, capable de nous distinguer dans la compétition internationale pour l'accueil des chercheurs en exil.

Si la liberté académique est avant tout une exigence nationale, la garantir sans ambiguïté en ferait aussi un atout stratégique pour notre pays, en attirant les chercheurs en quête d'un espace de recherche libre et protégé.

En France, notre Constitution consacre les principes de gratuité et de laïcité de l'enseignement supérieur public depuis 1971 et l'indépendance des enseignants-chercheurs depuis la décision du Conseil constitutionnel du 20 janvier 1984, qui l'a érigée en principe fondamental reconnu par les lois de la République (PFRLR). Pour autant, la liberté académique reste un angle mort du droit français et les quelques principes éventuellement identifiables sont peu prescriptifs.

La seule source, à valeur seulement législative, a été introduite en 2020 lors des débats sur la loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030. La première rédaction adoptée au Sénat : « *Les libertés académiques s'exercent dans le respect des valeurs de la République* » avait suscité un vif émoi au sein de la communauté scientifique. Face à la polémique, un compromis avait été trouvé en commission mixte paritaire, aboutissant à la rédaction actuelle : « *Les libertés académiques sont le gage de l'excellence de l'enseignement supérieur et de la recherche français. Elles*

⁴ Sénat (2021), *Mission d'information sur les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences*.

s'exercent conformément au principe à caractère constitutionnel d'indépendance des enseignants-chercheurs. »

Cette rédaction qui figure aujourd'hui à l'article L. 952-2 du code de l'éducation pose plusieurs problèmes :

- sur la forme, elle emploie le pluriel « libertés académiques », un choix contesté par les universitaires, qui privilégient le singulier en référence à l'expression allemande *akademische Freiheit* et à son équivalent anglais *academic freedom* ;

- sur le fond, cette rédaction ne complète qu'imparfaitement l'article L. 952-2, qui se limite à garantir la liberté d'expression des enseignants-chercheurs sans expliciter la liberté de recherche et la liberté d'enseignement, laissant un vide juridique préjudiciable.

Face à ces lacunes, l'auteur de la présente proposition de loi propose d'inscrire clairement dans la loi les trois dimensions de la liberté académique – la liberté d'enseignement, la liberté de recherche et la liberté d'expression des chercheurs et des enseignants-chercheurs – afin de garantir pleinement l'indépendance des travaux de recherche. Elle vise également à garantir la transparence des fonds privés affectés à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Ainsi l'**article 1^{er}** vise à davantage encadrer, aux termes de la loi, la liberté académique, corollaire du principe à valeur constitutionnelle d'indépendance des enseignants-chercheurs, et à protéger les sources et matériaux des chercheurs et des enseignants-chercheurs.

L'**article 2** vise à garantir la mise en œuvre effective de la liberté académique dans chaque établissement d'enseignement supérieur, en instaurant l'obligation d'adopter une politique d'établissement formalisée, assortie d'un bilan annuel.

L'**article 3** vise à créer un Observatoire national de la liberté académique chargé de centraliser les données, signalements et analyses relatifs aux atteintes à cette liberté et de formuler des recommandations dans un rapport public annuel.

L'**article 4** vise à protéger les chercheurs et les enseignants-chercheurs visés par une procédure-bâillon, c'est-à-dire une action judiciaire sans fondement réel, intentée dans le but de les intimider ou de les faire taire en raison de l'exercice de leur liberté d'expression, en instaurant un mécanisme de protection fonctionnelle et de prise en charge de leurs frais de justice.

L'**article 5** vise à assurer la transparence des fonds privés octroyés aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

L'**article 6** complète le code de la recherche afin de garantir l'indépendance des travaux de recherche et d'empêcher la limitation de ceux-ci par le biais de clauses contractuelles.

L'**article 7** soumet les entraves à la liberté académique aux sanctions pénales actuellement applicables aux entraves à la liberté d'enseigner, à la liberté d'expression ou à la liberté de création et de diffusion artistiques.

L'**article 8** est le gage de la proposition de loi.

Proposition de loi visant à garantir la liberté académique des chercheurs et des enseignants-chercheurs, l'indépendance des travaux de recherche et la transparence des fonds privés affectés à l'enseignement supérieur et à la recherche

Article 1^{er}

- ① Le second alinéa de l'article L. 952-2 du code de l'éducation est remplacé par six alinéas ainsi rédigés :
- ② « La liberté académique constitue le gage de l'excellence de l'enseignement supérieur et de la recherche français. Conformément au principe à caractère constitutionnel d'indépendance des enseignants-chercheurs, elle garantit aux enseignants-chercheurs et aux chercheurs :
- ③ « 1° La liberté de recherche, qui inclut l'autonomie du choix des sujets, des collaborations et de la méthodologie des travaux de recherche ainsi que le droit de publication et de diffusion de ces travaux et le droit de communication s'appliquant à ceux-ci ;
- ④ « 2° La liberté pédagogique, qui recouvre la liberté d'enseignement et de discussion ;
- ⑤ « 3° La liberté d'expression académique, qui comprend l'expression d'opinions fondées sur le savoir, dans et hors l'université.
- ⑥ « Les sources et matériaux nécessaires aux enseignants-chercheurs et aux chercheurs sont protégés dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche.
- ⑦ « Toute entrave à l'exercice de la liberté académique est passible de l'une des sanctions prévues à l'article 431-1 du code pénal. »

Article 2

- ① Le code de l'éducation est ainsi modifié :
- ② 1° Le chapitre III du titre II du livre I^{er} de la première partie est complété par un article L. 123-10 ainsi rédigé :
- ③ « *Art. L. 123-10.* – Les universités et les établissements d'enseignement supérieur mettent en œuvre une politique d'établissement visant à garantir le respect et l'exercice de la liberté académique, telle que définie à l'article L. 952-2 du présent code.

- ④ « Cette politique est définie et approuvée par le conseil d'administration après avis du conseil académique. Elle précise notamment les engagements de l'établissement en matière de protection de la liberté d'expression académique, de prévention des pressions internes ou externes et d'accompagnement des enseignants-chercheurs et des chercheurs en cas d'atteinte à cette liberté. Un conseil, dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par décret, est chargé de veiller à la mise en œuvre de cette politique. » ;
- ⑤ 2° Après le 11° de l'article L. 712-2, il est inséré un 12° ainsi rédigé :
- ⑥ « 12° Il présente chaque année au conseil d'administration un rapport sur la mise en œuvre de la politique d'établissement visant à garantir le respect et l'exercice de la liberté académique mentionnée à l'article L. 123-10. Ce rapport est transmis, après approbation par le conseil d'administration, au ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche. »

Article 3

- ① Il est créé, auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, un Observatoire national de la liberté académique composé de personnalités indépendantes.
- ② Il recueille, analyse et publie chaque année les données transmises par les établissements en application du 12° de l'article L. 712-2 du code de l'éducation ainsi que tout signalement d'atteinte à la liberté académique.
- ③ Il remet, chaque année, un rapport au Parlement et au ministre chargé de l'enseignement supérieur. Ce rapport dresse un état des lieux national, identifie les menaces pesant sur la liberté académique et propose les évolutions législatives, réglementaires ou pratiques susceptibles de la renforcer. Il fait l'objet d'un débat annuel dans les commissions compétentes des deux assemblées.
- ④ Un décret précise la composition, les missions et les modalités de fonctionnement de cet Observatoire.

Article 4

- ① Après l'article L. 134-11 du code général de la fonction publique, il est inséré un article L. 134-11-1 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 134-11-1.* – Les enseignants-chercheurs et chercheurs bénéficient de la protection fonctionnelle dès lors qu'ils font l'objet de poursuites mettant en cause l'exercice de la liberté d'expression ou de la liberté académique, dans le cadre de leurs fonctions.

- ③ « La collectivité publique prend en charge, au titre de cette protection, les frais exposés dans le cadre d’instances civiles ou pénales. »

Article 5

La deuxième phrase du premier alinéa de l’article L. 719-4 du code de l’éducation est complétée par les mots : « qui font l’objet d’une publicité dans des conditions prévues par décret ».

Article 6

- ① Après l’article L. 111-2 du code de la recherche, il est inséré un article L. 111-2-1 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 111-2-1.* – Aucune clause contractuelle ne peut entraver l’indépendance d’un travail de recherche, dans sa définition, sa méthode, son périmètre et ses conclusions.
- ③ « Le contrat de recherche signé entre un établissement public de recherche ou d’enseignement supérieur et un organisme de droit privé est rendu public et fait apparaître le sujet de recherche et le montant de la rémunération versée à l’établissement et aux chercheurs concernés, dans des conditions fixées par décret. »

Article 7

- ① Avant le dernier alinéa de l’article 431-1 du code pénal, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ② « Le fait d’entraver, d’une manière concertée et à l’aide de menaces, l’exercice de la liberté académique est puni d’un an d’emprisonnement et de 15 000 euros d’amende. »

Article 8

Les éventuelles conséquences financières résultant pour l’État de la présente loi sont compensées, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

BON DE COMMANDE - RETIRAGE

Rapport d'information n° 447 - 2023-2024

**L'intelligence artificielle va-t-elle révolutionner
l'univers des collectivités territoriales ?**

Commande envoyée le : XXX

Imprimeur : **XXX**

Pages Couleur : ☒ oui ☐ non

Nb de pages : 153

Nombre de pages couleur : 10

Prix public : **8,00 €**

N° des pages couleur : 32 – 41 – 43 – 46 –
64 – 68 – 74 – 78 – 85 - 86

Contact : Secrétariat de la division des lois

Tél : 01 42 34 20.16

Courriel : publications@senat.fr

Sénat

☒ *Exemplaires supplémentaires Sénateur*

20

Livraison¹ le :

XXX

Lieu de livraison souhaité (à l'attention du service de la distribution du Sénat)

☒ **Bureau** : n°XXX

¹ Pour le calcul des jours, exclure le samedi, le dimanche
et les jours fériés : **Texte - Rapport législatif** : J + 1 - **Rapport d'information** : J + 3 (sauf urgence)

Bon de commande

L'Essentiel du rapport n°478 (2024-2025)

Commande envoyée le : XXX

Pas de couverture

Impression format fermé A4,
couleur, recto verso

Nb de pages :

Papier blanc

Reliure piquée

Contact : Secrétariat de la division du contrôle, des questions et
des publications

Tél : 01 42 34 24.14

Courriel : publications@senat.fr

Sénat	20
Assemblée nationale	
Livraison le :	J+1
Exemplaires supplémentaires Sénat	
Exemplaires supplémentaires Sénateurs	

Commentaire :

... la proposition de loi visant à

CLARIFIER LES OBLIGATIONS DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS ET SÉCURISER LEUR APPLICATION EN COPROPRIÉTÉ

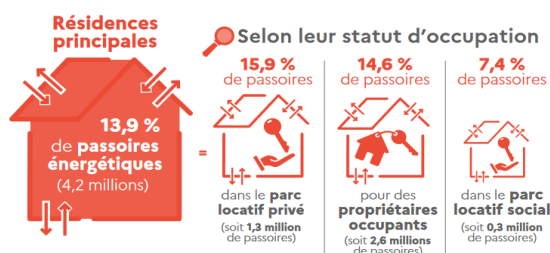
Réunie le mercredi 26 mars 2025, la commission des affaires économiques a adopté la proposition de loi d'Amel Gacquerre visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété, dans une version modifiée à l'initiative de la rapporteure, Sylviane Noël.

Face à l'ampleur de la crise du logement, la commission a souhaité assouplir les conditions d'atteinte des exigences de performance énergétique des logements pour tenir compte des contraintes des propriétaires, sans pour autant modifier le calendrier issu de la loi Climat et résilience.

La commission a notamment élargi le champ des contraintes légitimes prises en compte par le texte. Elle a également étendu ce dernier au logement individuel et rendu opposable le DPE collectif.

1. UN MUR DE RÉNOVATIONS ÉNERGÉTIQUES À RÉALISER, DES DIFFICULTÉS EN COPROPRIÉTÉ À TRAITER

Quel est le taux de passoires énergétiques ?

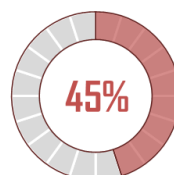


Source : Ministère de la transition écologique, 2024

Parmi les 30,6 millions de résidences principales en France, 4,2 millions sont des passoires énergétiques classées F ou G au titre du diagnostic de performance énergétique (DPE). Au total, c'est **1,6 million de passoires énergétiques** qui a vocation à sortir du parc locatif, privé ou social, d'ici 2028.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, près de **250 000 logements loués en résidence principale et classés G** sont concernés par l'interdiction de location issue de la loi Climat et résilience.

Parmi eux, les **logements en copropriété** sont particulièrement représentés. Ce sont dans ces logements que les travaux de rénovation sont souvent les plus délicats, en raison de **difficultés de financements** et surtout, de **divergences d'intérêts** entre propriétaires occupants, bailleurs ou propriétaires de meublés de tourisme.



Nombre et taux de logements du parc locatif privé en copropriété
classés F ou G

Pour **limiter les blocages en copropriété**, la commission a récemment adopté deux mesures :

- à son initiative, la récente [loi du 19 novembre 2024 sur la location meublée touristique](#) a contribué à résorber ces divergences, en soumettant tous les meublés de tourisme aux exigences de décence énergétique des logements en 2034 ;
- lors de l'examen de la [loi « Habitat dégradé »](#) et dans la lignée des recommandations de la commission d'enquête sur la rénovation énergétique, elle a introduit une **possibilité d'abaissement de la majorité nécessaire** au vote des travaux de rénovation énergétique en copropriété.



Mais le rythme de rénovation énergétique des logements, et notamment des copropriétés, est insuffisant pour limiter l'effet des exigences de décence énergétique sur la [crise du logement](#).

Les 250 000 logements classés G qui devraient sortir du parc locatif cette année représentent autant de logements que **toutes les mises en chantier** en 2024 en France, alors que l'offre de biens à louer a **chuté de 9 %**

entre octobre 2023 et octobre 2024.

2. UNE PROPOSITION BIENVENUE MALGRÉ UN EXAMEN TARDIF

La commission déplore que l'Assemblée nationale n'ait pas adopté la proposition de loi visant à prévenir les litiges relatifs aux obligations de décence énergétique et à sécuriser leur application en copropriété de MM. Marchive et Echaniz : le Sénat se saisit donc tardivement de la présente proposition de loi, qui vise à apporter des précisions concernant une **échéance connue depuis 2021** et **que subissent les propriétaires depuis le 1^{er} janvier 2025**.

Près de **trois mois après la date du 1^{er} janvier 2025**, un report du calendrier de décence énergétique *a posteriori* risquerait de déstabiliser la filière, composée en majorité de petits artisans, ainsi que l'atteinte des objectifs de rénovation à terme, pour un bénéfice en faveur du logement qui n'est pas évident puisque les biens concernés sont vraisemblablement déjà sortis du parc locatif.



Pour réussir à mettre en œuvre ce calendrier ambitieux, la commission souligne l'impératif de la **stabilité du soutien financier public à la rénovation énergétique**, tant au niveau de ses montants que dans ses paramètres. Elle avait alerté lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2025 sur la nécessité de ne pas répéter les atermoiements de début 2024 qui avaient occasionné des retards dans les rénovations. Après une réduction d'un milliard d'euros en cours d'année 2024 à l'issue d'une tentative de réforme infructueuse, le budget de Ma Prime Rénov' a encore été amputé d'un milliard d'euros en 2025, pour s'élever à 2,1 milliards d'euros contre 3 milliards en 2024.

C'est dans ce contexte que la commission a souhaité enrichir la proposition de loi déposée par Amel Gacquerre.

Ce texte :

- clarifie le fait que l'obligation de décence énergétique ne s'applique qu'à la date de conclusion, de renouvellement ou de reconduction du bail et non au 1^{er} janvier ;
- permet au propriétaire qui a réalisé tous les travaux techniquement et juridiquement possibles pour atteindre la classe énergétique requise de continuer à louer son bien ;
- suspend l'obligation de décence énergétique le temps de la réalisation des travaux lorsqu'un contrat de maîtrise d'œuvre a été signé – en précisant que dans les copropriétés, les travaux reposent sur un audit énergétique et sont réalisés dans un délai de cinq ans ;
- renforce les droits des locataires en précisant que la réduction de loyer prononcée par le juge avant l'exécution des travaux doit être proportionnée au préjudice subi, tout en sécurisant les propriétaires face à des locataires faisant obstacle aux travaux ;
- demande un rapport au Gouvernement sur l'opportunité de réviser le calcul du DPE pour y inclure la notion de confort d'été.

3. L'APPORT DE LA COMMISSION : TENIR COMPTE AUTANT QUE POSSIBLE DES CONTRAINTES PESANT SUR LES PROPRIÉTAIRES DANS LE CONTEXTE DE CRISE DU LOGEMENT



La commission a souhaité **élargir les contraintes** prises en compte pour que l'obligation de décence énergétique soit satisfaite : outre les contraintes techniques, elle a également inclus les contraintes **architecturales, patrimoniales ou liées au coût des travaux** rendant impossibles leur réalisation.

Elle estime que la **prise en compte du refus du syndicat de copropriétaires** est bienvenue : néanmoins, afin de **limiter les refus de complaisance**, elle a précisé que ce refus **ne vaut que s'il est intervenu il y a moins de trois ans**, incitant les propriétaires à soumettre tous les trois ans à l'assemblée générale des copropriétaires une résolution tendant à la réalisation des travaux.



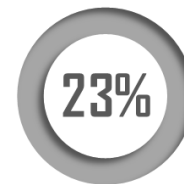
Partant du constat que les logements individuels sont ceux qui comptent le plus de passoires énergétiques au sein du parc locatif privé, elle a souhaité étendre le champ de la proposition de loi aux **logements individuels**.



Taux de passoires énergétiques dans les copropriétés de moins de 20 logements



Taux de passoires énergétiques dans les copropriétés de plus de 80 logements



Taux de passoires énergétiques parmi les maisons individuelles



Consciente que les copropriétés peuvent associer des propriétaires aux **intérêts aussi divers** que des propriétaires occupants, des propriétaires bailleurs – privés ou sociaux – et des propriétaires louant des meublés de tourisme, la commission a souhaité prendre en compte le **DPE collectif**, lorsque sa classe énergétique permet de satisfaire les obligations de décence. Cette proposition, formulée par la commission d'enquête sur la rénovation énergétique, permet de rendre les **copropriétés solidaires** face à la rénovation énergétique.

Afin de tenir compte de la situation des petites copropriétés, qui sont souvent les moins bien entretenues et celles qui comportent le plus de passoires énergétiques, elle a décidé **ne pas conserver l'exigence du recours à un maître d'œuvre** dans le cadre de l'engagement de travaux.

En outre, la commission a supprimé la disposition faisant **persister la réduction de loyer** dans le cas où le propriétaire a exécuté les travaux ordonnés par le juge mais que la performance énergétique de son logement reste classée « G+ » : la commission n'estime pas légitime de pénaliser un **propriétaire** qui a exécuté tous les travaux demandés par le juge.

À des fins de clarification, elle a enfin souhaité appliquer toutes les précisions contenues dans cet article aux **baux en cours**, afin d'éviter qu'un propriétaire dont le bail a été conclu avant le 1^{er} janvier 2025 soit exclu du champ d'application de la loi.



Enfin, plutôt qu'une demande de rapport sur une révision du calcul du DPE pour y inclure la notion de confort d'été, la commission a souhaité introduire les dispositions votées dans le cadre de la **proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien de Michaël Weber**. Notamment, il s'agit de prévoir que le DPE prend en compte les spécificités thermiques du bâti ancien et que des exigences de **qualification supplémentaires** sont exigées pour les

diagnostiqueurs auditant un bâtiment ancien d'intérêt patrimonial. À l'initiative de la rapporteure, la commission a également précisé que le rapport demandé au Gouvernement sur le soutien financier à la rénovation des bâtiments anciens évalue aussi la possibilité de faire évoluer le coefficient de conversion des consommations finales en énergie primaire en ce qui concerne l'électricité.

POUR EN SAVOIR +

- Les travaux du Sénat sur la loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale du 19 novembre 2024
- Les travaux de la mission d'information sur la crise du logement d'avril 2024
- Les travaux du Sénat sur la loi visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement du 10 avril 2024
- Les travaux de la commission d'enquête sénatoriale sur la rénovation énergétique des logements de juin 2023
- Les travaux de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi visant à prévenir les litiges relatifs aux obligations de décence énergétique et à sécuriser leur application en copropriété
- Les travaux du Sénat sur la proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien de Michaël Weber et plusieurs de ses collègues



Dominique Estrosi Sassone
Présidente

Sénateur des Alpes-Maritimes
(*Les Républicains*)



Sylviane Noël
Rapporteure

Sénatrice de la Haute-Savoie
(*Les Républicains*)

[Commission
des affaires économiques](#)

Téléphone : 01.42.34.23.20

[Consulter le dossier législatif](#)

